Compte rendu des séances publiques
N° 17 – Session ordinaire 2002-2003

57e	séance, mercredi	21 mai 2003
58e	séance, jeudi	22 mai 2003
59e	séance, jeudi	22 mai 2003
60e	séance, mardi	3 juin 2003

Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux:

Premier bilan des travaux de la Convention européenne

Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière au Sénat de Belgique à Bruxelles les 27 et 28 juin 2003. Sous la présidence de M. Jean-Marie Happart, les parlementaires des trois pays du Benelux se sont penchés sur une série de sujets d'actualité avant de rendre hommage à M. Ady Jung, ancien Président de cette Assemblée parlementaire, appelé aux fonctions de Conseiller d'Etat. Pendant 14 ans, M. Jung était un des piliers du Parlement Benelux, par son engagement et les diverses fonctions qu'il y occupait. Il sera remplacé par Mme Nelly Stein, tandis que M. Nico Loes prendra sa relève comme Président de la délégation luxembourgeoise et en tant que Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche. M. John Schummer quant à lui, assure les fonctions de Vice-président de l'Assemblée pendant la session en cours.

Lors de la séance du vendredi, 27 juin 2003, consacrée en partie au thème de la coopération des pays Benelux dans le domaine de la politique extérieure et de la Constitution européenne, M. Jean-Luc Dehaene, ancien Premier Ministre belge et Vice-Président de la Convention européenne, a présenté au Conseil Interparlementaire les conclusions de sa participation à l'élaboration de la Constitution européenne. Selon M. Dehaene, la Convention a donné un nouveau souffle à l'Europe qui franchit ainsi un pas important par rapport au Traité de Nice. Le Ministre belge des Affaires étrangères, M. Louis Michel, également présent lors de ce débat, s'est félicité du résultat obtenu, preuve de la grande maturité du débat européen.

La Chambre des Députés était représentée par l'ensemble de la délégation luxembourgeoise aux séances plénières d'été dont l'ordre du jour reflétait notamment les travaux de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, sous présidence luxembourgeoise.

Un ordre du jour bien fourni

Le ralentissement économique au sein du Benelux, l'importance du secteur touristique, la protection juridique des inventions biotechnologiques, la protection des produits agricoles et la pollution par les nitrates ont autant retenu l'attention que la circulation des personnes, la politique énergétique et les résultats d'un séminaire sur le patrimoine culturel.

L'Assemblée a également parlé budget et pris connaissance des réponses des trois Gouvernements beneluxiens à des recommandations approuvées antérieurement par elle. Certains points de l'ordre du jour nécessitant un complément d'information, ont été reportés à la session d'hiver.

Dans le cadre de cette session, les membres du Parlement Benelux furent reçus par le Bourgmestre de Bruxelles et par la Présidente du Parlement bruxellois.

(de gauche à droite) Mme Lydia Mutsch, M. Claude Frieseisen, M. Nico Loes, M. Jeannot Belling, M. Camille Gira, M. John Schummer, Mme Nelly Stein, M. Ady Jung, M. Pierre Dillenburg.

Travaux des commissions parlementaires

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Le rôle de l'Etat

Le 26 juin 2003, le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative, M. Joseph Schaack, a présenté aux membres de la commission parlementaire compétente une étude relative au rôle de l'Etat au Luxembourg.

L'étude réalisée par deux professeurs de droit constitutionnel à l'Université d'Aix-Marseille III, MM. André Roux et Guy Scoffoni, préconise le modèle d'un "Etat garant" régi par les principes de subsidiarité, de régulation et de solidarité. Elle plaide en faveur d'une clarification du rôle et des missions de l'Etat, d'une amélioration de ses structures et d'une modernisation de ses services.

M. Schaack a qualifié l'étude "d'extrêmement utile". Elle permettrait au Gouvernement d'entamer une réflexion approfondie sur le sujet.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

(Art. 21 du Règlement de la Chambre des Députés)

Visite de parlementaires russes à la Chambre des Députés

En date du 29 juin, une délégation composée en partie de députés russes, membres de la Douma d'Etat, a été reçue à la Chambre des Députés par le Président M. Jean Spautz. L'échange de vues informel - auquel participaient également, du côté luxembourgeois, MM. John Schummer, député, et Claude Frieseisen, Secrétaire général - s'est situé dans le contexte d'un séminaire organisé par l'Organisation internationale du Travail en coopération avec la Fondation russe pour les réformes sociales au sujet du "soutien social aux travailleurs et gestion des ressources humaines dans les entreprises en restructuration à l'instar de l'industrie du fer et de l'acier".

Le Ministère du Travail et le siège d'Arcelor étaient les deux autres étapes des députés et experts russes en déplacement à Luxembourg, avant de poursuivre leur voyage d'études en Belgique.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

Que l'UE devienne membre associé du Conseil de l'Europe!

(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Lydie Err, M. Marcel Glesener, M. Gusty Graas.

"L'Union européenne doit devenir un membre associé du Conseil de l'Europe. Un premier pas a déjà été fait en ce sens lorsque la Convention a soutenu l'idée d'une adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme. Il faut cependant aller plus loin: L'Union renforcerait considérablement la crédibilité du soutien qu'elle apporte au droit international si elle adhérait à l'instrument qui constitue à bien des égards le mécanisme international juridiquement contraignant le plus complet et le plus étendu du monde. Les conventions et traités du Conseil, au nombre de près de 200, servent en effet de modèle et de source d'inspiration aux Nations Unies et aux organisations régionales." Tels ont été les mots de Monsieur Peter Schieder, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, lors de sa déclaration à l'ouverture de la 3e partie de la session 2003.

En effet le débat d'urgence relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe et le Conseil de l'Europe ainsi que celui relatif aux menaces qui pèsent sur la Cour pénale internationale ont été parmi bien d'autres les points forts de la susdite session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg du 23 au 27 juin 2003, et à laquelle ont assisté MM. Gusty Graas et Marcel Glesener, respectivement Président et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise ainsi que les membres Mmes Lydie Err et Mady Delvaux-Stehres et M. Norbert Haupert.

Visite iranienne à la Chambre des Députés:

La démocratie à l'iranienne

M. Niki Bettendorf et les membres de la délégation iranienne

Au cours de ses différents entretiens à la Chambre des Députés, le Président de la Commission de la Sécurité nationale et des Affaires étrangères du Parlement iranien (Majlis), M. le Dr. Mohsen Mirdamadi, accompagné d'une délégation, a plaidé la cause du modèle démocratique prôné par le Président iranien Chatami.

Il s'agirait de concilier les valeurs démocratiques occidentales avec les traditions et coutumes religieuses de l'Iran, a-t-il dit: "Si nous réussissons à mettre en place un tel système, il pourrait servir de modèle à tous nos voisins."

M. Mirdamadi a exprimé sa satisfaction face aux résultats des interventions sous conduite américaine en Afghanistan et en Irak, sans pour autant approuver la façon de procéder des Etats-Unis. En ce qui concerne plus particulièrement la situation d'après-guerre en Irak, l'hôte iranien s'est prononcé en faveur de la mise en place rapide d'un gouvernement irakien.

M. Mirdamadi a été reçu successivement par M. Jean Spautz, Président, et M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, ainsi que par une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense composée de MM. Paul Helminger, Jean-Paul Rippinger, Claude Wiseler, Laurent Mosar et Jacques-Yves Henckes.

Fête nationale

Le Te Deum solennel célébré le 23 juin 2003 en la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg en présence des membres de la Famille grand-ducale était comme tous les ans le point culminant des festivités organisées dans le cadre de la Fête nationale du Grand-Duché de Luxembourg.

La Chambre des Députés y était représentée de même que le Gouvernement, les autres corps constitués ainsi le corps diplomatique accrédité auprès du chef d'Etat luxembourgeois.

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

4991 - Projet de loi

portant modification de certains articles du code pénal

Le projet de loi a pour objet de modifier trois articles du Code pénal, à savoir l'article 52, qui a trait à la tentative de crime en général, l'article 476, qui concerne la tentative de vol ou d'extorsion, et l'article 376, qui est relatif au viol ayant causé la mort de la victime.

1) L'article 52 du Code pénal, qui énonce le principe d'après lequel la tentative de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle du crime même, et qui établit un échelonnement des peines, est complété compte tenu de la loi du 13 juin 1994 sur le régime des peines, qui a introduit un nouvel échelon dans les peines criminelles, à savoir la réclusion de 20 à 30 ans.

Désormais la réclusion de 20 à 30 ans est la peine immédiatement inférieure à la réclusion à vie, tandis que la réclusion de 15 à 20 ans est la peine immédiatement inférieure à la réclusion de 20 à 30 ans, les échelons suivants étant maintenus.

Ainsi la réclusion de 10 à 15 ans reste la peine immédiatement inférieure à la réclusion de 15 à 20 ans; la réclusion de 5 à 10 ans reste la peine immédiatement inférieure à la réclusion de 10 à 15 ans; et enfin, l'emprisonnement de 3 mois au moins reste la peine immédiatement inférieure à la réclusion de 5 à 10 ans.

2) L'article 476 du Code pénal, qui punit la tentative de vol ou d'extorsion, est complété en ce sens que la tentative de vol ou d'extorsion accompagnée d'un meurtre ne sera désormais plus punie seulement de la réclusion de 15 à 20 ans, mais de la réclusion à vie.

3) L'article 376 du Code pénal est complété en ce sens que si une tentative de viol a causé la mort de la victime, la peine sera la réclusion de 15 à 20 ans, et que le meurtre commis pour faciliter la tentative de viol ou pour en assurer l'impunité sera puni de la réclusion à vie.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.07.2002

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

17.03.2003	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
30.04.2003	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2003

5072 - Projet de loi portant

1. modification de l'article 46 et de l'article 56-2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

2. introduction des articles 37-2 et 78-2 dans la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Le projet de loi 5072 a un triple objet:

a) préciser les dispositions de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire relatives à l'accès au fichier informatique de jurisprudence tenu au service de documentation et à l'accès à la bibliothèque centrale de la magistrature, aux fins de résoudre certains problèmes pratiques;

b) modifier l'article 56-2 de la même loi relatif aux assesseurs des tribunaux du travail en doublant le nombre des assesseurs-employeurs et des assesseurs-salariés, en vue d'augmenter la disponibilité des assesseurs et de permettre une meilleure répartition des charges, et en abandonnant la condition de résidence des assesseurs, là encore en vue d'augmenter la disponibilité des assesseurs;

c) compléter la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif en y insérant des dispositions permettant le remplacement des magistrats bénéficiant d'un congé sans traitement.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 18.12.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

30.04.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
14.05.2003	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2003

5073 - Projet de loi

modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Le projet comporte une première série d'adaptations de la loi spéciale de financement du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation des infrastructures hospitalières.

En effet, il s'avère aujourd'hui que la concrétisation des projets, l'affinement des plans et des devis, l'introduction de modifications ainsi que la prise en considération d'exigences nouvelles et plus contraignantes imposées par l'Inspection du travail et des mines se répercutent sur les montants inscrits à la loi et mettent en évidence la sous-estimation des enveloppes prévues dans la loi précitée.

Les modifications proposées par le présent projet concernent les infrastructures suivantes:

1. La modernisation de la Clinique pédiatrique auquel s'ajoute le projet pour la mise en sécurité de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte.

2. L'Institut national de cardiologie et de chirurgie interventionnelle (INCCI) au Centre hospitalier à Luxembourg aux fins de régularisation du dépassement de l'enveloppe autorisée par la loi de financement.

3. Le projet de modernisation de la Clinique d'Eich.

4. Le projet de nouvelle construction de la Clinique Dr Bohler sur le même site que l'hôpital général de la Fondation François-Elisabeth au Kirchberg.

5. Le projet d'agrandissement du Centre national de radiothérapie François Baclesse.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 18.12.2002

Rapporteur: M. Marco Schroell

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

16.01.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
11.06.2003	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2003

5097 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres et la République de Croatie. L'Accord joue un rôle important pour le processus de stabilisation et d'association avec les pays de l'Europe du Sud-Est.

Les Parties s'engagent à contribuer à la stabilisation politique, économique et institutionnelle de la Croatie et de la région par le développement de la société civile et la démocratisation, le renforcement des institutions et la réforme de l'administration publique, le développement du commerce et de la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Les objectifs de l'Accord sont notamment de soutenir les efforts croates pour développer la coopération économique et internationale, en particulier grâce au rapprochement de la législation avec celle des Communautés, pour achever la transition vers une économie de marché, promouvoir les relations économiques harmonieuses et élaborer une zone de libre-échange entre la Communauté et la Croatie et pour encourager la coopération régionale.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10.02.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

28.04.2003	Désignation du rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2003

5105 - Projet de loi

relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement

Le projet de loi comporte deux articles, une première disposition par laquelle le Luxembourg accepte les statuts de la BAsD dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en vigueur de la loi, et une deuxième régissant les modalités financières de l'adhésion luxembourgeoise.

Pratiquement, le Luxembourg souscrira 12.040 parts sociales dans le capital de la BAsD, nombre qui constitue la limite inférieure pour les pays membres non régionaux, c'est-à-dire non asiatiques. Ceci placera notre pays à pied d'égalité avec d'autres pays européens de taille moyenne, comme l'Autriche, la Belgique, le Danemark et l'Espagne. Concrètement, en termes de droits de vote, le Luxembourg disposera donc d'un poids autrement plus important que celui qui est le sien, par exemple, au sein de la Banque Mondiale.

Sept pour cent du capital souscrit doivent être libérés, de manière à ce que, sur base d'un prix unitaire de 12.063,5 dollars américains par part sociale, la participation luxembourgeoise dans le capital de la BAsD coûtera l'équivalent en euros de 10.217.785 dollars. Le paiement s'effectuera en quatre tranches annuelles, étalées de 2003 à 2006, et composées à raison de 43 pour cent d'un paiement en espèces et de 57 pour cent de bons du trésor, qui sont amortissables sur cinq ans.

La charge budgétaire résultante est de l'équivalent en euros de 2.263.239 dollars entre 2003 et 2006, et de la valeur en euros de 1.164.828 dollars en 2007.

Parallèlement à l'adhésion du Luxembourg à la BAsD, celui-ci devra verser une contribution au Fonds Asiatique de Développement, qui est le gestionnaire des prêts accordés par la BAsD. Cette contribution sera de 35 millions de dollars, et sera effectuée en bons du trésor. Le paiement est réparti en deux tranches annuelles, en 2003 et en 2004, et les bons sont amortissables sur la période 2003-2007.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.03.2003

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

02.06.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
06.06.2003	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2003

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S24 / 327.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Ordre du jour

1. Communications
2. Débat sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn der Chamber Folgendes matzedeelen:

1) Par lettre du 21 mai 2003 Monsieur le Député Marc Zanussi a informé le Président de la Chambre des Députés qu'il désire interpeller le Gouvernement sur la protection des animaux.

2) Par lettre du 20 mai 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 7 au 10 avril 2003:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté européenne sur le projet de règlement de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies concernant l'approbation de dispositions uniformes relatives à l'homologation de: i) systèmes d'adaptation spécifique au GPL à installer sur les véhicules à moteur pour l'utilisation de GPL dans leur système de propulsion, ii) systèmes d'adaptation spécifique au GNC à installer sur les véhicules à moteur pour l'utilisation de ONC dans leur système de propulsion;

- résolution sur les conclusions des négociations de Copenhague sur l'élargissement;

- position sur la demande de la République tchèque de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République d'Estonie de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Chypre de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Lettonie de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Lituanie de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Hongrie de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Malte de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Pologne de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Slovénie de devenir membre de l'Union européenne;

- position sur la demande de la République de Slovaquie de devenir membre de l'Union européenne;

- recommandation à l'intention du Conseil sur le développement futur d'Europol;

- résolution sur une stratégie d'information et de communication pour l'Union européenne.

Mir kommen dann elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Weiler, Krecké, Rippinger, Gibéryen, Bausch, Urbany, Bodry, d'Madame Durdu, déi Häre Jaerling, Lux, Schummer, Greisen, Di Bartolomeo, d'Madame Beissel, d'Hären Henckes, Graas, Mehlen, Bettel, Krieps a Garcia. Als éischte Riedner huet den Här Weiler d'Wuert.

2. Débat sur l'état de la nation

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Analys vun der Lag vun der Natioun bedéngt och a vläicht fir d'éischt eng Betruechtung vun der Situatioun vun eisem Land a sengem europäesche Kontext, am Kontext vun enger Europäescher Unioun déi versicht sech ze reforméieren an där et geléngt sech ze erweideren.

D'Lag vun der Europäescher Unioun ass haut net esou roueg wéi déi vun eisem Land et nach ëmmer ass. Et sinn opreegent Zäiten op eisem Kontinent. Déi gréisste an déi ambitiéisten Erweiderung vun der Unioun vollzitt sech an engem Kontext vun allgemenger wirtschaftlecher Morositéit. Déi aktuell Unioun, déi vun de 15, kennt an der Moyenne kaum nach Wirtschaftswuesstum. Bei déi wirtschaftlech Onsécherheet, déi virun allem a Relatioun mat der Aarbechtslosegkeet ze gesinn ass, kënnt d'Onsécherheet derbäi déi duerch Krich an Terrorismus ervirgeruff gëtt.

Eppes fält besonnesch op an Europa, dat ass d'Diskrepanz tëschent den Zuele vun der Wirtschaftsentwécklung innerhalb vun der Unioun an deenen zentral- an osteuropäesche Bäitrëttsstaten. Wärend an der Unioun am Moment kaum nach e Land ass, wou et Wuesstum gëtt, bei ganz wéinegen ass dat, ass dat awer net de Fall an enger Rei vun deenen neie Länner, déi bei eis wëlle kommen, wou den Duerchschnëttwuesstum de Moment bei ëm déi 5% läit. Dat huet sécher seng Grënn, huet net onbedéngt awer eppes dermat ze doen, dass déi méi eng raffinéiert Wirtschaftspolitik wéi mir bedreiwen, mä déi Länner komme vu wäit hier.

Nom Zesummebroch vum Kommunismus hate vill vun hinnen, op d'mannst wärend enger Rei vu Joren, iwwerhaapt kee Wuesstum. Hir Vollekswirtschafte si geschrumpft an et huet vill Ustrengung an Entbehrunge kascht, fir den Trend opzefänken an ëmzedréinen. D'Litauer, d'Polen an d'Slowake wësse wat et heescht op d'Zänn ze bäissen, d'Äerm eropzestréppen a sech bäizeschaffen. A si bréngen et fäerdeg.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Millioune vu Leit an Osteuropa schaffen haut nach fir 300, 400 a 500 Euro de Mount haart a schwéier un enger besserer Zukunft. A mir mat eiser Wuesstumsa Wuelstands- heiansdo Phobië sinn dëse Länner Unerkennung schëlleg fir déi Moderniséierungsleeschtung, déi zu Riga, zu Prag an zu Budapest realiséiert gëtt.

Europa wiisst zesummen, mä d'Ënnerscheeder tëschent den Europäer verschwannen net. Beim Irakkrich hate mer eng duebel Trennungslinn gesinn iwwer eise Kontinent. Dat beweist, dass mer eis bei wäitem nach net an allem eens ginn, an dofir denken ech ass et och gutt, dass et heiansdo nei Ambitioune gëtt. Den 29. Abrëll war Lëtzebuerg ee vun de véier Memberstate vun der Unioun, déi der verdeedegungspolitescher Dimensioun an Europa endlech wollten e konkreten Ustrach ginn. De Statsminister huet gëschter gesot, wann e wichtegt Stéck neit Europa entsteet, da soll Lëtzebuerg nees eng Kéier méi bei de Grënnungsmembere sinn.

Ech muss soen, Här President, wann een dat do verfollegt huet an deene leschte Wochen, dann huet ee gesinn dass et net iwwerall Zoustëmmung zu där Approche ginn ass. An et ass virun allem och opgefall, dass hei am Haus Leit waren, déi sech plutôt kritesch geäussert hu par rapport zu där Initiativ, déi vun deene véier ënnerholl ginn ass. An et huet mech virun allem gewonnert, dass grad just déi, déi während dem Irakkrich der Regierung virgeworf hunn, dass se sech net no genuch un déi Länner, wat eis direkt Nopere sinn, Däitschland, d'Belsch, Frankräich, erugetaascht hätt, elo virgeworf kréien, dass déi Initiativ net onbedéngt vu Lëtzebuerg hätt missen am éischte Moment matgedroe ginn. Dofir war ech appaart frou ze liese vun enger Journalistin an enger Wochenzeitung, déi net bekannt ass fir extrem Sympathië permanent ze entwéckele fir de Statsminister: „En choisissant de rallier la France, l'Allemange et la Belgique auprès du club des fondateurs de la plateforme Pesc, il - an dat ass de Statsminister – met ses pas dans ceux des hommes qui ont dit présent au moment de la création du BENELUX, de la CECA, de la Communauté européenne." An d'Madame Fonck, fir se ze nennen, fiert fort a seet: „Jean-Claude Juncker a anticipé sur l'avenir, que cela plaise ou non, force est de le reconnaître que l'on soit de droite, du centre ou de gauche."

(Interruption)

Här Krecké, reegt Iech elo emol net op ier Der geschloe sidd. Ech hu virdru mäin Erstaunen hei zum Ausdrock bruecht, dass grad just vun Ärer Säit kritesch Stëmmen an deem dote Kontext komm waren, an dofir wollt ech soen dass et och Leit ginn, déi éischter Iech no stinn an net esou séier eis no stinn, déi dat doten appréciéiert hunn an déi dat an där do Form unerkannt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Wirtschafts- a Finanzpolitik stinn d'Zeeche queesch uechtert d'Unioun vun deene 15 op Stuerm. An Däitschland hu geschwë fënnef Millioune Leit keng Aarbecht, an hir Zuel steigt weider. Eise groussen Noper verzeechent de Moment e Minuswuesstum. Rezessioun ass ugesot. Eng Rei vun de Länner vun der Unioun kënnen d'Maastrichter Defizitkritäre bei der Budgetsexécutioun net anhalen. An England hu mer an deene leschten Deeg héieren, dass déi reng öffentlech Gesondheetsversuergung praktesch zesumme gebrach ass. An Éisträich, an net nëmmen do, an enger Rei vun anere Länner och ass de Pensiounssystem um Enn vu senge Méiglechkeeten ukomm. D'éisträichesch Regierung probéiert mat aschneidende Moossnamen d'Keese sanéiert ze kréien ier et zu enger Katastroph kënnt. An anere Länner ass dat net anescht, wat d'Sozialversuergung ubelaangt.

Wien d'Televisioun kuckt an d'Press liest, dee gesäit dass an Europa e raue Wand bléist. An dat Stéchwuert bréngt mech och zréck op Lëtzebuerg fir ze froen: Wéi steet dann eist Land do an deem Europa, wou Rezessioun ëmmer méi dacks ugesot ass, wou de Chomâge streckeweis dramatesch Ausmoossen ugeholl huet, wou d'öffentlech Haushalter net méi opginn an d'Sozialsystemer plazeweis virum Kollaps stinn?

De Statsminister sot gëschter, et gëtt keng Kris hei am Land, mä et kriselt. An de Wirtschaftsminister huet bei der Eröffnungsried vun der Foire sech ähnlech ausgedréckt, wéi e gesot huet dass mer et net mat enger wirtschaftlecher Kris ze doen hätten, mä mat enger Rei vu Rupturen. Et géif gebrach ginn, esou sot en, mat der Continuitéit vun ongewéinlech héije Wuesstumszuelen, gebrach mat der Gewunnecht, dass mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer zwee- oder dräimol méi en héije Wuesstum hu wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass. An et gëtt och gebrach, esou wéi et ausgesäit, mat der Konstanz vun enger Aarbechtsmaartexpansioun vu 4, 5 oder souguer 6%.

Dës Rupturen, Här President, eenzel geholl, eenzel gesinn an och zesumme geholl, si keng wirtschaftlech Kris. Si bréngen allerdéngs eis alleguerten dozou fir eist Bewosstsinn nei ze orientéieren, all déi och, déi sech gemittlech drop agestallt haten, an eigentlech op eng relativ passiv Aart a Weis, dass mir grondsätzlech an zu all Zäitpunkt besser wäre wéi déi aner.

Déi Rupturen, déi mer erliewen, féieren eis op de Buedem vun der Realitéit vun den ekonomeschen Tatsaachen zréck. Op de Buedem vun der Realitéit vu konjunkturelle Cyclen, vum Afloss op Lëtzebuerg vun Europa a weltwäit wirtschaftlechen Entwécklungen, a vun der Fragilitéit vun enger Vollekswirtschaft, déi zu engem grousse Deel vun engem bestëmmte Secteur dominéiert gëtt. Mir kréie ganz däitlech hei gewisen, dass och zu Lëtzebuerg d'Beem net an den Himmel wuessen.

An da stellt sech d'Fro: Wéi gi mer ëm mat dëser neier, fir eis ongewinnte Situatioun? Mir, dat heescht heibannen, d'Parteien, d'Fraktiounen, mä och dobaussen d'Gewerkschaften, d'Patronatsorganisatiounen, an net zu Lescht d'Bierger selwer. Ech mengen, wa mer éierlech zesumme sinn, dann hate mer eis alleguerten zesummen e bëssen drop agestallt, oder wéinegstens insgeheim gehofft, dass trotz geleeëntleche Warnruffer dat grousst Wuesstum, wat mer an deene leschte Jorzéngten haten, sech këint fortsetzen. A wien de Versuch wëllt starten, dat ze contestéieren, dee brauch een nëmme mat sengen Iddien, senge Propositiounen, senge Fuerderunge vun deene leschte Joren ze konfrontéieren. Déi wären net méiglech gewiescht, wann en net geduecht hätt, dass mer kënnte wirtschaftlech, an domat och finanziell a budgetär eis dat leeschten.

D'Fro, wéi mer ëmgi mat där neier Situatioun, ass natierlech an éischter Linn eng Fro un d'Regierung. Wéi e Kurs steiert d'Regierung un, fir aus där konjunktureller Dällt, esou wäit wéi dat iwwerhaapt an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg méiglech ass, eraus ze kommen, fir eis Wirtschaft ze stabiliséieren a Wuesstum ze förderen?

Et ass jo an deene leschte Méint, a virun allem um Enn vum leschte Joer, wéi déi nei Situatioun bekannt ginn ass - déi nei wirtschaftlech Zuel ass jo vill monéiert ginn -, gesot ginn, d'Regierung wär heibäi kal erwëscht ginn. Ech wëll net méi op dës Polemik zréckkommen, déi grad ësou steril wéi topesch ass. An der Tëschenzäit héiert ee jo net méi vill dovun. Et sinn nach ganz vereenzelt Stëmmen déi der Regierung e Reproche maachen, si hätt schonn 2001 misse gesi wat am Joer 2002 kéim.

All europäesch Regierungen hunn Instrumenter opgrond vun deene se d'Wirtschaftsentwécklung moosse loossen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net anescht. Keng Regierung huet en Zauberstaf mat deem se ka wëssen zu all Moment, wéi elo, an deenen nächste Méint an an deenen nächste Joren d'Wirtschaft sech wäert entwéckelen. Dat beschte Beispill, a wat mir alleguerte gutt kenne well mer déi däitsch Televisioun jo vill kucken, ass Däitschland. Wann ee gesäit wat d'lescht Joer an Däitschland virun de Wahlen u Chiffren an d'Welt gesat ginn ass, mat wat fir enge Chiffren d'Regierung raisonnéiert huet, zwee Méint no de Wahle gouf et eng aner Welt.

Entweder war et esou wéi gesot ginn ass, entweder wosst déi däitsch Regierung virun de Wahle wat lass war, dann huet se d'Leit op d'A gedréckt, oder si wosst et net, an dovunner ginn ech emol aus, a si konnt eréischt nodeem datt se d'Zuele vun deenen zoustännegen Instituter krut wësse wat lass ass.

Et ass onerhieflech gewiescht, ob mer dräi Méint éischter oder dräi Méint méi spéit mat deenen Zuelen do konfrontéiert gi sinn, an ech soen Iech firwat datt et an eisen Aen onerhieflech war.

Et gëtt nämlech, Här President, keng 20 oder 25 verschidde Méiglechkeete wéi e klengt Land enger wirtschaftlecher Réckbildung kann entgéint wierken, respektiv eng Konjunktur, esou wäit wéi dat a senge Méiglechkeete besteet, erëm kann ukuerbelen. Et gëtt der am wesentlechen nëmmen dräi. Et gëtt éischtens d'Senkung vun de Steiere vun de Bierger fir de Konsum unzereegen, et gëtt dann d'Erofsetze vun de Steiere fir d'Betriber, fir d'Investitiounen ze förderen an d'Konkurrenzfäegkeeet ze erhalen an drëttens gëtt et déi öffentlech Investissementer, fir déi op engem méiglechst héijen Niveau ze halen.

Här President, an deenen doten dräi wesentlechen Domäner, déi eng Regierung traditionell, an net nëmmen hei am Land, mä och a ganz Europa, op der ganzer Welt, zur Verfügung huet. Et sinn dat déi wesentlech Pisten, déi ee ka goen, wann ee mat engem wirtschaftleche Réckgang ze doen huet. Déi ware schonn am Virfeld, ier d'Zuelen, ier déi nei Situatioun bekannt war, vun der Regierung ergraff ginn. Mat der Steierreform, déi mer Enn 2001 gestëmmt hunn, kruten d'Haushalter an d'Betriber alles an allem eng Milliard Euro un zousätzleche Mëttele fir de Konsum héich ze halen a fir kënnen ze investéieren. Schonn Enn 2001 war dës Moossnam hei an der Chamber gestëmmt ginn, an dat war laang ier de Statec an aner Instanzen hir Previsiounen drastesch zréckgeholl hunn. Dat war, Här President, eng Konjunkturpolitik, déi zum richtegen Zäitpunkt gräift.

An datselwecht ass wouer fir de Budgetsvolumen, deen déi staatlech Investitiounspolitik ausmécht. Am Budget 2002, dem Budget vun dem Joer vun den neien Zuelen, hu mer 12% vun de Staatsausgaben an Investitiounen drainéiert. An am Budget fir dëst Joer sinn dat esouguer 13%, wat 3% vun der Wirtschaftsleeschtung vum PIB vun eisem Land ausmécht. Keen anert Land, Här President, a ganz Europa kann dat dote maachen, konnt dat maachen. Mir konnten et maachen opgrond vun där Politik, déi mer an deene Jore virdru gemaach hunn.

A wann ech dann d'lescht am Kader vun der Debatt iwwert de Chômage hei héieren hunn, wou gesot ginn ass, d'Regierung hätt am Budget vum leschte Joer missten drastesch Aschnëtter maachen, fir esou genuch Sputt ze kréie fir Investissementer, da froen ech mech awer, Här President, a wéi enger Welt liewen d'Leit déi dat dote

soen. Éischtens emol gouf net gesot wou dann déi drastesch Aschnëtter am Budget fir d'Joer 2003 hätte sollen, kënnen oder misste gemaach ginn an zweetens ass et jo awer esou a bleift et esou, ni huet de Lëtzebuerger Stat méi investéiert, esouwuel a Prozentvolumen, wéi och an absoluten Zuelen, ni war d'Investiounsquot vum Stat esou héich, wéi elo 3% vum ganze PIB, dat si bal 900 Milliounen Euro, ronn 35 Milliarden al Lëtzebuerger Frang fir d'Budgetsjoer 2003.

Dat si Fakten, dorunner kann een net rüttelen, dat ass d'Realitéit, a wann een da seet de Stat hätt keng Méiglechkeeten a kee Sputt a sengem Budget fir Investitiounspolitik ze maachen, dann ass dat einfach falsch an entsprécht net den Tatsaachen.

An da gouf och hei monéiert, d'Regierung wär schonn amgaang fir Projeten ze strecken, et géif net méi ausgeschriwwe ginn an da géif alles op d'Käschten an zu Laaschte vun de Betriber goen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, Här President, och dat doten ass falsch. Am Joer 2003 ass d'Enveloppe fir den Héich- an Déifbau ëm 2% vum Joer virdrun an d'Luucht gesat ginn, an déi Mëttele ginn och genotzt. Et gi keng Projete gestreckt an dësem Moment an och net an absehbarer Zäit, esouwäit wéi dat vun der Volontéit vun der Regierung ofhänkt. Et sinn natierlech Projeten, déi an der Praxis Schwieregkeete begéinen, mä déi hunn awer näischt mam Wëlle vun der Regierung ze doen, fir net Gelder ze investéieren. Déi hu mat Prozeduren a mat anere Schwieregkeeten ze doen. Dofir hätt ech gär, dass mer hei géife bei den Tatsaache bleiwen.

Keen anert Land, Här President, ka sech op eng Finanzsituatioun beruffen an zréckkucke wéi eist Land dat ka maachen, an dat och nach bei enger Statsschold, déi praktesch inexistent ass. A wann dat esou ass, Här President, ech wëll dat hei ënnersträichen, dann ass dat op d'Finanz-, op d'Steier- an op d'Budgetspolitik, déi vun deene leschte Regierungen, vun där virdrun, vun där leschter Koalitioun mat de Sozialisten a vun dëser Koalitioun ënnert der Federführung vum Finanz- a vum Budgetsminister bedriwwe ginn ass. Et war dat eng zolidd, et war eng seriös an et war eng responsabel Finanzpolitik déi gemaach ginn ass, wat beweist, mir als Lëtzebuerg sinn dat eenzegt Land an Europa dat op esou eng Situatioun kann zréckgräifen. Keen anert kann dat maachen.

A wann am leschten Hierscht hei monéiert ginn ass a gesot ginn ass par rapport zu der Finanzsituatioun vum Stat, de Lack ass erof, den Uewen ass aus, d'Regierung steet plakeg do, da wëll ech Iech soen, Här President, och dat war falsch. Et stellt sech haut eraus, dass och déi Aussoen, déi par rapport zu de Budgeten 2002, 2003 an esou weider gemaach gi sinn, falsch sinn. De Budget 2002, krute mer gëschter gesot, ass am Equiliber. Dee schléisst net of mat engem Defizit an esou wäert, wann d'Chiffere vun deenen éischte véier Méint vun dësem Joer sech weider entwéckelen am Laf vum Joer, och de Budget vum Joer 2003 net mat engem Defizit ofschléissen.

An ech denken, dass de Budgetsminister alles dru setze wäert fir d'Joer 2004 och e Budget virzeleeën, deen am Equiliber ass, an op d'Fro vun der Manéier wéi en en an den Equiliber bréngt, kommen ech méi spéit zréck.

Här President, déi Finanz- a Budgets- a Steierpolitik, déi ech hei skizzéiert hunn an där déi ech ervi gestrach hunn, well ech se fir fundamental richteg fannen an et weist sech haut, datt dat wat mer iwwer laang Joren ëmmer erëm prônéiert hunn, dass mer haut d'Friichte kréie vun där Politik. Haut hu mer d'Méiglechkeete fir där Situatioun, déi mer um wirtschaftleche Plang hunn, entgéint ze wierken. Dat ass zréckzeféieren, an ech wëll dat hei ënnerstraichen, op déi lescht Koalitioun an ass zréckzeféieren op dës Koalitioun, op déi Politik, déi an deene Beräicher gemaach ginn ass vun deene responsable Ministeren. An ech muss Iech soen, d'europäesch Kommissioun an aner Instituter gesinn dat genau d'selwecht. Wéi d'europäesch Kommissioun eisen aktualiséierte Stabilitéitsprogramm aviséiert huet, huet se vun enger séier stabiler Ausganksbasis fir déi weider Entwécklung vun de Lëtzebuerger Finanzen an den öffentleche Finanze geschwat a si huet eis Fortschrëtter bescheinegt an deene vun hir ëmmer ugemahnte Strukturreformen. A ganz besonnesch war se voll des Luefs iwwert d'Steierpolitik, notamment d'Steierreformen, déi mer gemaach hunn, well se déi antizyklesch Iwwerleeungen, déi d'Lëtzebuerger Regierung hat, gedeelt huet.

Ech wëll nach, wann ech scho bei där do Politik sinn, als Zeien uruffe vun der Richtegkeet dovun, d'Avisen, déi bei de leschte Budgetë vun all deenen Instanzen, déi Avisen zu engem Statsbudget ofginn, d'Chambres professionnelles notamment, mä och d'Gewerkschaften an hire Wuertmeldungen, déi déi Politik als richteg ëmfonnt hunn, wou d'Regierung vill Ënnerstëtzung fonnt huet fir déi Politik, déi se an deenen dote Beräicher gemaach huet, dat ass de beschten Témoin, deen een dofir kann zitéieren.

Wann ech dat alles soen, Här President, wann ech schwätze vun där richteger, där zolitter an där responsabler Finanzpolitik, déi an deene leschte Joren hei gemaach ginn ass, dann ass et net well ech déi aktuell wirtschaftlech Situatioun hei wëll beschéinegen. Dat huet näischt domadder ze dinn. Ech hunn dat just gemaach fir ze weisen, datt mer duerch déi Finanzpolitik e formidablen Atout hu fir där schwiereger wirtschaftlecher Situatioun, an där mer eis de Moment befannen, entgéint ze wierken. D'Situatioun ass schwiereg, dat ass gëschter hei beschriwwe ginn, um wirtschaftleche Plang. Mä well mer den Atout hunn, dee resultéiert aus der Finanz- Steier- a Budgetspolitik, déi mer gemaach hunn, gëtt et keng Ursaach fir Panik, fir Hektik. Mir hunn eng Situatioun déi mer maîtriséieren, déi mer packe mat deene Finanzen, déi mer hunn, a mat deenen aneren Atouten, op déi ech gläich zréckkommen.

An de Statsminister huet dat gëschter u sech schéi beschriwwen, wéi e gesot huet, wann d'europäesch Wirtschaftperspektiven esou gro sinn, dann ass et well d'State méi Sue brauche fir d'Scholden aus der Vergaangenheet ze reduzéieren, wéi fir an d'Zukunft ze investéieren. An et ass grad just dat wat mir hei zu Lëtzebuerg kënne maachen an et ass do d'Differenz vun der Lëtzebuerger Finanz-, Steier- a Wirtschaftspolitik par rapport zu de Politiken, déi an eisen Nopeschlänner a deene leschte Jore gemaach gi sinn. Mir hunn an Zäite wou et gutt gaangen ass dat gemaach, wat mer ëmmer gesot hunn, mir si räsonnabel, mir ginn net alles aus, mir ginn net alles an de Konsum, mir hätte vill Saache kënne maachen, mir hunn eis Fonge gefëllt fir déi Zäite wou et schwiereg ginn ass. Dat kënnt eis haut zegutt.

Här President, an deem ganze Feld vu Mesuren, déi ee kann huele fir enger schwiereger Wirtschaftssituatioun ze begéinen, do kënnt dann d'ganz Fro vun der Diversificatioun derbäi. D'wirtschaftlech Diversificatioun berout op där enger Säit, deen e Pilier ass, déi Betriber, déi een huet, ze ënnerstëtzen, fir ze kucken, datt e virukënnt, geléngt eis iwwregens ganz gutt a séier erfollegräich duerch eng Politik Recherche-Développement, déi sech ganz gutt entwéckelt, an op där anerer Säit hu mer déi nei Secteuren an déi mer sollen eragoen, wat och als Nischepolitik bekannt ass.

Fir d'éischt wat deen traditionelle Volet ubelaangt. Do wëll ech wierklech eng Lanz briechen fir de Wirtschaftsminister. Ech hu keng extra Ursaach fir dat elo direkt ze maachen, mä esou gutt wéi ech an der leschter Koalitioun den deemolege Wirtschaftsminister, den Här Goebbels, a senger Qualitéit als Bauteminister ëmmer erëm géint ongerechtfertegt Ufeindungen a Schutz geholl hunn, fannen ech och, dass et hei iwwerdriwwe gëtt, déi Polemik, déi géint den Henri Grethen lassgetréppelt ginn ass, en hätt net genuch gemaach a puncto wirtschaftlecher Diversificatioun. D'Chifferen, an et kann een net soen, d'Chifferen déi sinn alleguerten truquéiert an dofir kënne mer dat alles net gleewen. Kuckt Iech den Tableau vun de Chifferen un, vun den Investitiounen, dat wat gemaach ginn ass am absolute Volume wat d'Chifferen ubelaangt, an op där anerer Säit wat d'Aarbechtszuelen ubelaangt, do steet d'Politik vum Henri Grethen där vum Robert Goebels an näischt hannendran, an ech denke mir sollten dat unerkennen a mir sollten einfach gesi wat d'Realitéite sinn.

An da wat déi nei Créneauen ubelaangt. D'Steckepäerd vum Fraktiounschef vun de Sozialisten, e-Commerce, mëttelstännege Raum, ëmweltschounend Betriber, vläicht och Bio-Technologie. Näischt gouf gemaach. Et ass alles verschlof ginn. Ech wëll soen, Här President, dat mat deenen neie Créneauen ass net grad esou einfach. Et geet net duer fir ze soen, mir mussen eng aggressiv Diversificatiounspolitik maachen. Et muss een dann och nach gesi wat ee mécht a wéi datt een et mécht. An da gi mer emol eng Kéier zréck op d'Créneauen, déi mer an der Vergaangenheet entwéckelt hunn. Wéi eng Créneauen hu mer entwéckelt? Mir hunn d'Finanzplaz entwéckelt, mir hunn d'Satellitewiesen entwéckelt. Dat waren zwee grouss Créneauen, wat wierklech zolidd Créneauë waren, un deenen eist Land haut ziert an un deene mer scho vill Freed haten.

Ech wëll soe fir déi, déi ëmmer hei vun de Créneauë schwätzen, datt et net d'Sozialiste waren déi Dafpätter oder Giedel waren, wéi déi dote Créneauen an d'Welt gesat gi sinn. Mir erënneren eis all un déi kritesch Téin, déi déi Zäit vun där Säit koumen, esou gutt géint d'Finanzplaz wéi och géint d'Satellitewiesen.

An da komme mer zu de 15 Joer vum Här Goebbels, Créneauen déi en entwéckelt huet. Wou si se dann? Et waren déi vum dem Transport maritime an et waren déi vum Pavillon maritime, an enger Rei eenzelne Betriber, déi en hei op Lëtzebuerg bruecht huet. A mir wësse wéi e Misär mer mat dem Transport routier haten an haut, wann een d'Nouvellen an der Zeitung liest mam Pavillon maritime, wou et och net zum Beschten ausgesäit.

Ech maachen, Här President, dem Här Goebbels kee Reproche dorauser, mä wann et esou einfach wär déi nei Créneauen ze entwéckelen an d'Aktivitéiten heihinner ze kréien a wann an deene Beräicher, déi hei ëmmer zitéiert gi sinn, dat alles esou einfach gewiescht wär, mä dann hätt den Här Goebbels 15 Joer laang Zäit gehat fir dat ze maachen. Wann et him net ëmmer gegléckt ass, dann ass dat en Zeechen, dass d'Saachen e bësse méi komplizéiert si wéi se ëmmer hei dohinner gestallt gi vu Säite vun de Kolleege vun der sozialistescher Säit.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Et ass eis elo gegléckt an der Nisch vum e-Commerce zwou grouss elektronesch Handelsfirmaen op Lëtzebuerg ze kréien. Mir freeën eis. Ech wëll dat hei soen: Mir freeën eis. Eis Fraktioun freet sech an ech weess och, dass anerer heibanne sech freeën an der Regierung félicitéiere fir deen Effort, dee se gemaach huet, a fir dat wat hir hei mat deenen doten zwou Firmae gegléckt ass.

Dat ass eng ganz grouss Affär an ech muss soen, ech fannen et wierklech traureg dass d'Sozialisten, amplaz sech fir eng Kéier - si brauchen d'Regierung jo hei net permanent ze luewen - ze freeë wann eppes gléckt, wa mer eppes Zoliddes hei op Lëtzebuerg kréien, da gëtt lamentéiert wéi e bockegt Kand an ech zitéieren den Här Asselborn, deen haut am Wort à propos vun AMAZON an AOL gesot huet: „Das ist reine Nischenpolitik mit dem Ziel den Staatssäckel zu füllen, ohne dass neue Arbeitsplätze geschaffen werden." Et ass also näischt. Bei esou enger Nischepolitik kréie mer e puer Frang, mä et gi keng Aarbechtsplaze geschaf.

Wat ass dat da fir eng Approche par rapport zu engem, wann ech et esou däerf nennen, Fang, deen der Lëtzebuerger Regierung gegléckt ass, deen eis awer wäert massiv Geld an de Statsbudget bréngen? Ass dat dann näischt, wa mer Geld an de Statsbudget kréien?

(Interruption)

An op där anerer Säit „ohne dass Arbeitsplätze geschaffen werden", mä ech héieren dach awer nach d'Sozialisten hei soen déi lescht Joren ëmmer erëm mir musse Betriber heihinner kréien, Hightechbetriber mat grousser Plus-value an déi net esou aarbechtsintensiv sinn. Just dat geschitt hei. Dat war awer d'Kritik, déi ëmmer erëm komm ass. An elo ass dat erëm net gutt, wa Geld an de Statsbudget kënnt, dann ass dat Nischepolitik, déi dann awer net vill bréngt a se bréngt keng Aarbechtsplazen.

Ech muss Iech soen, Här President, et mengt ee bal d'Sozialiste wären hei jalous oder se wäre bockeg, datt se dat doten einfach net unerkenne kënnen, wat jo awer emol eng Kéier eng gutt Nouvelle ass fir déi d'Land frou an dankbar ass.

An dann déi ganz Kritik ëm den e-Commerce: Et geschitt näischt. Et gëtt verschleeft. Et ass näischt an deem dote Kader gemaach ginn. Wann dat sollt esou sinn, an ech sinn net de Spezialist dovun, ech kann et net am leschten Detail appréciéieren, mä da liesen ech awer wat de Commissaire gëschter gesot huet wat AMAZON seet: AMAZON hätt sech entscheet fir op Lëtzebuerg ze kommen, well et hei e favorabelt Klima fir den elektronesche Handel gëtt an eng Regierung, déi all Entwécklung am e-Beräich positiv begleet.

Wann dat esou gesot gëtt, dann denken ech jo, dass AMAZON dat dote gesot huet. An da muss een ënnerscheeden tëschent der absoluter Kritik vum Här Krecké, dee seet: Et geschitt näischt, Dir schlooft, et ass iwwerhaapt näischt dran, an dofir kréie mer näischt, an AMAZON, dee seet: E favorabelt Klima fanne mir zu Lëtzebuerg a mir fannen do eng Regierung, déi all Entwécklung am e-Beräich positiv begleet.

Ech muss Iech soen, wann ech do de Choix da maachen, tëschent där enger Appréciatioun an där anerer Appréciatioun, da schloen ech mech awer op d'Säit vun deenen, déi hei praktesch um Terrain jo d'Erfahrung maachen a gesinn a wëssen, firwat dass se sech fir de Standpunkt Lëtzebuerg décidéieren.

Biotechnologie, et ass vill hei monéiert a beklot ginn, dass mer kee biotechnologesche Standuert géifen hei bedreiwen. Dat ass éischtens net ganz richteg an zweetens ass et e bësselche méi komplex wéi dat. Esou laang wéi mer eis schwéier doen, an ech mengen déi meescht heibannen di sech schwéier domat, mat der Presenz vun OGMen op eisem Territoire a mat der Ëmsetzung vun der Biopatentdirektiv, hu mer kee rechtleche Kader an deem ee wierklech déi doten Aktivitéit ka promouvéieren an déi d'Acteuren an dësem Beräich géif unzéien. Esou laang wéi mer selwer net richteg wëssen a wéi eng Richtung dass mer hei marschéieren, mengen ech, misste mer eise Bioäifer e bësse bremsen.

D'Notzung vun den Nischen, Här President, ass net esou einfach an erfuerdert grouss Efforten an dacks genuch och entspriechend Finanzmëttel. Mir wäerten an deenen nächste Jore ganz sécher wirtschaftlech Applicatiounen a Resultater vun der Recherche gesinn, déi hei zu Lëtzebuerg amgaangen ass sech ze entwéckelen. Dräi Milliarde fléisse praktesch all Joer an d'Fuerschung an dëse budgetären Effort wäert och an Zäite vu méi enke Statsfinanze fortgesat ginn, well eng permanent a performant Recherche eng Grondlag fir d'Erschléissung vun neie Secteuren ass.

Här President, vu dass d'Presidentekonferenz décidéiert hat fir hei d'Zäit vun de Presidenten ze begrenzen, aus Grënn déi mer akzeptéiert hunn, ginn et eng Rei vu Punkten iwwert déi ech muss ewechgoen. Ech wollt hei eppes soen zum Chômage. Mir hu jo nach genuch Riedner. Ech wollt och schwätzen iwwert…

(Interruption)

Oh, Här Asselborn, dat ass awer primitiv. Ma selbstverständlech ass et wichteg. Ech wollt och iwwert d'Sécherheet...

(Interruptions diverses)

Här President, mäi Fraktiounskolleeg, de Marcel Glesener, wäert der Suerg vum Här Asselborn hei Rechnung droen an des Laangen an des Breeden op d'Problematik vum Chômage agoen, well ech net alles hei ka maachen, esou wéi de Fraktiounschef vun de Sozialisten och net hei am Detail de Chômage développéiere wäert, well hie soss Sträit kritt mam Här Lux, well dat eng Chasse gardée vum deem ass. Dat versti mer alles.

(Interruptions)

Mir reprochéieren him dat duerfir och net.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Leet Äre Kapp a Rou.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Ech wollt iwwert d'Sécherheet schwätzen. Ech iwwersprangen dat och, Här President. De Kolleeg Mosar wäert fir eis Fraktioun dat maachen. Ech kommen dann zréck, Här President, op d'Debatt, déi mer haut hei féieren.

D'Oppositioun wäert dann elo, a mir hu jo gëschter an haut de Moie schonn e Virgeschmaach dorop kritt, versichen d'Politik vun der Regierung hei ze attackéieren. Dat fannen ech och nëmme richteg. Fir eng Oppositioun ass dat normal, also gerechtfäerdegt, well et ass net alles perfekt a villes muss ëmmer erëm a Fro gestallt ginn. Nei Entwécklungen erfuerderen och nei Iddien an nei Propositiounen, a well keen onfeelbar ass, weder dës Regierung nach d'Oppositioun, déi an dësem Parlament ass, a well keen e Monopol huet op déi beschten Iddien an op déi beschte Virschléi, ass et normal dass mer hei kontrovers mateneen diskutéieren.

Ech wollt emol de Virschlag maachen, Här President, dass mer géifen den Etat de la Nation, esou wéi en nämlech geduecht war, net nëmmen op där enger Säit als eng Ofrechnung mat der Politik vun der Regierung, mä op där anerer Säit awer och als eng Orientatioun fir dee Budget, deen de Budgetsminister amgaangen ass opzestellen, eng Orientatioun dofir dass mer och vläicht géifen e puer Wuert do-

riwwer schwätzen, well ech denken dass mer eis eescht genuch sollten huele fir eis net nëmmen a pauschalen a rhetoresche Floskelen hei ze ergoen. Déi eng, déi der Regierung zoujubelen, an déi aner, déi alles verdäiwelen. Domat ass kengem gedéngt. D'Leit dobaussen erwaarden, Här President, dass mer net ronderëm de Bräi schwätzen, dass mer Faarf bekennen, dass mer Prioritéite setzen, an dass mer dat benennen, wat machbar ass a wat d'Leit och vun eis erwaarde kënnen.

Här President, wann een den Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot liest a wann een d'Debatten esou kuckt, déi mer an deene leschte Wochen hei am Parlament haten, da ginn et jo eng Hällewull vu berechtegte Fuerderungen: méi Schoulmeeschteren a méi Proffe fir dee reguläre Schoulbetrib, fir Hausaufgabenhëllef an esou weider, zousätzlech méi Educateuren a Chargés de cours fir d'Ganzdagsschoul, méi Betreier fir Jonker an Opfangstrukture fir dës, Foyeren a Jugendhaiser, méi Educatricen an de Crèchen, well déi flächendeckend solle ginn, e Betreier fir Obdachloser an Drogenofhängeger, méi Riichteren, méi Untersuchungsriichteren a méi Membere fir de Parquet, méi Spidolsinfrastrukturen, méi fir d'Palliativmedezin, d'ADEM muss weider Placeure kréien, Betreiungsstrukture fir d'Ganzdagsschoul, méi Leit fir d'Gewerbeinspektioun, méi Steieran Enregistrementsbeamten, méi Leit fir d'Betreiung vun Asylbewerber a besser Infrastrukture fir dës.

Här President, d'Zuel an d'Lëscht vu gudden Iddien an och vu berechtegten Iddien a Fuerderunge kéint ee roueg weiderféieren, mä et muss een awer bei all dëse Mesuré gesinn, wou ech denken dass mer alleguerten heibannen d'accord sinn dass se gutt wären an dass se noutwendeg wären, wat machbar ass. Mir sinn am Joer 2003 a mir maachen de Budget fir d'Joer 2004 a mir musse wësse wéi eis Finanzen ausgesinn.

Mir gesinn dat plus ou moins. Mir wäerte gesinn, dass de Budget fir d'Joer 2004 wuesse wäert. E wäert eng Progressioun kréien, schonn eleng opgrond vun der Inflatioun, an e wäert dann och eng liicht Progressioun kréien opgrond vum Wuesstum mat deem mer eventuell rechne kënnen. Mä dat gëtt eng ganz kleng Progressioun an déi Progressioun gëtt zu engem grousse Deel opgefriess duerch d'Evolutioun vun all deenen Dépensen, déi am Budget sinn, déi gebonne sinn un den Index, esou dass e ganz minimale Sputt wäert iwwreg bleiwe fir Akzenter ze setze fir dat nächst Joer.

An da wëll ech soen, Här President, dass eis Fraktioun der Regierung hei e puer Recommandatioune wëllt mat op de Wee gi bei der Opstellung vun dësem Budget. Mir denken, well et muss ee jo kucke wat d'Recettë sinn, wat d'Problematik vum Emprunt ubelaangt, dass een zwar kann an déi Richtung goen, déi gëschter ugedeit ginn ass, bäi Infrastrukturen um Kierchbierg fir d'europäesch Institutiounen oder bäi groussen Zukunftsinfrastrukturen, dass een do iergendwinni kann, wann dat noutwendeg ass, op den Emprunt zréckgräifen, mä mir sinn dogéint, Här President, fir elo eis grouss an eis kleng Besoinen, virun allem och déi grouss, déi ech virdru genannt hunn, dass mer déi iwwert de Wee vu Empruntë géifen oder deelweis géife versichen ze finanzéieren. Mir sollen d'Verschëldungscapacitéit vum Stat esou laang wéi dat nëmme méiglech ass héich halen, well kee weess op wéi eng Zäiten datt mer duer ginn.

Bei deem minimale Sputt, deen eis wahrscheinlech beim Budget iwwreg bleiwe wäert, Här President, denken ech net dass mer weider sollte prioritär d'Dotatioun vun de Fonge weiderdreiwen. Ech mengen dass dat net soll d'Prioritéit sinn, well wa scho ganz wéineg Spillraum do ass, a mir denke jo net dass dee wéinege Spillraum sech iwwer laang Joren hinzitt, mä dëst Joer an d'nächst Joer wahrscheinlech de Fall wäert si fir de Budget 2004 an 2005, denke mer, dass ee muss Prioritéite setzen. Vun all deene Projeten a berechtegte Fuerderungen, déi ech virdrun hei genannt hunn, do kann een der nëmmen e puer eraushuelen, all déi aner déi musse waarden.

Ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass et fir eis dräi Beräicher gëtt an deene mer denken, dass Regierung net sollt an net däerft, esouguer bei enke Finanzen, spueren. Dat ass de Beräich vun der Sécherheet, vun der Justiz an et ass de Beräich vun der Paliativmedezin.

(Interruptions)

Lauschtert emol, ech hunn hei dräi Prioritéite fir eis genannt.

(Interruption)

Här Asselborn, Dir wësst dass mer ëmmer musse kucken no de Prioritéiten. Den Här Bodry huet d'lescht Joer beim Budget geschwat vun den Arbitragen déi musse gemaach ginn, an Arbitragen, déi sinn nun emol schwiereg. Et ass net esou einfach. Ech hu vill Projeten opgezielt an ech hätt gären, dass se alleguer géife gemaach ginn, mä mir kënne se awer net alleguer maachen. Et mussen Arbitragë gemaach ginn. Et musse Prioritéite gesat ginn. An dëst Joer gëtt de Sputt extrem enk. Selbstverständlech, wa Geld iwwregbleift kommen och all déi aner drun. Mir mussen sen hei awer wëssen, wat mer maachen.

An ech hätt haut och gären, well mer jo iwwer Budget schwätzen an den Här Frieden ass amgaang un deem Budget ze schaffen, dass d'Oppositioun him seet bei deem enke Spillraum, wat si dat géif als Orientatioun gesinn. Dat ass eis Aufgab, dat ass d'Iddi vun dem Etat de la Nation fir der Regierung Orientatiounen ze ginn. Ech hunn der hei e puer opgezeechent fir eis, ech denken dass och emol kënnten aner Fraktioune versichen dat ze maachen, well dat zu eiser Aufgab gehéiert.

Här President, de Statsminister huet gëschter 32 Projeten an der Chamber deponéiert an huet nogewisen, wat eleng am leschte Joer u legislativer Aarbecht gemaach ginn ass. En hätt dat kéinte maachen iwwert déi ganz Zäit vun dëser Koalitioun, en huet et nëmmen iwwert dat lescht Joer gemaach. D'Oppositioun huet dat als e Rechtfertigungsversuch dohinner gestallt. Ech wëll Iech soen, dat war kee Rechtfertigungsversuch, mä et war en Dementi vun där permanenter Kritik déi zënter zwee, dräi Joer ëmmer erëm hei virbruecht gëtt, et géif e Reformstau ginn.

De Statsminister huet gëschter bewisen an huet de Beweis ugetrueden duerch Faiten, duerch Chiffren a Pièces à l'appui, dass et kee Reformstau gouf. Et gouf keen an deene leschte Joren an et gëtt och elo kee fir dat lescht Joer wou dës Koalitioun um Rudder ass. An ech wëll Iech soen, dass déi ganz Presentatioun d'Oppositioun awer schéngt getraff gehat ze hunn, well se zimlech duerchernee gelaf ass, notamment eis sozialistesch Kolleegen. Wann ech héieren hu wéi den Här Krecké gesot huet: Geheimdéngscht a Referendum, dat interesséiert dach kee Mënsch am Land.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dat hunn ech net gesot.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dach.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Wann Der zitéiert, dann zitéiert richteg.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här Krecké, da sot mer, wéi Der et gesot hutt.

Dir hutt dat esou dohinner gestallt: Firwat komme se elo mat Geheimdéngscht, firwat komme se elo mat Referendum?

Ech wëll Iech soen, d'Sozialisten, déi froen zënter Joren d'participativ Demokratie, si plädéieren derfir a si hu se an hire Programmer stoen. Elo kënnt e Projet iwwert de Referendum, an da gëtt gesot, wat ass dat dann elo.

De Geheimdéngscht, Här President. Den Här Bodry mahnt de Statsminister zënter Joren, dass dee Projet…

(Interruption)

Wësst Der, Här Bodry, mam Projet iwwert d'Reform vum Geheimdéngscht, do ass et e bëssen esou wéi mam Projet iwwert d'Fusioun vu Police a Gendarmerie. Et hat och gang laang gedauert. Et war am leschte Moment vun der leschter Koalitioun. Am Fréijoer, just virun de Wahlen, hu mer de Projet diskutéiert.

(Interruption)

Ech maachen Iech kee Reproche.

M. le Président.- Loosst den Här Weiler dach emol schwätzen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- E soll net egal wat schwätzen, dat wier besser.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Beim Aménagement du territoire, do hutt Der vill méi wéi fënnef Joer gebraucht bis dass Der e Projet fäerdeg hat. Also kommt elo net a maacht der Regierung hei, wa se an engem komplizéierten Dossier e bësse méi laang Zäit brauch, wéi ee sech dat gewënscht hätt, e grousse Reproche. Ech hu just festgestallt, dass den Här Krecké hei net vill Wäert op déi Saachen do leet, obschonn et op där anerer Säit Saache sinn, déi vu senger Partei a vu senger Fraktioun permanent ugemahnt ginn.

Här President, dës Koalitioun ass à même déi Défien unzegoen, déi sech eis stellen. Wann Der d'Avisë kuckt vu villen Organisatiounen, notamment de Chambres professionnelles, och d'Stellungnahme vun de Gewerkschaften an de leschte Joren zu der Politik vun dëser Regierung, do hunn ech an deene leschte 15 Joer ni während enger Legislaturperiod esou vill positiv Avisen, esou vill Ënnerstëtzung fir d'Politik vun enger Regierung vun deene verschiddenste Säite gesinn.

An, Här President, déi éischt Reaktioune vun de Gewerkschaften an de Patronatsorganisatiounen, déi mer haut de Mueren an den Zeitunge konnte liesen: D'Gewerkschaft OGB-L, mat Ausnahm vun der Lex Greenpeace, dee Projet mat deem se net frou sinn, gëtt d'Ënnerstëtzung fir d'Politik déi gëschter vum Statsminister dohinner geluecht ginn ass. Datselwecht gëllt fir déi aner grouss Gewerkschaft, den LCGB. D'Patronatsorganisatioun, d'FEDIL, déi huet bedauert, dass an der Fro vun der Indexéierung d'Regierung net wëllt an hir Richtung marschéieren, mais pour le reste war et dach op der ganzer Linn Zoustëmmung zu där Politik, déi gëschter op dëser Tribün vum Statsminister am Numm vun der Regierung definéiert ginn ass.

An ech muss Iech soen, och wann d'Oppositioun hei alles wëllt schlecht rieden, dann ass dat hiert gutt Recht. Et stéiert mech net vill. Et stéiert mech an deem Sënn net vill, well ech an der Gesellschaft, bei de Leit dobaussen a bei deenen Organisatiounen, déi se vertrieden an déi hei am Land d'Soen hunn, ganz vill Zoustëmmung fir d'Politik an d'Marschroute, déi dës Regierung ageschloen huet, fir aus där Situatioun an där mer dra sinn erauszekommen, fir déi ze steieren, fir déi ze leeden, fir se ze begleeden, virfannen.

Une voix.- Très bien.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, Lëtzebuerg am Mee 2003 ass net méi Lëtzebuerg wéi virun zwee Joer. Mir hu wirtschaftlech Schwieregkeeten. Dat wëllt kee Mënsch ofstreiden a mir musse ganz gutt oppassen, dass mer keng Dommheete maachen, dass mer eraus kommen aus där Situatioun. Mir wëssen dass d'Beem hei zu Lëtzebuerg net méi an den Himmel wuessen. Mir hate vläicht mat där Iddi geflirt, mä mir kënnen déi ad acta leeën. D'Wëssen an d'Bereetschaft fir déi Iddi ad acta ze leeën, dat ass scho ganz vill.

Mir hunn Atouten, mir hunn Trëmp. Déi si gëschter hei opgezeechent ginn. Mir sollen dës Atouten an dës Trëmp asetzen, da packe mer et. D'CSV-DP-Koalitioun wäert op jidde Fall hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ech soen Iech merci.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Weiler. Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agéschriwwen. Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, no mengem Kolleeg, dem Här Weiler, dee scheinbar aner Leit begéint wéi mir aner wat d'Echoen ubelaangt, wëll ech da probéieren aus eiser Siicht eng Rei Saache riicht ze béien, déi hie probéiert huet hei an e schlecht Liicht ze réckelen.

Eisem Land geet et méi schlecht no véier Joer CSV-DP-Regierung wéi virdrun. Dorun ass keen Zweifel. Dëst ass keng gutt a keng agréabel Feststelllung fir eist Land. An zwee Joer hu mer et fäerdeg bruecht, dass dat europäescht Musterland aus den 90er Joren seng Spëtzepositioun agebéisst huet a Finanz- a Wirtschaftsfroen. Mir sinn zréckgefall op Mëttelmooss.

Auslännesch Noperen, schéngt et eenzelner ze befriddegen, geet et méi schlecht ewéi eis, mä mir hu misse méi grouss Abousse maache wéi si. Eenzelner vun eis hu gemengt, si kënnten esouguer an deene Jore virdrun de Geck mat eisen Nopeschlänner maachen. Iwwerhieflechkeet huet ee gespuert. Et huet ee sech op d'Schëller geklappt a gemaach wéi wann dat anert lauter Deppe wieren.

D'Problemer, déi mer elo hunn, dat sinn net ons Problemer, déi sinn anscheinend net hausgemaach, déi kommen aus dem Ausland. Mir hunn nach ni gesot: Dës Regierung wier verantwortlech fir déi auslännesch Effekter, déi bei eis um Wirtschaftlechen, Finanziellen a Sozialen eraspillen. Dat hu mir ni gesot.

Mä well awer eenzel Leit heibanne während Jore sech op d'Schëller geklappt hunn, sech gelueft hunn, een deen anere gelueft hunn a gesot hunn: Mir sinn déi, déi dës Finanz- a Wirtschaftssituatioun erbäibruecht hunn. Wann ee sech déi zouschreift a gudden Zäiten, et bien da muss ee sech Kritik och gefale loossen a schlechten Zäiten, well wann ee wëllt responsabel si fir déi gutt Zäiten, da muss een och kënne responsabel si fir déi schlecht. Et kann een net do dat eent oder dat anert huelen.

(Interruption)

Mir si vum glänzende Spëtzereider zum Mëttelmooss ginn, Här Statsminister, an Dir sidd scheinbar schonn zefridden domadder dass Der kënnt verkënnegen, dass et keng Rezessioun ass. Ma Rezessioun hin oder hier, d'Zeeche stinn op Stuerm. Laang genuch ware mer a rouege Gewässer. Dës Regierung huet sech gesonnt, huet sech ausgerout, si huet a rouege Gewässer vergiess d'Stuermsegelen eraus ze huelen. Si huet vergiess d'Land drop ze preparéieren. An elo, wou de Stuerm kënnt, wou een d'Stuermsegel kënnt gebrauchen, do sidd Der amgaang de bitzen um Segel, anstatt dass een et eraus hëlt. Dat ass am Fachjargon virun de Gerichter grobe Fahrlässigkeit.

Här Statsminister, Ären Optrëtt gëschter, dee Cabaret war, ech bleiwen do derbäi, an dee vum Lëtzebuerger Wort och als Theatercoup dohinner gestallt ginn ass, …

(Interruption)

Här Weiler, dat Wuert, dat hunn ech net erfonnt, an deem Wuert ass dat Wuert Theater dran. Den Optrëtt vum Statsminister ass ebe just de Beweis vun deem Immobilismus, vun där Passivitéit a vun deem Reformstau, déi bis dohinner geherrscht hunn.

Wann hien huet misse sech hiräisse loossen, fir de Ministeren ze verbidden an deene leschten Deeg a Woche Saachen ze deponéieren, well hie se all wollt beienaner deponéieren, dann ass et well e wollt eppes beweisen, wou e gespuert huet, ech weess jo wéi en ass, en huet Gespier fir esou Saachen.

(Hilarité)

Ech weess dass hie gespuert huet, dass d'Leit him dat do effektiv net géingen ofkafen, wann en et net op déi do Aart a Weis géing bréngen.

Batter ass et, wann d'Opinion publique, Här Statsminister, net selwer zur Konklusioun kënnt, wou Dir se wëllt bréngen, a wann Dir Iech selwer musst déi gutt Nouten ausschreiwen. Denkt un de Pascal, dee kennt Der jo: Wëlls du dass ee Guddes vun dir seet, da so et net selwer.

Dir hutt missen drop hiweisen dass Der gutt sidd.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Mä Dir maacht et jo einfach net, Här Krecké.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här Juncker, Dir hutt missen drop hiweise wéi gutt dass Der sidd, aktiv sidd an net nëmme géréiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Da maacht Dir dat dach. Et ass esou vill méi einfach!

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dir hutt dat gespuert an Dir wousst och firwat. Véier Joer laang huet een dat do alles vermësst. Elo op eemol kënnt alles beiënaner.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et kënnt knëppeldéck!

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Wann Dir esou oft dat Wuert Reform musst gebrauchen, dann ass et well Der Rechtfertegungsbedürfnisser hutt fir verpasste Chancen. Mä mir bleiwen dobäi, Dir sidd elo op eemol scheinbar erwächt, e Joer virun de Wahlen. Dir entdeckt elo op eemol eng Reformpolitik an Dir géift am léifsten nach e puer Projeten dobäi op ee Coup deponéieren. A wann d'Lëtzebuerger Wort gemengt hat, dat hätt eis a Schrecke versat, ...

(Interruption)

…da muss ech soen, dat huet näischt mat Schrecken ze di gehat. Dat hat eppes mat Onverständnis ze dinn, wat mer un den Dag geluecht hunn, well mir jo wësse wéi déi Majoritéit hei fonctionnéiert.

Déi éischt fënnef Méint, déi mer dann elo geschwënn eriwwer hunn, hu mer 24 Projeten, 16 Konventioune fäerdegbruecht, niewent onzähllegen Debatten, déi wichteg waren, duerch déi Chamber hei ze bréngen.

D'nächst Chamberwoch, déi mer elo hunn, hu mer zwee Projeten um Ordre du jour, eng Konventioun, zwou Sëtzungen. Haut maache mer emol een an enger Sëtzung,

an enger anerer Sëtzung maache mer nëmmen Aktualitéitsdebatt a Froen. Et leie méi wéi 240 Projeten hei an den Tiräng vun dëser Chamber, Projeten a Propositiounen, déi leien, déi rouen do. Op deenen enge gëtt geschafft, op deene meeschte gëtt net geschafft.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wou solle mer bei all deenen Ukënnegungen, Här Weiler, déi mir an deene leschte Joren hei erlieft hunn, Iech dann nach eppes gleewe bei deem wat Der hei erzielt hutt. Et ass dach evident, dass ee sech seet, ma et geet elo grad esou wéi et beim Service de Renseignements während Jore gaangen ass. D'Titrisatioun, déi elo hei ugekënnegt gëtt, wësst Der, dass déi um Enn vun den 90er Joren ugekënnegt gouf. Si ass nach ëmmer net do. Et ass e klenge Projet. En interesséiert net ganz vill Leit, mä just fir Iech e Beispill ze ginn, an esou kënnt ee mat Beispiller weiderfueren. Eenzel Beispiller sinn an der Traditioun a kommen a mussen och kommen, mussen hei debattéiert ginn. Anerer, wat richteg Reformprojete sinn, waren extrem rar. Ech kënnt déi Lëscht hei fortsetzen, mä ech muss soen, et géing d'Lag vun der Natioun net besser maachen, Här Statsminister, an ech hat mer effektiv eppes erwaart.

Dat éischt Joer, Etat de la Nation, wou mer eng schwiereg wirtschaftlech a finanziell Situatioun hunn. D'lescht Joer hate mer se schonn, mä do hat Dir a mir et anscheinend net gemierkt. Dat éischt Joer, wou mer dat hunn, hätt ech och wierklech geduecht, Dir géift doraus den Haaptsujet maachen. Dir hutt et anescht gewielt. Dir hutt de Referendum virgeholl. Dir hutt 20 Minutten iwwert de Service de Renseignements geschwat. Dat ass e wichtege Problem. Ech hat mer erwaart, dass deen éischten a wichtegste Problem, nämlech Wirtschaft a Finanzen, virkéim an Aarbecht. Dat ass alles, Här Weiler.

(Interruption)

Déi zwee Deeler si fir mech esou wichteg, deen ee wéi deen aneren. Mä ech muss Iech soen, mir hunn elo esou vill Joer op de Service de Renseignements gewaart. Mir hätten och nach kënne waarden a mir hätten et op der Säit 30 geholl, anstatt op der Säit 10 vum Discours.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ah, Dir wëllt der Rei no fueren!

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Neen, dat mécht deem guer näischt aus. Leet Äre Kapp a Rou. Lauschtert, mir hunn dat jo alles erlieft. De 700.000-Awunner-Stat hu mer d'lescht Joer hei diskutéiert. Keen Thema seet de Marcel Glesener. Ass Schluss mat deem Thema? Dir, d'CSV, hutt eis do probéiert nach a Richtung vun engem Konvent ze bréngen, wou mer dann elo géingen hei während Wochen a Wochen debattéieren. Dir hätt Äre Projet souwisou ni duerch kritt. Dir misst eis merci soen, dass mer gesot hunn, dass Der dat dote sollt si loossen an dass Der mat de Problemer vun haut sollt eens ginn. Här Weiler, Dir hutt misse Pressekonferenze maachen, fir och Är Streidegkeeten op deenen doten Elementer mat der DP mussen ausenanersetzen. Dir hutt hei wëlle weisen, wéi gutt déi Koalitioun ass. Dir hutt misse Pressekonferenze maachen, fir de Leit matzedeelen, dass Der kee Sträit hätt. Also, wann ech gelift. Wou si mer dann?

(Interruptions diverses)

Här Weiler, mierkt Iech dat!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Dir kommt jo dann aus den Zeitungen net méi eraus!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Mierkt Iech just eppes.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Oh mei, oh mei, maacht dat awer net. Maacht näischt esou!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Wann Dir déi Kritik net kënnt verdroen, dann ass et ebe just, well Dir Iech d'Verdéngschter ëmmer zougeschriwwen hutt. A probéiert net den Tour de force ze mengen, mir géingen do locker loossen. „Man kann alle Leute einige Zeit und einige Leute alle Zeit, aber nicht alle Leute alle Zeit zum Narren halten." Dat gi mer Iech, Majoritéitsparteien, mat op de Wee.

Den Här Juncker huet am Joer 2002 nach Folgendes gesot: „Wann een déi Problemer, déi een am Grëff huet, wëllt am Grëff behalen, da muss ee se fir d'éischt emol mam Numm nennen. Nëmme wann een d'Problemer nennt, gëtt déi Politik, mat där ee probéiert se ze léisen, verständlech."

Or, wat stellen ech fest, mir alleguerten, mä awer och déi Leit, déi hei eis Lektioune wëlle ginn, hu se net nëmmen net kënnen nennen, well si se emol net erkannt haten. A wann ech gelift, da musst Der awer och verdroen, dass wann déi roueg Hand, vun där ëmmer hei geschwat ginn ass, op eemol an en hektesche Aktivismus am November verfall ass, dass mer dat hei monéiert hunn, dass et gewisen hunn, dass et net wäit hier ass mat der Wäitsiicht, vun där Der ëmmer geschwat hutt. Mir maachen eis effektiv Suergen. Dir schéngt Iech keng ze maachen. Mir maachen eis der ëm d'finanziell Situatioun, och vun eisem Budget. Et ass einfach elo ze soen, mir wäerten dat hei boucléieren ouni dass en Defizit kënnt. Da kommt mir kucken emol, wat hu mer dann eraginn zu Bréissel. Ass do, wat d'zentral Administratioun ass, de Budget vum Stat als solches, net de Budget gekoppelt mat de Gemengen a mat der Sécurité sociale? Wat hu mer dann do eraginn, selwer? Mir hunn do ganz kloer dräimol Defizit eragi vun der zentraler Administratioun. No deem dote Berechnungsmodus ass et en Defizit.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Awer net 2002.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* 2003, 2004 an 2005.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech hu gëschter gesot, mir hätten e Boni 2002. Ech hunn net gesot mir géifen 2003 ënner alle Fäll ee kréien.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Den Här Weiler huet hei probéiert dat dote schéin ze molen. Här Statsminister, Dir kënnt dat och maachen. Dir hutt dat och zum Deel gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Neen!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Dir hutt gesot, mir sollen eis keng Suerge maachen. Dat géif schonn opgoen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Neen, hunn ech net gesot.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Dir wësst ,wann et opgeet, wéi et opgeet. Et geet op well mer amgaange sinn ze zapen, éischtens un okkulte Reserven am Steierwiesen, wou Dekonten net erausgaange sinn. Zweetens, well mer och e gudden Deel am Moment amgaange sinn eranzezéien aus deene Jore wou et nach gutt war. Bon, dat muss een also kloer an däitlech soen, a wann dat de Fall ass, da muss ee wëssen dass een dat do jo nëmmen eng Kéier mécht. Wat hunn ech da gesot, näischt anescht beim Budget wéi dass ech gesot hunn, ech bedaueren déi, déi de Budget vun 2005 musse maachen. Well do zéie mer d'Suen an.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* An et war gesot 2004, mä 2005 ass et och wouer.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Ech hu gesot, 2004 kënnt een nach driwwer ewech. Dat hänkt ganz dovunner of wéi Der anzitt. Do kann een nach roueg driwwer ewech goen. Mä ech soen Iech am Budget 2005 ass deen Trick do um Enn an dat soll een de Leit soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Hu mer gesot!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Oh jo, oh jo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Hu mer gesot, x-mol!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Awer verklausuléiert a mat Schachtelsätz wéi mer dat vun Iech gewinnt sinn.

(Interruption)

Ech weess net, Här Helminger, ob dat mäi Problem wierklech misst sinn. Dir kënnt mer héchstens eppes aneschters virwerfen, awer dat do gleewen ech net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ëmsou schlëmmer ass et.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Well mer dat do wëssen a well mer et scho laang wëssen, hätte mer eng Rei Saache sollen ënnerhuelen. Et ass dach net vu Blödsinn, dass de Wirtschafts- a Sozialrot ee Moment seet, mir hätte misse kucken dass eis Administratioune méi performant ginn, dass eis Steieradministratioune méi performant ginn. „Préconise une information beaucoup plus poussée de l'Administration des Contributions directes." Et geschitt net.

Ech hunn op eng Rei vu Saachen higewisen. Ech weess, e gëtt ëmmer rose wann ech dorobber zréckkommen. Mä elo seet de Ministère des Finances selwer a sengem Rapport Folgendes: De Service du contrôle extérieur vun der TVA, déi also verfollege sollen dass déi grouss Sënder am Beräich vun der TVA geholl ginn, komplizéiert Geschichten, dass mer déi fannen.

Do gëtt et e Service, deen heescht Service du contrôle extérieur. Do hu mer néng an en halwe Fonctionnairen, déi doranner schaffen. Mir wëssen, dass dat net duergeet. Et war ugekënnegt ginn, déi géingen och zesumme schaffe mat den direkte Steieren. Et ass alles begruewe ginn. Mä et ass awer schonn ugekënnegt ginn an de leschte Joren. Wësst der wat fënnef vun deenen néng an en halwe Fonctionnairen do maachen? Déi schaffen um Informatiksprogramm. Déi si guer net méi um Terrain. Déi si guer net méi present, an do läit de Feeler. Mir dreiwen haut nach just déi Steieren eran, déi mer ugi kréien, a bei deene klenge Steierzueler, déi einfach Steiererklärungen, do gi mer nach Klengegkeete sichen a bei deene Grousse siche mer näischt méi.

De Wirtschafts- a Sozialrot weist och drop hin, dass et Propositioune säit laangem gëtt fir dat ze veränneren. Dir wiert Iech dergéint, da sidd Der och verantwortlech fir déi Situatioun déi amgaangen ass do zesummen ze kommen. An ech muss Iech soen, wann dat e bësse méi enk gëtt, dass mer manner am Steierwiesen erakréien, da muss ee besser haushalten. An da muss ech Iech soen, dass wa mer iwwert d'Konten 2001 emol schwätzen, wou elo just de Rapport vun de Cour des Comptes virläit, da wäerte mer op engem ganze Koup Punkten awer nach schéi staunen. Do gesäit een awer, dass net gekuckt gëtt nom Detail heiansdo. Dass Saache geschéien, déi inakzeptabel sinn an der Ausféierung vum Budget. Mir wäerten dorobber zréckkommen, an dass och Är Erklärung, Här Statsminister, iwwert d'Mehrausgaben, déi anscheinend elo getätegt ginn an dësem Joer, jo awer och scho bal räif si fir de Prix Nobel de l'économie.

Mat Ärer Ausso, de Budgetsminister hätt duerch seng Mehrausgaben, déi e getätegt huet, d'Land méi räich gemaach, sidd Der menger Meenung no zeideg fir de Prix Nobel de l'économie. Ech hunn et op alle Fall net verstanen. D'autant plus dass och an der Ausféierung, liest Ären eegene Rapport, Här Statsminister, de Rapport deen Der ofgeliwwert hutt hei an der Chamber. Do schreift Dir selwer dran: „Ministère des Finances: A noter par ailleurs: le Ministère annonce que les refus pour non-respect de la législation sur les marchés publics seront vraisemblablement plus nombreux cette année, et précise que comme il s'agit d'irrégularités particulièrement graves, il faudra insister afin que des efforts sérieux soient consentis pour remédier à cette situation."

Oh, leet Äre Kapp a Rou! Leet Äre Kapp a Rou! Mä wann den Här Juncker natierlech permanent d'Aarbecht vun der Madame Polfer a vum Här Grethen muss maachen, da verstinn ech dass hie Problemer kritt fir seng eegen a sengen eegenen Administratiounen ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech war 15 Joer laang dodru gewinnt.

(Hilarité générale)

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Dir waart jo net Statsminister all déi Zäit.

(Interruption)

Här Weiler, erstaunlech muss ech soen ass och e bëssen de Revirement, deen Dir dann elo erbäibréngt, wou Dir elo kee Problem méi hutt fir en Emprunt opzehuelen, wann et dann noutwendeg ass. Ech hunn Iech nach an Erënnerung am Dezember, wou Dir dat, wa mer driwwer geschwat hunn, an esou eng wäit Distanz gesat hutt wéi wann déi, déi doriwwer nogeduecht hätten, vum Mound géife kommen. Ech muss mäin Erstaunen ausdrécken. Ech ginn Iech Recht bei enger Rei Saachen, déi Dir gesot hutt, mä ech sinn einfach iwwert Äre Revirement erstaunt, mä enfin, dorunner muss ech mech wahrscheinlech winnen.

En anere Revirement, mengen ech, mä dorun hu mer eis gewinnt, ass awer trotzdeem och erstaunlech, an de Wirtschafts- a Sozialrot ënnersträicht et: « Le CES se doit de constater que dans le plan quinquennal sous revue » - hie schwätzt vun esou engem - « la part des projets financés au moyen de la loi de garantie s'est encore accrue. »

Kënnt Dir Iech net drun erënneren dass et emol eng Partei ginn ass, déi elo an d'Regierung komm ass, déi e gudden Deel vun hirer Propaganda hei am Finanzwiesen ëmmer erëm domadder gemaach huet, dass se gesot huet, dass dat Schlëmmst wat ee maache kéint, dat wier fir iwwert eng Loi de garantie ze fueren. Hei sinn awer Leit während Wochen net midd ginn doriwwer ze schwätzen an et ass jo awer herrlech ze constatéieren, dass kaum sinn se an der Regierung, dann ass dat deenen esou laang wéi breet. D'DP huet hei jorelaang gewettert géint d'Loi de garantie. Net nëmmen dass se elo opgehuewe gëtt, dass se net méi ugewannt gëtt, si gëtt elo méi ugewannt. Et kann een nëmme staunen.

Wann ech esou kritesch sinn, dann ass et well een esou Volte-facë mécht. Déi Kritik wäert et och weiderhi sinn an déi Zoustëmmung vun eis kritt Der zu deene Saachen, wou mer mengen, dass Der richteg leit. Mir hätten eis et och méi einfach maache kënnen, ech hunn Iech et schonn eng Kéier gesot, an der Steierharmoniséierung an Europa hätt een hei nëmmen de Koalitiounspartner bräichten ze zitéieren an op där Schinn ze fueren, dann hätt een hei mat der Quellesteier a mam Bankgeheimnis ganz fein kënnen erauskommen an dann hätt ee sech souguer och bei de Leit kënne beléift maachen. Dat hu mer net gemaach!

Den zweete Punkt, ech schwätzen hei am Numm vun der Partei an ech mengen et geet duer, wann ech dat elo soen: De Fleegebäitrag…

(Interruption)

Ech kann Iech der esou vill zitéiere wéi Dir wëllt. Soll ech Iech e bëssen d'Madame Reding zitéieren. Déi huet och en offiziellt Mandat zu Bréissel. Soll ech Iech déi zitéieren?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Déi war ni eise Spëtzekandidat a si gëtt et och ni.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Hu mer eis verstanen? Dir hutt se awer op Bréissel geschéckt. Dir hutt se duerfir awer also als ganz wichteg ëmfonnt, Här Statsminister.

(Interruption)

Eng aner Zoustëmmung, déi mer bréngen, an op där een och roueg hätt kënne Populismus an Demagogie maachen, ass déi vum Fleegebeitrag. Et ass gefrot gi fir dee Fleegebeitrag erofzesetzen. Mir sinn der Meenung, dass et e Feeler wär, wann d'Regierung dat dote géing maachen. Mir ginn do op déiselwecht Linn mat hir a mir soen et ass besser mir halen eis dee Sputt, och wann am Moment eppes méi an de Reserven ass.

Mir ginn hir och Recht bei der Approche déi se gewielt huet fir hei zu Lëtzebuerg eng Quellesteier libératoire ze wielen. Et ass dee richtege Wee an et ass virun allem, a mir begréissen dat wierklech ganz staark, well mer et selwer x-mol gefrot hunn, dass d'Verméigenssteier, déi schrecklech vill Aarbecht duerstellt, näischt abréngt an déi Leit am Fong geholl nach schrëpft, déi einfach net wësse wéi ee sech bei där doter Operatioun muss uleeën. Mir begréissen, dass déi Verméigenssteier ofgeschaf gëtt, déi am Moment iwwerhaapt net méi am Aklang ass mat der Aarbecht, déi dat doten och beinhalt.

Wat den Abattement extra-professionnel ubelaangt bei Koppelen, déi net bestuet sinn, do wäerte mer jo nach drop ze schwätze kommen, vu dass dat jo e Projet de loi muss ginn, an do wäert ech nach eng Kéier drop zréckkommen.

Wann ech déi Haaptpunkte kucken, ech loossen d'Finanzen elo ewech, wéi wa mer géinge schwätze vun Niewen- a vun Haaptfächer, wann ech elo wierklech géing kucke wat ass geschitt mat där Regierung hei an hiren Haaptfächer, dann huet se an eisen Aen op alle Fall a sechs vun deene Beräicher, egal ob een et Haaptfächer oder Beräicher nennt, Feelleeschtungen ze verzeechnen, huet se carrément Echecen.

Deen éischten ass deen, Här Weiler, vun der Wirtschaftspolitik. Déi heite Majoritéit huet eng formidabel boomend Wirtschaft gehat, si hat e finanzielle Sputt am Budget, deen hir en immensen Handlungsspillraum gelooss huet fir ze agéieren: um Niveau vun den Infrastrukturen, um Niveau vun der

Plattform vum elektroneschen Handel, um Niveau vun der Verwaltungsreform an aneren. Haut, véier Joer méi spéit, gesäit op eemol alles anescht aus. Elo muss de Wirtschaftsminister schwätze vun engem Broch an der Wuesstumsrat. Dat ass awer galant ausgedréckt fir eng knallhaart Landung, esou wéi mir se gesinn hunn, wou mer just hoffe mussen, dass et keng sozial Schierbelen dobäi ginn. Schlecht virbereet, kal erwëscht si mer ginn.

Wéi hat den Här Juncker nach gesot am leschte Joer: „Wa mer zesumme géife verhënneren, datt en allze vill staarkt Wirtschaftswuesstum", dat ass e Joer hier, "sech zur Lëtzebuerger Statsraison perverteiert, da gewanne mer Gestaltungsfräiheet an d'Zukunftssouveränitéit zréck."

(Interruption)

Ech hunn d'Impressioun Dir hutt dat doten e bëssen ze vill eescht geholl. Dir hutt d'Perversitéit vu 6 bis 8% Wuesstumsraten erfogeschrauft op Nullkommawäerter. Ech weess och net wouranner elo an der jëtzeger Situatioun déi gepriese Gestaltungsfräiheet an déi Zukunftssouveränitéit dann elo op eemol géif dra bestoen. Déi doten Ausso ass e Joer al.

D'Antriede vu Konjunkturdéifte werfe mir der Regierung net vir, besonnesch wat déi Effekter wéi gesot aus dem Ausland ubelaangen, an där ginn et der an déi erkenne mer och un, mä d'Net-Erkenne vun Indicateuren, dat akzeptéiere mer net.

(Interruption)

Et ass gesot gi mir wären do net méi schlecht an net besser wéi déi aner. Eis Haaptgeschäftspartnerlänner hate scho Problemer laang ier mir der haten. A wann ee weess wou mir eis Geschäfter maachen, dann hätt ee sech jo dat kënnen denken an d'Problemer vun der Bourse sinn net vum November, ech soen dat nach eng Kéier, a wann een e Wirtschaftssecteur huet, da weess een dass dee vill vun der Bourse lieft, a wann een dann esou erwëscht gëtt, dann deet et mir Leed, da muss een dat doten agestoen.

(Interruptions)

Ech muss soen, wann dann de Wirtschaftsminister higeet an hie seet dass déi international politesch a wirtschaftlech Ofhängegkeet vun eis dat ass wat eis de Misär mécht, da gesäit hie sech nach just als Observateur um Rand vun deem Ganzen an net méi als Player, deen deen agräift. Déi voluntaristesch Wirtschaftspolitik vun deene vergaangene Jore gëtt et net méi. Déi ass ënnerbrach ginn. Et sinn nëmme méi Studie gemaach ginn. Et si keng Realisatioune méi gemaach ginn. Ech muss Iech soen, wann een dat kuckt an et huet een e Wirtschaftsminister, dee souguer vu sengem Finanzsecteur ee Moment schwätzt als Destructeur de la croissance, dann ass dat einfach lamentabel.

Esou eppes dierf kee sech erlaben an esou engem Deel vun der Entwécklung. Et kann een net am Ufank ufänken dee Secteur, deen eis elo Jorzéngte liewe gedoen huet, als Destructeur de la croissance dohinner ze setzen. Mir hätte sollen higoen an déi erfollegräich Politik vun der Prospektéierung weiderféieren.

Här Weiler, ech wëll Iech soen, Dir hutt hei mam Här Goebbels gehadert. Den Här Goebbels huet an all deene Joren Opweises gehat um Niveau Aarbechtsplazen, Beschäftegung hei zu Lëtzebuerg wéi kee virdrun a keen duerno. Da wëll ech Iech soen, déi nei Secteuren, doriwwer kann ee jo erziele wat ee wëllt, mä zumindest huet hien nei Secteure probéiert. Diversifizéierung ass et net, wann een Duechtergesellschafte vu Firmaen heihinner bréngt a wann een niewent deen ee Bäcker deen anere Bäcker bréngt. Dat ass net Diversifizéierung. Nei Secteure bedéngen ëmmer e Courage.

Wien huet dann den elektroneschen Handel ugefaangen? Wien huet dann deen éischte Projet de loi dozou deponéiert? Et war den Här Goebbels.

(Interruption)

Jo sécher, hien huet et och net färdeg bruecht eng Internetplattform 1990 heihinner ze bréngen, well et dat nach net ginn ass an deem Mooss. Also wann ech glift, hie muss jo eng Kéier domat ufänken, hien huet et deponéiert, mä wann déi Regierung hei…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- De Projet war e bësse spéit komm, ne?

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här Statsminister, wësst Dir wéini dass hei ugefaange ginn ass iwwer Internet ze schwätzen? 1996/1997 hu mer hei driwwer ugefaangen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Jo, ech weess dat.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- An da fannen ech, dass dat net laang duerno e Projet war, an da fannen ech, dass Dir schrecklech laang Zäit gebraucht hutt fir dee Projet ze konkretiséiere mat där Plattform, déi noutwendeg war.

De Mëttelstand ass vernoléissegt ginn. E gudde Programm, deen opgesat ginn ass, ass iwwerhaapt net realiséiert gi vun 1999 aus un. Elo kommt Der op eemol mat all deene gudden Iddien. Bürokratie hutt Dir net ofgebaut, Dir hutt nach just drop geluecht. Dobäi wësse mer, dass mer do ee vun de Potenzialer hunn ebe just fir eis Wettbewerbsfäegkeet ze ënnersträichen.

An net mir eleng soen dat doten. De Leitartikler am Télécran seet: „Genauso ist unübersehbar, dass das Diversifizierungsmotto" - ech hätt awer besser ech géif e Bräll undoen - „seit langem stottert. Was Grethen zu den korrigierten Wachstumszahlen zu sagen hatte grenzt schlicht und einfach an politische und wirtschaftliche Verantwortungslosigkeit, passt aber zu seiner mageren Bilanz."

An da kommen ech dozou, Här Weiler: Firwat huet dat eis rose gemaach, dass ebe just de Wirtschaftsminister eiser Partei virwerft mir géingen an d'Trickkëscht gräifen? Kuckt seng Zuelen, déi hien ugëtt als Aarbechtsplazen, déi hie geschaf huet hei an dësem Land. Am Joer 2000 434, reell 334, 100 manner. Am Joer 2001 grousspureg ugekënnegt an haut avancéiert hien déi Zuelen nach ëmmer: 296. Wat ass geschitt? 135 dovunner sinn der wierklech realiséiert ginn. Dat heescht 161 Plaze sinn iwwerhaapt net besat ginn an hie geet nach ëmmer hauséiere mat deenen doten Zuelen. Fannt Dir dat normal?

Wann een déi doten Zuelen natierlech gebraucht wéi Dir se och gebraucht, da fënnt een dat gutt. Wann een emol hannendru kuckt, da gesäit ee wat sech do hannendru verstoppt. Wousst Dir dann, dass sech beispillsweis bei den Zuele vun 2001, wann do Rieds geet vun enger Firma, déi sech hei um Niveau vun engem Pneueproduzent niewendrun ugesiedelt huet, dat just eng Ofspléckung war vun eppes wat et scho ginn ass. Kann een dat als neie Betrib bezeechnen? Als Prospektioun an als Diversifizéierung kann een dat scho guer net bezeechnen. Dat ass einfach aus verschiddenen Elementer vun Ingénierie fiscale oder ähnlechem, wou dee Betrib en Deel opgespléckt huet an da gi mir dat op d'Lëscht setzen als eng grouss Errungenschaft. Cosmolux als nei Firma dohinner ze setzen ass awer e staarkt Stéck. GETEC ass a Faillite gaangen. Cosmolux huet déi opkaaft an huet elo manner Leit do beschäftegt wéi virdrun, an dat als neie Betrib, deen een hei an d'Land erabruecht huet. Dat fannen ech awer gutt.

Ech muss och soen, déi ganz Geschicht iwwer Profil-ARBED, déi 250 Stéck, dat sinn Décisiounen, déi ginn nach zréck op Jore wou et nach d'ARBED ginn ass. Fir sech déi allegeurten unzeheften ass awer e staarkt Stéck.

RAVAL EUROPE S.A. - ech schwätzen elo vun dësem Joer -, 50 Stéck ugekënnegt, et kommen der 12 heihinner.

INCYPHER S.A., 40 Stéck ugekënnegt, eng eenzeg Persoun schafft hei.

Wann dat net an d'Trickkëscht gegraff ass, da verstinn ech näischt méi. Et ass dat, wat eis rose gemaach huet. Déi Chiffren, déi do genannt gi sinn, entspriechen iwwerhaapt net der Realitéit. An ech hoffen, Dir wollt jo de Bewäis, dass Der en elo hutt.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Déi si scho längst fort.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dat do ass awer bëlleg. E Betrib kann ophalen, mä ee Betrib, deen ugekënnegt gëtt! Dat do ass wierklech peinlech.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Fir Iech ass et peinlech.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- E Betrib deen am selwechte Joer 40 Plazen ukënnegt an eng schaaft, dat fannt Dir normal an dat vergläicht Dir mat enger Firma déi Joren hei ass an dann op eemol ophält. Also, et deet mer Leed, déi do Equatioun geet bei Iech net op.

Här Weiler, mierkt Iech just eent: „Einer der verhängnisvollsten Irrtümer ist es, geschickte Redner" - an Dir wëllt dat jo sinn – „für eben so geschickte Politiker zu halten." Ech soen Iech dat.

M. le Président.- Den Här Weiler wëllt eng Fro stellen.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, ech versti wann den Här Krecké hei d'Analys mécht vun deem Tableau, dee mer hunn aus dem Wirtschaftsministère vun deenen dräi leschte Joer vum Här Grethen. E mécht d'Analys vun den Investissementer a vun den Aarbechtsplazen, an ass nochecke gaangen, wat dann elo an der Realitéit geschitt ass. Ech sinn d'accord, wann hien dat nogekuckt huet, an et ass esou, da muss een déi Chiffre redresséieren. Mä ech hätt dann och gären, dass mer déiselwecht Operatioun géife maache fir déi Jore virdru wou den Här Goebbels responsabel war, well ech ka mer net virstellen dass déi Chiffren, déi elo esou do stinn an déi elo beim Här Grethen contestéiert sinn, dass déi beim Här Goebbels esou gestëmmt hätten, wéi se elo hei op deem Tableau sinn. Hutt Der dann do och den Check gemaach?

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mengt Der wierklech, dat wier meng Aarbecht an ech misst elo zéng Joer zréckkucke goen? Haut ass haut a gëschter war gëschter.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dertëschent ware Wahlen. Eis Partei huet dofir bezuelt. Si huet d'Wahle verluer. Mir sinn an d'Oppositioun gaang. Wann ech glift, domat hu mir eis Responsabilitéit geholl.

(Interruptions)

Net mir hu vun der Trickkiste geschwat, mä den Här Grethen huet eis dat virgeworf.

Ech muss Iech och soen, wann Dir esou vill Leit elo begéint hutt, déi jo anscheinend alles esou gutt fannen an der Wirtschaftspolitik, an der Diversifizéierungspolitik an iwwerhaapt wéi mir dat Ganzt uginn, liest Dir net den Echo de l'Industrie, dee seet: „Ainsi, le Luxembourg ne peut plus prétendre être un pays où les démarches adminstratives sont faciles et rapides à évacuer." An d'Chambre des Métiers seet hannendrun: „Constatant l'absence d'une politique véritable et volontariste de réduction des charges administratives, propose la mise en chantier (…) d'une grande loi de base sur la réduction des charges administratives." Wann déi Leit dat do als Besoin ëmfannen, da mengen ech leie se net esou falsch.

An dann nach e Wuert zu AOL. Mir begréissen esouwuel AOL wéi AMAZON, well et am Fong geholl d'Fortféierung ass vun engem Créneau, deen ugefaangen huet an deen am elektroneschen Handel sech usiedelt, a wou ech Iech gesot hu wou déi éischt Steng geluecht gi sinn.

Mir begréissen och dass dat do fir eis Statsfinanzen eng gutt Saach ass. Eng reell Diversifizéierung ass et u sech och, wat d'Finanzen ubelaangt. Et ass eng Steiernisch, déi ausgenotzt gëtt. Et komme keng Leit heihinner. Et si keng Aktivitéite bei AOL hei. Et ass e Verrechnungsmodus. Mir hunn iwwerhaapt kee Problem domadder. D'Aktivitéite bleiwe weider an England, Frankräich an Däitschland. Mä wann ech glift, fir aus der Nout eng Tugend ze maachen, fir ze soen, mir sichen där Betriber, déi net personalintensiv sinn, an enger Zäit wou mer ufänken iwwer 10.000 Leit ze hunn déi keng Aarbecht oder eng prekär Aarbecht hunn, dat muss deenen awer komesch virkommen, wa mer esou eppes erzielen. Dat konnte mer nach an deene Jore virdrun erzielen, mä elo net méi.

Souwisou seet de Statsminister, dat do wier ënnert deem Aspekt gemaach ginn. An zwou Säite weider seet e wéi e géing déi Leit ënnerstëtzen, déi muer Aarbechtsplaze schafen. Entweder siche mer Betriber, Här Weiler, déi Aarbechtsplaze schafen, oder mer sichen där déi keng Aarbechtsplaze schafen. Ech muss Iech op alle Fall soen, dat wat Iech um Häerz läit, ass jo eist soziaalt Netz, an dat soziaalt Netz gëtt muer nëmme gestäipt, wa mer Aarbechtsplaze schafen iwwert d'Cotisatiounen an net nëmmen iwwert d'Steieren, a besonnesch net nëmmen iwwert d'TVA.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Dat do war schwaach!

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ech hunn Iech den Appui an där dote Saach ginn, mä ech hunn et awer op déi Plaz geréckelt, wou et higehéiert.

Bedenklech, muss ech och soen, dass hei de Statsminister dat do mat sengem Administrateur mécht, dat begréissen ech jo, mä de Wirtschaftsminister gëtt hei nach just gelueft fir seng Rotschléi. Wann dat effektiv als deen, dee kompetent ass, dat eenzegt ass, wat en dora gemaach huet, da braucht Der Iech net ze wonneren, wa mer an der Wirtschaftspolitik Problemer hunn. Ech schwätzen emol guer net vun der Inflatioun, d'Inflatioun wou mir beim Basculement vum Euro op eemol reng 0,8% hunn. Dat ass vill méi wéi an all deenen anere Länner. Wéi ass et da méiglech, dass de Wirtschaftsminister, deen zoustänneg ass fir dat do, mécht wéi wann dat hie guer net concernéiert a keng besser Iddi huet wéi ze soen, den Office des prix gëtt ofgeschaaft?

Vill Froen, wéineg Äntwerten. Villes ass onzefriddestellend. Aneres besser Gemengtes fannt Der an eisem Standortpabeier iwwert deen ech herno nach wäert schwätzen.

E Wuert zur Aarbecht, en zweete grousse Spillraum, wou menger Meenung no déi heite Koalitioun staark versot huet. Mir si mëttlerweil op engem Ustieg vun 42% säit dem Untrëtt vun dëser Regierung, ob se dat elo wëllt héieren oder net wëllt héieren. Mir leien an der Tendenz méi schlecht wéi all déi aner. Mir hunn den héchsten Ustieg, an dat ass bedenklech.

A wa mir bei 10.000 Leit mëttlerweil 2.900 Leit ronn hunn, déi a Beschäftigungsmoossnahme sinn, dann ass et jo gutt dass se dat hunn, mä deen enormen Ustieg ass awer bedenklech. A wat geschitt mat deene Leit? Dir wësst jo, dass an engem Interview d'Directrice vun der ADEM huet missen zouginn, wéi se gefrot ginn ass, wat dann elo mat deene Leit géif geschéien, déi do dra sinn, dass se déi Fro net kéint beäntwerten. Si sot, mir hu keng Statistik, mir wëssen net wat mat deene Leit geschitt.

An do läit ee vun de Punkten. Mir maachen eng Mesure op déi aner a mir kucke mol net, wat mat deene Mesurë geschitt. Wat geschitt mat deene Leit? Et stong an der Revue. Si huet dat kloer an däitlech gesot. Dat ass ee vun eise grousse Problemer. Eis Statistiken, eis Wäerter, eis Instrumenter fir eppes ze moossen, ze évaluéieren, ze appréciéieren, ass dat wat eis am meeschte feelt.

A bedenklech och, an dat ass awer elo hei weider net ernimmt ginn, dass mer bei de Chômeure ganz oft soen, wa mer eis d'Saach wëllen einfach maachen, dass et eng Fro vun Ausbildung ass. Neen, mëttlerweil hu mer um Niveau scolaire supérieur en Zouwuess vu 6%. Dat ass vill. Dat ass net nëmme méi eng Fro vun Ausbildung hei zu Lëtzebuerg. D'Reaktiounen op déi Evolutioun si vläicht ënnerschiddlech. Eenzel Leit maache sech et einfach doranner. Mä mir mussen zu engem Bewosstsäin kommen, dass dat do jo fir deen Eenzelnen awer dramatesch ass, dass dat sauer ass an engem Land, wou par ailleurs d'Leit héich Paien hunn, wou par ailleurs d'Leit fest Plazen hunn, wou et ganz vill Leit gëtt, an et ass gutt esou, déi sécher sinn hir Plaz muer net ze verléieren. Mä mir hu mëttlerweil vill Leit déi keng Plaz hunn an déi eng Plaz sichen. Dat ass eng batter Erfahrung a mir dierfen dat net als eng Fatalitéit gesinn, an dofir och deen Hannergrond vun deene Recherchen no personalintensiven an net personalintensive Betriber.

A wann dann als Äntwert kënnt, kee Grond zur Panik, eng Äntwert déi elo schonn e puermol komm ass, jo, mä dat muss awer deem déck doen, deen et trëfft. An dofir hate mer och geduecht an der Tripartite géing méi erauskommen, wéi dat wat erauskomm ass. An engem Moment, wou et nach ni esou sauer war um Aarbechtsmaart, kommen iwwerhaapt keng Propositen, haaptsächlech net vun der Regierung.

Mir stellen eis Froen iwwert d'Compétitivitéit, déi mer a Fro gesinn, a kucke wat fir eng Léisunge maache mer dann elo fir deem Compétitivitéitsverloscht entgéint ze wierken. Fréier hu mer gesot, wa mer net wësse wat mer sollte maachen, da maache mer eng Kommissioun. Hei gi mer e bësse méi wäit, mir maachen en Observatoire. Dat ass awer wierklech dat Eenzegt wat gräifbar erauskënnt. An ech muss soen, déi Révisioun vum PAN ass jo awer elo doduerch zu engem Non-événement ginn, an dat an engem Moment wou awer nu wierklech d'Leit dobausse sech eppes erwaart hunn, wou d'Situatioun nach ni esou sauer bei eis war.

Den Aarbechtsminister gesäit dat optimistesch. Bon, en Optimist ass gewéinlech e Mënsch deen alles hallef esou schlëmm an duebel esou gutt fënnt. Dat sief dohigestallt, mä de Leit ass fir de Moment domat net gehollef.

Déi drëtt Ongenügend ass déi am öffentlechen Transport. Ech wëll net ze vill drop agoen, ech hunn et schonn oft hei gesot. Mir brauchen net 50% BTB, mir brauchen 100% BTB. Et sinn awer eng Rei riseg Schwächten do dran. Laang Zäit hunn d'Leit sech nach verstoppt, awer de Wirtschafts- a Sozialrot huet et elo als eng vu senge Fuerderungen dohinner gestallt, an och déi Fuerderung seet dass ee muss den Zentrum ubannen. De WSR seet, dass wann een den Zentrum net ubënnt: «…ceci représente une particularité assez exceptionnelle au niveau européen, voire mondial».

Esouguer d'Chambre de Commerce seet mëttlerweil, dee Projet dee virgeluecht ginn ass vum Transportminister, dem Här Grethen, wär eng Totalfehlplanung. Falsch Strecke gi virrangeg gemaach. Ouni Ubannung un de Stadkär bréngt dat do iwwerhaapt näischt. D'Existenzberechtegung vun deem Projet stellt se carrément a Fro. Den Notzen am aktuellen Zoustand, esou wéi de Projet do läit, géing zu null tendéieren.

Do muss ech soen dass mer awer gemierkt hunn, dass zemools Leit sech hei liicht op d'Äis lackele gelooss hunn, a mir misste wierklech probéieren dat ganzt Rudder ërëm ze räissen. Op alle Fall, an deem Dossier do ass wéineg besser gemaach ginn, mä villes méi schlecht.

De véierte Punkt, wou mer monéieren, ass dee vun der Schoul an der Vereinbarkeet vu Famill a Beruff. Iwwer PISA brauch een net méi vill ze soen, huet awer eng Momentopnahm gi vun eiser Schoul. Back to basics war d'Äntwert. Liesen a Schreiwe léiere war dat Eenzegt wat mer mat kritt hunn.

Ech ginn Iech nëmmen zum beschten, Här Weiler - ech mengen, Dir hutt eng aner Lecture wéi ech -, wat den CES dozou seet: „En matière de formation initiale" - ech schwätze vun der Schoul - „le CES constate que le fameux pragmatisme luxembourgeois, beaucoup plus l'expression d'un désarroi conceptuel en politique d'éducation que méthode d'action avec son cortège de réformettes et d'autres demi-mesures, ne suffira plus à sortir l'école de son marasme" - dat ass vun elo - „et qu'il faudra un véritable aggiornamento où tous les partenaires devront prendre leur responsabilité."

Dat hunn d'Gewerkschafte gesot, dat huet d'Patronat gesot. Anscheinend schwätzt Dir mat anere Patronen. Anscheinend schwätzt Dir mat anere Gewerkschaftler wéi mir. „Et la situation, ils en rajoutent, n'est guère plus brillante en ce qui concerne la formation continue." Dat ass do wou mer elo stinn. Dat ass do wou mer Back to basics higinn, nämlech zréck. Mir dierfen net zréckgoen. Mir mussen no vir goen.

Mir hunn a Bildung 21 eng ganz Rei Iddien eraginn, wéi Kanner a Jugendlecher muer musse geförde rt ginn, wéi se differenzéiert musse behandelt ginn, wéi se hir Bildungsziler mussen anescht definéiert kréien, wéi se hir Lerninhalter an hir Benoutung mussen ugepasst kréien un déi Ziler, wéi se d'Ziler an d'Inhalter vun de Sproochefächer mussen iwwerduecht kréien, wéi d'Qualitéit vun der Schoul muer ze miessen ass, wéi d'Pedagogen net sollen eleng gelooss ginn, wéi d'Aus- a Weiderbildung vun de Pedagoge musse verbessert ginn, wéi aktiv Léiermethode mussen agesat ginn, wéi d'Infrastrukture mussen ugepasst, erneiert ginn, Verantwortung kloer gestallt ginn an d'Elteren als Partner vun der Schoul unerkannt ginn. Grad esou wéi den Encadrement vun de Jugendlechen am Moment och total defizitär ass.

Dann e Wuert zur Sécherheet. Mir stellen einfach fest dass eng ganz Rei Zuele schlecht si wat d'Sécherheet ubelaangt. Mä loosse mer net doriwwer streiden. Mä wa mer awer hei feststellen, dass zwee Schwéierverbriecher ausbriechen aus dem Prisong, dass mer da just erkläert kréien dass et 100%eg Sécherheet net gëtt, dass mer awer d'Kriticken iwwerginn déi déi Leit, déi do schaffen, un d'Autoritéite bréngen. Wa viru lafender Kamera och nach gesot gëtt, jo de Service réduit ass eben de Weekend deen, dee mer hunn, an dann dauert et 50 Minutte bis den Helikopter kënnt, wat quasi als Aluedung fir deen nächsten ass, deen esou eppes wëlles hätt, net dass hien et Méindes mécht, mä dass hien et Sonndes mécht, an da gëtt gesot, hei ass keng politesch Verantwortung ze zéien, da muss ech soen, eis Partei kann dat net verstoen.

En zweete Punkt ass, déi kleng Kriminalitéit hëlt zou. D'Äntwert dorop ass d'Police de proximité. Dat ass d'Äntwert, a wou kënnt déi hier? Déi kënnt aus deem Projet, deen den Alex Bodry nach duerchbruecht huet hei.

An déi Leit vun der DP, déi gesot hunn, dee Projet ass inakzeptabel, mä wat hätte se da gemaach, wa se deen doten Ophänger emol net gehat hätten? Mir hu Schwieregkeete genuch, wa mer dat Instrument net esou verbessert hätte wéi et verbessert ginn ass, a wann Der et hätt wëllen änneren, dann hätt Der et sollen zréckhuelen. Dir hutt virun de Wahlen egal wat zu deem Sujet do gesot. Elo, wou Der do sidd, mierkt Der dass e gutt ass an Dir sidd frou dass Der en hutt. Mä en anere Punkt ass deen: Wa mer haut och bal alles, an de Justizminister huet gesot, hie géif Tolérance zéro ustriewen, da ginn ech Iech emol ze bedenke wat de Procureur d'Etat Robert Biwer seet. „Beaucoup d'affaires importantes" - et ass am Rapport vum Ministère, net vu mir erfonnt -, „notamment en matière économique et financière, n'aboutissent pas utilement. Ce fait regrettable trouve sa principale explication dans l'engorgement du cabinet d'instruction. La situation actuelle est d'autant moins acceptable que l'on constate que des affaires heurtant moins l'ordre public sont systématiquement poursuivies."

Dat ass politesch Responsabilitéit, och wann een esou Uerderen erausgëtt, an deen Uerder hu mir ganz schlecht opgeholl, deen deemools vum Justizminister erauskomm ass, well en huet och net d'Konsequenz gehat, déi de Jean-Pierre Klopp verlaangt huet, nämlech wéi e seet: „sans qu'il soit remédié au manque cruel de moyens."

Eng ongesond Entwécklung. Den Alex Bodry wäert méi am Detail zréckkommen op d'Grondrechter.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Wivill huet d'Zuel vun den Untersuchungsrichter da geännert an dëse fënnef Joer?

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Den Här Bodry äntwert Iech muer.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Vu 7 op 14. Et kann een also net soen, et wier näischt geschitt.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- D'Gesellschaftsreforme muss ech leider als eng vun de grousse Suerge si loossen, an d'Partnerschafte loossen ech sinn, mä dat sinn zwee Domäner wou déi Koalitioun hei massiv versot huet. Mir kréien d'Geleeënheet op d'Partnerschaften zréckzekommen.

Dem Statsminister seng Iwwerleeungen iwwert d'Zukunft sinn a krassem Widderspoch zu enger Regierungspraxis, déi bis haut an déi, wéi vum Lëtzebuerger Land richteg duergestallt, sech hir Schlagwierder, Här President, selwer ginn huet. Null-Plus-Variant, Back to basics. Dës Regierung, fäerte mir, wäert um Enn soss näischt opweises hu wéi iwwert d'Ausriichtung vun onsem Land nogeduecht ze hunn. Si huet vergiess mat Zäit Politik ze maachen, d'Problemer richteg ze erkennen an d'Léisungen ze bréngen. Ee Joer virun de Wahlen ass ze spéit.

Op dëser Plaz d'leschte Joer hu mer der Regierung gesot, si soll endlech erwächen. Dat ass net geschitt während 12 Méint. Dat ass scheinbar elo gëschter geschitt. Wat awer doraus gëtt, wäerte mer nach mierken. Vill Projete ginn et, déi ni zur Realisatioun komm sinn. Mir wäerte kritesch hannerfroen, dat wat kritesch ze hannerfroen ass. Mir wäerten ënnerstëtzen do wou ze ënnerstëtzen ass. Mir bidden, Här Statsminister, Iech an Ärer Regierung eis Alternativen u fir eng Kurskorrektur, an ech iwwerreechen dem President vun der Chamber heimadder eis Proposen, 24 Propositions de loi aus der leschter Zäit, 13 Positiounspabeieren, 250 Säiten, all Virschléi vun eis, ouni all déi, déi mer an de Kommissioune gemaach hunn, esou dass Der Iech kënnt inspiréieren.

Liste des documents déposés par M. Jeannot Krecké:

Propositions de loi:

Nos 5086, 5060, 5058, 5013, 4996, 4995, 4979, 4969, 4918, 4909, 4908, 4886, 4879, 4839, 4808, 4798, 4769, 4792, 4770, 4769, 4744, 4734, 4676 et 4642.

Positionspapiere:

Öffentliche Schule

Kulturpolitisches Konzept

Neuaufteilung der Kompetenzen zwischen Staat und Gemeinden

Sterbebegleitung - Sterbehilfe

Die LSAP zur Vereinbarkeit von Beruf und Familie - Zukunft Familie

Prostitution

Jugendgewalt

Die LSAP verlangt mehrjähriges Aktionsprogramm „Bildung 21"

Integrative Schulpolitik: eine Schule für alle Kinder

Wertstellung älterer Menschen in unserer Gesellschaft

21-Punkte-Programm für eine Standortoffensive

La politique du sport au Luxembourg

L'Etat et les services publics

(Ces documents peuvent être consultés au Greffe de la Chambre des Députés).

(Interruptions diverses)

Ech hätt et och kënnen eenzel opzielen, mä ech hat awer gemengt, den Theatercoup géift Der net appréciéieren, da géif ech en och net selwer maachen. Mä awer eent soen ech Iech, Här Statsminister, mir bidden Iech d'Mataarbecht un an deenen Dossieren, wou mer mengen dass d'Leit an d'Land musse weider kommen. Wann Dir et refuséiert, dann, fäerte mir, geschitt dat wat de Lucien Weiler - leider vläicht kritt e Recht - an där Saach gesot huet: „ 2004 wird Luxemburg bereits ein anderes Land sein als jenes das 1999 dieser Koalition zu einer Mehrheit verholfen hat."

Ech gleewen net, dass et sech zum Bessere gewannt huet, a vu dass vill Tragikomik an Ärem Kommentar ass, wäert ech net weider Kommentaren doriwwer maachen.

Ech soen Iech merci, Dir Dammen an Dir Hären.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa an den europäesche Gedanke stinn an eisen Aen un engem historesch wichtege Punkt, e Punkt un dee mir eis sollen un d'Wuerzelen zréckbesënnen. D'Erfahrungen aus dem Fall vun der Berliner Mauer hu gewisen, wéi wichteg Europa war an ass fir déi Länner, déi a Jorzéngtelaanger Ënnerdréckung gelieft hunn, schnell an effikass kënnen an eis Gemeinschaft sech ze integréieren. Mir mussen dee Projet vun deemools haut konsequent weider féieren. Mir mussen eis weider fir Fridden a Fräiheet an Europa an an der Welt asetzen, fir d'Verbesserung vun den ökonomeschen a soziale Konditioune vun de Bierger, fir d'Solidaritéit tëschent de Völker an Europa. Firwat si mer elo un engem wichtege Punkt ukomm?

D'Diskussioun am EU-Konvent, den Elargissement vun der Europäescher Unioun a Richtung Osten, de Rôle vun Europa an der internationaler Aussen- a Sécherheetspolitik an de Wëlle vun anere Länner vun eisem Kontinent der Europäescher Unioun bäizetrieden, bedeiten dass d'Gesiicht vun Europa sech veränneren wäert. Wann den 20. Juni de Rapport final vum EU-Konvent dem Conseil Européen um Sommet vun Tessaloniki virgestallt gëtt, wäerte mir éischt Andréck kréie wéi Europa vu muer kënnt ausgesinn. Besonnesch am Beräich vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik an am Beräich vun der Reform vun den Institutioune wäert a muss Europa eng aner Nues kréien. Dem Kommissiounspresident Romano Prodi seng Wierder, déi hien den 9. Mee am Kader vun der Journée de l'Europe gesot huet, ass e Programm: „Nous devons veiller au succès de laConvention, pour qu'elle fasse nous aller de l'avant, et non régresser." - dat kënnt dat wichtegst fir eist Land sinn - „Pour qu'elle aboutisse à une constitution bénéfique, pour les petits comme pour les grands."

E klengt Land an engem groussen Europa muss och gehéiert kënne ginn a muss och mat do um Dësch sëtze wou d'Entscheedunge geholl ginn. Dat huet den Erfolleg vun Europa bis elo ausgemaach. Déi Chance solle mir Lëtzebuerger och haut notzen an eis Meenung haart an däitlech an Europa soen. A mengen Aen ass et awer bal dat wichtegst, dass den EU-Konvent engem Zil ganz besonnesch méi no kënnt, Europa dem Bierger méi no ze bréngen. Déi europäesch Institutioune musse gutt fonctionnéieren. Kloer Rechtsprinzipie musse gëllen. Transparent Entscheedungsweeër an Décisiounsmechanisme sinn noutwendeg niewent kloren an eenheetleche Positiounen a groussen aussen- a sécherheetspolitesche Beräicher.

Dës Regierung huet an dësen ënnerschiddlechen, europäeschen an internationale Chantieren eng gutt a wichteg Aarbecht gemaach.

Här President, wann ech soen dass de Bierger am Zentrum vun den Iwwerleeungen an Europa muss stoen, da gëlt deeselwechte Saz och bezunn op eist Land. Dës Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord wichteg Elementer festgehalen, déi de Bierger méi no sollen un d'politescht Liewe réckelen. D'Basisdemokratie nennen déi eng et, woubäi ech der Meenung sinn, dass dat Wuert e Pleonasmus ass. Eng wuelverstanen a gutt fonctionnéierend Demokratie fänkt ëmmer un der Basis beim Bierger un. D'Revalorisatioun vum Referendum ass d'politescht Instrument fir national bedeitungsvoll Froen ze klären, war fir eis nach ëmmer Programm. Ouni an e schwäizer konkordanzdemokratesche Modell wëllen iwwer ze goen, menge mir, dass et gutt ass, dass mir virum Enn vun dëser Législaturperiod d'Instrument vum Referendum nei definéiert a senger Zäit ugepasst hunn. De Referendum soll keen alldeeglecht Instrument ginn, mä et soll en Instrument sinn dat praticabel ass, wann et gefrot gëtt.

Ech si frou, datt d'Regierung hei d'Iddi vun der Initiative populaire verwierkleche wëll. Och mir mussen als Chamber eis Verfassungsaarbecht konsequent fortsetzen an doniewent och eis Institutioune moderniséieren an der Zäit upassen, esou wéi mir selwer dat amgaang sinn am Kader vun der Reglementskommissioun ze maachen.

Et ass wichteg, datt de Bierger Vertrauen an d'Institutiounen an an hire Fonctionnement huet. Dem Bierger seng Aart a Weis ze communiquéieren, Informatiounen ze verschafen a weider ze ginn, hunn am Laf vun de Jore geännert. Dem Bierger seng Usprëch un d'Politik och. Dofir sinn ech frou, datt mer an dëser Enceinte deemnächst och emol iwwert de Rôle vun de Parteien am Stat an iwwer hir Finanzéierung schwätze wäerten.

Ech mengen, datt déi éischt Fro op d'mannst genau esou passionant muss diskutéiert gi wéi déi iwwert de Finanzement. Wa mir d'Parteien an d'Verfassung wëllen aschreiwen, dann ass et och noutwenneg ze soe wat hiren Optrag ass, wat sinn hir Rechter a wat sinn hir Flichten. Och hei muss de Bierger Ausgangspunkt vun der Diskussioun sinn an hei musse mir eng Äntwert ginn op d'Froen déi d'Spannungsverhältnis tëschent dem Bierger, de Biergerinitiativen an de Parteie betreffen.

Wa mir dovunner schwätzen, datt de Bierger soll Vertrauen an d'Institutiounen hunn, da musse mir och vun der Justiz schwätzen an zu gläicher Zäit vun der Sécherheet. Dës Regierung huet, an de Statsminister huet dat gëschter gewisen, Efforten am Beräich vun der Sécherheet gemaach.

Ech begréissen ausdrécklech, datt de Service de renseignement reforméiert gëtt an ënnert e parlamentaresche Contrôle kënnt. Ech begréissen och, datt um Niveau vun den Untersuchungsriichter Personal bäikënnt, obschonns et verduebelt ginn ass, datt endlech déi jonk Prisonéier getrennt vun den erwuessene Prisonéier wäerte kënnen ënnerbruecht ginn, datt e Gesetz iwwert de Gebrauch vun DANN-Analysen an e Gesetz zum Schutz vun de Victimen an den Témoinë kënnt. Ech perséinlech sinn awer der Meenung, datt och aner Beräicher am Justizwiese méi genau mussen ënnert d'Lupp geholl ginn an datt déi Reformaarbechten am Justizwiesen net hei dierfe stoe bleiwen, mä mussen an Zukunft weider goen.

Erlaabt mer awer bei dësem Punkt eng Remarque ze maachen am Kontext vun der sougenannter Lex Greenpeace. Ech hunn dem Statsminister gëschter gutt nogelauschtert an ech hat d'Gefill wéi wa seng Wierder méi nuancéiert ware wéi dat, wat bis elo am Text steet. Hie sot nämlech: „Wann d'Zilrichtung vum geplangte Gesetz stëmmt, nämlech d'Fräiheete mateneen an niewentenee liewen ze loossen, da fanne mir och zesummen e Wee fir fräiheetlech Zilkonflikter esou ze léisen, datt mer dës Zilrichtung net verfeelen."

Ech muss Iech fir main Deel soen, datt och d'DP-Fraktioun d'Fräiheet fir ze demonstréieren, d'Recht op fräi Meenungsäusserung an de Schutz vum Eegentum, beziehungsweis d'Fräiheet sech fräi bewegen ze kënnen an Aklang brénge wëll. Déi Fräiheete kënnen net iwwert oder ënnertenee gesat ginn, mä gläichberechtegt niewenteneen. Dat ass dat Zil, dat d'Regierung sech gesat huet, an dat ass dat Zil, dat meng Fraktioun och ënnerstëtzt.

Meng Fraktioun ass awer der Meenung, datt den aktuellen Text ze vill Onklorheete beinhalt an net an alle Punkten nuancéiert genuch ass. Ech mengen duerfir, datt d'Chamber sech soll Zäit huelen an a Rou eng ausgeglache Léisung mat alle Concernéierte soll sichen, wou garantéiert ass datt déi zwou Grondfräiheeten, sou wéi de Stats-

minister dat gesot huet, niefteneen existéiere kënnen a wou d'Strofmooss net iwwer hiert Zil erausschéisst.

Här President, wann ech virdrun en Exkurs an Europa bei eist institutionellt Gebälk gemaach hunn, dann ass dat och fir ze weisen, datt eis Regierung sech net a vu kengem aus der Rou brénge léist a weider hire Koalitiounsprogramm systematesch ëmsetzt.

(Interruptions)

Här President, ech weess net, mä ass et net méiglech, datt ech net dauernd hei vun Zwëscheriff vum Här Asselborn oder vum Här Di Bartolomeo ënnerbrach ginn?

M. le Président.- Ech bieden, de Riedner net dauernd ze ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hunn haut nach kee Wuert gesot. Mä wann Der mech awer erausfuerdert, ech stinn zu Ärer Dispositioun. Ech hu kee Wuert gesot bis elo, an den Här President ass Zeien.

M. le Président.- Dat ass richteg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Den Här President ass soss ëmmer ganz streng mat mir. Haut hunn ech iwwerhaapt nach kee Wuert gesot, well Der bis elo och nach näischt Relevantes gesot hutt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géing lech biede méi opmierksam ze sinn a wierklech keng Zwëschebemierkungen ze maachen. Et gëtt ëmmer de Versuch gemaach fir de Riedner aus dem Konzept ze bréngen, mä dat soll een awer net maachen.

(Interruptions)

Den Här Rippinger kritt Der net esou séier aus dem Konzept.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech froe ganz fein d'Deputéierten net ze provozéieren.

M. le Président.- Bis elo ass dat op jidde Fall net de Fall gewiescht.

Här Rippinger, fuert weider, an déi aner solle roueg sinn an nolauschteren.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, et gëtt Der awer, déi wëllen d'Land an d'Leit oflenke vun däser gudder Aarbecht, déi gemaach gëtt, och wann et wirtschaftlech emol net esou gutt dréint.

(Interruptions)

Et gëtt Der, déi versichen de Leit Angscht anzejoen andeems se Schreckensszenarien a Märercher verbreede ginn.

An do muss ee sech d'Fro stellen: Wéi schätze mir déi wirtschaftlech Situatioun an hir Konsequenzen an? Eleng bei däser Fro vun der Aschätzung gi mir eis schonns net eens. Jidderee liest déi Zuelen déi hie wëllt an zitt dann doraus Konklusiounen, déi ganz oft net fondéiert sinn an déi de Bierger da verонsécheren.

Et muss een d'Realitéiten an d'A kucken an d'Situatioun net schéirieden, wa se net schéin ze rieden ass, an net schlecht riede wa se net schlecht ze rieden ass. De Wirtschaftsminister huet dat bei der Ouverture vun der Foire treffend a Wierder gefaasst - ech mengen ech brauch lech dat net ze widderhuelen -, en huet net vu Kris geschwat, en huet vu Rupture geschwat.

De Wirtschaftsminister huet hei Klortext geschwat an de Premier huet dat géschter jo nach emol a senger Ried bestätegt. Dës Regierung elo ze attackéieren an hir ze soen, si hätt dëst an dat net gesinn oder net gemaach, ass an den Ae vun eiser Fraktioun vølleg dernieft.

Erlaabt mer dofir an dësem Kontext e klenge Bléck an d'Vergaangenheet ze werfen.

Déi deemoleg Regierung huet et net gären héieren, wann d'Demokratesch Partei virun 1999 gesot huet, datt déi gutt wirtschaftlech Situatioun vu Lëtzebuerg an den 90er Joren op vill gutt a positiv Afléss, déi aus dem Ausland komm sinn, zréck ze féieren ass. Nach virun de Wahle vun 1999 huet d'Madame Polfer hei an der Chamber gesot, datt sech zwar munches an der Vergaangenheet verbessert hätt, an ech zitéiere se: …

(Interruption)

Mir ware vill méi fein.

„…dat awer net nëmme well d'Regierung versicht huet Saachen ze verbesseren, mä och well d'Konjunktur insgesamt an Europa an an der Welt bis virun deene grousse Finanzkrisen an Asien, Russland a Latäinamerika ganz gutt war. Mir hu vun dem Boom kënne mat profitéieren, wat eng gutt Saach fir d'Land a seng Bierger war an ass."

Deemools hu sech net vill Leit Gedanken doriwwer gemaach, datt et ekonomesch Realitéite gëtt, datt et an der Geschicht vun der Ekonomie ëmmer erëm Zykle gëtt, déi ee Land a seng Wirtschaft, beziehungsweis e ganze Wirtschaftsraum duerch ze maachen huet.

Här President, ass et also wierklech esou wéi d'LSAP dat versicht duerzestellen, datt et eleng der Regierung hir Schold ass, wann et der Wirtschaft net gutt geet?

Här President, stëmmt de Credo vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, dee seet: „Mir hunn lech eng gesond finanziell Situatioun 1999 iwwerginn…

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- …an Dir hutt d'Land innerhalb vun e puer Joer erofgewirtschaft?

Une voix.- Dat ass och richteg.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Meng Äntwert op déi Fro ass kloer. Dat hei ass bëlleg Panikmache mat där d'LSAP an engem Wahljoer wëllt op Stëmmefang goen.

Oder wëllt d'LSAP eis vläicht soen, datt et däser CSV-DP-Regierung hir Schold war, datt den 11. September an e Krich am Irak dertëscht komm sinn, déi d'Stëmmung op de Marchéen net grad verbessert hunn?

Oder wëllt d'LSAP eis soen, datt et der Regierung hir Schold ass, wann eis wichtegst Handelspartner, eis Noperen an déiwe finanziellen a wirtschaftleche Schwieregkeete stiechen?

Oder wëllt d'LSAP eis soen, d'Regierung hätt missen den Abroch vun den internationale Boursse veränneren oder verhënneren?

Oder wëllt d'LSAP eis soen, datt Lëtzebuerg misst e wirtschaftlecht autarkt Land ginn?

Oder wëllt d'LSAP eis soen, datt eis Regierung hätt missen Afloss op den Euro-Cours par rapport zum Dollar huelen?

Et ass einfach kloer, all international Instituter an Institutioune soen eis, datt déi Problemer net hausgemaach sinn. Lëtzebuerg ass nun emol keng Insel, et kann een et net oft genuch widderhuelen.

(Interruptions)

Dës Regierung huet bis elo keng falsch Décisioune geholl, falsch am Sënn datt déi Décisiounen d'wirtschaftlech Grondlage méi schlecht gemaach hätten. Eis Ekonomie wiisst net méi esou, wéi mir dat vläicht emol gewinnt waren. Mir wësse spéitestens zënter dem September vum leschte Joer, datt dat esou ass. Dat ass awer keng Katastroph, well dës Regierung eist Land gutt preparéiert huet.

D'Analys, déi mir viru Jore gemaach hunn, ass och haut nach richteg. Well Lëtzebuerg eng kleng an eng offen Ekonomie ass, ass Lëtzebuerg natierlech staark ofhängeg vun der internationaler Konjunktur, vun der Konjunktur vun eise wichtegsten europäeschen Handelspartner. Dat ass net nei, dat hu vill Riedner an deem leschte Joer ëmmer erëm hei an der Chamber betount.

Wann d'LSAP sech also bis 1999 mat där gudder finanzieller Situatioun vum Stat zefridde ginn huet, a wa mer gläichzäiteg wëssen, datt e gudden Deel dovun, esou wéi d'DP dat och virun 1999 kloer gesot huet, erklärbar war duerch déi gutt international Konjunktur, dann, Här President, muss d'LSAP och de Courage hunn an de Leit haut éierlech soen, datt d'Ofschwächung vum wirtschaftleche Wuesstum virun allem a bal ausschliesslech op déi schlecht international Konjunktur zréckzeféieren ass. Dat, fir datt mir op d'mannst emol an der Analys vun der Situatioun eens sinn. Deen nämlech, deen haut behaapt, datt déi wirtschatlech Problemer zu Lëtzebuerg hausgemaach sinn, deen ass net éierlech mat de Leit an eisen Aen.

Schlëmmer ass et dann, wann déiselwecht, déi haut Virwërf un d'Adress vun der Regierung riichten, si géing net genuch fir d'Wirtschaft a fir d'Leit maachen, keng aner Alternativen hu wéi déi, déi d'Regierung sech am August 1999 schonns virgeholl hat. Dës Regierung huet hir Verantwortung iwwerholl an d'Steierbelaaschtung vun de Betriber an de Personnes physiques substanziell erofgesat an esouguer am Beräich vum zweeten an drëtte Pilier Neel mat Käpp gemaach. Haut gesi mer je schonns déi éischt Friichten dovunner. Haut gesi mer, datt mer do e wesentleche Schrëtt a Richtung Kompetitivitéit vun de Betriber gemaach hunn. Haut gesi mer, datt dat Geld, wat mir dem Bierger an den Entreprisë méi an der Täsch gelooss hunn, gutt ugeluecht ass a ganz sécher dozou bäidréit fir d'Investitiounsbereetschaft vun den Entreprisen an d'Consomatiounsbereetschaft vun de Ménagen op engem héijen Niveau ze halen. An ech si frou ze héieren datt d'Verméigenssteier fir d'Personnes physiques soll ofgeschaaft ginn an duerch eng Quellesteier vun 10% ersat gi bei engem Abattement vun 3.000 Euro fir den eenzelne Steierzueler.

Loosst de Leit esou vill Geld wéi méiglech an der Täsch. Dat war an ass op alle Fall eise Credo nach ëmmer gewiescht. De Stat soll sech esou vill Geld wéi néideg huele fir seng Aufgaben, déi mir him ginn, ze erfëllen. Trotz enger schwiereger Konjunktur investéiert dës Regierung, investéiert den Transportminister Henri Grethen esou vill an d'Eisebunn an insgesamt an den öffentlechen Transport wéi ni virdrun. Trotz enger schwiereger Konjunktur investéiert dës Regierung an den Développement vun den Industriebroochen am Süden. Trotz enger schwiereger Konjunktur investéiert dës Regierung an den Ausbau vu senger Schoul a sengem Gesondheetswiesen.

Här President, a sengem Budgetsrapport iwwert den dësjähreге Budget huet de Rapporteur d'Situatioun treffend beschriwwen: „Le Luxembourg ne se trouve pas en état de crise, au contraire. Le ralentissement de la croissance économique n'est pas dû à des raisons structurelles, mais s'explique par une mauvaise conjoncture européenne et internationale." Genau dat, Här President, krute mer bestätegt vum bekannten IMD World Competitiveness scoreboard vun 2003, wou Lëtzebuerg an der Kategorie vun de Länner ënner 20 Milliounen Awunner déi sechste

Plaz am internationale Kompetitivitéits-Ranking kut, ganz knapp hannert der Schwäiz an Hongkong. Ech wëll dëse Ranking elo net iwwerbewäerten, well ech weess datt dat keng genau Wëssenschaft ass. Mä nach wëll ech awer Folgendes ze bedenke ginn: Mat dëser Plaz huet Lëtzebuerg déiselwecht Plaz am Ranking ageholl wéi dat zum Beispill am Joer 2000 de Fall war, e Joer vun héijem Wirtschaftswuesstum, e Joer mat engem héije PIB.

Mir sinn also an deene leschte Joren net méi schlecht ginn. Lëtzebuerg ass an deene leschte Jore besser ginn. Mä Lëtzebuerg muss nach besser ginn. Mir musse weiderhi kämpfe fir nach méi kompetitiv ze ginn a fir nei Marchéen ze erschléissen. An dësen Zäite soll een net just de PIB am A behalen, mä och a besonnesch d'Kompetitivitéit. Mir kënne ganz sécher net déi international Konjunktur beaflossen. Mir kënnen awer ganz sécher eis national Kompetitivitéit beaflossen, an hei mécht dës Regierung eng excellent Aarbecht, an zwar an alle Beräicher. AOL an AMAZON géinge soss sécher net op Lëtzebuerg kommen. Hiert Kommen op Lëtzebuerg ass eng Signalwierkung a mir freeën eis doriwwer.

Aner multinational Betriber wiere soss sécher net zu Lëtzebuerg bliwwen. Sécher ass et richteg datt Léin a Gehälter proportionell méi schnell wuesse wéi d'Produktivitéit, dat ënner anerem wéinst méi héije Salairen an der automatescher Indexupassung vun de Léin, an datt sech dat Ganzt op d'Kompetitivitéit vun de Betriber auswierkt. Allerdéngs muss ech do soen, éischtens datt keng vun de Parteien heibannen den Index ofschafe wëllt. Op alle Fall hunn ech nach keen dat fuerderen héieren. Zweetens ass et richteg, datt am Verglach mam Ausland d'Léin méi schnell gewuess sinn. Allerdéngs hu mer och als Contre-partie e relativ stabelen a stabile soziale Fridden an dofir net all Dag iergendee Streik. Ausserdeem ginn ech ze bedenken, datt mir mat déi niddregst Steierlaaschten a Soziallaaschten an Europa hunn, esou datt d'Kompetitivitéit vun eise Betriber net an deem Mooss a Gefor ass.

Sécherlech ass et awer esou datt d'Léin, d'Formatioun an d'Fuerschung déi eenzeg Hiewele sinn, déi een huet fir op d'Produktivitéit Afloss ze huelen. Hei mussen engersäits d'Sozialpartner hir Verantwortung iwwerhuelen a mat enger geschéckter Lounpolitik dofir suergen, datt d'Kafkraaft vun de Leit erhale bleift ouni d'Inflatioun dobäi aus den Aen ze verléieren. Hei huet d'Regierung jo en Observatoire de la compétitivité sënnvollerweis ugekënnegt, deen eis et erlabe wäert méi dépassionnéiert iwwert dës Froen ze diskutéieren. Anerersäits muss de Stat dofir suergen, datt de Kader ginn ass fir eng gutt Bildung a Fortbildung a fir Fuerschung an Innovatioun.

Här President, an de leschte Woche a Méint konnt ee feststellen datt d'LSAP elo déi schlecht Wuesstumszuele benotze wëllt fir politescht Kapital doraus ze zéien a fir Stëmmung am Land ze maachen. Et gouf aus der Hëft geschoss um Enn vum leschte Joer. Déi Schëss aus der Hëft hunn awer gewise wat et mat de sozialistesche Kriticken a Wierklechkeet op sech huet. Dat huet sech nämlech den 18. November an enger Pressekonferenz an dräi Wierder résuméiert. D'Sozialiste si prett. Ech froe mech just woufir a wien? Op hirem leschte Kongress hu se nach emol geschoss an hunn deklaréiert, …

(Interruptions diverses)

…Lëtzebuerg wier elo wéinst däser Regierung de Klassendepp an Europa. Och wann ech verstinn, datt op sozialistesche Parteikongresser verbal Ausrutscher ëmmer erëm geschéien, och op anerer, esou verstinn ech awer net datt dës LSAP mat esou enger grousser Verantwortungslosegkeet operéiert

vis-à-vis vum Bierger. D'Wierklechkeet vun der sozialistescher Partei an d'Wierklechkeet dobausse sinn zwou verschidde Saachen. D'Wierklechkeet ass déi, datt d'Wirtschaft méi lues dréint, mä datt eist Land an eis Ekonomie an de Startbléck steet wann d'Marchéen erëm unzéien. Mir mussen un eis selwer gleewen. Mir mussen un eis Stäerkte gleewen an eis net gecke machen loosse vun iergendwelche Kregéiler, déi sech wichteg maache wëllen oder déi e parteipoliteschen Notzen aus der aktueller Situatioun zéie wëllen.

Här President, fir 2003 gesäit de Statec e Chômage vun 3,8% viraus, während de Wuesstum vum PIB sech tëschent 1,0 an 1,5% apendele soll. D'Inflatioun soll bei 2,1% Prozent leien an d'Salairë sollen nominell ëm 2,5% klammen. Dat sinn net déi Resultater un déi mer gewinnt si bei dëse Parameteren, mä et sinn awer och keng Kriseresultater. Mir sollen, wéi ech grad gesot hunn, un eis gleewen, a mir hunn al Grond un eis selwer ze gleewen, well d'Regierung fir optimal Konditioune gesuergt huet an och weider suerge wäert.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dir hutt besser Dir gleeft un lech, well soss gleeft keen un lech!

(Interruptions diverses)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Ech mengen net, Här President, well wann d'Leit un d'Sozialiste gegleeft hätten, dann hätte si se net ofgewielt.

En zweete Punkt, op deem d'Sozialisten eis wëllen attackéieren, ass dee vun der Diversifikatioun. Erlaabt mer, Här President, datt ech bei dësem Punkt gläich virop pour mémoire e puer Zuele widderhuelen. Laut dem Statec sinn am Joer 2002 d'Investissementer an der Ekonomie ëm 48% gewuess par rapport zum Joer 2001. An därselwechter Zäit sinn déi geschafen Emploien ëm 112,8% geklommen.

An enger ongläich méi schwiereger wirtschaftlecher Situatioun an an enger Situatioun vun internationaler Konjunkturschwächt huet de Wirtschaftsminister Henri Grethen also déiselwecht Performancen erreecht a fënnef Joer, wéi säi sozialistesche Virgänger a 15 Joer zu Zäite vum Wirtschaftsboom, deen do dra gefall ass. Dat kënnt een also dem Här Goebbels als Argument entgéint werfen, wann hie sech selwer a vun him verfaassten Zeitungsartikelen op déi zwou Schëllere klappt.

Här President, wann et eng Tatsaach ass, datt de Finanzsecteur den Haaptpilier vun eiser Ekonomie duerstellt, esou ass et genau esou wouer datt mer eis Ekonomie och nach mat anere Piliere stäipe mussen. Fir dat ze realiséieren, musse mer niewent der Diversifikatioun vun eiser Produktpalett op der Finanzplaz och eis Ekonomie diversifizéieren. Dat ass absolut keng nei Erkenntnis. Et ass eng Erkenntnis, déi mer och haten zu Zäite vum héije Wuesstum. Mir hunn op alle Fall béides gemaach an dat mat der grousser Approbatioun vun deene konzernéierte Milieuen. An dozou kann een dann nach eng Kéier dem Henri Grethen seng Foiresried eraushuele vum 19. Mee 2001. Ech erspueren lech awer wat en dozou gesot huet. Et ass jo liicht nozeliesen.

(Interruptions diverses)

Här President, en huet Folgendes gesot: „La diversification économique nous invite à explorer de nouvelles pistes, à rechercher de nouveaux pôles de développement à haute valeur ajoutée qui pourraient émerger au Luxembourg. Je songe ici en particulier à la biotechnologie, au génie génétique."

Dem aktuelle Wirtschaftsminister gëtt jo vum Här Goebbels zum Beispill virgeworf, e géif sech striewen an d'Biotechnologien anze-

klammen. Dat zwéngt mech dozou dat ze widderhuele wat ech schonns de leschten Dezember während de Budgetsdebatten hei op däser Plaz gesot hunn, an der Hoffnung datt dës Kéier den Echo bis an de Parc de l'Orangerie op Strossbuerg reecht.

Also nach eng Kéier. Am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Projet de loi, deen d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'Protection juridique des inventions biotechnologiques virgesäit, huet d'Chamber eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung opfuerdert déi Direktiv ze renégociéieren. Ech wëll ausdrécklech dorunner erënneren, datt mir déi Motioun zesumme mat de Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun gestëmmt hunn. An ech wëll dann ënnersträichen, datt keen anere wéi d'Madame Delvaux d'Initiativ vun esou enger Motioun geholl hat andeem se déi hei den 11. Juli am Joer 2001 déposéiert huet. D'Chamber huet déi Motioun gestëmmt, well se genau wéi déi Lëtzebuerger Sozialisten eng Rei vu berechtegte Bedenken hat. Just den Här Goebbels, deen net hei war, hat dat net matkritt wéi et schéngt.

Da muss ech och soen, dass de fréiere Wirtschaftsminister mat ganz graven Ënnerstellungen operéiert. Net nëmmen dass hien dem Här Grethen virwerft hie géing am Kader vun der Finanzplaz vun enger „industrie crépusculaire" schwätzen, wat dësen ni gesot huet, mä donieft werft hien der Regierung an dem Statsminister Folgendes vir, an ech zitéieren hien: „Der Staatsminister ließ sich in Feira in einen Prozess einbinden, der den Finanzplatz scheibchenweise seiner Substanz beraubt."

Et géing ee grad mengen, dass deen, deen dat geschriwwen huet, ni an engem ECOFIN-Conseil gesiess hätt. Et géing ee grad mengen, dass de fréiere Wirtschaftsminister, wéi hien nach am Amt war, net matkritt hätt wéi schwiereg d'Négociatiounen an och wéi grouss den Drock op Lëtzebuerg waren. Dës Regierung huet en matière de fiscalité de l'épargne e gudde Match gemaach. Si huet dat Bescht aus der Situatioun erausgeschloen an d'Zukunft vun eiser Finanzplaz geséchert.

D'Finanzplaz huet elo eng kloer Situatioun, déi mer hoffen och geschwë kënnen an der EU ze enterrinéieren. Mir waren a mir mussen och weider dat Land sinn, dat europäesch Direktiven am Finanzwiesen als éischt ëmsetzt. Et ass d'Schnellegkeet, déi eis e Virsprong bréngt. Dës Majoritéit huet all Direktiven an dësem Sënn schnell ëmgesat, zum Bénéfice a mat der Approbatioun vun der Finanzplaz. Dës Majoritéit wäert och déi Projeten, déi de Statsminister geschter ugekënnegt huet, beziehungsweis déi, déi eis schonns virleien, schnell ëmsetzen, sief et iwwert den Trust-Modell, iwwert d'Titrisatioun, d'Organschaft am Beräich vun der TVA, d'Risikokapitalgesellschaften oder déi spezialiséiert Finanzberuffer.

Här President, dem fréiere sozialistesche Wirtschaftsminister, deen am Tageblatt d'Tatsaach, dass bestehend Betriber hei zu Lëtzebuerg weider an zousätzlech investéieren als Quantité négligeable ofgeleent huet, muss ech Folgendes soen: Duerch d'Welt fueren an nei Investisseure sichen ass eng ganz wichteg Saach, mä sech och d'Méi gi fir bei d'Mammenhaiser vun deene bestehende Betriber, déi schonns hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, ze goen, hinnen d'Standuertvirdeeler vu Lëtzebuerg ze erklären, si ze iwwerzeegen hir Investitiounen zu Lëtzebuerg ze maachen, ass op d'mannst genau esou wichteg. Der LSAP hir soi-disant Virschléi zur Diversification économique kenne mer. Et sinn nämlech déi, déi de Rapporteur Emile Calmes a sengem Budgetsrapport fir dësen Exercice analyséiert huet. Et sinn och déi, déi den Här Grethen schonns laang amgaangen ass ëmzesetzen. 21 Punkte vun der LSAP, déi 21-mol näischt Neies sinn.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dat héiere se net gär.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wësst Der, Här Weiler, Ghostwriter kënnen net alles wëssen.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Et ass mat deenen 21 Punkte genau wéi mat dem Pabeier vu Steesel. Och de Wirtschafts- a Sozialrot huet a sengem Avis versicht al Weisheete mat méi oder wéineger neien Iddien ze mëschen. Do soll een awer virsiichteg sinn an net esou maache wéi wann een do vun haut op muer kéint Beem ausrappen. Hei ass d'Regierung awer amgaangen hiert Bescht ze maachen an éischt Resultater hu mer jo gëschter vum Statsminister genannt kritt.

Ech sinn awer och frou festzestellen, dass d'Regierung niewent anere Moossnamen e Gesetz fir d'Risikokapitalgesellschafte maache wëllt, well et jo déi an de meeschte Fäll sinn, déi iwwerhaapt enger Investitiounskultur kloer Konture ginn. Nei a jonk Betriber heiheem a soss an Europa kréien domadder e besseren Zougang zu dem Kapital, wat si grad am Ufank brauchen an dat si sech net wéi aner gréisser Betriber un de Bourssen huele goe kënnen.

Wéi deklinéiert sech d'Diversifizéierungspolitik konkret? Ech hunn d'Prospektioun schonn ugeschwat. Ech hunn de Kontakt zu de Mammenhaiser ugeschwat. Déi Démarche reit sech an an de sougenannten Développement endogène. D'Ënnerstëtzung vun den Entreprisen an der Recherche an am Développement ass do e wichtegt Element. Hei si während dem Exercice 2005 15 Projeten ënnerstëtzt ginn an 41 Entreprisen huet de Stat gehollef bei Investissementer.

D'Kreatioun vu sougenannte Pépinières d'entreprise fir den Esprit d'entreprise ze encouragéieren ass och e wichtegen Aspekt. Ech denken hei zum Beispill un de Konzept Ecostart zu Féiz. Den Här Grethen huet och 2001 e Programm Clusters annoncéiert. Hei solle sech Entreprisë ronderëm d'Produktioun vun technologesch héichwäertege Baudeeler kreéieren. D'Resultater loosse sech weisen. Fir den Exercice 2002 konnt d'Grënnung vun néng neien Aktivitéite verzeechent ginn, wat engem Gesamtinvest vun 248,1 Milliounen Euro an 628 neien Aarbechtsplaze gläichkënnt. Vun 1995 op 1999, also ënnert der aler Regierung an ënnert deem ale Wirtschaftsminister, sinn 19 nei Entreprisë geschafe ginn. Säit dës Regierung um Ruder ass, sinn 29 nei Entreprisen an d'Land erakomm.

Et ass awer genausou wichteg och déi néideg Infrastrukturen ze schafe fir d'Implantatioun vun neien Entreprisen. E Beispill heifir ass de Crassier vun Éilereng, wou déi ganz Friches industrielles, also 70 Hektar, virgesi si fir eng nei Zone industrielle à caractère national ze schafen.

Ech wëll dann awer och un e ganz anere Beräich hei erënneren, wou dës Regierung eppes gemaach huet wat eiser Ëmwelt an dem Mëttelstand zegutt kënnt, nämlech d'Förderung vun alternativen Energien. Hei hunn den Ëmweltminister Charel Goerens, de Statssekretär Eugène Berger an de Wirtschaftsminister Neel mat Käpp gemaach. Ech schwätze vum Projet de loi 5154, dee gëschter hei an der Chamber déposéiert ginn ass, genausou wéi vum Fait dass es mëttelstänneg Betriber elo scho ronn eng hallef Milliard Ëmsaz haten, eleng opgrond vun de Reglementer, déi vun der Regierung fir d'Förderung vun alternativen Energië beziehungsweis fir déi rationell Notzung vun der Energie virgeholl gi sinn. Dat ass eppes wat ganz wichteg ass, mä Verschiddener hunn déi Reglementer vläicht net gelies.

5,3 Milliounen Euro u Subventiounen, verdeelt op 2.606 Dossieren, déi d'Leit beim Ëmweltminister tëschent Juli 2001 a Januar 2003 eraginn hunn, fir eng Subventioun an dësem Kader ze kréien, weisen, dass och dës Projeten enorm positiv Répercussiounen op d'Handwierk hunn. Mat deem neie Projet de loi vum Wirtschaftsminister wäert et och fir d'Betriber méi einfach a méi interessant gi fir vermehrt op dës nei Technologien zréckzegräifen.

Här President, dësen Exkurs an dat wat dës Regierung fir d'Wirtschaft, de Mëttelstand an d'Ëmwelt mécht hu gewisen, dass dës Regierung d'Situatioun net nëmmen am Grëff huet, mä och amgaangen ass d'Zukunft vum Land aktiv an offensiv virzebereeden. Wien dat net gleeft invitéieren ech zum Beispill op déi franséisch Zeitung Expansion zréckzegräifen, déi am Mäerz en Artikel veröffentlecht hat, wou d'Léisungen dran opgezeechent ware wéi een d'Wirtschaft vun engem Land kéint ukuerbelen.

Erlaabt mer nach e puer Wuert zum Chômage ze soen, Här President. Wann d'Leit an de Chômage falen, dann ass dat ganz oft eng mënschlech Katastroph fir déi Leit a fir hir Familljen. Et ass an dësem Fall net wichteg, ob et sech ëm Frontalieren, ëm auslännesch Matbierger oder ëm Lëtzebuerger handelt an et ass an dësem Fall och net wichteg, ob mir dann elo méi oder manner Chômage hunn oder net hunn, wa mer déi eng oder aner mat aberechnen oder net. Fakt ass, dass de Chômagetaux klëmmt, och wa sech dat am Verglach mam Ausland op engem ganz bescheidenen Niveau hält.

Ech sinn awer frou, dass d'Regierung net nëmmen offensiv den Dialog mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartite gesicht huet, mä och konkret Mesuren ergraff huet an dat schonns virum Usteige vum Chômage. Eng Pist, déi meng Fraktioun allerdéngs net suivéiere kéint, ass déi vun enger generaliséierter 35-Stonne-Woch. Muncher gesi jo doranner en Instrument fir eis Wirtschaft unzekuerbelen. Dat ass deemools och a Frankräich gesot ginn. Wann déi Theorie awer stëmme géif, da misst Frankräich jo e kräftege Wuesstum hunn. Or, de Contraire ass de Fall.

Ech woen hei ze behaapten, dass eng generaliséiert 35-Stonne-Woch fir Lëtzebuerg d'Compétitivitéit vun de Betriber an der Ekonomie besonnesch an dësem Moment a Fro stellt, vill ze deier kascht an awer keng sozial Verbesserunge mat sech brénagt, d'Spannungen op eisem Aarbechtsmarché nach méi grouss mécht, besonnesch an deene Beräicher wou mer souwisou eng Pénurie vu Leit hunn. Meng Meenung ass op alle Fall déi, dass mir de Chômage net bekämpfen, wa mer d'Compétitivitéit vun de Betriber a Fro stellen. A court terme sinn déi existéierend Begleetmoossname gutt a richteg fir deene Betraffenen e gewëssenen Halt ze ginn a fir se muer besser um Aarbechtsmarché integréieren ze kënnen.

Och déi Iddi fir géint de Chômage social ze kämpfen ass gutt. Et muss dobäi awer selbstverständlech opgepasst ginn, dass mer net en zweeten Aarbechtsmaart parallell opbauen. A long terme ass awer sécher eng gutt Bildung a Fortbildung de Schlëssel fir eng besser Compétitivitéit vun eise Matbierger um Aarbechtsmarché. Dofir musse mer éischtens den Niveau vun der Ausbildung héich halen, Formation continue ubidde fir dësen Niveau och à moyen et à long terme ze halen. Mir mussen awer och eise Kanner hëllefe sech richteg ze orientéieren a si net an d'Aarbechtslosegkeet era manövréieren oder eran orientéieren.

Ech wëll just hei nach eemol däitlech betounen, dass d'Aarbechte vun der Madame Brasseur a Richtung méi Qualitéit am Bildungswiese ginn, a Richtung besser Integratioun, a Richtung besser Orientatioun an a Richtung besser Programmer voll amgaange sinn. Ech wier frou, wa mer eis all Joer kéinte ganz spezifesch iwwert d'Schoul ënnerhalen. D'PISA-Debatt, déi mer hei am Parlament gefouert hunn, den 29. Januar, huet jo gewisen, datt een dépassionnéiert diskutéiere kann iwwert d'Schoul.

Meng Fraktioun hält op alle Fall hir Propositioun oprecht, fir all Joer am Parlament eng Debatt iwwert d'Schoul ze féieren, well d'Educatioun d'Basis vun eiser Zukunft an och de Schlëssel zum Aarbechtsmaart ass. Dofir proposéiere mer dëst Joer déi Diskussiounen an déi Debatten am November, ech géif souguer soen Enn November, ze féieren.

Här President, ech wëll zum Schluss nach eppes hei ganz däitlech ënnersträichen. Meng Fraktioun steet och an Zäiten, wou et net esou wirtschaftlech gutt dréint, zum Konzept vum Développement durable. Ech deelen dem Här Castegnaro seng Approche net, datt d'Ëmweltpolitik elo misst an den Hannergrond trieden. Wa mer dat géife maachen, da géinge mer eist eegent Engagement ad absurdum féieren. Méi Liewensqualitéit mat der Method vum Développement durable ass grad an och a méi schwieregen Zäiten eist d'Zil. Sécher, haut dréckt sech d'Liewensqualitéit méi heefeg a sozialer Sécherheet aus, wéi dat vläicht nach virun e puer Méint de Fall war, mä d'Loft, d'Waasser, de Buedem, d'Fauna an d'Flora, jee d'Natur déi mer virun e puer Méint wollte fir déi zukünfteg Generatioune méi propper maachen oder méi propper halen, muss, onofhängeg vu wirtschaftlechen Zyklen, och wierklech propper gehalen oder och propper gemaach ginn.

D'Demokratesch Partei a mat hir un der Spëtzt den Ëmweltminister Charel Goerens an de Statssekretär Eugène Berger bestinn op alle Fall op däser Politik, déi, wa mer se net duerchzéien, muer grave Konsequenze fir eis hätt, déi och wirtschaftlecher oder sozialer Natur sinn.

(Interruption)

Mir diskutéieren hei d'Positioun vun der Regierung. Dofir hunn ech nëmmen déi mat abezunn.

Ech erënneren zum Beispill drun, datt d'Kyoto-Engagementer bedeiten, datt mer muer musse Strofe bezuelen, wa mer eis Ziler net erreechen.

Här President, d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Elo provozéiert Der.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Ech hunn net vun der Fraktioun geschwat, ech hu vun der Partei geschwat.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mä Dir gitt lech awer eng sichen, Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei ass net ze beneiden.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Är Successioun 2004 unzetrieden ass keng einfach Saach.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, wat den Här Di Bartolomeo méi oft d'Riedner hei ënnerbrécht, wat d'Leit dobausse méi béis iwwert e ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wann et esou Riedner si wéi Dir, sinn d'Leit mer sécher net béis.

M. le Président.- Loosse mer endlech ophale mat deem Gestëppels, et bréngt jo näischt.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Hei ass jo nëmmen eng Feststellung, déi ech maachen.

A regelméissegen Ofstänn bekloe sech hir Riedner, fir Argumenter géint dës Regierung ze sichen. A regelméissegen Ofstänn soe si, datt näischt géing geschéien oder datt et net schnell genuch géing geschéien. A regelméissegen Ofstänn behaapte si, datt si an der Oppositioun eigentlech alles, awer och wierklech alles besser wëssen a besser kënnen.

Kuerz résuméiert, Kanounendonner aus der Maison Mohr de Waldt an och nach heiansdo Schëss vum Sniper vu Strossbuerg, dat charakteriséiert elo déi wierklech sozialistesch Politik.

Wann den opgeklärte Bierger sech dann emol d'Méi mécht fir de politeschen Aktionismus vun der LSAP genau anzeschätzen an ze analyséieren, da stellt hie Folgendes fest: Wann een d'Gejäiz an d'Ideologie ewechléisst, da bleift eng LSAP iwwreg déi keng Argumenter, keng Alternativen a virun allem keng nei Iddien huet fir dëst Land no vir ze bréngen.

Meng Fraktioun ass op alle Fall iwwerzeegt, datt dës Regierung, an där meng Partei zënter August 1999 mat Verantwortung dréit, eng excellent Aarbecht gemaach huet, zesumme mat hirem Koalitiounspartner, sief et um finanziellen, wirtschaftlechen, sozialen oder ëmweltpolitesche Plang. Mir hu Vertrauen doranner, datt dës Regierung och dat lescht Joer vun däser Legislatur notze wäert fir déi Reformen an d'Weeër ze leeden, déi mer eis virgeholl hunn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Statsminister seng Erklärung zur Lag vun der Natioun gëtt all Joer op en Neits d'Geleeënheet fir Bilanz ze zéie wou mer als Gesellschaft, als Land stinn, dat souwuel op nationalem wéi internationalem Plang. Et gëtt eis awer och virun allem d'Geleeënheet fir Differenzen oder Gemeinsamkeeten tëschent deenen eenzelne Parteien am Parlament ze definéieren, Luef oder Kritik ze üben iwwert déi verschidde Politiken, déi prioritär am Bléckpunkt stinn.

Wann an deene vergaangene Joren eis Ekonomie Rekordresultater opzeweisen hat an dofir d'Diskussioune sech op d'Verdeele vun de Plus-valuë konzentréiert hunn, op Steierermässegungen, den Ausbau vu soziale Strukturen, esou hunn d'Zäite geännert. De wirtschaftleche Facteur mat senge Konsequenzen op Stats- a Gemengefinanzen an op den Aarbechtsmaart sinn noutgedrongen haut zum wichtegste politeschen Thema ginn. No zwee Jorzéngte wirtschaftlechem Boom, mat de Rekordjoren 1999 an 2000, dréint zënter 2001 d'Wirtschaft méi lues.

An engem Zäitraum vun nëmmen dräi Joer sinn op de Bourssen e Kapital an der Héicht vun 10 Milliarden Dollar verluer gaangen. Den 11. September 2001 an den Irakkrich waren zwee zousätzlech Schocken, déi d'Wirtschaft negativ beaflosst hunn. D'Boursse sinn a sech zesumme gefall an d'internationale Finanzmäert dréinen dorophi méi lues. Keen anert Land wéi Lëtzebuerg, wat esou vum Finanzsecteur ofhänkt wéi mir, muss sech dofir direkt d'Fro no de Konse-

quenze stellen, virun allem da wann de Risiko besteet dass dës Situatioun méi laang unhale kann.

Eis Ekonomie huet schonns verschiddentlech eng Kris erlieft an iwwerlieft an ass an der Regel souguer gestäerkt doraus ervirgaangen. Zesumme sinn ëmmer Weeër fonnt ginn, déi op der nationaler Solidaritéit berout hunn. Och wa verschidde Leit nach net vun enger Kris wëlle schwätzen, esou weisen d'Parameteren dach dorobber hin. Den Här Statsminister huet gëschter fir d'éischt vum Krisele geschwat.

Mir verstinn, dass eng Regierung net direkt vun enger Kris wëllt schwätzen, nach se wëllt offiziell deklaréieren, fir net esou no bausse den Impuls wëllen ze ginn dass d'Konsumenten duerch eng Iwwerreaktioun eng zousätzlech Brems ageheien, déi der Wirtschaft nach zousätzlech géif schueden. Esou maache wéi wann awer alles am Botter wier, ass awer genau esou falsch, an ech géif souguer soe vill méi geféierlech. An et ass dëst, eiser Meenung no, e grousse Feeler vun dëser Regierung gewiescht, d'Situatioun vill ze spéit erkannt ze hunn an duerch permanent Behaaptungen et wier keng Kris, et géif eis nach ëmmer gutt goen, déi falsch Impulser ginn huet a sech selwer duerch déi Aussoen net an d'Situatioun konnt setzen, fir richteg ze reagéieren. Ech wäert méi spéit am Detail op dës Fro nach eng Kéier zréckkommen.

Ech wëll fir d'éischt mech méi mat der Finanzplaz an der domadder Ofhängegkeet vun onsem Stat auserneesetzen.

Esou wéi d'Land vun der ARBED bis an d'70er Joren ofhängeg war, esou ass d'Land haut vum Finanzsecteur ofhängeg, awer mat zwee net onwesentlechen Ënnerscheeder.

Éischtens, wéi d'Stolindustrie an d'Kris gefall ass, hate mer d'Chance, dass zum gläichen Zäitpunkt d'Finanzplaz quasi explodéiert ass, ons en Ersatz gebueden huet an doriwwer eraus och nach finanziell Mëttelen erschafft huet, fir dem Land ze erlaben d'Stolindustrie ze restrukturéieren.

Zweetens, d'ARBED war eng Lëtzebuerger Gesellschaft, mam Stat als Haaptaktionär a mat Sëtz hei zu Lëtzebuerg, an duerfir sech net konnt vum Lëtzebuerger Maart zréckzéien, awer vill Filialen am Ausland zougemaach huet.

D'Banken, mat enger, zwou Ausnahmen, sinn auslännesch Gesellschafte mat dem Mammenhaus am Ausland. Et ass also ëmgedréint wéi bei der ARBED, a mir behalen d'Finanzplaz nëmmen hei, wann de Standuert Lëtzebuerg fir d'Mammenhaiser interessant bleift. Ass dat net de Fall, sinn d'Banke fort, mat alle Konsequenze wat dat fir eist Land bedeit. Esou wéi d'ARBED fréier, esou hunn d'Banken haut wéi a kengem aneren europäesche Stat en direkten Afloss op d'Land, seng Finanzen, seng Beschäftegungspolitik, résuméiert op d'Zukunft, op de Wuelstand vum Land.

An engem Zäitraum vu 25 Joer huet d'ARBED 80% vu senger Belegschaft, iwwer 25.000 Leit, ofgebaut. An deemselwechten Zäitraum huet d'Bankeplaz hiert Personal op 25.000 Persounen ausgebaut. 1960 huet d'Industrie 47% an de Finanzsecteur 1% vum PIB duergestallt. 1974 huet de Changement ugefaangen. D'Industrie ass op 42% erofgaangen, an de Finanzsecteur ass op 6% vum PIB eropgaangen. 1999 huet d'Industrie nach just 14% an de Finanzsecteur 46% duergestallt. Bis zu zwee Drëttel vun dem Stat senge Recettë kommen direkt oder indirekt vum Finanzsecteur an ënnerstraichen am däitlechste wéi ofhängeg mir als Stat vun deem Secteur sinn. Eis Moyenen, fir am Interesse vum Finanzsecteur ze reagéieren, si limitéiert a ginn ëmmer méi limitéiert, an op d'international Kapitalmäert hu mer keen Afloss.

Virsiicht ass also scho gebueden, well en aalt Spréchwuert seet, een deen héich klëmmt, kann och héich eroffalen. Bekanntlech si mir Lëtzebuerger net wéineg houfreg drop deen héchste Liewensniveau an Europa ze hunn. No de Joren 1999 an 2000 mat Rekordwuesstum sinn an deene leschte Joren d'Wuesstumsquoten op 1% oder manner oder erëm 1% gefall. An all Kéiers huet d'Lëtzebuerger Regierung opgrond vun hire Servicer, dem Statec oder aneren Instrumenter, sech an de virgesote Pronosticë staark verschätzt. Fir 2001 huet se, wéi de Budget 2001 deponéiert ginn ass, eng Wuesstumsquot vu 6% ugekënnegt. Beim Budget 2002 huet se d'Revisioun vun 2001 op 3,9% gemaach a beim Budget 2003, wéi deen deponéiert ginn ass, op 3,5 an eréischt am Oktober 2002 si mer du gewuer ginn, datt mer a Wierklechkeet nëmmen e Wuesstum vun engem Prozent haten.

Datselwecht hu mer erëm gesi beim Joer 2002. Wéi de Budget deponéiert ginn ass, ass mat engem Wuesstum vu 5,3% gerechent ginn. Dat ass erofgaangen op 0,5 an neierdéngs soll en erëm op 1% eropgoen.

An déi éischt Propositioun vum Budget 2003 louch bei enger Progressioun vu 6,6% an haut schwätze mer och do schonn nëmme méi vun 1%.

D'Konsequenze vun dëser Regierungspolitik war d'Entwécklung vum PIB ze spéit erkannt ze hunn. Eis geet et nach ëmmer gutt, war am Fong de Slogan, d'Motivatioun déi no bausse gaangen ass. Den Här Statsminister huet bei der Lag vun der Natioun den 3. Mee 2001 gesot: „Hei zu Lëtzebuerg gi mer vun engem nationale Wuesstum am Joer 2001 aus, wat ronn 3% méi niddreg läit wéi dat vum Joer 2000. Dat heescht also 5%. Mir mengen, eis Ekonomie géif esouwuel am Joer 2000 wéi och am Joer duerno, also 2001, liicht iwwer 5% méi staark ginn." D'Realitéit war, mir si bei engem Prozent gelannt.

Ee Joer méi spéit, de 7. Mee, seet den Här Juncker a senger Deklaratioun: „De Statec geet dovun aus, datt de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg am Joer 2001 nëmmen 3 bis 4% bedroen huet." D'Realitéit war 1%. Deeselwechte 7. Mee seet den Här Juncker: „De Statec geet dovun aus, datt mer am Joer 2002 eng Wuesstumsverbesserung vun 2,7% erreeche wäerten. Fir 2003 geet jiddereen dovunner aus, datt mer erëm méi staark wéi 3% wuessen." Alles dat ass net agetratt. Weider sot den Här Statsminister: „Eis Ekonomie wiisst méi lues an dat huet och säi Gutts. Mä si hëlt net esou of wéi bei eisen Noperen." D'Realitéit war, 2001 ware mer déi lescht an der Hitparad vu ganz Europa.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Dat ass zwar falsch, mä et kléngt awer gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat si Statistiken, déi dat ganz kloer bewisen hunn. Vun 2001 un hate mir dee mannste Wuesstum.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Dat ass falsch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, da kommt Dir mat anere Statistiken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech sinn net méi esou kéng de Statec ze zitéieren, well wann ech en zitéieren, sot Der, ech hätt mech geiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Statsminister, de Statec, dat ass en Instrument vun Iech. Wann deen net ka richteg rechnen, da musst Der dee reforméieren. Op jidde Fall kënnt Dir net heihinner kommen an Iech hannert de Statec verstoppe fir Chifferen, déi Dir iwwer Joren hei deklaréiert hutt. Well soss brauche mer Iech net méi hei ze lauschteren. Da brauche mer just de Statec hei ze lauschteren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Dir liest jo just de Statec vir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well de Statec deen ass, deen einfach heifir responsabel am Land ass.

Den Här Weiler setzt sech scho bei d'sozialistesch Kolleegen. Dat léisst déif blécken.

(Interruptions diverses)

Den Här Statsminister huet gëschter deklaréiert, datt de Budget 2002 mat engem Iwwerschoss vu 60 Milliounen Euro oder 2,4 Milliarde Frang géif ofschléissen. Dat stëmmt. Dat gleewe mer. Mä wat den Här Juncker net gesot huet, dat ass datt mer an der Finanzkommissioun vun dëser Chamber am Hierscht d'lescht Joer informéiert si ginn, datt am Fong de Budget 2002 géif mat engem Defizit ofschléissen an d'Direktere vun de Verwaltungen eis gesot hunn, datt si dofir d'Andreiwe vun de Steieren accéléréiert hätten an eis am Dezember nach eng Kéier gesot hunn, datt si ze vill accéléréiert hätten, datt si dunn am Fong méi agezunn hätte wéi se wollten nodréiglech anzéien an dofir géif en Iwwerschoss erauskommen, a si hunn eis gesot datt d'Suen, déi mer d'lescht Joer méi séier agezunn hunn, eis géifen am Budget vun 2003 feelen. Ech mengen, et muss een och fairerweis dobäi soen, wéi dee Benefiss do zustane komm ass. Dat sinn op jidde Fall d'Aussoe wéi mer se an der Finanzkommissioun vun de Responsabele vun deene Verwaltunge kritt hunn.

Mir zéien d'Steiere bekanntlech bei de Betriber mat engem Retard vun zwee bis véier Joer an, an dat erlaabt dann och eben esou kënnen e bëssen ze jongléieren, wann een ausganks des Joers méi oder manner Geld wëllt an d'Statskeess erakréien.

Mir liewen elo nach ëmmer vun deene gudde Joren 1999 an 2000. An deenen nächste Joren, dat heescht no de Wahlen, rechne mer eréischt steierpolitesch déi schlecht Joren of. Bis elo sinn dat dräi Joer, 2001, 2002 an 2003. An anere Wierder, mir hunn 2001, 2002 an elo 2003 méi Suen am Prinzip ausginn, wéi mer an deene Jore verdéngt hunn. Mir hunn iwwer eis Verhältnisser gelieft. Als ADR hu mir bei dem Budget...

(Interruption)

Wat sot Der, Här Weiler?

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Wa mer dat gemaach hätten, wat Dir alles gefuerdert hutt, da wier d'Loft eis scho virun dräi Joer ausgaangen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech weess net wat den Här Weiler do mengt, Här President.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Huelt emol Är Motiounen, déi Der hei abruecht hutt! Liest déi emol no!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann den Här Weiler elo esou freet, ech hunn zoufälleg hei e Blat leien, wat den Här Weiler de 14. Mee 2002 hei gesot huet iwwert den ADR: „Här President, d'Propositioune vum ADR, esou gutt bei de Steiere wéi beim Kommodo, hätten als Konsequenz net manner, mä méi Wirtschaftswuesstum. Si hätten als Konsequenz d'Land net manner, mä nach méi attraktiv fir d'Investitiounen ze maachen. Si hätten als Konsequenz net manner, mä méi Aarbechtsplazen." Dat hutt Dir, Här Weiler, de 14. Mee 2002 hei an der Chamber behaapt.

Et war elo Chance datt do, oder ech fir Iech, datt ech dat Blat grad hei zoufälleg op mengem Riednerpult fonnt hunn, well dat huet awer elo ganz genau dohinner gepasst zu deem wat Der elo grad gesot hutt.

Als ADR hu mer bei de Budgetsdebatten am Dezember 2002 drop opmierksam gemaach, datt ee misst d'Entwécklung vun de Statsrecetten an den Dépensë méi wéi jee an den Ae behalen, a mir haten dofir eng Motioun agereecht fir datt d'Regierung, d'Parlament, dat heescht d'Budgets- an d'Finanzkommissioun, all Mount iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanzen informéiere misst. D'Regierung huet argumentéiert, all Mount wier aus prakteschen Iwwerleeungen net méiglech an d'Majoritéit huet dunn eng Motioun, mat där mir och averstane waren, abruecht, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass d'Chamber trimestriellement ze informéieren. Dat ass leider bis haut awer nach net geschitt.

Och huet gëschter den Här Statsminister fir d'éischt vun Empruntë geschwat. D'Statsschold ass kleng, awer mir schwätzen ni vun der verstopptener Schold, wou mer d'Projeten iwwert d'Garantiegesetz finanzéieren. An obwuel dat laut de Bréisseler Kritäre keng Schold ass, an der Realitéit awer eng Schold ass, déi och muss zréckbezuelt ginn.

De Chômage ass e ganz wichtegen Thema. Zënter 1999 am Fong, wou déi nei Regierung am Amt ass, sinn d'Zuele wat d'Chômeuren ubelaangt dramatesch geklommen. Esou zum Beispill d'Demandeurs d'emploi vun 5.351 op 7.545. Dat ass e Plus vun 2.194 Demandeurs d'emploi oder 41%.

D'Beschäftegungsmoossname sinn an d'Luucht gaang vun 1.751 op 2.869. Dat ass e Plus vun 1.118 Persounen oder 63,8%. Am Total ass d'Zuel an d'Luucht gaange vun 7.102 op 10.414. Dat ass e Plus vun 3.312 Leit oder 46,6 % an engem Zäitraum vu véier Joer.

Den Taux de chômage prozentual gesi vis-à-vis vun der aktiver Populatioun ass vun 1999 vun 3,9 op 5,23% am Februar 2003 eropgaangen. Am Mäerz war dëse Prozentsaz 5,13. An dësen Zuele sinn d'Frontalieren net berücksichtegt.

Den 10. Mee 2000 huet den Här Statsminister a senger Erklärung zur Lag vun der Natioun hei erkläert - deemools war de Chômage bei 5.000 Leit - : „De Chômage wäert weider falen." Eng weider Kéier louch de Statsminister voll derniewent, niewent der Realitéit, well de Chômage ass duerno esou héich geklomme wéi nach ni virdrun.

E weidere Phenomeen, dee mer eiser Meenung no awer net däerfe bei deene Chifferen hei aus den Ae verléieren, dat ass datt mer am Fong en paradox Entwécklung hu wat den Aarbechtsmaart am Zesummenhank mat der ekonomescher Entwécklung ugeet. Bei de Wirtschaftsexpäre gëtt allgemeng ugeholl, datt eng Ekonomie muss iwwer 2% d'Joer wuesse fir zousätzlech Aarbechtsplazen ze erschaffen. Hei zu Lëtzebuerg hu mer am Fong de Contraire erlieft. Am Joer 2001 hu mer e wirtschaftleche Wuesstum vun engem Prozent gehat an am Joer 2002 hate mer e Wuesstum vun 0,5% oder och, wéi elo gesot gëtt, eventuell engem Prozent. Mir hunn awer 2001 netto 10.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft an 2002 hu mer nach 6.000 nei Aarbechtsplazen zousätzlech gehat. Also an engem Zäitraum vun zwee Joer, wou de wirtschaftleche Wuesstum op zwee Joer zesumme gesinn nëmmen têschent 1,5 an 2% gewuess ass, hu mer 16.000 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschafen. Dat ass am Fong e Phenomeen, deen a sech paradox ass. Wourop ass en zréckzeféieren? Sécherlech hunn d'Betriber an enger Euphorie vun de Boomjoren 1999 an 2000 nach reagéiert an och Opträg gehat. Sécherlech huet déi krass Fehlaschätzung vun der Regierung vun enger weider gudder wirtschaftlecher Entwécklung d'Betriber awer och iergeleet.

Wann eis Regierung am Hierscht 2002 eréischt festgestallt huet, datt mer 2001 nëmmen e Wuesstum vun engem Prozent haten, beweist dat am Beschte wéi kuerzsiichteg d'Wäitsiicht vun eiser Regierung war an ass. A wann déi Entwécklung och richteg ass, wéi um Rentendësch gesot ginn ass, datt ee muss eng Entwécklung hu vu 4% fir doduerch Aarbechtsplazen ze schafen, fir doduerch méi Cotisanten ze kréien, fir datt d'Pensiounskeesse laangfristeg finanzéierbar sinn, dann ass och déi Theorie hei op d'Kopp gestallt, well mir hu mat engem Wuesstum vun nëmmen 2% iwwer zwee Joer 16.000 Plaze geschafen. Mir fäerten awer, datt dës Aarbechtsplazen an deenen nächste Joren erëm wäerten ofgebaut ginn an datt doduerch de Chômage wäert méi drastesch nach an d'Luucht klamme wéi dat an deene leschte Méint de Fall war.

An dësen Zuele sinn d'Chômeuren, wat Frontaliere sinn, net mat dran, an hei sief just ernimmt datt am Joer 2000 an der Moyenne all Mount 846 Frontalieren entlooss gi sinn hei um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart oder an der Joresmoyenne 10.150.

De Käschtepunkt vum Chômage klëmmt selbstverständlech, well d'Zuel vun de Chômeuren an d'Luucht geet. Esou ass de Coût total vum Chômage vum Joer 2001 op 2002 vu 57,7 op 79,5 Milliounen Euro ugeklommen. Dat heescht mat engem zousätzlechen Uwuesse vun dem Chômage hei zu Lëtzebuerg gëtt och de Statsbudget zousätzlech belaascht.

Och musse mer eis, Här President, am Zesummenhang mam Chômage eng Kéier hei am Parlament - a mir wäerten als ADR do eng Initiativ ergräifen - mat dem parallellen Aarbechtsmaart, mat de Beschäftigungsmodeller, déi duerch d'Land organiséiert ginn, befaassen. Éischtens wat de finanzielle Volet ubelaangt, zweetens wat de wierkleche Rendement vun deene Beschäftegungsmoossnamen ass an drëttens awéiwäit d'Konkurrenz do vis-à-vis vum Handwierk an dem Bau spillt. Mir mengen, datt d'Parlament an deenen nächste Méint eng Kéier ganz serió doriwwer diskutéiere muss a mir wäerte vun eiser Säit op jidde Fall doranner eng Initiativ ergräifen.

(Interruption)

Jo, mir wäerten eis awer nach vill méi intensiv domadder befaassen, well et ass villes dozou ze soen.

(Interruptions)

Wou misst d'Regierung eiser Meenung no dann elo reagéieren? Éischtens un de Konsumkäschten, zweetens um Niveau vun de Gemengefinanzen, drëttens um Niveau vun de Steieren a véiertens misst se d'Prioritéiten iwwerdenken.

Dëst ass keng Reiefolleg der Wichtegkeet no, si kënnen a musse matenee verwierklecht ginn. Am Verlaf vun dësen Debatte wäerte meng Fraktiounskolleegen nach op weider wichteg Punkten, déi eiser Meenung no wichteg si fir d'ekonomesch Situatioun hei am Land, zréckkommen.

Éischtens d'Konsumkäschten, d'Belaaschtung vum Statsbudget, Här President, mat den administrative Käschten, Gehälter a Pensiounen. Vu Réforme administrative ass keng Spur. Et besteet e kategoresche Refus vun der Regierung an dem zoustännege Minister oder

Statssekretär fir eng Réforme administrative duerchzezéien. Et ass en Hohn, datt dee Ministère och nach Réforme administrative a sengem Titel dréit. Dës Regierung an dee Ministère ass eng Geisel vun der CGFP. Si ass gelähmt, ass net à même fir iwwerhaapt Usätz fir eng wierklech Réforme administrative duerchzezéien.

Eng Reform vun der Administration publique ass awer wichteg fir eis Fonction publique, well se ass jo nëmmen an der Ëffentlechkeet akzeptabel, wa se an Zukunft fonctionnel a finanzéierbar bleift. Et gëtt kee Betrib op der Welt an och net hei am Land, och keng Klengbetriber a scho guer kee vu 16.000 Leit, deen net à même ass an net de Courage huet fir iwwerhaapt wëllen driwwer ze diskutéieren an eng Reform virzeleeën. Dës Regierung refuséiert fir déi Diskussioun do ze féieren an dréit och duerfir déi politesch Konsequenzen dovun.

De Käschtepunkt vun der Gehälterrevisioun fir de Budget 2002: 17,8 Milliounen Euro, fir de Budget 2003: 36,3 Milliounen Euro a fir de Budget 2004: 57 Milliounen Euro oder 2,3 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Am Rapport vun der Kommissioun steet an de Konklusiounen: « La Commission estime donc que l'environnement économique actuel justifie la conclusion de cet accord, qui peut être qualifié comme étant un accord respectant les contraintes économiques du moment .» Dat war d'lescht Joer am Juli wéi mer dëse Projet gestëmmt hunn.

De Rapporteur vun deem Gesetzesprojet huet souguer gesot: „Wann et ekonomesch nach besser geet, da misst een och nach eng Kéier noverhandelen.“ Zwee Méint drop si mer gewuer ginn, dass déi ekonomesch Wirtschaftsdaten, déi hei genannt gi sinn, absolut net stëmmen, mä datt déi wäit drënner leien, mä d'Engagement war awer geholl. Wéi gesot, mir sinn eréischt am September 2002 gewuer ginn, datt mer 2001 nëmmen e Wirtschaftswuesstum hate vun 1%.

Den Här Statsminister gëtt awer net midd an huet och gëschter erëm hei vun der berühmter Rentemauer geschwat. Domadder sollen d'Leit aus dem Privatsecteur Angscht gemaach kréie virun der zukünfteger Finanzéierung vun hire Pensiounen. Mir géifen do an eng Rentemauer rennen. Den Här Statsminister, an dat war an der Press nozeliesen, war awer frou a glécklech iwwert den Accord salarial, deen an der Fonction publique ausgehandelt ginn ass. Do war keng Mauer. Do war kee Problem. Fir d'Reform vum Statut hu mer keng Käschteberechnung hei virgeluecht kritt. Och do war vu Regierungssäit an och vum Statsminister keng Reaktioun iwwert d'Finanzéierung ze erwaarden.

Den Accord salarial war och e falscht Signal vis-à-vis vum Privatsecteur. D'Betriber aus dem Privatsecteur stinn an direkter Konkurrenz mat der Fonction publique an hir Leit vergläichen hir Gehälter logescherweis mat deenen aus der Fonction publique, e Privatsecteur, deen awer net an deem Rhythmus an an där Héicht ka Léin bezuele wéi de Stat dat hei fir seng Leit virginn huet. Et ass awer normal, datt op där anerer Säit och d'Gewerkschaften aus dem Privatsecteur fir hir Leit dat beanspruchen, wat an dem öffentleche Secteur Normalitéit ginn ass, mä d'Fuerderungen am Privatsecteur kënne leider net erfëllt ginn, well de Privatsecteur sech eben esou Augmentatiounen net erlabe kann.

Duerch déi dote Politik, Här President, hëlt de Stat sech e gudden Deel vu sengem Spillraum fir Politiken ze maachen. Den Här Weiler huet dat virun enger Stonn gesot, net am Zesummenhang mam Accord salarial, mä hien huet awer gesot datt et d'nächst Joer géif ganz enk ginn an datt de Sputt fir Politiken ze maachen d'nächst Joer ganz kleng géif ginn. Dat ass genau dat, wat mir soen, wat d'Regierung duerch hir Politik an deene leschte Joren net gemaach huet. An dësem Punkt huet se eiser Meenung no komplett versot.

En zweete ganz wichtege Punkt fir d'Ekonomie a fir de Beschäftegungsmaart sinn eiser Meenung no d'Gemengefinanzen. An Däitschland ass eiser Meenung no de Feeler gemaach ginn, datt d'Gemenge finanziell ausgeblutt gi sinn, mat de Konsequenzen déi mer haut an den däitsche Gemenge kennen. Hei zu Lëtzebuerg geet d'Regierung lues awer sécher och an déi Richtung. 2004 sollen d'Gemenge 40% manner vum Impôt commercial vis-à-vis vun 2001 kréien. Wa mer an de Rapport vum Ministère de l'Intérieur kucke ginn, dann huet de Kont fir 2001 mat engem Impôt commercial vu 461 Milliounen Euro ofgeschloss a fir dee vun 2004 sinn 300 Milliounen Euro virgesinn. Dat ass e Verloscht vun 161 Milliounen Euro fir déi 118 Gemengen. Fir 2003 sinn et souguer 300 Milliounen, well do d'Recetten op 600 Milliounen am Impôt commercial estiméiert sinn.

Wa mer an de Rapport vum Här Innenminister kucken, dass fir 2001 d'ordinaire Budgete fir déi 118 Gemengen zesumme mat engem Boni um Kont ofschléisse vun 311 Milliounen, am Budget rectifié 2002 mat engem Boni vun 232 Milliounen an am Budget 2003 mat engem Boni vun 191 Milliounen Euro, da wësse mer dass eleng duerch den Abroch vun dem Impôt commercial, an dorunner hänke jo och nach aner Recetten, de Gemengen hiren totalen Investitiounsspillraum geholl gëtt.

Net nëmmen datt de Boni an den ordinairë Budgete fir d'Investitioune feelt, neen, op dësem Boni konnten d'Gemengen och Emprunten ophuele fir zousätzlech ze investéieren. Den Investitiounsverloscht geet also wäit iwwert d'Zomm, déi den Abroch vum Impôt commercial ausmécht, eraus.

D'Konsequenzen dovunner wäerte sinn, datt d'Gemengen hir Investitiounspolitik ab 2004 wäerten zréckschrauwen, mat de Konsequenzen datt de Bau an d'Handwierk, also de Mëttelstand flächendeckend duerch d'ganzt Land an eng Kris fält, esou datt de Chômage an d'Luucht geet. Well d'Gemenge flächendeckend méi séier kéinten investéiere wéi de Stat, wier et onwahrscheinlech wichteg datt d'Gemengen zumindest zum Deel hir Finanzcapacitéit erhale kéinten.

D'Konsequenze fir de Wunnengsbau a fir d'Baupräisser sinn, wann d'Gemengen net Sue kréie fir d'Nofolgekäschten ze bezuelen, déi eng Augmentatioun vun der Populatioun mat sech bréngt, dass dann d'Gemengen dergéint si fir eng Ausdehnung vun hire Perimeteren ze maache fir Lotissementer an esou weider ze organiséieren, mat der Konsequenz datt nach méi Drock op de Wunnengsmaart kënnt, an datt d'Baupräisser, déi an deene leschte Méint a Joren dramatesch an d'Luucht gaange sinn a wou en normale Bierger hei am Land sech geschwë keng Bauplaz méi leeschte kann, nach vill méi héich an d'Luucht ginn.

D'Gemengen hu Scholde gemaach vun 1990 op d'Joer 2002 vun 255 Milliounen Euro op elo ronn 500 Milliounen. Dat heescht also an zéng Joer hunn d'Gemengen hir Scholde verduebelt. Am selwechten Zäitraum huet de Stat seng Schold op den 31. Dezember 2002 op 624 Milliounen Euro konnten ofbauen a Reserve vu 680 Milliounen Euro ugeluecht. D'Regierung muss an dësem Domän kuerzfristeg reagéieren, si muss net den integrale Verloscht ersetzen, mä et muss e Parallelismus tëschent de Recetten, der Entwécklung vun de Statsan de Gemengerecettë garantéiert bleiwen.

Wann d'Regierung net reagéiert ass se responsabel fir déi Konsequenzen, déi iwwert deen dote Wee eng Kris am Bausecteur, am Handwierk an am Mëttelstand provozéieren, déi de Chômage an d'Baupräisser weider wäerten an d'Luucht dreiwen. Bis elo huet d'Regierung sech mat kengem Wuert zu deem eiser Meenung no mat wichtegsten Thema geäussert.

D'Gemenge gi forcéiert, wann d'Regierung net reagéiert, Steieran Taxenerhéijungen ze maachen. Verschidde Gemengen, e gutt Beispill ass d'Stad Lëtzebuerg, hu schonn domadder ugefaangen, andeems drastesch Gemengenerhéijunge gemaach ginn. Och d'Gemeng Suessem huet Taxen- a Steiereneerhéijunge gemaach. An engem Ruck goufe 55 Taxen a Steiere beienee gehéicht. A schonn ass och hei vu Majoritéitsdeputéierte viru Wochen am Parlament ugeklongen, et sollt een einfach higoen an d'Grondsteier drastesch erhéijen.

Dat wier eiser Meenung no steierpolitesch ongerecht am Zesummenhang mat der Steierreform. D'Steierreform vum 21. Dezember 2001 huet deene Leit, déi Steiere bezuelen oder zu deem Zäitpunkt bezuelt hunn, vill bruecht. Wat se méi verdéngt hunn, wat se méi Steiererliichterunge kritt hunn. Eng bestuete Koppel mat zwee Kanner, déi e Joresgehalt hat vu 85.000 Euro, huet eleng duerch d'Steierreduktioun vun 2001 op 2002 konnten 2.685 Euro spueren, dat sinn 108.000 Frang d'Joer. Dat ass eleng d'Differenz vun där enger Steierreduktioun. Do ass déi vun deem Joer virdrun nach net derbäi.

Leit mat mëttleren a klenge Revenuen hunn iwwert de Wee vun de Steiere kee Frang a keen Cent Ermässigung kritt. Abattementer si bekanntlech och ëmmer nëmme fir déi Leit, déi Steiere bezuelen. Kleng a mëttel Verdénger kënnen och net vun den Abattementer profitéieren. Duerfir proposéiere mir nach eng Kéier, datt e sollt d'Negativsteier aféieren, fir de Stat käschtenneutral, iwwert de Wee vu Forfaiten, déi och un déi Leit ausbezuelt ginn, déi keng Steiere kréien. Well et si grad déi kleng a mëttel Verdénger, déi Geld brauchen an déi och d'Geld an d'national Ekonomie investéieren.

Wa mer elo higinn, datt de Stat de Gemenge kee Geld méi gëtt an d'Gemengen doduerch Steier- an Taxenerhéijunge maache mussen, dann treffen déi all Mënsch. Déi treffen och déi Leit, déi vum Stat senge Steierreduktiounen net profitéiere konnten, dat heescht déi kleng a mëttel Verdénger ginn da bei de Gemenge genausou staark belaascht wéi déi Leit, déi beim Stat iwwert d'Steierreform Erspuernisser kritt hunn. Et ass sozialpolitesch ongerecht, fir eng Ëmverdeelung vu Steierlaaschten iwwert dee Wee ze maachen.

Véiertens d'Prioritéiten iwwerdenken. D'Chamber huet an deene leschte Méint a Joren eng ganz Mass vu Projete gestëmmt a Milliardenhéichte vu Frangen, haut kann ee scho bal soe vun Euro. De 14. Mee hu mer d'Eisebunnsinfrastrukturen, e Projet vun 900 Milliounen Euro, oder 36 Milliarden aler Frang, gestëmmt. Dobäi ass nach de Projet Kierchbierg-Findel net derbäi, Käschtepunkt 300 bis 400 Milliounen Euro, den TGV-Uschloss an den Uschloss un d'Belsch. Dat mécht eleng zesumme fir d'Eisebunnsinfrastrukturen 1,25 Milliarden Euro oder 50 Milliarden aler Frang. Geld ass awer duerfir net do.

Den Transportminister huet dat och hei an den Debatten zouginn. D'Projete si gestëmmt, mä kee Mënsch weess wéini se kënnen aus finanzielle Grënn realiséiert ginn. Den Här Grethen huet och de 14. Mee, wéi een an dem Trierische Volksfreund am Zesummenhang mat der Autobunn-Maut, déi déi Däitsch den 1. September op LKW aféieren, liese konnt, Folgendes gesot: „Luxemburgs Wirtschaftsminister Henri Grethen hält dies zur Finanzierung der Verkehrswege im Großherzogtum kurzfristeg für nicht gegeben“ - dat heescht d'Aféierung vun enger Maut - „aber der Staat wolle bis 2020 rund 2,2 Milliarden Euro in die Verkehrswege investieren. „Das Geld haben wir nicht. Vielleicht müssen wir uns im Trend ergeben und über eine Maut nachdenken“, sagte Grethen bei einer Podiumsdiskussioun mit Stolpe bei der Deutschen Bank in Luxemburg.“

Do dernieft, wa mer scho keng Suen hu fir déi Investitiounen, déi mer gestëmmt hunn an nach stëmme wëllen, eleng am Transportsecteur a Milliardenhéicht vu Frangen, hu mer Projeten iwwer Schoulen, Stroossen, Spideeler, Fleegeheimer, Kläranlagen, iwwert d'Cité judiciaire, de Pei-Musée, d'Rockhal an esou weider an de Projet Uni steet nach bevir. Eng Lëscht kéint ee bal soe fir de Kleeschen, mä et weess een ni wat de Kleeschen engem bréngt. Esou ass et och hei. Hei hu mer eng ganz Rëtsch vu Projete gestëmmt, mä kee weess wéini se realiséiert ginn, wéini datt mer dat Geld hunn.

Duerfir menge mer, datt een emol misst en Inventar vun all deem wat gestëmmt ginn ass maachen, mat den Nofolgekäschte vun deene Projeten. D'Regierung schwätzt ëmmer vu Reserven, an et ass och gutt datt mer Reserven hunn, awer mer hu vill méi Projete gestëmmt wéi mer Reserven hunn an duerfir musse mer d'Prioritéiten iwwerdenken, an ech si frou datt och vum CSV-Fraktiounspresident hei déi Iddi vun de Prioritéite komm ass.

Et ass wichteg, datt mer an deene leschte Joren an d'Kultur investéiert hunn. E Land soll, wann et him gutt geet, dovu profitéiere fir als Stat an d'Kultur ze investéieren. Mir hunn awer, menge mer, zu dësem Zäitpunkt bal genuch doranner investéiert: mat engem Musée Pei, dee vläicht eng Kéier fäerdeg gëtt, engem Statsmusée, der Coque, der Philharmonie um Kierchbierg, dem Stater Theater, wou de Stat och gehollef huet, dem Statsmusée, der Abtei Neimünster, der Rockhal an esou weider.

Als ADR proposéiere mir, datt mer d'Prioritéite sollten op den öffentlechen Transport leeën, op d'Gesondheetsinfrastrukturen, d'Spideeler, d'Fleegeheimer, op d'schoulesch Infrastrukturen an op Infrastrukture fir den Environnement, wéi Kläranlagen. Mir wäerten an deem Zesummenhang am Laf vun dëser Debatt eng Motioun deponéieren.

D'Diskussioun ëm de Rentendësch kënnt ëmmer erëm, se ass och erëm gëschter vum Statsminister ugeschnidde ginn, soss hätte mer dëst Joer kee Wuert doriwwer verluer. Duerfir muss een och dorobber reagéieren. Um Rentendësch hu mer fir 5,2 Milliarde Lëtzebuerger Frange Pensiounsaugmentatioune fir 110.000 Pensionnairen am Privatsecteur gestëmmt. Bezuelt ginn déi aus de Pensiounskeesen, dat heescht vun de Cotisatiounen, déi déi Leit an hirem Liewen, also selwer, finanzéiert hunn.

An der Moyenne sinn d'Pensiounen also ëm 3.925 ronn 4.000 Frang oder ëm 100 Euro erhéicht ginn. Den Accord salarial, dee mer d'leschtt Joer gestëmmt hu fir 16.000 Fonctionnairen, kascht de Statsbudget vum nächste Joer un 2,3 Milliarden a gëtt vun der Allgemengheet finanzéiert an an der Moyenne ginn do d'Gehälter duerch dësen Accord salarial, wann e ganz a Kraaft ass, ëm 11.973 oder 12.000 Frang ronn 300 Euro de Mount erhéicht.

A well nach bal 40 Joer d'Pensiounen am öffentleche Secteur op d'leschtt Gehalt berechent ginn, sinn automatesch déi zukünfteg Pensiounen ëm bal 10.000 Frang an der Moyenne, also ëm 250 Euro mat dësem Accord salarial mat erhéicht ginn. An der Moyenne huet den Accord salarial engem Fonctionnaire dräimol méi bruecht wéi de Rentendësch engem Pensionnaire aus dem Privatsecteur. Mä ëmmer erëm kënnt de Rentendësch an d'Diskussioun. All Frang, Här President, dee mer ausginn, ob am privaten oder am öffentleche Secteur, muss vun eiser Ekonomie erschafft ginn, net nëmmen déi vum Privatsecteur.

(Interruptions)

Jo, ech wier duerfir och frou gewiescht, Här Statsminister, wann Der Iech deen Abléck geäussert hätt, wéi mer déi zukünfteg Pensiounen iwwert den Accord salarial mat erhéicht hunn. Dee Moment hu mer awer näischt vun Iech héieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech hunn ëmmer vu Renten a Pensioune geschwat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Au contraire, deen Dag nom Regierungsrot, wou den Accord salarial gestëmmt ginn ass, konnte mer am Lëtzebuerger Wort liesen, datt de Jean-Claude Juncker zefridde mat dem Accord war. Et huet ee keng Kritik héieren, datt deen Accord déi Répercussiounen op d'zukünfteg Pensiounen hätt wéi ech se elo grad hei genannt hunn, wat 2,5-mol méi ass fir d'zukünfteg Pensiounen an der Fonction publique wéi de Rentendësch bei de Pensiounen an der Moyenne de Rentner am Privatsecteur bruecht huet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Duerfir schwätzen ech ëmmer vun de Renten a Pensiounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä mir hätten och gäre gehat, dass Der vun enger Rentemauer geschwat hätt wéi Der dem Accord salarial d'Zoustëmmung ginn hutt, well dat kascht pro Kapp vill méi wéi d'Augmentatioun vun de Pensiounen am Privatsecteur.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Duerfir schwätzen ech ëmmer vun de Renten a Pensiounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä Dir schwätzt awer nëmmen dovunner, wa mer vun de Pensiounen am Privatsecteur schwätzen, an Dir vergiesst ëmmer déi aner Säit. Mir hunn op jidde Fall näischt héieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Duerfir schwätzen ech ëmmer vu Renten a Pensiounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Dir kënnt dat nach zéngmol widderhuelen. Duerfir hutt Der awer näischt gesot an Dir hutt Iech net opgereegt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech weess, dass ech Iech dat kann dausendmol widderhuelen, well et gëtt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt duerfir net méi richteg, Här Juncker, och wann Der et nach dausendmol widderholl hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech liesen Iech an der nächster Zäit emol e klengen Intermezzo vir, dee mir zwee mateneen am Dezember 1989 oder 1990 haten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kënne mer maachen. Ech hunn där Intermezzoen och nach genuch do leien, déi mir zwee matenee gehalen hunn. Dat gëtt ganz lëschteg, wa mer es dat een deem anere kënne virliesen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Jo.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Statsminister huet och gëschter vu Renten a Pensioune geschwat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Ja, voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hien huet gesot: „Ech si frou, datt jiddfereen 2006 fir Renten- a Pensiounskorrekturen ausserhalb vun de klenge Rente bereet ass, wann ënnerduerchschnëttlech Wuesstumssprëng eis dozou forcéiere géifen."

Jiddfereen ass domadder d'accord. Ech ginn dovunner aus, datt den Här Statsminister och d'Konklusioune vum Rentendësch do gemengt huet, wou effektiv festgehale ginn ass, wa mer net dee Wuesstum kriten a mir géife riskéieren ënnert dee legale Minimum vun 1,5-mol d'Joresdépensen ze falen, datt mer eis da géifen zesummesetzen. Dat ass keng Neierung am Prinzip vum Rentendësch. Dat stung scho virdrun am Gesetz a mir kënnen eis erënneren, datt mir als ADR, nodeem d'Kolleege vun de Sozialiste vu Clignotanten um Rentendësch geschwat hunn, gesot hu mir wiere mat Clignotanten averstanen, mä Clignotantë fir de privaten an den ëffentleche Secteur.

Du koum, Här Rippinger, eng formell Oppositioun, datt dat Wuert „Fonction publique" net däerft an deen Accord kommen. Den Här Rippinger gëtt dat och hei fairerweis zou, datt d'DP dergéint war, datt mer vu Clignotantë schwätzen, datt d'Fonction publique géif mat an den Text kommen. Dunn hu mir gesot, da si mir net mat Clignotanten averstanen, wa se exklusiv sollte fir de Privatsecteur sinn. Dunn ass dat Wuert Clignotanten erëm aus dem Text erausgeholl ginn an et ass dunn dat dra stoe komm, wat am Fong scho virdrun am Gesetz stong. Dofir, wann ee vu Renten a Pensioune schwätzt, muss ee wëssen datt zumindest eng Regierungspartei dergéint war, datt dat Wuert „Fonction publique" an dem Ofschlussdokument vun dem Rentendësch zréckbehale ginn ass.

Jiddefalls, wa gesot ginn ass „ausserhalb vun deene klenge Renten", ass et mer net Angscht datt Kierzungen am Privatsecteur virgeholl ginn, well wann ech d'Renten am Privatsecteur alleguer kucken, da gëtt et am Privatsecteur nëmme kleng Renten. Well wann et am Privatsecteur scho géif déck Rente ginn, da misst ee jo erëm froen, wéi een dann déi aner Pensioune géif nennen, déi jo ganz vill méi héich sinn.

Op jidde Fall kënne mir net dermat averstane sinn, a mir wäerten och 2006 net dermat averstane sinn, wann et e System géif ginn, datt am Privatsecteur d'Rente géife gekierzt ginn. Wa Rente musse gekierzt ginn, da setzt dat viraus datt mer fir d'éischt hei am Land emol Rentegerechtegkeet afléieren, dat heescht datt ee wéi deen anere seng Pensioun berechent kritt opgrond vun deem wat en am Liewe cotiséiert huet an net op d'lescht Gehalt. Et muss jiddfereen déiselwecht Cotisatioune bezuelen, wat elo de Fall ass, a wann déi Viraussetzunge geschafe sinn, da si mir bereet och am Privatsecteur, wann et noutwenneg wier, iwwer Upassungen an de Renten ze schwätzen. Wann dat net de Fall ass, si mir kategoresch dergéint datt iwwer Pensiounskierzunge fir de Privatsecteur diskutéiert gëtt. Et muss ee fir d'éischt se do maache wou et ubruecht ass, an dat ass net am Privatsecteur. Als Konklusioun: Mat eis geet dat op jidde Fall net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet wéi ëmmer versicht d'Lag vum Land als gutt dohin ze stellen. Mir sinn déi Bescht. A wann et och méi schlecht géif goen, da si mer nach ëmmer besser wéi déi aner. Dat war dëst Joer esou. Dat war an der Vergaangenheet esou. De Statsminister huet wirtschaftleche Wuesstum ugekënnegt a wirtschaftleche Stëllstand ass Realitéit ginn. De Statsminister huet behaapt, mir wieren nach ëmmer déi Bescht, an a Wierklechkeet ware mer d'viregt Joer déi Schlechtsten am Wirtschaftswuesstum.

De Statsminister huet 2000 manner Chômage ugekënnegt, an a Wierklechkeet hate mer nach ni esou vill Chômage wéi mer es am Abléck hunn. De Statsminister huet dës Kéier geschwat vun däischtere Wolleken, an zu Lëtzebuerg géif et kriselen. An der Logik vu sengem wäitsichtege Bléck an der Vergaangenheet misste mer dann zur Konklusioun kommen, datt mer voll an der Kris dra sinn.

Dës Deklaratioun war keng Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun, mä vill méi eng Deklaratioun vun engem Regierungschef, dee mat alle Mëttele versicht iwwert den nächsten Datum vun de Chamberswahlen ewech ze kommen.

Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que l'économie luxembourgeoise connaît depuis l'année 2001 une quasi-stagnation et que les prévisions de croissance ne laissent pas prévoir une reprise imminente et soutenue de l'activité économique;

- qu'une croissance des dépenses publiques au-delà de la croissance du PIB n'est pas soutenable;

- que de nombreux projets d'investissements de l'Etat votés ou en voie de procédure restent à financer partiellement ou totalement;

- que les coûts de fonctionnement parfois substantiels qu'entraînent ces nouvelles infrastructures sont inconnus ou estimés d'une façon superficielle et trop optimiste;

- que le Gouvernement doit fournir à la Chambre des renseignements exhaustifs et continus non seulement sur l'évolution des coûts de réalisation des divers projets d'investissements étatiques mais aussi sur les coûts de fonctionnement de ces projets;

- que l'évolution prévisible des finances publiques risque de compromettre voire de rendre illusoire la réalisation de certains projets d'investissements;

- que le Gouvernement doit arrêter l'ordre de priorité qu'il entend accorder à ces projets en fonction des possibilités budgétaires;

invite le Gouvernement à

- communiquer à la Chambre des Députés un inventaire exhaustif résumant les coûts des projets d'investissements étatiques votés et en cours d'exécution et pour ceux pour lesquels un projet de loi est déposé;

- indiquer pour ces projets les soldes à financer pour les projets en cours ainsi que les moyens et les modalités de financement des autres projets d'investissements;

- établir pour chacun de ces projets une estimation détaillée des coûts de fonctionnement;

- établir l'ordre de priorité qu'il entend accorder aux projets d'investissement votés mais n'étant pas encore en voie de réalisation ainsi qu'aux investissements projetés mais non encore votés.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

De Statsminister huet de leschte Weekend mam däitsche Kanzler verbruecht. Si hätte vill Gemeinsamkeeten, konnt een an der Press liesen. Dat stëmmt. Well genau wéi an Däitschland ginn och d'Lëtzebuerger eréischt no de Chamberwahlen den 13. Juli 2004 d'Wourecht iwwert d'Lag vum Land gewuer.

Ech soen lech merci.

Des voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- En ass awer nach Kanzler, et ass alt dat.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här Gibéryen, Dir hutt mer e Cadeau hannerlooss, mä ech sinn net bestiechlech, duerfir ginn ech lech en erëm.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass net meng.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dann ass et engem anere seng Auer.

Une voix.- Et ass dem Här Weiler seng. Nach schlëmmer!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, nach schlëmmer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här Bausch, während der Oktav brauch d'CSV keng Auer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass zwar eng schéi schwaarz Auer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Black is beautiful.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet gëschter fir d'éischt de Bilan gezu vum ekonomesche Wuesstum tëschent 1996 an 2000, an duerno tëschent 2001 an 2003. En huet eng Feststellung gemaach, déi mer eigentlech och schonn am Kader vun de Budgesdebatten d'lescht Joer alleguerten hu misse maachen, nämlech datt d'Joren 1995 bis 2000 een exceptionnelle Wuesstum fir Lëtzebuerg kannt hu vun an der Moyenne ëm déi 7%, an datt vun 2001 un de Wuesstum abrupt ofgefall ass op 1,2%, op 1,1% fir 2002 a wahrscheinlech op 1 bis 1,5% fir 2003.

Et ass elo e grousse Sträit heibannen entbrannt - dee war iwwregens och d'leschte Joer schonn entbrannt -, inwiefern datt voraussehbar war, datt dee Wuesstum kéint esou brutal ofstierzen. An ech hunn dat och scho gesot am Kader vun de Budgetsdebatten, ech hunn et och scho gesot am Kader vun der Lag vun der Natioun d'lescht Joer, datt et vermesse wär vun egal wiem heibannen, wann e géing behaapten, datt dee brutalen Ofstieg vum Wuesstum viraussehbar gewiescht wär. Deen, deen dat fäerdegbréngt iergendwou an der Welt, dee soll sech direkt melle fir de Friddensnobelpräis an der Ekonomie. Deem, deen esou gutt Prognose ka maachen an esou schwierege Situatioune wéi déi heiten, ginn ech d'Garantie, datt deen e mat grousser Sécherheet kritt.

Ech hunn awer genee esou gesot, wann dee Wuesstumsabroch an deem Ausmooss net viraussehbar war, esou waren awer aner Saache viraussehbar. Ech hunn och gesot datt d'Regierung, wéi se déi Steierreform 2000 geplangt huet, wéi dat den Här Weiler erëm de Mëtteg hei versicht huet eis kloer ze maachen, dat gemaach huet à la lumière vun eben dem Fait, datt se géing wëssen datt an de Joren duerno esou e schwache Wuesstum géing kommen, mä datt déi Steierreform gemaach ginn ass fir grousszügeg ze verdeelen. An ech hunn och deemools gesot, datt mir fir eng Steierreform wären, mä datt een déi Steierreform hätt missen anescht ugoen. Et hätt e misse versichen um Hannergrond vun der Situatioun 2000 gewësse strukturell Elementer ze berücksichtegen, gewësse strukturell Schwächte vun eiser Ekonomie ze berücksichtegen a mat anzebauen. Dat ass vun dëser Regierung net gemaach ginn an dat ass ee vun deene Punkte wou dës Regierung staark versot huet a wou eng ganz Rei Nodeeler fir eis Ekonomie sech entre-temps bemierkbar maachen, op déi ech nach wäert ze schwätze kommen.

Mä et huet jo elo kee Wäert, datt mer nach eng Kéier déi nämlecht Debatt féiere wéi déi vum leschte Joer, et huet elo nëmme Sënn fir eng Debatt ze féiere fir an d'Zukunft ze kucken, well dat anert hu mer jo alles ausgetosch d'lescht Joer am Fréijoer an am Hierscht bei de Budgetsdebatten. Ech mengen effektiv, datt et elo e Sënn mécht driwwer ze diskutéieren, wéi mer kënnen eis Ekonomie, eise Stat, eist Land fit maachen, fir datt mer gewappnet si wann eng Reprise économique kënnt, wou mer jo alleguer hoffen, datt se gläich kënnt, fir datt mer dann och voll derbäi sinn, fir erëm op deen Niveau vu Wuesstum ze kommen, dee mer jo anscheinend an dësem Land brauchen, fir kënnen eng Rei Saachen an der Zukunft och nach ze finanzéieren.

Dir wësst alleguerten, datt am Kader vun der Debatt d'lescht Joer zum Etat de la Nation sech net, wéi dat oft hei behaapt ginn ass, de Gros gedréint huet ëm d'Debatt vun de 700.000 Awunner, mä de Gros huet sech gedréint ëm déi Fro, wéi vill Prozent Wuesstum brauche mer am Land, fir datt mer verschidde Saachen nach kënne finanzéieren. A wa mer dat diskutéieren, wat beinhalt dat, respektiv wéi musse mer dat steieren, datt mer net riskéieren e Land ze kréien, dat fir d'Zukunft a fir kommend Generatiounen net méi viabel ass.

D'Stéchwuert ass gefall. Et geet ëm déi magesch Zuel vu 4%, déi och elo um Rentendësch an der Diskussioun stong. Wat musse mer elo maachen, fir datt mer erëm fit sinn, wann, wéi mer hoffen, Enn 2003 oder Ufank 2004 d'Konjunktur erëm unzitt, fir dann esou séier wéi méiglech kënnen op deen Niveau zréckzekommen.

Eiser Meenung no si sechs Punkte wichteg, iwwert déi ee muss diskutéieren, wann ee wëllt dat doten erreechen.

Éischte Punkt: Mir mussen eis eng konsequent Strategie gi fir eis Ekonomie ze diversifizéieren.

Zweete Punkt: Mir hunn eng ganz Rei zolidd Strukturdefiziter. Mir mussen déi esou séier wéi méiglech combléieren.

Drëtte Punkt ass, datt mer nach ëmmer eng ganz Rei administrativ Hemmnisser hunn, déi mer mussen esou schnell wéi méiglech iwwerwannen.

Véierte Punkt: Mir mussen oppassen datt deen Equiliber, dee mer de Moment an eise Sozialausgaben hunn, virun allem d'Belaaschtung fir d'Betriber, déi doraus resultéiert, um Niveau bleift wéi se elo ass, an dofir musse mer eis déi néideg Moyene ginn.

Fënnefte Punkt: Mir mussen déi verdeckte Käschten, déi eiser Ekonomie inherent sinn, erkennen. Mir musse se opzeechnen, d'Risiken dovunner ofschätzen an och d'Käschte fir déi zukünfteg Generatiounen.

Sechste Punkt: Mir mussen an Zukunft, wa mer iwwer eise PIB diskutéieren an iwwert d'Berechnung vun eisem PIB, eng aner Berechnung maachen, wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, well de PIB ass jo näischt anesch-ters wéi e Versuch fir de Wuelstand vum Land ze errechnen an aner Donnéeë mat anzebauen.

Op déi sechs Punkte wëll ech am Spezifeschen am Ufank vu menger Interventioun agoen an och opweisen datt an enger ganzer Rei vun deene Punkte Versäumnisser bei dëser Regierung ze entdecke sinn.

Den éischte Punkt ass dee vun der Strategie, Strategie am Kader vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie.

Et muss een ënnerscheeden tëschent deene ganz grousse an deene ganz klenge Fësch, déi ee fänke ka goen. An ech hunn dat gëschter schonn op enger anerer Plaz gesot, datt ech d'Regierung géing félicitéiere fir dee grousse Fang, deen se gemaach huet. AOL an AMAZON ass net egal wat, an et ass ganz kloer datt dat fir Lëtzebuerg, virun allem finanziell, de Moment wëllkomm ass, sief et och datt et wahrscheinlech kaum Répercussiounen huet fir den Aarbechtsmarché, mä et huet sécherlech eng ganz Rei zolidd Répercussiounen, wéi dat och gëschter zu Recht beschriwwe ginn ass, fir eise Statsbudget, an dat ass zemools de Moment sécherlech wëllkomm.

(Interruption)

Mä de Problem ass awer deen, Här Weiler, datt mer musse léieren, datt et niewent deene villen…

Här President, ech wär frou wann den Här Weiler an den Här Krecké muer, wou mer besser Zäit hunn, géingen hiren Intermezzo frësch ophuelen, an esou kéint ech meng 40 Minutten Zäit uerdentlech beasprochen.

M. le Président.- Ech sinn Ärer Meenung.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir mussen oppassen, datt mer niewent deenen décke Fësch, déi effektiv an de Gewässer doruechter schwammen, déi vill kleng Fësch net iwwersinn. Zemools ass dat wichteg, wa d'Waasser méi dréif gëtt, an dat mer kucken.

Wann hei gëschter beschriwwe ginn ass, datt et eng Rei däischter Wolleken um Himmel gëtt, dann ass de Risiko natierlech grouss, zemools wa mer elo an ee Wahljoer kommen, datt eng Regierung, an dat ass emol net e Reproche un dës, well all Regierung huet an hat déi Tendenz e bëssen an e blannen Aktivismus ze verfalen, an natierlech huet dës Regierung Intérêt drun esou séier wéi méiglech grouss Fësch virzeweisen am Kader vum Wahljoer 2004, fir natierlech eppes Opweises ze hunn an och e gewëssene Berouegungseffekt ze kréien an der Bevölkerung. Mä, wann dat awer dozou féiert datt mer déi vill kleng Fësch iwwersinn, dann ass dat mat Sécherheet net am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

An der Diversifizéierungspolitik hei zu Lëtzebuerg musse mer Léieren zéien aus der Vergaangenheet, an d'Vergaangenheet huet gewisen datt mer et zwar fäerdeg bruecht hunn ëmmer erëm hei am Land, wann eng grouss Nisch bal zu 80% eis Ekonomie dominéiert huet - dat war fréier d'Stolindustrie, dat war duerno de Finanzsecteur -, wann déi méi schwach ginn ass, se ersat ginn ass duerch eng aner grouss, datt déi Strategie awer immens geféierlech ass, zemools haut an Zäite vun enger globaliséierter Ekonomie, an datt mer et musse fäerdeg bréngen eis Ekonomie méi an d'Breet ze diversifizéieren. A wann ech soen an d'Breet ze diversifizéieren, dann denken ech virun allem net ëmmer u grouss Fësch, mä éischter u Kleng- a Mëttelbetriber, an da sinn ech och der Meenung datt een innovativ Kleng- a Mëttelbetriber am Moment éischter an d'Grossregioun, respektiv an d'Europäesch Unioun siche geet, wéi onbedéngt an déi grouss Welt dobaussen.

An datt et Méiglechkeete gëtt, fir esou Betriber op Lëtzebuerg de Moment unzezéien, dat läit op der

Hand. A wann déi Steierreform, obscho mir verschidde Saachen anescht gemaach hätten, e Sënn sollt gehat hunn an deem Kontext, wou mer haut sinn, oder wann hei gesot gëtt, wat richteg ass, datt mer effektiv déi niddregste Louniewekäschten an der Europäescher Unioun de Moment hunn, da musse mer et och fäerdeg bréngen déi Atouten an Europa, an der Groussregioun ze verkafen. Mer mussen et fäerdeg bréngen ons eng Marketingstrategie ze ginn, déi och mécht datt Entreprisen an der Groussregioun, an Europa, dat besser erkennen an op Lëtzebuerg kommen.

Am Moment hu mer eng Situatioun, wann ech d'Groussregioun erausühuelen, déi souwisou déi ass, spéitstens nodeem mer de gemeinsamen europäesche Marché hunn an d'Grenze gefall sinn ekonomesch, datt eis Lëtzebuerger Entreprisen an enger permanenter Konkurrenz souwisou si mat der Groussregioun. Mä firwat gi mer dann net hin a spillen eng ganz Rei Atouten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, esou aus, datt mer et fäerdeg bréngе fir eng ganz Rei vun esou Entreprisen och hei an d'Land ze kréien, da profitéiere mer zu mindest steierlech dovun an och um Niveau vun de Sozialcotisatiounen, déi dann hei am Land bezuelt ginn an net entzwouch aneschters.

Ech mengen, et wär derwäert iwwer esou Strategien nozedenken, mä wann een dat wëll maachen, da muss een natierlech fir d'éischt och emol ufänken eng Analys ze maachen am Detail wéi eis Ekonomie ausgesäit, wou och typesch Lëtzebuerger strukturell Méiglechkeete bestinn, wou wat fir eng Secteuren typesch an d'Lëtzebuerger Ekonomie am beschte géingen erapassen.

Ech mengen datt de Moment déi Chancen, déi do hannendru stinn, awer vun dëser Regierung vill ze vill ignoréiert ginn, mä et ass awer dat wat kann dozou bäidroen, fir datt mer laangfristeg gesinn hei zu Lëtzebuerg en Tissu économique kréien, deen eis gewësse Garantië gëtt, well mir wëssen alleguerten, Firme wéi AOL oder AMAZON, déi kommen zwar elo op Lëtzebuerg, déi kënne mat Sécherheet fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Jore wichteg Recettë fir d'Statskeess bréngen, mä déi ginn esou schnell wéi se heihinner komm sinn erëm fort, wa se iergendwou op der Welt eng nëmme minimal besser Konditioun gebuede kréien. Dat si positiv Elementer, mä dorobber kann een net laangfristeg eng Ekonomie opbauen.

Natierlech ass et och esou datt mer hei zu Lëtzebuerg Industrieaarbechtsplazen an Zukunft brauchen. Och mir als Gréng sinn net der Meenung, datt eng Ekonomie nëmme soll op en Déngschtleeschtungssecteur opbauen, mä niewent dem Aspekt, datt dat einfach gesot ass, soll ee sech awer net der Illusioun higinn, datt mer et wäerte fäerdeg bréngе fir an Zukunft nach grouss Industriesecteuren aus der Schwéierindustrie op Lëtzebuerg ze kréien. Mir wëssen alleguerten, datt d'Schwéierindustrie de Moment ganz kloer d'Tendenz huet op aner Plazen ze goe wéi an d'Europäesch Unioun, zumindest an déi 15 Länner vun der Europäescher Unioun, déi haut Member dra sinn, mä éischter ausserhalb ze goen aus deene gekannte Grënn, well d'Lounkäschten do vill méi niddreg sinn a well dat meeschtens Secteure sinn, déi vill méi aarbechtsintensiv sinn.

Doriwwer eraus gëtt et och en anert Argument firwat ee muss oppassen, datt et kee Wäert huet an déi dote Richtung ze goen, dat ass datt ee muss wëssen datt fir esou Entreprisen zu Lëtzebuerg iwwerhaapt keng Main-d'oeuvre méi ass, emol keng méi an der Groussregioun, an datt ee sech muss bewosst sinn, wann een dorobber setzt, da mécht een zwar vläicht eppes fir d'Cotisatioune vun der Sécurité sociale a fir eis Sécurité sociale ofzesécheren, mä et ass op där anerer Säit verbonne mat enormе Käschten, déi mer am Statsbudget mussen droen, well mer natierlech musse kucken iwwer nei Migratiounswelle Leit aus ëmmer méi wäite Regiounen op Lëtzebuerg ze kréien, mat alle Konsequenze fir eis Infrastrukturen, fir eis Gemengen. Ech mengen net, datt dat dee gëeegnete Wee ass, deen een an Zukunft soll goen.

Nei Secteuren. De Statsminister huet gëschter gesot Energie an Ëmweltberäich wäre sécher een dovunner. A wann dat stëmmt - an ech si frou datt de Wirtschaftsminister haut den Owend bei eis ass -, da muss ech awer soen, tëschent Theorie a Praxis bei dëser Regierung klafft awer e grousst - Lach, bal eng grouss Wonn kann een entre-temps soen, well wann ech héieren hu wat de Wirtschaftsminister ulässlech vum 75. Anniversaire vun der Cegedel gesot huet iwwert déi alternativ Energien, dann ass dat awer am grousse Widdersproch tëschent der Ried, déi gëschter hei gehale ginn ass, wou jo anscheinend am Numm vun der Regierung zwar gemengt gëtt Ëmwelttechnologien an den Energiesecteur am Speziellen, dat wär eng interessant Nisch fir Lëtzebuerg, wann een dann esou Aussoen mécht wéi déi, déi de Wirtschaftsminister beim 75. Anniversaire vun der Cegedel gemaach huet.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Wat hunn ech do gesot?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dir hutt a Fro gestallt, datt dat Zil vun deene 5,7%, wat iwwert de Regierungsrot via Gesetzesprojet an enger EU-Direktiv gutt geheescht a verankert ginn ass, datt dat tragbar wär, ëmsetzbar wär.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Ech hunn an där Ried gesot, datt mer am Moment eis voll Capacitéiten, alles wat méiglech ass duerch Waasserkraaft kënnen un Elektresch ze gewannen, ausgeschöpft hunn. Wat d'Wandmillen ugeet, kéint ee wuel vill Wandmillen oprichten, mä datt mer och do eise Potenzial ausgeschöpft hunn, datt mer nach just an der Biomass Potenzial hunn, mä datt à ce stade vun der Technologie et schwéier gëtt, compte tenu vun deem Konsum, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, voire onméiglech ass déi 5,7% ze erreechen.

Méi hunn ech net gesot: Wann et Expäre gëtt, déi dat kënne falsch maachen, sinn ech ganz gäre bereet mech mat deenen un den Dësch ze setzen. Meng Expäre soe mer, datt dat Zil - a mir als Regierung si Leit déi d'Wouerecht soen, och wa se heiansdo net passt - am Moment net ze erreechen ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här Minister, et gëtt och nach den Aspekt - mäi Kolleeg Camile Gira huet mer et elo dertëschent gesot - vum Energie aspueren, deen och dozou gehéiert.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Dat ass eppes anescht. Mir schwätzen hei vun deene 5,7%.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, mä da wëll ech awer soen zu deem Aspekt do, datt et zwouerlee Manéiere gëtt, wéi een esou eppes wéi dat dote ka soen. Dir huet d'Spezialitéit, an dat werfen ech Iech vir, datt Der, wann och ëmmer Dir iwwert déi dote Beräicher schwätzt, mat engem gewëssenen Ënnertoun driwwer schwätzt, e bëssen en Ënnertoun fir et, ech wëll net soe lächerlech ze maachen, mä wou een eraus spiert, datt Der selwer net richteg dru gleeft. An dat ass de Problem.

Ech sinn der Meenung, datt dat just de Géigendeel ass. Et ass sécherlech richteg, wat Dir elo beschriwwen hutt, mä wann een dat offensiv ugeet a wann een doriwwer aneschters diskutéiert, zemools bei esou enger Feier wéi där vun der Cegedel, an zukunftsweisend diskutéiert, da muss ee wëssen datt et jo net nëmmen drëm geet den Eegebedarf un Energie zu Lëtzebuerg ofzesécherе méiglechst héich iwwer alternativ Energien, mä da geet et och ëm Zukunftsindustrien, déi do hannendru stiechen. Et geet drëms fir ze kucken, datt een déi dote Secteuren op Lëtzebuerg unzitt, datt een am Solarberäich zum Beispill mat dozou bäidréit, datt Lëtzebuerg en Zentrum éischter gëtt fir an déi do Richtung weider ze forsche fir dee Secteur weider ze bréngen, an net esou defensiv ze diskutéiere wéi Dir dat maacht.

Bei anere Beräicher maacht Dir dat net. Ech hunn Iech och schonn héiere fir aner ekonomesch Secteure schwätzen, do gitt Der vill méi offensiv a vill méi dynamesch dorun. Hei gitt Der éischter drun erun op eng ganz defensiv Aart a Weis, äusserst skeptesch an äusserst bedeckt, an dat ass ee Reproche deen ech Iech maachen. A wann een dat esou gesäit, da kann een net hei, wéi gëschter an der Ried, kommen a soe mir hu Vertrauen dran, datt dat en zukünftege wichtege Secteur ka ginn, och ekonomesch gesi fir Lëtzebuerg.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, den Här Bausch huet mer elo eigentlech e Luef ausgesprach, à l'encontre vun deem wat den Här Krecké éineschters hei vu mir behaapt huet.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll mech elo net an Ären Zwist mam Här Krecké améschen, ech begnüge mech elo emol mat deem wat ech hei gesot hunn.

Dann d'Strukturdefiziter. Et ass esou, datt entre-temps cocasserweis eng ganz Rei Institutioune wéi d'Chambre de Commerce, de Pabeier vun der FEDIL, hiweisen op de Retard accumulé en ce qui concerne les infrastructures au service de l'économie: transports, télécommunications, zones d'activité, gestion des déchets, formations initiales. Wann esou Institutioune wéi dat do soen, d'FEDIL ass jo über jeden Verdacht erhaben, datt se elo besonnesch gënschteg Avisë par rapport zu ekologesche Projeten am Allgemengen ofgëtt, wann déi op eemol ufänken hinzeweisen op strukturell Defiziter vun eiser Ekonomie a grad esou Secteure wéi am Transport zum Beispill, da muss ech soen, Här President, dann ass dat schonn d'Schold vun dëser Regierung, an dann ass dat schonn en Aspekt deen dës Regierung 1999 wosst, wéi se ugetratt ass.

An ech ginn esouguer méi wäit, wann ech den Transportsecteur huelen, bei allem Respekt fir déi Efforten déi gemaach gi sinn an deene leschte Méint bei deene ville Projeten a bei deene ville Milliarden, déi elo décidéiert gi sinn, datt eng Partei, nämlech d'Demokratesch Partei, an den 90er Joren éischter e Bremsklotz war an deem dote Beräich, wéi datt se gehollef huet. No 1999 huet se zwee Joer gebraucht, ier se sech fonnt huet, ier se, wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet, d'Kéier kritt huet, dat natierlech dozou bäigedroen huet, datt mer dee Retard accumulé do kritt hunn. An da sinn dat sécherlech hausgemaachten Ursaachen, déi zu deene Strukturdefiziter do féiere wäerten.

Dat nämlecht kënnt een och soen, wann een an deem Kontext iwwer Raumplanung diskutéiert. Raumplanung a Verkéierspolitik hänken enk mateneen zesummen an dee ganze Projet IVL, un deem elo schonn iwwer Jore gedoktert gëtt, huet aus deene selwechte Grënn immens Retarde kritt.

A wa mer wëssen dass d'Zones d'activité an der Zukunft, oder d'Gestion des déchets zum Beispill, Stéchwuert Bauschutt, wou mer jo vill Konflikter am Land hunn, éischt Prémisse hätt misse sinn, datt mer eng Landesplanung hunn a Plans sectoriels, déi deen Numm verdéngen, an deementspriechend och Ëmsetzungskonzepter dofir, da wësse mer dass déi Defiziter do alleguerten hausgemaach sinn, an da wësse mer och dass déi Strukturdefiziter do alleguerte ganz kloer op d'Kap ze schreiwe si vun dëser Regierung, déi an deem dote Beräich sech immens schwéier gedoen huet a Lëtzebuerg Retarde bruecht huet.

Drëtte Punkt, Här President, administrativ Hemmnisser. Ech ka mech erënneren dass d'Demokratesch Partei, wéi se an der Oppositioun war, net midd ginn ass hei während Joren iwwert déi administrativ Hemmnisser, iwwer Vereinfachunge vun de Prozeduren ze schwätzen. Si ass souguer esou wäit gaangen, fir vun der Vereinfachung vun eisem Steiersystem ze schwätzen. Wann een awer haut géif doriwwer de Bilan zéien, da géing ech awer wäerte misse feststellen, dass och ënnert der Demokratescher Partei hirer Regierungsbedeelegung mer net ganz vill weiderkomm sinn an deem doten Dossier.

Zumools an engem Dossier, Här Wirtschaftsminister, si mer iwwerhaapt net weiderkomm, an dat ass en Dossier, wou Dir ëmmer speziell hei op der Tribün flamend Riede gehalen hutt, den Dossier Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Mäi Kolleeg Camille Gira huet virun zwee Joer eng Interpellatioun gemaach zu deem Punkt…

(Interruption)

…ugefrot - pardon -, fir emol erauszefanne wou mer dann dru sinn. Dunn hu mer décidéiert, well keen et esou richteg weess, datt mer se géingen unhänken un dee Projet de loi, deen elo schonn zënter enger längerer Zäit iergendwou an der Chamber schlummert.

Wann et also esou alarmant war wéi Der selwer an der Oppositioun dat ëmmer beschriwwen hutt Enn der 90er Joren, da muss een Iech hei awer méi wéi eng zolidd Datz ausschwätzen, well Dir wosst jo da scho souguer an der Oppositioun wéi alarméierend dass d'Situatioun war.

De Problem ass, dass Der wahrscheinlech erausfonnt hutt, wéi Dir d'Regierungsverantwortung iwwerholl hutt, datt et net esou ass wéi Dir ëmmer behaapt hutt an den 90er Joren, nämlech dass dat Gesetz do eng Schikan wär fir d'Ekonomie a fir d'Industrie, mä dass éischter d'Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz schlecht wären, a virun allem datt bei deenejéinegen, déi d'Ausféierungsbestëmmungen ëmsetze sollen, dat heescht de Ministère an esou weider, Problemer bestinn, an zwar dass dee Ministère deelweis ënnerbesat war.

All déi dote Saachen hu gemaach datt mer et bis haut net fäerdeg bruecht hunn do eng Rei Reformen anzeleeden. Dat gëtt entre-temps vun deenen nämlechten Instanzen, déi och deemools dat kritiséiert hunn, natierlech nach méi schaarf kritiséiert.

Och bei aneren Aspekter, déi zu der Vereinfachung vun de Prozedure gehéieren, wéi e Guichet unique zum Beispill oder eng besser Berodung vun ëffentlecher Säit iwwer administrativ Prozeduren, fir haaptsächlech Kleng- a Mëttelbetriber ze hëllefen, si mer an de Kannerschong hänke bliwwen an dëser Legislaturperiod. A wann een dee leschten Avis gelies huet vun der Chambre des Métiers, en excellenten Avis zum Budget vum Joer 2003, da stoungen do eng ganz Rei Initiativen a Proposen an där Hinsicht dran, mä véier Joer laang ass net allze vill do geschitt, an dat ass och ganz kloer e Versäumnis vun dëser Regierung.

Véierte Punkt, Equiliber vun de Sozialausgaben an eisem Budget an d'Stéchwuert Louniewekäschten. Mir hu jo elo hei héieren, datt eventuell, wann 2004 d'Ekonomie net géing unzéien, et 2006 zu engem Problem kéint kommen an dann déi berühmte Clignotantë géingen ugoen an een da misst iwwer verschidde Saachen diskutéieren am Kader vun eisem System vun der sozialer Sécherheet. Dat betrëfft wahrscheinlech, wann et esou geet, net nëmmen d'Pensiounen, mä och de Krankekeesesystem.

Mir hunn als Gréng ëmmer gesot, iwwregens och um Rentendësch, dass mer éischtens emol gären eng Etüd gemaach hätten. Et ass och dowéinst en Aarbechtsgrupp vum Minister vun der Sécurité sociale agesat ginn. Ech weess zwar net a wat fir engem Keller deen Aarbechtsgrupp entre-temps tagt, op jidde Fall bis elo hunn ech nach net vill vun em héieren. E wäert iergendwou um Späicher sëtzen oder wou och ëmmer, mä op alle Fall huet en an der Ëffentlechkeet nach net vill vu sech héiere gedoen. Mä zënter dem Rentendësch, wou an de Schlusskonklusiounen dat doten dra stung, ass bis elo nach net vill passéiert.

Dat ass awer e wichtegen Aspekt, well an deem dote Pabeier wär et genau drëms gaange fir ze analyséiere wéi mer et fäerdeg bréngen no 2006, egal wat passéiert, e bessert Equiliber ze kréien an dem Finanzement vun eiser sozialer Sécherheet. Wann een op dee Wee higaange wär, dee mir och zënter Joren an dëser Chamber hei verlaangen an deen iwwregens och d'Regierung selwer an de Koalitiounsprogramm souguer geschriwwen hat, nämlech fir och eise Steiersystem ze ekologiséieren, also Ökosteieren anzeféieren, dann hätt ee sech Moyene ginn, wann deen Zäitpunkt 2006 dat antrëtt wat hei gëschter als Probabilitéit beschriwwe ginn ass, fir kënnen iwwer Ëmschichtungen dobäi ze kommen, datt een d'Louniewekäschten niddreg hält. Dann hätt een zum Beispill dat kënnen, wat mir ëmmer dee sougenannten Ökobonus genannt hunn, deen do erausspréngt, benotzen, fir zum Beispill bei der sozialer Sécherheet verschidde Saachen ze finanzéieren.

Véier Joer hu mer gebraucht fir ze analyséieren, véier Joer hu mer ronderëmgedoktert, et war eng Interpellatioun hei an der Chamber vu mir selwer, dat war am Januar 2002, dunn ass nach eng Kéier eng Motioun hei unanime ugeholl ginn, dunn ass versprach ginn, dass Dir fir den 1. Januar 2003 e Projet op den Dësch leet. Bis haut stellen ech näischt fest. Och dat ass e grousst Versäumnis vun dëser Regierung, wou ech mengen, wann 2006, wat ech net hoffen, Schwieregkeeten antrieden, mer frou wäre wa mer dat Instrument do hätten.

Fënnefte Punkt, verdeckte Käschten erkennen. Et ass esou dass de Statsminister gëschter zu Recht gesot huet, dass mer am Beräich vum Sozial-Etat net dierfen op Käschte vun der nächster Generatioun liewen. Mä wann dat fir de Sozial-Etat gëllt, da gëllt dat nach méi fir den Ëmweltberäich. Ech wëll nëmmen op ee Beispill hiweisen, wou mer entre-temps ukomm sinn.

Dir kënnt Iech jo nach alleguerten un dat schlëmmt Tankerongléck erënneren, wat mer elo kierzlech virun der galizescher Küst haten, mat verheerende Konsequenze fir den Ökosystem. Entre-temps ass et esou, et si Berechnunge gemaach ginn, wou festgestallt ginn ass datt dat Tankerongléck, wat laangfristeg fir den Ökosystem katastrophal Konsequenzen huet iwwer Generatiounen eraus, wahrscheinlech an deenen nächste Joren duerch d'Sanéierungsmesuren, déi

do musse geholl ginn, en extrem positiven Effekt huet fir eise PIB.

Dat heescht mir sinn an enger Situatioun, an net eréischt zënter gëschter, och net zënter deem doten Tankerongléck, mä zënter schonn enger Rei Jorzéngten, kann ee bal soen, zënter Ufank der 80er Jore mat Sécherheet, dass e groussen Deel vun eisem Wuesstum vun eisem PIB vu Reparaturaarbechten u Schied hirkënnt, déi an der Ëmwelt ugeriicht gi sinn.

Mir wëssen alleguerten, dass mer an där Logik net kënne weiderfueren. Éischtens ginn d'Käschten och do ëmmer méi héich. Mir wësse jo haut scho wéi vill e Kläranlageprogramm de Statsbudget kascht, an dat ass nëmmen e bescheidenen Undeel vun deem wat esou Katastrophen eis kaschte wéi déi zum Beispill, déi virun der galizescher Küst stattfonnt huet, well et muss jo een dat schlussendlech bezuelen. Et sinn zwar anerer, déi sech herno eng gëllen Nues doru verdéngen un der Sanéierung, mä et muss een dat bezuelen, an dat ass de Steierzueler. Dee bezilt dat gréisstendeels.

Dat geet voll op d'Käschte vun anere Saachen a verschiddene Statsbudgeten. Dat heescht mir kënnen net méi esou weiderfueren, well de Käschtepunkt ëmmer méi grouss gëtt. Donc, wann een an Zukunft driwwer diskutéiert, och iwwert d'Finanzpolitik hei zu Lëtzebuerg, da musse mer et endlech färdeg bréngen och d'Finanzpolitik ënnert dem Bléckwénkel vun der Ëmwelt ze gesinn. Da musse mer eigentlech dat maachen, wat schonn 1992 eng Kéier an enger excellenter Etüd, déi deemools vum Rapporteur René Kollwelter am Numm vun der Chamber an Optrag ginn ass beim ifo-Institut an Däitschland, an déi och mat hei diskutéiert ginn ass bei de Budgetsdebatten de 15. Dezember 1992.

Da musse mer dozou iwwergoen déi Saachen, déi do dra stungen, eescht ze huelen, dat heescht mir mussen eis Ausgaben an eis Recettë vum Statsbudget en fonction vun hirem Impakt op d'Ëmwelt analyséieren. Da musse mer zum Beispill emol kucken, wa mer iwwer Recetten am Statsbudget schwätzen, Stéchwuert Tanktourismus, wéi vill Dépensen déi Milliarden, déi mer vläicht op där enger Säit an de Statsbudget erakréien, op där anerer Säit erëm engendréieren.

Da wäerte mer wahrscheinlech feststellen, wa mer déi Analys do maachen, dass mer ënnert dem Stréch en negatiivt Geschäft do maachen. A wa mer dat esou emol géingen diskutéieren, wa mer déi doten Analys vun de Recetten an den Dépensë vum Statsbudget hätten, da géinge mer verschidde Motiounen, esou topesch Motioune wéi déi, déi mer d'lescht Woch hei eraginn hunn, wahrscheinlech guer net eraginn, well da géinge mer wëssen dass déi Motioun an där Aart a Weis, zumindest esou wéi se hei formuléiert war, absolut ridicule ass.

Mä dat ass bis elo net gemaach ginn an ech muss soen, Här Statsminister, Dir hutt deemools hei, de 15. Dezember 1992, zu där Etüd gesot, an ech zitéieren Iech: „Ech wëll soen, dass ech déi Etüd, déi d'Chamber an Optrag ginn huet, mat der gebuedener Opmierksamkeet gelies hunn, an dass ech net am Désaccord si mat ville Konklusiounen, déi an där Etüd figuréieren. Ech gehéieren zu deenen, déi doriwwer nodenke wëllen. An där Etüd si munch Hinweiser a Gedanken dran, déi een eescht huele muss an déi ee méi genau analyséiere muss." Dat war 1992. Ech ginn Iech gären zou, dass wann ee wëllt nodenken, da braucht een heiansdo e längeren Zäitraum, mä tëschent 1992 an 2003 leien eelef Joer.

Dir sidd soss éischter méi e viven an ech mengen dass Dir och hei bäi wäitem méi Nodenkzäit hat wéi Dir der eigentlech hätt missen hu fir déi dote Saache méi genau ze kucken an och méi mat ze considéréieren an der Diskussioun iwwert d'Finanzpolitik vu Lëtzebuerg. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass wa mer dat doten net maachen, da wäert déi nächst Generatioun eng Kéier op gutt lëtzebuergesch gesot iwwer eis fluchen, well da liewe mir voll op Käschte vun der nächster Generatioun. Mir léien eis an d'Täsch vu moies bis owes, wa mer deen doten Aspekt net eescht huelen.

D'Finanzplaz Lëtzebuerg, Här President. Iwwert den Accord vu Feira wëll ech net vill Wierder verléieren. Mir hunn d'Regierung ëmmer doranner ënnerstëtzt, wat si do ausgehandelt huet. Ech wëll just eppes soen iwwert d'Diversifizéierung op eiser Finanzplaz. Ech si frou dass ech hei héieren hu vum Finanzminister, dass am Kontext vun den Zousazpensiounen, déi geschafe gi sinn iwwert déi nei Steierabattemente bei der Steierreform 2002, dat de Beweis wär, an ech zitéieren hien: „Dass och reng national Diversifizéierungsinstrumenter op der Finanzplaz hir Wierkung hätten."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Dat ethescht Spuere kënnt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Glift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Dat ethescht Spuere maache mer och.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech wollt Iech dat direkt soe fir Iech ze berouegen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Dat freet mech, dass Dir mech do anticipéiert, well genau dorobber wollt ech elo kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Voilà!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Ech sinn och frou dat hei héieren ze hunn an ech war och frou wéi Der deemools gesot hutt Dir hätt meng Proposition de loi als Usaz wichteg fonnt. Entre-temps hunn ech Iech nach e Pabeier nogeschéckt. Duerfir wär ech frou wa mer et géinge färdeg bréngen, zumindest an dëser Legislaturperiod, och wann et net méi zu der Gesetzgebung kënnt, zumindest an enger Form hei eng Décisioun ze huelen, datt mer op deen dote Wee ginn, well ech soen Iech, mir ënnerschätzen do en neie Créneau.

Mir ënnerschätzen en an duebler Hinsicht. Mir ënnerschätzen en, well et mat Sécherheet eng Nisch gëtt an Zukunft, och wa se de Moment nach kleng ass, fir d'Finanzplaz, mä mir ënnerschätzen och den Impakt fir d'Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, well et schaaft eis Méiglechkeeten, wa mer deen dote Spuereffekt hei zu Lëtzebuerg kréien, an et gëtt zu Lëtzebuerg vill Leit, déi dozou bereet sinn.

Dat beweist schonn eleng dat Spuerbuch, wat de Moment hei zu Lëtzebuerg iwwert den Etika bei der Spuerkeess existéiert, obschonn ee jo guer näischt dovunner huet, well do huet ee jo éischter de Contraire. Déi Leit, déi do de Moment hir Suen ugeluecht hunn, déi opfere jo en Deel vun hire Suen. Dat heescht et beweist sech ganz kloer, dass hei zu Lëtzebuerg e Wëlle besteet fir och an deen dote Beräich spueren ze goen. An do maache mer och nei Méiglechkeeten op, wat d'Aarbechtsplazebeschafung zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Deen zweete grousse Chantier, Här President, deen de Statsminister hei beschriwwen huet niewent dem ekonomeschen Aspekt, dat ass d'Sécherheet. Et ass verständlech, datt een dee beschreift, an dat ass, mengen ech, net nëmme geschitt aus elektorale Grënn. Mir musse feststellen, an dat fënnt een eraus duerch vill Etüden, déi ee liese kann, datt d'Bevölkerung iwwerall an Europa veronséchert ass, dass en Onsécherheetsgefill do ass bei de Leit. Menger Meenung no ass et zwar oft zu Onrecht do, oft sinn et Iwwerreaktiounen, mä wann dat Onsécherheetsgefill do ass, da muss een eppes dogéint maachen, da muss een dorobber zougoen, da muss een handelen. Dat ass ganz kloer.

Wat mech awer enttäuscht huet bei der Ried hei gëschter a wat ech och bemängelt hunn, muss ech soen, dat ass dass d'Behiewung vun der Kriminalitéit an d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit just nëmmen op engem Niveau gesi ginn ass, nämlech um Niveau vun der Repressioun. Deen aneren Aspekt ass total ausgeklamert ginn.

Et gëtt menger Meenung no dräi Niveaue vu Kriminalitéit. Et gëtt déi kleng Kriminalitéit, et gëtt dat organiséiert Verbriechen an et gëtt den Terrorismus. Obschonn natierlech repressiv Moossnamen néideg sinn - dat bezweifelt kee Mënsch -, ass et esou dass, wann een nëmmen dorobber setzt, een de Kampf da mat honnertprozenteger Sécherheet verléiert. Dir braucht nëmmen a Frankräich ze kucken, wou mer do entre-temps ukomm sinn.

A Frankräich huet eng Regierung menger Meenung no zu Onrecht eng Wahl virun iwwert engem Joer gewonnen, well se haaptsächlech op déi schlëmmsten Aart a Weis polemiséiert huet mam Thema Onsécherheet, well se d'Bierger, déi veronséchert waren, nach méi veronséchert huet doduerch.

Si huet d'Wahle gewonnen, mä entre-temps stellt ee fest, dass all déi schlëmm repressiv Mesuren, déi se bis elo agefouert huet, kaum Wierkung gewisen hunn. Entre-temps stellen ech fest, dass déi nämlecht Regierung, déi virdrun déi Regierung vu virdru schärfstens kritiséiert huet, wa se versicht huet um preventiven Niveau eppes ze maachen, déi nämlecht Saache mécht, souguer méi wäit geet, a Saache mécht déi, wann déi Regierung vu virdru sech déi erlaabt hätt, se wierklech kuerz a kleng geriet gi wär.

Et ass kloer, et kann een de Kampf géint d'Kriminalitéit nëmme gewanne wann een d'Ursaachen erkennt an d'Ursaachen ugeet. Sécherheet ze garantéieren duerch Repressioun, dat ass en Aspekt dee wichteg ass, dat muss de Kader bidden, mä d'Ursaache bekämpft een nëmmen, wann ee se wierklech erkennt. An déi leien nun emol op der Hand, et si sozial Problemer.

Wann d'Aarbechtslosegkeet steigt, wa mer eng Gesellschaft kréie wou d'Verdeelung vum Räichtum an der Gesellschaft ëmmer méi ongläich gëtt, an dat ass e Fait, och entre-temps an der Europäescher Unioun, vun de Vereenegte State guer net ze schwätzen, wéi do d'Verdeelung vum Räichtum entre-temps ass, da brauch ee sech net ze wonnere wann d'Klengkriminalitéit steigt, an da brauch ee sech net ze wonnere wann d'organiséiert Verbriechen ufänkt ze steigen. Dann ass et evident, da probéieren déijeeneg, déi ausgegrenzt gi vum Wuelstand, op eng aner Aart a Weis awer um Wuelstand deelzehuelen an et bleift hinne jo dann näischt aneschters iwwreg wéi zur Kriminalitéit iwwerzegoen.

Wann een higeet an d'Leit ausgrenzt an eiser Gesellschaft, an ech schwätzen hei virun allem vun der kultureller Ausgrenzung, mir si jo voll an där Logik dran de Moment a verschiddenen europäesche Länner an iwwerhaapt weltwäit, vun de Vereenegte State guer net ze schwätzen, wat do fir eng Casse gemaach gëtt mat der kultureller Ausgrenzung, déi zum Deel do stattfënnt, da brauch ee sech net ze wonneren dass, wann een déi bedreift a wann een déi esou op d'Spëtzt dreift wéi dat de Moment gemaach gëtt, een effektiv eng Kriminalitéitsusteigung kritt, d'Kriminalitéit méi grouss gëtt, wann een de Jugendschutz, wann een Opfangstrukture fir Jugendlecher an den Encadrement fir Jugendlecher net eescht hëlt. An do hunn ech Zweifel, dass dës Regierung dat bis elo a leschter Instanz eescht geholl huet.

Mir hunn immens Mängel de Moment zu Lëtzebuerg am Jugendschutz. Hoffentlech kréie mer emol endlech an deenen nächste Wochen eng Bilansdiskussioun ze féieren iwwert déi dräi Joer Aarbecht vun der Kommissioun Jeunesse en détresse. Den Här Weiler hat déi an engem groussen Elan ageruff. Kréie mer déi Diskussioun eng Kéier ze féieren? Et gëtt villes ze soen iwwert de Jugendschutz, wou d'Mängel hei zu Lëtzebuerg sinn. Wa mer do net handelen, da brauche mer iwwert dee repressive Charakter net ze schwätzen, mä da misste mer éischter higoen an emol eng Kéier en Agest[ä]ndnis maachen, dass mer et net färdeg bruecht hunn déi dote Saachen ze schafen an dass dowéinst d'Kriminalitéit kënnt, ier mer ufänken iwwer repressiv Saachen nozedenken.

D'Grousskriminalitéit an den Terrorismus. Et ass dach kloer, wann een déi sozial Déséquilibren, déi mir de Moment weltwäit kennen, wann d'Globaliséierung an deem Ausmooss ouni iergendee soziale Kader weidergedriwwe gëtt wéi dat haut de Fall ass, da brauch ee sech net ze wonnere wa Grousskriminalitéit a wann Terrorismus entsteet. Ech géing mer wënschen, dass mer wierklech niewent allen noutwendegen Diskussiounen, déi mer féieren, iwwer verschidde repressiv Elementer mer eis hei emol endlech géifen d'Wuert ginn am Kader vun alle politesche Parteien, dass mer déi zwee Voleten ëmmer mateneen diskutéiere géifen, well wa mer dat net maachen, da bréngen mer et just färdeg d'Leit méi ze veronsécheren a mir droen net dozou bäi dass mer e bessert Verständnis kréien ee fir deen aneren an dëser Gesellschaft.

Da kommen ech zu deem Punkt, deen och gëschter ugeschnidde ginn ass, den Encadrement vu Groussmanifestatiounen an zu der Arcelor. Natierlech ass et bedauerlech, wat do geschitt ass, dass Casseuren um Wierk waren, déi alles futti geschloen hunn an déi alles zerstéiert hunn, mä ech muss soen, ech refuséieren awer hei eng Diskussioun déi nëmmen drop erausleeft fir et dorobber ze reduzéieren.

Mir wësse jo awer, dass déi Casseuren do nëmmen agéiere konnten, well den Nährbuedem duerfir do ass. A wann ech weess, datt natierlech net wäit vun eis ewech an enger Regioun vu Léck Dausende vu Leit an de Ruin gedriwwe ginn, hir Existenz entzu kréien, da brauch ech mech net ze wonnere wann eng 20 Casseuren, déi et wahrscheinlech waren, oder och nach 30 - et ass mir och egal - en Nährbuedem fanne fir kënnen ze agéiere wéi dat hei de Fall war.

A wann een dann iwwer esou Saachen diskutéiert wéi iwwert déi Groussdemonstratioun, wou ee sécherlech ëmmer condamnéiere muss, wa Gewalt entsteet, da fannen ech dann ass ee sech schëlleg mindestens deen dote Volet och ëmmer niewendrun ze zitéieren, well soss féiert een eng falsch Diskussioun an deem Ganzen. Och dat féiert just dozou, datt dat, wat d'Leit als Onsécherheetsgefill hunn, sech éischter an eng falsch Richtung verstäerkt. Mir riskéiere vläicht, wa mer déi zwee Elementer getrennt vuneneen diskutéieren, eis kuerzfristeg iwwer eng repressiv Ofschottung ofzesécheren, mä laangfristeg kënne mer dee Match do net gewannen.

Op d'Reform vum Service de renseignement wëll ech haut net vill agoen. Ech si frou dass mer endlech dat Wierk do uginn. Dat ass jo och schonn eng laang an eng al Geschicht. Ech wëll och elo net hei en Accord oder en Désaccord ginn zu deene Proposen, déi gëschter vum Statsminister hei gemaach gi sinn. Et si sécherlech Elementer dran, déi an déi richteg Richtung ginn, mä mir wëllen eis definitiv eréischt dozou äussere wa mer genau den Text gesinn hunn, wa mer den Detail virun eis leien hunn. Mä mir si frou a mir hoffen, datt mir et färdeg bréngen déi dote Reform nach virum Enn vun der Legislaturperiod unzegoen.

En drëtte grousse Chantier, Här President, ass d'Biergerbedeelegung. Et ass esou datt wann een d'Biergerbedeelegung eescht huele wëllt, da gëtt et verschidden Etappen déi ee respektéiere muss an déi zu engem Ganze gehéieren. Eng éischt dovunner ass, datt een d'Leit emol sensibiliséieren a motivéiere muss an den Engagement vun de Leit an der Société civile encouragéiere muss. Et muss een och, an dat muss een dobäi soen, de Leit den Ëmgang léiere mat dem Engagement. Och dat ass net ëmmer evident, mä dat war jo och net ëmmer gewënscht an deene leschte Jorzéngten, dat muss een esou soen. Mäi Kolleeg Robert Garcia wäert muer a senger Interventioun nach op dee méi éducativë Volet agoen.

Dat zweet wat ee garantéiere muss, dat sinn d'Ausdrucksformen an der Gesellschaft, an déi si villfälteg. Déi sinn ënnerschiddlech an et ass esou dass wann een driwwer diskutéiere wëllt, iwwert déi Ausdrucksformen, da muss een och diskutéieren iwwert dat wat de Moment amgaangen ass ze passéiere ronderëm déi sougenannte Lex Greenpeace, well ech mengen datt dat eppes heimadder ze dinn huet.

Kee Mënsch heibanne bestreit, datt d'Handlungsfäegkeet vum Stat muss garantéiert sinn. All Mënsch heibannen ass där Meenung, mä mir sinn der fester Iwwerzeegung als Gréng, datt d'Strofrecht dat total onadequaatste Mëttel ass fir dat ze maachen. Ech gesinn net an firwat dass ee muss d'Handlungsfäegkeet vum Stat garantéieren, déi jo da soll dora bestoen, wéi de Premierminister dat gëschter hei beschriwwen huet - wat zwar, an dat muss een awer emol éierlechkeetshalwer soen, Här Statsminister, en äusserst demagogescht Beispill war - fir dem klenge Bäcker ze garantéieren, dass hie seng Bréidercher bake kann a fir eventuell do raumen ze loossen an een dofir am Strofrecht eppes zum Beispill maache muss, dass een dofir muss Prisongsstrofen drop maachen, wann ee friddlech blockéiere geet.

Wann ee sech do wëllt Moyene ginn, da gëtt et jo nach aner Gesetzer iwwert déi een eppes maache kann. Mir hunn haut schonn eng ganz Rei Gesetzer iwwert déi mer eppes maache kënnen. Ech wëll Iech soen, dass ech mer natierlech bewosst sinn, datt et a verschiddene Gesetzer Onklorheete gëtt.

Da kommt mir änneren dach déi Gesetzer! Kommt mir ginn an d'Polizeigesetz eppes änneren! Kommt mir änneren eppes am Kader vun enger Refereesprozedur, déi een uwende kënnt wéi dat an anere Länner de Fall ass, déi eis dann d'Moyene gi fir a verschiddene Fäll ze agéieren, mä déi dann awer guer näischt mam Strofrecht ze dinn hunn, déi also net dozou féieren datt déi Leit, déi do friddlech demonstréieren, herno och nach zousätzlech Geldstrofe respektiv Prisongsstrofe riskéieren. Et kann dach net den Objektif si vun enger Regierung…

(Interruption)

Jo, Här Rippinger, dat ass awer de Wee.

(Interruption)

Här Rippinger, Dir sot eng Refereesprozedur géing laang daueren. Éischtens wëll ech Iech dozou soen, dann huet dat effektiv eppes mam Fonctionnement vu verschiddenen Instanzen ze dinn. Da musse mer kucken, dass déi besser fonctionnéieren, dass déi méi Leit kréien. Dir sot jo och soss net, wann e Gesetz an der Rei ass an d'Gesetz ass net uwendungsfäeg, well eng Institutioun ënnerbesat ass oder schlecht funktionéiert, dass d'Gesetz näischt ass. Da sot Der d'Institutioun funktionéiert net esou wéi se soll funktionéieren.

Ech mengen hei misst een dat och esou gesinn, mä dovun ofgesi mengen ech, datt an deene meeschte Fäll am Polizeigesetz eppes steet. Do gëtt et jo genuch Avisen entre-temps. Haut ënner anerem ass nach en Zousazavis komm, deen de Mouvement écologique beim Maître Spillmann ugefrot huet, deen och nach eng Kéier schreift, wat ee ként maachen am Polizeigesetz. Wann een do liicht Ännerunge géif virhuelen - den Här Bodry hat dat an der Kommissioun schonn ugeschnidden -, dann hätt ee genuch Handlungsspillraum fir hei ze agéieren. Dofir si mer der Meenung, datt dat heiten de falsche Wee ass.

An Här Statsminister, ech wëll Iech soen, Dir gehéiert jo laut Ären eegene Wierder zum progressive Fligel vun de Chrëschtdemokraten. Dir hutt jo scho méi wéi eng Kéier gesot, datt Der anscheinend 1968 bei den Antivietnamdemonstratiounen ëmmer mat dobäi waart, och wahrscheinlech schonn emol an esou Aktioune mat dobäi waart déi Zäit, Aktioune wéi der haut ofgezu gi vu Greenpeace oder anere jugendlechen Organisatiounen. Da setzt Iech dach als Progressist an Ärer Regierung, an Ärer Partei duerch. Setzt Iech dach iwwer Äre konservative Fligel ewech a maacht eppes wat Kapp a Fouss huet.

(Interruption)

Si gesinn e bësse midd de Moment aus, setzt Iech iwwer se ewech a gitt op dee Wee, deen Är Jugendorganisatioun Iech virgeschriwwen huet. Déi hu jo e Communiqué gemaach virgëschter. Ech mengen, datt dat dee richtege Wee ass. Et ass iwwregens och deen, deen all déi aner an der Kommissioun proposéiert hunn.

Lauschtert op d'Jugend, lauschtert op Är eege Jugend. Är Jugend huet besser Iddië wéi de konservativen Deel vun Ärer Partei.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här Bausch, Dir hutt meng Ried gëschter héieren, steet do net eppes doriwwer dran?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn Är Ried héieren. Wann dat wat an Ärer Ried steet an déi Richtung geet, déi ech beschriwwen hunn, ech mengen da gi mir eis eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- An der Ried steet d'Zilrichtung wär wichteg an doriwwer géife mer eis eens ginn. De Wee fanne mer.

(Interruption)

Ech kennen eenzelner heibannen net erëm. Guer net.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Fir ze testen, wouhin d'Zilrichtung geet, maachen ech ëmmer gären Neel mat Käpp, an ech hu mer och erlaabt an där Hisiicht eng Motioun ze maachen, déi déi doten Analys mécht an och Propose mécht fir an deem Sënn ze légiféréieren, wéi ech dat elo grad beschriwwen hunn, an déi wëll ech heimat déposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la liberté d'expression et le droit de manifestation sont des libertés fondamentales dont la défense est l'une des fonctions essentielles d'un Etat démocratique et respectueux des droits humains;

- considérant que l'Etat doit pouvoir garantir à chacun et chacune la liberté d'aller et de venir ainsi que l'inviolabilité de la propriété tant du domaine privé que public;

- considérant que l'Etat dispose déjà à l'heure actuelle de moyens légaux suffisants pour protéger les droits fondamentaux de propriété, à la liberté de mouvement, à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile: notamment l'action en responsabilité de droit commun devant les tribunaux civils de l'ordre judiciaire, la possibilité de saisir le juge des référés en cas de manifestation empiétant sur le droit d'autrui ainsi que l'article 58 de la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée qui permet aux bourgmestre et échevins de réagir dans l'urgence;

- considérant que, faute de ressources, certains de ces moyens sont réputés difficilement utilisables;

- considérant qu'une loi répressive introduisant des sanctions pénales ne constitue en aucun cas un moyen approprié pour garantir la protection des droits fondamentaux de propriété, à la liberté de mouvement, à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile;

- considérant que le projet de loi 5076 érige en crime la participation à toutes sortes d'actions et de manifestations pacifiques, y inclus à des actions syndicales;

invite le Gouvernement

- à retirer le projet de loi 5076 „garantissant l'usage paisible du droit de propriété et la liberté de mouvement et portant introduction d'un nouvel article 442-1 au code pénal";

- à se donner les moyens nécessaires pour appliquer, si besoin il y a, les moyens légaux existants permettant de garantir la protection des droits fondamentaux de propriété, à la liberté de mouvement, à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile sans pour autant criminaliser les personnes participant à des actions et manifestations pacifiques.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Här President, wann een iwwer Ausdrucksforme schwätzt - fir zréck ze kommen zum Referendum -, da muss ee sech natierlech och bewosst sinn, datt wa mer de Referendum aféieren, egal a wat fir enger Form, datt mer och mussen d'Ausdrucksforme vun de Bierger, déi ee muss hu ronderëm esou ee Referendum, mindestens minimal gläich stellen.

Mir wëssen alleguerten, datt wann een e Referendum duerchzitt an et léisst een einfach d'Gesellschaft sech iwwerlooss wéi se haut ass, da wäert et esou sinn datt déi wirtschaftlech Lobbyen, déi finanzkräfteg sinn, genuch Moyene wäerten hu fir sech hir Meenungsmacher anzekafen op deene verschiddenste Plazen.

An ech wëll Iech soen, et gëtt Länner wou de Referendum populär gëtt. D'Schwäiz ass eent dovun. Do ginn der en masse duerchgezu. Mä déi gi meeschtens ëmmer en faveur vun deenen aus, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, ebe well an der Schwäiz déi dote Moyenen net ëmmer garantéiert ginn. Dofir, wa mer doriwwer diskutéieren - mir si fir de Referendum als Gréng, ganz kloer fir de Referendum -, da musse mer eis bewosst sinn, de Referendum ass ëmmer nëmmen en Endinstrument. All déi aner Instrumenter musse mat wierken, fir datt de Referendum an engem Sënn funktionéiert, datt et en demokrateschen Diskussiounsprozess gëtt, datt herno d'Resultat vum Referendum wierklech d'Resultat ass vun engem demokrateschen Diskussiounsprozess.

Zu der Aarbechtslosegkeet, Här President, wëll ech e puer Wuert nach soen. Et ass gëschter hei driwwer geschwat ginn, datt mer an enger Situatioun wären, datt de Chômage géif steigen - a mir haten déi Geleeënheet och schonn am Kader vun der Heure d'actualité elo kierzlech -, mä mer awer éischter ee Chômage frictionnel hätten an net onbedéngt e Chômage conjoncturel. Ech muss awer soen, Här President, datt d'Grenzen oft awer fléissend si vun deem engen zu deem aneren, an ech hu meng Zweifel, ob virun allem déi lescht Méint mer net och amgaange sinn e Chômage conjoncturel ze kréien.

Et muss ee gesinn, ech mag mech ieren, mä zumindest no deem wat een héiert, datt fir normal duerchschnëttslëtzebuerger Familljen, wou d'Kanner vun enger Universitéit oder vun der Schoul kommen, et laang net méi esou einfach ass, wéi dat nach virun engem Joer war, fir Aarbechtsplazen ze fannen.

An ech hunn de Verdacht, datt mer entre-temps zum Deel schonn an e konjunkturelle Chômage ofgerutscht sinn, a mir mussen och dofir nach méi wéi jee iwwert d'Educatioun och am Zesummenhang mam Chômage diskutéieren. Mäi Kolleeg Robert Garcia wäert muer a senger Interventioun nach e puer Saachen doriwwer soen.

(Interruption)

Ech bréngen Iech d'Grujele bäi den Owend fir muer de Moien.

Ofschléissend, Här President, wëll ech just nach zwee Sätz soen zu Europa. Mir deelen natierlech d'Analys, datt an der gemeinsamer Sécherheets- an Aussepolitik an Europa den Défi, dee sech do hannendru verstoppt, mindestens esou grouss ass wéi deen, dee sech hannendru verstoppt huet bei der Schafung vun der Währungsunioun.

Ech sinn och frou gëschter hei héieren ze hunn, datt zumindest fir d'Lëtzebuerger Regierung dat net bedeit, datt mer, wéi de Statsminister gëschter gesot huet, e militaresche Muskelprotz musse ginn, datt et ganz kloer soll esou sinn datt dee Rüstungsaspekt, dee militäreschen Aspekt soll an dat agedämmt ginn, wat wierklech noutwenneg ass. An ech mengen och, datt esou laang wéi hei an Europa mer festhalen un deem Sozialstatsmodell, dee mer haut hunn, och gewësse Garantië besti fir dat ze behalen, mä datt dee Sozialstatsmodell gerett ass, dat steet awer op engem anere Blat, an dofir mengen ech datt et eng ganz kloer Interaktioun tëschent deenen zwou Saache gëtt.

Ech wëll nach just ee Wuert soen zu där ominöser Partnerschaft mat den USA. Och wann ech natierlech der Meenung sinn, datt d'Europäesch Unioun an engem Partnerschaftsverhältnis mat den USA muss schaffen - an dat muss een awer däitlech als Konklusioun zéien -, dann ass et an der Zwëschenzäit duerch déi Irakkris esou, datt d'Partnerschaft net méi existéiert, datt et de Moment éischter eng Situatioun ass vun Dominant an Dominé, an datt natierlech bei deenen Efforten, déi gemaach musse gi fir datt Europa sech och an der Aussen- a Sécherheetspolitik eegestänneg mécht, sech do hannendrun och verstoppt, datt dat Partnerschaftsverhältnis erëm hiergestallt gëtt, nämlech datt Europa op een Niveau erëm kënnt mat de Vereenegte Staten, well nëmmen dann ass dat Partnerschaftsverhältnis méiglech.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir sinn um Enn vun der Legislaturperiod vun der CSV-DP-Regierung vun 1999. Dat war eng Zwangsehe, dat wësse mer alleguerten. De Jean-Claude Juncker, dee wollt dës Regierung net, dee wollt dës Koalitioun net. Dat konnt ee feststellen, Här President, duerch déi laang Koalitiounsverhandlungen, déi stattfonnt hunn. Dat konnt ee feststellen, Här President, duerch déi laang Ulafzäit déi dës Regierung gebraucht huet.

Et ass ganz kloer, e groussen Deel vun de strukturellen Defiziter hu sech verschäerft a verschlechtert, well dës zwou Parteien net zesumme gepasst hunn an och net wollten zesumme passen.

Et ass och ganz kloer, Här President, datt no deenen éischten zwee Joer, wou dann um Enn vun deem zweete Joer, nämlech am Joer 2000, haaptsächlech dat grousst Geldverdeelen iwwert d'Divergenzen, déi bestanen hunn tëschent deenen zwou Parteien, ewech getäuscht huet, an eigentlech d'Rettung vun dëser Majoritéit de Konjunkturabroch war. Well mir wëssen et, eng Koppel, déi hält am beschten zesummen, wann et hir finanziell schlecht geet, wa schwéier Zäite sinn. Dës Regierung, déi charaktériséiert dat ganz besonnesch staark, an et ass och dofir net vun ongeféier, datt dëst Joer, dat véiert gemeinsaamt Regierungsjoer, eréischt dat éischt Joer ass, wou de Premier eng eigentlech Liebeserklärung un de Partner DP gemaach huet. Véier Joer huet d'DP missen drop waarden, huet missen drop hechelen, fir déi ze kréien. Dëst Joer hu se se kritt. Mä ech mengen éischter, datt déi Liebeserklärung net gemaach ginn ass, well de Premier onbedéngt 2004 wëllt dës Koalitioun weiderféieren, mä éischter aus der Nout eraus geschitt ass.

Fakt ass, Här President, dës Koalitioun huet vun Ufank un net zesumme gepasst, a si passt och haut net zesummen, an eng ganz Rei Feelentwécklungen hunn och domat ze dinn.

Här President, mir sinn als Gréng net der Meenung, datt dës Regierung näischt gemaach huet, mir sinn och net der Meenung, datt se alles falsch gemaach huet, mir sinn awer der Meenung, datt se villes hätt kënne besser maachen, an dofir hoffe mir, datt 2004 d'Wieler dofir suergen, datt villes an dësem Land besser gëtt.

Här President, ech wollt nach eng weider Motioun déposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le souci exprimé par le Premier ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation de ne pas gager par notre mode de vie la qualité de vie et les opportunités des générations futures;

- considérant que cette responsabilité nous engage non seulement au niveau économique mais également au niveau du capital humain ainsi que celui des ressources naturelles;

- considérant l'importance d'une gestion prévoyante des différentes ressources - naturelles, humaines et économiques - du pays, en vue de garantir une qualité de vie et des opportunités de développement maximales aux générations futures;

- considérant les multiples effets directs et indirects du développement et de l'activité économique sur les ressources du pays;

invite le Gouvernement

- à prendre en considération et à évaluer les effets des différentes composantes du budget annuel des recettes et dépenses de l'Etat sur les ressources naturelles et humaines du pays;

- à reconsidérer l'opportunité des différentes composantes de la politique financière à la lumière des coûts engendrés par celles-ci;

- à établir - à l'instar du Canada - un système d'évaluation du développement économique incluant tant les données économiques, qu'écologiques et sociales;

- à intégrer les coûts environnementaux dans l'établissement du produit intérieur brut.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien a fänkt um néng Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

JEUDI, 22 MAI 2003

58e SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

Débat sur l'état de la nation (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da fuere mer weider mat eiser Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. Als éischte Riedner vun haut de Moien ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt Lëtzebuerg nach esou leeft wéi et leeft verdanke mer eise Statsfinanzen. Datt eis Wirtschaft konkurrenzfäeg an ausbaufäeg bliwwen ass, obwuel mer eis an enger kräfteger internationaler Konjunkturdell befannen, ass net zulescht drop zréckzeféieren, datt mer d'steierlecht Ëmfeld mat Zäit no ënne revidéiert hunn an domat d'Investissementer zu Lëtzebuerg méi attraktiv gemaach hunn. Datt Secteure wéi d'Baubranche zwar haut keimen, awer nach keen Häerzschlag kréien, an domat all hir Zouliwwerbranchë mat an der Riicht gehale kënne ginn, läit virun allem un deem onvergläichbare Volume vun den ëffentlechen Investissementer.

Dës Constaten zesumme beleeën, datt stabil a gesond Statsfinanzen d'Grondlag vun all kriseresistenter politescher an ekonomescher Handlungsfäegkeet sinn. Gesond an zolidd Statsfinanzen ergi sech net vum selwen. Mat Zoufallstreffer séchert ee se net, mat zillose Begléckungsausgaben a gudden Zäite stellt ee se a Fro. Fir d'Statsfinanzen am Lot ze halen, an domat d'Bunn fräi ze behale fir zukunftsorientéiert Politikgestaltung, muss ee grad dann, wann d'Keesse voll sinn, Reserven uleeën, Reserven déi laang net ëmmer gutt ukomme bei der Populatioun, bei eiser Bevölkerung, well den Androck entsteet, de Stat géif an de Sue schwammen an aus Expresseggkeet op sengem Spuerbuch sëtze bleiwen.

Villes huet d'Finanzpolitik vun dëser Regierung sech mussen an hiren éischte Jore gefale loossen. D'Oppositioun ass net midd ginn ëmmer méi maximal Fuerderungen ze stellen, Fuerderungen déi, wa se erfëllt gi wären, haut sécherlech Lächer vu beängstegenden Dimensiounen an de Statsbudget geschloen hätten. Mä si sinn net erfëllt ginn, ob jidde Fall net iwwer ee verstännegt Mooss eraus. Dofir kënne mer haut zu Lëtzebuerg politesch zukunftsorientéiert handelen, während a villen aneren europäesche Länner just nach, erlaabt mer den Term, reaktiivt Krisemanagement bedriwwe gëtt.

E puer Fakten an Zuele beleeën androcksvoll deen aussergewéinlechen Zoustand vun eise Statsfinanzen. Mir hunn zum Beispill am Joer 2003 eng Investitiounsquot vum PIB, vum Bruttoinlandprodukt, déi méi héich ass wéi déi vun der gesamter Statsschold. Dat gëtt et quasi soss néierens. Iwwer 3% vum nationale Räichtum ginn zu ëffentlechen Investissementer ëmfunktionéiert. Parallell dozou ass eis Statsschold dobäi op ënner 3% ze falen. Dësen Ëmstand ka sech sécher änneren an e wäert sech och eng Kéier änneren, an et ass och keen normale Verglach, deen ech hei tëschent zwou Zuele maache wëll, mä dëst soll duerstellen a wat fir Gewässer eist Flooss sech beweegt, wann a ville Länner ronderëm schonn de Budgetsdefizit grad esou vill oder méi ausmécht wéi bei eis d'Statsschold.

Mir schléissen e Budgetsexercice 2002, entgéint ville Viraussoen, déi och nach laang net ëmmer völleg désinteresséiert waren, mat engem Iwwerschoss vu gutt 60 Milliounen Euro of. D'Previsioune fir de Moment loossen drop schléissen, datt mer 2003 esou exekutéiert kréien, wéi mer dat hei an der Chamber gestëmmt hunn. Et entsti keng nei Lächer, eis Flanke si gedeckt a si ginn duerch d'Erfolleger vun der wirtschaftlecher Unzéiungspolitik weider verstäerkt.

Déi Zuelen, déi mer hunn, beweisen de Succès vun der Finanz- a Budgetspolitik vun deene leschte Joren. Mä mir kënnen eis net op de vergaangene Lorbeeren ausrouen, wann déi wieleg ginn, da leie mer um plakege Buedem.

De Statsminister huet och scho gesot, fir gesond ze bleiwen, musse mer eis weider ustrengen. Mir mussen eis ustrengen, fir nei Finanzquelle fir de Stat ze erschléissen, mä mir mussen och de Courage hu fir mat eise gängegen Ausgabe méi kritesch an d'Gebiet ze goen. Besëtzstandsdenken a konzeptuellen Immobilismus sinn haut an hei fehl op der Plaz. De Lëtzebuerger Statsbudget erlaabt et eise Bierger ouni grouss Bedenke Leeschtungen ze genéissen, déi op Dauer riskéieren a keen nohaltege Finanzéierungskonzept méi eran ze passen. Et ass also erfuerderlech, datt mer eis iwwer Prioritéiten ënnerhalen, wa mer déi gesamt Leeschtungsfäegkeet vum Stat zu Gonschte vun den nächste Generatiounen net wëllen dem ongehemmte Leeschtungsbedürfnis vun der aktueller Generatioun afferen.

Här President, d'Debatten zur Lag vun der Natioun waren ëmmer als en Exercice geduecht mat deem d'Parlament der Regierung wollt seng Ureegungen a Recommandatiounen zur Budgetspolitik a méi speziell zur Ausriichtung vun deem nächste Budget mat op de Wee ginn. An där Perspektiv wëll ech och elo e puer Iwwerleeungen ustellen zu Beräicher, an deene mer d'Budgetsentwécklung mussen am Grëff behalen, wann déi positiv Betruechtung vun de Statsfinanzen, déi mer haut kënne maachen, soll nach en Dauerzoustand bleiwen.

Wa mer wëllen als Vollekswirtschaft kompetitiv bleiwen, da musse mer eis Standuertvirdeeler erhalen. Dat ass eng conditio sine qua non vum bleiwende Standuerterfolleg. Zu dëse Virdeeler gehéieren un éischter Front d'Steierlandschaft an natierlech och d'Lounkäschten. An zu de Lounkäschte gehéieren natierlech déi sozial Cotisatiounen. De Leeschtungsniveau vun de Sozialkeessen zu Lëtzebuerg ass héich, jo, ech géif soen, ganz héich, mä d'Fro muss erlaabt sinn, ob dat wat dës Héicht ausmécht sech och laangfristeg erhale léisst. Ech diskutéieren elo hei net d'Héicht vun de Prestatiounen u sech, mä ech diskutéieren d'Konzept hannendrun.

Wa mer ëm d'Pensiounen emol en Tour maachen, hir Evaluatioun ass souwisou virgesinn, an d'Reserve vun de Pensiounskeessen dränge keng immediat Zukunftsfäegkeetsiwwerliewungen op, woubäi ech awer immediat muss onbedéngt betounen, da bleift dass d'Krankeversécherung sech net op enger Trajectoire befënnt, déi hir dauerhaft Gesondheet géif assuréieren. De Stat cotiséiert niewent de Leit an de Betriber iwwer véier honnert Milliounen Euro an dës Versécherung. Dat si bal 7% vun de Statsausgaben am Joer 2003. An et ass och kee Geheimnis, dass sech an de leschte Joren an der UCM-Keess blank Biedem gewisen hunn, esou dass eng Iwwerleeung iwwert d'Aart a Weis, wéi mer mat de Krankekeessen ëmginn, a wat mer en zoumudden, net vu Muttwëll ass.

Ech wëll hei zwee Beispiller ginn aus der Realitéit vun der Gesondheet, déi weise wéi déi Dossiere configuréiert sinn. Wann zum Beispill hei zu Lëtzebuerg e Lëtzebuerger Mënsch eng banal Erkältung huet, an da mengt e misst bei den Dokter goen, fir dann do e Pak Aspro, Aspégic oder Sedergine verschriwwen ze kréien, dann ass dëst e ganz normale Virgank, och wann dee Betreffende genau weess, dass e just eng banal Gripp huet, well wahrscheinlech ass et jo net seng éischt, an och genau weess, dass en an der Apdikt fir e puer Euro säi Pak Sedergine oder Aspégic géif kréien, ouni d'Interventioun vum Dokter oder vun der Krankekeess.

(Interruption)

Eng banal Erkältung kennt ee ganz gutt erëm, dat ass guer kee Problem, gleeft mir dat. Dir hat och scho méi wéi eng. Mat e bësse Chance natierlech ass dëse Patient der Meenung, dass en och en Antibiotique bräicht, a meeschtendeels geet dat dann esou, dass den Dokter him ee verschreift, a wann dann déi Iddi weidergeet, da kritt en och nach e Mëttelche fir de Mo dobäi fir, wann en den Antibiotique hëlt, en de Mo net wéi kritt. Dat ass nun eben esou, dass op där enger Säit da käschtenintensiv iwwert den Dokter gefuer gëtt, op där anerer Säit kënnt een dee Problem ganz oft iwwer en normale Besuch an der Apdikt léisen.

En anert Beispill, fir och ze weise wéi do gehandelt gëtt, ass dat, wann zum Beispill e Mënsch vu klengem u mat enger signifianter Aschwächt geplot ass, an deen e Bréll zum Beispill vun enger Stäerkt vun 10 Dioptrie bräicht, an déi géif sech da gären enger Laser-Eye-Correction ënnerzéien. Esou eng Interventioun kascht tëschent 3.000 an 3.500 Euro, mä dofir gëtt et awer weder eng Verschreiwung, nach iergenden Euro vun der Krankekeess. Obwuel dëse Patient also bis un d'Enn vu sengem Liewen d'Keess vill méi u Bréller kascht wéi déi eng oder eemoleg Laserinterventioun géif ausmaachen u Keessebelaaschtung, esou hu mer dach dëse Cas de figure, an esou eppes, géif ech mengen, kann net sinn.

Dës zwee Beispiller weisen, dass mer am Fong geholl ze oft ze wéineg selektiv sinn am Ëmgank mat der Gesondheetsvirsuerg. Et gëtt net ganzheetlech iwwerluecht, an et gëtt net genuch zilorientéiert iwwerluecht. Fir eng hondsgewéinlech Erkältung, déi och no enger Woch mat oder ouni Traitement eriwwer ass, brauch een am Prinzip och keen Antibiotique. A fir eng zolidd Kuckschwächt ass et méi sënnvoll an et féiert zu erhieflech méi Liewensqualitéit sech Laser behandelen ze loossen, wéi 70 oder 80 Joer laang vu staarke Bréller oder Kontaktlënsen ofzehänken.

An d'Moral vun der Geschicht ass, d'Konsequenz aus deem dote Feeler ass am Fong geholl, dass d'Krankekeessen iwwerbelaascht sinn, obwuel dat net misst sinn, an dës Iwwerbelaaschtung hëlt natierlech dramatesch zou. Do kann een zum Beispill kucken a gesinn, dass an de Joren 2002 bis 2003 d'Statscotisatiounen ëm 25 Milliounen Euro, dat ass wierklech eng Milliard al Lëtzebuerger Frang, an d'Luucht gaange sinn. Dës Ausgaben natierlech werfen de Statsbudget net op d'Kopp, mä si sinn e Symptom vun enger Kränkt, déi an enger Perspektiv vu finanzpolitescher an ech géif och soen hei gesondheetlecher Nohaltegkeet muss geheelt ginn.

Esou laang et nämlech gutt geet, kann een all Zort vu Leeschtunge bezuelen, ouni iwwert d'Cotisatiounen nozedenken. Eng stänneg steigend Lounmass erlaabt et dës niddreg ze halen. Wann awer eng Kéier alles vill manner gutt geet, da ginn d'Cotisatiounen op eemol en Thema, well deenen hir Erhéijung kuerzfristeg dat eenzegt Mëttel ass, fir am Eeschtfall d'Keessfinanzen auszegläichen. D'Kompetitivitéit vun eiser Lounrealitéit géif dann a Fro gestallt ginn, net well déi adequat Versuergung mat Medezinleeschtunge real méi deier géif ginn, mä well déi néideg Upassungen an der Prestatiounslandschaft, ech géif soen, in tempore non suspecto verpasst goufen.

Esou eppes däerfe mer net zouloossen. Erlaabt mer och hei déi Klamer ze maachen, dass Iwwerleeunge wéi déi heiten och sollten afléissen an déi Diskussiounen, déi mer deemnächst hei an der Chamber iwwert d'alternativ Medezin féiere wäerten. Wéi soll och dës an de Lëtzebuerger Modell vun der Medezin afléissen, fir dass dat net ze vill käschtenintensiv gëtt? Global gekuckt an anere Wierder, d'Erkenntnis vum Noutstand an engem eenzege Beräich an d'Bestriewunge fir dësem Noutstand entgéint ze wierke kënnen zu enger globaler Verschlechterung vun der wirtschaftlecher an der finanzieller Situatioun féieren.

Un dësem Beispill vun der Krankeversécherung wëll ech weisen, datt an der Finanzpolitik all Beräicher vun der politescher Aktioun zesummelafen an interagéieren. Alles dat ka méi séier goe wéi et eis léif ass. Den aktuelle Kontostand vun der Aarbechterkrankekeess zum Beispill weist dat ganz kloer an däitlech. Ech wëll lech soen, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt eng rapid an effikass Sanéierung vun de Krankekeesen an d'Schafe vu laangfristeg drobaren Zukunftsperspektive fir d'Keesen en onverzichtbaart Element vun enger globaler Konsolidéierungspolitik vun eise Statsfinanzen a vu méi dréchenen Zäiten ass.

Esou eng Sanéierung ass natierlech net zum politeschen Nulltarif ze kréien, et geet och net duer just liicht un der Lëscht vun de rembourséierte Medikamenter ze fréckelen. Mir mussen e konzeptuelle Wandel an eiser Gesondheetsversuergung erbäiféieren, fir datt Leit, déi wierklech Prestatioune brauchen, déi ënner allen Ëmstänn an Usproch huele kënnen, ouni mussen ze waarden a sech éiweg transferéieren ze loossen, well iwwerzuge Remboursementer vu marginalen Therapien d'Uschafe vu performantem medezinesche Material hypothekéiert hunn. Mir brauchen also hei déi richteg Prioritéiten.

Vergiesse mer an dësem Kontext och net, datt am Moment de Gesondheetssecteur séier onroueg ass. D'Dokteren erhiewe Revendicatiounen, déi mat der Indexéierung vun hiren Honorairen deelweis erfëllt goufen, an d'Spidolspersonal ass net frou iwwer seng Aarbechtsbedingungen a seng Entlounung, an ech fäerten dass, ier mer deen nächste Budget hei stëmmen, mer nach e Streik am Gesondheetssecteur erlieft hunn.

Mir brauche mat allerleschter Sécherheet och gesond Keese fir an Zukunft an enger performanter Prestatiounslandschaft och kënnen op verschidden Erwaardungen anzegoen, déi dat medezinescht Personal zu Recht huet. Nach eng Kéier geet et net, datt mer de Status quo vun enger falscher Leeschtungspolitik vun de Keesen erhalen an doduerch eng qualitativ Verbesserung souwuel vun de Leeschtunge wéi och vun der Atmosphär an de Spideeler verhënneren. D'Suen, déi de Stat insgesamt an d'Gesondheet kann investéieren, sinn eben nëmmen eng Kéier do. Un enger courageiérter Ëmleedung vun de verfügbare Mëttele féiert also kee Wee derlaanscht.

Här President, ech hu bei de gesonde Statsfinanzen ugefaange fir uschléissend op eent vun de méigleche Risikofelder eriwwerzeschwenken, déi een ënner Observatioun muss loossen, fir dass eben eis Statsfinanze bei gudder Gesondheet bleiwen. Där Risikofelder ginn et méi, esou zum Beispill d'Gehälter, déi déi ëffentlech Hand ze huelen huet. Esou wéi ech elo grad net iwwert déi aktuell objektiv Geldbeträg diskutéiert hunn, esou sinn och dës Kéier nees eng Kéier d'Käschte vum ëffentlechen Déngscht net de Problem, well mir hunn einfach keen zu groussen ëffentlechen Déngscht, mä et ass seng Adéquatioun géigeniwwer vun den Ufuerderunge an eiser Gesellschaft, déi iwwerduecht gi muss.

Mäi Fraktiounspresident Lucien Weiler huet et scho gesot: Wa mer all Fuerderungen no méi staatlechem a parastaatlechem Personal missten erfëllen, da léiche mer financiell ganz séier um Réck. Dat geet net, net elo an och net deemnächst. Also muss eppes anescht goen. Also muss et méiglech ginn endlech am Kader vun enger wierklecher Verwaltungsreform ze raisonnéiere fir eng besser Adéquatioun zwëschent dem ëffentlech bezuelte Personal an den Erwaardungen un de Stat a seng Verwaltung ze erreechen.

Datselwecht gëllt och op Gemengenniveau, wou d'Gemengen als modern Serviceprovider Biergerämter aféieren. Och hei drängt sech eng Reorganisatioun vun de Gemengeservicer an eng néideg Personalëmorganiséierung op. Als Konklusioun kéint ee soen: Villen Challengë mat deenen eise Stat a seng ugeschlosse Sendeanstalt sech konfrontéiert gesi kann duerch eng Perspektivännerung begéint ginn, an zwar net nëmme mam selwechten, mä mat souguer engem besseren Effekt an engem méi déifgängegen Impakt, wéi wann een einfach nëmmen do Geld erapompelt.

Well wann déi aktuell Situatioun eis eppes virun Ae féiert an dat op andrénglech Manéier, dann ass et dat datt mer ëmmer a gudde wéi a manner gudden Zäite bei de gängege Statsausgabe musse Fouss bei Mol halen. Deemno si kreativ Usätz an der Politik erfuerdert. Fir déi kënnen ze entwéckelen an dann och duerchzesetzen, brauche mer déi mental Disponibilitéit fir esou Usätz. Besëtzstandsdenke bréngt eis net weider, ganz besonnesch well mer net weiderkommen ouni den aktuelle gesellschaftleche Besëtzstand a Fro ze stellen. Et stellt sech insgesamt eng Fro vu Leeschtungsbereetschaft, an op dës Fro ka just eng positiv Äntwert envisagéiert ginn.

Mä geleeëntlech musse mer eis an der Politk trauen den objektiv méi richtege Wee mat Courage ze beschreiden, och wann et dann alt déi eng oder aner Lamentatioun wäert ginn. De weideren Erfolleg vun eiser Wirtschaft, déi weider Stabilitéit a Gesondheet vun eise Statsfinanzen an déi weider Leeschtungsfäegkeet vun eiser Gesellschaft ginn et eben nëmmen zu dësem Präis.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, den nächste Riedner ass den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierungserklärung zur Lag vum Land wäert sécherlech net als visionäert Glanzstéck, als wegweisend politesch Orientéierung an déi parlamentaresch Geschicht agoen. E Joer virun de Wahlen ass versicht ginn e positive Bilan ze zéien an et ass eng lescht Salve vun Ukënnegunge geschoss ginn. D'Visioune beschränke sech dëst Joer op d'Unkënnegung vum schwaarze Schokola an haardem Brout.

Dem erstaunte Bierger gëtt matgedeelt mir hätte keng Krisis, mä et géif kriselen. D'Zäit vun de Knippercher an de Korinthe wär eriwwer, heescht et. Esou wäit zu de Visiounen. Do, wou eng nüchtern, eng komplett, och eng schounungslos Bestandsopnahm vun der Lag vu Lëtzebuerg wirtschaftlech a sozial ubruecht gewiescht wär, gëtt mat Ukënnegungseffete gespillt, bleift et op weide Strecke bei Rechtfertigungsversich no véier enttäuschende Regierungsjoren. Ee Joer virun deenen nächste Wahle gëtt vun der leschter Chance profitéiert.

Et ass amüsant ze gesi wéi d'CSV-an DP-Regierung d'Tiräng vum Ministerrot vun deene leschte Méint eidel gemaach huet fir ze versichen den Androck vun Aarbechtsäifer a Reformwëllen ze liwweren. Dat ass an eisen Ae keen Zeeche vu Gréisst, vu Selbstbeherrschung, mä éischter e kloert Unzeeche vun Nervositéit a vu Veronsécherung. Wéi déif muss d'Kritik vun der Oppositioun dës Majoritéit an de Premier getraff hunn, wann hien an esou eng Trickkëscht gräife muss fir Aktivismus virzetäuschen?

Dës Regierung huet, an dobäi bleiwe mer, méi verwalt wéi gestalt. Si huet och Knippercher verdeelt a si huet virun allem viru sech hi gelieft, bis se am spéiden Hierscht d'lescht Joer vun dem Wirtschaftsréckgang kal erwëscht ginn ass. Nach haut, aacht Méint duerno, huet se sech vun deem Schock net richteg erholl.

Nodeem dës Regierung an hire Premier iwwer laang Joren d'Land gleewe gelooss hunn, dass déi Lëtzebuerger Spëtzepositioun an Europa virun allem och hire politesche Verdéngscht wär, muss se elo dem Land erklären, a si deet sech schwéier domadder, wéisou et eisem Land an engem Zäitraum vun nëmmen zwee Joer am Verglach zu anere Länner an der Europäescher Unioun méi schlecht geet a wéi mer vun der Plaz 1, déi mer während Joren an Europa gehalen hunn, an d'Mëttelfeld zréckgefall sinn. Ass dat éiren och dëser Regierung hire Verdéngscht? Lëtzebuerg ass a wesentleche Beräicher just nach Mëttelmooss. An eisen Aen ass dat zu engem Deel d'Resultat vun der Regierungspolitik oder éischter vun enger fehlender Regierungspolitik, an zwar vun enger Regierung, déi sech a gudde Joren zréckgeluecht huet. Dës Regierung war mëttelméisseg an hire Leeschtungen.

De Wirtschaftswuesstum. Et ass holpreg a gewot hei d'Joer 1995 ze beméien, wou an engem Joer e Wirtschaftswuesstum vun 1,3% war, wann ee weess dass an der zweeter Halschent vun den 90er Joren d'Moyenne vum wirtschaftleche Wuesstum pro Joer 5,5% héich war. Elo an enger Zäitperiod vun dräi Joer: 2001, 2002, 2003, leie mer bei engem Wirtschaftwuesstum ëm 1% an engem Joer. Dat ass eng Stagnatioun.

Mëttelfeld si mer och an der Inflatioun, wou mer weider iwwer der Grenz vun 2% dohin dümpelen a mir sinn amgaangen ofzerutschen och wat d'Budgetsgläichgewiicht ugeet, wou d'Tendenz ganz kloer no ënne weist. Déi lescht Zuelen, déi nach an deene leschten Deeg vun der europäescher Kommissioun fir 2002 publizéiert gi sinn, si contraire zu deenen Zuelen, déi de Premier gëschter hei virgefouert huet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi weisen nämlech aus, datt Lëtzebuerg no de Regele vun der europäescher Kommissioun wéi och vun der Europäescher Zentralbank net en Excédent vu Recettë fir 2002 opzeweisen huet, mä dass de Stat, doduerjer dass een d'Ausgabe vun de Fonge mat berücksichtegt, en Defizit opzeweisen hat am Joer 2002 vun 0,2% vum PIB. Dat ass et an deene leschte Joréngten nach net ginn. Et ass déi éischt Kéier, wou Lëtzebuerg an europäesche Statistiken op der Negativsäit erëmzefannen ass. D'Tendenz weist also och do kloer no ënnen.

Katastrophal Zensure ginn et dann am Uwuesse vun der Aarbechtslosegkeet. Déi lescht Zuele plus 34% par rapport zum leschte Joer. Katastrophal Zensuren am Beräich vun e-Government, vun e-Administratioun, wou mer zum leschte Peloton an Europa gehéieren. Katastrophal Zensuren och am Educatiounssystem, wou mer no PISA Schlussliicht an Europa am Beräich vun der OCDE sinn.

Ënnert dëser Regierung, dat kann elo net nëmmen Zoufall sinn, ass Lëtzebuerg am Vergläich zum Ausland, och am Vergläich vu ville vu sengen direkten Noperen, no hanne gerutscht. Lëtzebuerg ass net no vir komm an deene leschten dräi Joer. Déi positiv Differenz, déi mer während laangen Zäiten zu eisen europäesche Partner gehalen hunn, ass geschmolz.

E Ruck geet duerch d'Land, esou hat den Här Rippinger gemengt 1999 wéi dës Regierung ugetratt ass. Effektiv, e Ruck ass duerch d'Land gaangen. De Wirtschaftsminister schwätzt a senge Riede vun engem Broch, dee sech gemaach huet am leschte Joer. De Premier seet et géif kriselen hei zu Lëtzebuerg. Ass dat dee Ruck, deen d'Demokratesch Partei am Ufank vun dëser Legislaturperiod gespuert huet? Ass dat dee Ruck, dee sech erwaart ginn ass? Ass dat déi Opbrochstëmmung, déi sech sollt hei maachen? Et ass eng Ofbrochstëmmung, déi sech déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg breet gemaach huet ënnert dëser CSV-DP-Koalitioun.

Une voix.- Ganz, ganz richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dës Regierung gëtt net d'Bild of vun engem deen agéiert, dee versicht d'Steier ëmzerappen, mä éischter d'Bild zënter laange Méint vun engem Spectateur deen hofft, dass international Wirtschaft sech géif erkréien, dass mer och géifen dovu profitéieren, esou wéi vill Leit drop waarden, dass et erëm eng Kéier bessert Wieder hei zu Lëtzebuerg gëtt. An ech sinn erstaunt den Här Weiler gëschter hei ze héieren, dee leider haut de Mueren net hei ass, bei dësen Debatten, wéi en op eemol, an de Premier huet et och ugedeit, …

(Interruptions)

D'Sitzung geet um néng Auer un.

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Wat net gutt ass, muss een och net nomaachen, Här Krecké!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, wann Der erlaabt, géif ech virufueren. Ech sinn erstaunt iwwert dat wat den Här Weiler hei gëschter gesot huet a wat och de Premier a senger Deklaratioun gemaach huet, wou elo op eemol ugedeit gëtt, well nach viru sechs Méint hu se sech hei lächerlech gemaach iwwer e Gedankegang, dee vun eiser Säit formuléiert ginn ass, fir ze soen, et misst een och driwwer nodenken, ob een net verstäerkt erëm op Empruntë géif zréckgräifen an deenen nächste Joren. Do hat den Här Frieden hei geäntwert, et géing ni an d'Tut kommen, fir dat ze maachen.

Abee, sechs Méint drop e ganz anere Son de cloche. Et gëtt ugedeit, dass ee misst verstäerkt op d'Loi de garantie zréckgräifen, dass een och misst drun denken, bei där niddreger Verscholdung déi mer hunn, op Empruntenzréckzegräifen. Op eemol ass dat net méi wouer, wat se nach mat Virulenz virun e puer Méint hei behaapt hunn. Dat beweist, dass se eigentlech net wësse wou se dru sinn, wat se solle maachen, an dass se all puer Méint eng aner Positioun anhuelen.

Paff war ech ze héieren déi nei Prioritéiten, déi vun der CSV wëlle gesat ginn an der Budgetspolitik an den nächste Joren, wou wichteg Themen ugeschwat ginn, dräi Stéck. Zoufälleg sinn et dräi Themen, déi ganz no un CSV-Ressorten ugegliddert sinn a wou d'Schoul feelt. Ass éieren de Vote vum Gesetz iwwert d'Privatschoul, d'öffentlech Schoul, d'Schoul insgesamt keng absolut Prioritéit méi, déi ënnert déi Top 3 misst komme vun der CSV?

Abee, den Här Weiler ass gëschter am Numm vu senger Partei op eng aner Schinn gefuer. D'Schoul war net méi an den Top 3 vun de politesche Prioritéite vu senger Partei. Dont acte!

Dës Regierungserklärung ass net nëmme symptomatesch fir eng gewësse Politik duerch dat, wat se seet, mä dës Regierungserklärung ass och besonnesch bemierkenswäert duerch dat wat se net gesot huet, oder wat se net méi seet.

D'Nohaltegkeet, erënnert lech drun, am Joer 2000 den Highlight vun der Regierungserklärung. An all drëtte Satz vun der Erklärung ass Rieds gaange vun der Nohaltegkeet, dass sämtlech Politiker sech missten op dem Begrëff vun der Nohaltegkeet ronderëm dréinen. Dat Wuert kënnt an enger Ried vu bal 40 Säiten net méi dra vir. Et ass komplett aus dem Vocabulaire vun der Regierung, an ech mengen och aus dem Häerz vun der Regierungspolitik verschwonnen. Et beschränkt sech op ee Punkt an enger Lëscht vun 22 Gesetzesprojeten, déi an der Chamber virgëschter deponéiert gi sinn.

Keen eenzegt Wuert och iwwert d'Ëmweltpolitik. An den Här Rippinger huet misse versichen deen Désaveu praktesch ze rektifizéieren, doduercher dass e sech bemëit huet als DP-Spriecher dann op déi grouss Mériter vun hire Ministeren an deem Beräich hinzeweisen. De Premier huet et net gemaach. Net dass e vun de Ministeren net geschwat huet, mä hien huet zum Fong, zur Ëmweltpolitik net eng Ausso gemaach an där ganz laanger Ried.

Ech ginn den Androck net lass, dass d'Nohaltegkeet, d'Ëmwelt sech eigentlech reduzéiert an den Ae vun dëser Majoritéit op e Gadget fir an eng Deklaratioun, deen direkt duerno erëm vergiess gëtt.

De Statsminister huet eng Lëscht vun zukünftege Gesetzer ugekënnegt. Ech géif gären, nëmmen am Ëmweltberäich, déi Lëscht do complétéieren duerch Regierungsprojeten, déi 1999 ugekënnegt gi sinn, an déi bis dato net virleien an déi och net méi wäerte komme bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod. Nëmmen am Ëmweltberäich. Deen Exercice do wäerte mer verstäerkt a sämtleche Beräicher an deenen nächste Méint virhuelen.

Wou bleift dat versprachent Gesetz iwwert de Buedemschutz? Et ass no mengen Informatioune vum Regierungsrot ofgeschoss ginn.

Wou bleiwen déi versprache gesetzlech Verankerunge vu Mindestnorme fir Waasser a Loftqualitéit? Vun CSV an DP definitiv begruewen.

Wou bleift d'Reform vun der Ëmwelt- a vun der Forstverwaltung? Op déi nächst Legislaturperiod opgeschuubt.

Wou bleift dat an Aussiicht gestalte Gesetz iwwert d'Ëmwelthaftung? Näischt ze gesinn.

Wou bleift e verbindleche Programm fir Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg? Definitiv begruewen.

Dës impressionant Léscht vun ugekënnegten an noutwennege mä definitiv vun dëser Regierung begruewene Reformen, eleng am Ëmweltberäich, beleet d'Karenze vun der Regierungsaarbecht vun dëser konservativ-liberaler Koalitioun. Vu Reformäifer keng Spur. Déi legislativ Initiative beschränke sech op e strikte Minimum. Missten net europäesch Direktiven en masse ëmgesat ginn, wär de Bilan nach vill méi schappeg.

D'Thema Sécherheet ass dëst Joer zu engem zentrale Punkt vum Premier senger Deklaratioun ginn. Dat ass gutt esou. Dat gëllt fir d'Aussesécherheet, wou ee muss feststellen, dass no 8 1/2 Joer - ass jo och net schlecht - de Statsminister endlech sengem Optrag gerecht ginn ass, deen e schonn am Joer 1994 kritt huet, fir eng Reform vum Geheimdéngscht virzebereeden, déi d'Streck kann halen. Mir huelen dat zur Kenntnis, mä et erwaart jo awer wierklech keen hei, dass mer mat där Lenteur administrative oder politique och nach der Regierung félicitéieren, dass se dat mécht, wat se eigentlech scho sollt zënter laange Jore maachen.

Dëse Regierungsprojet wäerte mer veruerteelen opgrond vun där politescher Stellungnahm, déi mir am Ufank vun dësem Joer virgeluecht hunn. Mir wäerte kucken ob déi Reform vum Geheimdéngscht, déi iwwerfälleg ass, deene politesche Kritären entsprécht, déi mir gesat hu wat d'Kontroll ugeet vun deem Organ, awer och wat méi Transparenz ugeet vun der Aarbecht vun deem Organ. Dat heescht net Divulgatioun vu Statsgeheimnisser, wéi de Premier dat wëllt duerstellen, dat heescht ganz einfach dat maachen, wat am Ausland ronderëm eis gemaach ginn ass an deene leschte Joren. An d'Aarbecht vun deem Service de renseignement och no bausse brénge an domadder dat maachen, wat zu engem moderne Rechtsstat gehéiert.

Mir wëllen also intern an extern Kontrolle vun esou engem Service de renseignement mat kloer délimitéierte Kompetenzen. Wann dat de Fall ass, a wa mer et nach kënne färdeg brénge op eenzelne Punkten dee Projet do ze verbesseren, da wäerte mer eis sécherlech net esou enger Reform opposéieren, déi mer während laange Jore gefuerdert hunn.

Hoffentlech geet et deem Service de renseignement, well d'Zäit gëtt jo elo awer e bëssen enk, e bësse besser wéi enger anerer phantastescher Iddi vun dëser Koalitioun, déi jo deemools a kengem Wahlprogramm stung an déi se awer op eemol aus dem Zauberhutt erausgezunn huet, déi vun der Kreatioun vun engem Corps civil. Erënnert lech drun. Wat hu mer Diskussiounen driwwer gefouert an de Joren '99 an 2000. Zënter 2001 huet een den Androck, dass sech näischt méi deet op deem dote Plang. Dat ass e Begriefnes éischter Klass. Mir hoffen, dass datselwecht net mat der Reform vum Service de renseignement geschitt.

Et ass also net nëmme wichteg fir Saachen unzekënnegen, et muss een och Saachen ausdenke bis zum Schluss, an dat ass a ville Fäll bei dëser Koalitioun net geschitt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Bodry, zum Corps civil hate mer eng Interpellatioun an d'Chamber huet eng eestëmmeg Motioun dozou ugeholl.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'Effete waren net phantastesch, Här Fayot, do gitt Der mer sécher Recht.

Méi konfus, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Aussoe vum Premierminister wann et ëm d'öffentlech Sécherheet geet. Wa mer also deen Domän, eigentlech säin Domän vum Service de renseignement, wou eng gewësse Faszinatioun och duerchgeklongen ass a sengem Ried fir déi Aarbecht, verloossen, komme mer op dee méi breede Beräich vun der öffentlecher Sécherheet, deen d'Opinion publique sécherlech méi betrëfft a méi interesséiert, e wichtegt Uleies vu ville Matbierger.

Ech muss éierlech soen, ech hunn déi Säiten an der Erklärung gelies an erëm gelies. Vun engem zesummenhängende Konzept a puncto Sécherheet leider keng Spur. Dës Regierungserklärung ass a puncto öffentlech Sécherheet an eenzege Sammelsurium, eng ongeuerdnet Additioun vun eenzelnen Iddien a Kommentaren, just de Contraire vun engem u sech kohärente geschlossene Projet, fir d'Recht op Sécherheet fir all Bierger hei zu Lëtzebuerg an Zukunft och weider kënnen ze garantéieren, wann net esouguer auszebauen.

Ech zielen op, wat dann esou alles vun Iddien a Kommentaren an där Deklaratioun vun der Regierung dran ass.

Eng Unerkennung vun der Aarbecht vun der Polizei, d'accord.

Eng Appréciatioun iwwert de sougenannte Krawalltourismus.

D'Gefor vum Terrorismus, nei Polizisten, bessert Material, en Optrag vun den héijen Offizéier fir e Sécherheetskonzept, net fir d'Land, dat ass falsch verstane ginn, mä e Sécherheetskonzept fir grouss Demonstratiounen a fir d'EU-Présidence vun 2005 ze erstellen.

Nei Iddi, zwee zousätzlech Untersuchungsriichter fir um Bezierksgeriicht hei zu Lëtzebuerg, d'Ukënnegung vun engem Gesetz - d'Gesetz hu mer nach net - iwwer eng DNA-Analysendatei, a schliesslech eng méi oder manner streng Bekenntnis zur Lex Frieden iwwert den Hausfriddensbroch.

Ech froe mech: Ass dat Opziele vun eenzelne lassgeléisten Iddien d'Äntwert vun CSV an DP, vun dëser Koalitioun, vun der Regierung op déi grouss politesch Erausfuerderung wat d'öffentlech Sécherheet ugeet? Dat kann dach net sënn, géif d'Madame Polfer soen, wa se sech haut nach géif ëm Sécherheetsfroe bekëmmeren, mä mam Wahldag vum Juni 1999 war dat jo bekanntlech eriwwer. Ass dat do d'Äntwert op déi lescht Polizeistatistiken, déi fir d'Joer 2002, fir dat lescht Joer also, déi héchsten Zuel vu Strofdoten iwwerhaapt enregistréiert huet zënter dass esou Statistiken hei zu Lëtzebuerg opgestallt ginn? Et waren der iwwer 30.000, e Plus vu méi wéi 10% géintiwwer dem Virjoer, dem Joer 2001.

Dat ass der Regierung kee Wuert vu Kommentar Wäert an engem zentrale Punkt vun der Regierungserklärung, wou se selwer d'öffentlech Sécherheet wollt no uewe kéieren. Déi beschränkt sech also op Arcelor, déi beschränkt sech op den Terrorismus, si beschränkt sech op Hausfriddensbroch, wéi wann dat wierklech d'Problemer an der Sécherheet wären, déi d'grouss Mass vun de Leit géife beonrouegen. Dat si ganz aner Problemer, an déi musse mer de Courage hunn opzewerfen an och éischt Äntwerten op déi Froen ze ginn, déi sech d'Leit dobausse stellen. Mat Rou a Besonnenheet selbstverständlech, mä ouni awer déi Warnsignaler ze ignoréieren,

déi sech verstäerkt déi lescht Joren, besonnesch dat lescht Joer hei zu Lëtzebuerg gewisen hunn.

Mir mussen driwwer diskutéieren. Et wär dee gréisste politesche Feeler vun alle Parteien, wa se géife maache wéi wann do kee Problem wär, aus Angscht et kënnt ee Populisten iergendwelche politeschen Terrain preparéieren. Mir mussen dat a Rou maachen, a Besonnenheet maachen, ouni ze dramatiséieren, mä mir mussen awer weisen, dass mer déi Froen do eescht huelen a se net einfach ignoréieren an den öffentlechen Deklaratioune vun dëser Regierung. Dat ass genau dat, wat de Populisten eigentlech den Terrain preparéiert. Dee Feeler do däerfe mer net maachen.

Et ass och ganz geféierlech wéi de Justizminister dat d'lescht Joer gemaach huet, Ukënnegungen ze maachen, den Androck ze gi wéi wann een duerch Wierder kënnt vun haut op muer fundamental eng Verbesserung vun der Situatioun erbäiféieren, an da gëtt een natierlech spéitstens ee Joer duerno konfrontéiert mat dem Bilan vun deem wat een dann ugekënnegt huet, mat der Realitéit, wou se gemooss ginn ass vun der Polizei um Terrain. Wat sollt also déi Deklaratioun vum Justizminister? Wat huet e gebastelt fir déi ze maachen, et géife keng Delikter méi klasséiert ginn an Zukunft?

Liest de Rapport d'activité vun de Justizorganer. Dausende vun Dossieren an och Dausende vun Delikter si meeschtens mat ganz gudde Grënn, dat wëll ech soen, klasséiert gi vum Parquet, wéi déi Jore virdru se och klasséiert gi si vum Parquet. Wat sollen also déi „law and order"-Parolen, déi do lancéiert ginn, déi null Effet no baussen hunn, an déi eigentlech den Androck bei ville Leit verstäerken, et ass jo nëmme geschwat ginn an dass sech näischt um Terrain deet.

Datselwecht gëllt fir de Malaise an der Justiz, deen nach ëmmer tëschent den Zeilen duerchdréngt wann een dee Rapport vun deenen eenzelne Justizorganer liest. Deen ass net ewech, an dee gëtt och net doduerch besser, dass ee jorelaang iwwer en neie Palais de Justice diskutéiert an net capabel ass dee Projet zerguttst ze schnüren. Mir sinn do nach wie vor net fundamental weiderkomm, an dat dréit weider zu deem Malaise bäi, deen an der Justiz ass, déi weider kloen iwwer e Manktum u Moyenen, Manktum och un Informatiséierung. Et ass jo en Hohn dass ee muss liesen, dass en héije Magistrat schreift, e konnt eng gewësse Statistik net erauszéien, well en d'informatescht Material net huet fir dat ze maachen. Dat ass deen SOS, deen zënter Jore vun de Justizorganer hei via Politik lancéiert gëtt a wou et wierklech Zäit ass, dass mer drop reagéieren, net duerch kleng punktuell Moossnamen. Et bréngt näischt eng weider Plooschter op en hëlzent Been ze maachen.

Wat mer hei brauchen, dat ass dass mer enger grousser Gefor entgéint wierken. Et ass de Procureur général deen dat schreift, dass mer hei zu Lëtzebuerg net an eng Zweeklassejustiz erarutschen. An e seet wat en domadder mengt, dat heescht also engersäits kleng Stroftäter, déi systematesch verfollegt a sanktionéiert ginn, an op där anerer Säit grouss Stroftäter, haaptsächlech Wirtschaftskriminneller, déi dovu kommen, datt mer net à même sinn déi Enquêten esou ze féiere wéi et misst sinn, datt mer net à même sinn a raisonnablen Délaien déi Dossieren esou duerchzezéie bis zu enger Veruerteelung, wéi dat misst an engem volle Rechtsstat de Fall sinn.

Mir stoussen hei un d'Grenze vun der Souveränitéit vun engem Land. Wa mir et als Lëtzebuerg net fäerdeg bréngen an deenen nächste Joren do e Revirement erbäi ze féieren, da rutsche mer of, da verfält de Glawe vu ville Bierger un d'Rechtsstaatleckeet, un d'Autoritéit vum Stat, an da si mer ganz schlecht hei gestiwwelt fir d'Zukunft.

Dofir ass et an eisen Ae kloer dass Justiz a Sécherheet mussen zum grousse politesche Chantier vun deenen nächste Jore ginn. Fir mech perséinlech ass et esouguer de politesche Chantier vun deenen nächste Joren. Wann et esou e Groupe de pression géif ginn am Justizberäich, deen et zum Beispill am Ëmweltberäich, am Wirtschaftsberäich gëtt, da wären do scho ganz aner Initiative geholl ginn, mä dat feelt an deem dote Beräich an dofir muss d'Politik déi Lobby duerstellen, si muss schwätze fir déi Justiziabel, déi nëmmen heiansdo eppes mat der Justiz ze dinn hunn, dann awer mierken, wat net esou fonctionnéiert wéi et soll fonctionnéieren. Dofir ass et ganz kloer vun eiser Säit eng absolut Prioritéit fir d'Sécherheet am grossen unzegoen, an dass karikatural se wëllen op Terrorismus, grouss Demonstratiounen a Besetzung vun Tankstellen reduzéieren, wéi de Premier dat a senger Deklaratioun gemaach huet.

Et sinn déi sougenannte Kleng- bis Mëtteldelikter, Vandalismus, Rowdytum, Racketing an de Schoulen, bis hin zum Déifstall an zum Abroch. Et sinn déi Saachen, déi d'Leit beonrouegen, net dass se alleguerten domadder schonn eng Kéier perséinlech getraff gi waren, mä well se einfach spieren, dass do e Problem ass. An ech soe ganz éierlech, gitt emol eng Kéier duerch den Aldringer. Ech muss lech soen, dat ass wierklech net evident. Wou ass dee Pilotprojet drun, dee praktesch fäerdeg ficeléiert war 1999, fir op deem dote Plang, Polizei, Service national de la Jeunesse, d'Stad Lëtzebuerg zesummen, e grousse Projet ze maachen, fir méi Sécherheet punktuell an de Schwéierpunkten hinzekréien? Do huet sech net vill gedoen an deene leschte Joren, grad wéi mer och net virukomm sinn an de Plans locaux de sécurité, wou nëmmen d'Gemeng Diddeleng praktesch duerchgeduecht huet bis zum Enn, mat der Hëllef natierlech vun de staatleche Stellen.

Mä mir hate sengerzäit 1998, dat si fënnef Joer hir, fënnef Pilotgemengen erausgesicht. Wéi wäit sinn déi Projeten da virukomm an deenen anere véier Gemengen? Firwat si mer do net méi schnell virukomm? Firwat huet et ee Joer gedauert bis de Règlement grand-ducal erauskomm ass, deen iwwerhaapt d'Kompositioun vun de kommunale Sécherheetscomitéë festgeluecht huet? Do war net genuch Drock hannendrun, wéi ech och muss soen, dass an där ganzer Fro, wat d'Polizeiaarbecht ugeet, ech just ka feststellen - et ass zumindest schonn dat -, dass d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Police elo duerchgezu gëtt, dass dat korrekt eent zu eent praktesch ëmgesat gëtt, mä dass awer keng nei Iddi dobäi komm ass an deene leschte véier Joer.

D'Noperschschaftpolizei ass am Gesetz mat dran. D'Regionaliséierung ass ee vun de Kärpunkte vun deem Gesetz iwwert d'Police vun 1999. D'Lokalsécherheetspläng si verankert an deem doten Text. Gemeinsam Polizei, transfrontalière mat Däitschland, mat der Belsch a mat Frankräich, ass eng Iddi wou ech schonn zënter Joren dru geschafft hunn. Et ass keng nei Iddi komm an deem Beräich. Dach, eng nei Iddi: D'DP huet se erabruecht, et ass eng al fir si schonn. D'Agents municipaux sollte méi Pouvoir kréien a sollte reglementaresch dann och verankert ginn. Do ass a véier Joer näischt passéiert op deem dote Punkt. D'DP huet 1999 sech gebretzt domat, ech weess et nach hei, si hätt sech op deem Punkt duerchgesat, dat wär eng grouss Errongenschaft wat d'Sécherheet ugeet.. Bis dato ass op deem dote Punkt näischt geschitt, an ech soen lech, et ass gutt dass näischt op deem dote Punkt geschitt ass, mä dat dote schéngt déi Liberal net méi besonnesch ze betreffen.

D'Ausdehnung an d'Verschäerfung vun de Strofbestëmmunge feelt, den Hausfriddensbroch, ech kommen dorop zréck, ass eng genial Iddi. D'Lex Greenpeace, d'Lex Frieden, egal wéi ee se nennt, déi dës Regierung, ouni dass dat am Regierungsprogramm gestanen huet an ouni dass dat eng Partei gefrot hätt an hire Wahlprogrammer, ass dozou iwwergaangen an huet oniwwerluecht an onnéideg e Gesetzesprojet erabruecht, deen den Hausfriddensbroch hei zu Lëtzebuerg ausdehnt a méi staark bestrooft. Hei gëtt net e Gläichgewiicht hiergestallt tëschent Fräiheeten a Recht, mä hei gëtt e Gläichgewiicht, wat zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg bestanen huet tëschent enger Grondrechter a Grondfräiheeten, net gestäerkt, mä gëtt gekickt.

De Schutz vun dem Privatbesëtz ass fir d'CSV an d'DP méi héich anzeschätze wéi d'Recht op Streik, d'Recht op fräi Meenungsäusserung an d'Recht op Demonstratioun.

(Brouhaha général)

Dat ass d'Logik vun deem heiten Text.

(Interruptions)

Kuckt wat fir eng Strofbestëmmungen da virgesi ginn, wann déi aner Fräiheete getraff ginn. Déi ginn net mat jorelaangem Prisong bestrooft wéi dat hei vun der Regierung geplangt ass, mä de Schutz vum Privatbesëtz steet iwwert deene Fräiheeten an dat ass grondfalsch. Dat ass eng Verdréinung vun der Wäerthierarchie, esou gesi mir dat als sozialistesch Partei op jidde Fall. Mir brauchen dat eent, mir brauchen dat anert, mä während Jorzéngten, während Jorhonnerte kënnt ech bal soen, well déi Texter, déi mer hunn, ginn op 1818 zréck, war do kee majeurë Problem. Firwat dohinner goen an esou e fundamentaalt Ongläichnis hierstelle wéi dës Regierung dat plangt mat hirem Projet?

Dëse Regierungsprojet, dat muss ech och soen, gëtt eigentlech fir de Moment just nach esou voll vum Här Frieden a vun der Jeunesse démocratique ënnerstëtzt. D'CSJ, d'Gewerkschaftskreeser, d'Société civile a souguer de Premierminister ënnert enger ganz verklausuléierter Form, wéi hien dat esou gutt ëmmer ze maache versicht, sinn amgaang a Raten Distanz ze huelen zum ursprüngleche Projet.

Abee, ech soen lech, sidd lech konsequent mat der Haltung, déi Der elo zënter Woche féiert. Geheit deen dote Projet de loi an de Papeierkuerf, well do gehéiert en hin. D'Regierung soll dee Projet de loi zréckzéien an da loosse mer an aller Rou driwwer diskutéiere wéi mer an esou engem Noutfall, dat heescht wann eng Occupatioun vu Privatterrain oder eng Occupatioun vu private Gebailechkeete wierklech e Blocage duerstellt, eng Gefor fir d'öffentlech Sécherheet duerstellt, wéi da ka reagéiert ginn.

An ech soen lech, ech bleiwen dobäi, et ginn haut genuch juristesch Instrumenter, prozedural Instrumenter fir säi Recht do anzekloen. Et gëtt dee Referee. Deen huet an der Vergaangenheet gespillt. Wann hie moies schonn ugefrot gi wär, dann hätt hien och voll bei deem leschte Fall spille kënnen, dee jo anscheinend dann déi Drëps war, déi deen heite Projet de loi ausgeléist huet, ech schwätze vun der Besetzung vun den Tankstellen.

Et gëtt e Gemengegesetz - et wonnert mech, dass bis elo nach keen dat bemierkt huet -, et gëtt e Polizeigesetz vun 1999 mat engem Artikel 41, dee ganz kloer seet: Wa Menaces graves a l'ordre public do sinn, da kann d'Polizei d'Uerdnung erëm hierstellen. Da ka se also um Terrain raumen. Dat bestätegt dat, wat de Procureur gesot huet. De Procureur sot: „Mir als Parquet hunn an esou Fäll keng Méiglechkeet anzegräifen."

Et ass evident, de Parquet ass an d'Polizeigesetz net mat impliziéiert. Do kann d'Polizei direkt agräifen, wa wierklech eng Gefor do ass. Wann et zu engem absolute Blocage kënnt, da ginn et haut Méiglechkeete fir anzegräifen. Et muss een natierlech dat maache wëllen, mä wann en neien Text do ass, da muss een och deen an der Praxis ëmsetze wëllen. Wann et um Wëlle feelt, dann hunn d'Texter net vill Wäert. Et besteet natierlech d'Méiglechkeet fir och herno Schuedensersatz ze verlaangen, wann da wierklech e Schued entstanen ass, deen een natierlech da beleeë muss.

Mir sinn der Meenung, dass Schüler, déi eng Schoul besetzen, dass streikend Aarbechter, déi eng Hal a Büroen am Kader vun enger Streikaktioun besetzen, dass militant Ëmweltaktivisten, déi op öffentlech Gebaier kloteren an och emol Accèsen zousetzen, vun der Polizei haut bei Gefor gestéiert an och evakuéiert kënne ginn. Dat ass an eisen Ae geltend Recht.

Op jidde Fall besteet null Noutwendegkeet fir un eise Code pénal ze goen an eng Ausdehnung vum Hausfriddensbroch an eng Verschäerfung vum Hausfriddensbroch ze maachen, wéi dës Regierung dat geplangt huet. Dat Schlëmmst jo an där ganzer Approche ass dat, dass praktesch duerch dëse Regierungstext déi Leit, déi ech opgezielt hunn, zu Stroftäter ginn. Si ginn zu Delinquenten. Si gi kriminaliséiert. Dat ass fir eis inakzeptabel. Duerfir kënne mer net iwwert de Wee vun der Regierung, de Wee vun der Ofännerung vum Code pénal fueren. Wann dann iwwerhaapt Handlungsbedarf ass, da musse mer dat iwwer aner Mëttele maachen. Duerfir muss dee Projet do vun der Regierung zréckgezu ginn. Ech hoffen, dass de gesonde Mënscheverstand an net hei politesch Sturheet d'Iwwerhand behält an deem doten Dossier. Affaire à suivre.

Anstatt also haaptsächlech mat repressiven Texter den Uschäin ze gi vun enger Entschlossenheet, engem Law-and-order-Handelen, brauche mer méi wéi jee hei zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner an där doter Fro vu Sécherheet, e Policy mix. Mir brauchen also de richtegen Dosage tëschent Preventioun a Repressioun, tëschent Ursaachebekämpfung, Afferbegleedung, Ofschrecken, Bestrofen a Reintegréieren no enger Bestrofung.

Als Sozialiste wëlle mer eng Justiz a Strofpolitik, déi op kengem A blann sinn, weder um A vun der Preventioun, nach um A vun der Repressioun. Mir wëllen eng Strofprozessuerdnung, déi d'Affer an de Mëttelpunkt vun de Prozedure stellt. Mir wëllen eng Geriichtsorganisatioun an där d'Mediatioun, den Affer-Täter-Ausgläich, ausgebaut gëtt, systematesch duerchgefouert gëtt an och op Zivil- an Handelsaffären applizéiert gëtt. Eis Fraktiounskolleegin, d'Madame Err, huet eng Proposition de loi zu deem doten Thema abruecht.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg en zentraalt, en nationaalt Sécherheetskonzept, net nëmme fir Grousdemonstratiounen a fir d'Présidence am Joer 2005. Mir brauchen en nationaalt Sécherheetskonzept wat opgebaut ass op der Iddi vun deene lokale Sécherheetspläng a Sécherheetskonzepter, wou mer all d'Acteuren, net nëmmen déi vum Polizeiapparat, mä wou mer d'Staatsanwaltschaft, d'Polizei an d'Acteurs sociaux um Terrain zesummebréngen a wou mer do diskutéieren, eng Table ronde maachen a gemeinsam en Aktiounsplang festleeën, mat engem Zäitplang a mat enger Opzielung vun de Mëttele wéi mer déi Objektiver, déi mer eis gesat hunn, ëmsetzen.

Mä dat gëtt et hei zu Lëtzebuerg net. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg keng Zilsetzung an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit, well een Angscht huet et géif een u sengen eegenen Ziler gemooss ginn. Et gëtt kee kohärent Konzept, eent iwwert dat ganzt Land. Et gi Verwaltungen, déi an hire Beräicher hir Aarbecht maachen. Et gi Gemengen, déi probéiere sech mat deem Problem erëmzeschloen, mä et gëtt keen an et gëtt näischt wat dat zesummebréngt.

Firwat gebraucht dës Regierung net dat formidabelt Instrument, wat se iwwert d'Gesetz vun 1999 kritt huet? Eis Inspection générale de la police, déi eigentlech outilléiert ass fir esou Aarbechten ze maachen, fir dat nationaalt Sécherheetskonzept kënnen opzestellen a mat allen Acteuren zesummen dann ofzestëmmen a gemeinsam ze probéieren dat duerchzesetzen.

Ech kënnt weiderfueren, an der Justiz ass et esou, dass mer och do, ähnlech wéi am Ëmweltberäich, eng ganz Rëtsch vu Projeten hunn, déi d'Regierung 1999 ugekënnegt huet an déi bis dato net do sinn an déi riskéieren aus Zäitmangel oder aus aneren Ursaachen definitiv net méi an dëser Period ze kommen. Wou bleift déi versprache Reform vum Jugendschutz? Wou bleift d'Ausweitung vun de Prozedure vun der Mise en état fir eng méi schnell Prozedur op de Geriichter ze hu bei den Handelsaffären? Wéi steet et mat der ugekënnegter Reform vun Awanderungsgesetz vun 1972? Also och am Justizberäich bleiwen nach vill onerledegt Projete vun dëser Koalitioun ze realiséieren, mä d'Zäit leeft hinne fort.

E lescht Wuert dann a mengen Ausféierungen zu de sougenannten institutionelle Reformen. Als eenzeg Neierung schéngt, dat ass mer kloer, de Médiateur nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod kënnen ëmgesat ze ginn. Dat ass eng Iddi hannert där mir als Sozialiste stinn a wou och d'Madame Err an eisem Numm eng Proposition de loi zu deem Thema erabruecht huet a wou mer an der zoustännegen Kommissioun matgeschafft hu fir de Regierungsprojet ze verbesseren an ewechzekomme vun der Iddi fir de Lien ze maache mat der Petitiounskommissioun. Hei geet et ëm eppes Gesonnertes an der Mediatioun, a mir mengen dass mer elo e gudden Text hätten, esou dass mer iwwert deen och nach virun der Summerpaus ofstëmme kéinten, wann de Conseil d'Etat dat esou wëllt.

De Referendum an d'Volleksinitiativ sinn net nei. Si stinn an der Verfassung a si stinn am Regierungsprogramm vun 1999. Et wier natierlech gutt gewiescht, wann d'Regierung vläicht e bëssen éischter mat deem Text komm wier. Dann hätt si jo emol selwer kënne bei grousse Froe vun nationalem Intérêt préifen, ob se dann d'Vollek direkt zu esou Theme befreet. Et ass natierlech méi einfach dat ganz zum Schluss ze maachen, dann ass ee selwer ni konfrontéiert mat der Application vun den eegenen Texter.

Et stellt sech do d'Fro, ob een net zum Beispill déi nei europäesch Verfassung sollt vun hirer Wichtegkeet hier dem Bierger virleeën an och hei zu Lëtzebuerg eng Ofstëmmung doriwwer maache sollt. Dat géif eng ganz aner Legitimitéit ginn. Och dat ass, mengen ech, haut an eisem Rechtsrahme méiglech.

Wat mech e bësse beonrouegt bei deem Projet de loi - mir haten natierlech net d'Zäit fir dat genau duerchzegoen, well e jo eréischt virun zwee Deeg deponéiert ginn ass -, dat ass dass mer et esou schéngt wéi wann an eenzelne

Passagen de Wee vum Referendum eigentlech méi restriktiv gehandhabt gëtt wéi dat haut méiglech wär ouni Text. Bis elo war et zum Beispill ëmmer méiglech, dass d'Chamber mat einfacher Majoritéit décidéiert e Referendum iwwer eng bestëmmte Fro ze maachen. An Zukunft muss een eng Zweedrëttelmajoritéit fir dat hunn. Dat ass also net eng Ausdehnung vum Referendum, mä et ass eng Aschränkung vum Referendum par rapport zu haut.

Et muss een och genau préifen, ob dee Filter iwwert d'Propositions de loi net e Filter ass, deen ze wäit geet, well dee fënnt een och an anere Länner net erëm, an ob een do net awer och kënnt iwwer aner Froen, déi net onbedéngt d'Form vun enger Proposition de loi anhuelen, iwwer Volleksinitiativ oder Referendum befannen. Do ass nach vill Sputt, mengen ech, fir Diskussioun a mir wäerten eis mat vill Freed un där Diskussioun do bedeelegen, well dat do och e Punkt ass, dee mir an eisem Wahlprogramm stoen haten.

Mä och do, mengen ech, kënnt een net ëmhin, ähnlech wéi ech dat gemaach hunn am Beräich Ëmwelt, am Beräich Sécherheet, Justiz an elo am Beräich vum Statsministère, ze soe wou dann aner Reforme sinn. Et huet een den Androck elo wierklech kritt wéi wann d'Tiräng total eidel wieren an der Regierung, an ech froe mech wat mat deenen anere Punkte geschitt, déi 1999 mat groussem Hallo ugekënnegt gi sinn a wou een nach weider net gesäit wéi et esou richteg viruge soll. Wéi ass et mat där grousser globaler Verfassungsreform, déi, ech erënneren drun, iwwer Referendum de Leit virgeluecht gi sollt?

Mir komme ganz lues viru mat allen Efforten, déi mer maachen. Eng wierklech grouss a komplett Reform gëtt et sécherlech och an dëser Legislaturperiod net. Och deen dote Punkt wäert vun dëser Koalitioun net realiséiert ginn.

Wou ass dat famoust Ministeschgesetz, wou besonnesch de Premier net midd ginn ass zënter laange Joren dovunner ze schwätzen, wou awer nach ëmmer näischt um Pabeier ass a wou och näischt wäert komme bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod?

Wéi steet et mat dem Ausféierungsgesetz iwwert d'reglementaresch Befugnisser vun dëser Regierung, vum Grand-Duc, dat mer onbedingt brauchen, wa mer Rechtssécherheet an eisen Normen hei zu Lëtzebuerg wëlle kréien? Och do läit nach keen Text vir.

Wéi steet et mat där Iddi vum Regierungsprogramm vun '99 fir d'Conformitéit vun internationalen Traitéë mat der Verfassung duerch d'Verfassungsgeriicht préifen ze loossen, wéi d'DP dat anscheinend duerchgesat hat an der Regierung? Och do geet et ähnlech wéi mat den Agents municipaux, keng Spur. Déi Iddi ass definitiv begruewe ginn.

An dësem Beräich gesäit ee wéi an anere Beräicher, ech misst soe wéi an alle Beräicher, dass d'Regierung nëmmen hallef Aarbecht gemaach huet, dass se awer scho 4/5 vun hirer Zäit ofgesat huet. Mol hir eege Verspriechen huet se nëmmen deelweis gehalen. Wann dat de Reformwëlle vun dëser Koalitioun soll beleeën, dann ass se dee Beweis do schëlleg bliwwen. Dee Beweis do bleift se dem Land definitiv schëlleg, och am nächste Joer.

Merci.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächsten Orateur ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a senger Analys iwwert den Zoustand vun eisem Land huet de Statsminister e groussen Akzent op déi wirtschaftlech Situatioun geluecht. Falsch wier et mat Sécherheet an enger Period vu manner Wuesstum elo ze panikéieren, falsch wär et natierlech och fir dee momentane wirtschaftleche Réckgang ze ignoréieren. D'Fro ass natierlech, ob mer an enger strukturreller oder enger konjunktureller Schwächt eis befannen. Mä esouguer bei den Ekonomiste ginn d'Meenungen auserneen an d'Wourecht wäert wéi ëmmer an der Mëtt leien.

An enger oppener Ekonomie ass et awer souwisou noutwenneg, dass ee permanent en oppent A fir d'Zukunft huet. Duerfir ass et wichteg, an dat ass och schonn hei an deene leschten Deeg ugeklongen, dass mer eis Ekonomie esouwäit wéi méiglech diversifizéieren. Wann ee jo engem fréiere sozialistesche Spëtzekandidat fir d'Gemengewahlen a fir d'Chamberwahle gleewe kann, dann ass et jo esou, wéi wann deen heitege Wirtschaftsminister op deem Gebitt net vill realiséiert hätt. Dat sinn awer ouni Zweifel Onwourechten. Ech wëll net méi op déi Chifferen agoen, déi schonn hei analyséiert goufe vu verschiddene Säiten, mä ech sinn awer iwwerzeegt, dass se genau esou richteg si wéi déi, déi fréier opgestallt goufen.

Ech wëll awer trotzdeem emol aus Kreeser zitéiere vu Leit, déi wierklech d'Ekonomiepolitik aus dem Effeff kennen, an zwar hei en Auszuch aus dem Echo de l'Industrie, der FEDIL hirem Magazin, vun Oktober 2002: «Les efforts du Ministère de l'Economie pour le développement et la diversification de notre site industriel ont été poursuivis sans relâche durant les années écoulées. A une politique qui vise à attirer des nouvelles entreprises au Grand-Duché s'est ajoutée une action forte qui vise à promouvoir le développement endogène au Luxembourg.» Méi däitlech geet et jo awer net.

A grad als Süddeputéierte kann ee jo awer och am beschten novollzéie wéi versicht gëtt strukturell Ännerungen an d'Wee ze leeden, déi net nëmme fir dës Regioun, mä doriwwer eraus fir d'ganzt Land ouni Zweifel wäerte vu ganz groussem Notze sinn. Et ass op dëser Plaz och schonn e puermol ugeklongen, wann et jo eng Regioun vum Land gëtt, déi an enger grousser Mutatioun ass, dann ass dat ouni Zweifel de Süde vum Land.

Duerfir mengen ech och, dass ee kann am Kader vun enger Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun méi e schaarfe Bléck op déi Regioun werfen. D'Fro muss natierlech gestallt ginn, wou steet de Süden? Wou steiert en hin? Wat fir eng Méiglechkeeten huet en?

Natierlech denkt een un éischter Linn un dee risege Chantier, dee besonnesch dës Regierung weider gedriwwen huet, an zwar dee vun de Friches industrielles, deen ouni Zweifel nei Impulser erfueren huet an deene leschte Joren.

Mir hunn e Gesetz iwwert den Etablissement public vu Belval-West gestëmmt. Net méi spéit wéi virgëschter ass jo och nach e Projet de loi hei déposéiert ginn, deen d'Acquisitioun vun Immeublen an Terrainen duerch de Stat virgesäit, an dat an der Héicht bis zu 85 Milliounen Euro. A terme soll jo de Stat en Drëttel vun der ganzer Capacitéit vun de Frichen op Belval-West kréien. Déi strukturell Defiziter vum Süden, an deelweis deementspriechend och vum Land, kënnen also hei zu engem gudden Deel opgefaange ginn.

Am Raum Esch-Belval sinn ouni Zweifel an deene leschte Joren déi richteg Jalonë gesat ginn. D'Tatsaach, dass jo och privat Investisseuren elo sech ugemellt hu fir do nei Siten ze implantéieren, fir sech do wirtschaftlech nidderzeloossen, ass jo och de beschte Beweis, dass de neit Vertrauen am Süden amgaangen ass ze entstoen.

De Statsminister huet a senger Ried gesot: Nei Industrieusiedelunge mussen ëmweltschounend sinn, manner Land verbrauchen a manner personalintensiv sinn. Dat ass eng Ausso, déi mer als Demokratesch Partei nëmme kënnen ënnerstëtzen. Dat sinn Aussoen, déi u sech e Kärstéck vun enger moderner Industriepolitik duerstellen. D'Frichë bidden ouni Zweifel den ideale Kader fir esou e Konzept ëmzesetzen. A well d'Industrie Plaz brauch, ass jo och décidéiert ginn, dass d'Regierung den Éilerenger Crassier opkeeft, fir do nei Industriezonen auszeweisen.

Wa mer natierlech vun den Erschléissunge vun de Friches industrielles fir wirtschaftlech Aktivitéite schwätzen, da musse mer selbstverständlech awer och e Wuert iwwert d'Transportinfrastrukture verléieren. Engersäits ass et wichteg, dass déi Betriber, déi sech do nidderloossen, dee beschtméiglechsten Accès kréien. Op där anerer Säit muss een awer och drop hiweisen, dass hei bis zu 20.000 Leit wäerten eng nei Aarbecht fannen, an dass och déi e Recht hunn op gutt Zuch- a Busverbindungen. Dowéinst ass et wichteg, dass d'Ubannung vun de Frichen un den öffentlechen Transport viru gedriwwe gëtt.

Esou wëll ech op eng aner Initiativ och nach hei hiweisen, déi de Wirtschaftsminister Henri Grethen kierzlech geholl huet, dat ass d'Créatioun vu Pépinières d'entreprises op Belval-West, wou jo sollen an engem Zäitraum bis d'Joer 2012 ronn 30 Entreprisen implantéiert ginn. Och wann de Moment vläicht net vill vun deenen anere Siten am Süde geschwat gëtt, esou däerf een awer net vergiessen, dass déi och e gewëssenen Interessen duerstellen. Ech denken zum Beispill un d'Areal, dat Esch mat Audun-le-Tiche a Russange verbënnt, den Déifferdenger oder de Monnerecher Tipp, oder un der belscher Grenz um Fouss vum Tëtelbierg de Site Rodange. Dës Sitë sollen och net vergiess ginn.

Et ass ee sech natierlech bewosst, dass an deenen nächste Joren immens Zomme mussen investéiert gi fir déi eenzel Siten hei ze erschléissen. Et geet jo Rieds vun 1,5 Milliarden Euro, déi an deenen nächste 15 bis 20 Joer hei mussen investéiert ginn. Dat ass natierlech ouni Zweifel en enorme Montant, mä wa mir awer wëllen eng geséchert Zukunft fir de Bassin minier hunn, an dat wëlle mir als Demokratesch Partei, dann ass et noutwenneg dass een zu dësem Zäitpunkt déi Investissementer virhëlt. Natierlech stellt sech dann d'Fro, wann déi ordinär Moyenen net méi duergi fir hei ze investéieren, ob een net muss Recours gegebenenfalls op Empprunten huelen. De Statsminister huet dat jo och net ausgeschloss. Ech mengen, et soll een dat Thema ouni Zweifel undiskutéieren. Wann nämlech hei Investissementer iwwer eng Generatioun eraus gemaach ginn, dann ass et mat Sécherheet och berechtegt, dass een erëm Recours op Empruntë mécht. Ech wëll och hei nach eng Kéier ënnerstraichen, dass de Lëtzebuerger Stat ab dem Joer 2007 keng Schold méi huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Süddeputéierten ass een natierlech och ganz zefridden iwwert déi nei Projeten, déi elo décidéiert gi sinn, wat d'Schinneninfrastrukturen ubelaangt. Mir hunn dat jo hei de leschte 14. Mee gemaach.

Ech wëll nach eng Kéier un déi ambitiéis Projeten erënneren, Här Di Bartolomeo, an déi wäerten lech jo mat Sécherheet awer och zefridde stellen, ënner anerem ass dat och am Intérêt vun Ärer Stad mat der Verlängerung bis op Volmerange, mat dem Bau vun engem Parking, dass d'Frontaliere kënnen do den Zuch dann huelen a gemittlech op hir Aarbecht fueren.

Och déi Mériter soll een hei nach eng Kéier ënnersträichen, an net ëmmer esou pauschal soen, wéi wann um Niveau vum öffentlechen Transport näischt géing geschéien. Wann Är Wirtschafts- an Transportministeren nëmmen hallef esouvill gemaach hätte wéi deen heitegen Transportminister, da bräicht deen net esouvill Nohuelbedarf opzeschaffen.

(Interruptions)

Neen. Déi legislativ Aarbecht ass ëmmer eng ganz wichteg Aarbecht. Dat ass den éischte Schratt, dee muss realiséiert ginn, an dat hätt Dir scho laang kéinte virdru maachen, mä Dir hutt et net gemaach, an den Henri Grethen huet awer elo mol alles nogeholl. An dat ass och gutt esou.

(Hilarité)

Une voix.- Dir laacht souguer selwer driwwer.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Neen, ech laache guer net driwwer, well et ass ganz eescht an et kann een et nëmme begréissen, dass elo mol endlech um infrastrukturelle Plang eppes Seriöses geschitt. Well nieft deem Projet, deen ech elo gesot hunn, d'Verlängerung vun Diddeleng op Volmerange, däerf een och net vergiessen, dass eng Verdueblung vun der Linn vu Péiteng an d'Stad kënnt an et kënnt och eng drëtt Streck, kann ee soen, Zoufftgen-Lëtzebuerg, wat jo mat Sécherheet och wäert derzou bäidroen, dass net nëmmen de Wuerentransport ka verstäerkt iwwert d'Schinn lafen, mä dass och kënne méi Leit vum Zuch profitéieren.

Da muss een och feststellen, dass um Niveau vun de Schoulinfrastrukture scho munches fir de Süde geschitt ass. Ech erënneren drun, dass hei d'Décisioun geholl ginn ass fir en neie Lycée technique Mathias Adam zu Péiteng ze bauen, wou iwwregens menge leschten Informatiounen no déi administrativ Aarbechten elo esou lues ofgeschloss sinn, esou dass och do mam Bau kann ugefaange ginn.

Da muss een och nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer hei décidéiert hu fir en zweet Gebai fir den technesche Sekundarunterrecht zu Esch ze realiséieren.

Natierlech kann een awer och net verheemlechen, datt et eng Rei vu Suerge selbstverständlech och nach um Niveau vun dem Süden an eisem Land gëtt. Ech denken hei un éischter Linn un de Strooseverkéier, a wann ee Stroosseverkéier seet, dann huet een och direkt de Reflex fir un eisen Autobunnsréseau ze denken, virun allem natierlech un d'A3, déi sougenannten Diddelenger Autobunn, obwuel een och do soll relativéieren, an ech kann dat roueg hei aus Erfahrung soen, een deen d'Autobunn praktesch all Dag notzt, zu alle Stonnen, och zu de Spëtzestonnen, kann awer mat rouegem Gewëssen hei soen, datt een déi Situatioun net soll dramatiséieren. Selbstverständlech gëtt et eenzel Kniet, mä gesamt gesi soll een awer net ze vill a Panik verfalen.

Op där anerer Säit bréngt dat awer eng Rei vu Problemer mat sech, well de Verkéier huet ouni Zweifel rapid zougeholl. Ech wëll nëmmen zwee Chifferen hei ënnerbreeden. 1996 goufen zum Beispill 2.910.859 Camionen an déi zwou Richtunge gezielt, an net méi spéit wéi am Joer 2000, also nëmme véier Joer duerno, ass dëse Chiffer schonn ëm 36% an d'Luucht gaangen. Dat heescht, deemools goufen 3.970.221 Camione gezielt. Do gesäit een also dat rasant Uwuessen, net nëmme vum Camionsverkéier, mä dat virun allem. Pointë ginn et virun allem a Richtung Frankräich, méindes an dënschdes, an a Richtung Belsch mëttwochs an donneschdes. Dee Problem do mécht sech natierlech virun allem op der Aire de Berchem bemierkbar, wat oft zu ganz geféierleche Situatioune féiert. An ech muss och hei leider nach eng Kéier un dee schwéieren Accident erënneren, deen d'lescht Joer den 3. Juli geschitt war, wou net manner wéi dräi Leit matenee leie bliwwe sinn. Mä dat huet virun allem seng Erklärung, eben och well eng Rei vu Camionschauffere sech net genéiere fir praktesch op der Autobunn ze stationéieren, fir ze waarde wéini dass se dann op déi Aire bäikommen. Dat bréngt natierlech mat sech, datt eng immens geféierlech Situatioun do entstanen ass, an dofir ass et ëmsou méi luewenswäert, dass de Moment amgaangen ass eng Rei vun Adaptatiounsaarbechte virzehuelen, fir dass déi geféierlech Situatioun do soll entlaascht ginn.

Op där anerer Säit bréngt natierlech dee ganze Verkéier, besonnesch fir déi uliegend Uertschaften, eng Rei vu Problemer mat sech, un éischter Linn natierlech de Kaméidi. Ech denken hei un Uertschafte wéi Beetebuerg, wéi Peppeng, wéi Léiveng, wou zwar an der Zäit eenzel Lärmschutzfelder installéiert goufen, mä déi awer net effikass genuch sinn, an ech géing och hei vun der Geleeënheet profitéiere vläicht zousätzlech Efforten ze maachen, datt där Kaméidisquell do awer kann Anhalt gebuede ginn duerch d'Konstruktioun vun neie Lärmschutzfelder.

Awer och d'Escher Autobunn huet hir Problemer, bedéngt eben un éischter Linn duerch de Beruffsverkéier. Et ass also evident, datt der Verbindung tëschent Esch an der Stad och an Zukunft muss eng grouss Opmierksamkeet geschenkt ginn. Et kann een dofir d'Regierung nëmmen encouragéieren dee geplangtene Projet vun enger neier Schinneninfrastruktur tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg weider ze dreiwen. Et ass jo geplangt deementspriechend am Laf vun dësem Joer e Gesetzesprojet hei ze déposéieren, eng Moossnam déi mir, wéi gesot, nëmme kënne begréissen.

Et kann een also ënnert dem Stréch feststellen, datt enorm vill, virun allem um Niveau vum Süden, an den öffentlechen Transport investéiert gëtt, a wann eis finanziell Situatioun an Zukunft et net sollt erlabe sämtlech Projeten ze realiséieren, muss een natierlech gewësse Prioritéite setzen. Ech mengen awer déi Schinneverbindung tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg misst ënnert déi Prioritéite falen.

Wa mer vun der Liewensqualitéit am Süde schwätzen, da muss ee selbstverständlech awer och ee Wuert iwwert dat kulturellt Liewe verléieren. Do ass de Bau vun der Rockhal jo definitiv décidéiert ginn, wat ouni Zweifel am Intérêt vun deene Jonken ass, mä, Här Zanussi, dës Kéier ass emol en anstännegen an e richtegen an e gudde Projet décidéiert ginn. Och do hu mer missen als nei Majoritéit nobesseren, well Dir eben esou en halleffäerdege Projet op den Dësch geluecht hat, mä déi Jonk wëssen dat hei ze schätzen, dass se elo emol eng anstänneg Infrastruktur op deem Niveau kréien.

Da soll jo och e Centre national de la culture industrielle op de Frichen aménagéiert ginn. Ech wëll hei drun erënneren, dass d'Schmelz vu Belval an de Joren 1909 bis 1912 realiséiert ginn ass. Deemools ware sechs Héichuewe gebaut ginn, déi awer an de 70er an an de 60er Joren ofgerappt goufen, fir dann deenen dräi Héichuewen, dem A, dem B an dem C, Plaz ze maachen. Mir wësse wat mam C geschitt ass. Deen ass jo an den Osten, villméi a China verkaaft ginn. Den A an de B stinn nach do, an déi sollen och erhale bleiwen. Ech wëll hei drun erënneren, datt d'Chamber jo an zwou Motioune sech eestëmmeg dofir ausgesprach hat. Dat war de 17. Dezem-

ber 1996, an de 16. Juli 1998. An deem ganze Komplex soll dann och deen neie Centre entstoen. Domadder géing ouni Zweifel de Süden ëm eng méi räich kulturell Plaz zousätzlech interessant gemaach ginn. Mä ech mengen, mir sinn der Stolindustrie dat schëlleg, well et ass jo awer keng wirtschaftlech Aktivitéit déi de Minett esou gepräegt huet wéi ebe grad d'Stolindustrie.

Wann ee scho vu Kultur am Süde schwätzt, dann däerf een awer och net déi ganz interessant Initiative vergiessen, déi am Kader vum LEADER-Plus-Programm am Äischdall oflafen. Ech wëll och hei op eng Aktivitéit vun der A.s.b.l. Minettsdapp hiweisen, déi elo eng Anthologie erausgëtt iwwert d'Geschicht vun der Äerzgewannung am Süden. Dat sinn interessant Initiativen, déi sollen eis Ënnerstëtzung fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee klengen Tour d'horizon duerch de Süde vun eisem Land beweist ouni Zweifel, datt dës Regioun nach vill Potenzialer huet, an dat hunn och déi zwielef Gemengen erkannt, déi sech jo elo an engem Syndikat zesumme gedoen hunn, de Pro-Sud. En passant wëll ech dem neie President félicitéieren, an ech encouragéieren en dat Wierk, wat elo ugefaange ginn ass a wat jo och vun de Gemenge wohlwollend ënnerstëtzt gëtt, gutt an d'Realitéit ëmzesetzen. Ech mengen, hei bitt sech de Gemenge virun allem eng interessant Chance fir zesummen déi Regioun an der Zukunft nach besser ze valoriséieren.

Ech kommen awer net derlaanscht ofschléissend nach op ee Punkt hinzeweisen, dee mir perséinlech elo vläicht net esou gefält, wann een de Süde méi genee analyséiert, an do geet et virun allem ëm d'Qualitéit vun eise Baachen a Flëss, déi sech leider an engem mëttelméissege bis zum Deel schlechten Zoustand befannen. Ech denken un d'Uelzecht, ech denken un d'Diddelenger Baach, ech denken un d'Mess an et kënnt een der nach e puer opzielen, d'Kar ass dat op Lëtzebuergesch. Ech wär also frou, wann hei nach géifen zousätzlech Efforte gemaach ginn duerch de Bau, respektiv d'Moderniséierung vun de bestehende Kläranlagen. Mir hunn zwar zu Schëffleng e groussen Effort gemaach, a wann déi bis definitiv a Betrib ass, misst d'Situatioun sech verbesseren. Ech wëll op där anerer Säit awer drop hiweisen, dass eng Kläranlag wéi déi Beeteburger zum Beispill hoffnungslos iwwerlaascht ass. Virun allem awer och duerch déi zwou Benzinsstatiounen, well dat soll nëmmen niewebäi hei gesot ginn, datt net manner wéi 27.000 Leit den Dag déi Infrastrukturen do benotzen, an dat huet natierlech e gewëssenen Impakt op déi bestehend Kläranlag. Ech weess zwar, dass do schonn amgaange sinn eng Rei Efforte gemaach ze ginn, mä et ass wichteg dass mer do verstäerkten Investissementer maachen, fir eben och dee Problem an de Grëff ze kréien.

Onofhängeg wéi gesot vun deem leschtgenannten klenge Schéinheetsfeeler kann ech allerdéngs d'Regierung nëmmen encouragéieren déi Politik weider ze développéieren, déi se de Moment an d'Wee geleucht huet fir de Süden. Da sinn ech och iwwerzeegt, dass dës Regioun vum Land eng gesécher Zukunft huet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung, d'Patronat an d'Gewerkschaften OGB-L an LCGB weise sech zefridden iwwert d'Ausso vum Här Statsminister zur Lag vun der Natioun. Do kann een nëmme soen, et pour cause, schliesslech hunn déi Dräi jo awer à la manière des trois mousquetaires, un pour tous, tous pour un, dat meescht zesummen at der Tripartite gemauschelt wat de Steierzueler muss bezuelen.

Här President, am Kader vun dëser Diskussioun erlaben ech mer op e puer Punkte méi speziell anzegoen, déi vläicht hei am groussen Débat iwwert d'Wirtschaftsperspektiven a géigesäitege Virwërf net esou zum Virschäi komm sinn, awer dozou gehéiere wann et ëm d'Gesamtbild vun eiser Natioun geet.

Déi Punkten, déi ech uschneide wëll, sinn d'Asyl- an d'Awanderungspolitik, Sécherheet, Drogepolitik, Lounpolitik, awer och d'sozial Ofsécherung. Ufänke wëll ech mat der Asylpolitik, wou hei net allze vill Wierder verluer gaange sinn, déi awer hir Wichtegkeet huet, wa mer iwwert d'Lag vun eisem Land an d'Zukunft schwätzen. Et ass bedauerlech, datt d'Asylpolitik meeschtens nëmmen dann an d'Gespréich kënnt, wa mat spektakulären Aktioune versicht gëtt eng Ausweisung vun engem Asylant ze verhënneren, wat awer net wëllt heeschen datt an den zoustännege Gremien net seriö un enger verbesserter a besonnesch un enger mënschlecher Asylpolitik geschafft gëtt. Mä egal wéi een d'Asylpolitik och hei am Land wëllt verbesseren a méi mënschlech wëllt gestalten, bleift awer bei all Ausweisung e batteren Nogeschmaach. Et mécht bestëmmt kengem Spaass eng Ausweisung ze ordonnéieren, mä déi national an international Konventiounen iwwert d'Asylpolitik mussen awer applizéiert ginn.

Et ass leider nun emol esou, dass mer net jiddferee kënnen hei am Land halen, och wa mer dat géife wëllen. Mir hunn eng Regulariséierungsprozedur agefouert mat där mer all deene Persounen, déi länger hei am Land ouni déi néideg Pabeiere gewunnt a geschafft hunn, d'Méiglechkeet vun enger Regulariséierung vun hirer Situatioun opgemaach hunn. Vun 2.894 Demandeuren hunn der 1.839 eng provisoresch Openthaltsgenehmegung kritt, 297 sinn der en attente a 650 sinn der refuséiert ginn, well se d'Bedingungen net erfëllt hunn.

Et ass hei beschloss ginn, dass et nëmmen eng eemoleg Regulariséierungsprozedur géif ginn an dozou steet den ADR och. Et ass dofir onverantwortlech, dass elo scho vu verschidde Säiten eng zweet Prozedur verlaangt gëtt, an dass deene betraffene Leit domadder falsch Hoffnunge gemaach ginn. Et ass awer esou, dass weider ëmmer nach Persounen hei an d'Land erakommen. 2001 hate mer 3.311 Demandeuren d'asile an 2002 2.649, laut dem Statec. Dat sinn der vill méi wéi der eräm zréck an hir Heemecht ginn, ob fräiwëlleg oder net.

Wann déi 6.000 Demandeurs d'asile awer entspriechend Demandë gemaach hunn, da behale mer se eng Zäit laang hei am Land bis d'Prozeduren ofgeschloss sinn. Dat féiert da meeschtens dozou, dass si Bindungen hei kréien, sief et andeem hir Kanner hei an d'Schoul ginn oder Fréndschafte fannen. Wann hir Openthaltsdemande awer ofgewise gëtt entsteet natierlech e mënschlecht Drama, wa se net wëlle fräiwëlleg an hiert Heemechtsland zréckgoen a mussen ausgewise ginn. Datt et zu mënschlechen Drame kënnt ass net dem Justizminister oder den Uerdnungskräften hir Absicht oder hir Schold. Persounen, déi Asyl beantragen, gi ganz genau iwwert d'Prozeduren opgekläert an hu meeschtens en Affekot deen hinne genau soe misst, wat se ze erwaarden hunn.

Zum Deel sinn och déi Organisatioune mat schold, déi mat hiren oft extremen Optrëtter an hire falsche Verspriechen deene Leit méi Schued maache wéi se hinnen hëllefen. Anstatt e seriöe Konsens mam zoustännege Minister ze siche wéi een déi gesetzlech a konventionell Dispositiounen iwwert d'Asylpolitik kënnt an aller Serenitéit iwwert d'Bühn bréngen, maachen all extrem Aktiounen de Gruef, fir e seriöe Konsens an der Asylpolitik ze fannen, méi grouss. Ech ginn de Verdacht och net lass wéi wann do e bëssen am Interesse vun enger gewësser Politik gehandelt gëtt. Op där anerer Säit ginn ech awer och d'Gefill net lass, dass déi Hardlinerpolitik sécherlech och wahltaktesch Hannergedanken huet.

Här President, d'Asylpolitik muss an aller Serenitéit an ouni Tabu iwwerduecht ginn, well all Mënsch deen hei an d'Land kënnt, mat der Hoffnung fir hei ze bleiwen ouni awer déi virgeschriwwe Bedingungen ze erfëllen, eng Tragedie erlieft, wann dës Dreem platzen. Dofir ass et wichteg, dass all Demandë vu Säite vum Stat esou schnell wéi méiglech evakuéiert ginn. Et muss och endlech versicht ginn den Zougang an eist Land ze reguléieren. Am Accord vun Dublin iwwert d'Asylpolitik steet, dass dat Land, wou den Asylbewerber fir d'éischt an d'EU agetratt ass, och zoustänneg ass fir seng Demande.

Zu Lëtzebuerg kënne mer nëmmen zoustänneg si fir déi Asylbewerber, déi iwwer eise Flughafen an d'Land kommen, well dat ass déi eenzeg Aussegrenz déi mer nach hunn. All déi aner missten also nom Accord vun Dublin direkt an dat Land zréckgeschéckt ginn, wou se fir d'éischt Fouss um europäesche Buedem gefaasst hunn. Wa mer et géife fäerdeg bréngen d'Dispositioune vum Accord vun Dublin ze applizéieren, da géife mer hei am Land ganz sécher net méi mat villen Asyldemandë befaasst ginn. Och Europa muss sech eng gemeinsam Asylpolitik gi fir endlech iwwerall kloer a mënschlech Verhältnisser ze schafen.

Här President, et ass awer net nëmmen d'Asylpolitik oder d'Awanderungspolitik, déi mech beonrouegt, mä och e bëssen d'Erweiderung vun Europa, well ech der Meenung sinn, dass mer eis no 2002 méi Gedanken iwwert den Outsourcing vu Produktiouns- a Betribsunitéiten an déi nei EU-Länner maache musse wéi iwwert d'Awanderung. D'Berliner Mauer ass sécherlech net wéinst de Mënsche gefall, mä wéinst der Ekonomie.

D'Ekonomie drängt awer ëmmer dohinner, wou se am bëllegste produzéiere kann an dee gréisste Benefiss maache kann. An dat ass nun emol do, wou d'Sozialnetz am schwaachsten ass a wou nach fir Hongerléin geschafft gëtt. Dofir ass meng Begeeschterung fir d'EU-Erweiderung net esou grouss, well ech der Meenung sinn, dass obwuel déi Bäitrëttslänner vläicht déi ekonomesch Bedingungen erfëlle fir de Bäitrëtt an Europa hir sozial Ofsécherung awer sécherlech nach wäit hannendrun hippt, wat eng zweeschneideg Konsequenz hu kann: engersäits d'Auswanderung vun hirem Salariat an déi gutt gestallten EU-Länner an anersäits den Outsourcing vun de Produktiouns- a Betribsunitéiten no deenen neien EU-Länner, well do d'Produktioun wéinst Manktum u Sozialstatus méi bëlleg gëtt. Do muss vun der Politik reguléiert ginn, well soss riskéiert dat Europa vun de 15 mat deene Probleemer konfrontéiert ze ginn, déi déi nei Bäitrëttslänner säit Jorzéngte kennen.

E weidere Punkt, Här President, deen ech uschneide wëll, ass d'Sécherheet hei am Land. Problemer, déi sech hei am Land stellen am Zesummenhang mat der Sécherheet, si villfälteger Natur. Mir ginn och an der leschter Zäit méi oft konfrontéiert mat Sécherheetsproblemer, déi importéiert ginn duerch international Evénementer, wourobber mer esou gutt wéi keen Afloss hunn.

Den Här Statsminister huet sech a senger Deklaratioun mam Phenomeen vum Terrorismus beschäftegt an och eng Reorganisatioun vum Geheimdéngscht ugekënnegt. Och den Här Bausch huet sech mat der Kriminalitéit an dem Terrorismus beschäftegt, awer e bëssen nom Motto „l'enfer, c'est les autres". Och wann een den Nährbuedem vun der Kriminalitéit an dem Terrorismus zum Deel kann am sozialen Noutstand sichen, esou däerf een awer domadder déi kriminell Acteuren net déculpabiliséieren.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dat huet den Här Bausch jo och net gemaach.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech hat den Androck awer wéi wann den Här Bausch iergendwéi a Richtung vun enger gewësse Politik wéilt d'Scholdzouweisung an eng aner Richtung dränge wéi dohin, wou se wierklech higehéiert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, wann ech glift!

M. le Président.- Här Jaerling, sidd Der d'accord, dass den Här Huss eppes dozou seet?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ma selbstverständlech, ech léieren ëmmer gäre bäi.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech mengen, Här Jaerling, Dir hutt den Här Bausch géschter, esou wéi Dir dat elo hei sot, falsch verstanen. Den Här Jaerling huet hei just d'Regierung kritiséiert…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Den Här Bausch, well ech géing mir dat ni erlaben.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Pardon, den Här Bausch. Den Här Bausch huet hei d'Regierungspolitik just kritiséiert andeem hie gesot huet, datt dat, wat hei als Sécherheetspolitik presentéiert ginn ass, eesäiteg wier. Dat heescht, dass et nëmme konzentréiert wier op d'Sécherheetskräften an op d'Repressioun, wou mir net dergéint sinn, den Här Bausch huet dat och gesot, mä wou hie gesot huet, dass dee preventive Moment ganz do dobäi feelt.

Dat huet hie kritiséiert an hien huet bei der Preventioun ënner anerem higewisen op méiglech sozial Ursaachen, déi net déi eenzeg sinn. Hien huet déi zwou betount an hien huet den Equiliber versicht duerzestellen, wou hien d'Regierungsparteie kritiséiert huet, dass si nëmmen deen ee Volet géife gesinn. Mir mengen, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, muss een och d'Ursaache bekämpfen, an déi leien deelweis a sozialen, a kulturellen an och a soziologeschen Entwécklungen. Et muss een déi zwee gläichgewiichteg gesinn.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech hat awer éischter den Androck wéi wann den Här Bausch den Akzent méi an eng aner Richtung higedrängt hätt wéi an déi, déi Dir elo gesot hutt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dann hat Dir e falschen Androck.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Bon, den Här Bausch huet och laang geschwat.

M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Déi nei Aarte vu Geforen, déi op eist Land zoukommen, sinn op jidde Fall méi stramm organiséiert wéi dat wat mer bis elo kannt hunn a si sinn net nëmmen dofir och vill méi geféierlech. Si sinn ëmsou méi geféierlech, well se eng fanatesch a mënscheveruechtend Astellung hunn, déi hinnen duerch eng fundamentalistesch, integristesch an ideologesch Gehirwäsch vu klengem un agetrotert ginn ass. Dat ass eng grouss, net ze veruechtend Gefor op déi mer eis, ob mer wëllen oder net, musse virbereeden, mä wou mer awer do derniewent net déi direkt a permanent Sécherheetsproblemer dierfen aus den Ae verléieren.

Wa mer hei am Land, grad wéi an allen anere Länner, eng hauseege Kriminalitéit an Delinquenz haten an och nach hunn, esou ass et awer säit 1989 kloer ze vermierken, dass mer ëmmer méi importéiert an domadder ëmmer méi brutal Kriminalitéit an eist Land kréien. Dass an eisem Prisong ëm déi 60% Auslänner sëtze beleet dat, wat ech elo grad gesot hunn. Och um Parquet gi gréisstendeels auslännesch Delinquente virgelueden, wat schonn Ursaach genuch ass doriwwer eeschthaft nozedenken an ze versichen do entgéint ze wierken.

Zumools wa mer ëmmer méi ferme konfrontéiert ginn - och wann dat anscheinend hei en Thema ass, wat kee kloer uschneide wëllt - mat russeschen, albaneschen a jugoslawesche mafiéisen Organisatiounen, déi am Beräich vu Proxénétismus, Drogenhandel, Racket an allem wat do drun hänkt operéieren, souguer am Ausstelle vu falsche Pabeiere fir d'Immigranten. Do dergéint kënnt eis Polizei leider net un, well se zum Deel ënnerbesat ass, mä awer och well all déi internationale Kriminalitéitsorganisatiounen hir am technologesche Beräich 10 Joer viraus sinn.

Zur Diskussioun iwwert d'Sécherheet gehéieren awer och déi Evénementer, déi elo an der lescht hei am Land stattfonnt hunn an déi et an där Form och nach gi sinn. Ech schwätzen do vun der Tankstellebesetzung an hire Folgen, mä awer och vun deenen Aarbechtsmanifestatioune virum Site vun der Arcelor.

Fir mech war d'Tankstellebesetzung illegal, well se manifestement eng Rei Gesetzer verletzt huet a just nëmmen deene klengen Exploitanten an hirem Personal geschuet huet, mä déi Pétrolsgesellschaft, déi viséiert war, huet se sécherlech guer net getraff.

Et geet hei net nëmmen ëm dee klenge Bäcker, deen dru gehënnert gëtt säi Brout ze baken, wéi den Här Statsminister gesot huet, et geet hei och ëm den Artikel an eiser Verfassung, deen d'Recht op Aarbecht garantéiert an e fräit Recht op d'Ausübe vun enger kommerzieller Aktivitéit. Dëst Recht ass duerch d'Besetze vun den Tankstelle manifestement verletzt ginn. Wann de Betrib muss zougemaach ginn, well duerch äusserlecht Awierken de Salarié heemgeschéckt gëtt well hie seng Aarbecht net maache kann, dann ass dat eng Verletzung vu sengem Recht op Aarbecht. Et ass sécherlech net Greenpeace dat deene betraffene Salariéen hir verluere Schicht bezilt, déi eng Rei vu Salariéen emol net bezuelt kritt hunn, well se heemgeschéckt gi sinn.

Manifestatiouns- a Streikrecht: jo, Meenungs- a Pressefräiheet: jo, awer no legale Bestëmmungen an ouni Verletzung vun aneren hire Rechter, mä do wäerte mer jo am Kader vum deem ominöse Gesetz Lex Greenpeace drop zréckkommen, wou ech awer genau wéi den Här Statsminister der Meenung sinn, dass ee kee Gesetz wéint enger Organisatioun däerf maachen, mä e Gesetz wat déi fräiheetlech an d'Verfassungsrechter schützt an do dernieft awer all anarchistesch Aktioun verhënnert.

Här President, wat elo d'Manifestatioune bei Arcelor ubelaangt, déi den Här Statsminister hei ugeschnidden huet, sinn ech awer net senger Meenung, dass d'Lëtzebuerger Gewerkschafte verantwortlech gehandelt hunn, wéi se beschloss hu sech net ze bedeelegen, a scho guer net de President vun där schéinster a gréisster Gewerkschaft hei am Land. Menger Usiicht no hätten déi Verantwortlech vun de Gewerkschaften, och déi lëtzebuergesch, éischter mis-

sen an der éischter Rei vun där Manif träppelen an domadder verhënneren, dass d'Casseurë sech virdränge konnten. D'Lëtzebuerger Gewerkschaften hätte missen zesumme mat der Polizei, esou wéi dat hei am Land üblech ass, dës Manif organiséieren, a si kënnen dat, well mir hate scho Maniffe vun 30.000 Leit hei am Land, wou och auslännesch Gewerkschafte bedeelegt waren, a si hunn dat problemlos iwwert d'Bühn kritt.

D'Lëtzebuerger Gewerkschaftsféierung a besonnesch de President vum OGB-L musse sech de Virworf gefale loossen, dass si déi international Solidaritéit am Kampf géint déi neoliberal Wirtschaftspolitik vun de Multië verroden hunn, an och net méi brauchen op déi internationnal Solidaritéit ze hoffen, wann hei am Land den Ofbauprozess weider geet, an ech si sécher, dee geet weider.

Et ass eng aarmséileg Entschëllegung, wann ee selwer un enger Manif net wëllt deelhuelen, d'Argument ze gebrauchen, et wéilt ee seng Memberen net a Gefor bréngen. Et ass onverständlech, dass eise Stolaarbechter Angscht gemaach ginn ass virun hiren auslännesche Stolkolleegen. D'Gewerkschaftsbossen aus dem Land hätte missen an der éischter Rei goen a weisen, dass se sech net vun eventuelle Casseurë vun hirem friddlechen Asaz géint déi neoliberal Wirtschaftspolitik vun de Multien ofhale loossen. An et ass och bestëmmt net ubruecht, Här Statsminister, e Gewerkschaftspresident hei ze luewen, dee sech alles anescht wéi verantwortungsbewosst beholl huet, en OGB-L-President, deen no der Manif vum 17. Abrëll 2003 öffentlech ukléngе gelooss huet, déi belsch Gewerkschaften hätten d'Casseurë quasi engagéiert. Dat ass eng onverschimmt Ënnerstellung, well de Justizminister huet matgedeelt, dass et sech bei de Krawallaktivitéiten ëm e puer isoléiert Chaote gehandelt hätt an dass keng Erkenntnisser géife virleien, déi op eng Implikatioun vun de belsche Gewerkschafte géifen hindeiten.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir wiert vill méi kleng, wann Der e virun lech sëtzen hätt. Ech sinn iwwerzeegt dovun.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech mengen do iert Der lech, Här Di Bartolomeo, well ech war do wou hien hätt misse sinn, nämlech de 17. an de 25. op der Manif.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, däerf ech den Här Jaerling froe wat hie gemaach huet fir déi Casseuren drun ze hënneren, déi schrecklech Saachen ze maachen?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Jo, ech kann lech dat soen, d'Polizei ass esouguer Zeien dofir. Ech hunn engem oder deem aneren eng Eisestaang ofgeholl, ëm de Bok vum Gesiicht gezunn an der Police d'Staang iwwerginn. Geet dat lech duer?

Une voix.- All Respekt.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech hu keng Angscht viru mengen Aarbechtskolleegen aus dem Ausland.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Déi Casseurë wäerte jo awer net Är Aarbechtskolleege sinn!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech schwätze vun den Aarbechtskolleegen, an ech hu meng Aarbechtskolleegen ënnerstëtzt, andeem ech versicht hunn déi Casseuren drun ze hënneren dat ze maachen, wat se gemaach hunn. A wann d'Lëtzebuerger Gewerkschaften hei an der éischter Rei gestanen hätten, da wären déi Casseuren net an déi éischt Rei komm. Datselwecht gëllt fir déi belsch Gewerkschaften. Déi haten eng gewësse Verantwortung ze droen, an déi hu se net iwwerholl. Ech wëll dat kloer gesot hunn an zéie meng Wierder och net zréck.

A wat den Här President vum OGB-L ubelaangt, hunn ech kee Problem fir mat deem Mann ze schwätzen. Dat hunn ech scho méi oft gemaach ënner véier Aen a mir waren eis ganz oft eens. Hie versteet och, wann een net mat him eens ass an e weess ganz genau, wann ech dat hei soen, wat ech domadder mengen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Elo lenkt Der an.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech lenken net an, Här Di Bartolomeo, ech hunn eng Kéier gefäert an do ass kee komm.

Den Här Statsminister huet hei d'Polizei gelueft wéint hirem exemplareschen Asaz bei der Arcelor-Demo a bei hiren aneren Aktiounen, an dat mat Recht. D'Police huet sech effektiv esouwuel de 17. wéi och de 25. Abrëll exemplaresch beholl a sech an enger éischter Phas esouguer äusserst passiv verhalen, esou wéi se dat opgedroe kritt huet. Exemplaresch ass och dass d'Police, wéi se eng ongerecht Festnahm erkannt huet, sech dofir entschëllegt huet. Entschëllegen hätte se sech awer och missen déi belsch Gewerkschaften, zumindest dunn, wéi se matgedeelt kruten, dass doduerch dass se de Casseuren de Virtrëtt gelooss hunn, Poliziste schwéier verletzt gi sinn. Et ass mer awer net bekannt, dass vu Gewerkschaftssäit iergend eng Entschëllegung komm wär.

Wa mer als Gewerkschaften, dat wëll ech hei kloer soen, hei am Land an um europäeschen Niveau et net méi fäerdeg bréngen, fir eis Rechter iwwert de Wee vu pazifisteschen Aktiounen a Maniffen anzekloen, da solle mer entweder keng Manif méi organiséieren, oder awer bereet si fir de Schued opzekommen, deen u privaten a staatleche Gidder verursaacht gëtt, wann deen direkte Schëllegen net kann ermëttelt ginn.

Här President, wat ech besonnesch bedaueren, dat ass dass an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun d'Jugend an hir Problemer net ernimmt ginn ass. D'Schoulpolitik an déi deementspriechend Reformen, déi solle kommen, si 728-mol mindestens ugesprach ginn, ouni dass awer vill nei Akzenter erauszespiere waren. Den Här Statsminister huet hei ugekënnegt, dass de Schüler zousätzlech Computere géifen zur Verfügung gestallt ginn, wat selbstverständlech ze begréissen ass. Wann d'Schüler dann elo de Proffe bäibrénge wéi d'Computere fonctionnéieren, an d'Proffen et elo fäerdeg bréngen de Schüler Liesen, Schreiwen a Rechne bäizebréngen, da kënne mer der nächster PISA-Etüd berouegt entgéint kucken.

Wéi awer ass d'Gesamtwuelbefanne vun eiser Jugend? Sollte mer eis doriwwer net méi Gedanke maachen an emol analyséiere wéisou Jugendlecher aus der Gesellschaft versichen ze flüchten iwwert de Wee vu legalen oder respektiv illegalen Drogen an, esouguer schlëmmer nach, iwwert de Wee vu Selbstmord, woubäi ze bemierken ass, dass de Konsum vun Drogen, illegal oder legal, och eng Form vu Selbstmord ass. D'Agonie dauert just méi laang.

Obwuel d'Chiffre vun den Drogekonsumenten an den Affer bekannt sinn, an obwuel mer wëssen, dass d'Drogegeschäft e Véierel vum Weltwirtschaftsbudget ausmécht, fäerte mer nach ëmmer nei Weeër ze goen, fir dee Fléau an dee Maart effikass kënnen ze bekämpfen. Mir hu leider misse feststellen, dass all déi Mesurë vu Preventioun net esou gegraff hu wéi dat geduecht war an och d'Hëllefsdéngschter net vill derzou bäigedroen hu fir déi betraffe Krank vum Konsum ofzebréngen an och nëmmen e klenge Prozentsaz de Wee zréck an en normale Liewensoflaf fonnt hätt.

Et ginn och net déi wierklech Kriminell am Drogegeschäft appréhendéiert, well ee meeschtens net u se erukënnt, och wéinst enger politescher Protektioun, well soss wier et net méiglech dass d'Drogegeschäft sech weltwäit esou problemlos kéint weider entwéckelen. An och wann d'Force publique aus aller Länner heiansdo emol e grousse Fang mécht, esou ass dach gewosst dass net emol 10% vun deem confisquéiert gëtt, wat effektiv op den illegale Maart geschleist gëtt.

Wa mer wierklech Mënscheliewe wëlle retten, an dat ass jo sécherlech jiddferengem säin erkläertent Zil, da musse mer deen illegale Maart zerstéieren, an dat kënne mer nëmme wa mer e staatlech kontrolléiert proppere Maart derniеft opbauen, e Maart deen et erméiglecht de kranke Konsument um Liewen ze halen, fir him erëm eng Chance ze ginn en normaalt Liewen an der Gesellschaft ze féieren, eng Gesellschaft an där der Jugend awer och mussen Alternativen ugebuede ginn, fir dass se sech net nëtzlos a bevirmunt virkënnt, mä dass se en effektiivt existéierend Matsproocherecht an eiser Gesellschaft kritt, an dass hir eenzeg Alternativ net méi duerf sinn dass déi Betreffend vun enger Beschäftigungsmesure an déi aner flatteren, bis se al genuch si fir den RMG ze kréien.

Här President, e weidere Punkt dee mech stéiert, ass, dass esouwuel den Här Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun wéi och den Här Wirtschaftsminister a senger Ried bei der Ouverture vun der Foire erëm eng Kéier eng moderat Lounpolitik promouvéiert hunn. Dëst gëtt ëmmer erëm am Zesummenhang mat der wirtschaftlecher Compétitivitéit ausgesot, kann also nëmme fir de Privatsecteur gëllen, well ech kenne soss kee Secteur vun deem permanent Konkurrenzfäegkeet a Leeschtung gefuerdert gëtt, ausser vläicht nach dem Secteur um Krautmaart.

No all deene Cadeauen, déi d'Ekonomie bis elo gemaach krut, besonnesch am Steierberäich, an nodeem elo scho vun den Tripartistë säit Joren iwwert déi sougenannten national representativ an onverantwortlech Gewerkschaften eng moderat Lounpolitik am Privatsecteur appliquéiert gëtt an d'Salariat gestriizt ginn ass, solle se elo nach weider ausgebeut ginn. Dat muss ophéieren, esou wéi och dat permanent Gebläers no méi Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten, no méi Flexibilitéit, Beschneidung vun de Rechter vun de Personalvertrieder, Karenzzäite bei de Krankmeldungen oder esouguer d'Ofschafe vum Congé parental an och d'Indexofschafung.

Betriber, déi net konkurrenzfäeg sinn, sinn et meeschtens duerch eng schlecht Gérance vun hiren Affären a ganz bestëmmt net hei am Land duerch d'Aarbechtsrecht, d'Lounentwécklung oder eng Indexupassung.

Här President, den Här Statsminister huet och ukléngе gelooss, dass ee misst zu engem Equiliber fanne wat d'Finanzéierung vun de Krankekeesen ubelaangt, ouni dass awer dierfte Beitragserhéijunge kommen.

Wann et bei de Krankekeesen zu engem erneite kumuléierten Defizit géif kommen, wat gedenkt d'Regierung dann ze maachen, wa se keng Beitragserhéijunge wëll? Geet et da weider wéi bis elo? Gëtt d'Participatioun vun den Assuréë bei de Medikamenter, bei den doktesch Rechnungen a soss iwwerall nach weider erhéicht oder ass eng Verschlechterung vun de Leeschtungen ze erwaarden? Et missten hei e puer kloer Aussoen dozou kommen.

Si mer um Wee vun enger Zwouklassemedezin, wou nëmmen déi, déi Fric hunn, sech nach kënne Gesondheet leeschten? Fir jiddferengem déiselwecht Chancen am Gesondheetsberäich ze garantéieren, misst just een anere Wee ageschloe ginn, nämlech dee vum Tiers payant ouni Participatioun vum Assuré. Dat am Kader och vun enger adequater Preventivmedezin, well just an deem Beräich d'Participatioun vum Assuré bis zu 100% eropgeschrauft ginn ass bei verschidde Produkter. Och muss d'Naturmedezin iwwer gesetzlech geregelt Bestëmmungen endlech unerkannt ginn.

Mä, Här Krieps, awer och d'Dokteren, deene mer elo substanziell entgéint komm sinn, missten am Fong am Kader vun der Sanéierung vun de Krankekeesen hir Verantwortung iwwerhuelen, wat d'Verschreiwe vun deiere Medikamenter a besonnesch vun Antibiotika a Krankeschäiner ubelaangt.

Och am Beräich vun den Invaliderente muss eng Revisioun kommen, well och nach mat deem neie Gesetz Persounen duerch d'Sozialnetz falen an ouni Revenu bleiwen, esou wéi ech et och als eng falsch Politik ugesi fir elo wëllen de Pensiounsalter, respektiv d'Liewensaktivitéitszäit ze verlängeren, ausser et wéilt een all déi Instrumenter wéi Préretraite a Prépensioun a Fro stellen.

Och ass et falsch ëmmer erëm um Aarbechtsrecht ze fummele fir verschiddene Wirtschaftssecteuren eng extra Wurscht ze broden. Mir hunn a brauchen nëmmen een Aarbechtsrecht, well un deem ass nach kee Faillite gaangen. Mir brauchen och en demokratescht a gutt strukturéiert Kollektivvertragsgesetz, un Hand vun deem all Salariatsorganisatioun d'Recht kritt seng Membere vis-à-vis vun allen Instanzen ze vertrieden, e Kollektivvertragsgesetz an deem ausschliesslech fräi sozial Wahlen den Haaptkritär fir d'Representatioun musse sinn, an net politesche Favoritismus.

(Interruption)

Merci, Här Glesener. Do wäert ech lech awer derbäi hëllefen, wann Der wëlles hutt, dat ze maachen.

Mir brauche schnell eng Reform vun der Gewerbeinspektioun, awer och en zousätzlechen Ausbau vun de Rechter a vum Schutz vun de Personaldelegéierten.

Ee Punkt wëll ech awer nach hei beréieren, dat ass dat individuellt a liewenslaangt Recht op Formation continue. D'PAN-Gesetz gesäit eng Rei Mesurë vir iwwert déi ee ka vu Weiderbildung profitéieren. Dat kollektiivt Recht op Weiderbildung gëtt duerch e Kadergesetz geregelt. Dat individuellt professionnellt Weiderbildungsrecht ass awer verdeelt op verschidde Mesurë wéi Formatioun a Beruffsléier fir Erwuessener a Mesuren, déi an de Kollektivverträg virgesi sinn. All déi Mesurë garantéieren awer keen individuellt Recht op liewenslaang professionell Weiderbildung. Et besteet wuel d'Nécessitéit vun engem kohärente liewenslaangen Educatiounskonzept, dat ass och annoncéiert ginn, mä et ass bis elo just bei der Intentioun fir et anzeféiere bliwwen. Prezis Indikatiounen iwwer wéi, wéini a vu weem dass dat soll realiséiert ginn, feelen nach ëmmer. Vläicht wier de Conseil supérieur de l'Education nationale dat adequat Instrument fir dës Missioun. Et misst awer e legale Kader dofir geschafe ginn.

Wa mer sollen en Observatoire fir d'Iwwerwaache vun der Compétitivitéit schafen, wéi dat hei ugekënnegt ginn ass, wär et och net falsch en Observatoire fir d'Educatioun an d'Formation continue ze schafen, mat Oplagen am Beräich vun der Innovatioun an der Recherche. Op jidde Fall wier et am Sënn vun der Chancëgläichheet, am Beräich vun der Formatioun, eng Législatioun iwwer e liewenslaangt individuellt Recht op Weiderbildung ze schafen.

Här President, et stinn nach vill Erausfuerderungen hei an d'Haus, Erausfuerderungen deene mer nëmme kënne gerecht ginn, wa mer no engem bekannte Slogan fueren, nämlech Transparenz an Dialog, eppes wat bis elo meeschtens nëmmen e Slogan bliwwen ass, wou et awer fir eist Land wichteg wier, dass dëse Slogan endlech an d'Realitéit ëmgesat géif ginn. Den ADR ass op jiddde Fall konsensbereet wann et ëm kruzial wichteg Froe fir eist Land geet, an en huet dat och scho méi wéi eng Kéier hei bewisen.

Ech perséinlech wäert mech op jidde Fall ëmmer zu Wuert mellen, wann hei gemengt gëtt, d'Salariat misst eleng d'Käschte vun den ekonomesche Feelplanungen droen, an och net zécke Verschiddene mol erëm an Erënnerung ze ruffen, wou se hierkommen a wiem se et ze verdanken hunn, dass se hei sëtzen.

Ech freeë mech schonn drop kënnen un all deene Projete matzeschaffen, déi d'Aarbechtsrecht an d'Rechter vun de Personaldelegéierte solle regelen, fir och do kënne mäi bescheidene Beitrag bäizedroen, fir dass et an déi richteg Richtung geet, …

(Interruption)

Ech si ganz bescheiden.

…an zwar am Interesse vum Salariat. Ech sinn iwwerzeegt dass mer fir dat duerchzezéien dee richtegen Aarbechtsminister hunn, deem ech heimadder meng Ënnerstëtzung doranner zousoen.

Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren.

Motion 4

D'Volleksvertriederkummer,

- well schonns e kollektiivt Recht op liewenslaang beruflech Weiderbildung existéiert;

- well am Kader vum PAN e liewenslaangt Educatiounskonzept gefuerdert gëtt;

invitéiert d'Regierung

- e legale Kader ze schafen deen en individuellt Recht op liewenslaang beruflech Weiderbildung garantéiert.

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombera, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Robert Mehlen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Marcel Glesener.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Juncker huet am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung eng realistesch Bestandsopnahm presentéiert iwwert déi allgemeng Lag hei zu Lëtzebuerg, an dobäi huet en net verfeelt op eng ganz Rei vu Problemer opmierksam ze maachen. Doriwwer eraus huet en och eng ganz Rei vu konkrete Pisten opgezeechent, dass Lëtzebuerg sech net an en Zoustand vun enger akuter Kris erabeweegt.

De Statsminister huet och zu Recht gesot, dass net alles kéint ugeschwat ginn an där Deklaratioun, wat misst ugeschwat ginn. Mat Sécherheet ass ee Problem, deen net konnt ugeschwat ginn, deen awer eis alleguerte Suerge mécht, a mäi Kolleeg, den Här Jean-Marie Halsdorf, huet schon drop higewisen, dass mir de Moment hei am Land an enger Situatioun sinn, wou eng Rei sozial Konflikter sech ganz dramatesch zouspëtzen. An ech schwätzen domadder un déi ganz Entwécklung am öffentlechen Transport, der Eisebunn, virun allem awer och dat, wat an de Spideeler sech deet.

Et ass geféierlech an net ëmmer gutt, wann ee sech als Politiker an d'Tarifautonomie vun de Sozialpartner wëllt améschen. Dat soll een och net maachen. Mä wann awer vital allgemeng Interessen um Spill stinn, an ech denken do virun allem un déi Leit, déi krank sinn, déi ugewise sinn op den öffentlechen Transport, da kann d'Politik sech net distanzéiere vun esou enger Entwécklung, an et soll een alles versiche fir den Tarifpartner d'Hand ze reechen an d'Méiglechkeet ze ginn, fir ee Sozialkonflikt ze verhënneren.

Et wier bei dëser Geleeënheet ubruecht fir dorop opmierksam ze maachen a vläicht fir dem Här Statsminister de Virschlag ze ënnerbreeden, ob et net noutwenneg a richteg wier dass, éier et zu enger Situatioun kënnt, wou e Sozialkonflikt onausweichlech bleift, net awer nach soll versicht gi mediativ ze wierken an d'Sozialpartner un een Dësch ze bréngen, fir domadder nach e leschte Versuch ze maachen, dass esou ee Sozialkonflikt, dee mer eis zu Lëtzebuerg net kënne leeschten, net soll antreffen.

Dofir mäi Wonsch a mäin Opruff un d'Adress vun der Regierung, un d'Adress vum Här Statsminister, sech dat ze iwwerleeën an e leschte Versuch ze maachen, fir esou ee Sozialkonflikt, dee sech zouspëtzt a vital allgemeng Interesse mat beréiert, fir deen dach awer ze entschäerfen.

Kolleeginnen a Kolleegen, an deem selwechte Kontext war et mat Sécherheet net gutt, dass no de Sitzunge vun der Tripartite d'Patronatsorganisatiounen erëm eng Kéier d'allgemeng Indexéierung a Fro gestallt hunn. Et war richteg dass d'Parteien alleguerte reagéiert hunn, dass de Moment keen Ulass do ass fir un déi automatesch Lounindexéierung vun de Gehälter, de Pensioun an de Rente rüttelen ze goen. Et war och gutt dass de Statsminister d'Geleeënheet benotzt huet, fir a senger Deklaratioun ganz kloer datselwecht am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung ze soen. En huet eng ganz Rei Argumenter ugefouert, déi mer an der Vergaangenheet ëmmer ugefouert hunn, wann et drëm gaangen ass fir Indexdiskussiounen an Indexofschafungen aus dem Wee ze goen.

Meng Partei huet datselwecht gemaach, an et ass net wéi dee leschte Samschdeg de Leitartikler am Escher Tageblatt gemengt huet, d'CSV hätt dat och deen Dag virdru gemaach, well se am Süde Stëmme bräicht. Mat Sécherheet ass dat net Fall, well all Partei déi dat mécht wier domat op Stëmmefang aus, mä et ass eis Iwwerzeegung, dass de Moment keen Ulass besteet fir an iergend enger Form un den Index rüttelen ze goen, ëmsou méi mer e Gesetz hu vun 1984 wat ganz kloer d'Kritäre festleet wann et schwiereg gëtt hei zu Lëtzebuerg, da ginn d'Luuchten un an da gëtt iwwer alles diskutéiert an och iwwer bestëmmte Modalitéiten.

An där Situatioun si mer net an dofir war et kloer an och richteg a gutt, datt d'Regierung duerch de Mond vum Statsminister virgëschter ganz kloer Positioun bezunn huet. Ëmsou méi wa mer elo Indexdiskussioune féieren, da féiere mer hei zu Lëtzebuerg Diskussiounen, déi mat Sécherheet dozou féieren, datt mer dat soziaalt Klima, wat mer net däerfe verschäerfen, ufänken dann an eng Direktioun ze bréngen, just a Momenter wou mer konfrontéiert si mat eeschte Problemer hei zu Lëtzebuerg, ekonomescher, aarbechtsmaartpolitescher, kënne mer eis déi mat Sécherheet net leeschten.

An do kommen ech, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, op den drëtte Punkt vu menger Interventioun. Mäi Kolleeg Lucien Weiler huet allgemeng zu deem Stellung bezunn, wat den Här Statsminister am Numm vun der Regierung hei gesot huet an huet ugekënnegt, datt ech e bësse méi konkret mech géif mat der Situatioun um Aarbechtsmaart ausenanersetzen, wat d'Entwécklung vum Chômage hei zu Lëtzebuerg ugeet, dee mat Sécherheet eis ganz eescht Suerge bereet.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Dir wësst an Dir kënnt Iech erënneren, datt während deene leschte Joren d'Lëtzebuerger Parlament sech méi intensiv mat ageschalt huet an déi Diskussiounen ëm den Aarbechtsmaart, ëm d'Krisen, ëm d'Krisebekämpfung, a virun allem no 1997, wou mer en Débat d'orientation iwwert déi ganz Problematik hei an der Chamber haten, ware mer mat agebonnen an eng Diskussioun, déi 1999 zum PAN-Gesetz gefouert huet. Ech erënneren, Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'PAN-Gesetz zwee grouss Objektiver hat.

Éischten Objektiv war d'Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Ekonomie ze stäerken, an zweetens eng drohend Massenaarbechtslosegkeet ze verhënneren. A mir hu gesinn, datt déi Mesuren, déi mer deemools getraff hunn 1999 am PAN-Gesetz, och hir Friichte gedroen hunn. Et ass net zu enger Massenaarbechtslosegkeet komm, an d'Aarbechtslosegkeet ass vu 5.351, wéi se 1999 war, permanent opgrond vun deene Mesuren, déi mer getraff hunn, erofgaangen. An et ass net richteg, wéi gëschter hei vun engem vun de Kolleege behaapt ass ginn, datt vun deem Moment u wou dës Regierung a Fonctioun ass d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg dramatesch an d'Luucht ass gaangen. Dat ass net korrekt.

1999 hate mer 5.351 Demandeurs d'emploi, am Joer 2000 hate mer der nëmme méi 4.964, am Joer 2001 hate mer der nëmme méi 4.927 an du koum deen ekonomeschen Abroch an dunn ass d'Aarbechtslosegkeet an d'Luucht gaangen. Mir haten der an der Moyenne am Joer 2002 5.823, fir elo an dësem Moment op eng besuergniserregend Héicht vun Aarbechtslosegkeet ze kommen, an zwar hu mer de leschte Mount 7.208 Leit hei zu Lëtzebuerg ouni Aarbecht an do kommen der nach 2.900 derbäi, déi a Beschäftigungsmoossname sinn. De Moment si mer konfrontéiert mat enger Situatioun vu ronn 10.200 Leit hei zu Lëtzebuerg, déi keng normal Aarbechtsplaz hunn. Dat ass d'Situatioun. An dat sinn der am Ganze ronn 3.000 méi wéi am Abrëll vu virun zwee Joer.

Mir gesinn also, datt mer de Moment konfrontéiert si mat enger däitlecher Steigerung vun der Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg, a wann een déi lescht Jore kuckt, dann huet d'Aarbechtslosenzuel zougeholl bis zum Januar, a vum Januar un ass se awer sensibel erofgaange bis an de Juli/August an no de Schoulvakanzen huet se erëm ugezunn. Mir hunn deem géintiwwer elo festgestallt, datt dëst Joer déi Tendenz net an deem Mooss sech hei zu Lëtzebuerg konkretiséiert, an zwar stellt ee fest datt d'Aarbechtslosegkeet Januar/Februar praktesch op engem héijen Niveau stagnéiert huet an nëmme liicht an deenen zwee Méint duerno erofgaangen ass, esou datt ee kann dovun ausgoen, datt mer am September, wann Dausende vu jonke Leit op den Aarbechtsmaart stoussen, mat Aarbechtslosenzuele konfrontéiert sinn, déi ganz dramatesch kënne sinn.

Wann ee weess datt fir de Chômage däitlech ze senke mer e Beschäftegungswuesstum vu ronn 3% mussen hunn a wa mer wëssen datt 3% Beschäftegungswuesstum d'Konsequenz ass vu 4,5% Wirtschaftswuesstum, a wa mer wëssen datt d'Prognosen dorop hinzilen, datt mer um Enn vun dësem Joer mat engem Wirtschaftswuesstum vun nëmmen 1,5% kënne rechnen, esou sinn d'Viraussetzunge geschaaft, datt ausganks vun dësem Joer de Chômage däitlech wäert zouhuelen a mer eis a besuergniserreegend Situatiounen erabeweegen.

Wann een e bëssen d'Ekonomie kuckt, da stellt ee fest datt déi véier grouss Wirtschaftspfeileren, déi zoustänneg si fir Aarbechtsplazen ze schafen, an enger staarker Regressioun sinn.

Am industrielle Beräich maache mer eng Politik a musse mer eng Politik maache fir dat ofzesécheren an ze hale wat mer hunn.

Am Finanzsecteur gesi mer, datt mer net mat enger Stagnatioun ze rechnen hunn, mä au contraire mat engem permanenten Ofbau vun Aarbechtsplazen.

Am Déngschtleeschtungssecteur si mer an enger Situatioun vun der Stagnatioun, an Deeler vum Lëtzebuerger Handwierk hunn och ugedeit, datt se grouss Problemer während deenen nächste Méint wäerte kréien, esou datt déi Tendenz derbäi gezielt dat ënnerstäicht wat ech virdru gesot hunn. An do heescht et da selbstverständlech ze reagéieren, fir esou eng Situatioun, déi ëmmer méi dramatesch gëtt, an de Gréff ze kréien.

D'Tripartite huet sech mat där Problematik ausenaner gesat. Et wier elo falsch, an dat ass e bëssen ugeklongen an de Riede vun deem engen oder deem aneren, fir ze ënnerstellen, datt d'Regierung hir Aufgab net gemaach huet an datt an deenen Tripartite-Diskussiounen net déi noutwendeg Décisioune getraff gi sinn, fir där doter Situatioun entgéint ze wierken. Mir wëssen awer, datt net d'Regierung eleng de Partner an der Tripartite ass, mä datt an der Tripartite zwee aner gläichberechtegt Partner sinn, an dat sinn d'Sozialpartner, an ech mengen et kann een net ee responsabel maachen, wann et géif stëmme wat hei gesot ass ginn, mä ech sinn awer iwwerzeegt datt déi Entscheedungen, déi an der Tripartite getraff si ginn, an dësem Moment déi richteg sinn.

An zwar gëtt d'PAN-Gesetz verlängert a senge wesentleche Bestëmmungen. Mir sinn net higaangen a mir hunn de Congé parental erofgesenkt, au contraire. Mir sinn net higaangen a mir hunn déi Beschäftegungsmoossnamen, déi ofgelaf sinn oder oflafen am Juli, net verlängert an et ass och net richteg wat gëschter den Här Krecké hei gesot huet, datt mer einfach de Suivi net géife maache vun dem Resultat vun deene Beschäftegungsmoossnamen, déi mer am PAN-Gesetz hunn. Ech mengen, an der Spezialkommissioun, an den Här Lux kann dat bezeien, huet den Aarbechtsminister eis ganz kloer Chifferen op den Dësch geluecht, wéi wäit datt déi Beschäftegungsmoossname gegraff hunn. An ech erënneren, datt zum Beispill déi Moossnamen ëm den CRT fir d'Jugend zu 65% mat Succès beluecht kënne ginn. Wat d'Moossname vun de Stages en entreprise betrëfft, kënne mer en Erfolleg vu 75% verzeechnen. Beim Pool des remplaçants hu mer e Succès vu ronn 95%.

Also, mer gesinn datt effektiv et net stëmmt datt déi Beschäftigungsmoossnamen näischt bréngen, datt mer net wësse wat se bréngen, mä déi hunn Erfolleg bruecht, a wa mer déi net 1999 getraff hätten, dann hätte mer mat Sécherheet méi Jugendaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg a mir hätte mat Sécherheet manner Fraen déi um Aarbechtsmaart wieren a mir hätte mat Sécherheet vill méi eeler Leit déi aarbechtslos wieren a keng Aarbecht géife fannen. An dorfir war et scho richteg a gutt, datt just an dësem Moment déi Moossnamen do elo weidergefouert ginn, fir och ze kucke wéi wäit mer kënnen a Krisenzäiten, oder a schwieregen Zäiten, d'Aarbechtslosegkeet mat deene Moossnamen, déi nach verbessert a verfeinert ginn, erofsetzen.

Derbäi wëll ech och soen, datt mer higaange sinn oder mer ginn hin andeem mer elo deen neie Projet vum PAN-Gesetz an der Chamber diskutéiere wäerten an e puer Wochen, datt mer och all déi Moossnamen, déi mer ëm d'Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäitorganisatioun hunn, weider lafe loossen an eis Zäit gi fir all déi Moossnamen elo an dëser Situatioun op hir Wierksamkeet ze préifen, an 2007, dat heescht a véier Joer, gëtt den Inventar gemaach vun de Sozialpartner mat der Regierung, wéi wäit datt déi Moossnamen den heitegen an den zukünftege Gegebenheete Rechnung droen an op hiren Erfolleg gi se da gepréift, an da gesi mer wat muss verbessert ginn a wat muss geännert ginn.

Mä doriwwer eraus wësse mer awer, an dat ass ganz gutt, datt u sech deen Dialogue social weidergeet. An dësem Moment ass den Aarbechtsminister amgaang mat de Sozialpartner ze beroden an ze diskutéieren, wéi wäit een eng gezillten Aarbechtszäitverkierzung mat ka finanzéieren a Betriber, déi vu Kris geschüttelt a gerüttelt sinn, fir esou Aarbechtsplazen ofzesécheren, fir esou Chômage ze verhënneren a fir esou Entloossungen ze verhënneren.

Ech mengen, dat, nëmme gesot, si scho Moossnamen, déi ganz wichteg sinn, a mir waarden op déi Resultater an da maache mer, wéi gesot, den Inventar, mä ech kommen nach eng Kéier och op en Inventar zréck, dee mir als Chamber hei musse maachen.

Wat mer net maachen a wat gutt ass datt dat net geschitt, dat ass datt mer op kee Fall an der Tripartite eis agelooss hunn op eng Diskussioun fir d'aarbechtsrechtlech Bestëmmungen hei zu Lëtzebuerg opzelockeren, ofzeschwächen a virun allem fir de Kënnegungsschutz opzelockeren, wéi dat an anere Länner ronderëm eis geschitt, fir esou der Situatioun gerecht ze gi mat där se konfrontéiert sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech gesinn datt déi Aufgaben, déi d'Sozialpartner mat der Regierung an der Tripartite amgaange sinn duerchzeféieren, schonn eng Äntwert sinn op déi zunehmend Problemer mat deene mer hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart konfrontéiert sinn.

Da stellt d'Fro sech natierlech, datt dat net duer geet. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg nei Aarbechtsplaze schafen. Mir mussen et fäerdeg bréngе fir Industrien an d'Land ze bréngen, déi och Aarbechtsplaze matbréngen. Wann een nëmmen an d'Informatiounstechnologie an nëmmen an d'Biotechnologie investéiert, da wësse mer dass dat wuel finanziell dem Lëtzebuerger Stat an dann och der Allgemengheet vill bréngt, mä mat Sécherheet ass et net dat eleng richtegt Mëttel fir nei an esou vill Aarbechtsplaze wéi noutwendeg sinn hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Mir mussen et och an deenen nächste Jore fäerdeg bréngen aarbechtsintensiv Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, net nëmmen, mä awer och fir genügend Einnahmen ze kréien an de Sozialversécherungen duerch Cotisatioune fir iwwerhaapt déi Leeschtung oprechtzeerhalen, déi mer haut décidéiert hunn a wou jiddereen e Recht drop huet vun deene Leeschtungen ze profitéieren.

Et ass richteg, wichteg a gutt, datt och Betriber aus den Informatiounstechnologien op Lëtzebuerg kommen an et ass mat Sécherheet e staarke Punkt vun Diversifikatioun, wa Sociétéite wéi AOL an AMAZON op Lëtzebuerg kommen, mä och domadder, esou wéi et de Statsminister gesot huet, hu mer de Krich net gewonnen. Et soll een net an eng iwwerspëtzten Euphorie verfalen, awer sech och net op en extrem negativen Extremismus hibewegen.

(Interruption)

Mir wëssen, datt zum Beispill just informatiounstechnologesch Betriber wéi d'AOL an Amerika de Moment vun der Kris geschüttelt sinn. Dat wësse mer. Dat ass awer keng Ursaach fir ze soe mir wëllen Iech net hei, gitt a Polen oder gitt entzwouch anescht. Duerfir ass et jo noutwendeg a richteg, datt mer dat maachen.

Et ass och net richteg, datt een d'Regierung a Contradictioun mat sech selwer setzt, wann ee verschidde Sätz aus dem Kontext vun der Deklaratioun erausheelt an domat dann eng Konstruktioun opbaut, déi u sech falsch ass. Et ass net richteg an et ass net korrekt datt dës Regierung sech net bewosst ass, datt och Betriber mussen an d'Land kommen, déi Aarbechtsplaze mat sech bréngen, déi aarbechtsplazintensiv sinn.

Mä wann een dat wëllt, da muss ee jo awer emol Virbedingunge schafen. Et muss een e wirtschaftlecht Ëmfeld schafen. Et muss een e steierlecht Ëmfeld schafen. Dat ass geschitt. Net vun ongeféier. An doriwwer eraus muss een och déi noutwendeg Infrastrukture schafen, fir datt Betriber sech hei zu Lëtzebuerg kënnen implantéieren. De Kolleeg Gusty Graas huet dat zu Recht erwähnt, mä et ass leider Gottes net genügend hei zum Ausdrock komm innerhalb vun deenen Diskussiounen, déi elo gefouert gi sinn.

D'Tatsaach, datt dës Regierung d'Industriebrooche vum Éilerenger Schlakentipp opkeeft fir do eng nei national Industriezon ze schafen, ass dach d'Bekenntnis fir hei Industrien unzesiedelen, déi och aarbechtsplazintensiv sinn, soss bräichte mer dat jo net ze maachen. Mir begréissen déi Initiativ. Ech fannen et net gutt, datt mer eis an Demagogie dora bewegen. Ech ka wuel verstoen, dass wann ech an der Oppositioun sinn, dann huelen ech Saachen eraus fir der Regierung de Fanger ze weisen, alles dat ass legitim, mä et soll een dat trotz allem awer e bësse méi kohärent maachen.

Am Zesummenhang mat den aarbechtsplazintensive Betriber huet d'Regierung jo hei de Reproche gemaach kritt, datt se géif eng Politik maache vun der Diversifikatioun fir keng aarbechtsplazintensiv Betriber hei zu Lëtzebuerg unzesiedelen. Gläichzäiteg awer sinn et Kolleegen aus därselwechter Partei, déi op anere Plazen, wou mer diskutéiert hunn iwwert den Zouwuess vun aarbechtsplazintensive Betriber, d'Fro gestallt hunn, ob et net richteg an noutwendeg wier virun allem ze bewierken, datt manner Friemer op Lëtzebuerg kommen, ob een net soll esou Industrien net hei zu Lëtzebuerg, mä an der Grossregioun usiedelen. Da kéinten d'Lëtzebuerger dohinner schaffe goen an et bräichte keng Frontalieren op Lëtzebuerg ze kommen. Dann hätte mer vill manner Transportproblemer an och vill manner aner Problemer.

Mir hunn dat ofgewiert, Gott sei Dank, mä do gesäit een, datt d'Kohärenz vun deem, wat hei gesot gëtt an op anere Plaze gesot gëtt, net ëmmer richteg ass, net ëmmer kohärent ass an net ëmmer stëmmt. Duerfir géif ech dofir pládéiere fir manner mat Demagogie un dat Thema do erunzegoen a fir mat vill méi realisteschem Aschätzungsvermögen déi Problemer unzegoen, déi hei zu Lëtzebuerg musse geléist gi fir net gréisser Problemer hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen domat hunn ech dee Volet Chômage an Entwécklung um Aarbechtsmaart genügend hei gesträift. Ech géif awer nach op eppes aneschters opmierksam

maachen. Et ass och net richteg, wat hei gesot ginn ass, datt just vun deem Moment un, wou dës Regierung a Fonctioun getrueden ass, den Zouwuess vun Aarbechtsplazen drastesch ofgeholl huet par rapport zu aneren Zäite vun anere Regierungskoalitiounen.

Wann een dat esou seet, da muss ee wëssen, datt et virun zéng Joer vläicht méi einfach war fir Industrien op Lëtzebuerg ze kréie wéi haut, mä trotz allem, wann een dat awer korrekt kuckt, da muss een dat awer och kënne korrekt mat Chiffere beleeën, a wann ech déi Chiffere kucken, da stellen ech fest datt tëschent 1999 an 2000 15.300 nei Aarbechtsplazen hei geschaf gi sinn, datt am Joer 2001 14.700 nei Aarbechtsplaze geschaf gi sinn. Dat sinn der 5.000 méi wéi an deene beschte Jore vu virun 1999. Am Joer 2002, trotz Abroch vun der Ekonomie, huet ëmmerhin den Emploi hei zu Lëtzebuerg nach ëm 8.600 Unitéiten zougeholl. Dee gréissten Taux de progression, dee mer jee am Lëtzebuerger Land haten, dat ware 6,4% an dat war am Joer 2000.

Also, wann ech Behaaptungen hei opstelle fir der Regierung Immobilismus virzewerfen, da muss ech mech e bësse besser informéieren oder ech muss mat aneren Argumenter kommen.

Dat gesot, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn ech awer der Meenung, datt een opmierksam muss déi ganz Entwécklung verfollegen. Ech huelen un, dass d'Sozialpartner mat der Regierung dat am Numm vun der Tripartite maachen, a wann ee gesäit datt um Enn vum Joer d'Situatioun wierklech dramatesch degradéiert, datt dann och de Moment do ass, an do si mer ëmmer ganz flexibel, fir d'Tripartite zesummenzeruffen.

Ech géif och proposéieren, datt mir als Parlament eiser Responsabilitéit sollen nokommen an Uganks vum nächste Joer am éischten Trimester, nodeem de Comité de conjoncture am Januar/Februar de Point maache konnt wéi d'Entwécklung gelaf ass no de Schoulausgäng hei zu Lëtzebuerg, fir dann en Débat d'actualité hei an der Chamber ze organiséieren, ofzehalen, fir eis ausernanerzesetze mat der Entwécklung um Aarbechtsmaart, wéi ee sech an deem Moment dann hei zu Lëtzebuerg steet, an da sinn ech iwwerzeegt, datt mer dann och, wann et noutwendeg ass, als Chamber déi noutwendeg Orientéierungen der Regierung kënne mat op de Wee ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Aarbechtsminister huet viru kuerzem zu Recht gesot, datt d'Kollektivvertragsgesetz och Gesellschaftspolitik ass. Mir musse wëssen, datt iwwert d'Kollektivvertragspolitik ronn 200.000 Leit hir Aarbechts- a Lounkonditioune festgeluecht kréien, an dat ass scho Gesellschaftspolitik an duerfir ass et richteg a wichteg, datt mer schnellstméiglechst dat Gesetz vun de Kollektivverträg reforméieren, an ech hu Verständnis fir d'Onrou vun de Gewerkschaften, datt et net séier genuch virugeet.

Den Aarbechtsminister huet am November d'lescht Joer dee Projet deponéiert. De Ball läit net méi bei der Regierung, mä de Ball läit beim Parlament, mä d'Parlament kann eréischt ufänke valabel ze debattéieren, wann d'Avisë vun de Beruffschamberen an den Avis vum Statsrot virleien, well mir musse jo awer op dat waarden, wat déi eis soen, déi Dag fir Dag mat dem Kollektivvertragswiese konfrontéiert sinn.

Ech weess, datt Uganks Juni déi zwou Arbeitnehmer-Chamberen hiren Avis am Plenum verabschieden. Mir wäerten dann esou séier wéi méiglech, wa mer den Avis vum Statsrot virleien hunn, och mat eisen Aarbechten ufänken. A wann deen Avis vum Statsrot nach virun der Summervakanz géif kommen, da wier et mat Sécherheet net onméiglech, datt mer Ausganks dësem Joer dee Projet hei kënnen an der Chamber stëmmen.

Ech wëll awer ganz kuerz dräi oder véier Punkten nach eng Kéier ervirsträichen, déi noutwendeg a wichteg sinn, datt se am Numm vun dëser Reform geléist ginn.

D'Vertragsprozeduren an den Inhalt vum Kollektivvertrag musse kloer definéiert ginn. D'Schlichtungsprozedure musse verbessert a verfeinert ginn. D'Streikrecht muss definéiert ginn. Och dat, wat an engem Fall vun Net-Eenegung machbar a méiglech ass, an doriwwer eraus ass et och nach d'Vertragsfäegkeet, déi muss nei definéiert ginn.

Den Här Jaerling huet gesot, dat däerft nëmme geschéien, wann dat op eng demokratesch Aart a Weis geschitt, an net datt Favoritismus däerft do geschéien. Ech kann den Här Jaerling berouegen, et kënnt fir eis nëmmen a Fro d'national Representativitéit deenen ze ginn, déi een nationaalt Mandat hunn, am Numm vum gesamte Salariat kënnen ze schwätzen. Dat erfollegt opgrond vu Wahlen, esouwuel an der Arbeiterkammer wéi an der Privatbeamtechamber. Keng Zesummeballung vu verschidde Gewerkschaften, mä eng eegestänneg Gewerkschaftsorganisatioun. Déi, déi déi Kritären erfëllt, déi kritt och d'national Representativitéit, an déi ass net beschränkt op eng, op zwou, mä ass op jiddfereen zougemooss, deen déi Konditiounen erfëllt.

Dat gesot, géif ech dat Thema ofschléissen. Mir ginn eis all erdenklech Méi, fir schnellstméiglech dee Projet hei an der Chamber zur Ofstëmmung ze bréngen.

A wann ech scho beim Aarbechtsrecht sinn; nach eng Rei vu Reformen déi noutwenneg si gemaach ze ginn. Dat ass d'Reform vum Delegatiounsgesetz. Dat ass d'Reform vum Matbestëmmungsgesetz. Et ass d'Reform vun der Gewerbeinspektioun. Ech weess, datt de Minister amgaang ass do un Avant-projeten ze schaffen, an ech sinn och iwwerzeegt datt mer rechtzäiteg déi Projeten an d'Chamber kréien, fir datt mer an deenen zoustännege Kommissiounen eis dermat kënnen ausenanersetzen.

Da stinn natierlech nach zwee Projeten un, déi schnellstméiglechst an Ugrëff musse geholl ginn, an dat ass engersäits d'Organisatioun vum Télétravail, an do maachen ech en dringenden Appel un d'Sozialpartner zu Accorden ze kommen, wéi dat op europäeschem Plang och geschitt ass. Dann huet de Statsminister virgëschter am Numm vum Aarbechtsminister ee Projet de loi déposéiert, deen all déi Problemer ëm d'Beschäftigungsinitiativen hei zu Lëtzebuerg méi kloer, méi kohärent a méi transparent soll nei orientéieren a regelen.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat war den zweete Volet vu menger Interventioun. Erlaabt mer elo nach e puer Wuert ze soen iwwert d'Sozialsécherheet. Mäi Kolleeg Jean-Marie Halsdorf huet do schonn dat Wesentlechst gesot. Ech wëll nach eng Kéier, wéi ech dat scho gesot hunn, am Zesummenhang mat der Fuerderung vun den Arbeitgeber, vun der FEDIL, den Index ze modeléieren oder ze manipuléieren, wéi een et och wëllt nennen, folgend Deklaratioun maachen, datt de Moment absolut keen Ulass besteet fir dat, wat um Rentendësch décidéiert ginn ass, a Fro ze stellen.

Um Rentendësch si keng Feeler gemaach ginn, wéi gesot ass ginn. Mir hunn an der Chamber d'Resultater vun deem Rentendësch examinéiert an hunn déi positiv begutacht an deementspriechend nei gesetzlech Bestëmmunge gestëmmt am Interessi vun Dausende vu pensionéierte Matbierger zu Lëtzebuerg, hunn noutwenneg strukturell Reformen a Verbesserungen duerchgezunn, an et ass evident datt mer eis och Gedanke maachen iwwert déi zukünfteg Finanzéierung vun eisem Pensiounsversécherungswiesen. D'Gesetz gesäit vir, datt all siwe Joer, an dat ass am Joer 2006, en Inventar gemaach gëtt iwwert d'Finanzéierbarkeet vun de Pensiounen, a wann ee Clignotant liicht, an dat ass wann d'Reservë manner héich si wéi 1,5% wéi d'Joresausgabe vun de Leeschtungen, da muss een diskutéieren iwwert d'Finanzéierung vun eise Pensiounen, fir déi Leeschtung kënnen oprecht ze erhalen, déi een décidéiert huet.

Ech mengen, dat ass dat wat um Rentendësch ofgemaach ass ginn. Dat ass och dat wat am Gesetz steet. Am Moment besteet keen Handlungsbedarf fir iergendwéi déi Entscheedungen, déi getraff gi sinn, iergendwéi a Fro ze stellen. Mir wëssen datt mer eis bewegen an eng prekär Situatioun era vun der Finanzéierbarkeet vun de Pensiounen. Mir bewegen eis net eleng hei zu Lëtzebuerg, mä a ganz Europa opgrond vun der demographescher Entwécklung an eng Richtung, wou mer alleguer, Gott sei Dank, méi al ginn, dat heescht, mir profitéiere méi laang Jore vun de Leeschtunge vun de Pensiounskeesen, anerersäits wësse mer, datt opgrond vun de verlängerte Schoulzäiten déi Jugendlech méi spéit an d'Beruffsliewen antrieden, esou datt déi Zäiten, wou Beiträg bezuelt ginn, och opgrond vum Erofsetze vu Liewensaarbechtszäite méi kleng ginn, an déi Jore wou mer d'Pensioun kréie méi grouss ginn. Fréi oder spéit bedeit dat natierlech finanziell Engpäss, an déi musse mer rechtzäiteg an Ugrëff huele a se net eréischt léise wann et ze spéit ass mä am Virfeld, an duerfir ass et scho richteg an noutwenneg, datt mer elo soen: Haut besteet keen Handlungsbedarf, mä am Joer 2006 kucke mer, wéi et sech entwéckelt huet, wéi et mat de Reservë vun de Pensiounen ass, an da wäerte mer schonn hei zu Lëtzebuerg déi noutwenneg Décisioune kënne fannen.

Iwwert d'Krankekeesen huet de Jean-Marie Halsdorf geschwat. Ech wëll net méi dorop agoen. Ech wëll just nëmme soen, datt mer fir d'Situatioun vun de Krankekeesen ze iwwerwaachen eng Quadripartite hunn. Déi Quadripartite kënnt zesumme fir ze kucken, inwiefern d'Situatioun vun de Krankekeese besuergnisserregend ass fir d'Leeschtung weider ze bezuelen, an da wäert et schonn do zu Diskussiounen, Ureegungen, Virschléi an Entscheedunge kommen, déi d'Krankeversuergung hei zu Lëtzebuerg net a Fro stellen, mä fir se performant ze halen an esou ze gestalten, datt et net zu iwwerméissege Belaaschtunge vun deem Eenzelne kënnt an net zu iwwerméissege Belaaschtunge vun den Entreprisen. Dat ass d'Aufgab vun der Quadripartite. Mir sollen deem elo net virgräifen a mer sollen dat emol roueg op eis zoukomme loossen.

Zur Immigratiounspolitik wollt ech e puer Wuert soen, mä meng Riedezäit beweegt sech elo zu hirem Enn. Ech hunn den Optrag kritt vum Aarbechtsminister, fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Wiesselbestëmmungen tëschent Immigratioun an Aarbechtsmaart. Et ass dat schonn eng Situatioun mat där mer eis mussen ausenanersetzen, a mer hunn an der Immigratiounskommissioun eis laang mat Deelaspekter vun där Problematik beschäftegt. Ech ginn och dovunner aus, datt mer esou schnell wéi méiglech eng Orientéierungsdebatt hei an déi Chamber kënne kréien, an deem zur Folleg mer och Inhalter kréien, fir déi Etüd an Ugrëff ze huelen.

D'Situatioun mat engem Schlagwuert, fir lech ze illustréiere wéi se sech hei zu Lëtzebuerg an deene Wiesselbestëmmungen haut stellt: An deene leschte fënnef Joer sinn hei zu Lëtzebuerg 60.821 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Nëmme 7,2% vu Résidents luxembourgeois sinn op déi Aarbechtsplaze komm. Iwwer 90% vun deene 60.000 Aarbechtsplaze si vun Net-Lëtzebuerger, zu engem Deel vu Leit déi hei wunnen an och vu Frontaliere besat ginn. Ech mengen, dat ënnersträicht d'Problematik an där mer eis befannen, an déi Problematik gëtt erhäert an enger Zäit wou de Chômage hei zu Lëtzebuerg ufänkt dramatesch sech ze entwéckelen, wéi ech dat schonn illustréiert hunn, esou datt et scho gutt ass datt d'Regierung sech Gedanke mécht an datt mir als Parlament eis och solle Gedanke maachen iwwert déi Entwécklung.

Dat gesot, wier ech zum Schluss komm. Ech soen lech merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Nächsten Orateur ass den Här Lux. Den Här Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll am droit fil vu mengem Virriedner, dem Kolleeg Marcel Glesener, mech och haaptsächlech mat der Situatioun um Aarbechtsmaart beschäftegen a versichen, wéi et säi Wonsch war, dat esou korrekt a kohärent wéi méiglech ze maachen, an awer och nach an engem zweeten Deel e bëssen iwwert dat schwätzen, wat haut an der Politik genannt gëtt Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, dat wat déi Strukture sinn déi erlabe sollen, dass ënner anerem d'Famillje sech besser kënnen organiséieren a virun allem Fraen hirem Choix kënnen nogoen, beruffstäteg oder net ze sinn oder ze bleiwen.

Kolleeginnen a Kolleegen, deene 40% zousätzlechen Aarbechtslosen, déi mer an deene leschte véier Joer erlieft hunn, wäert et wuel egal sinn, wéi mer déi Entwécklung hei nennen an definéieren. Ob mer soen, si ass dramatesch, krisenhaft, schwiereg, préoccupant oder wéi de Marcel Glesener et elo gesot huet, dass se eescht Suerge mécht. Ech mengen, dass dat net dat Wichtegst ass. Tatsaach ass, dass d'Angscht virun der Aarbechtslosegkeet, d'Bedrohung vun der Aarbechtslosegkeet och an de Käpp vun de Lëtzebuerger sech amgaang ass festzesetzen. Tatsaach ass och, dass mer an Europa net méi de Spëtzereider op deem Gebitt sinn, et sief de Spëtzereider an der héchster Augmentatioun, der relativer Augmentatioun, déi mer am Joer 2002 an deene 15 Länner vun der Europäescher Unioun haten. De Kolleeg Jeannot Krecké huet zu Recht gëschter drop higewisen, dass aus den Zäiten, wou mer nach Lektiounen deenen anere Länner konnten erdeelen, mer eis haut och musse mat den haarde Realitéite vun enger eeschter Augmentatioun vum Chômage auserneesetzen.

(Interruption)

Gedëlleg bleiwen, Här Aarbechtsminister.

Tatsaach ass och, dass dës nei Situatioun, besonnesch fir e Land wéi Lëtzebuerg a fir seng sozial Kohesioun, grouss a reell Geforen a sech biergt. Ech soen dat, well d'Aarbechtslosegkeet eiser Fraktioun an all deenen Debatten, déi mer an deene leschte Joren dozou haten, ëmmer enorm Suerge gemaach huet, dass et eng Prioritéit ass, well se esouwuel gesellschaftlech, sozial wéi och finanzpolitesch an eisem Land e groussen Afloss huet.

Niewent 40% méi Aarbechtsloser stelle mer och eng alarmant Baisse vun den offene Plaze fest. Mir gesinn, dat kann ee begréissen, mä et muss een och op där anerer Säit et skeptesch verfolgen, dass mer haut bal 3.000 Leit, jonk Leit virun allem, a Beschäftegungsmoossnamen, déi, mir wëssen et, zäitlech befrist sinn, déi oft och prekär Konditiounen hunn. Mir wëssen, dass bal 40% vun deenen haut ageschriwwenen Aarbechtslosen oder Aarbechtssichenden iwwer sechs Méint schonn ageschriwwe sinn, bal 25% iwwer 12 Méint, déi also ënnert der Kategorie vun de Laangzäitaarbechtslose kënnen agestuuft ginn, a mir wëssen och wivill dausende Frontalieren hir Aarbecht hei zu Lëtzebuerg verluer hunn an awer an d'Aarbechtsmarchéë vun hire jeeweilege Länner sech aschreiwen. De Pierre Lorang huet am Lëtzebuerger Wort ganz richteg festgestallt, dass déi ronn 10.000 Grenzgänger, déi hiren Job verluer hunn, a kenger nationaler Statistik optauchen an hu praktesch de Problem souzesoen an d'Grossregioun exportéiert.

Säit November 2002 tagt dann ënner anerem opgrond vun där alarmanter Entwécklung an ons Äntwert dorobber, mä virun allem och fir déi sougenannte grouss Revisioun vum PAN-Gesetz vun 1999 virzehuelen, wou jo eng Rei vu wichtege Moossnamen den 31. Juli vun dësem Joer auslafen, eng nei Ronn vun der Tripartite.

Ech wëll virun allem un d'Adress vun de Kolleege vun der DP a virun allem un d'Adress vum heitege Wirtschaftsminister Henri Grethen soen, dass mer selten esou d'Gefill haten, dass déi Tripartite-Diskussiounen iwwert dat wat do ze geschéien huet, an ech géif soen, dass den Aarbechtsminister sech vill Méi ginn huet, fir innerhalb vun der Kommissioun an och heiansdo hei innerhalb vum Plenum ze diskutéiere wat an der Tripartite diskutéiert a geschéie soll. Mä ech mengen awer, dass de reellen Afloss, déi Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn a Form vu Motiounen, a Form vu Virschléi, selten esou wéineg agefloss sinn an dat wat sech als Resultat opgrond vun der Tripartite-Ronn do ofzeechent. An ech muss soen, dass wann ech mer nach eng Kéier erëm memoriséiere wat hei virun allem den Henri Grethen an der Vergaangenheet iwwert déi ondemokratesch Prozedur an d'Aushielegung vun de Prerogative vun der Chamber gesot huet, da muss ech feststellen, dass ech an dëser Diskussioun an deene leschte Wochen a Méint net ee vun der DP, weder an der Kommissioun nach hei héieren hunn dee sech Suerge gemaach huet, dass do hannert zouenen Dieren a bei Ausschloss vun der Chamber déi Diskussiounen do gefouert gi sinn.

Dës Institutioun behält eist Vertrauen. Mä mir huelen eis grad esou wéi an der Majoritéit an de Joren 1997 an 1998 och haut an der Oppositioun d'Recht fir ze kommentéieren a Froen ze stellen iwwert dat wat do diskutéiert an zréckbehale gëtt an och eis Skepsis ze soen. Ech erënnere mech un eng Diskussioun, déi mer eng Kéier zesummen op der Televisioun haten, dass de Statsminister deemools gesot huet, all Kéier da wann en ze entscheeden huet tëschent der Tripartite an der Chamber ass seng Décisioun ëmmer déi, dass d'Chamber d'Décisioun muss priméieren an deementspriechend, mengen ech, ass et och un der Chamber fir ze kommentéiere wat do leeft. Dat ass kee Vase clos, deen do ofleeft, mä ech mengen dass mer eis d'Recht mussen huele fir hei eis Meenung ze soen. An dofir ass eis Enttäuschung, ech soe ganz prezis, och grouss, wa mer gesinn dass dës Ronn, an ech zitéieren dann de Statsminister, „net innovéiert, mä nëmme konservéiert".

D'Diskrepanz tëschent der Brisanz vum Problem haut dobaussen um Terrain an dem Null-Resultat schléit net nëmmen der LSAP, mä ech mengen och engem gréissere Publikum dobaussen an d'Aen. Méi wéi 1998 hätt 2003 en Opbroch in-

nerhalb vun der Tripartite missen déclenchéiert ginn, anstatt dass sech d'Sozialpartner praktesch géigesäiteg blockéieren an dann, well een dann net weider kënnt, op 2006 oder 2007 vertagt. An ech muss och soen, dass d'Reaktioune vun de Sozialpartner op d'Ried vum Statsminister jo an deem Sënn och alles aussoen. Et gëtt begréisst, dat wat net geschitt. D'Gewerkschafte begréissen, dass et net zu enger Zerschloung vum Aarbechtsrecht kënnt. Mä wien huet déi gefuerdert? Si begréissen, dass den Index net ofgeschaaft oder wéi och ëmmer geännert gëtt. Mä ech mengen, dass et am politesche Raum, dat hu mer jo erlieft an deene leschten Deeg, eng Unanimitéit gëtt, fir net dorunner ze goen, an op där anerer Säit begréissen d'Patronen, dass et net zu enger Augmentatioun vun de Lounniewekäschte kënnt. Ech mengen, och am politesche Raum gëtt et keen, am Géigendeel, deen net der Meenung ass, dass mer um Niveau vun de Lounniewekäschten eng Tromp, déi mer haut hunn, och an Zukunft solle bewahren.

An ech hu mat Intérêt, och wann ech quant au fond oft net mat em d'accord sinn, de Kommentar vum Lucien Thiel um Radio am Verbatim nach eng Kéier nogelies, deen d'Tripartite-Ronn e bësse kommentéiert huet an deen zum Schluss seet: „allerdéngs ass soss net vill geschitt, ausser dass eng nei Kommissioun elo déi Kompetitivitéit am A behale soll", an e seet zum Schluss: „dat alles getrei deem neie Motto vum Lëtzebuerger Modell, mir wëllen hale wat mir hunn".

An ech géif och nach dobäi soen, dass den Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot sech jo kennzeechent doduerch, dass sech do géigesäiteg blockéiert ginn ass mat eben dem Resultat, dass en Avis erauskomm ass, deen e Ventre mou ass, deen am Prinzip net eng kloer Richtlinn opweist, wou d'Lëtzebuerger Land sech um Gebitt vun der Wirtschaft, dem Aarbechtsmaart an och der sozialer Sécherheet soll beweegen. Et kann ee bal scho fäerten, dass mer amgaange sinn an eng blockéiert Gesellschaft eranzegoen, och blockéiert an eise Käpp, an ech mengen dat ass ee vun de Virwërf, deen een der Regierung muss maachen, dass se net an der Tripartite ebe just dee Geescht gespillt huet fir och innovativ ze sinn, besonnesch an engem Moment wou d'Lëtzebuerger sech ganz vill Suergen op dem Niveau vum Aarbechtsmaart maachen.

D'Grënn fir dës Null-Nummer, hunn ech gesot, leien eben och bei der Regierung, sief et dass de Positionnement vun der Regierung an enger Rei vu Froen, wann ech nëmmen deen huele vun der Aarbechtszäitorganisatioun oder eemol net ze schwätze vun Aarbechtszäitverkierzung, vläicht besonnesch schwiereg, wann net souguer onméiglech war, sief et dass wéinegstens an Deeler eng schlecht Preparatioun war, wat bedauerlech ass, well den Datum vun dem Erfall vun eenzelne Mesurë jo praktesch säit dem Ufank vum Gesetz, also Ufank 1999, bekannt ass, sief et awer och, hunn ech an der Kommissioun jiddefalls vu Majoritéitsvertrieder héieren, dass natierlech esou no bei de Wahlen, 12 Méint virun de Wahlen, d'Zäit ze no wier, fir ze vill de Kapp aus der Fënster eraus ze stiechen, also politesche Courage ze weisen, fir eng Rei vu Saache wierklech un zepaken.

An d'Froen, déi d'LSAP ze stellen huet un d'Regierung an deem Zesummenhank, si ganz einfach. Wat fir eng Äntwert gi mer deem Tripartite-Resultat an där Null-Nummer op déi eesäiteg Flexibiliséierung, déi mer säit véier Joer um Terrain an der Duerchféierung vun de Moossname vum PAN erliewen? Et gëtt elo anscheinend e Konsens, dass mer méi Erfahrung bräichten, dass mer nach e puer Joer missten drunhänken, fir wierklech sécher ze sinn an ze kucke wéi dat sech ausdehnt.

Net nëmmen, an den Här Glesener ass mäin Zeien heibäi, hunn eis d'Sozialpartner schonn am Januar 2000, do war d'PAN-Gesetz nach bal net a Kraaft, an engem Hearing hei an der Chamber gesot, dass se sech elo scho sécher wären, dass dat Gesetz do zu enger eesäiteger Flexibiliséierung géing féieren, an zweetens hunn eis d'Patronatsorganisatiounen och deemools am Januar 2000 scho gesot, si géifen am Dram net drun denke fir déi Moossname vun der Aarbechtszäitverkierzung, déi am Gesetz am Artikel 43 enthale sinn, iwwerhaapt unzewenden. Si géingen am Dram net drun denke fir hire Leit um Terrain den Direktiounen, de Personaldirektiounen an de Betriber déi do Richtlinn ze ginn. An ech hunn dann och an den Zeitungen Zitater geholl, Här Glesener, vum LCGB, fir sécher ze sinn, dass ech net kann ënnerschobe kréien hei net objektiv erëm ze ginn. Ech huele ganz rezent Zitater, déi no der Tripartite-Ronn gesot gi sinn.

Op den 1. Mee-Organisatioune vun dem LCGB seet hire President, den Här Robert Weber, ech zitéieren d'Lëtzebuerger Wort: „Der LCGB-Vorsitzende zog eine ernüchternde Bilanz einzelner Aspekte des PAN-Gesetzes. Bei den Kollektivvertragsverhandlungen missachtet die Arbeitgeberseite zum Beispiel systematisch die Tripartiteabmachungen zum Thema Arbeitszeitverkürzung." Dat ass dat wat den 1.Mee gesot ginn ass, an ech hu méi rezent nach, den 13. Mee an deem selwechte Lëtzebuerger Wort eng LCGB-Tagung vun hirem Syndikat, Metallverarbeitung und Industrie, nogelies, wou den zoustännege Sekretär seet: „ Noch immer etwa stosse man bei den Arbeitgebern auf taube Ohren wenn es um neue Modelle der Arbeitszeitorganisation in Verbindung mir kürzeren Arbeitszeiten gehe."

Dat ass de Constat, deen ech maachen, an dat wonnert mech dann, wann ech gesinn dass also da gesot gëtt, mir hunn net Zäit genuch, wann do vun där Säit, an ech kënnt och elo aner Gewerkschaften hannendrun nennen an ech kënnt op där anerer Säit och Patronatsstëmmen zu deem Constat bréngen.

(Interruptions diverses)

An ech muss soen, dass wann ee wéi den LCGB-President den 1. Mee seet, et gëtt e Broch an der Tripartite, wann do den Index a Fro gestallt gëtt an en Découplage gemaach gëtt vum Congé parental an dem Congé de maternité, wann een d'Lat esou héich oder esou déif leet an esou virun, fir dann ze soen, ënnert deene Konditioune si mer net méi d'accord. Wann dat déi Lat ass, déi do gesat gëtt, da muss ech soe sinn déi Aussoen, déi hei gemaach ginn an déi all Dag vun de Gewerkschafte gemaach ginn, da froen ech mech allerdéngs wéi een zum Konsens kënnt, dee mir net deelen, fir elo ze soen, mir mussen nach véier Joer waarden a mat der Gefor zum Deel, dass ee Moment an der Diskussioun jo war, fir dann net méi en Datum dran ze setze wou en Erfall vun deene Moossname géif kommen, wat se dann definitiv zementéiert hätten.

Mir si säit dem Dépôt vun der Proposition de loi, déi de Kolleeg Jeannot Krecké an ech gemaach hunn, der Meenung, dass mer um Niveau vun dem PAN méi contraignant Méiglechkeeten eis musse schafen, an de Statsminister huet jo an de Raum gestallt, dass mer méi contraignant Moossname brauche fir dass dat Spill do, déi Flaksecurity, fir dat Wuert ze huele wat 1998 an 1999 jo eent war wat mer gemengt hu wëllen duerchzesetzen, wat mer als Chamber deemools wollten och wierklech ëmgesat kréien. An da froen ech mech wat fir eng Äntwert mer ginn op de Präis, deen eis Salariéen alleguerten dobaussen an de Betriber droe fir méi Flexibilitéit, fir méi Produktivitéit, fir erhéicht Aarbechtskadenzen, fir eng laang, reell Aarbechtszäit, déi et zu Lëtzebuerg gëtt.

Wann een d'Donnéeë vergläicht vu Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner, dann hu mer mat ronn 41,2 Stonnen d'Woch eng reell Aarbechtszäit, déi immens héich ass par rapport zum Beispill zu Däitschland oder par rapport zu Frankräich. Ech mengen also, dass e Präis fir déi Flexibilitéit an deen Asaz, déi do gebuede ginn, noutwendeg ass, an dofir hu mer déi Iddi vun der Verallgemengerung vun der sechster Urlaubswoch ënnerstëtzt, net well mer mengen, dass eng sechst Urlaubswoch zousätzlech eise Problem vun dem Aarbechtsmaart léist, mä well et e Präis ass fir deen Asaz, dee verlaangt ginn ass.

Ech menge mir waren esou raisonnabel, dass mer an der Proposition de loi gesot hu mir hätten déi elo emol gären an enger éischter Phas fir all déi Leit, déi Schichte schaffen an ënnert schwéierste Konditioune schaffen, fir dann an der nächster Legislaturperiod ze kucken, ob mer dann eng Verallgemengerung fir de ganze Salariat maache kéinten.

Ech hunn nogelies wat de Wirtschaftsminister Henri Grethen elo a senger Ried bei der Foire gesot huet iwwert d'Produktivitéit. Dat ass sécherlech fir Ekonomisten ganz richteg. Hie seet: D'Produktivitéit besteet aus dräi Bestanddeeler: dat ass d'Qualitéit vu Produkten an Déngschtleeschtungen, dat ass e steierlecht a rechtlecht Ëmfeld, wat favorabel ass, an dat sinn d'Lounkäschten.

Eiser Meenung no, an där Gesellschaft wéi mer se haut hunn, spréngt esou eng Definitioun vu Produktivitéit e bësse kuerz, well mer mengen dass d'Qualitéit, d'Aarbechtsqualitéit, d'Liewensqualitéit vun de Salariéen, hir Motivatioun innerhalb vun de Betriber, hir Qualifikatioun haut och e ganz wichtege Bestanddeel vun der Produktivitéit a vun der Definitioun vu Produktivitéit misst sinn, déi ebe just hei an den Diskussiounen och vill méi hätt misse berücksichtegt ginn.

Wat fir eng Äntwert op d'Dramatik vu kollektiven Entloossungen, wann net déi vun der Verbesserung vum legalen Arsenal? Och hei hunn ech nach gëschter am Lëtzebuerger Wort gelies, souguer an der Iwwerschrëft vun enger Tagung vum LCGB, wou steet: „Gesetz über kollektive Entlassungen verbessern". Ech gesinn awer näischt an deem Deal, deen elo innerhalb vun der Tripartite erauskomm ass fir och hei dofir ze suergen, dass mer um gesetzgeberesche Plang besonnesch d'Rechter vun de Gewerkschaften, déi an deem Gesetz onzefriddestellend geregelt sinn, verbessere kënnen, well dass mer all Kéier duerch d'Fauscht op den Dësch schloe vum Statsminister, wéi et an engem Fall geschitt ass, kënne verschidde Saache réckgängeg maachen, dorunner kënne mer net gleewen. Mir mussen also och um Niveau vum Arsenal diskutéieren.

Wat fir eng Äntwert hu mer op déi eiser Meenung no an der Tëschenzäit iwwerdriwwen Notzung vun den CATen? Mir hu jo eng laang Geschicht do. Dat ass jo näischt Neies. Am Juni 1978 hu mer fir d'éischte Kéier déi Kontrakter do gemaach, déi am Ufank DAT-Kontrakter waren an anerer, déi mer verschmolz hunn an déi sécherlech hire Succès hunn. Et ass sécherlech déi Moossnam, déi am meeschte Succès huet, mä et däerf ee sech awer och do näischt virmaachen.

Wann am öffentlechen Déngscht beim Stat a bei de Gemenge an der Tëschenzäit vill honnerte vun CATe gebraucht ginn, dann hunn ech heiansdo d'Gefill, dass verschiddener vun deenen et maachen, sief et well se duerch den Numerus clausus keng Leit era kréien an einfach dann iwwert deen dote Wee fueren, oder sief et bei villen aneren och, well et dach awer ganz bëlleg Aarbechtskräfte sinn, wann ee weess wéi vill Prozent d'öffentlech Hand, also de Fonds pour l'emploi bäileet. Ech menge mir mussen aus där Logik erauskommen, dass hei eppes gemaach gëtt just als reng Beschäftegungstherapie.

Dofir ass och elo d'Verweisen op eng grouss Reform vum Aarbechtslosegesetz, wou dat doten da soll dra kommen, fir eis keng Äntwert. Mir hätte léiwer gehat, wann de PAN a senger Gesamtheet, a senger Vernetztheet, réviséiert gi wier mat all deenen Elementer do, amplaz dass mer elo e Saucissonnage maache vu verschiddene Gesetzer, déi op déi Froen do eng Äntwert solle ginn.

Ech mengen datselwecht gëllt, an den Aarbechtsminister ass sécherlech do grad wéi mir onzefridde mat der Aart a Weis wéi schnell Verschiddenes ëmgesat gëtt, wann ee weess dass hien, grad esou wéi vill anerer, Problemer mat senger Ongedold heiansdo huet. Mir hate jo vill Diskussioune mat der Kommissioun a mat der Adem selwer, mä wann ee gesäit wéi schwiereg, wéi schleppend d'Ëmsetzung vun engem vun deene wichtegsten Elementer vun der PAN war, nämlech wat de Parcours d'insertion individuelle sollt ubelaangen, da brauche mer do ganz nei Äntwerten an ech géif och mengen, dass wann ee gesäit dass haut Placeuren an deenen eenzelnen Arbeitsämter 450 Dossiere mussen traitéieren, da wësse mer och do, dass eng proaktiv Politik ëmmer méi schwéier gëtt.

Dat Tripartitesresultat ass also eng schwaach Äntwert, eng dënn Zopp eiser Meenung no op déi aktuell Situatioun. Bezeechnend ass och dat wat een als Gadget kéint bezeechnen, fir eben d'Aarbechstzäitverkierzungen och elo drun ze hänke beim Ofbau vun Aarbechtsplazen, wann een datselwecht mécht wéi et haut am Artikel 43 ass. Den Artikel 43 haut ass en Nullresultat. Keen eenzege Kontrakt ass an de Betriber op deem Gebitt vum Artikel 43 gemaach ginn. Wa mer en also d'selwecht agencéieren och an der Fro, wann e beim Ofbau vun Aarbechtsplaze kéint mathëllefen ze reagéieren, da soen ech Iech elo schonn da wäert et och an der Zukunft en Nullresultat bleiwen. Dëst Resultat reit sech also perfekt an.

Ech hunn d'Aufgab gären, fir all sechs Méint dem Aarbechtsminister e klenge Bilan ze maachen, fir dass hien net ze vill euphoresch gëtt a mengt, dass d'Zuel vu Pressekonferenzen a vun Etüden duer geet fir d'Fakten, déi um Terrain effektiv spillen, a Fro ze stellen. Zwielef Méint virun Enn vun der Legislaturperiod hu mer nach keen neit Kollektivvertragsgesetz an ech muss soen ech war elo ganz erstaunt den Här Glesener ze héieren, dee gemengt huet mir kënnten den Avis vum Conseil d'Etat nach virun der grousser Vakanz héieren. Wa meng kleng Ouere richteg héieren hunn, dann huet de Conseil d'Etat dëse Mount mat sengen Aarbechten ugefaangen. Ech mengen et ass also vläicht verfréit unzehuelen, dass mer dat esou schnell maache kënnen, obwoul mir sécherlech drop waarden dat schnell ze maachen.

Mir hunn elo emol endlech en Dépôt vun engem Gesetz iwwert dat wat do genannt gëtt de Chômage social. Ech mengen net, dass et e Gesetz ass iwwert d'Economie solidaire, no deem bësse wat een alt scho konnt dovunner héieren, mä ech mengen dat analyséiere mer da le moment venu, wann d'Aarbechten dozou uginn.

Mir hu kee Gesetz iwwert d'Bekämpfung vu Mobbing. Ech hu vun enger Gewerkschaft, déi lech jo vu wäitem no steet, während Méint a Joren héieren, dass mer endlech e Gesetz iwwer Mobbing brauchen. Spéitstens deen Dag, wéi d'LSAP hei e Gesetzesvirschlag gemaach huet, huet een dozou näischt méi héieren, an ech muss soen deen Avis, deen d'Regierung gemaach huet, war méi wéi dürfteg, déi Argumenter, déi gebraucht gi sinn.

Mir hu keng Reform vun der ITM, vun der Gewerbeinspektioun. Mir hunn zwar elo emol en Audit, mä ech menge wéi schwéier et ass dat ëmzesetzen, dat ass den Aarbechtsminister amgaangen, zesumme mat senge Responsablen, ze erliewen. A mir hu virun allem, an dat war d'Prioritéit Nummer eent op den 1. Mee-Feiere vun de Gewerkschaften, keng Reform vun de Matbestëmmungsgesetzer, kee Projet, keen Avant-projet an näischt. Ech mengen, dass trotz dem Bilan iwwert déi salbungsvoll Rieden, déi heiansdo gehale ginn, d'Fakte ganz anerer sinn, mais les réalités sont têtues ass déi Analys, déi mer maachen, an déi ass éischter mickreg.

Ech wéilt en zweeten a leschte Punkt huelen, fir op den Domän ze kommen, deen haut ënnert dem Motto, wéi ech gesot hunn, Vereinbarkeet vu Beruff a Famill och zu Lëtzebuerg duerch eng héich Fraequot an der Aarbechtswelt seng Bedeitung huet. Lëtzebuerg, wat a risege Schrëtter amgaangen ass aus sengen traditionelle Strukturen erauszewuessen. Ech wëll mech net mat den Zuele verléieren, wat säit dem Etat de la nation vun 2000 op deem Gebitt geschitt ass. Ech mengen allerdéngs, dass deen Usproch vun 1.100 neie Plazen am Beräich vun de Structures d'accueil, wann ee weess, dass mer elo bei ronn 300 no dräi Joer sinn, kaum wäert erreecht ginn. Mat där Dynamik, wou mer do amgaange sinn, wäerte mer bis 2005 eis Karenze kaum ausmerzen.

Wa mer awer keng nei Dynamik hei kréien, wa mer keng nei Finanzéierungsmodeller kréien zwëschent Stat a Gemengen, da wäerte mer déi eklatant Besoinen do nach weider behalen. Ech denken, dass et Zäit gëtt fir iwwert d'Defiziter vun der Familljecompatibilitéit, déi hei zu Lëtzebuerg enorm sinn, eng seriö Diskussioun ze féieren a praktesch eng nei Politik ze maachen.

Wa mer méi a Betreiungsstrukture géifen investéieren, da kéinte mer déi Kurskorrektur fäerdeg bréngen, déi noutwendeg ass. Ech hu gëschter an der Süddeutsche gelies, wat den CDU-Chef vu Rheinland-Pfalz Christoph Böhr, deen net bekannt ass zu de fortschrëttlechsten an der CDU ze gehéieren, gesot huet: „Unsere Partei, die CDU, muss endlich in der Wirklichkeit ankommen." Hei kéint een och soen: Unsere Regierung muss endlich in der Wirklichkeit ankommen.

Den Term Ganzdagsschoul léisst jo scho munchen heiansdo heibannen erzidderen als wiere mer dann um Wee an eng sozialistesch Retrorepublik, awer souguer an der CDU an an der CSU an Hessen an a Bayern si se amgaangen d'Scheiklappen hei ze verléieren. Natierlech musse mer dat op fräiwëlleger Basis maachen, awer dat wat mer am Moment zu Lëtzebuerg amgaange sinn ze maachen, an et deet mer Leed, dass d'Familljeministesch an d'Erzéiungsministesch elo net hei sinn, an dat soll mäi Propos sinn, ass net nëmmen e formidable Gâchis, mä definitiv de Wee an eng Sakgaass.

D'Structures d'accueil, d'Betreiungsstrukturen an de Primärschoulen dem Familljeministère als Kompetenz ze gi war schonn 1999 e grousse Feeler. Déi Structures d'accueil haut pedagogesch och ze verschmëlzen an de schoulesche Beräich war eiser Meenung no de Basisfong fir de Modell vun der Ganzdagsschoul.

Ech wëll net nach eng Kéier mat der Privatschouldisskussioun ufänken, déi mer d'lescht Woch hei gefouert hunn, mä ech muss aller-

déngs soen, dass ech awer eng Roserei hei gäre lass ginn. An der Diskussioun iwwert d'Privatschoulen hunn ech hei verschidde Riedner héieren ënner anerem ze soen, dass den Tromp vun de Privatschoulen hir flexibel, modern an innovativ Betreiungsstrukture sinn, zum selwechte Moment gesinn ech da wéi de Stat, de Familljeministère, d'Betreiungsstrukture vun de Gemengen amgaangen ass an eng rigide Carcasse eranzedreiwen an domadder eiser Meenung no kapott ze maachen.

Op där enger Säit gëtt gesot et ass d'Flexibilitéit an d'Autonomie vun de Privatschoulen, déi eng Tromp ausmaachen, an dofir ginn d'Elteren haut hir Kanner an d'Privatschoulen, well do alles flott ass, an ech hunn och haut nach am Jeudi gelies, deen eng Enquête gemaach huet, dass eng Tromp vun de Privatschoulen ënner anerem den Encadrement convivial wier. Do ginn d'Leit gewaarde gelooss fir Modeller, Tariffer ze maachen, déi wierklech op d'Leit zouginn.

Mir sinn am Moment amgaange mat penible Tarificatiounen, mat der totaler Verbürokratiséierung, mat rigidë Konditiounen, déi mer setzen, just de Gegendeel ze maachen. Ech si frou, dass wéinstens a verschiddene Gemengen: rouder, schwaarzer, bloer an anerer e Widderstand besteet géint dat, wat do amgaangen ass ze wuessen.

Ech hoffen, dass mer mat der Familljeministesch nach eng Kéier zu enger Diskussioun kommen, well dat ass net de Wee an d'Zukunft, dat ass de Wee an d'Ghettoiséierung vun de Structures d'accueil, esou wéi se am Joer 2000 hei vum Statsminister a senger Ried vum Etat de la nation gemaach ginn ass. Wa mer dat maachen, da maache mer d'Carcasse vum ASFT-Gesetz kapott. Mir gleewen, dass d'Famill Zukunft huet. Mir gleewen, dass fräiwëlleg flexibel Strukturen noutwendeg sinn, fir virun allem och beruffstäteg Fraen ze hëllefen.

Eent zum Schluss, a besonnesch vläicht an deem heite Feld, …

(Interruption)

Ma ech si gespaant. Am Moment erliewe mer säit Wochen a Méint just de Géigendeel.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- …dee ville Sozialismus, dat ass wouer.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här Juncker, ech weess net, ob Der all Dag konfrontéiert sidd mat de Beamten a Fonctionnairë vu Ministèren, déi amgaange sinn eis hei eranzepressen am Optrag vun der Regierung an am Optrag vum Familljeminister. Ech soen Iech just, heibanne sëtze vill Kommunalpolitiker vun alle Parteien déi et déck sat hunn, well se mierken dass mer hei amgaange si just de falsche Wee ze goen. Ech mengen dat ass deen Appel, dee mer Iech wëlle maachen.

Ech wëll zum Schluss dofir, Här Statsminister, soen: Mat deem à la limite kannerechen Aktivismus, mat deem d'Majoritéit sech hei d'Lat virgëschter héich geluecht huet, freeën ech mech op den Etat de la nation 2004, well dat wäert definitiv fir dës Majoritéit d'Stonn vun der Wourecht ginn.

Merci.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Mä et wäert awer net meng lescht Ried sinn an deem Zesummenhang.

M. le Président.- Merci, Här Lux. Den nächsten Orateur ass den Här Schummer.

M. John Schummer *(DP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer meng Interventioun, déi sech op den Transport konzentréiert, mat engem Zitat aus de Konklusioune vun dem Livre blanc vun der europäescher Kommissioun „La politique européenne des transports à l'horizon 2010: l'heure des choix" unzefänken, dat Pisten opzeechent wéi den öffentlechen Transport an Europa an a senge Memberlänner an deenen nächste Joren organiséiert gi soll.

Ech zitéieren: «Une nouvelle approche du transport urbain par les pouvoirs publics locaux afin de concilier la modernisation du service public et la rationalisation de l'usage de la voiture individuelle: c'est notamment à ce prix que pourront être respectés les engagements internationaux pour la réduction des émissions polluantes de CO_2.» De Livre blanc seet weider, dass eng Optimisatioun vum Transportsecteur ugestrieft muss ginn a kënnt zur Feststellung: «Un système de transport moderne doit être un système durable à la fois d'un point de vue économique, social et environnemental.»

Wa mer dat doten elo hei op Lëtzebuerg transposéieren, da stelle mer fest dass dës Regierung an dësen Transportminister ganz genau an där Linn leien. Als Beispill heizou verweisen ech op de rezente Gesetzesprojet iwwert d'Neiorganisatioun vum Transport public, deen de Minister virun zwou Wochen an der Chamber déposéiert huet. Dëse Projet mécht a verschiddenen Hinsichte Referenz op de Livre blanc, wéi een et am Exposé des motifs vun dësem Gesetz noliese kann.

Ass d'Aussschaffe vum IVL, dem integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept, net grad just dozou ugedoen ëm eng nohalteg Aart a Weis der Entwécklung vun eiser Gesellschaft a vun eisem Land Rechnung ze droen, dat mat Rücksicht op déi wirtschaftlech, op déi sozial an op déi ekologesch Aspekter? Den IVL stellt jo och d'Basis fir de Plan sectoriel transports duer an d'Strategie „Mobilitéit.lu" ass e kohärente Bestanddeel dovunner.

Wat wëll ech heimadder beweisen? D'Transportpolitik, déi vum aktuellen Transportminister viru gedriwwe gëtt, baut op kloer Parameteren op, déi engem kohärente Konzept ënnerleien. Den DP-Minister ass deen éischten Transportminister, dee säit ville Jorzéngten erëm Eisebunnssstrecke baut. Den Henri Grethen huet dësen Dossier säit hien am Amt ass voluntaristesch a konsequent ugepaakt. Wann d'EU-Kommissioun sech en Objektiv setzt am Hibléck op 2010, da kuckt eise Minister vill méi wäit.

Den DP-Minister kuckt bis 2020. Hie kuckt opgrond vun deenen Donnéeën, déi him am Kader vun der Elaboratioun vum IVL schonns zur Verfügung stinn, wéi eist Land sech bis 2020 wäert entwéckelen. D'Objektiv, wat den Transportminister sech do ginn huet, ass fir um Landesniveau e Modal split fir den öffentleche Verkéier vu 25% am Joer 2020 ze erreechen.

Ech hu gesot de Minister Grethen hätt deen Dossier vun Ufank u voluntaristesch a konsequent ugepaakt. Hei d'Eckwäerter vu sengem Handele bis haut. Am Juli 2000 huet d'Chamber en éischte Projet de loi, deen d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur amendéiere soll, adoptéiert. De 24. Januar 2002 huet den Henri Grethen d'Strategie „Mobilitéit.lu" zum Deelaspekt Schinneverkéier virgestallt.

Den 18. Abrëll 2002 ass e weidere Projet de loi, deen d'Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen amendéiere soll, hei an der Chamber déposéiert ginn. Den 8. Oktober 2002 huet de Minister nach e Projet de loi, deen datselwecht Gesetz erëm mat weideren Infrastrukturprojeten ergänze soll, och hei déposéiert.

Déi zwee Projete sinn de 14. Mee 2002 hei an der Chamber adoptéiert ginn a si gesi konkret Mesurë fir d'Ëmsetzung vun der Strategie „Mobilitéit.lu" vir. Mat 890 Milliounen Euro, zirka 36 Milliarden aler Lëtzebuerger Frangen, engagéiert de Stat domadder déi gréisste finanziell Enveloppe vun dëser Legislaturperiod. Den 11. Februar 2003 huet den Henri Grethen de Projet de loi, deen d'Realisatioun vun der Eisebunnsverbindung op de Findel iwwert de Kierchbierg virgesäit, och hei am Haus déposéiert.

Vun esou engem Palmarès kënnen dem Henri Grethen seng Virgänger nëmmen dreemen. Ech géif de Vertrieder vun der Lëtzebuerger sozialistescher Aarbechterpartei folgend Zitat vum Sören Kierkegaard un d'Häerz leeën, éier se Interpellatiounen ufroen a Pabeiere verfaassen, wou hir Alternativlosegkeet nëmmen nach ëmmer méi zum Virschäi kënnt: „Nur wer wesentlich schweigen kann, kann wesentlich reden."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'europäesch Kommissioun an hirem Livre blanc seet de Service um Client misst verbessert ginn, dann ass dee Projet de loi iwwert d'Transports publics sécherlech och ee vun deem d'Haaptelementer dëst Zil erreeche wäerten. D'Haaptakzenter vun dësem Projet de loi sinn déi folgend:

1. En zesummenhängend Konzept fir de gesamten öffentlechen Transport.

2. D'Schafe vun engem neie legale Kader vun dëser Organisatioun, ouni awer den aktuelle System vun den Autorisatioune vun de Buslinnen an hiren Exploitatiounen a Fro ze stellen.

3. D'Gestioun vum öffentlechen Transport nei ze organiséieren, déi enger sougenannter Autorité organisatrice ënnerstallt gëtt, déi d'Form vun engem Etablissement public kréie soll.

4. Déi Autorité organisatrice soll och d'Aufgabe vun enger Mobilitéitszentral iwwerhuelen.

5. D'Gemenge solle méi an d'Organisatioun vum öffentlechen Transport mat agebonne ginn.

6. D'Clientë sollen iwwert de Wee vun engem Comité des usagers associéiert ginn.

7. A last but not least soll d'Sécherheet vum Client duerch besser strukturéiert Kontrolle nach méi garantéiert ginn.

De Kader ass also gesat oder ass amgaangen aktiv virbereet ze gi fir den öffentlechen Transport op d'Erausfuerderunge vun den nächste Jore konsequent ze preparéieren. Ech widderhuelen d'Stéchwierder nach eng Kéier: integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept, Plan sectoriel transports, Mobilitéit.lu, neit integréiert Exploitatiounskonzept fir Zuch a Bus an d'Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. Mä dat geet sécherlech net duer. Och muss een dat néidegt Material zur Verfügung hunn.

Ech wëll hei just nach eng Kéier un déi impressionant Commanden erënneren, déi d'Eisebunn an deene leschte Méint op Dränge vum Transportminister hi gemaach huet, fir hiert Rullmaterial opzestocken. Bis 2004 ass jo virgesi fir 57 sougenannte Wegmann-Wagonen ze ersetzen, déi 36 respektiv 38 Joer al sinn. Et ass och virgesi fir déi elektresch Zuchmaschinnen, déi 28 respektiv 32 Joer al sinn, ze ersetzen. Dat Material gëtt actuellement d'Méiglechkeet vu 6.682 Sëtzplazen a wann Der den Alter dovunner héiert, da kënnt Der Iech virstellen, dass et effektiv allerhéchst Zäit ass dat ze ersetzen an duerch zousätzlecht Material, ënner anerem Train-Tram-Material, ze ergänzen.

Dëse Programm fir d'Uschafung vun neiem Matériel roulant gëtt ergänzt duerch d'Moyens budgétaires, déi dës Regierung sech ginn huet, déi de Stat der CFL duerch dat neit Gesetz zur Verfügung stellt fir deen neie Centre de maintenance et de remisage um leschte Steiwer (Dernier Sol) kënnen ze bauen.

Den Henri Grethen huet och d'CFL-Direktioun opgefuerdert a gefrot si soll him eng kohärent Strategie fir den Transport iwwert d'Schinn hei zu Lëtzebuerg virleeën, wat déi mëttel- a laangfristeg Uspréch un d'Capacitéiten vum Niveau vun den Infrastrukturen an dem Rullmaterial ubelaangt a wat virun allem hir Positionéierung an engem europäesche Maart ugeet. Ech brauch net nach eng Kéier ze widderhuele wéi prekär d'Finanzsituatioun vun der CFL am Beräich vum Wuerentransport ass, wou si d'Autonomie de gestion säit 1997 hunn.

Den Transportminister huet d'CFL ausserdeem verantwortlech drop higewisen, dass hire kontraktuellen Optrag a puncto Organisatioun vum öffentleche Schinnentransport net nëmmen d'Organisatioun mä och d'Verpflichtung beinhalt fir fir neit zäitgeméisst Material ze suergen, dat der Capacitéit an de Confortusprech vun enger séier wuessender Clientèle och gerecht gëtt.

D'CFL hunn anzwëschen déi néideg Démarchen ënnerholl fir dat aalt Rullmaterial géint neies auszetauschen an esou en neie Fuhrpark ze erstellen, deen eng Capacitéit vun 22.636 Plaze wäert hunn, wat Investissementer an der Héicht vun 386 Milliounen Euro, dat heescht 16 Milliarden aler Lëtzebuerger Frangen, entsprécht.

An deem Budget sinn dann awer nach net d'Lokomotiven dran. Zwielef elektresch Automotricë si bestallt, déi zwëschent 2004 an 2006 wäerte geliwwert ginn. Weiderhi si 85 Duebelstack-Wagone bestallt ginn, wou déi éischt ob ab November 2004 wäerte geliwwert ginn.

Ausserdeem sollen deemnächst och 40 Wagone fir den Train-Tram-Betrib bestallt ginn, déi tëschent 2005 an 2009 wäerten op Lëtzebuerg geliwwert ginn. A wat d'Lokomotiven ubelaangt, esou sinn där 20 Stéck bestallt ginn, déi ausschliesslech fir den Transport vun de Persoune bestëmmt sinn, déi sollen tëschent 2004 an 2005 disponibel sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt also feststellen, datt d'Eisebunn parallell zu deene grousse Projeten, déi virgesi sinn, fir einen öffentlechen Transport hei op d'Zukunft virzebereeden, sech ebenfalls preparéiert. Ze hoffe bleift, dass d'CFL sech och an deene Beräicher, wou si d'Autonomie de gestion huet, eng kloer Strategie gëtt, déi hëlleft sech an engem offene gemeinsame Maart zurecht ze fannen an och an deem gemeinsame Maart net nëmmen zurecht ze fannen, mä och finanziell kënnen ze iwwerliewen.

Jiddefalls awer läit den Transport public zu Lëtzebuerg net brooch, a steet net um Rangéiergleis, esou wéi verschidde Leit aus dem Bréisseler oder dem Stroossbuerger Exil - de Premier géing vun ausrangéierte politeschen Outsiderë schwätzen - et gäre géingen erbäirieden. De Statsminister huet en Dënschdeg op dëser Plaz gesot, dass „Weises gëllt". Abee, den Transportminister ka soen: „Pari tenu".

Den Transportminister huet d'Weiche gesat fir d'Zukunft vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. D'DP-Fraktioun ass iwwerzeegt, dass dësen Transportminister an dës Regierung resolut déi ageschloe Richtung anhale wäerten a schwätzt hinnen hiert vollt Vertrauen aus.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Schummer. Als leschte Riedner haut de Moie kënnt den Här Lucien Clement. Hien ass ageschriwwe fir 15 Minutten, eou dass mer kënne rechnen, dass mer véirel op zwielef hei de Moie fäerdeg ginn.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genee virun engem Joer hunn ech hei op dëser Tribün folgendes gesot an ech zitéieren dat: Am Moment profitéieren déi Lëtzebuerger Betriber nach ëmmer vun engem relativ gudde wirtschaftleche n Ëmfeld. Och wann de Wirtschaftswuesstum fir 2002 héchstwahrscheinlech zolidd méi niddreg ausfält wéi an de Jore virdrun, ass e bei eis zu Lëtzebuerg nach ëmmer méi héich wéi an deene meeschten anere Länner vun der Europäescher Unioun. Op där anerer Säit hu mer awer keng Garantie, datt et eis wirtschaftlech ëmmer esou gutt geet, wéi dat bis elo de Fall war. Dofir ass et néideg a wichteg schonn haut d'Zukunft fir muer an iwwermuer virzebereeden.

Ech denken, datt ech mat dëser Analys net esou falsch louch. Mir befannen eis haut an engem ekonomesche Kontext, deen eis, wa mer eis als politesch Mandatéiert eescht huele wëllen, wierklech zum Handelen opfuerdert. Och de Mëttelstand an an der Haaptsaach déi handwierklech Betriber si vun dëser moroser Wirtschaftslag betraff. Et ass allerdéngs esou, datt deen ee Secteur oder deen ee Betrib vläicht méi dovu betraff ass wéi deen aneren. Virun allem an engem Kontext vun der ekonomescher Diversifikatiounspolitik spillt d'Handwierk mat 140 verschiddene Beruffssparten nach ëmmer eng wichteg a virun allem och eng gewichteg Roll hei zu Lëtzebuerg.

Dofir ass et immens wichteg, dass niewent dem klasseschen Handwierk am Secteur vun der Konstruktioun an der Liewensmëttelbranche haut och an anere Sparte versicht muss ginn d'Aktivitéit auszebauen. Ech denken do beispillsweis un de Medien- a Kommunikatiounsstandort Lëtzebuerg, un d'Fuerschung an un d'Informatiounstechnologien, wou sech mat Sécherheet nei Nische fir Lëtzebuerg opdoe wäerten.

Ouni elo hei mat statisteschen Zuele wëllen ze operéieren, denken ech awer, datt de Konjunkturréckgank besonnesch de Bausecteur getraff huet. Dofir ass et wichteg, dass déi grouss Investitiounsprojeten, déi am pluriannuellen Investitiounsprogramm enthale sinn, oprecht erhale ginn. Et wier an där heiteger Situatioun sécherlech e schlecht Signal a virun allen Dénge e falscht Signal, wa mer géife vun dëser Politik ofréckelen. Et wier och e Signal wat mat Sécherheet negativ Folge fir de Bausecteur hätt. Verschidde Beruffschamberen hate scho beim Budget 2003 d'Orientatioun vun der Regierung ervirgehuewen, fir déi antizyklesch Ausrichtung vun den Investitioune bäizebehalen.

Doriwwer eraus musse mer awer och déi legislativ Projeten ëmsetzen, déi de Bausecteur an d'Handwierk onmëttelbar betreffen. Ech denken do un éischter Stell un d'Marchés-publics-Gesetz, wou ech frou sinn, datt mer dëse wichtegen Text trotz dem Här Henckes senger Verzögerungstaktik dës Woch awer nach konnten évacuéieren.

Als zweet legislativ Prioritéit wëll ech d'Reform vum Droit d'établissement ufléieren. Déi lescht grouss Reform geet op d'Gesetz vum 28. Dezember '88 zréck. Am Laf vun 2002 huet d'Chambre des Métiers zesumme mam Ministère des Classes moyennes eng ganz Rei vu Propositiounen op den Dësch geluecht, déi sech op zwou grouss Axe konzentréieren. Zum enge geet et drëm fir datt déi handwierklech Betriber sech méi flexibel or-

ganiséiere kënnen. Och an Zukunft muss den Niveau vun der Qualifikatioun vum Chef d'entreprise op engem héijen Niveau gehale ginn. Elei spillt d'Gestion d'entreprise och fir de klenge Patron eng ëmmer méi wichteg Roll.

Zum anere gëtt d'Lëscht vun de Beruffer nei aménagéiert, dat heescht op där enger Säit, datt ee verschidde Beruffer fusionéiert, an op där anerer Säit, datt een nei Beruffer schaaft. Dëse Projet wäerte mer deemnächst an der Kommissioun an hei am Plenum diskutéieren.

En anert Gesetz wat de Minister vun de Classes moyennes op den Instanzewee ginn huet ass d'Reform vun der Loi-cadre fir de Mëttelstand. Zum enge muss méi an den Investissement non-corporel investéiert ginn, dat heescht an der Haaptsaach an nei Breveten, nei Lizenzen, nei Iddien, esou wéi an de Wëssens- an Technologietransfert, fir d'Schafung vun neien Entreprisen ze förderen. Zum anere gi fir d'Entreprisen nei Ureizer geschaaft, fir hir Aktivitéiten ëmweltfrëndlech an op eng nohalteg Aart a Weis auszeriichten. D'Entreprisë ginn doriwwer eraus incitéiert fir verstäerkt an d'Fuerschung ze investéieren. Last but not least soll an der Liewensmëttelbranche e Regime mat Instrumenter a Methode geschafe ginn, deen d'Traçabilitéit vun der Qualitéit vun der Produktioun verbessert an d'Liewensmëttelsécherheet och weiderhin assuréiert. Dës Mesure huet d'Chamber an hirem Débat iwwert d'Liewensmëttelsécherheet och esou an där Form formuléiert.

Wa mir nei Innovatiounen an den handwierkleche Betriber wëllen, da komme mer mat Sécherheet net derlaanscht fir iwwert d'Integratioun vun neien Informatiounstechnologien an de Betriber ze diskutéieren. An dësem Beräich kënne mir zu Lëtzebuerg duerchaus vun enger gréisserer Success-story diskutéieren.

No enger Analys vum CEPS/INSTEAD ginn et ëmmer méi Lëtzebuerger Betriber, déi op Informatiounstechnologië virbereet sinn. Déi Analys, déi d'lescht Woch virgestallt ginn ass, seet, datt praktesch 97% vun de Betriber hei zu Lëtzebuerg informatiséiert sinn. 87% vun de Betriber, déi informatiséiert sinn, hunn och en Accès op den Internet. 65% vun dëse Betriber hunn eng Internetsäit, 68% vun de Betriber maachen hir Achaten doriwwer a 16% vun den informatiséierte Betriber maachen och hir Vente en ligne.

Et däerf ee sech awer elo net onbedéngt op dëse Resultater ausrouen, well trotz deem leschte Sprint ass Lëtzebuerg nach ëmmer net am europäesche Spëtzepeloton. An dësem Kontext sief och nach ervirgehueven, datt d'Chambre des Métiers am Konzept eHandwierk e performant Instrument an d'Liewe geruff huet, wat déi kommunikativ an informativ Relatioune mat de Clienten esou wéi déi intern Gestioun nohalteg verbessert.

Dir hutt gesinn, datt mer op dësem Terrain Retarden, déi mer do haten, zu engem groussen Deel wett gemaach hunn. Wichteg awer fir dëse Prozess weiderhin ze beschleunegen a virun allem ze sécuriséieren ass, datt mer esou séier wéi méiglech e Gesetz iwwert d'Signature électronique kréien.

Här President, ech muss och ëmmer erëm dorop hiweisen, datt den Image vum Handwierk an der Gesellschaft, mä notamment bei deene Jonken, muss opgebessert ginn. Hate mer 1985 nach 1.700, bal 1.800 Léiermeedercher- a Bouwen, esou hu mer der 2002 nach 1.395. An deene leschte Jore sinn trotz Ustrengunge säitens dem Handwierk eng 300 bis 350 Léierplaze pro Joer net besat ginn.

Den Image vum Handwierk als leschten Auswee no enger verpatzter schoulescher Carrière gëtt de Chancen, déi haut ëmmer nach am Handwierk leien, sécherlech net gerecht an hëlleft de part et d'autre och kengem hei am Land weider.

Ech weess, datt hei un engem Projet de loi geschafft gëtt. Ech wëll och net méi all Virschléi, déi ech schonn zu dësem Thema hei op der Tribün gemaach hunn, widderhuelen.

(Interruption)

Jo, ech war en Dënschdeg net hei, Här Biltgen, wéi dee ganze Pak deponéiert ginn ass. Ech huelen un, datt en do derbäi war.

Eleng wéinst der Tatsaach, datt an dëser vu klammende Chômagezuele gepräegter Zäit 350 Léierplazen net besat gi sinn, mengen ech, ass et derwäert, datt ee sech awer nach eng Kéier Gedanken doriwwer mécht. Wéi kann een d'Léier méi attraktiv maachen?

Et gëtt do mat Sécherheet Méiglechkeeten am prakteschen Oflaf, mä virun allem muss och eng Léier finanziell, menger Meenung no, gläichgestallt gi mam Mindestloun, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Wéi gesot, Här President, ech wëll mech do net ëmmer widderhuelen, mä dës Virschléi hunn ech ganz am Detail bei de Budgesdiskussiounen d'lescht Joer gemaach an et kann ee se och do noliesen.

En anert wichtegt Uleies vu menger Interventioun sinn déi aarbechtsmaartpolitesch Moossnamen, déi do si fir deene Leit ze hëllefen, déi keng Aarbecht hunn, oder deenen ze hëllefen, déi virun allem Schwieregkeeten hu fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Wann och d'Zil vun dëse Moossnamen a kengster Weis soll an däerf a Fro gestallt ginn, esou stinn dës Mesuren dach awer an der Schosslinn, well et hei virun allem un Transparenz bei der Gestioun mangelt.

D'Käschte vun dësen Initiative ginn zu 75% vum Fonds pour l'emploi gedroen. Déi aner 25% gi vun deem ofgedeckt, deen d'Aarbecht u sech bestellt. Dat sinn awer a ganz ville Fäll d'Gemengen, also och erëm d'ëffentlech Hand. D'Chambre des Métiers huet net fir d'éischt vun enger Concurrence déloyale hei geschwat.

Wann am Ufank dovunner ausgaange ginn ass, datt d'Envergure sech géing an engem raisonnable Mooss halen, esou hunn haut mëttlerweil verschidden Initiativen d'Envergure vu gréisseren oder vu ganz grousse Betriber erreecht. Klärungsbedarf iwwert de Wee vun engem entspriechende Gesetz ass mat Sécherheet ugesot. De Projet, fir deen ech dann den Här Biltgen awer ausdrécklech félicitéiere wëll, ass jo den Dënschden hei déposéiert ginn.

Vun den Zouschëss awer aus dem Fonds pour l'emploi sollen elo och Privatbetriber profitéiere kënnen, déi Aglidderungs- an Erëmaglidderungsmoossnamen organiséieren. Si sollen a mussen deenen nämlechte Konditiounen a Contrainten ënnerleie wéi déi eenzel Beschäftigungsinitiative se hunn.

Dësen Text soll doriwwer eraus och Klorheet schafen, ob sech den Iwwergang vun dësem Aarbechtsmaart op deen éischten Aarbechtsmaart iwwerhaapt vollzéit, well sech mëttlerweil verschidden Initiativen net méi als reng Beschäftigungsinitiativ verstinn. Doriwwer eraus ginn et eng ganz Rei vu Fäll, wou den Demandeur d'emploi sech ledeglech tëschent deenen eenzelnen Initiativen nach hin an hier wiesselt. A verschiddene Fäll gëtt och net méi onbedéngt drop agewierkt, fir datt sech déi Betreiten iwwerhaapt nach um éischten Aarbechtsmaart no enger fester Plaz ëmkucken. Elei muss d'Administration de l'emploi an engem wesentlech méi verstäerkte Mooss mat agebonne ginn.

Ech wéilt an dësem Kontext dann och aus engem rezenten Artikel vum 9. Mee 2003, deen am Lëtzebuerger Land stung, zitéieren, wou dës Problematik och opgegraff gouf: „Das Problem besteht aber darin, dass das ‚Objectif Plein Emploi' abgesehen von dem sicher nicht unberechtigten Verweis darauf, dass die Alimentierung von Arbeitslosen für die Gesellschaft ebenso einen Kostenpunkt darstellt wie deren Beschäftigung in Projekten zum Gemeinzweck, an Analyse über den sinnvollen Einsatz öffentlicher Gelder nicht viel liefern kann. Und ob man mit dem Verzicht auf möglichst rasche Platzierung im ersten Arbeitsmarkt den Betreuten nicht etwas vormache, sie entferne vom Leistungsdenken draußen, ist offenbar keine Frage: „Wenn sich die Leute bei uns wohler fühlen als unter dem Druck draußen, wieso nicht?" sagt Roby Biewer", senges Zeechens Direkter vum Objectif Plein Emploi.

Ech denken, Här President, datt mer eis mat dëser Argumentatioun vum Initialzil, dat ech ëmmer nach ënnerstëtze wëll, dach awer zolidd distanzéieren. Aus dësem Gewurrels vun Inconnuë muss elo e Gesetzestext dat erginn, e Gesetzestext dee fir en transparenten an och e sënnvolle Kader fir dës Beschäftigungsmoossname steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer sécher och net vu Muttwëll, fir op d'Kapitel zréckzekomme vun de Failliten. Dat ass en Thema, wou et grad am Kontext vun enger ugespaanter ekonomescher Lag sécherlech derwäert ass et weider am A ze behalen. Mir haten Enn Januar eng Interpellatioun, wou déi dräi concernéiert Ministeren e puer interessant Pisten opgezeechent hu fir dësem Phenomeen bäizekommen. Am europäesche Verglach steet Lëtzebuerg un der Spëtzt vun de Failliten, déi an de meeschte Fäll virun allem desastréis Konsequenze fir d'Créancieren, mä virun allem fir d'Salariéë mat sech zéien.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet a sengem Avis fir 2003 zur wirtschaftlecher a sozialer Lag vun der Natioun verschidde Moossnamen opgezeechent, déi och schonns zum Deel vun deenen dräi zouständege Ministeren an hirer Interpellatioun positiv opgegraff a bewäert gi sinn.

Wat d'Formatioun vun de Chefs d'entreprise ubelaangt, esou ass et sécherlech onerlässlech, datt se iwwert eng zolidd Basisformatioun verfüge mussen. Ech si scho beim Droit d'établissement dorobber agaangen. D'Formation continue vun dem Chef d'entreprise spillt och elei mat Sécherheet eng séier wichteg Roll. Doriwwer eraus mussen déi Regelungen aus dem Gesetz iwwert den Handelsregister schnell appliquéiert ginn, déi virun allem iwwert de berufflech Liewenslaf eng ganz Rei vun Informatioune liwwere kënnen an déi fir d'Appréciatioun vun engem Dossier duerch de Ministère eng sécher wichteg Informatiounsquell duerstelle kënnen an och mussen.

Den CES ass och der Meenung, datt d'Kapitalopstockung nëmmen en zäitleche Remède kann duerstellen, well se der Verschiddenaartegkeet vun de Sociétéiten an den Entreprisen net ëmmer Rechnung dréit. Dobäi kënnt, datt dës Suen oft schnell schmëlzen, wann déi éischt finanziell Obligatiounen ofgedeckt musse ginn. Ech denken awer, datt de Justizminister Luc Frieden richteg läit, wann hie plangt fir d'Mindestkapital vun deenen eenzelne Gesellschaftsformen unzehiewen.

Et ass d'Kapital, wat vun Ufank un an deene meeschte Fäll jo och libéréiert gëtt. Et ass mir duerfir och kloer, datt dës Mesure awer a kengster Weis en Universalmëttel duerstellt, mä ech denken datt et e gangbare Wee ass fir op jidde Fall verschiddene Persounen, déi op eng méi oder wéineger onseriö Aart a Weis Gesellschafte grënnen, et awer e bësse méi schwéier ze maachen.

Ech denken doriwwer eraus och, datt dem CES seng Propositioun fir eng Réserve immunisée d'impôts e gangbare Wee opzeechent fir Kapital ofzesécheren, notamment och an deene klenge Betriber, fir do Investitiounskapital ofzesécheren. Dëst géif sech virun allem da fir d'PMEen ausbezuelen. Dës Reserv, an dat ass schonn öfters hei gesot ginn, kéint sech zum Beispill op en Deel vum Benefiss belafen, deen Deel, dee prozentual an och op d'Joer plafonnéiert ass. Et ass evident, datt am Fall, wou keng Investitioune vun dëse Gelder getätegt ginn, d'Reserv no fënnef Joer verfale géif an an de Benefiss vun deem Joer da misst erafléissen an ergo och esou misst besteiert ginn.

Ech hu schonn eng etlech Kéieren op dëser Tribün ënnerstrach, datt et vu grousser Wichtegkeet ass fir d'Investissementscapacitéite vun deene klengen a mëttlere Betriber an där Form ze stäerken.

Déi immuniséiert Reserv hätt och de Virdeel, keen oder praktesch kee Steierausfall fir d'Statskeesen ze bedeiten, well déi Zommen, déi investéiert ginn, souwisou iwwer Scholdzënsen ofgeschriwwe kënnte ginn a well déi Reserven, déi no enger festgeschriwwener Zäit net fir Investitiounen opgebraucht ginn, nees als renge Benefiss deklaréiert an och besteiert ginn. D'Regierung huet schonn e puermol ugedeit fir esou eng Mesure, déi jo net nei ass - ech hu wéi gesot schonn 1996 bei de Budgetsdiskussiounen en long et large doriwwer geschwat -, a Betracht ze zéien. Ech wier frou an et wier sécher wichteg, wann eis Betriber vun dëser Steiermesure profitéiere kënnten a wann d'Regierung och dës Propositioune berücksichtege géif.

Doriwwer eraus musse mer eis Mëttele gi fir éischter ze mierke wéini e Betrib a finanziell Schwieregkeete kënnt. Bei der Steierverwaltung a bei der Sécurité sociale mussen d'Clignotanten ugoen, wann e Betrib a finanziell Schwieregkeete kënnt, well et si just déi zwou Verwaltunge wou am éischten opfält, wann net bezuelt gëtt.

Ech mengen et wier haut schonn op Ufro machbar, datt do en Echange d'informations tëschent deene Verwaltunge kéint stattfannen. Doriwwer eraus mengen ech awer soll d'Regierung och préiwe fir eng informatiséiert Bilanszentral an d'Liewen ze ruffen, déi virun allem am Kontext vun der Offeleeung vun de Konten eng gewichteg Roll spille kéint.

Ech wëll och an dësem Kontext, ass emol e Betrib a finanzielle Schwieregkeeten, net méi onbedéngt, wéi mer dat an der Zäit gemaach hunn, vun enger Gestion contrôlée schwätzen, mä ech géif soen d'Gestion assistée wär do e bessert Wuert duerfir.

Den Ofbau vun de Charges administratives ass mat Sécherheet fir de ganze Mëttelstand a fir d'Betriber ëmmer en Thema. Et ass weider net ugeschwat gi bis elo elei, mä ech sinn awer och der Meenung, datt do d'Laascht net onbedéngt eleng beim Ministère läit. Ech mengen do misst och de Secteur sech emol zesummeraufen an eng Kéier genee soe wéi a wou a wéini déi Charges administratives sollten ofgebaut ginn. Et wär scho wichteg, wann een do emol eng Kommissioun zesummekrit, déi sech ausschliesslech mat deem Thema beschäftege géif wéi dat fonctionnéiere kënnt.

Här President, ech sinn domat um Enn vu mengem Tour d'horizon ukomm. Ech denken, datt de Wirtschafts- a Sozialrot eng ganz Rei vu gangbare Pisten opgezeechent huet. Ech maachen en Appel un d'Regierung, eis Betriber weider als e stabilt Fundament vun der Lëtzebuerger Wirtschaft unzegesinn an hir Beméiungen, wat d'Innovatioun an den Esprit d'entreprise an eise Betriber ugeet, weiderzeféieren an och weider auszebauen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Domat ass eis Sitzung vun haut de Moien um Enn. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg um halwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.19 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S24 / 327.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

JEUDI, 22 MAI 2003

59E SÉANCE

Présidence:
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Nico Loes, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat sur l'état de la nation (suite)
2. Dépôt par M. Nicolas Strotz d'une nouvelle version de la Motion 1 relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre
3. Débat sur l'état de la nation (suite)
   (Motions - Votes)
4. Motions relatives à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre
   (Discussion - Votes)
5. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, MM. Luc Frieden, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen heimadder d'Sitzung op. Éischte Riedner fir haut de Mëtteg ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President, dass ech kann déi Diskussiounsronn vun de Mëtteg hei aleeden. Ech war jo leider krankheetshalber verhënnert en Dënschdeg an och e Mëttwoch, wou ech hätt solle schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass, wat mech betrëfft, déi éischt Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, an ech huele jo un, wann deen Titel vun där Debatt do richteg ze verstoen ass, da solle mer jo hei diskutéieren iwwert d'wierklech Situatioun vun de Leit selwer am Land. Déi sollen dann am Viergergrond stoen.

Wann ech mer awer d'Fro stellen ob d'Leit hei am Land an deene leschte véier Joer eng wesentlech Verbesserung an hirem fundamentale Bedürfnis no sozialer Sécherheet a kreativem Sech-Abréngen an d'Gesellschaft erfuer hunn, da muss ech awer éischter soen: Neen.

Ech schwätze vum Gros vun den einfache Leit, déi déi schaffe ginn an dofir eng Pai kréien, an iwwert d'Ausriichtung vun hirer Aarbecht net wesentlech matzebestëmmen hunn. Sécher, d'Rente sinn erhéicht ginn, de Mindestloun och, et gouf en Accord salarial an der Fonction publique an den Index gëtt et nach. Et geet awer duer, dass d'Bankeplaz an hirer schwindelerregender Expansioun noléisst an ekonomesch eng Rezessioun dreet, fir dass d'Fuerderung nom sozialen Ofbau erëm vill méi haart erkléngt.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hu sech mat schéiner Regelméissegkeet, a gudden Zäiten iwwregens wéi a schlechten Zäiten, géint d'Upassung vum Mindestloun un den allgemenge Lounniveau ausgeschwat. Si hu gefuerdert, de Mindestloun misst der fräier Konkurrenz um Aarbechtsmaart ausgesat ginn, wat genuch ausseet iwwert d'Haltung vun deene Kreesser, déi d'Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg bestëmmen a vun deenen d'Regierung seet, datt mer alles misste maache fir hir Wettbewerbsfäegkeet ze verbesseren.

Esou Saachen drécken natierlech op de soziale Klima, grad esou wéi drop dréckt déi Liberaliséierungspolitik bei den öffentlechen Déngschter. Déi Beschäftegt am öffentlechen Déngscht wësse ganz gutt, dass wann de Maart vun den Telekommunikatiounen, der Post, der Eisebunn, dem Elektreschen an esou weider opgemaach gëtt fir privat Ubidder, a gläichzäiteg all staatlech Péréquatiouns- a Subventiounspolitik ënnersot gëtt, dass dat forcément zu enger Ugläichung un d'Sozialbedingungen am Privatsecteur féiere wäert.

De Generaldirekter vun den CFL, den Här Kremer, huet an engem Interview mat der Revue op d'Fro geäntwert: „Dann stimmt es, dass sie das Abkommen über die neuen Arbeitsbedingungen aufgekündigt haben?“: „Wir hatten uns nach Verhandlungen mit den Gewerkschaften auf Maßnahmen geeinigt, die besonders die Arbeitszeiten betrafen. In der Praxis hat sich erwiesen, dass dadurch zusätzliche 72 Arbeitsposten nötig geworden wären. Damit hätten wir uns in der heutigen Lage die Hände gebunden, und wären nicht mehr in der Lage auf dem in Zukunft liberalisiertem Markt mithalten zu können.“

Wann also den CFL-Verwaltungsrot a mat him d'Regierung fënnt, dass en Accord iwwer zwee Roudeeg fir d'Maschinisten, nodeem se siwe laang Schaffdeeg geschafft hunn, soll onvereinbar si mat dem Konkurrenzdrock, dee sech aus der Liberaliséierung ergëtt, da gesäit ee ganz kloer a wat fir eng Richtung den Zuch an d'Zukunft fuere wäert.

Et sinn och nach ze erwähnen d'Protestaktioune vun den Infirmièren an Infirmiere vun der leschter Woch, bei deenen et ëm besser Aarbechtsbedingungen an engem Secteur geet, dee fir de sozialen Niveau an d'Wuelergehe vum Land entscheedend wichteg ass. Och do sinn Accorden net agehale ginn, bei deenen et ëm eng fräigewielte Flexibilitéit vu Leit geet, déi e schwéiere Beruff hunn. Do gesäit een iwwregens, wéi schwéier et ass Aarbechtszäitverkierzungen iwwer Kollektivverträg duerchzesetzen. Sécher, d'Regierung seet eis, dass den Index net ofgeschaaft gëtt, mä et däerf een awer net vergiesse wat d'Spriecher vun der Wirtschaft doriwwer soen. A wat kréie se als Géigeleeschtung fir déi ferme Haltung vun der Regierung a puncto Index? Si kréien zum Beispill als Géigeleeschtung de Verzicht op eng legal Aarbechtszäitverkierzung, déi awer aus menger Siicht aus ville Grënn haut noutwendeg wier.

Dir Dammen an Dir Hären, an enger Gesellschaft wou iwwer 90% vun de Leit géint Loun a Gehalt schaffen, ass et wichteg ze wëssen, wéi hiren Undeel um Räichtum ausgesäit, dee se mat hirer Aarbecht hierstellen. Dat ass deen eigentlechen entscheedende statistesche Faktor, deen de Statec eigentlech misst permanent ënnersichen.

Abee, d'Etüd vum BIT iwwert d'Pensiounsversécherung an och de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Avis vum Joer 2000 weisen op d'Ziffere vum EUROSTAT hin, déi beleeën, dass den ajustéierten Deel vun de Revenuë vun der Aarbecht vu 70,9% vum PIB am Joer 1975 nach op 63,2% am Joer 1999 gefall as, dat heescht eng Chute vu 7,8%. Domat ass de Wäert vun der Aarbecht an eisem Land ähnlech séier verfall wéi am Duerchschnëtt an den EU-Länner, mat minus 8,6%.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet sech nach virun dräi Joer gefrot: „Une étude sur le partage de la valeur ajoutée s'impose au Luxembourg“. Zënterhier ass déi Diskussioun vum Dësch.

D'Aarbechterkummer beleet an hirem Avis zum Budget vum Joer 2003, dass d'Paie vun de Salariéen an de leschte 15 Joer permanent ënnert der Produktivitéit vun de Betriber louchen a seet kloer: „Les années de croissance ont clairement profité aux entreprises“. D'Aarbechterkummer weist op e klengt positiivt Unzéie vun de Léin duerch Lounverhandlungen uganks vun dësem Jorzéngt hin, mä den Effet ass amgaang erëm ze verschwannen, well a senger Note de conjoncture vun Ufank vum Joer seet de Statec: „Un nouvel élément de modération salariale s'est accentué en 2002, la remontée du chômage“. An hie stellt och erfreet fest: „Le coût moyen par salarié a fortement baissé au début de l'année 2002. Cela constitue une bonne nouvelle pour la compétitivité luxembourgeoise“.

Dass de Chômage elo schonn, wann een d'Mesures de placement derbäi rechent, bei 10.000 Leit a bei ronn 5% vun der aktiver Bevölkerung läit, ass also eng gutt Nouvelle fir d'Wirtschaft. Ech mengen, dat seet och schonn eppes iwwert den Zoustand vun eiser Gesellschaft aus, Dir Dammen an Dir Hären. An amplaz esou vill Etüden iwwert den Aarmutt ze maachen an der Gesellschaft, misst een emol eng Kéier eng seriös Etüd iwwert de Räichtum maachen, mam Zil vun enger Ëmverdeelung. Et wäert awer, berouegt Iech, keng esou eng Etüd ginn, well zu Lëtzebuerg gëtt et jo e ganz strikt Steiergeheimnis. An de Statsminister a senger Interventioun huet dat jo nach eng Kéier ganz däitlech um Beispill vun de siwe Boxen, duerch déi een net däerf kucken, ënnermauert.

De Wirtschaftsminister schwätzt a senger Ried op der Foire vun engem Broch mat der Gewunnecht vun engem héije Wuesstum, deen eng aussergewéinlech Verbesserung vum Liewensniveau mat sech bruecht hätt. Hie priedegt Lounermässegung, grad esou wéi och de Premier a senger Erklärung. Den zentrale Konzept an der Politik misst erëm d'Wettbewerbsfäegkeet vun der Wirtschaft ginn, gëtt gesot. Nëmmen esou wier de soziale Fortschrëtt an d'ekologesch Verträglechkeet ze halen.

„Für Wachstum - Sozial ist was Arbeit schafft“, soen och déi Konservativ an Däitschland an déi routgréng Regierung seet am Fong geholl net vill anueschters. An dat heescht näischt aneschters wéi dass d'Aarbecht muss esou bëlleg wéi méiglech erëm ginn. Wien dann allerdéngs déi vill Wuere kafe soll, déi produzéiert ginn, mat deene klenge Léin, bleift natierlech e Rätsel. Wéi motivéiert esou Leit dann och nach si fir schaffen ze goen, dat ass och onkloer. Et ass éischter ze fäerten, dass esou eng Wirtschaft, wéi se ugestrieft gëtt, wéi se schonn zum Deel besteet, stagnéiert amplaz ze wuessen. An ech froe mech, ob dat net eigentlech de Problem ass an Europa bei där Stagnatioun a bei där Rezessioun, déi mer kennen. Déi iwwerduerchschnëttlech Wuesstumsrate vu Lëtzebuerg waren an deene leschte Jore bal exklusiv op d'Bankeplaz, op Kapitalbewegungen, haaptsächlech op déi vun den Investment- a Pensiounsfongen zréckzeféieren.

Dee bekannten Ekonom Galbraith vun der Universitéit vun Texas kritiséiert an engem rezenten Artikel - et kommen also och gutt Leit aus Texas - am Monde diplomatique hefteg déi Ausriichtung vun Europa op de Finanzkapitalismus. E schreift, dat heitegt Europa wier: „der absoluten Herrschaft der Gläubiger unterworfen und diese Herrschaft erweist sich, wie es Keynes einst vorausgesagt hat, als eine Katastrophe“. An e seet, d'Europäer dierften net: „die wichtigsten Entscheidungen und die Schlüsselinstitutionen Leuten ausliefern, die wie Banker denken und handeln“.

E kritiséiert de Stabilitéits- a Wuesstumspakt vu Maastricht a seet Europa misst seng Wirtschaft erëm méi aktiv steieren. De Memorandum fir d'Joer 2003 vun alternativen Ekonomisten an Däitschland mécht eng ähnlech Analys. Déi Ekonomisten trieden och a géint de stabilitéitspolitesche Fundamentalismus an Europa a fir eng Beschäftegungspolitik iwwert d'öffentlech Budgeten, déi net däerfen duerch Steiersenkunge geschwächt ginn, wéi dat jo awer zu Lëtzebuerg a groussem Ausmooss an deene leschten 20 Joer geschitt ass, wou praktesch de Spëtzesteiersaz wéi och d'Besteierung vun de Betriber ëm d'Halschent reduzéiert gi sinn.

Ech zweifelen drun, dass massiv ondifferenzéiert Steiersenkungen, virun allem fir d'Betriber, d'Wirtschaft fördere wäerten. Grad bei enger oppener Ekonomie wéi där lëtzebuergescher ass net no ze vollzéien, wou dat volatiilt Kapital hi flitt, dat esou steierlech entlaascht gëtt a wouhier déi ugekënnegt besser Budgetsresultater da sollen hierkommen.

Dee groussen Investitiounsschub, deen elo noutwendeg wier, och op Gemengeplang, fir déi real Wirtschaft ze förderen, wäert net méiglech sinn, well d'Statsfinanzen an Zukunft net an deem erfuerderlechen Ausmooss wäerten zouhuelen. Lëtzebuerg misst elo eigentlech schleunigst aus deem neie Monolithismus vun der Bankeplaz eraus, well déi Bankeplaz vun deenen onsécheren Finanzmäert ofhänkt a mat hir de Gros vum Statsbudget, mä Lëtzebuerg kann dat net maachen ouni alles kuerzfristeg a Fro ze stellen, well déi iwwergrouss Majoritéit vun den öffentleche Recetten hänken of vun der Bankeplaz.

Esou gëtt eng Flucht no vir ugetratt, déi d'Haaptaktivitéit vun der Finanzplaz, Investment a Pensiounsfongen, nach méi fördert, déi jo awer ee wesentleche Faktor ass vun der Kris op de Finanzmäert, an domat gëtt och riskéiert längerfristeg de System vun der sozialer Sécherheet, d'Sécurité sociale an esou weider, ze ënnergruewen.

Lëtzebuerg misst och am Fong geholl, gemäss senger historescher Traditioun, elo eng Politik bedreiwe vu Förderung vun der Nofro a misst vill méi wéi dat elo geplangt ass, an d'Leit investéieren, an hir sozial Sécherheet, an hir Ausbildung, an hire Cadre de vie an de Gemengen, an den öffentlechen Transport, an de Logement an esou weider. Dat géif d'Bauwirtschaft förderen, den Handel, de soziale Secteur, de Mëttelstand, d'Services publics, mä mat Sécherheet wäerten an Zukunft déi néideg Finanze feelen, well déi Sue sinn de Banke geschenkt ginn.

Wann ech déi offiziell Erklärunge vun der Regierung, vum Premier, vum Wirtschaftsminister, vum Budgetsrapporteur, déi lescht sechs Méint esou héieren, da stellen ech fest, dass d'Wirtschaftspolitik elo offensichtlech dora besteet am séiersten an am dacksten d'Klenschen drécken ze goe vun internationale Gruppen, vun héijen Dirigente vu Maisons mère, deenen hir Filialen zu Lëtzebuerg sinn. Prospektiounspolitik heescht dat. Deene Leit ginn d'Virdeeler vum Standuert Lëtzebuerg explizéiert, an dat sinn ënner anerem déi niddreg Bruttoléin, niddreg Soziallaaschten an eng Fiscalitéit, déi hires Gläichen an Europa sicht.

Mir héieren elo och zum Beispil vum Wirtschafts- a Sozialrot, dass mer musse lues maache mat der Ëmweltpolitik a mat hiren Oplagen, an och lues maachen zum Beispill bei der Oflehnung vun der Gentechnologie. Dat heescht, mir liwweren eis total der Wirtschaft aus andeem mer steierlechen a sozialen Dumping maachen. Mir maachen aus Lëtzebuerg en Tigerstat an der Groussregioun nom asiatesche Modell, deen d'Substanz ronderëm ofzitt, ouni awer längerfristeg an d'Infrastruktur ze investéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Gesellschaft besteet zu wäit iwwer 90% aus Salariéen an hire Familljen. Dobäi kommen nach all Dag 100.000 Salariéen iwwert d'Grenzen. Si all schafen de Räichtum vu Lëtzebuerg. A menger grenzenloser Naivitéit stellen ech mer vir, dass et misst méiglech sinn, dass déi Leit alleguer, déi jo awer déi iwwergrouss Majoritéit vun eisem Vollek duerstellen, mat Hëllef vun hire gewielte Vertrieder hir Ekonomie selwer géifen organiséieren no deene Besoinen, déi se hunn. Op d'mannst stellen ech mer vir, dass et méiglech misst sinn, méi een héijen Undeel vu Selbstverwaltung an der Ekonomie ze kréien. D'Services publics an och vläicht déi nei Economie solidaire, wou jo soll e gesetzleche Kader geschafe ginn, kéinten esou eng Basis si fir esou eng Ausriichtung. Öffentlech Investitiounsfonge missste geschafe ginn. D'Reserv vun der Sécurité sociale kéint do zum Beispill eng Roll spillen, amplaz dass se op der Bourse ugeluecht gëtt. D'Reserv vun der Sécurité sociale ass e ganz groussen Undeel vum PIB, mat där ee kéint eng bewosst wirtschaftlech Politik maachen.

Ech sinn iwwregens och der Meenung, dass bei enger Ekonomie, déi esou staark ofhänkt vun der Aarbechtskraaft, déi ausserhalb vun eise Grenze jo forméiert an ënnerhale gëtt, déi Aarbechtskraaft net méi nach laang kann ugesi ginn a fonctionnéiere wéi eng reng Réserve de main-d'œuvre. Dat mécht se awer, an de Wirtschafts- a Sozialrot stellt a sengem Avis fir 2003 fest, dass wéinstens 10.000 Frontalieren all Joer hir Aarbecht hei am Land verléieren. Dat ass eng enorm Zuel a bedeit och, menger Meenung no, eng Augmentatioun vun där Zuel an der leschter Zäit.

Ech mengen, fir dass eng harmonesch Entwécklung an der Grande Région antrëtt, misst och eng Ëmverdeelung vum Räichtum an der Regioun geschéien, missten och mat de Sue vun der Bankeplaz Aarbechtsplazen iwwert d'Grenzen ewech geschafe ginn, misst och do an Infrastrukturen investéiert ginn, soss kann och mol eng Kéier déi Aarbechtsreserv vun der Groussregioun a Rezessiounszäite sech auswierke géint déi usässeg Aarbechtskräften.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass och keen Zoufall, dass d'Ofhängegkeet vum Räichtum och dozou féiert, dass dee Räichtum muss geschützt ginn, zum Beispill viru sozialen Ausenanersetzungen, an och dee juristesche Repressiounsarsenal gëtt net fir näischt grad elo an dësen Zäiten ausgebaut. D'Lex Greenpeace an och de Projet de loi iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus sinn esou Instrumenter. Zum éischte genannte Projet Lex Greenpeace ass genuch hei gesot ginn, fir dass ech mengen, dass ech net nach muss dorobber agoen. Zum zweete Projet, stellen ech awer fest, ass bal näischt gesot ginn. Dobäi fannen ech, dass grad dee Projet do vun der sougenannter Bekämpfung vum Terrorismus, vu

senger juristescher Tragweit hier, eng vill méi grouss Gefor duerstellt, an deem en den Terrorismus net op säin eigentlechen Inhalt beschränkt, wat et jo misst sinn, nämlech mäerderesch Attentater, wéi dat vum 11. September, oder och vu méi klengen, awer ëmmer nach Attentater mam Zil fir Leit d'Liewen ze huelen.

Neen, den Terrorismus gëtt net méi dorobber beschränkt an deem neie Gesetz, an dat mécht et esou geféierlech, mä als Terrorismus gëtt all klengeren Delikt definéiert, dee begaange ginn ass mam Zil eng Regierung oder eng Organisatioun ënner Drock ze setzen. Zum Beispill Besetzungen, wéi se ursprünglech jo am Projet de loi Greenpeace mat zwee Joer Prisong sollte bestrooft ginn. Zum Beispill d'Findelsaktioun géint d'Ofschiebungen, wéi d'Leit iwwert d'Clôture geklomme sinn, fir symbolesch sech virun e Flüger ze setzen, dee mat Réfugiéë sollt fortfléien. Zum Beispill och dat, wat d'Fédération paysanne an de José Bové a Frankräich maachen am Hibléck op genmanipuléiert Felder, wou zum Beispill symbolesch esou genmanipuléiert Planzen eraus gerappt ginn.

Alles klenger Delikter, déi am Strofrecht selbstverständlech bestrooft gi mat Peinen, déi bei zwee, dräi Joer Prisong leien, wou an eisem Gesetzestext ganz kloer dra steet, dass wann esou klenger Delikter an engem sougenannten terroristesche Kontext geschitt sinn, dat heescht mat der Absicht fir eng Regierung zum Beispill ënner Drock ze setzen, zum Beispill dass se net soll d'Réfugiéen ausweisen, da kéint doraus en terroristesche Crime ginn, dee mat Strofe vu 15 bis 20 Joer Prisong beluecht ass. Dat muss ee sech emol virstellen, wat do dra steet. Et steet och dran, dass Leit, déi Member an esou enger „terroristescher Organisatioun" sinn, dass déi Leit och mat laange Prisongsstrofe musse rechnen, einfach nëmme well se Member sinn, och wa se net bei där konkreter Aktioun dobäi waren, déi een Delikt duerstellt.

Dir Dammen an Dir Hären, a sengem nuancéierten Avis seet de Statsrot: „…qu'il serait utile et nécessaire que la réflexion concernant les contours exacts des nouvelles incriminations soit approfondie", am neien Terrorismusgesetz.

E freet och dass de Parquet misst en Avis doriwwer ofginn. Deen Avis ass awer nach ëmmer net do. An e stellt och fest, an ech wëll wierklech dee Saz zitéieren, dee menger Meenung no vun enger grousser Tragweit ass, well e ganz kloer hiweist net vun enger Organisatioun, déi am Verdacht steet terroristesch ze sinn, mä vum staatserhalende Lëtzebuerger Statsrot, dee Folgendes seet: „Une nébuleuse en matière pénale présente de réels risques d'avatars pour ce qui est du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Dorëm geet et bei deem Gesetz hei. De Statsrot weist och ausdrécklech op en Artikel hin aus der belscher Revue de Droit pénal et de criminologie, déi virun neie Polizeimoossname warnt, déi e Risiko kënnten duerstelle fir déi individuell Fräiheeten, nei Polizeimoossnamen, déi sech kënnten erginn aus der Applikatioun vun der Gesetzgebung iwwert den Terrorismus. A mir wëssе jo dass déi europäesch Direktiv net esou wäit geet wéi eist Lëtzebuerger Gesetz, wat mer sollе geschwënn hei votéieren. Ech hu gesinn, et steet och op der Prioritéitelëscht vun der Regierung, nach virun der Summervakanz.

Ech zitéieren aus där ënner Juriste ganz bekannter belscher Revue de Droit criminel: „La fonction essentielle des nouvelles incriminations de terrorisme, tout comme de celle d'organisation criminelle, est en effet éminemment opérationnelle. Elles servent à justifier l'accroissement des pouvoirs policiers d'enquête, en permettant, d'une part, l'anticipation de l'ouverture des enquêtes par le recours aux activités de type proactif, qui permettent d'ouvrir une enquête sur la base de soupçons, avant la découverte de tout indice concret prouvant qu'une infraction se prépare, et, d'autre part, le développement des techniques spéciales d'enquête, telles que les opérations sous couverture et la surveillance des moyens de communication. On attribue ainsi à la police des pouvoirs typiques des services de sécurité, ce qui non seulement entraîne des risques importants pour les libertés fondamentales, mais contribue aussi à augmenter la confusion entre les instruments de droit pénal (police) et les instruments des conflits armés (services secrets)."

Dir gesitt also, déi Fro hei huet och ze di mat deem neie Gesetz iwwert de Service de renseignements, wat jo hei vum Statsminister ugekënnegt ginn ass. Et huet ze di mat deenen neie Methode vun der Police. Zum Beispill déi Method, dat ass och duerch d'Press gaangen, fir Fotoen ze maache vun alle Bedeleegten un Demonstratiounen, u Friddensdemonstratiounen, dacks getarnt als Journalisten. De Journalisteverband huet iwwregens protestéiert géint déi Praxis. Also preventiv Aktiounen ze maache bei Leit, déi jo awer absolut keng Infraktioun gemaach hunn oder och keng Infraktioun emol nëmme plangen, wéi einfach nëmmen hiert Demonstratiounsrecht an Usproch ze huelen, fir dovunner Fotoen ze maachen an déi ze klasséieren an ech weess net wat fir en Archiv, ouni dass dofir iergendeng legal Basis besteet, dat ass och esou en Aspekt deen hei mat muss considéréiert ginn, wa mer iwwert dat neit Terrorismusgesetz schwätzen.

Ech schloen dofir vir, Dir Dammen an Dir Hären, zu deem Gesetzesprojet hei nach de juristesche Rot vu Spezialisten anzehuelen, grad esou wéi dat jo och beim Greenpeace-Gesetz geplangt ass. Do soll jo de Maître Spielmann, deen zwee Avisen ofginn huet, och gefrot ginn. Ech kënnt mer och virstellen, dass den Auteur vun deem Artikel hei gefrot gëtt seng Meenung ze soen, konkret zu deem lëtzebuergeschen Text, esou wéi e virläit, an ob en net mengt dass doraus gewësse Gefore fir d'Demokratie kënnten entstoen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi bal fënnef Méint, déi am Joer 2003 verfloss sinn, ware vun enger aussergewéinlecher Intensitéit an Däitlechkeet. Et ass vill geschitt a puncto Mobilisatioun vun Iddien an Energië fir d'Gesellschaft méi gerecht ze maachen. Ech wëll erënneren un déi méi wéi 10.000 Demonstrantinnen an Demonstranten am Februar géint de Krich am Irak a fir d'Anhale vun der internationaler Legalitéit, un déi méi wéi 10.000 Schülerinnen a Schüler beim Krichsausbroch am Mäerz, un déi Dausende vu Leit bei verschiddene klengen Demonstratiounen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

D'Evénementer ëm d'UNO an ëm den Irak waren eng Volleksuniversitéit, kann ee bal soen, iwwert d'Hannergrënn vun der internationaler Politik an iwwert d'Vëlkerrecht. Si hunn e staarke Wëllen no politesche Verännerungen ausgedréckt a mir kënnen net einfach duerno zur Dagesuerdnung iwwergoen a menge mat der Ukënnegung vun engem Referendum fir Lëtzebuerger Statsbierger wier dem Wëlle vun de Leit, dorënner och ville jugendleche Leit a villen auslänneschen Net-Wieler, Rechnung gedroen.

Ech wëll och hei nach eng Kéier zum Schluss vu menger Ried - de Statsminister huet et iwwregens och zimlech développéiert - agoen op déi symbolesch Bedeitung vun deenen dräi Stolaarbechterdemonstratioune virum Sëtz vun der fréierer ARBED.

„La question sociale est de retour", huet „Le Monde" d'lescht d'Woch getitelt. Ech mengen, et däerf een aus deenen Demonstratiounen do keng exklusiv Polizeifro maachen. Déi Demonstratiounen hunn d'Enttäuschung, d'Angscht an d'Roserei vun Dausende vun Aarbechter aus enger Géigend erëmgespigelt, der Géigend vu Léck, wou de Chômage bei 10,7% läit, dem héchsten Taux an der ganzer Grande Région.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Gewalt géint d'Police, wéi mer se festgestallt hunn, nëtzlos a kontraproduktiv war a Wierklechkeet. Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Gewerkschaften dësseits an déisäits vun de Grenzen am politeschen Encadrement vun den Demonstratioune komplett versot hunn. Mä um Wierk ware keng Strategen an organiséiert subversiv Kräften, mä rosen Aarbechter, deenen d'Politik, dat ass jo bekannt, kee Schutz ka bidde géint ekonomesch Gewalt, déi géint si ausgeübt gëtt an déi dofir pickegen Drot, dee se op eemol um Parcours vun hiren Demonstratioune fannen, mussen als Provokatioun ëmfannen.

Ech muss och dem Premier widderspriechе wann e vun organiséierte Bande vu Kläpper a vu Casseure schwätzt. Ech kann als Beobachter bei där drëtter Demonstratioun nëmme bestätegen, och déi excitéierst viischt Reie vun der Demonstratioun, dat waren der mat roude Foulardë vun der sozialistescher Gewerkschaft an et waren der mat gréngе Foulardë vun der chrëschtlecher Gewerkschaft, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruption)

Vläicht mat Foulardë virum Gesiicht, ech weess net, Här Jaerling, Dir waart jo och zimlech no dobäi, ob Der e bësse matkritt hutt vum Pefferspray? Ech ka scho verstoen, dass een do e Foulard virun d'Gesiicht mécht.

A wa vu Provocateure Rieds geet, mech géif et emol eng Kéier interesséieren d'Resultater vun där Enquête ze gesinn, déi iwwert déi Zwëschefäll virun der Arcelor gemaach ginn ass. Bis elo hunn ech just héiere vu Verhaftungen a se och selwer materlieft, vu Verhaftungen, déi zu Onrecht a menger Meenung no och illegal an am Broch mat de Regele vum flagrant délit operéiert gi sinn. Oder mengt Der vläicht eng Band vu Kläpper a Casseurë géif duerno an de Café een huele goen, de Café doniewent wou se als Casseuren operéiert hunn? Wat ass awer an der Tatsaach geschitt? Am Rousegäertchen, wou kee Mënsch méi stoung, wou näischt méi lass war, si Leit festgeholl ginn op Terrassen, si Leit verhaft ginn aus Bistroen, si Leit erausgezu ginn, géint all Regele vum Code d'instruction criminelle, op de Buedem gehäit ginn, gefesselt a verhéiert ginn. An du sinn nach Fangerofdréck a Fotoe vun hinne gemaach ginn.

Datselwecht ass iwwregens och geschitt mat de Schülerinnen a Schüler, déi un engem Sit-in bedeelegt waren e puer Woche virdrun ulässlech vun enger Friddensdemonstratioun, an dat ware bestëmmt keng Kläpper a Casseuren.

Zum Schluss wëll ech nach hiweisen op déi impressionant Mënscheketten, déi e Samschdeg tëschent dem Aarbechts- an dem Justizministère stattfonnt huet, fir eng mënschewierdeg Léisung ze fanne fir déi Leit ouni Pabeieren, déi jo virwiegend, wéi mer wëssen, aus dem eemolege Krichsgebitt Ex-Jugoslawien stamen. Ech sinn der Meenung dass d'Regierung muss dëse Problem léisen, dee skandaléis Ausmoossen ugeholl huet an deen net weider kann esou verfaule gelooss ginn a wou et och net däerf zu massiven Ausweisunge kommen. D'Leit dobausse beobachten am Allgemenge ganz gutt wéi d'Parlamenter an d'Regierunge mat deene sozial Schwächsten ëmginn, och wann et Auslänner sinn, well si wësse genau, dass och d'Bankieren Auslänner sinn an dass et net dorëms geet, ob een Auslänner ass oder net, mä dass et do ëm ganz aner Froe geet.

Voilà, ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel ageschriwwwen. Déi ass elo just erausgaangen. Da kéim op menger Lëscht den Här Henckes. Deen ass och net hei. Duerno kéim dann den Här Mosar, deen alt net hei ass.

Dann hunn ech hei den Här Mars Di Bartolomeo stoen, deen och net do ass. An da géif ech bei d'Madame Agny Durdu kommen. A vu dass d'Madame Durdu hei ass, géif ech si och eropbiede fir hire Virtrag ze halen.

Madame Durdu, Dir hutt d'Wuert.

Mme Agny Durdu *(DP)*.- Här President, Dir sidd ëmmer fir eng Iwwerraschung gutt. Ech probéieren dann Ärem Wonsch hei nozekommen.

Zënter 1999 rullt d'Bildungsoffensiv mat klengen a mat grousse Schrëtt, mä virun allem mat ganz ville Schrëtt. Ech wollt de Mëtteg eigentlech net weider op d'Infrastrukturproblematik agoen, mä nach sinn ech der Meenung muss ech awer eng Remarque heizou maachen. Ech däerf drun erënneren, dass dës Regierung an engem iwwergräifende Gremium e Plan sectoriel lycées ausgeschafft huet, wou festgehale gouf, dass sechs nei Lycéeën iwwert d'ganzt Land nei gebaut géifen an och iwwert d'ganzt Land verdeelt géifen.

Menger Meenung no ass dat eng ganz positiv Démarche an an deene leschten Deeg hunn d'Gemengen de Plan sectoriel lycées och zougestallt kritt a si sinn invitéiert gi bannent dräi Méint mir en Avis heizou ofzeginn. Wa mir ës wëllen eng legal Basis gi fir méiglechst séier agéieren ze kënnen an dësem Beräich, wou mer jo alleguerte soen, dass Handlungsbedarf ass, da sinn d'Gemengen och wierklech häerzlechst invitéiert hei séierméiglechst ze reagéieren, fir dass mer och déi legal Basis hu fir ganz konkret um Terrain ze agéieren.

Ech däerf dann drun erënneren, dass mer an dëser Chamber en Débat d'intégration haten, dee mat enger Motioun ofgeschloss ginn ass an op där mer am Fong geholl all Basisaussoe vun all eise Schoulpartner erëmfannen, déi eis drop hiweisen op d'Nécessitéit vun de Sproochen, op d'Nécessitéit vun differenzéiertem Unterricht, op d'Nécessitéit vun der Integratioun vun all Kand, op d'Nécessitéit vun der Chancëgläichheet vun all Kand, op d'Nécessitéit eis iwwerluede Programmer ze entstëbsen, op d'Nécessitéit eisen Enseignanten eng gutt Ausbildung awer och eng gutt Weiderbildung ze offréieren, déi dann awer deementspriechend och muss profitéiert ginn. All Joer mécht d'Madame Brasseur diesbezüglech e Rapport, dee mir an der Chamberskommissioun kréien a wou een da ka gesinn, wéi wäit dass déi décidéiert Mesuren ëmgesat ginn.

No der PISA-Etüd, bei där d'DP jo am Fong geholl relativ gelooss war aus ganz ville Grënn, mä ënnert anerem aus deem, well mir jo ewell virun der PISA-Etüd gesot hu mir hu Misär an eisem Bildungssystem, huet kee Schoulpartner eppes un der Motioun vum Débat d'intégration wëlle geännert hunn. Et sinn héchstens speziell Ausriichtungen dobäikomm wéi déi iwwert d'Schoulautonomie an déi iwwert eng kontinuéierlech Evaluatioun vun eisem Schoulsystem.

Reforme lafe momentan an alle Beräicher an op alle Schoulniveauen. Ech muss Iech an deem Kontext soen: Ech hu perséinlech léiwer konkret Mesuren, déi een um Terrain gesäit, wéi dass een hochtrabend, och nach gutt klengend Theorie vu sech gëtt, déi awer an der Realitéit net erfaasst an net gespiert ginn. Ech erlabe mer dann op all Niveau e puer Initiativen an e puer Reformen ervirzesträichen an et gesäit een aus deene Reformen eraus, dass et Reforme sinn, déi mat System agefouert gi sinn, vu klengem un, well jo erkannt ginn ass, dass ee bei de Kanner muss vu klengem un agéieren an déi och anenee gräifen, wann et driwwer hiergeet.

An der Spillschoul stelle mer fest, dass didaktescht Material de Kanner oder besser gesot dem Léierpersonal zur Verfügung gestallt ginn ass, fir dass si eis Lëtzebuerger Sprooch richteg léiere kënnen. Dat ass wouer fir d'Auslänner, mä et ass och wouer fir en Deel vun de Lëtzebuerger Kanner.

An der Primärschoul: Och do fänke mer bei deene Klengsten am besten un, an zwar hu mer fir d'éischt an d'zweet Schouljoer den Team teaching an de Cycle d'apprentissage agefouert. Initiativen, déi et erlaben op d'Talenter an op d'Schwieregkeete vun de Kanner anzegoen, awer grad esou gutt den Teamgeescht tëschent dem Léierpersonal ze förderen. Den neien Abécédaire gëtt agefouert mat der Iddi, dass eis Kanner Däitsch net nëmmen als Friemsprooch léieren, mä dass se och Material zur Verfügung gestallt kréien, fir dass si net nëmmen Texter liesen, mä och nach d'Texter verstinn, déi se liesen. Ech verweisen do op déi Etüd, déi d'Madame Brasseur gëschter presentéiert huet.

De franséische Programm gëtt iwwerschafft mat där nämlechter Ausriichtung. De Geschichtsprogramm ass iwwerschafft. Hausaufgabe jo, mä ënnert där Bedingung, dass et awer keng Ofdank fir d'Léierpersonal ass an och keng Haaptniewebeschäftegung fir d'Elteren ass. Regional Büroe fir d'Inspektorat, fir op d'Besoine vun den Arrondissementer vill besser agoen ze kënnen, fir am Intérêt vum Kand esou gutt den Eltere wéi de Gemengen Hëllefstellungen ze ginn. Ech mengen, dass déi Hëllefstellungen, déi do sinn an déi an deenen nächste Jore komme wäerten, musse strukturéiert ginn, mä awer am Intérêt an ënnert der Ausriichtung vun der Spezifissitéit vun deenen eenzelnen Arrondissementer a vun deenen eenzelne Kanner. Am Postprimaire fënnt ee grad esou gutt eng Hällewull Initiativen.

Am Préparatoire huet d'Madame Brasseur sech dem Enseignement fondamental verschriwwen a besonnesch hei ass d'Tutorat ze ënnersträiche mat der Iddi, dass grad déi dote Kanner, déi ganz dacks Tendenz zum Illettrismus an zum Absentéismus hunn, dass grad déi an der Schoul eng Ankerplaz fannen an do en neie Pool d'attractions fannen, wann ech dat emol op déi doten Aart a Weis däerf ausdrécken.

Am Secondaire classique gouf grad esou äifreg geschafft. Zënter dem Hierscht ass et ganz kloer, Kanner, déi op eng Septième kommen an do Schwieregkeeten hunn, déi mussen Hëllefstellungen a Kaf huelen. Ech mengen heiansdo muss een obligatoresch Weeër agoen, fir eben de Kanner zu hirem Gudden ze hëllefen. D'Kompensatioune sinn ofgeschaaft, well se Auswierkungen haten, déi menger Meenung no effektiv zu villen Abüe gefouert hunn.

D'Reform vun der Division supérieure ass agefouert ginn a wéi vill Kritik war et hei gi wéi mer se agefouert hunn. Mëttlerweil schwätzt kee Mënsch méi dovunner. Ech huelen u si ass gutt geroden. Ech däerf Iech drun erënneren, dass eng nei Sektioun G hei agefouert ginn ass, déi ab September lafe wäert an d'B-Sektioun huet eng nei informatesch Ausriichtung kritt. A

wann ech dann héieren, dass mer gewësse Firmen an d'Land kréien, ech mengen, da war déi informatesch Ausriichtung emol net déi falschst gewiescht.

D'Programmkommissioune sinn och ganz äerdeg, déi eng méi wéi déi aner. D'Chimiesprogrammkommissioun huet e ganz neie Programm ausgeschafft an och an den däitschen an an de franséische Kommissiounen deet sech esou munches, besonnesch wann ech un den IST denken.

An da kommen ech eben op den IST ze schwätzen. Och hei gëtt am Fong geholl éischter kritiséiert, vergiess gëtt awer wéi vill nei Ausbildungsméiglechkeete vun déser Regierung geschafe gi sinn. Am ECG hu mer eng nei Formation administrative et commerciale. Et gëtt en CATP elo neierdéngs fir eng Aide en pharmacie. Dat erfollegt, well eben en Dialog tëschent der Schoul an de professionelle Milieue war an hei Besoinen erkannt gi sinn. Am Informatiksberäich gëtt et de Bac technique, et gëtt awer och en CATP technique. Ab September 2003 gëtt d'Formatioun als Mechatroniker agefouert. Et kann een also net soen, dass am Enseignement technique keng Reforme geschafe gi sinn, an dass net nei Ausbildungsméiglechkeete geschafe gi sinn, déi och der professioneller Welt entgéint kommen.

Doriwwer eraus wëll ech dann nach eng Kéier ganz kuerz verweisen op de Pilotprojet vun der Division inférieure vum IST, dee mer d'lescht Woch hei an der Plénière ëmrass hunn, mä dee mer awer och virgëschter an eiser Chamberskommissioun analyséiert hunn an der Presenz vun de responsable Fonctionnairen, de Programmkommissiounen an de concernéierte Schoulgebaier.

An dëser Debatt ass jo ewell eng Kéier de Conseil économique et social beméit ginn an och ech wéilt e beméien. Dee seet op der Säit 120 vu sengem Rapport: „Au niveau des structures, le CES se demande s'il ne vaudrait pas mieux de déstructurer au moins le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique au profit d'une structure plus intégrée. En effet, l'étude PISA a montré clairement que les pays aux meilleurs résultats sont ceux qui maintiennent les élèves le plus longtemps ensemble." Abee jo.

Wann een dann dëse Pilotprojet analyséiert, wann ee gesäit wat mir an de Motiounen no dem Débat d'intégration an no der PISA-Etüd zréckbehalen hunn, wann een also d'Revendicatioune vum CES gesäit, ech mengen dann entsprécht dee Pilotprojet awer ganz bestëmmt deem wat mer alleguerten an dësem Beräich wëllen. Mir sollen also deementspriechend den Enseignanten och eng Chance ginn.

A wann een d'Problematik an déi spatz Mënnercher an déi vill Kriticke gesäit, déi hei intern an och dobausse géint dëse Projet a géint aner Projete gefouert ginn, dann ass meng Konklusioun déi fir ze soe mir brauchen hei an dësem Land a ville Stécker e Mentalitéitswandel.

Nëmmen e Mentalitéitswandel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee kritt een net séier an dee kritt een a kengem Beräich, weder am Educatiounsberäich, nach soss iergendwou mat enger eenzeger grousser Reform. Et mussen e ganze Koup Reforme sinn. Et mussen e ganze Koup Schrëtt sinn, déi dauernd, kontinuéierlech, konsequent a mat System agefouert ginn. Dofir sinn ech och der Meenung, dass dës Regierung um Educatiounsberäich op deem richtege Wee ass.

De Pessimismus vum Conseil économique et social a puncto Weiderbildung deelen ech och net. Och hei gëtt et ëmmer méi Clienten, déi sech fir Weiderbildung interesséieren an d'Offert gëtt och ëmmer méi large gespannt. Zu engem Deel ass et och ze verstoen, dass hei am Land d'Weiderbildung vläicht fir de Gros vun der Populatioun nach kee richtegt Thema war. Et war nach kee Besoin do a ganz dacks, wat ëmsou schlëmmer ass, ass gesot gi bei Weiderbildung a besonnesch bei Ëmbildung, datt dat gläichzesetze wär mat engem Echec.

Ech mengen, wann ech d'Aussoe vum Statsminister an déi statistesch Chifferen héieren hunn, déi hien hei en Dënschde virgedroen huet a puncto Weiderbildung, a wann ech och gesinn dass an eiser Ekonomie sech wäerten Ëmännerungen an der nächster Zäit mellen, da sinn ech der Iwwerzeegung, dass Weiderbildung en absolute Must ass an dass se och als solches erkannt gëtt vun de Leit dobaussen. Se ass och als solches ewell erkannt gi vun der Regierung. Beim statistesche Material kann ee soen: Jo, mir hunn nach e Manko, mä ech muss lech awer soen, dës Regierung war déi déi am meeschten Akzenter an deem Beräich gesat huet, well et ass déi éischte Kéier, dass sech eng legal Basis zur Verfügung gestallt ginn ass, fir sech iwwerhaapt emol statistescht Materiel och am Educatiounsberäich zouzeleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir onméiglech op all Aktiounen, déi am Educatiounsministère lafen, anzegoen. Ech kann hei net op den Avant-projet vum Schoulgesetz agoen, net op de Projet de réforme vum Apprentissage an och net op den Avant-projet de loi iwwert dat allgemeint Schoulgesetz.

Ech wéilt perséinlech folgend Konklusioun zéien. Dës Regierung huet sech an deene leschte Jore massiv finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt fir kënnen am Educatiounsberäich ze agéieren, an ech mengen dat ass och gutt esou. An deem Kontext verweisen ech ausdrécklech op en europäescht Dokument, nämlech op eng Kommunikatioun vun der Kommissioun vum 10. Januar 2003, déi do heescht: „Investir efficacement dans l'éducation et la formation, un impératif pour l'Europe." Ech mengen, et ass tout court en « impératif pour le Luxembourg ».

Ech wëll zum Schluss dës Regierung encouragéiere fir déi finanziell Mëttelen, déi se sech zur Verfügung gestallt huet, op eng gutt an effikass Aart a Weis ze gebrauchen, an déi Reformen, déi se ugaangen ass an nach wäert ugoen, mat Rou an Determinatioun duerchzeféieren.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Durdu.

Aus Respekt virun deene Kolleegen, déi de Mëtten hei sinn, géing ech an der Riednerlëscht viru fueren. Vu dass den Här Mehlen, deen deen nächste Riedner an der Rei ass, net do ass, kritt den Här Garcia d'Wuert. Här Garcia, et ass un lech.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll eng ganz kuerz Interventioun maachen no deem brillante Rundumschlag, dee mäi Fraktiounspresident gemaach huet, wann ech weider kee méi stéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass eng Säit vun der Deklaratioun vum Premier, déi mech besonnesch interpelléiert huet, nämlech d'Säit 37 iwwer Bildung a Weiderbildung. Normalerweis hëlt d'Bildungspolitik e relativ bescheidene Raum an der Deklaratioun vum Premier an. Ech erënnere mech awer, 1999 war an den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun zimlech vill ronderëm eng Zuel riets, déi vun 52%. Et wären 52% vu Schoulofgänger, déi ouni Ofschloss wären, an déi Zuel ass vun där deemoleger gréisster Oppositiounspartei an de Raum geworf ginn. De Premier huet zwar net dorobber reagéiert, mä mat där Zuel ass awer zu engem groussen Deel an dem Wahlkampf vun där Partei operéiert ginn.

Am Joer 2003 brauch de Premier net méi op déi Zuel vun 52% ze reagéieren, well si ass iergendwéi vergiess ginn, si ass verschwonnen, an ech stelle mer d'Fro, ob déi 52% vu Schoulofgänger ouni Ofschloss, ob dat deemools eng Politikente war, oder ob mer haut bei 42% nëmme méi sinn, oder bei 62%. Le mystère reste entier! Och aus dem Bericht vum Ministère gëtt een näischt Weideres gewuer.

An de leschte Joren a Jorzéngten hat d'Bildungspolitik hei zu Lëtzebuerg net déi Prioritéit, déi se vläicht verdéngt hätt, mä dat ass awer eng Attitüd déi ee ka verstoen, well wann een iwwer Jore 16.000 nei Aarbechtsplaze schaaft an ee Chomâge huet vu 4.000, da wär een och an engem anere Land vläicht net besonnesch interpelléiert eng aktiv Bildungspolitik ze maachen, an et kéint een diagnostizéieren, dass et keen oder wéineg Handlungsbedarf géif ginn.

Déi potenziell Affere vun esou engem Bildungsdefizit a vun engem méigleche Chômage, si jo och zum Deel Frontalieren an zum Deel Kanner vun Auslänner, an déi brauchen d'Politiker net besonnesch ze interesséieren, well se jo och net wielen. A wat d'Lëtzebuerger Kanner a Jugendlecher ugeet, déi koume jo mat hiren diagnostizéierten Ausbildungsschwächten nach ëmmer iergendwéi ënner. No der ARBED koume se bei de Banken ënner, dunn an de Servicebetriber beim Stat a bei de Gemengen. An eréischt d'Diskussioun ëm de 700.000-Awunner-Stat huet déi Diskussioun relancéiert, ob een awer net misst méi eng proaktiv Bildungspolitik maachen, well de Kampf ëm déi Aarbechtsplaze kéint méi intensiv ginn.

Iwwregens ass dee 700.000-Awunner-Stat an der Versenkung verschwonnen. Ech hat ëmmer geduecht - ech si vläicht do net Spezialist dran -, mir géifen déi 700.000 Awunner net upeile wéinst 700.000 Awunner, mä wéinst den Acquis sociaux, a wa mer elo manner Wuesstum hunn, da stellen ech mer d'Fro, ob dat dann och bedeit, dass mer net méi déi 700.000 Awunner upeilen, also och net méi déi Bildungspolitik, déi misst beinhalten, dass mer herno 80% Auslännerkanner an de Schoulen hätten. Dat ass fir mech elo e bëssen eng nei nebulös Situatioun, op déi ech och eng Kéier dankbar wär méi kohärent Äntwerten ze kréien.

Mir haten 1998 eist Bildungsdokument intituléiert: «Aujourd'hui l'école, demain le plein emploi». An do hu verschidde Leit wuel geduecht, mir wären niewent der Plack wéinst deene 16.000 neien Aarbechtsplazen an deene 4.000 Chômeuren, mä 2003 ass dee Slogan méi aktuell wéi jee, well besonnesch déi ënner oder net qualifizéiert Jugendlecher si vun där neier Situatioun betraff, déi mer säit engem Joer hei zu Lëtzebuerg hunn, an de Chomâge an och d'Perspektive vun deene Jugendlechen, déi de Moment an der Schoul sinn, déi sinn net méi esou roseg trotz deene mannegfaltege PAN- an anere Moossnamen, trotz de sëllegen Aarbechtsmaartinitiativen, déi jo oft als deloyal Konkurrenz betitelt ginn.

Wat fannen ech dann elo an der Deklaratioun op der Säit 37 vum Premierminister? Fir d'éischt fannen ech Indikatiounen iwwert d'Zuele Schüler pro Computer. Wann ech mech net ieren, hat dat 1997 nach zu enger interessanter a witzeger Diskussioun mat Rechenexercicer gefouert, well deemools de Premier gesot hat, et géif ugepeilt ginn ee Computer pro Schüler an der Schoul ze hunn. Am Joer 2000 ware mer bei engem Computer fir 11 Schüler, wat am Postprimaire bei deene Klassestäerkten heiansdo dann ee Computer pro Klassesall bedeit, oder héchstens zwee. An am Joer 2003 si mer dann elo bei engem Computer fir sechs Schüler am Postprimaire. Keng Indikatioun iwwert de Primaire.

Da gi mer och gewuer, dass an der iewechter Divisioun vum Secondaire technique eppes geschitt ass, dass d'Formatioun vum Mécatronicien agefouert gëtt, dass d'Programmer vu 25 spezifeschen Handwierker geännert gi sinn an dass 17,84% vun der aktiver Bevölkerung géifen u Weiderbildungsprogrammer deelhuelen. Ech weess net wou déi Zuel hierkënnt, well am Programm vun dem zoustännege Ministère, nämlech dem Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ass déi Zuel net sou an där Form zréckbehale ginn. Ech kommen awer nach dorobber ze schwätzen. Dat dote war also dat, wat op der Säit 37 vun der Deklaratioun vun der Lag vun der Natioun steet.

Natierlech ass déi Deklaratioun, muss ee fairerweis soen, net nëmmen deen Text, deen den Här Juncker hei muss all Joer virdroen, sehr zu sengem Leidwiese vläicht, ech weess et net, mä et si jo och déi ganz Rapporten, déi mer virdru geschéckt kréie vun deenen eenzelne Ministèren. Ech hunn déi natierlech och am Hibléck op déi Formation continue haaptsächlech duerchgekuckt. Lo ginn ech da gewuer, dass nodeem mer e puer weider OECD-Studië verschweesst hunn, wéi d'PITA-Etüd, mer awer deelhuelen un engem Examen sur les politiques d'orientations professionnelles nationales. Et kann een nach frou sinn, dass mer wéinstens un där Studië deelhuelen, an et kann ee gespaant si wat dobäi eraus kënnt.

Da gëtt een och gewuer, dass géif eng Enquête gemaach ginn iwwert d'Ecole de la deuxième chance. A well schonn de Kolleeg René Kollwelter hei eng Kéier zitéiert ginn ass luewend vu mengem Fraktiounspresident, wëll ech nach eng Kéier luewend hei erwähnen, dass viru sëllege Joren en hei als Viraarbecht zu senger Ecole de la troisième chance e Pabeier ze maache krut vum Premierminister fir déi Ecole de la deuxième chance. Dat ass awer schonn eng etlech Joren hier, mindestens véier, fënnef. Déi eenzeg Konklusioun, déi ech doraus liesen, ass, dass net zréckbehale ginn ass wat den Här Kollwelter wollt hunn, an zwar net eng eenzeg Ecole de la deuxième chance ze maachen, mä iwwerall doruechter wou et Ecolë vun der première chance gëtt, do eng Ecole de la deuxième chance drun ze hänken.

Et ass awer trotzdeem schonn e bësse komesch, dass fënnef Joer no där excellenter Aarbecht vum Här Kollwelter hutt mer ëmmer kee Konzept do läit, mä dass nach ëmmer Enquêtë gemaach ginn iwwert d'Besoinen. Et kann ee mir also net soen, dass an der éischter Phas vun der Formation continue, nämlech där vun der nachholender Bildung, där vun der zweeter Chance fir e gewëssent kriddelegt Populatiounssegment eppes geschitt wär. Dat léisst déif blécken iwwert dat Konzept vu Lifelong Learning.

Ech wëll mech zum Schluss vu menger Interventioun nëmmen op d'Weiderbildung konzentréieren an e bëssen un dee Mythos vun deem Lifelong Learning zu Lëtzebuerg kratze goen. Déi Statistik vu 17,84% seet näischt aus, weder wéi vill Leit mehrfach d'Beleeung vu Coursë gemaach hunn, och net wéi d'Qualitéit vun där Weiderbildung war. Et gi souguer béiss Zongen, déi soen dat wären haaptsächlech Elektronikcoursen, déi se a Finnland virun zéng Joer scho gemaach hätten, mä ech kann dat net bëuerteelen.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

Am Kapitel 8.4 vun dem Rapport vum Ministère, oder Säit 57, gëtt Bilan gemaach vum Gesetz vum 22. Juni 1999 iwwert d'Formation professionnelle continue, an do gëtt gesot, dass am Joer 2002 231 Demanden agereecht wäre ginn, an dat géif ongeféier 15 Milliounen Euro kaschten.

Am Centre nationale de formation professionnelle continue, CNFPC, zu Esch an zu Ettelbréck, ware 4.619 Leit ageschriwwen, a vun deene 57% Demandeurs d'emploi, wat u sech positiv ass. Wat allerdéngs elo d'Formation continue ausserhalb vum CNFPC ugeet, do fënnt een Zuele fir den Accès collectif vun 2.273 Unitéiten, awer fir den Accès individuel nëmme vu 710 Leit. Ech erkläre mech. Den Accès collectif bedeit déi Weiderbildungsmoossnamen, déi d'Betriber offréieren, déi si awer och diktéieren, wou si soen, eis Leit mussen dohinner goen.

An den Här Jaerling huet scho virdru geschwat iwwert den Accès individuel, deen awer hei zu Lëtzebuerg nach guer net geregelt ass. Eng Persoun X schafft an engem Betrib Y, a si wëllt eng Weiderbildung maachen, well se mengt si kéim entweder am Betrib Y oder vläicht am Betrib Z weider. E geet bei de Patron an dee seet natierlech, et deet mer Leed, dat interesséiert mech net, Dir kritt elo weder fräi nach eng finanziell Förderung.

An et muss een awer soen, dass schonn deemools bei den Debatte vun 1999 immens insistéiert ginn ass op deen Accès individuel. Et besteet een dringenden Nohuelbedarf, an där Matière eppes ze maachen. Et ass mer zwar gesot ginn, dass um Niveau vum Conseil économique et social d'Patronat an d'Salariat sech méi no komm wären, fir a punktuellen Domäner en Accord ze fannen, mä ech denken dass de Législateur och gefuerdert ass, fir do eng legislativ Moossnam ze ergräifen.

Ech kommen dann zu engem weideren Domän, deen och an dem Rapport vum Ministère erwähnt ass, nämlech dee vun der Education des adultes. Do fanne mer déi impressionnant Zuel vun 11.946 Inscriptiounen. Natierlech, wann een d'Zuele kuckt, maachen dovu méi wéi dräi Véierel d'Cours de langues aus.

Wann ech awer elo dat kucken, wat mech zum Schluss vu menger Interventioun haaptsächlech interesséiert, nämlech d'Education civique oder d'Education citoyenne, da si bei de Sciences humaines et sociales ganz genau 165 Inscriptiounen, dat heescht 1,3% vun den Inscriptiounen. Dat féiert mech dann zu deem leschte Kapitel, nämlech deem vun der Formation citoyenne oder och genannt Volleksshéichschoul oder och Formation économique, politique et sociale. An ech wëll elo dee gewotene Lien maachen tëschent där Formation citoyenne an den zwee Themen aus der Deklaratioun vum Premier, nämlech d'Lex Greenpeace an dem Referendum. Ech erënnere mech nämlech, dass mer hei als eng vun de leschten Debatte vun der leschter Legislaturperiod, méi genau den 20. Mee 1999, also viru véier Joer, eng Interpellatioun vu mir selwer haten iwwert d'Formation citoyenne continue an d'Gesetz iwwert d'Formation professionnelle continue.

Ech hunn am Chambersbericht nogekuckt. Et ass ze vill interessant, fir dat net ze zitéieren, well dat den Etat d'esprit vun dem Interesse fir esou eng Formatioun erëm gëtt. Ech liesen hei:

„M. Robert Garcia, interpellateur.- Här President, wärend de Sall sech eidel mécht, well mer elo zu deenen onwichtegen Theme vun

der Legislaturperiod komme wéi Formation professionnelle continue, wëll ech kuerz ee prozedurale Virschlag maachen, deen d'Sitzung vläicht och e bëssen accéléréiert.

(Interruptioun)

Da seet den Här President: Ech géif ëm Är Opmierksamkeet bieden.

Da seet den Interpellateur: Ech wollt just soen, déi Interpellatioun, déi ech viru méi wéi engem Joer agereecht hat an déi un dëse Projet dru gehaange ginn ass, huet esou wäit domat ze dinn, dass et eng Erweiderung vum Kader vun dësem Projet de loi ass. Ech hu mer och soe gelooss, dass déi eng oder aner Fraktioun keng Zäit hat, net wëllt oder keng Kompetenz hat, fir sech op déi Interpellatioun virzebereeden."

Dofir ass bei där Interpellatioun nëmmen iwwert d'Formation professionnelle diskutéiert ginn, nämlech iwwert d'Gesetz, an ech war deen eenzegen deen iwwerhaapt iwwert d'Formation citoyenne geschwat huet. Dat seet relativ vill iwwert den Desinteressi esouwuel an der Chamber wéi och an der Regierung, wat d'Formation citoyenne ugeet.

Fir mäi Lien mat der Lex Greenpeace a mam Referendum ze maachen, wëll ech e bësse méi wäit aushuelen an hei déi Thees an de Raum stellen, déi ech awer kann all Moment verteidegen, dass quasi all d'Machthaber am léifsten all d'Bierger als Majorité silencieuse gesinn. A bei de konservative Regierunge wéi déi, déi mer hunn, ass dat natierlech a méi staarkem Mooss de Fall wéi bei aneren, mä do kann een och nach aner Beispiller nennen. D'Citoyenneté ass fir si eng Majorité silencieuse, déi all fënnef Joer Stëmmziedelen an eng Boîte geheit an déi sech vun ekonomesch dominéierte Medië beaflosse léisst.

D'Regierung, déi léisst sech entouréiere vun engem Hofstat vun offizielle Conseilleren a vu Lobbyen, déi hir frëndlech gesënnt sinn, an d'Société civile oder déi sougenannte Forces vives, déi ginn als marginal Erscheinung toleréiert. Si gi positiv gesinn. Si gi positiv ugesinn, wa se antichambréiere kommen. Si gi positiv gesinn, wa se an d'Tripartite-Gremië mauschele kommen, a wann dat net hëlleft, da gi se a Conseil Supérieuren zwëschegelagert, fir dass se do kënnen diskutéieren.

Bësse méi negativ gi se natierlech vun de Machthaber gesinn, wa se op d'Strooss ginn, well dat huet kee Machthaber gär, wa se eng méi aktiv oder méi kompetent Minoritéit ginn, wa se sech Strukture ginn, wa se wuddere fir onangenehm Problemer opzewerfe wéi Flüchtlingen, wéi Demokratie, wéi Dysfonctionnementer, a wa se mat e bësse méi ongewéinleche Publicity-Moossname virginn. De Rescht vun deenen aneren, déi net an déi Kategorië gehéieren, ginn dann einfach global, an net nëmme vun deene Konservativen, als „Nimbyen" ofgestempelt.

Déi Tentatioun virun allem vu konservative Regierunge fir dee contestatairë Sumpf auszedrechnen ass also real. En Extremfall ass den Här Aznar. Do hunn ech elo an der Zeitung El Pais gelies, dass den Här Aznar beabsichtegt ee Gesetz ze maachen, wou künfteg Demonstratioune géint Krich, wou Spuenien deelhëlt, géifen als Vaterlandsverrat geahndet ginn. Ech weess net a wéi eng Campë vu Kastilien oder vun Aragon en déi dräi Millioune Leit wëllt perschen, mä dat ass eng extrem Virstellung, déi ech natierlech net wëll iergendengem heibannen ënnerstellen, mä et ass awer zumindest e Warnsignal dat eis muss ophorchen dinn, well an eiser Vue ass dat doten net nëmmen eng Lex Greenpeace, mä et ass och e potenziellt Maulkuerfgesetz. Well wann een haut oder muer op eng Demonstratioun geet, wou iergendwou steet, et kéinte Casseuren dobäi sinn, da geet een net dohinner. An dat ass jo vläicht deen ënnerschwellegen Zweck dovunner, well jo quasi op all Demonstratioun, wou een higeet, oder op all bësse méi originell Aktioun, eppes ka passéieren, wat um Rand vun der Illegalitéit ass.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Här Di Bartolomeo, Dir faalt direkt op!

(Hilarité)

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG).-* Här President, deen Dag wou Dir mech gesitt bei enger Demonstratioun vun de kathouleschen Männer mat goen, kënnt Dir e puer Casseurë laanscht schécken, fir op mech lass ze goen, well dann ass et esou wäit.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech erënneren lech drun déi éischte Kéier wou Dir do als Haaptriedner optriet, an dat kann net méi laang daueren, esou verstänneg wéi Dir gi sidd.

M. Robert Garcia *(DÉI GRÉNG).-* Et gëtt Leit, déi soe mir dat no, effektiv.

Esou e Gesetz ass symptomatesch fir eng gewëssen Attitüd par rapport zu enger Opinion publique citoyenne, déi e bësse méi aktiv ass wéi d'Majorité silencieuse. A vill Bierger selwer hu léiwer d'Illusioun vun enger passiv informéierter Gesellschaft an der Medienvielfalt wéi eng aktiv Participation citoyenne. A wann déi Tendenz sech weider verstäerkt, da kënnt eng Self-fullfilling prophecy an da gëtt gesot, mir hu jo gesot, déi eenzeg Leit, déi sech nach fir eppes interesséieren, sinn déi, wann eppes an hirem Virgäertche passéiert, oder wa se direkt concernéiert sinn, an da brauche se sech net ze wonneren, wann ëmmer méi Leit vun deenen allgemenge politesche Problemer détournéiert ginn a sech just nach all fënnef Joer manifestéiere bei den Urnen.

Ech wëll dräi konkret Beispiller, déi ech ëmmer erëm hei op der Tribün zitéieren, fir déi Tendenz nennen. All Joer scrutéieren ech de Kulturbudget, an ech gesinn dann, dass mer e ganz nette Basculement hunn am Kulturbudget zu staatleche Kulturservicer. Mir komme vun 80% sou lues bei 95% vu Strukturen, déi staatlech oder parastaatlech Servicer ubidden. A wann een an enger ONG aktiv ass, déi am sozio-kulturelle Beräich ass, da kritt een am Ganze vum Budget 0,7%, an et muss een nach heesche goen.

Zweet Beispill ass dat vun de Medien, déi Leit un der Muecht, egal vu wéi enger Couleur, hunn natierlech léiwer grouss Distributiounsmedië wéi kleng Kommunikatiounsmedien. Dat huet een erëm eng Kéier gemierkt bei der Novelléierung vum Mediëgesetz, dat mer hei an der Chamber diskutéiert hunn.

Mir hunn an der Chamberskommissioun eng eestëmmeg Empfehlung gemaach fir participativ Medien, sief et Uelzechtkanal, sief et Radio Latina, sief et Radio Ara oder ähnlech Initiativen, déi also de Citoyen mat abannen, fir déi vun dem Stat ënnerstëtzen ze loossen, kruten dunn awer hei op der Tribün en nette Refus vum zoustännegen delegéierte Kommunikatiounsminister Biltgen, dee léiwer Subventioune gëtt un déi grouss Medië wéi RTL oder un aner Kanäl, wou mir natierlech och näischt dergéint hunn, well mir hunn eis och dofir ausgeschwat, mä deen awer e kloert Niet gesot huet fir eng geziilt Ënnerstëtzung fir déi participativ Medien.

Dat drëtt Beispill, dat krute mer virgëschter hei déposéiert. Dat ass dat Gesetz iwwert den Développement durable. Dat Gesetz ass eng Applikatioun vun de Beschlëss vu Rio vun 1992, an eelef Joer duerno gëtt an engem Gesetz festgeluecht, ënner wéi enger Form d'Citoyenë kënnen um Développement durable participéieren. Ech hu scho Wetten ofgeschloss, wat dee Gesetzesprojet vun eiser Propositioun de loi, déi de Camille Gira an ech déposéiert hunn, géif ënnerscheeden. A prompt ass et natierlech kloer. E Conseil Supérieur ass jo dora verankert. Dat ass ëmmer eppes ganz Bequemes, mä alles dat wat de Conseil Supérieur géif mat wëssenschaftlechen a mat aneren Argumenter ënnerstëtzen, en Observatoire oder ähnlech Strukturen, déi feelen natierlech an deem dote Gesetz ganz kloer. Et ass zimlech traureg. Et ass schonn traureg, dass et eelef Joer gedauert huet ier esou e Gesetz déposéiert ginn ass, a wann ee kuckt wat do zréckbehale ginn ass, dann ass dat och net ganz iwwerzeegend.

Här President, och de Referendum huet mat der Formation citoyenne oder mat der Formation économique politique et sociale ze dinn.

Mir Gréng si jo vun eiser Traditioun hier esou Forme vun Demokratie éischter positiv gesënnt, mä Dir hutt awer scho gemierkt, dass mir relativ skeptesch sinn, well d'Referendumspraxis an anere Länner weist ënner anerem zwou Saachen: Éischtens, d'Schwäiz weist ganz däitlech, dass et duerchweegs méi einfach ass de konservative Reflex vun enger Bevölkerung auszenotzen, dat heescht innovativ Projete gi seelen duerchbruecht, an déi konservativ Medien droen hiert dozou bäi fir ze verhënneren, dass e bësse méi gewote Saachen duerch e Referendum kënnen duerchgeboxt ginn.

Deen zweeten Enseignement duerch Referendumspraxis ass, dass duerch staark Influenzen, duerch staark gesellschaftlech Forcë kann esou e Referendum manipuléiert ginn. D'lescht Joer gouf et e Referendum am Oregon - dat wäert den Här Calmes interesséieren - wou de Stat Oregon e Referendum hat fir sech als JMO-fräi Zon ze deklaréieren. An dräi Méint virum Referendum hunn d'Meenungsëmfroe gewisen, dass 62% vun der Bevölkerung eigentlech deem Uleies positiv géintiwwer stoungen, an dunn hunn da gewësse Firme wéi Monsanto an esou weider emol e puer Millioune Dollar lacker gemaach, an um Schluss vun der Referendumsprozedur waren nach 42% fir dat Uleies, wat och erëm eng Kéier e Beispill ass wéi ee kann duerch massiven Asaz vun ekonomesche Mëttelen esou e Referendum beaflossen.

Mir sinn also prinzipiell fir e Referendum, mä e Referendum huet nëmmen dann e Sënn wann d'Bierger an d'Biergerinnen en connaissance de cause a mat engem maximale Background vu Wëssen kënnen entscheeden. An niewent de pluralistesche Medien muss do eng Volleksbildung un der Basis passéieren, e life-long-citizen-learning, deen net nëmmen op d'Profession axéiert ass, mä och op d'citoyenne Liewen.

An et ass kloer, dass déi meescht Regierungen, wa se eng Zäit laang am Amt sinn, egal vu wéi enger Couleur, e konservative Reflex hunn an esou Initiativen ëmmer méi verschieben.

Ech erënneren drun, bei där Debatt vun 1999, dat hat ech elo vergiess ze soen, si vun eis eng Motioun an eng Resolutioun eestëmmeg ugeholl ginn. An der Motioun ass gesot ginn, d'Regierung géif opgefuerdert ginn e Livre blanc iwwert d'Formation économique politique et citoyenne virzeleeën. Déi Regierung hei ass jo d'Nofolgerin vun där Regierung virdrun, an ech hunn d'Madame Brasseur och eng Kéier gefrot an enger Kommissioun, an dunn huet si gesot, si géif net envisagéieren esou e Livre blanc hierzestellen. An deen ass jo och net hiergestallt ginn.

Dat zweet, dat war d'Resolutioun vun eis, déi ass och eestëmmeg ugeholl ginn. Do huet d'Chamber sech selwer opgefuerdert, fir an der nächster Legislaturperiod en Débat d'orientation ze organiséieren iwwert déi Formation citoyenne, an du koum en Débat d'orientation iwwert d'Integratioun, iwwer aner Saachen an dunn op eemol koum de PISA-Tuerm, an dunn ass deen ëmgefall, an dunn ass d'Formation citoyenne dorënner begruewe ginn. An ech wënsche mir fir déi nächst Legislaturperiod, dass et dann zu engem neien Elan kënnt, mä ech fäerten dass dann erëm en neie PISA-Tuem kënnt, deen op esou Initiativen droht ze falen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Garcia. Nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert.

M. Norbert Haupert *(CSV).-* Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stiechen net an enger déiwer Wirtschaftskris, mä eppes musse mer däitlech gesinn, zu Lëtzebuerg kriselt et. Dat sinn dem Statsminister seng Wierder iwwert déi wirtschaftlech Situatioun an eisem Land. Gewëss, mir hu keng spektakulär Failliten ze verzeechnen, a mir stinn och net virun dramatesche Massenentloossungen. An awer herrscht a verschiddene Betriber en Astellungsstopp. A wann och den Autofestival an de Vakanzesalon dëst Joer kee gréissere Réckgank vis-à-vis vun deene vun deene leschte Joren ze verzeechnen hunn, dann dréit et awer a verschiddene Secteure méi lues. An dat huet zwou Ursaachen:

1. Well net méi esou vill consomméiert gëtt, also manner verkaaft gëtt, an

2. well d'Konkurrenz méi bëlleg ubidde kann, also méi kompetitiv ass, an doduerch d'Marchéë fir eis verluer ginn.

Wéi kënnt een aus esou enger Situatioun eraus? Dat kann een erreechen andeem een éischtens de Konsum ukuerbelt an zweetens de Betriber d'Méiglechkeet gëtt ze investéieren an doduerch hir Kompetitivitéit ze verbesseren.

Vill vun de Regierunge vun eisen Nopeschlänner, bei deenen et net nëmme kriselt, mä déi voll an der Rezessioun stiechen, versiche mat alle Mëttelen op déi zwou Komponenten anzewierken. Dat brauche mer net, net nëmme well mer net an enger Rezessioun dra sinn, awer well eis Regierung a weiser Viraussiicht viru Jore schonn d'Akzenter gesat huet, fir d'Kafkraaft vun eise Bierger ze verbesseren, an de Betriber d'Méiglechkeet ze bidden nei ze investéieren. Doniewent hunn eis successiv Budgetsministere Jean-Claude Juncker a Luc Frieden an deene Jore wou et an eisem Land ganz gutt gong d'Suen net zur Fënster erausgeworf a si hunn och net a gudde Joren esou mann wéi méiglech extra Wënsch erfëllt.

(Interruptions diverses)

Dat hutt Der awer schonn oft gesot. Gesitt Der, et muss een d'Leit och emol luewen.

Si hunn also d'Suen net zur Fënster eraus geworf, mä si hu Reserven ugeluecht, fir datt a méi schlechte Joren de Stat och nach weider an noutwendeg Infrastrukture kënnt investéieren an domat zur Beliewung vun engem vun eise wichtegste Secteuren, nämlech dem Bausecteur, bäidroe kann.

Här President, eis Regierung huet an deene leschte Jore grouss Efforte gemaach fir d'Kafkraaft vun eise Matbierger ze verbesseren. D'Kannergeld gouf eropgesat, de Mindestloun an d'Mindestakommes, d'Renten an d'Pensioune goufen erhéicht. Eng Erzéiungspauschal vun 3.000 Frang pro Kand gouf fir all Mamm agefouert, a virun allem hu mer an deenen zwee éischte Jore vun dësem Jorhonnert eng Steierreform gemaach, déi der Kafkraaft vun de Lëtzebuerger e gewaltege Schub ginn huet. D'Reform vun 2001 huet d'Steierlaascht vun eise Matbierger ëm 250 Millioune Euro oder 10 Milliarde Lëtzebuerger Frang erofgesat.

D'Reform vun 2002 huet nach eng Verbesserung fir de Steierzueler vun 185 Millioune Euro oder 7,5 Milliarde Frang erginn. Zesumme maachen dat fir dëst Joer an déi folgend Joren eng Steiererliichterung vu 430 Millioune Euro pro Joer aus. Dat si 430 Millioune, déi de Bierger méi zur Verfügung huet, déi also erëm direkt oder indirekt an eis Wirtschaft erafléisse kënnen. Dat si Suen déi mer méi an eise Paien hunn an déi mer méi consomméiere kënnen oder méi spuere kënnen. Well och eis Matbierger sinn an deene gudde Joren net muttwëlleg mat hirem Geld ëmgaangen an hunn en Deel vun hirem Akommes gespuert, fir och a schlechte Joren en Apel fir den Duuscht ze hunn. Doniewent ass d'Zënspolitik haut esou gënschteg wéi nach ni, esou datt d'Leit och a manner gudden Zäiten encouragéiert gi fir Geld léinen ze goen an de geplangten Investissement fir en Eegenheem ze décidéieren. Ech komme méi spéit nach op de Bau zréck.

Här President, och fir d'Betriber huet eis Regierung 2002 eng Steierreform ënnerholl, déi d'Steierbelaaschtung ëm 16,3 Milliarde Lëtzebuerger Frang oder 400 Millioune Euro erofgesat huet. Dat huet den Entreprisen d'Méiglechkeet gebuede fir nei Investissementer ze tätegen an esou hir Kompetitivitéit géintiwwer hire Konkurrenten aus de frieme Määrt ze verbesseren. Och déi Investissementer droen zur Steigerung vun der Demande an zur Beliewung vun eiser Wirtschaft bäi.

Doniewent war eis Regierung permanent beméit de gesetzleche Kader esou unzepassen, fir nei Betriber an eist d'Land erunzezéien an deenen etabléierten Entreprisen d'Méiglechkeet ze gi fir ze expandéieren, ouni dass doduerch déi sozial Verantwortung vun eise Betriber a Fro gestallt gouf. Gewëss, dee Kader huet sech net vun haut a gëschter erginn. Deen ass d'Resultat vun enger konsequenter a kohärenter Wirtschafts- a Finanzpolitik, déi an deene leschte 25 Joer bedriwwe gouf. Et ass also net eleng de Mérite vun dëser Regierung. Déi Partei, déi während méi wéi 20 Joer déi Regierung gefouert huet, wäert jo awer och en Deel vun deem Mérite fir sech beanspruche kënnen.

Här President, am Kontext vun de Rahmebedingungen ass et interessant den Interview vum Här Guy Kerger gëschter op RTL ze ernimmen, deen iwwert d'Wichtegkeet an d'Ursaache vun der Implantatioun vun AOL an AMAZON hei zu Lëtzebuerg hannerfrot gëtt. D'Ursaache firwat dës zwou fir hien héich interessant Entreprisen op Lëtzebuerg komm sinn, an net an en anert Land, si senger Meenung no éischtens den niddregen TVA-Saz, zweetens eist excellent Kommunikatiounsnetz, drëttens eis gutt Législatioun iwwert den Dateschutz, a véiertens eist gutt Gesetz iwwert den elektroneschen Handel. Dat ass d'Ausso vun engem aussestehende Spezialist am Internetsberäich.

Här President, a wann och gëschter hei gemengt gouf mer hätten de Mëttelstand vernoléissegt, da wéilt ech nëmme kuerz rappeléieren…

(Interruption)

Jo, dat sot Dir, Här Di Bartolomeo. Et ass awer net wouer!

(Interruption)

Dir liest ëmmer, mä Dir schwätzt net mat hinnen. Dir musst eng Kéier mat hinne schwätzen, dann héiert Dir wat si Iech soen. Dir liest ëmmer nëmmen dat wat Iech gefält, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

Dir kënnt et weisen, mä ech héieren dat wat se soen.

(Interruption)

Jo, dat och heiansdo.

Ech wéilt awer dann hei rappeléieren, datt iwwert déi sukzessiv Steierreformen, déi säit 1991 ënnerholl goufen, d'Steierlaascht fir d'Kleng- a Mëttelbetriber gewalteg gesenkt gouf. Esou huet e Betrib, deen iwwert d'Akommessteier vun de physesche Persounen, also net iwwert d'Gesellschaftsbesteierung besteiert gëtt, an deen e besteierbare Benefiss vu fënnef Millioune Frang erwirtschaft huet 1989 nach 2,3 Millioune Frang Steiere bezuelt. Haut bezilt hien der nëmme méi 1,2 Millionen. Dat mécht eng Steierreduktioun vun 1,1 Millioun Lëtzebuerger Frang oder 48,2% aus.

Bei engem besteierbare Benefiss vun zéng Millioune mécht et eng Steierermäßigung vun 2,2 Millioune Frang oder vun 49,1% aus. Dat ass fir e Kleng- oder Mëttelbetrib oft méi wichteg wéi déi administrativ Belaaschtung. Awer och op deem Plang ass de Mëttelstandsminister Fernand Boden beméit de Betriber entgéintzekommen. Besonnesch déi statistesch Erhiewunge maache jo de Kleng- a Mëttelbetriber grouss Suergen. Hei soll iwwert den harmoniséierte Konteplang an der Reorganisatioun vum Handelsregister deene Betriber wäitgehendst gehollef ginn. Och bei deenen zwou Patronatschambere fonctionnéiert schonn e Guichet unique, dee jonke Leit bei der Grënnung vun engem Betrib déi administrativ Aarbechten erliichtere soll.

Här President, wat de Wunnengsbau ubelaangt, esou mengen ech dass mer an deene leschte Méint en long et en large d'Problematik hei diskutéiert hunn. Ech wëll dofir och net nach eng Kéier all déi Efforten hei opzielen, déi an deene leschte Joren zu Gonschte vum Wunnengsbau gehollf goufen. Well ech awer d'Gefill hunn, datt dobaussen net jiddfereen déi nei Moossname matkritt huet, déi d'Regierung d'lescht Joer am Intérêt vum Logement geholl huet, an heibannen eng Rei Leit se net wëlle verstoen, wollt ech nach eng Kéier kuerz op déi wichtegst Mesuren agoen.

(Interruption)

Déi kommen awer.

(Interruption)

Jo, Dir kommt ëmmer mat deem wat net ass, mä dat wat awer geschitt ass, dat ernimmt Der net, Här Di Bartolomeo.

(Interruptions)

Här President, de Problem am Beräich vum Wunnengsbau läit op zwee Pläng: deem vun der Deierecht vun der Uschafung vun engem Eegenheem an deem vun der Disponibilitéit vu genügend Mietwunnengen, an dat besonnesch am Beräich vum soziale Wunnengsbau.

Wat de Problem vun der Deierecht vum Eegenheem ubelaangt, esou ass déi besonnesch op d'Deierecht vum Bauterrain zréckzeféieren. Fir d'Offer vu Bauland ze encouragéieren an doduerch d'Präisser eenegermoossen an de Gréff ze kréien, huet de Finanzminister Jean-Claude Juncker jo eng op dräi Joer limitéiert Steierreduktioun op de Plus-valuen, déi beim Verkaf vun engem Haus oder engem Terrain realiséiert ginn, agefouert. Hei kann de Privatverkeefer tëschent 50 a 75% Steieren aspueren, jee nodeem ob et sech ëm eng eenzel Bauplaz oder ëm eng Bauplaz am Kader vun engem Lotissement handelt, wann hie säin Terrain an de Joren 2002, 2003 oder 2004 verkeeft. Fir de professionelle Promoteur ass eng Exemption fiscale vu 25% vum Benefiss virgesinn.

Wat den Droit d'enregistrement an den Droit de transcription bei der Uschafung vun engem Eegenheem ubelaangt, esou huet de Finanzminister e Crédit d'impôt fir all Persoun vun 20.000 Euro agefouert. Well den Taux vun dem Droit d'enregistrement an dem Droit de transcription bei ongeféier 7% läit, kann all Mënsch sech en Eegenheem bis zu engem Präis vun 286.000 Euro, also ëmgerechent 11,5 Millioune Lëtzebuerger Frang uschafen, ouni eng héich Taxe d'enregistrement ze bezuelen. Hie bezilt dann nëmme méi honnert Euro amplaz 20.000, wat a mengen Aen eng wesentlech Differenz ausmécht.

Wat d'Bauprimen an d'Uschafungsprimen ubelaangt, esou sinn déi duerch dat neit Reglement vum leschten 9. Abrëll op deeselwechten Niveau gesat ginn. D'Majoratioune vun den Uschafungsprimë kënne jee no Akommes op bis zu 100% goen. Am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung soll d'Uschafung vun enger aler Bausubstanz mat Renovéierung an Zukunft méi gënschteg traitéiert gi wéi d'Baue vun enger neier Wunneng. Ausserdeem ass bei där Geleeënheet de Krees vun de Bénéficiairë vun dëse Primen a Richtung vun de mëttlere Revenuen erweidert ginn.

Esou ass zum Beispill de maximale Revenu, deen e Jonggesell verdénge ka fir nach vun enger Bauprime ze bénéficiéieren, op 167.000 Frang de Mount an d'Luucht gaangen an dee vun enger Koppel mat zwee Kanner op 203.000 Frang. Eng Koppel mat zwee Kanner, déi 100.000 Frang de Mount verdéngt, huet bis den Abrëll 2003 eng Uschafungsprime vu ronn 125.000 Frang kritt. An Zukunft kritt se eng Prime vun ëmgerechent 200.000 Frang.

Wat d'Offer vun dem verbëllegte Wunnengsbau ubelaangt, esou huet d'Regierung décidéiert fir am Kader vum aachte Fënnefjoresprogramm déi ursprünglech geplangten Zuel vun neie Wunnenge vu 4.125 op 9.000 ze erhéijen. Domat solle méi jonk Leit d'Méiglechkeet kréie fir am Kader vum verbëllegte Wunnengsbau zu engem Eegenheem ze kommen.

Trotz all deene Mesurë bleiwe Leit, déi sech keen Eegenheem leeschte kënnen an déi wunne goe mussen. Och hei huet d'Regierung verbessert Hëllefe fir déi Gemenge virgesinn, déi an de soziale Wunnengsbau investéieren. Doduerch soll d'Zuel vun de soziale Mietwunnengen esou erhéicht ginn, datt d'Offer lues a lues der Demande ugepasst gi kann. Fir déi, déi einstweilen awer keng Wunneng um soziale Mietwunnengsmaart fannen, huet d'Regierung virgesinn en Deel oder souguer a verschiddene Fäll déi ganz Garantie locative ze cautionnéieren. Aner Moossnamen, déi am Kader vum Débat d'orientatioun iwwert de Wunnengsbau virgeschloe goufen, sinn nach a Virbereedung. Mir wäerten an engem Joer erëm drop zréckkommen.

Här President, alles dat léisst sech dach weisen, entgéint deem wat d'Oppositioun hei behaapt. „Mir si besser do wéi eis Nopeschlänner", mat där Behaaptung huet de Statsminister och Recht, och wann dat deem engen oder aneren net a seng politesch Ambitiounen erapasst.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den nächsten Orateur ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci. Ech wëll fir d'éischt op e puer Punkten zréckkommen op déi de Statsminister agaangen ass a wat mer Freed gemaach huet virun allem als jonken Deputéierten.

Wann hie seet, dass hien e realistesche Budget presentéiert huet, dass mer keng Folie des grandeurs hunn, dass mer keng Knippercher kréien, da sinn ech ganz frou doriwwer, well déi Knippercher kréien e batteren Nogeschmaach, an als Jonke sinn dat ganz oft Konsequenzen, déi déi nächst Generatioun ze droe kritt, wann een haut keng realistesch Politik mécht.

Hien huet vu Steierreduktioune geschwat. Ech kann Iech just soen, fir jonk Leit ass et selbstverständlech motivant wa se manner Steiere bezuelen, et ass méi motivant fir schaffen ze goen. Hien huet och gesot, dass de Wirtschaftswuesstum ëm e Véirel manner héich gewiescht wär, wann dës Steieren net erofgesat gi wären.

Jonk Leit a Chômage. Här President, obgläich den Aarbechtsmaart nach ëmmer wiisst, wiisst e vill manner wéi déi Jore virdrun, esou datt déi nei Plazen ëmmer méi rar ginn an och an noer Zukunft nach wäerte rar bleiwen. Ech wëll net hei am Detail op déi global Entwécklung vum Aarbechtsmaart agoen, déi an deene leschten Deeg a Stonnen hei amplement diskutéiert ginn ass. Vill méi wollt ech op de Problem vum Chômage bei deene jonke Leit agoen.

An der Europäescher Unioun ass Lëtzebuerg laut EUROSTAT virun Éisträich dat Land, wat am mannste Chômeuren ënner 25 Joer huet. Den Taux lung zu Lëtzebuerg bäi 7,5% am Mäerz 2002, en ass awer elo am Mäerz 2003 op 9,7% eropgeklommen. Haut sinn no bäi 1.400 Leit ënner 26 Joer bei der Adem ageschriwwen. Am leschte Joer waren et der nach 946. D'Kategorie vun de 26 Joer bis 30 Joer ale lung am Mee 2002 bäi 701 a läit haut bal bäi 1.100. Zesumme stellen déi zwou Kategorien en Drëttel vun deene Leit duer, déi bei der Administration de l'emploi ageschriwwe sinn.

D'Unzuel vun de Promoteure vum CAT, zumools am Privatsecteur, ass och immens zréckgaangen. 2000 hunn nach 437 Entreprisë bei der Mesure d'insertion aux jeunes matgemaach. 2001 waren et nëmmen nach 293. Haut sinn et der nach manner. Och den Taux vun deenen, déi bei esou enger Mesure dobäi waren an doduerch eng fest Aarbecht fonnt hunn, ass zréckgaangen, an zwar vun 80% am Joer 2000 op 66% am Joer 2001, wat och illustréiert, dass manner rekrutéiert gëtt.

Op där anerer Säit ginn et hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi onbesate Léierplazen. Do muss ee sech eng Kéier d'Fro stellen, firwat dat esou ass. Dem Mangel vun der Attraktivitéit vun den Handwierksberuffer soll jo duerch eng Reform vum Apprentissage opgehollef ginn. Et geet net hei drëm fir dirigistesch ze sinn an ze soen, du muss elo dat oder dat studéieren, well an deem Secteur Leit gesicht ginn. Natierlech wär dat falsch.

Éischtens soll studéieren nach ëmmer Spaass maachen, a wann ee mengt et hätt ee seng Vocatioun fonnt, da soll een déi och exploitéieren. Zweetens huet kee vun ons heibannen eng Kristallkugel déi weess wéi den Aarbechtsmaart an zwee, dräi oder fënnef Joer ausgesi wäert an a wéi enge Sparten a Piliere vun onser Wirtschaft Besoine si wäerten. Mir wëssen nëmme grosso modo wou d'Entwécklung higeet.

Zum Beispill muss een haut kënne mat Computerprogrammer ëmgoen. Et muss ee mat deenen neien Technologie Schrëtt hale kënnen. Et muss ee Saachen an e Kontext setze kënnen. Et muss ee mat de Sproochen ëmgoe kënnen. Englesch ass eng Prioritéit, mir wëssen et. Am Plan d'action nationale en faveur de l'emploi steet d'Bekämpfung vum Jugendchômage un éischter Stell. « Offrir un nouveau départ aux jeunes inscrits au chômage depuis trois mois », heescht et hei. Et sinn awer net nëmmen déi, déi en nouveau départ brauchen, mä och all déi, déi tout court mussen an d'Aarbechtswelt erakommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass d'Roll vun der Schoul, fir d'Leit sou auszebilden, dass se spéider och eng Plaz kréien a sech um Aarbechtsmaart erëm fannen. De Statsminister huet virgëschter hei op der Tribün gesot: „Wien Aarbechtsmaart, Aarbechtsmaartpolitik, aktiv Aarbechtsmaartpolitik seet, dee seet am selwechten Otemzuch Bildungspolitik a Weiderbildungspolitik", wat an deene Beräicher an deene leschte Joren duerch déi aktiv Politik vun der Madame Brasseur souwuel an der Formation initiale wéi och an der Formation professionnelle continue geleescht ginn ass.

D'Educatioun an d'Orientatioun si gefuerdert, fir déi Leit an déi richteg Bunnen ze leeden. Potenzialer musse richteg erkannt a gefördert ginn. Doriwwer eraus muss jiddereen eng Formatioun kréien, déi op déi praktesch Aspekter vu senger Aarbechtssich virbereet.

No der Formatioun kënnt dann och d'Uni Lëtzebuerg, e Sujet dee mer um Häerz läit. Mir hunn hei ee vun deenen déifsten Tauxen a ganz Europa. Ech mengen et ass wichteg déi Uni hei ze kréien. Ech sinn awer och ee vun deenen, déi insistéieren, fir dass eis Lëtzebuerger Studenten ee Séjour op d'mannst an hirer Formatioun am Ausland maachen. Et ass wichteg, dass dat gemaach gëtt, fir dass eis Lëtzebuerger Schüler emol och eppes aneschters gesi wéi eist Land.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Ech sinn och frou, dass d'Madame Hennicot an der Kommissioun eppes akzeptéiert huet, wat mer proposéiert haten, an zwar méi Participatioun vun de Schüler an där Uni. Fir mech muss eng Uni liewen. Den Här Haupert huet elo just schonn ee klenge Sujet ugesprach wou ech och wëll ganz kuerz drop agoen: dat ass de Logement. Et ass onméiglech hautdësdags fir ee Jonken hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze fannen, ausser d'Elteren hu ganz vill Suen, oder si hunn e puer Appartementer a si stellen dem Kand eent zur Verfügung. Ech mengen et gëtt scho Saachen, déi gemaach gi si vun däser Majoritéit. Zum Beispill fir d'Habitation pour personnes à revenu faible, wou déi jonk Leit en début de carrière och drënner falen, wat eng wichteg Saach ass. D'Réductioun vun den Droits d'enregistrement an all déi Saachen oder och d'Simplificatioun bei den Aarbechte vu Renovatiounen, si Saachen déi positiv sinn. Et sinn déi 29 Punkte fir de Logement, déi presentéiert gi si vum Här Boden, an ech wier frou, wa mer an där Richtung géife weider fueren.

(Interruption)

Erlaabt mer, Här President, dass ech elo op e Sujet aginn, wou ech leider…

(Interruption)

Da waart elo. Eng Sekonn! Ech fueren elo weider. Dir hutt esou laang Zäit wéi Dir wëllt; Dir schwätzt souwisou no mir, da kënnt Der d'Wuert froen. Et huet mer eppes haut gefeelt an der Deklaratioun vum Här Statsminister, an dat sinn d'gesellschaftlech Themen. Ech fannen awer och, dass d'Sozialiste ganz schlecht placéiert si fir eis hei eng Moralpriedegt ze halen. 15 Joer ware se an der Regierung; kee Komma ass driwwer diskutéiert ginn, an ech fannen et e bësse lachhaft, dass déi eis hei eng Moralpriedegt halen iwwer Gesellschaftspolitik, wa se zéro gemaach hu während 15 Joer. Wa se elo an der Oppositioun sinn, lo hu se gutt…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech si ganz sécher, dass Dir keng 15 Joer dra bleift. Mat deem wat Dir elo bitt bleift Der sécher keng 15 Joer derbäi!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, erlaabt mer dass ech op e puer Punkten aginn, déi fir mech zu Lëtzebuerg bal tabu Sujete sinn, wou een net gären driwwer schwätzt, a wou ech fannen dass mer déi eng Kéier an der Chamber sollte serió huelen. Éischte Sujet: Do wëll ech iwwert den Avortement schwätzen. Ech zitéieren Iech en Artikel aus der Zeitung vum Danielle Igniti: „Combien d'avortements sont pratiqués au Luxembourg? C'est difficile à dire. Danielle Igniti pense que beaucoup d'interruptions de grossesse se passent encore sous le manteau, sous l'appellation de curetage, comme cela se faisait avant la loi de 1978. Au Planning familial, parmi les consultantes, environ 280 ont recours à l'avortement. Mais très peu vont au Luxembourg. La plupart - 250 - vont en Belgique ou aux Pays-Bas. Le Planning familial belge a fait remarquer à son homologue luxembourgeois: «Vous avez un problème avec l'avortement et vous l'exportez chez nous. On peut dire que la Belgique subventionne les avortements des Luxembourgeoises.» C'est pourquoi le Planning familial luxembourgeois envisage de créer ses propres cliniques, pour permettre une application de la loi à toutes les personnes concernées". Sorry. Ech mengen dat doten ass ee Sujet dee jo awer wichteg ass, a mir gesinn dass do e Problem ass…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ma da beschwätzt e mat Ärem Koalitiounspartner!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här Di Bartolomeo…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Also wann ech gelift, Här Bettel, maacht Iech net esou schäinhelleg. Dir sëtzt an der Koalitioun, Dir kënnt eppes do dergéint maachen! Dat do ass jo awer wierklech de Gipfel vun der Hypokrisie!

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann ech gelift frot Iech d'Wuert a loosst elo den Här Bettel schwätzen!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här Di Bartolomeo, den nächste Sujet op deen ech wéilt agoen, dat wär d'Partenariatsgesetz, wat mer elo an der Preparatioun hunn. D'DP-Fraktioun hat op der Journée parlementaire gesot: Firwat net d'Hochzäit opmaachen, dat wär vill méi einfach.

Erlaabt mer just, well dat ass och een Thema deen d'Leit dobaussen interesséiert an dee fir mech zur Lag vun eiser Natioun a vun eise Leit gehéiert, well et do eng Ongerechtegkeet gëtt fir ganz vill Leit, dass ech deen Text, deen zwar nach net bei eis an der Kommissioun ganz genau analyséiert ginn ass, awer zwee oder dräi Punkten dovun, e bësse virstellen. Deen Text gesäit vir dass et um Geriicht soll gemaach ginn, op der Justice de paix. Ech wëll just eppes soen: Fir mech ass d'Geriicht eng Plaz wou Problemer solle geléist ginn, wou d'Leit zesumme kommen, well se een Différend hunn, a bestëmmt net déi Plaz wou d'Leit sollen eppes ee vis-à-vis vun deem aneren akzeptéieren, a sech eng Léift oder wëllen zesumme liewen erklären. Ech fannen d'Geriicht dofir net déi richteg Plaz.

Ech si frou dass den Här Statsminister - an dowéinst schwätzen ech och iwwer d'Partenariat an iwwert d'Steieren - gesot huet, dass endlech, och wann déi zwee Partnere schaffen, se eppes kënnen ofsetze vun de Steieren. Et wor jo net nor-

mal an deem Projet initial, dass ee vun deene Partneren huet missen doheem wunnen an net schaffen, dat heescht näischt maachen; dann hu se eng Charge extraordinaire kënnen ofsetzen. Mir si jo awer elo am 21. Jorhonnert: C'est un peu fini tout ça.

An dann ass nach eng lescht Saach, dat sinn déi dräi Joer déi ee muss hunn. Do soll een och eng Kéier driwwer diskutéieren. Wann ee scho 25 Joer zesumme wunnt, soll een dat och ugerecht kréien.

(Interruption)

Mä Här Santer, den Text ass jo nach net fäerdeg. De Rapporteur steet just virun Iech. Et kann een ëmmer amélioréieren, Här Santer.

(Interruption)

Wa se bleift, da kann een nach ëmmer mat Amendementer schaffen, op jidde Fall, ech weess net, mä fir mech kann een Text ëmmer verbessert ginn, ech mengen et ass jo schonn eng éischt Richtung. Ech kommen herno nach zu deem zweete Punkt. Ech hunn nach zwee Punkten.

Deen nächste Punkt ass dee vun der Drogeproblematik. Mir dierfe keng Scheiklappen hei hunn. Mir mengen ëmmer wa mer an der Zeitung liesen, et wär erëm een un enger Iwwerdosis…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, loosst den Här Bettel elo schwätzen! Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wa mer iwwert d'Drogeproblematik schwätzen, do si ganz vill Leit déi Scheiklappen hunn. Een deen drogéiert ass, ass fir mech kee Krimінellen, et ass ee Kranken. An dee Kranke soll gehollef kréien, an dofir solle mer och Infrastrukturen hunn. Ech hat eng Question parlementaire un de Santésminister geschriwwen an ech si ganz frou; en huet mer eng ganz komplett an interessant Äntwert ginn. Ech wëll Iech just déi Zuelen nennen, déi awer dat reflektéiere wat ech Iech hei soen. 2001 waren et 295 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg en Traitement de désintoxication gemaach hunn. Zu Manternach hu mer 18 Better, en Délai vun ongeféier dräi Wochen, an e seet mer: «Le taux d'occupation moyen est proche de la saturation.»

Een Drogéierten, deen an eng Kur wëll goen an dee wëll gehollef kréien, deen dierf keng dräi Woche waarden. Well dann ass et scho vill ze spéit; bis dann huet d'Meenung souwisou gekippt. Also musse mer do och eppes maachen. Den Nombre d'ouverture de dossiers pour un traitement à l'étranger - dat heescht, dass mer eise Problem exportéieren - wor 302 am Joer 2000, an 259 am Joer 2002. Ech mengen et ass eng wichteg Problematik, an den Här Wagner ass och ganz bereet doriwwer ze diskutéieren an ze kucken, wéi een dat ka verbesseren. Ech sinn op jidde Fall frou, dass dee Ministère elo ënnert senger Hand ass, an dass gekuckt gëtt fir deene Leit ze hëllefen, well déi dierf een net am Eck sëtze loossen.

(Interruption)

Ech ginn lech hei mäi Point de vue zur Lag vun der Natioun, Här Bartolomeo. Ech soen lech wat ech dovunner halen, wou d'Problemer sinn a wou eppes kéint besser gemaach ginn. E leschte Sujet, dee mer nach um Häerz läit an dee mat ganz vill jonke Leit diskutéiert ginn ass, och wa se net déi éischt Clientèle sinn, dat ass d'Euthanasie. Ech si frou dass mer driwwer diskutéiert hunn; ech si frou dass mer en éischte Schratt gemaach hu mat de Soins palliatifs, mä ech hoffen dass mer nach eng aner Kéier kënnen driwwer diskutéieren.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Ier mer elo un déi nächst Riednerin kommen, géif ech den Här Néckel Strotz bieden erop ze komme fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen.

2. Dépôt par M. Nicolas Strotz d'une nouvelle version de la Motion 1 relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Gëtt doriwwer ofgestëmmt oder geet déi an d'Kommissioun?

M. le Président.- Den Här Strotz deponéiert se elo, Här Di Bartolomeo.

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Här President, sou wéi mer virgëschter hei geschwat hunn am Kader vun der Diskussioun iwwert déi Motioun, déi ech de 14. Mee déposéiert hat, an iwwert déi, déi den Här Scheuer da virgëschter hei déposéiert huet, wou mer gesot hunn, mir géife versichen eng nei ze verfaassen, déi eventuell de Konsens vun der ganzer Chamber géif fannen, hu mer dann eng nei Motioun verfaasst, déi ech elo hei géif déposéieren. Et ass nach eng Ënnerschrëft drop fräi, esou datt eis sozialistesch Frënn nach roueg kënnen drop ënnerschreiwen. Wann net géif d'Marie-Josée Frank déi Motioun mat ënnerschreiwen.

Motion 1 (nouvelle version)

La Chambre des Députés,

- considérant que la construction de la liaison autoroutière avec la Sarre constitue un élément important de la politique gouvernementale visant à garantir le raccordement de notre pays aux grands réseaux routiers transfrontaliers;

- considérant que cette nouvelle autoroute absorbera une partie substantielle de la circulation routière actuelle, encore contrainte de traverser les localités luxembourgeoises situées entre la ville de Luxembourg, respectivement la croix de Bettembourg, et les villages frontière de la Moselle;

- considérant que la construction de la liaison autoroutière avec la Sarre mènera ainsi à un accroissement palpable de la qualité de vie dans les localités actuellement encore confrontées avec un trafic de transit intense;

- considérant que les autoroutes luxembourgeoises disposent toutes de stations-service permettant aux véhicules de se ravitailler en carburant sans devoir quitter le réseau autoroutier;

- considérant que cet état des choses évite une circulation de transit excessive à travers les localités situées aux environs des autoroutes;

- considérant que les planifications de la liaison autoroutière vers la Sarre ne prévoient pas encore l'installation d'une station-service, pourtant indispensable dans la perspective d'une réorientation complète de la circulation de transit vers cette partie de l'Allemagne et pouvant ainsi garantir l'amélioration de la qualité de vie dans les localités actuellement encore traversées par cette circulation;

- considérant qu'une station-service autoroutière supplémentaire risque d'entraîner une hausse des émissions de CO_2 imputées au Luxembourg et par conséquent d'hypothéquer le respect des engagements luxembourgeois pris dans le cadre du Protocole de Kyoto, à savoir la baisse de 28% des émissions de CO_2;

- considérant que les stations-service installées sur l'aire de Berchem engendrent des eaux usées nécessitant un agrandissement de la station d'épuration revenant à 15.000 habitants/équivalent;

invite le Gouvernement

- à prévoir l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre, afin d'assurer l'utilisation exclusive de la nouvelle autoroute par les véhicules en transit vers l'Allemagne;

- à planifier cette installation de manière à limiter autant que possible les retombées nocives pour la population des localités situées aux environs du site de la station;

- à élaborer à cet effet, pour la rentrée parlementaire 2003 au plus tard, un projet de loi modifiant la loi du 16 novembre 2001 relative à la construction d'une liaison avec la Sarre;

- à définir des mesures compensatoires en matière d'émissions supplémentaires de CO_2 consécutives à l'exploitation de cette station-service;

- à élaborer un projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des Routes, afin de clarifier, dans le respect des procédures existantes, les compétences relatives à la réalisation des projets et équipements routiers énumérées à l'article 6 de cette loi;

- à prévoir préalablement la mise en place d'une infrastructure adéquate permettant l'évacuation et l'assainissement conformes des eaux usées en provenance de la station de service.

(s.) Nicolas Strotz, Jeannot Belling, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Maggy Nagel.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ënnerschreift d'Madame Nagel net zweemol?

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Camille Gira wëllt och nach eng Motioun an deem selwechten Zesummenhang deponéieren. Här Gira.

(Hilarité)

3. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, well Der Iech kënnt virstellen, dass déi oppe Plaz op dem Här Strotz senger Motioun sécherlech net vun engem vun der gréнger Fraktioun wäert opgefëllt ginn, fir zwar keng nei Motioun hei ze déposéieren, mä eng déi ech schonn 2001 déposéiert hat, déi awer genee an deen dote Kontext passt, awer vläicht e bësse méi breet de Problem Tanktourismus insgesamt op eng verstänneg Manéier ugeet. Ech wär frou wann déi och an deemselwechte Kader kéint matdiskutéiert ginn.

Ech soen Iech merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;

- considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions des gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO_2 par tête d'habitant);

- considérant qu'il est urgent d'apporter aux schémas de production et de consommation dans le domaine économique les modifications qui permettront d'atteindre les objectifs à long terme de la convention et du protocole précités;

- considérant que les problèmes planétaires associés aux changements climatiques pourraient avoir une incidence considérable sur la production et sur la productivité de l'agriculture mondiale, réduire la diversité biologique, conduire à la disparition de terres cultivables et à des déplacements de population et provoquer l'augmentation d'un certain nombre de maladies transmises par vecteurs;

- considérant que les données scientifiques attestant le changement climatique pourraient présager des conséquences sociales, économiques et écologiques inacceptables dans les décennies à venir et que les pays en voie de développement seraient frappés plus durement par ces phénomènes causés avant tout par les pays industrialisés;

- considérant que cette situation incite à adopter une politique préventive afin d'atténuer les effets des changements climatiques dont seront concernées surtout les générations futures qui devront supporter les coûts des conséquences et qui seront confrontées à des coûts économiques beaucoup plus élevés pour la réduction des émissions;

- considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre;

- considérant que la consommation de carburants a une influence disproportionnée sur nos émissions;

- considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'il est le résultat du phénomène dit du „Tanktourismus";

- considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation des carburants d'ici 2010;

invite le Gouvernement

- à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène du „Tanktourismus";

- à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2010.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Robert Garcia, Jean Huss, Renée Wagener.

M. le Président.- Merci, Här Gira, domadder maache mer déi Klammer zou. Et ass selbstverständlech, dass dem Här Strotz seng Motioun déi Motioun vum leschten Dënschden ersetzt. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Erklärung vum Premier iwwert déi wirtschaftlech, sozial a finanziell Lag vum Land ass ëmmer erëm d'Geleeënheet, e kuerze Réckbléck ze maachen an an d'Zukunft ze kucken. Et ass och d'Geleeënheet fir sech Gedanken iwwert d'Suergen an d'Erwaardunge vun de Leit an iwwert déi gesellschaftlech politesch Erausfuerderungen ze maachen. Déi lescht 12 Méint waren net einfach. Um internationalen an europäeschen Niveau huet d'Wirtschaft missen e Réckgank verzeechnen. Dësen Zoustand huet sech och bei eis hei zu Lëtzebuerg nidder gelooss. Wann de wirtschaftlechen Opschwonk, d'Erhéijung vum Aarbechtswuesstum an d'Produktioun vum Chômage d'Prioritéite vun eiser Politik waren an an deenen nächste Méint selbstverständlech och wäerte bleiwen, dierf een awer bei all deene wirtschaftlechen a finanzielle Schwieregkeeten déi sozial a gesellschaftspolitesch Aspekter net vergiessen.

An deene leschte Méint sinn iwwer honnert Projeten hei am Haus gestëmmt an 130 deponéiert ginn. D'Tatsaache weisen, dass d'Regierung net nëmmen, wéi eise Premier dat formuléiert huet, konsequent regéiert huet an hellwakreg ass, mä dass si bis haut eng responsabel Attitüd huet, Attitüd déi weider ze féieren ass, besonnesch elo wou déi wirtschaftlech Lag net méi esou roseg ausgesäit, wéi mir dat an deene leschte Jore gewinnt waren. Méi wéi an der Vergaangenheet heescht et geziilt Prioritéiten ze setzen. Zu deene Prioritéite gehéiert och de ganze gesellschaftspoliteschen a sozialen Aspekt, quitte dass een och an dëse Beräicher muss geziilt virgoen an iwwerdriwwen oder onvernünfteg Fuerderunge muss meiden, wann een net wëllt d'Zukunft vun eisem Land hypothekéieren.

Eng geziilt prioritär Moossnam fir d'Zukunft ass déi vum Ausbau vun der Palliativmedezin. Den aktuellen Zoustand vun der Palliativmedezin zu Lëtzebuerg ass bei wäitem net zefriddestellend. De Premier schwätzt vun engem palliativen Niemandsland. Ech hunn des Öfteren hei am Haus op déi prekär Situatioun opmierksam gemaach, an dowéinst stellen ech haut mat grousser Satisfactioun fest, dass d'Regierung de Fuerderunge vun der Chamber Rechnung dréit. Ech erënneren an deem Zesummenhang drun, dass d'Chamber eng Motioun an dësem Beräich gestëmmt hat.

De Budget 2004 an d'Budgeten duerno sollen, fir nach eng Kéier eise Premier ze zitéieren, eiser Flicht an dësem Beräich integral nokommen. Dëst beinhalt datt 440 Patienten d'Joer kënnen hospitaliséiert ginn, datt 700 Persounen doheem oder an enger spezialiséierter Palliativklinik gepfleegt a begleet kënne ginn, an datt 115 Persounen d'Joer am Dageshospiz opgehollt kënne ginn. Dës Innovatioun brauch eng zolidd finanziell Basis. Dat ass eis bewosst, mä d'Palliativmedezin muss eis dat wäert sinn, awer ouni eng ugepasste Formatioun vun den Haaptacteure kann een esou vill bauen, bäibauen oder investéiere wéi ee wëll, d'Palliativmedezin entwéckelt sech dowéinst awer net weider. D'Formatioun, d'Kompetenzen an d'Erfahrunge vun den Dokteren an Infirmièrë spillen do eng wesentlech Roll.

Ee weidert Beispill vun enger responsabeler Politik vun eiser Regierung ass dat vum drëtten Alter. Et ass eng Politik, déi sech weise léisst. An deene leschten 12 Méint sinn an dësem Beräich wichteg Projeten an der Chamber gestëmmt ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Moderniséierung an d'Ëmstrukturéierung vum Heeschdrefer Schlass an e Centre intégré fir eeler Leit. Selbstverständlech musse mir weider där demographescher Evolutioun Rechnung droen, awer d'Schafung vun Opfangstrukturen ass nëmmen een Deel vun enger aktiver Politik vum drëtten Alter.

D'Fro vu qualifizéiertem Fleegepersonal, déi sech haut stellt, wäert sech an deenen nächste Joren nach méi akut stellen. D'Zuel vun de Schüler, déi enger paramedizinescher Formatioun noginn, ass säit e puer Joer zréck gaangen. D'Regierung ass gefuerdert d'Fleegeberuffer ze promouvéieren a jonk Leit duerch eng Sensibiliséierungscampagne ze motivéieren, fir sech fir dës sozial Beruffer ze entscheeden.

En anere Projet, dee viru kuerzem hei an der Chamber gestëmmt gouf, ass deen, dee sech esouwuel an de Kader vum nationale Programm fir eeler Leit wéi och fir behënnert eeler Leit integréiert, an deen de Stat autoriséiert sech finanziell un der Schafung vun deem Centre intégré fir eeler Leit zu Fréiseng ze bedeelegen. Mat dësem Projet ass deen éischte Centre intégré fir eeler Leit mat Behënnerunge geschafe ginn, deen de spezi-

fesche Besoine vun dëser Populatioun entsprécht.

E weidert Beispill fir d'Engagement vun der Regierung a puncto Politik fir behënnert Matbierger ass de Projet, deen d'Chamber de leschten Dezember gestëmmt huet, fir d'Transformatioun an den Ausbau vum Institut St. Joseph zu Betzder zu 100% ze finanzéieren. Mat dësem Projet garantéiere mir eise behënnerte Matbierger e qualitatiivt Encadrement, dat de Standardë vun haut, wat d'Betreiung an d'Besoinen ugeet, Stand hält.

Trotz villen Efforte bleift awer nach villes op dësem Gebitt ze maachen. Ech begréissen dowéinst d'Initiativ vun der Regierung fir am Kader vum europäesche Joer vun de Behënnerten d'Leit iwwert d'Problemer an d'Rechter vun de Behënnerten ze informéieren. Et sinn eng Rei vu Seminaren, Sensibiliséierungscampagnen, Konferenzen, sportlech Aktivitéiten, Expositiounen an aner Initiativen an Aktivitéite virgesinn. Dës Initiative wäerten ouni Zweifel dozou bäidroen zwou verschidde Welten, déi vun de Behënnerte mat där vun den Net-Behënnerten, méi no ze bréngen. Ech begréissen all déi Initiativen, déi eis Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, an dësem Kader ënnerhëlt.

E kloert a konkret Zeechen a Richtung vu méi Integratioun ass de Projet de loi iwwert d'Akommessituatioun vun de Behënnerten, deen, esou hoffen ech, nach virun der Summervakanz ka gestëmmt ginn. Behënnert Leit hunn e Recht op en Aarbechtsvertrag en bonne et due forme. Et ass eng Fro vun Dignitéit a vu Mënscherechter. Si sollen an Zukunft ee Mindestloun bezéie fir hir Aarbecht. De Projet regelt och d'Situatioun vun deene Behënnerten, déi wéinst hirem schwéieren Handicap kenger Aarbecht kënnen nogoen. Vill vun deene sinn op d'Hëllef vun hirer Famill ugewisen. Wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, kréie si e staatlecht Akommes garantéiert, an domat garantéiere mir hinnen hir Autonomie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär frou wann d'Integratioun vun de Behënnerte Fouss géif faassen, net nëmmen an der Aarbechtswelt. Et stellt ee mat Bedauere fest, dass nach vill öffentlech Gebailechkeeten net oder schwéier zougängeg fir eis behënnert Matbierger sinn. An Zukunft sinn do weiderhi Stat a Gemenge gefuerdert.

Ech stellen och fest, dass eise Schoulsystem weider selektiv oder elitär ass, obwuel haut vill vun Integratioun vu behënnerte Kanner geschwat gëtt an obwuel dës Integratioun säit dem Gesetz vum 28. Juni 1994 eng legal Basis huet. D'Integratioun vu Kanner mat spezifesche Bedierfnisser am soi-disant normale Schoulunterricht ass awer an der Praxis nach ëmmer net garantéiert. Ech stellen och mat Bedauere fest, dass d'Resistenze vun deene leschte Joren zou an net ofgeholl hunn. Ëmmer méi Leit plädéiere fir d'Erhale vun eisem elitäre Schoulsystem, an dëst implizéiert d'Ausgrenzung vu behënnerte Kanner.

Et ass geplangt, d'Schoulgesetz vun 1912 ëmzeänneren. Ech hoffen, dass d'Integratioun vu behënnerte Kanner am Kader vun där geplangter Reform wäert gefördert an net gebremst ginn. Mir sollen net vergiessen, dass den Zoustand vun eiser Gesellschaft sech am Ëmgang mat deene méi schwaache Bierger, an dozou gehéieren och eis behënnert Matmënschen, miesst.

Mäi Wonsch ass et, dass mir dëst Joer notzen eis méi fir d'Rechter an d'Ospréch vun eise behënnerte Matbierger anzesetzen. Et geet jo aus verschiddenen Etüden ervir, sief dat um internationale mä och um nationalen Niveau, dass d'Famill am Zentrum vun eisem Wäertsystem läit.

Mat der Aféierung vun der Erzéiungspauschal huet d'Regierung e weideren Akzent op d'Wichtegkeet vun der Famill geluecht, virun allem op d'Erzéiungsaarbecht. Et ass nëmmen normal, dass dës Aarbecht ënnert enger oder där anerer Form, sief dat ënnert der Form vun de Babyjoren, den Erzéiungsjoren oder engem Forfait endlech méi honoréiert gëtt. D'Regierung, mä ganz speziell d'CSV huet sech bis zum Schluss agesat, fir dass dës ëmstridde Moossnam och sollt gestëmmt ginn.

Mä d'Famill vun haut an d'Virstellung vum Familljeliewen hu sech an der Zäit vun e puer Jorzéngten drasteg geännert. Ëmmer méi Fraen a Mamme si berufftstäteg. Mëttlerweil gëtt all zweet bestuete Koppel gescheet. Patchwork-Famillje sinn de groussen Trend vun der Zukunft.

Eng wichteg gesellschaftspolitesch Erausfuerderung ass d'Upassung u méi familiär Strukturen a Liewensweisen. De Projet de loi iwwert d'Union libre, sou wéi deen iwwert den Numm vum Kand, sinn um Instanzewee.

Moossnamen déi zum Zil hunn, d'Familljeliewe mam Beruffsliewen ze verbannen, sinn an deene leschte Jore weider ausgebaut ginn. Ech denken do virun allem un déi Plazen an de konventionéierten a private Kannercrèchen an d'Dagesfoyeren, déi geschafe gi sinn. Ech begréissen d'Efforten, déi säit Jore vun der Regierung mä och vu verschidde Gemenge gemaach ginn.

D'Offer vun den Opfangstrukturen, respektiv d'Encadrementsstrukturen, virun allem fir d'Kanner am Schoulalter, ginn awer nach ëmmer net duer. Wann d'Strategie vun der Regierung déi richteg ass, misst een awer a mengen Ae probéieren d'Offer ze diversifizéieren, zum Beispill andeem ee privat Modes de garde fuerdert. A sengem leschten Avis schléit de Wirtschafts- a Sozialrot vir, den Dageselteren ee spezifesche Statut ze ginn, deen net ze strikt reglementéiert wier. Et kënnt een esou d'Offer un Opfang- a Betreiungsstrukturen erliichteren, an do méi de Besoine vun de Familljen nokommen.

De Projet, eng Unité fermée fir Jugendlecher zu Dräibuer ze schafen, beweist, datt d'Regierung hire Reformdriff an deenen nächste Méint wäert weider dreiwen. Ech denken dass Jugendlecher, déi adequat encadréiert ginn, d'Méiglechkeete wäerte kréien hoffentlech spéider am gesellschaftleche Liewe besser zurecht ze kommen. Dat ass och en Akzent an d'Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg dass mer mat der Zäit weidergiinn an eis Gesellschaft op d'Zukunft virbereeden, awer net nëmmen um wirtschaftlechen Niveau. Et kann ee just hoffen, dass d'Regierung hir Prioritéiten zukünfteg weider richteg definéiere wäert. De Reformagenda fir déi nächste Méint léisst dorop schléissen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Deen nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäin éischte Gedankegank nom Statsminister Juncker senger Deklaratioun zur Lag vun eiser Natioun war ouni Zweifel dee Luef un dës CSV-DP-Regierung, déi wäitgehend all déi Projeten, déi se virhat ze realiséieren, scho stëmme gelooss huet oder zumindest hei am Haus deponéiert huet. Dovunner 32 am Ufank vun der Woch.

Esou wéi de Statsminister Juncker d'Chamber an haaptsächlech hir Majoritéit gelueft huet, gëllt natierlech onse Luef dëser Regierung. Dësem Land geet et nach wéi vor, Här Di Bartolomeo, net schlecht, nach ëmmer besser wéi am noen a wäiten Ausland. Dat gëtt jo ëmmer behaapt, mä dat ass schonn esou säit 58 1/2 Joer. An dat kënnt net vun ongeféier, dat kënnt well ons Bierger a Matbierger an dësem Ländche säit eh und jee fläisseg sinn, an ons Regierung an den 58 1/2 leschte Joren iwwert d'Bank eng gutt Politik gemaach huet. Esou einfach geet dat.

Et geet net fir hei an d'Mattekëschte wullen ze goen, an ze behaapte fréier wär alles besser gewiescht, och net an der leschter Legislatur. Näischt, an dat wëssen d'Bierger dobaussen, war fréier besser wéi haut, weder de Liewensstandard, d'Aarbechtskonditiounen, d'Sozialversécherungen, an ech kënnt laang esou virugoen. Also, et soll keen hei kommen an déi "heile-Welt"-Konzepter ons virgaukelen. D'Gesellschaft ass vill besser ginn. An trotz alle regionale Kricher, Här Krecké, a regionaler oder lokaler Kriminalitéit lieft d'Mënschheet an der rouegster Period vun hirer Existenz, och weltwäit.

An an dëser Legislatur, an de Premier Juncker huet drun erënnert, hu mer eng ganz Rei Gesetzer gestëmmt, déi vläicht an nächster Zukunft mussen nogebessert ginn. Gefall huet mir speziell déi Ausso vum Statsminister iwwert d'Defiziter, demokratesch Defiziter an dëser Gesellschaft. Seng Ukënnegung vum Referendum an de konstitutionelle Froen am Kader vun der representativer Demokratie wäre fir mech iwwerzeegend. Natierlech bleift ee Problem. Dat ass, wat ass d'Definitioun vun der sougenannter Zivilgesellschaft, déi hei elo e puermol an deene leschten Deeg ernimmt ginn ass? A mengen Ae bleift se extrem floue, well mëttlerweil jiddereen am Ländche weess, dass de Fonds de commerce vun der Zivilgesellschaft vun enger ganz butzeger klenger Zuel Ënnerorganisatiounen oder Organisatiounen accaparéiert gëtt, déi natierlech guer näischt mat iergendenger politescher Beweegung oder mat iergendenger Gewerkschaft, onofhängeg oder net, ze doen hunn. Also wäert déi Definitioun vun der Zivilgesellschaft net einfach ginn an den nächste Méint a Joren.

An ech wäert och haut, Här Krecké, aus Respekt virun lech an Ärer Partei, net op d'Leeschtung oder d'Feelleeschtunge vum Här Goebbels speziell agoen, wéi dat e puermol hei ugeklongen ass. D'Bierger dobaussen interesséiere sech méi fir d'Zukunft wéi fir d'Vergaangenheet. Dat musst Dir och verhalen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass eng gutt Erklärung.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Frou ware mir och datt de Statsminister, wéi scho beim leschte Statsbudget, annoncéiert huet, dass an dëser Legislatur keng Erhéijunge vu Steieren oder Cotisations sociales méi kéimen. Ech widderhuele mech hei nach eng Kéier, fir dass all politesch Parteien an hiren nächste Wahlprogrammer méiglechst genau hir Steierpolitik an d'Assiette de cotisations sociales festschreiwen, méiglechst genau, fir dass no de Wahle keng Mëssverständnisser opkommen, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall war.

Dat nämlecht gëllt fir d'Ëmverdeelung, net nëmme vum Räichtum, mä och vun der Aarbecht, fir dass déi, déi haut scho vill schaffen, net nach méi schaffe mussen, an déi, déi haut schonn net vill schaffen, nach manner schaffe wäerten. Mir brauche keng Stakhanovisten. Kennt Der dee Konzept net? Stakhanovisten, dat waren an der Sowjetrepublik déi Leit, déi sech 25 Stonnen den Dag dru ginn hunn an dann en Uerde kritt hunn. Mir brauche jiddereen an dëser Gesellschaft, dee senge Capacitéiten no e Bäitrag zu dëser Gesellschaft bréngt.

Ganz frou war ech ze héieren, an dat zum Deel och, dass den Här Lux hei d'Opwäertung vum Parlament gefuerdert huet. Dat war extrem iwwerraschend fir mech, well an deene leschte 15 Joer, wéi hien an der Majoritéit soutz, hu mer en ni héieren. Dunn huet alles missen an der Tripartite ofgewéckelt ginn. Esou kann een natierlech, jee nodeem wéi d'Lag ass vun der Natioun, seng Meenung änneren. Ech war awer ganz zefridden doriwwer.

(Interruptions diverses)

Hunn ech et falsch verstanen? Ech war net an der Chamber, mä ech verfollegen awer d'politescht Liewe schonn eng gewëssen Zäit.

Dat gesot si mir och der Meenung, wéi de Statsminister Juncker, dass d'parlamentaresch Majoritéit an dësem Haus hellwakreg ass, och d'demokratesch Fraktioun. En huet dat gesot.

Ech wollt awer elo zu zwee, dräi Sujete Positioun bezéien.

Den Här Bausch hat d'"Jeunesse en détresse" ugeschwat, an och d'demokratesch Fraktioun mengt, dass do muss op Preventioun gesat ginn, a mir sinn och ganz houfreg op déi Fläissaarbecht vun der Madame Brasseur an der Education nationale, a mir sinn och iwwerzeegt dass hir Aarbecht Friichten droe wäert. Kee Schoulminister huet sech an de leschte Jorzéngten esou vill agesat fir d'Schüler, d'Enseignanten an d'Elteren. Mä et bleiwen nach vill Aufgaben.

(Interruption)

Ech schwätzen hei vun der Madame Brasseur. Fir nohalteg sozial Schied ze vermeiden duerch Onqualifikatioun vun de Schoulofgänger wär d'Regierung gutt berode fir vill Suen ze lackeren, fir an eng qualitativ Opréschtung bei den Enseignanten an de Schoulgebaier vun deem sougenannte Complémentaire. Et huet een dat haut de Mëtteg hei ugeschwat gehat. Dat ass eng Mindestfuerderung. D'Stad Berlin, opscho se finanziell a Faillite ass, huet fir iwwer 70.000 Schüler am Préscolaire e Sproochekompetenztext agefouert, fir déi däitsch an déi auslännesch Kanner. Esou kann ee schonn am Virfeld, virun der Aschoulung, Problemer identifizéieren. Interessant wär esou eng Analys an onser multi-linguistescher a multi-kultureller Gesellschaft.

Eng aner Noutwendegkeet ass déi fälleg Reconfiguratioun an der Organisatioun vum Gesondheetswiesen, speziell am Spidolswiesen an am ambulante Secteur. Dee Projet vum Finanzéierungsgesetz kënnt elo geschwënn hei an d'Chamber a wäert gestëmmt ginn. Da wäert de Contenant stoen, mä de Contenu an de Fonctionnement bleiwen nei ze definéieren. Defiziter gesi mir net onbedéngt nëmmen an den Aarbechtskonditiounen, wéi dat hei ugeklongen ass. Mir hunn tatsächlech en Defizit vun der Organisatioun a vun der personeller Besetzung an haaptsächlech an deem bürokratesche Waasserkapp an Opwand am Gesondheetswiesen. Esou ass et net erstaunlech - ech erklären lech dat Här Huss -, dass d'Motivatioun fir an d'Gesondheetsberuffer schaffen ze goen net méi oder wéineg ginn ass. Dat hunn ech schonn am Dezember 1999, mat engem gewëssene Succès, deemools hei behaapt. An ech mengen, dass déi de facto Rationéierung, dee Phenomeen ass schonn amgaangen erlieft ze ginn.

D'Waardeléschte kommen op, an eng ganz Rei aner Saachen, déi zum Deel duerch eng iwwernormativ Tendenz an deem Secteur bei der Gesondheetsversuergung verursaacht sinn. D'Betreiung gëtt ëmmer méi anonym an de mënschleche Kontakt veraarmt. Et gëtt also elo Zäit fir sech der demographescher a moralescher Krisis am Gesondheetssecteur zouzewenden.

Fazit heivunner ass, datt dat Gesetz vun 1992, vun der Budgetisatioun vun de Spideeler, an d'Gesetz vun 1998 iwwert d'Etablissements hospitaliers nei opgeluecht musse ginn, well déi Gesetzer hunn deemools am Gesondheetswiesen déi "rentes de situation" an den Immobilismus festgeschriwwen.

Déi ugestrieften Exzellenz an Effizienz, vun där Der ëmmer héiert, geet net ouni zousätzlech Mëttel. Dat kann net anescht goen, wa keng Mëttel zur Verfügung gestallt ginn. Ech schwätzen hei also net nëmme vum Transfert vun der Verantwortung an de Spideeler oder vun de soziale Voleten an de Projets d'établissement, déi ganz vernoléissegt sinn. Mir wëllen also net, dass d'Inertie am Fonctionnement sech definitiv installéiert. Mir mussen also déi Reformen ugoen. Ech woen hei ze behaapten, dass d'Politik do dreiwend si muss, well mir hu jo gesinn, et kënnt net vill vun de Krankekeesen a vu soss Institutiounen.

Bal véier Joer hunn ech d'Freed gehat hei an dësem Haus an der Budgetskontrollkommissioun ze sëtzen, an déi Kommissioun mécht ënnert hirem President Jeannot Krecké a mengen Aen eng ganz gutt Aarbecht an Zesummenaarbecht mat der Cour des Comptes. Leider huet déi gutt Erfahrung och gewisen, dass onse Stat keng Sanktioune virgesäit fir Leit, Verwaltungen oder Betriber, déi sech net un d'Reglementer oder un d'Gesetzer halen.

D'Cour des Comptes mécht hir Aarbecht gutt, mä ech gleewen zwar dass et Zäit gëtt eng vun hire Missiounen ze aktivéieren, an zwar déi déi am Artikel 3, Paragraph 4 vun hirem Gesetz steet, wa mäi Souvenir gutt ass, wou se d'Analyse des matériaux an all déi Saache virgesi muss, wéi dat zäitlech Ofhuele vu Konstruktiounsprojeten, d'Qualitéit vun der Konzeptioun a vun der Konstruktioun iwwerpréiwen - well mir hu jo bei verschiddene grousse Projete gesinn, dass dat total am Eemer ass - am Sënn vun enger qualitativer Nohaltegkeet par rapport zu den investéierte Suen.

A verschiddenen auslännesche Cours des Comptes bestinn esou Aktivitéiten. Si huet neierdéngs och zwee Ingenieuren agestallt. Et ass also noutwendeg, dass mer do derhannert ginn. Si misst och duerfir suergen, dass eng effikass Maintenance an deene grousse Gebaier iwwert d'Joren no der Konstruktioun stattfënnt. Esou eng Aktivatioun géif doudsécher villen öffentlechen Institutiounen an dem Steierzueler vill Sue spueren.

Am Géigesaz zum Här Bausch - Här Bausch, Dir hutt zumindest an d'Zukunft gekuckt - hunn ons sozialistesch Frënn e melancholesch, nostalgesche Bléck an d'Vergaangenheet geworf an hei iwwerflächlech Analysen zum Beschte ginn.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dat gleeft Dir selwer net.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech gleewen dat doten.

(Hilarité)

Dir wësst jo, ech soen hei nëmme wat ech gleewen.

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mir sinn net gewinnt, dass Der beispillsweis d'Regierung lueft!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- A sengem Waasser ass kee Wäi méi.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech géif awer mengen, dass am Géigesaz zu deem komplette Menü, deen de Statsminister hei

am Ufank vun der Woch virgeluecht huet, Är Propositiounen, Här Krecké, et deet mer Leed fir et Iech ze soen, engem duerchsiichtege Court-bouillon gläichen, ouni Salz a Peffer.

Ech muss och soen, dass d'Majoritéitspropositioune mir vill besser gefalen.

(Interruption)

Jo, ech hoffen, Här Fayot, dass Dir Iech elo iwwert déi nächst Wahlperspektiv kënnt ewechsetzen, well et gëtt een d'Gefill net lass, dass Der esou verkrampft optrëtt, dat ass e bëssen esou den Effekt virum Wieler wéi d'Maus virun der Kaz.

(Hilarité)

Ech mengen et gëtt Zäit dass Der do Iech e bëssen entspaant.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mir hunn e Patient virun eis. Dat mécht eis Suergen.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Wéi gesot, Dir musst Iech e bëssen entspanen. Mir gleewen och, dass déi heite Regierung mam Statsminister Juncker a mat hirer Majorité parlementaire trotz engem schwieregen Ëmfeld eng sozial ausgeriichten a chancëgerecht Politik bedriwwen huet.

D'demokratesch Fraktioun réit Iech och ënner anerem den Artikel vum Guy Schuller ze liesen, deen an de leschten Annalë vum Institut grand-ducal, Volume siwen, publizéiert ginn ass, an dat interesséiert och de Statsminister. Do steet e laangen Artikel iwwert d'Gléck. Hien huet eng Kéier op der Televisioun gesot - doru kann ech mech erënneren, virun e puer Joer -, hie wär net responsabel onbedéngt fir d'Gléck vun de Bierger. Mä et ass eng interessant Analys an deem Bulletin vum Institut grand-ducal iwwert d'Gléck an d'Beglécken. Dat steet och dobäi.

Also ofschléissend, fir Iech net méi laang opzehalen, gleewen ech, dass d'demokratesch Fraktioun dëser CSV-DP-Regierung hiert Vertrauen, och fir d'Zukunft, ausdréckt.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Nom Här Krieps kritt den Här Nico Loes d'Wuert. Här Loes, Dir hutt d'Wuert.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet an der Erklärung zur Lag vun der Natioun bemierkt: „Et gëtt net alles ugeschwat, awer och zu deem wat net ugeschwat gëtt wär villes ze soen." Dofir wollt ech e puer Wuert hei iwwert d'Landwirtschaft verléieren.

Une voix.- Très bien.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der Lëtzebuerger Landwirtschaft bléist de Wand an deene leschte Jore frontal an d'Gesiicht an en Enn schéngt de Moment net a Siicht ze sinn. No de Liewensmëttelskandaler, déi d'Lëtzebuerger Agrarwirtschaft, an net nëmmen déi, a Mëssgonscht beim Verbraucher bruecht huet, sinn et elo déi gemeinschaftlech Agrarpolitik, d'Schwéngspescht an d'Gefligelpescht, déi de Lëtzebuerger Bauer fäerten dinn.

D'Gefor vun enger Ausbreedung vun der Gefligelpescht op Lëtzebuerger Betriber wéi schonn an Holland, an der Belsch a sou wéi an Nordrhein-Westfalen ass virleefeg deemno dee leschten Akt an engem Stéck, wat sech esou lues awer sécher zu engem Drama fir de Lëtzebuerger Agrarsecteur entwéckelt. D'Verhandlungen iwwert d'EU-Agrarreform wéi se elo vun der EU-Kommissioun um Dësch läit an d'Verhandlungen tëschent der EU an der OMC, der Organisation mondiale du commerce, sinn Dossieren, wou sech Konsequenzen am Fall vun engem negative Verhandlungsofschloss fir de Lëtzebuerger Bauer als desastréis erweise wäerten.

Och wann ee mat der Lasskopplung vun de Primë vun der Produktioun kann d'accord sinn, esou muss een awer oppassen, datt eng Verlagerung op den zweete Pilier net zu engem weideren Akommesverloscht vun eiser Lëtzebuerger Landwirtschaft kënnt, well mir scho viru Joren op dëse Pilier opgebaut hunn. Ech wéilt a menger Interventioun op eng Rei vun dëse Punkten agoen, déi dem Agrarsecteur am Moment schwéier um Mo leien, an dat ausgehend vun deenen ekonomeschen Eckdate vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit fënnef Joer ass d'Akommes vun de Lëtzebuerger Bauere réckleefeg. Wéi aus de Schätzunge vum EUROSTAT ervirgeet, läit de Prozentsaz vun dësem Réckgang par rapport zum Virjoer bäi 5%. D'Kluft, déi sech um Niveau vum Revenu tëschent dem Agrarsecteur an anere Beruffsgruppen opdeet, gëtt ëmmer méi grouss. Den Ënnerscheed tëschent dem duerchschnëttleche Bruttoakommes an dem Nettoagrarakommes huet sech säit dem Ufank vun den 90er Jore mat 11.000 Euro méi wéi verduebelt. Am Verglach mat 1995 ass d'Akommes ëm méi wéi 13% zréckgaangen. Eleng tëschent 2001 an 2002 huet sech de Produktiounswäert ëm 8,7% verréngert.

Doriwwer eraus ass och d'Präisentwécklung dramatesch, esou beispillsweis ass deen aus verschiddene Produiten zesummegesatene Präisindex ëm 18,9% gefall. Bei de Kären ass de Präis ëm 12,5% erof gaangen, beim Rëndfleesch an der Moyenne ëm 6,8% an no der BSE-Kris nach eng Kéier ëm 0,5%. Compte tenu vun engem Produktiounsréckgang vun 11% huet sech de Réckgang och am Portmonni bei de Bauere bemierkbar gemaach. Beim Schwéngefleesch ass d'Produktioun an de Präis an de leschte Joren ëm net manner wéi 25% zréckgaangen, wat als direkt Konsequenz vun der Schwéngspescht ze wäerten ass.

Zu gudder Lescht ass de wichtegste Produktiounssecteur, de Mëllechpräis, ëm net manner wéi 4% gefall, wat am Kontext vun der Wichtegkeet vun der Mëllechproduktioun fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft zu spierbaren, jo dramateschen Abousse gefouert huet. D'Virschléi vum Franz Fischler géifen, wa se dann ëmgesat ginn, zu zousätzlechen negativen Entwécklungen um Niveau vun de Mëllechpräisser bäidroen.

Dës substanziell Abréch sinn duerch de Retard um Niveau vun der Applicatioun vum neien Agrargesetz, e Gesetz wat eng ganz Rei vun Aidë virgesäit, nach verstäerkt ginn. Ech hoffen, dass et grad op dësem Gebitt an deenen nächste Méint zu substanzielle Verbesserunge kënnt, an dëst duerch eng konsequent a séier Ëmsetzung vum neien Agrargesetz, well eis Baueren dorop waarden.

D'Schwéngspescht huet 2002 de Secteur an eng déif Kris gestierzt mat deene beschriwwenen Entwécklungen. Méi wéi e Véirel vum Bestand huet misse geschluecht ginn an d'Restriktiounen, spriech d'Schutzmoossnamen, déi sech aus dëser Katastroph erginn hunn, hu weider finanziell Pertë mat sech bruecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hate virun e puer Wochen eng wichteg Aktualitéitsstonn iwwert d'Virschléi vun der europäescher Kommissioun zur Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik. De Wirtschafts- a Sozialrot seet viraus, dass dës Reform de Revenu vun de Lëtzebuerger Baueren nach eng Kéier géif erofdrécken, well si déi aktuell gemeinsam Agrarpolitik géif auserneen huelen, an dëst zu engem Moment wou op globalem Plang, virun allem an den USA, déi staatlech Ënnerstëtzung fir d'Landwirtschaft weider an d'Luucht geet.

Am selwechte Kontext sinn d'Propositiounen, déi vun der europäescher Kommissioun am Kader vun de Verhandlunge mat der OMC virgeluecht ginn, ofzeleenen. Op dës lescht wëll ech nach zu engem spéideren Zäitpunkt zréckkommen, well si vun der Envergure hier net manner brisant si wéi d'Virschléi vun der Kommissioun zur EU-Agrarpolitik.

De Wirtschafts- a Sozialrot ass des Weideren der Meenung, datt d'Reformvirschléi vun der Kommissioun a groussem Widdersproch sti mat den Aussoe vum Bréisseler Sommet vum Oktober 2002, wou ënner anerem de Wëlle bekräftegt ginn ass, eng gemeinsam Agrarpolitik ze garantéieren, déi den europäesche Modell vun enger multifunktionaler an nohalteger Agrarpolitik bäibehält an déi sech op all Regioune vun Europa applizéiert.

D'Konsequenzen, déi sech aus der Duerchsetzung vun de Kommissiounsvirschléi géifen ofleeden, wieren desastréis fir d'Lëtzebuerger Baueren. Nieft den Abousse um Niveau vun de Kompensatiounsgelder kéimen duerch déi Moossnamen eng ganz Rei vun neie Käschten op déi aktiv Baueren duer. Do derniewent géif d'Mëllechproduktioun mëttel- a laangfristeg hypothekéiert, déi nach wie vor een, jo wann net souguer dee wichtegste Pilier vun der einheimescher Landwirtschaft duerstellt. Doriwwer eraus lafen dës Entwécklunge Gefor, de Bienfait fir eis Gesellschaft reell op d'Spill ze setzen, an dat virun allem um Niveau vun enger sécherer, qualitativ héichwäerteger an domat onbedenklecher Liewensmëttelproduktioun. Déi virgeschloe Moossnamen zilen an ëischter Linn op eng Reduktioun a schlussendlech op eng Konzentratioun vun de Betriber.

Och zu Lëtzebuerg lafe mir domadder Gefor dass vill Betriber, déi säit Generatiounen an der Hand vun enger Famill leien, gezwonge si fir opzehalen. An ob d'Kommissiounsvirschléi wierklech zu enger verbesserter ländlecher Entwécklung bäidroen, steet nach op engem anere Blat.

De Wirtschafts- a Sozialrot weist weider a sengem Avis op d'Positioun vum Europaparlament a vum europäesche Rot hin, déi sech skeptesch zu dëse Reforme gewisen hunn. Eise Landwirtschaftsminister huet eng raisonnabel Positioun an dësem Dossier bezunn. Et bleift ze hoffen, dass dës Oppositioun hir Friichte wäert bréngen, a mir hoffen dass de Minister Boden seng Haltung - an hie steet bekanntlech am EU-Ministerrot net eleng do - wäert duerchsetzen.

Et geet hei ëm vital Interesse vun de Lëtzebuerger Baueren. Ech denken, dass de Minister an dësem Dossier op eng breet Zoustëmmung am Plenum kann zielen, wann et drëm geet fir eng europäesch, nohalteg a multifunktional Landwirtschaft ze gestalten. Et besteet an dësem Dossier Grond zu virsiichtegem Optimismus, well den zouständege Commissaire am Abrëll am Agrarministerrot Bereetschaft gewisen huet fir ze diskutéieren. Et bleift deemno ze hoffen, dass um Enn vun der griichescher Présidence ee Komproméss virläit, deen och zu engem groussen Deel de Lëtzebuerger Interessen entsprécht.

Här President, ech hat virdrun déi ablécklech Verhandlunge vun der EU-Kommissioun mat der Organisation mondiale du commerce kuerz ugeschnidden. De Stéchdatum vum 31. Määerz vun dësem Joer ass bekanntlech verstrach. Et läit keng gemeinsam Verhandlungsbasis vun der EU fir d'OMC-Ministertreffen am September zu Cancún vir. Et ass awer wichteg, eng gewiichteg Positioun an dësem Dossier anzehuelen, well sech innerhalb vun der OMC véier zum Deel diametral opposéiert Positiounen erausgeschielt hunn.

Éischtens: Ee Grupp, an dorënner fält d'EU, huet sech dofir ausgesprach, fir déi landwirtschaftlech Produktioun net ausschliesslech un d'Kritäre vun der Wirtschaftlechkeet ze koppelen.

En zweete Grupp, dee vu villen Entwécklungslänner gedroe gëtt, fuerdert, dass d'Aspekter vum Ëmweltschutz a vun der Liewensmëttelsécherheet mussen an d'Produktioun integréiert ginn. Dëse Länner feelt et u Moyene finanzieller Natur fir dëst duerchzesetzen.

D'USA plädéiere fir hiren Deel fir d'Liberaliséierung an d'Subventionéierung vun der Landwirtschaft. A last but not least besteet d'Positioun vun den exportorientéierte Länner doranner, all Ënnerstëtzung fir d'Landwirtschaft ze ënnerbannen.

Aus dësen antagonistesche Positioune gëtt ersiichtlech, dass Sprengstoff an dëse Verhandlunge stécht, dee sech och fir d'Memberstate vun der EU als héichexplosiv erweise kann. An et steet vill um Spill, net zulescht den aktuelle Modell vun der gemeinsamer Agrarpolitik. Eng eenheetlech Positioun ass deemno d'Conditio sine qua non fir an de Verhandlunge mat der OMC domat en Handelskader ze schafen, deen der Aussiicht vum Liberalismus trotzt.

Här President, ech denken dass et an dësem Kontext net vollstänneg wier, wann een net géif iwwert de Wäibau e puer Wuert verléieren. Grad am Kontext vun engem exceptionelle Cru vun 2002, dee sech mat gëllene Buschtawen - wéi de Sozialrot seet - an d'Annale vum Lëtzebuerger Wäin aschreift, ass et opportun fir - wéi gesot - e puer Reflexiounen doriwwer ze maachen.

Op enger Fläch vu ronn 1.300 Hektar hunn 536 Exploitantë ronn 154.000 Hektoliter produzéiert. D'Exploitatioun ass an deene remembréierte Parzelle rationaliséiert an och mechaniséiert ginn, wat ënner anerem mat sech bréngt, dass 62% vun de Fläche bewirtschaft ginn, an dat no Kritären déi mir virun allem um Niveau vum Ëmweltschutz a vum Erhalt vum natierlechen Ëmfeld hunn. Dës enorm Investissementer an Exploitatiounsmechanismen, déi de Stat mat Hëllef vu Bréissel konnt opbréngen, musse sech elo bezuelt maachen andeems de Stat sech och um Niveau vum Marketing vun de Lëtzebuerger Wäiner méi engagéiert, an dat virun allem op finanziellem Plang.

Och wann déi Lëtzebuerger Wäiner an de leschte Joren ee Qualitéitssprong no vir gemaach hunn, sou kann dëse Sachverhalt awer net driwwer ewech täuschen, dass mir ëmmer méi Wäiner aus anere Länner importéieren, wat de Maartundeel vun eisem Wäibau weider no ënnen dréckt. An enger Zäitspan vu 40 Joer ass den einheimesche Wäimaart exponentiell an d'Luucht gaangen an an därselwechter Period ass de Verkaf vun auslännesche Wäiner jährlech ëm 13,6% geklomm, wougéint de Verkaf vun de Lëtzebuerger Wäiner kaum ëm 1% an d'Luucht gaangen ass.

Aus dësen Iwwerleeungen ergëtt sech onweigerlech, dass mir dem Marketing vum einheimesche Wäibau en neien Impuls musse ginn. Mir als CSV-Fraktioun begréissen dofir ausdrécklech, dass virun engem Joer d'Commission de promotion des vins et crémants de Luxembourg an d'Liewe geruff ginn ass, wou zesumme mam Stat un engem Strang gezu gëtt, fir verschidden Objektiver um Niveau vun der Promotioun vum Lëtzebuerger Wäin ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer bewosst dass am Kader vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun eng Interventioun zur Landwirtschaft kee vum Stull rappt. Ech sinn awer och der Meenung, dass de Secteur primaire nach wie vor wichteg ass fir déi weider Entwécklung vun eisem Land. Wa mir nei Weeër ginn am Kader vum Aménagement du territoire an an der Gestaltung vun der Zukunft vun eisem Land, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat déngt eis eng gutt Organisatioun an Andeelung innerhalb vun de PAGen, wann de Rescht vun eisem Territoire net méi vun eise Baueren a Wënzer bewirtschaft an an der Rei gehale gëtt. Deemno ass et wichteg an noutwendeg, dass mir de Rôle vun deene ronn 2.500 Baueren- a ronn 500 Wënzerbetriber am Kontext vun der ekonomescher, der sozialer an der finanzieller Situatioun vun eisem Land weider ënnerstëtzen an ausbauen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Här Loes. Den nächsten Orateur ass den Här Emile Calmes.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moie konnte mer nolauschteren, wéi den Här Bodry hei un der Ëmweltpolitik kee gutt Hoer gelooss huet a reprochéiert huet, et wier net genuch gemaach ginn an deene Jore wou déi Regierung hei am Amt war. Et kann een dem Här Bodry nëmme Recht ginn, dass ni genuch an näischt gutt genuch gemaach gëtt; domat huet hie ganz bestëmmt Recht. Mä dass just den Här Bodry, dee jo awer den Titel als Ukënnegungsminister hat, och net alles gemaach huet, beweist d'Tatsaach, dass dëser Regierung hei nach relativ vill Aarbecht iwwreg bliwwen ass.

Ech erënnere just drun, dass den Här Bodry kuerz virun de Wahlen, zwee Méint virdrun, déi wichteg Gesetzer nach déposéiert geloss huet. Dat war dat iwwert den Aménagement du territoire an dat neit Kommodosgesetz, mä virun allem den nationalen Nohaltegkeetsplang, deen eiser Meenung no awer eng Diskussioun verdéngt gehat hätt, wat awer u sech net geschitt ass. Ech erënneren och drun, dass d'Chamber sech deem nationalen Nohaltegkeetsplang hei ugeholl huet. An der Ëmweltkommissioun hu mer x Sitzungen dermat verbruecht d'Leit unzehéieren, fir duerno en Orientéierungsdébat hei ofzehalen an dann och déi néideg Konklusiounen ze zéien am Kader vun enger Motioun.

Alles wat mer an där Motioun gefuerdert hunn, ass dann elo an deem Gesetz, wat virgëschter vum Statsminister hei déposéiert ginn ass, och zréckbehale ginn. An deem Gesetz ass nämlech virgesinn, dass den nationalen Nohaltegkeetsplang institutionaliséiert gëtt an dass deen all véier Joer enger Reform ënnerzu gëtt. Et ass och virgesinn, dass all zwee Joer ee Rapport gemaach gëtt iwwert dat wat vun deem Plang ëmgesat ginn ass, an dass dann och Léiere gezu ginn opgrond vun deem Rapport, fir d'Politik ze änneren.

Et ass och virgesinn, dass d'Indicateurs de développement durable Partie intégrante vun deem Rapport hei sinn. Et gëtt och ee Conseil supérieur du développement durable an d'Liewe geruff a selbstverständlech och eng Commission interdépartementale iwwert d'Nohaltegkeet, déi déi verschidde Beamten aus de verschiddene Ministèrë regruppéiert. Dat, mengen ech, géif dem Sënn vun der Motioun 3 vun deene Gréngen, déi si hei déposéiert hunn, och gréisstendeels entspriechen.

Mä ech mengen net, dass d'Regierung hätt missen een Nohaltegkeetsplang ofwaarden, respektiv ee Conseil supérieur vum Dévelop-

pement durable ofwaarde fir aktiv ze ginn, an ech mengen am Klimaschutz huet déi Regierung hei trotzdeem de Wee gewisen, wéi een et ka maachen, andeems dass Reglementer an d'Liewe geruff si ginn, déi Hëllefen zougestoen, déi wäit iwwert dat eraus gi wat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Dat gëllt souwuel fir d'Particulieren, wou een awer muss ënnersträichen, dass an de leschten zwee Joer bal 3.000 Demandë gemaach si ginn en vue vun den Hëllefe wat d'erneierbar Energien ugeet. Dat ass net wéineg. Ech erënnere just drun, dass dat an deene fënnef leschte Jore vun der Regierung virdrun alles an allem 160 Demanden ausmaachen.

Et muss een och ënnersträichen, dass dat hei deem awer gerecht gëtt wat ëmmer hei gefuerdert gëtt, nämlech der Promotioun vun den ëmweltschounenden Technologien, respektiv erneierbaren Technologien. An dat hei ass amgaangen och hei zu Lëtzebuerg ee Maart unzekuerbelen, deen awer an der Zwëschenzäit eng gewësse Wichtegkeet huet.

Wann näischt méi u Kritik zitt, da gëtt gesot dass den Här Grethen en ënnerschwellegen Discours a senge Rieden doruechter géif féieren. Ech war net dobäi op der 75-Joer-Feier vun der Cegedel. Ech konnt nëmmen an der Zeitung liesen, wat do gesot ginn ass. Trotzdeem muss een drun erënneren, dass déi Chamber hei am Kader vum Ofstëmme vum Gesetz iwwert d'Liberaliséierung vum Elektrizitéitsmarché sengerzäit eng Motioun zréckbehalen hat, wou de Minister invitéiert gouf fir am Accord tarifaire mat der Cegedel dofir ze suergen, dass ee gréngen Tarif dora géif festgehale ginn. An der Zwëschenzäit ass dee gréngen Tarif wouer ginn. Jiddfereen doheem kann dee sougenannte Novastroum kafen. Novastroum, deen d'Cegedel an Däitschland akeeft bei enger Gesellschaft, déi de Numm huet vun enger Organisatioun, déi hei zu Lëtzebuerg bekannt ass, nämlech Greenpeace, wat och genuch Garantien dierft liwweren dass dee Stroum, deen d'Leit sech do kënne besuergen, okay ass.

Do dernieft ass am Kader vun der Reform vum Wirtschaftsförderungsgesetz een anert Gesetz hei déposéiert ginn, dass déiselwecht Hëllefen, déi un d'Privatleit ausbezuelt ginn, och un d'Betriber bezuelt ginn. Do kënnen Hëllefe bis zu 40% un d'Betriber goen a souguer nach doriwwer eraus, wat déi rationell Notzung vun der Energie ugeet, wat d'Investitiounen an erneierbar Energien ugeet, awer och wat de Schutz vun der Ëmwelt ugeet.

Net méi spéit wéi virgëschter ass dann och ee Gesetz hei déposéiert ginn, mat deem déi Direktiv ëmgesat gëtt, wou et ëm d'Promotioun vum Stroum geet, deen opgrond vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt. Et geet ganz sécher net duer Subventioune fir erneierbar Energien oder d'rationell Notzung vun der Energie auszebezuelen, do derzou gehéiert ganz sécher och, dass Energie gespuert gëtt.

Et ass vläicht kee groussen Tamtam ëm e Reglement gemaach ginn, wat zanter zwee Méint awer schonn hei an der Chamber läit, wou et u sech ëm déi sougenannten Altbausanierung geet. Den Ëmweltminister huet nämlech e Gesetz hei déposéiert mat deem déi Leit, déi hir Haiser sanéieren, andeem se dofir suergen, dass Energie agespuert gëtt, Subventioune kënne kréie bis zu enger Héicht vun 1.000 Euro pro Tonn CO_2, déi agespuert gëtt. Domat mengen ech wier och den Ufank gemaach fir d'Energiespueren.

Véierte Punkt, deen ech nach wëll ënnersträichen, ass deen, dass d'Gesetz vum Ëmweltfong an deem Sënn geännert ginn ass, dass d'Gemenge bis zu 40% Hëllefe kënne kréien, wa si an erneierbar Energien investéieren. Ech kann Iech just soen, dass d'Gemenge massiv dovu Gebrauch maachen. D'Sensibiliséierung geet selbstverständlech virun. Ech erënneren drun, dass den Ëmweltministère mat enger ganzer Partie vu Gemengesyndikater Konventioune gemaach huet, fir d'Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen ze förderen.

Dat alles geet awer nach ëmmer net duer, fir eis Engagementer am Kader vu Kyoto ze respektéieren. Do gehéiere ganz sécher och nach Moossnamen am Transport dozou. Ech brauch weider net méi op déi Moossnamen anzegoen, mäi Kolleeg, de John Schummer, huet dat schonn de Moie gemaach. Mä och an anere Ministère gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet geschafft, an ech wëll nëmmen hei dat neit Gesetz iwwert d'Marchés publics ënnersträichen, wou et dann elo och méiglech ass an de Cahiers des charges, déi gemaach ginn, ekologesch, sozial an och entwécklungspolitesch Kritäre festzehalen. Do kënnen de Stat an d'Gemenge ganz sécher mat engem ganz gudde Beispill virgoen.

Zur Nohaltegkeetspolitik gehéiert selbstverständlech och déi international Solidaritéit, d'Kooperatiounspolitik. An deem Sënn ka Lëtzebuerg sech weise loossen. Et kann een op d'mannst der Regierung ganz sécher net de Reproche maachen, dass mer hei d'Rad zréckgedréint hätten. Au contraire. An der Zwëschenzäit gi mer 0,82% vun eisem Bruttoinlandsprodukt fir d'Kooperatioun aus.

Ee leschte Punkt, deen ech nach wollt hei ernimmen, ass dee vum Naturschutz. D'Regierung huet virun zwee Joer e Gesetz hei déposéiert, wat relativ schnell an der Ëmweltkommissioun konnt behandelt ginn a wat fir de leschte Schlëff nach beim Statsrot läit. Ech erënneren drun, dass mat deem Naturschutzgesetz et ëm e Gesetz geet mat deem zwou europäesch Direktiven ëmgesat ginn. Do ass eng Direktiv dobäi vun 1992, déi sougenannt Habitatsdirektiv, mat där mer eis engagéiert hunn um Lëtzebuerger Territoire eng Partie Prozenter u Gebidder als schützenswäert anzestufen. Ech erënneren drun, dass dat à peu près 13% vum nationalen Territoire sinn, 30.000 Hektar Fläch.

Eng aner Direktiv, déi ass scho méi al, dat ass d'Vulleschutzdirektiv vun 1979. Do feiere mer also geschwë 25 Joer Net-Ëmsetzung vun där Direktiv, an ech hoffen dass mer dat nach virun der Summervakanz kënne maachen. Ech mengen dat Gesetz hei gëtt eis eng ganz Partie Méiglechkeeten an Zukunft aktiv Naturschutzpolitik ze maachen, ouni drun ze erënneren dass mer deemnächst och un d'Gesetz iwwert d'Kormorane wäerte kommen, eng Proposition de loi vum Här Scheuer, wat awer elo net deen allerwichtegste Problem ass, mä e schéngt awer eng gewësse Wichtegkeet ze hunn.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Mir hunn ni gesot, dass d'Regierung nëmme Schlechtes géif maachen.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Ech wollt nach e puer Wuert verléieren iwwert d'Offallpolitik. Ech erënnere just drun dass et déi Regierung hei war, déi der laanger Haebichtgeschicht en Enn gesat huet.

Ech erënneren drun, dass am Kader vum Bauschutt, wat jo an eisem Land een enorme Problem ass, d'Regierung amgaang ass e Plan sectoriel auszeschaffen, fir dann och deem Problem op de Wee ze kommen, mä et muss ee soen dass de Problem vun de Bauschuttdeponië keen neie Problem ass. Dee Problem existéiert ongeféier zanter 1990. Ech ka mech erënneren, dass ech als Buergermeeschter mech deemools gemellt hat fir eng Bauschuttdeponie um Territoire vun eiser Gemeng, ënner gewësse Konditiounen natierlech, ze akzeptéieren. Den Accord ass a sech ëmmer do gewiescht, mä dat war schonn 1991, an ech hoffen dass mer an dëser Period zu engem gudden Enn do kënne kommen.

Ech erënneren och drun, dass de Plan sectoriel iwwert d'GSM-Antennë momentan an de Gemengen zirkuléiert fir genehmegt ze ginn.

Elo kann een awer net soen, dass déi Regierung hei a Saachen Ëmweltpolitik inaktiv wär. Et wier op jidde Fall falsch fir dat ze behaapten. Dat, wat ech elo hei gesot hunn, beweist dat.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel. Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'wirtschaftlech Zukunftchancë vu Lëtzebuerg hänken ouni Zweifel of vun onsen Diversifikatiouns- an Innovatiounscapacitéiten. D'Diversification économique, hu mer öfters gehéiert, och an der Ried vun eisem Statsminister, ass net nëmmen e Schlagwuert. Et gëtt ëmmer méi gebraucht, well et absolut néideg ass fir ze verhënneren, dass mer nees eng Kéier an en neie Monolithismus vun eiser Wirtschaft geroden. Mir all kennen d'Risike vun esou enger Ekonomie, déi nëmmen op engem Haaptpilier berout, sief dat d'Stolindustrie oder d'Finanzplaz, wa konjunkturell Flaute sech breet maachen. Da komme mer nämlech an d'Situatioun, dass wann deen ee Secteur de Schnapp kritt, déi ganz national Wirtschaft riskéiert elle krank ze ginn.

Eleng et ze probéieren an et fäerdeg ze bréngen, nei Entreprisen an Industrien aus anere Secteuren op Lëtzebuerg ze kréien, ass zwar optimal, mä et geet net méi duer, och wann dës méi traditionell Strategie natierlech muss virun appliziéiert ginn. Hautdësdaags muss een, méi wéi jee, schonn ee Schratt viraus sinn an zukunftsorientéiert an innovativ denken.

Innovatioun ass gefrot an ass deemno de Schlëssel fir d'Zukunft. Innovéieren heescht eppes Neies bréngen an esou d'Land viru bréngen. Här President, Innovatioun schreift sech an an de Kader vun engem Développement endogène, dat heescht, dat Ganzt wiisst op eiser eegener Mëscht, wat ouni Zweifel vu Virdeel ass.

Innovatioun entsteet aus enger Sich no Neiland. Deemno kënnt der Recherche eng grouss Wichtegkeet zou. Fuerschung ass, dat wësse mer alleguerten, en Travail de longue haleine a gëtt leider dobaussen oft als onproduktiven Zäitverdreif verstanen. Or, ouni Recherche, ouni déi Sich no Neiem gëtt et schwéier, fir net ze soen onméiglech, fir innovativ ze ginn. Fir dass dës Fuerschungsaarbecht awer effikass ka gefouert ginn, muss d'Ëmfeld a mussen d'Konditioune stëmmen. D'Politik muss ganz kloer dozou bäidroen, andeem si d'Recherche als en Investissement an d'Zukunft gesäit. Nei ekonomesch Aktivitéite kënnen entstoen, nei Créneauë mat supplementare Retombées économiques.

Dir erënnert Iech, säit dräi Joer fuerderen ech op dëser Tribün d'Reform vun der SNCI. Mir krute se elo versprach. Säit dräi Joer fuerderen ech d'Reform vun der Loi-cadre vum Mëttelstand. Ech hu mat Freed festgestallt, dass elo e Projet deponéiert gëtt. Dee Projet geet ouni Zweifel an déi richteg Richtung, well en total zukunftsträchteg ass.

Dat ass och de Credo vum Wirtschaftsministère, dee weider am Joer 2002 Aktivitéiten an den Domäner Recherche, Développement an Innovation vu Lëtzebuerger Entreprisen ënnerstëtzt an encouragéiert huet. Compétitivitéit a Produktivitéit sinn ëmmer méi tributär vun neiem Wëssen. An där Optik huet de Wirtschaftsministère d'lescht Joer net manner wéi 15 Projete begleet mat insgesamt enger Dépense vu 75 Millounen Euro am Kader vum Régime d'encouragement vun der Recherche-développement. Ënnert deene Projete waren der véier am Beräich nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an een am Beräich Biotechnologie.

Zousätzlech zu dëser Stimulatioun duerch budgetär Mëttele konnte während dem Exercice 2002 sechs Projeten am Kader vun der SNCI duerch sougenannte Prêts a l'innovation (3,83 Milliarden Euro) ënnerstëtzt ginn. Net vergiessen dierf een de Pilotprogramm „Cluster", grappes d'entreprises, deen 2001 vum Henri Grethen lancéiert ginn ass, an do dra besteet Entreprisen ze regruppéieren, fir notamment Synergien um Niveau vun der Recherche ze schafen. Och um Niveau vun de CRPen, Centres de recherche publics, gi weiderhi vill Efforten a puncto Fuerschung gemaach. Sou gëtt am CAP Santé Immun- a Virefuerschung bedriwwen, grad wéi am Domän vun der Molekularbiologie.

Am CRP Henri Tudor gëtt sech ëm d'Beräicher Informatik a Multimedia bekëmmert. Am CRP Gabriel Lippmann gëtt niewent Informatiouns- a Biotechnologie Ëmwelt, Wirtschaft an nei Materialien erfuerscht.

Här President, säit 1999 gëtt et de Fonds national de recherches, deen als Objektiv huet pluriannuell Programmer am Beräich vun der ëffentlecher Fuerschung ze élaboréieren an ze géréieren. Esou solle bis 2007 fënnef Programmer am Domän vun der Sécherheet vum Commerce électronique, SE-COM, vun den Nanotechnologien, NANO genannt, vun der nohalteger Gestioun vun de Waasserressourcen, EAU, vun der Gesondheet an de Biotechnologien, BIOSAN, esou wéi am Beräich vun de sozialen, ekonomeschen a mënschlechen Défië vun eisem Land, genannt VIVRE, ënnerstëtzt ginn. Weider Programmer sinn a Préparatioun. Dës Projete stellen eng Enveloppe budgétaire vu 27,8 Millounen Euro duer.

Luxinnovation, d'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche ass a bleift e privilégiéierte Partner am Fuerschungsberäich. Dëse Partenariat tëschent dem Wirtschaftsministère, dem Kulturministère, der FEDIL, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers huet net nëmmen d'Missioun innovativ Démarchen ze promovéieren, mä och déi verschidden Entreprisen ze begleeden an ze beroden. De Groupement d'intérêt économique Luxinnovation entwéckelt sech deemno aus enger purer Agence d'information zu engem regelrechte Conseiller en innovation. Eleng 2002 hunn net manner wéi 158 Entreprisen am Kader vun de Mesures d'encouragement de la R&D mat Luxinnovation Kontakt opgeholl an dëse Groupement ass och zouständeg fir d'Ëmsetze vum Pilotprojet „Cluster".

Här President, ech mengen dat mannst wat ee ka soen, dat ass dass d'Recherche hei zu Lëtzebuerg seriö geholl gëtt an dass d'Fuerschung sech net selwer iwwerlooss gëtt. Och an Zukunft soll a muss d'Recherche e grousse Stellewäert behalen am Sënn vun enger innovativer an effikasser wirtschaftlecher Entwécklung. Dës Regierung huet kloer gesot, dass si wëllt dës Efforte maachen a weiderhin an d'Fuerschung investéieren, well et ass jo en Investissement an d'Zukunft vun eisem Land.

Ech denken do un déi geplangte Cité des sciences de la recherche et d'innovation op den Industriebroochen zu Esch/Belval. Dëse Projet wäert bestëmmt dozou bäidroen e weideren Impuls an dem Domän vun der Recherche ze bréngen, grad wéi allgemeng déi zukünfteg Uni Lëtzebuerg, wou jo och d'Fuerschung soll eng wichteg Roll spillen.

Et muss een ënnersträichen, dass de Wëlle vu Firmen, déi an de Secteurs de pointe täteg sinn, sech an enger bestëmmter Regioun nidder ze loossen, öfters ofhänkt ob do Jo oder Neen universitär Strukture bestinn. Si wëssen, dass d'universitär Recherche déi vun den CRPe complétéiert, déi jo virrangeg den Technologietransfert soll favoriséieren. D'Recherche soll awer net als de l'art pour l'art verstane ginn, mä wierklech de Besoine vun eiser Ekonomie entspriechen. Dofir soll och am Kader vun der Uni Lëtzebuerg d'Fuerschung op e puer Beräicher limitéiert ginn, mat dem Objektiv d'Schafe vun de sougenannte „pôles d'excellence", dat awer mat ëmmer am Hannerkapp d'Iddi vun der Diversification économique, also eng geziilte voluntaristesch Politik, foussend op e judicieuxë Choix vu Prioritéiten.

Här President, et stellt sech och d'Fro vun der Koordinatioun tëschent de verschiddenen CRPen an der Uni Lëtzebuerg um Niveau vun der Recherche. Hei wär sécherlech eng enk Zesummenaarbecht wënschenswäert, wann net esouguer en Abezéie vun de Fuerschungsaktivitéiten an déi zukünfteg Uni. Fir eng eenheetlech Strategie a puncto Recherche ze garantéieren, misst och de Fonds national de recherche mat abezu ginn.

E luesen, mä sécheren Amalgam vun der Recherche fondamentale an der Recherche appliquée mat der vitaler Kooperatioun tëschent der Uni an de Wirtschaftssecteuren ass ee vun de méigleche „pôles d'attraction" vun der geplangter Uni Lëtzebuerg. Dës misst erlaben héichrangeg Wëssenschaftler op Lëtzebuerg ze kréien an esou gëtt eis Uni e wichtege Facteur vun der Lëtzebuerger Standortpolitik.

D'Fuerschung bedeit net onbedéngt Autarcie, au contraire solle Synergië mam Ausland gesicht ginn. Et ass an dësem Kontext begréissenswäert, dass virgëschter d'Commission régionale vun der Grossregioun eng interessant Broschür verdeelt huet mam Titel „Studieren, Forschen, Lehren in Saar-Lor-Lux, Trier, Westpfalz und Wallonien", also mam Zil des têtes bien pleines, mä haaptsächlech bien faites ze forméieren, fir de Wëssenstand an der Grossregioun op en Top Niveau ze kréien.

Här President, d'Zukunft bréngt awer och nei Défië mat sech. Der Fuerschung maache sech nei Perspektiven op, notamment am Räich vun de Biotechnologien. Mir hu gesot, dass d'Fuerschung am Prinzip ekonomesche Kritären ënnerleie soll. Et ass awer kloer, dass ethesch Iwwerleeungen net däerfen an den Hannergrond geroden an dass allgemeng de Principe de précaution muss gëllen. Hei ass d'Fuerschung och gefuerdert, andeem se sech intensiv mat de Risiken auserneesetzt. D'Gestion des risques, d'Définitioun vum Risque acceptable, fir deen ze cernéieren an da richteg ze reagéieren, gëtt eng vun de groussen Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert.

„Dans l'histoire des collectivités…", seet den Auteur Jean Delumeau a sengem Wierk « Les malheurs des temps », „…les peurs se modifient, mais la peur demeure".

De revolutionären Essor vun de Biotechnologien, vum Clônage a vun der Invasioun vun den OGMen produzéiert nei Onrou an Ängschten. Säit dem Clônage vun dem Scheefchen Dolly am Februar 1997 ass eng nei Ära agelaut gi mam Décryptage vun den dräi Milliarde „paires de base", déi laanscht déi 23 duebel Chromosomen uneneegekett sinn, déi onse Partrimoine

héréditaire ausmaachen. Esou soll et méiglech gi verierflech Krankheeten ze traitéieren an esouguer definitiv ze heelen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wouhinner féiert dat? Huet de Mënsch d'Konsequenzen am Grëff? E kritesche Beobachter, den Ignacio Ramonet vum „Le Monde" seet Folgendes: „La génétique, permettant désormais à l'homme d'affirmer comme jamais sa volonté de domestication des règnes végétal et animal avec brevetabilité des gènes, revient à privatiser un patrimoine commun de l'humanité. Et vendre l'information à l'industrie pharmaceutique - qui la réserverait à quelles priviligiés - risque de transformer cette avancée scientifique majeure en de nouvelles sources de discrimination."

Also Fuerschung Jo, mä Fuerschung foussend esouwuel op Progès a wirtschaftlechem Opschwonk wéi op Ethik, Verantwortung an eng breet gefächert, permanent Uwendung vum Principe de précaution.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Madame Beissel. Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an de leschte Joren, wa mer iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat hunn, haaptsächlech driwwer diskutéiert wéi mer dee gudde Wirtschaftskuch, deen erwirtschaft ginn ass, sollten a kënnte verdeelen.

Haut schwätze mer vu schwaarzem Brout, fir d'Wierder vum Här Statsminister ze iwwerhuelen. Wann een e Betrib huet, deen op eng Kéier muss schwaarzt Brout iessen, dee riskéiert an d'rout Zuelen ze kommen, da muss dee kucken, éischtens dass déi Reserven, déi gespuerte Gelder, déi en am Betrib huet an déi en investéiert huet, nach genuch Akommes bréngen, fir him iwwert déi schwiereg Zäiten ze hëllefen. Hie muss kucke fir sech der Decken no ze strecken an d'Ausgaben ze reduzéieren an dem Akommes unzepassen a méi effikass ze schaffen, fir d'Clienten zefridden ze stellen.

De Stat als Betrib huet och en etlech vu senge Suen a Reserven ugeluecht. Ech wëll nëmmen drun erënneren, dass mer do awer musse feststellen, dass 630 Millioune Euro an néng Tranchë vu jee 70 Millioune Euro an EMTN, Euro Medien Turn Notes, investéiert gi sinn. Dat sinn Obligatiounen, déi keng fest Zënsen abréngen, mä un d'Resultater vun der Bourse, vun den Aktiemäert gegliddert sinn. Wann déi Suen op d'Spuerbuch gesat gi wieren, dann hätte se am éischte Joer 3,38% abruecht. Et muss een awer feststellen, dass déi spekulativ Investitiounen, déi d'Regierung gemaach huet, nëmmen 2,3% am leschte Joer abruecht hunn. Manque à gagner: 13,9 Millioune Euro.

Am zweete Joer, wann déi Suen op d'Spuerbuch gesat gi wieren, hätte mer 3,05% Revenu gehat vun deene Suen. Doduerch dass den Trésorminister déi an EMTN ugeluecht huet, nëmme méi 2,2%. Nach eng Kéier eng Perte vun 13,9 Millioune Euro. An zwee Joer maachen dat ronn 28 Millioune Euro aus oder 1,1 Milliard aler Frangen.

An dofir wëll ech festhalen dass ech frou sinn, dass AOL an AMAZON wäerten an onst d'Land kommen, mä ech huelen awer net un dass se déi Pertes de revenu, dee Manque à gagner, dee mer hei ze verzeechnen hunn duerch eng falsch Ulagepolitik, wäerte wettmaachen. An egal wéi, d'Suen, déi hei schlecht ugeluecht gi sinn, feelen. Wat d'Clienten, dat heescht d'Bierger hei am Land ugeet, do muss ee soen, dass si onzefridde sinn iwwert de Stat: ëmmer méi Bürokratie, ëmmer länger Délaien. D'TVA vun 3% beim Remboursement vun Investitiounen am Haus, dat dauert 2? Joer. Déi nei Prozedur huet net vill verbessert, sauf datt elo d'Betriber op dat Ganzt waarde mussen. Ech hunn och an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, fir dass mer déi genee Délaien nach eng Kéier sollte bekannt ginn.

Fir en Extrait vum Registre de commerce et des sociétés ze kréien, dat dauert sechs Wochen. Fir e PAP, e Plan d'aménagement particulier, duerchzekréien, dat dauert zwee Joer. Fir d'Prime du logement ze kréien, dat dauert bei verschiddene bis zu sechs Méint bis se ausbezuelt ginn. Enorm Paperassen, wann een eng Persoun wëllt ustellen oder e Betrib wëllt grënnen. Ëmmer méi Pabeierkrich anstatt en eGovernment.

Am Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot gëtt ganz kloer ervirgestrach, dass a Lëtzebuerg, wat déi modern Gesellschaft ugeet, den eGovernment u leschter Stell an Europa läit. D'Handwierkerkammer selwer schreift: „Une politique ciblée de simplifications administratives dynamiques ne figure pas, et ça en dépit de multiples déclarations des responsables politiques en ce sens, parmi les priorités du gouvernement."

Et muss ee bedaueren, notamment an enger Zäit wou mer ëmmer méi Chômage kréien, dass d'Entreprisen nach haut dorobber waarden, dass kleng administrativ Deeler vum PAN-Gesetz ëmgesat ginn, déi wichteg sinn, wann ee Leit astelle wëllt, fir dass et rapid geet, wéi zum Beispill e Formulaire unique fir de Centre commun, d'Steieren an d'Adem an och d'Désignatioun vun engem Interlocuteur unique, wann ee Problemer mat den Administratiounen op deem Gebitt huet.

D'Ursaach ass kloer, dat ass well ons Verwaltung nach schaffe muss no Regelen a Methode wéi zu Zäite vun der Postkutsch, an déi Verwaltungen, déi sech reforméiere wëllen, ginn net ugehéiert. Déi responsabel Leit an der Verwaltung fannen nëmmen zouen Diere bei hire Ministeren. Dat sinn déi Reklamatiounen, déi mer vu ville Säiten héieren hunn.

Déi ablécklech wirtschaftlech Lag, d'Globaliséierung an den europäesche Bannemaart stellen Erausfuerderungen un ons Verwaltung, deene se net gewuess ass. Déi lëtzebuergesch Verwaltung ass archaesch. An hire jëtzege Strukture ka se nëmme méi effikass schaffen, wa se sech permanent vergréissert, wa se ëmmer méi déck statt méi schlank gëtt.

Mir mussen op en anere Wee goen. Mir mussen ons Verwaltung reforméieren, fir dass se dëst Land besser verwalt an dass se manner kascht. Wa mer net reforméieren, da gi mer en ëmmer méi groussen Undeel vum Wirtschaftskuch oder elo vum schwaarze Brout sënnlos ewech fir administrative Krimskrams. Déi Sue feelen dann am Budget vum Stat, mä och an de Betriber, mam Resultat: manner Sue fir Investitiounen, nei Taxen, a Fro stelle vu sozialen Erungenschaften, Reduktioun vun der Compétitivitéit vun eise Betriber, wat zu méi Chômage féiert an d'Steierakommes vun dem Stat reduzéiert.

Verschidde Verwaltungstechnike vum private Secteur mussen an onse Statsapparat iwwerholl ginn. Et muss no Resultater gesicht ginn. Dës Resultater muss een an der Zäit matenee vergläichen a kucke wat ee besser muss maachen. D'Ausland, all modern Staten hu sech an Europa op deem Gebitt reforméiert, Lëtzebuerg huet näischt gemaach. Wat an deem Kontext och wichteg ass, dat ass dass d'Verwaltungen an d'Servicer autonom Budgete kréie mussen, anstatt dass mer elo globaliséiert Budgeten hunn, wou kee genau weess wat all Service an all Administratioun kascht a wou d'Verwaltungen och selwer Schwieregkeeten hu fir sech an deem Ganzen erëm ze fannen an domadder och méi Responsabilitéiten huelen ze kënnen.

Mä wann ee schwätzt vu Responsabilitéiten huelen, da muss een och déi néideg Reforme maache fir de Verwaltungen d'Méiglechkeeten ze gi fir déi Reformen duerchzezéien. Esou ass et wichteg, dass notamment d'Chefs de service Méiglechkeete kréie fir hire Budget autonom ze verwalten an et gesäit een dass do, wou et esou Experimenter gi sinn, wéi an de Schoulen, dat zu ganz positive Resultater gefouert huet. Et gesäit een, dass am Ausland, wou op esou Methoden zréckgegraff ginn ass, och positiv Resultater komm sinn, an dofir musse mer kucken dass mer op deem Gebitt och eppes maachen.

Vill Servicer hunn och nëmmen eng Daseinsberechtegung, well se e Subsid verwalten. Dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob et net ubruecht wier fir verschidde Subsiden ze konzentréieren. Dofir bedaueren ech, dass dës Regierung keen Audit vun de Verwaltunge gemaach huet fir ze kucke fir optimal ze schaffen.

Wat wichteg ass, dat ass dass mer hei also eng komplett Reform vum Stat a Kaf huele fir nees erëm méi Suen zur Dispositioun ze hunn, fir an d'Wirtschaft an an d'Infrastrukturen ze investéieren a fir sozial Errungenschaften ofzesécheren. Mir haten e Ministère vun der Réforme administrative, mä leider muss ee feststellen, dass mer mat Ausnahm vun enger Plaque um Ministère dovunner an dëser ganzer Legislaturperiod bis elo näischt ze gesi kruten.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatten zur Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gi mir d'Geleeënheet mech méi ageehend mat Froe vu Sécherheet a Justiz ze befaassen, dëst ganz besonnesch, well d'Polizei an och d'Justiz an de leschte Wochen a Méint oft ënner Beschoss stoungen. Ech begréissen dofir och, dass de Statsminister sech a senger Ried mat Froe vun der öffentlecher Sécherheet, awer och der Justiz befaasst huet an och dozou eng Rei vun Aussoe gemaach huet.

Wat d'öffentlech Sécherheet ubetrëfft, esou wier et falsch dovunner auszegoen, Lëtzebuerg géif vun engem allgemengen Onsécherheetsgefill heemgesicht. Esou Gefiller si jo ëmmer, wa se sech op enger gréisserer Echelle weisen, diffus. Si ginn inspiréiert vun der Impressioun, dass ee kéint Geforen ausgesat ginn, ouni dass een esou Geforen an deene meeschte konkrete Fäll erlieft hätt. Den Ëmgang mat dem Onsécherheetsgefill ass an der Praxis net einfach, mä wéi gesot e grondsätzlecht Onsécherheetsgefill ass zu Lëtzebuerg net auszemaachen an dat ass gutt esou. Dozou huet virun allem d'Politik vun der Regierung signifikant bäigedroen.

D'Effektiver vun der Police goufe verstäerkt an hir Presenz am Land ass an deene vergaangene Jore vill méi siichtbar ginn. Nieft dëser Presenz, déi vun all Mënsch unerkannt gëtt, hu spezifesch Aktiounen an de leschte Wochen dozou gefouert, dass d'Polizei an de leschte Wochen an enger gewëssener öffentlecher Meenung ënner Kritik geroden ass.

Meng Fraktioun an ech kënnen och déi deelweis hefteg Kriticken absolut net novollzéien, ganz besonnesch da wa vu verschiddene Säite behaapt gëtt, d'Aggressivitéit vun Demonstrante bei den Arcelor-Manifestatioune wier vun der Police provozéiert ginn. Wann ee weess, dass hei professionell Casseurë sech an esou Demonstratioune versichen ze integréiere fir do méiglechst vill kuerz a kleng ze schloen, dann ass dat dach e Virgang, deen all Bierger an eisem Land beonrouege misst, well dës Brutalitéit an Aggressioun a sech jo iwwerhaapt näischt mat deene berechtegte Fuerderunge vu Gewerkschaften, déi dësen duerch esou Demonstratioune wëllen Ausdrock ginn, ze dinn hunn.

Datselwecht gëllt fir d'Perquisitiounen am islamistesche Milieu, wou op Unuerdnung vum Parquet gewëssen Hausduerchsuchunge virgeholl gi sinn an och verschidde Personnagen, déi terroristeschen Netzwierker no stinn, iwwert d'Grenz gesat gi sinn. Et huet strictement näischt mat Polizeistat ze dinn, wéi dat Ënnerstellunge vu lénker Säit wëlle gleewen doen, wann Uerdnungskräften am extremistesche Milieu opraume wëllen. Hei gëtt géint Leit virgaangen, déi kee verstännege Mënsch kann an eisem Land hu wëllen. A wie mengt et wier iwwerdriwwe ginn, dee soll sech dréngend d'Fro stellen, ob hie wierklech wëllt mam Risiko liewen, dass e Grapp voll Extremisten, reliéiser oder anerer Bauaart, eis Gesellschaftsuerdnung versicht ze ënnerminéieren.

Mir hunn de Moment dës potenziell Bedrounge fir eis Uerdnung ënner Kontroll, mä dat geet nëmmen zum Präis vu geleeëntlech décidéierten Interventiounen. Dës Interventioune gi vun eisen Uerdnungskräften ënner deelweis schwierege Bedingungen an ënnert dem Risiko vun hirer Gesondheet exécutéiert an et schéngt mer dann net ofwegeg, wann hei net ëmmer ka mat Glacéshändsche virgaange ginn. Dës Leit si keng Massendénger a si waarden net drop friddlech mat Polizeibeamten ze poteren, nodeems déi hire Passage ugekënnegt hunn. A wa bei esou enger Demonstratioun emol e Feeler ënnerleeft, dann ass dat bedauerlech, mä leider ni ganz auszeschléissen.

Wat zielt ass, dass mer eis wierksam géint déi Kräfte schützen, déi eis Liewensaart, eis Institutiounen an eis Staatlechkeet a Fro stellen, a mir wäerten net am Numm vun enger falsch verstanener Toleranz akzeptéieren, dass sech destruktiv a gewalttäteg Elementer bei eis am Land annisten. Meng Fraktioun an ech selwer stinn integral hannert der Police, well mer wëssen ënner wat fir enge schwierege Bedingunge si hir Aarbecht musse verriichten, an ech wëll hinne vun dëser Plaz aus nach eng Kéier eist Vertrauen ausspriechen an eis Unerkennung fir hiren Asaz ausdrécken.

Här President, ech wëll dann zum Volet Justiz iwwergoen andeem ech fir d'alleréischt déi Efforte wëll ervirhiewen, déi vum zoustännege Justizminister an enger ganzer Rei vu Beräicher ënnerholl gi sinn. Et géif ze wäit féieren all eenzelt Gesetz opzezielen, wat mer am Laf vum leschte Joer an dësem Beräich diskutéiert a gestëmmt hunn, an ech wëll och net déi Oplëschtung widderhuelen, déi de Statsminister a senger Erklärung scho gemaach huet.

Ech géif nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, dass all dës gesetzlech Initiativen eng Rei vu wesentleche Verbesserungen an engem ganzen Deel vun eisem Justizwiese mat sech bréngen. Dëst gesot, erlaabt mer awer, Här President, mech mat der Problematik vun den Délaien am Strofberäich ze beschäftegen.

D'Zäit ass leider Gottes haut ze kuerz bemooss fir am Detail op all déi Ursaache vun deene Retarden anzegoen. Duerfir erlaabt mer hei nëmmen e puer Feststellungen ze maachen, respektiv ze versiche Léisungsvirschléi virzezeechnen. Wa mer nëmmen d'Zuel vun den Affäre kucken, déi während dem Justizjoer 2001/2002 vum Parquet um Tribunal d'arrondissement aus der Stad traitéiert gi sinn, stelle mer fest, dass dëst 35.510 Affäre waren am Vergläich mam Justizjoer 1981/1982, wou et der 12.072 waren, also eng Verdräifachung innerhalb vun 20 Joer.

Wann et och richteg ass, dass all dës Affären net alleguerte vun därselwechter Komplexitéit sinn, esou muss een dach feststellen, dass eleng d'administrativ Gestioun vun esou enger grousser Zuel vun Affäre reell Problemer opwerft. Wann ee weess, dass besonnesch déi Affäre vu Wirtschaftskriminalitéit ëmmer méi voluminös a méi komplex ginn, ass et eigentlech net iwwerraschend, dass ëmmer méi Affären net an engem raisonnablen Délai kënnen traitéiert ginn.

Wou de Schong awer besonnesch dréckt ass um Niveau vun der Organisatioun vun der Police judiciaire, wou et un deenen néidege Leit feelt, an dofir begréisse mir och d'Ausso vum Statsminister, deen d'Astelle vun 20 zousätzlechen Unitéiten hei annoncéiert huet. Hei bleift de Wonsch, dass all dës Efforten d'Situatioun wäerte verbesseren, well sech aus dëser aktueller onzefriddestellender Situatioun d'Fro vun der Gläichbehandlung vun all Bierger duerch d'Justiz stellt.

Esou schéngt et mer schwéierlech akzeptabel ze sinn, dass an Affären, wou a sech d'öffentlech Uerdnung net fundamental gestéiert ass, ech denken hei un eenzel Verstéiss géint de Code de la route, hei mat Recht systematesch poursuivéiert gëtt an an enger relativ kuerzer Frist Uerteeler erginn, während op där anerer Säit an Affäre vu grousser Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit awer och a Korruptiounsdossieren oft iwwer Joren enquêtéiert, instruiéiert gëtt, fir dass dann den Dossier an engem déiwen Tirang verschwënnt fir duerno net méi opzedauchen. Dës Situatioun dréit sécherlech net zum gudde Verständnis vun all Bierger, respektiv zu enger méi grousser Akzeptanz vun eiser Justiz an der öffentlecher Meenung bäi.

Här President, ech wëll hei kuerz dräi Weeër opzeechnen, déi vläicht en Ufank vu Léisung kënnten duerstellen, ech sinn nämlech net der Meenung, dass eleng mat der Opstockung vu Personal, souwuel um Niveau vun der Police judiciaire wéi bei eise Geriichtsbarkeeten all dës Retarden ze absorbéiere wären. Dës dräi Weeër schénge mer folgend ze sinn.

Éischtens soll een iwwerleeën, ob een net kéint d'Untersuchungsriichter vun enger Rei vun Dossieren déchargéieren, déi manner kompliziéiert sinn an och net onbedéngt eng déiwer Instruktioun verlaangen. Zweetens d'Instrument vun der Transaktioun am Strofberäich an deenen Affären aféieren, wou d'öffentlech Uerdnung net schrecklech perturbéiert ass. Drëttens driwwer nodenken, ob een net esou ähnlech wéi a Frankräich kéint versichen a gewëssen Affären, wou keng Contestatioun iwwert d'Realitéit vun de Fakte méiglech ass, d'Täter vun esou Infraktioune wesentlech méi schnell viru Geriicht ze bréngen, wat sécherlech och eng méi grouss educativ Wierkung op dës Täter hätt.

Här President, ech wëll dann zu engem aneren Aspekt iwwergoen, nämlech deem vum Statut vum Affer vun engem Verbriechen. Sécherlech ass de Statut vum Affer ee vun deenen Domänen, wou mer dee gréissten Nohuelbedarf hunn. Ech begréissen dofir och, dass de Statsminister dee vum Justizminister annoncéierte Projet de loi leschten Dënschden déposéiert huet. Erlaabt mer awer vläicht ganz kuerz déi fir mech wesentlech Punkte vun esou engem Statut ervirzehiewen, déi sech och gréisstendeels an deem Projet de loi erëmfannen.

Wesentlech ass, dass d'Affer vu Verbrieche musse vun Ufank u kënnen an de Prozess intervenéieren, ouni dass se gezwonge gi sech Partie civile ze constituéieren, wéi dat bis elo de Fall ass. Wann ee weess, dass Affekoten-, Geriichts- a besonnesch Expärtkäschten an esou Prozesser sech schnell op e puer 100.000 al Lëtzebuerger Frange belafen, esou ass et net zoumuttbar, dass eng Persoun, déi onschëlleg d'Affer vun engem Verbrieche ginn ass, och nach musse heifir opkommen. Och op dësem Punkt gesäit de virdrun zitéierte Projet de loi d'Méiglechkeet vir, dass dës Onkäschten net musse vum Affer gedroe ginn.

En anere wesentleche Punkt ass dee wéi d'Affer, respektiv seng Famill, no engem Verbriechen psychologesch assistéiert ginn. Hei ass virun allem d'Gespréich wichteg, an dofir wëll ech och hei ausdrécklech déi Efforte begréissen, déi vun de Parqueten, souwuel vun Dikrech wéi aus der Stad, gemaach ginn, wou de Procureur oder den zoustännege Substitut sech Zäit hëlt fir mat den Affer an hire Famillje sech iwwert d'Verbriechen an hiren Hannergronn ze ënnerhalen. Et ass nämlech net ëmmer evident fir de Bierger, deen Affer vun engem Verbrieche ginn ass, nozevollzéie firwat eng Instruktioun vun enger Affär iwwer Jore schleeft an heiansdo et och zu Uerteeler kënnt, déi hien net ëmmer novollzéie kann.

Här President, erlaabt mer nach eng Kéier ze ënnerstraichen, dass eng Gesellschaft am Allgemengen an hir Justiz am Besonneschen och dorobber bewäert gi wéi si mat den Affer vu Verbriechen ëmgeet, an do dierf et net esou sinn dass dës Affer oft d'Gefill hunn, dass d'Täter besser behandelt gi wéi si an dass d'Gesellschaft sech prioritär ëm d'Resozialisatioun vun den Täter bekëmmert an d'Affer vun dësen Täter séier oft schnell vergësst. D'Vertraue vun de Bierger an hir Justiz hänkt vläicht virun allem dovunner of wéi d'Justiz mat den Affer vu Verbriechen ëmgeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zu mengem leschte Punkt, dee sech mat der Integratioun vun net EU-Bierger befaasst. Hei sinn u sech zwee Gesetzer dovu betraff, fir d'éischt d'Asylgesetzgebung, dann d'Awanderungsgesetz vun 1972.

Wat den éischten Text betrëfft, esou sinn ech der Meenung, dass keng Noutwendegkeet besteet op dat bestehend Asylgesetz zréckzekommen. Um Niveau vun der Asylpolitik schéngt et mer awer absolut wesentlech ze sinn, dass mer hei zu enger communautairer Politik kommen. Nom Conseil vun Tampere si jo éischt wichteg Weichestellungen décidéiert ginn, an et wier begréissenswäert, wann an deenen nächste Méint och hei Neel mat Käpp géife gemaach ginn, esou dass mer op dësem absolut wesentleche Punkt fir d'Europäesch Unioun eng gemeinsam Asylpolitik géife kréien.

Wat d'Asylpolitik vun der Regierung ubetrëfft, esou gesäit meng Fraktioun keng zwéngend Noutwendegkeet heirunner iergendeppes ze änneren an ass och net der Meenung, dass een op déi Fuerderunge soll agoen, déi vu gewëssen Associatiounen an de leschten Deeg virbruecht gi sinn. Ech géif duerfir och am Numm vu menger Fraktioun eis Ënnerstëtzung dem Justizminister zousoe fir op deem Wee, deen hien hei ageschloen huet, weiderzefueren.

Ech sinn allerdéngs och der Meenung, dass d'72er Gesetz iwwert den Openthalt vun Auslänner op eisem Territoire absolut reformbedürfteg ass, well dës Gesetzgebung einfach net méi den aktuelle Gegebenheeten entsprécht. Hei schéngt et mer och onerlässlech ze sinn, dass een dee komplizéierten an deelweis onverständleche Lien zwëschent enger Openthaltsgenehmegung an engem Permis de travail ophieft an zukunft just nach eng Autorisatioun ausstellt, déi da souwuel d'Recht op Openthalt wéi d'Recht op Aarbecht beinhalt. Den aktuelle System ass nämlech net nëmmen aarbechtsopwändeg fir déi concernéiert Ministèren, mä mécht och deene betraffene Bierger d'Liewen onnéideg schwéier.

Här President, zum Schluss vu mengen Ausféierungen erlaabt mer nach e puer Sätz iwwert déi sougenannte Lex Greenpeace ze verléieren. Den Zousaz zum Code pénal mat deem déi däitsch Notioun vum Hausfriddensbroch soll an d'Lëtzebuerger Strofrecht iwwerholl ginn ass an ville Grënn vun enger Rei vu Leit an Associatioune contestéiert. Ech mengen zwar, dass mer et hei virun allem mat Mëssverständnisser ze dinn hunn a mat falschen Aschätzunge vun de méiglech konkreten Applicatioune vun esou enger neier Dispositioun zum Schutz vun der privater Propriétéit.

Mä well an enger Rei vu Kreeser, besonnesch aus der Zivilgesellschaft, substanziell Bedenke géint dee Projet bestinn, Bedenken, déi duerch deelweis juristesch Avisen ënnermauert ginn, mengen ech och, dass et elo falsch wier dëse Projet einfach esou an onverännert duerch déi legislativ Prozedur ze boxen. Esou mengen ech zum Beispill, dass et falsch wier Prisongsstrofe fir Infraktiounen am Hausfriddensbroch virzegesinn. Mir wëllen, datt zwee Grondrechter, dat op private Besëtz an dat op fräi Meenungsäusserung, och mat Demonstratiounen, en neien Hutt kréien. Mir wëlle se an enger logescher an novollzéibarer Manéier matenee verbannen, amplaz dass se géinteneen ausgespillt kënne ginn. Dëst Uleies u sech ass an Fong net contestéiert. Et ass d'Aart a Weis wéi mer dat wëlle maachen, déi a Fro gestallt gëtt.

Doweinst sinn ech der Meenung, dass mer eis sollen zesumme beméie fir eng annehmbar Léisung fir dëse Problem ze fannen. Et bréngt näischt an enger Atmosphär, déi méi a méi gëfteg gëtt, e Gesetzesprojet ze stëmmen, deen duerno Ulooss zu allméiglechen Amalgamen an Ënnerstellunge gëtt. D'Majoritéit, déi zwou Parteien, déi se duerstellen, hir Regierungsmemberen an hir Deputéierte wëllen déi Repressiounsstatsdiskussioun, déi lass getréppelt gouf, net weiderféieren, well et eng falsch Diskussioun ass.

(Interruption)

Deen eenzege Wee fir dëser onséileger Debatt en Enn ze setzen ass dee vun enger Reorientéierung vun der Regierungsvirlag, déi och an der Kommunikatioun no bausse muss eng objektiv an akzeptabel Duerstellung fannen. Wéi gesot, ech halen net den Usaz vum aktuellen Text fir falsch, mä ech halen déi Reaktiounen, déi en ausléist, fir geféierlech an onnéideg, …

(Hilarité)

…well se iwwert dat wierklecht…

(Interruptions)

…viséiert Zil erausschéissen. Duerfir hätt ech gären, Här Di Bartolomeo, wa mer d'Diskussioun iwwert de Schutz vu privaten Immobilien, ëm déi et jo geet, géifen a méi roueg Gewässer féieren. Mir schränken hei weder d'Streikrecht nach d'Manifestatiounsrecht eigentlech an. Genee dës Ausso muss um Wee vun enger iwwerschafftener Textvirlag och eriwwerkommen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo. Här Mars Di Bartolomeo, elo hutt Der d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci villmools, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Statsminister am Numm vun der LSAP en häerzleche Merci soen, well en duerch seng Spontisaktioun mam Dépôt vun 32 Gesetzprojeten eis Thees vum Reformstau endgülteg an eendeiteg bestätegt huet. Wann een nämlech ee Joer virun de Wahlen esou eng Kuelebootsch vu Projete muss deponéieren, dann huet ee virdru seng Aarbecht net gutt gemaach.

(Interruption)

Ech wäert dat direkt duerno maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et wier besser gewiescht, Dir hätt dat gemaach ier Der dat dote gesot hutt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech ka mer awer net virstellen, Här Statsminister, dass ee Statsminister, an dat misst Dir jo gutt wëssen, ee Joer virun de Wahlen 32 Gesetzesprojeten deponéiert hätt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Ech hunn Iech net esou séier un d'Schaffe kritt, dat ass wouer.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mä wann Der net gleeft wat ech soen, Här Statsminister, da liest wann ech glift d'Budgetsorientéierungen no vun der Regierung fir d'Joren 2001, 2002 an 2003. Déi Dokumenter gläiche sech nämlech wéi een Ee deem aneren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Wéi 1996, 1997 an 1998.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An anere Wierder, och do hat Der d'Responsabilitéit, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Ech war eleng zoustänneg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An déi Responsabilitéit hëlt een Iech och net ewech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et ass soss kee gi wéi mech an där Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Da dote klèngt mer ganz familiär. Hochmut kommt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Vor Ihrem Fall.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Genee, genee. Ganz richteg.

An anere Wierder hunn eenzel Ministèrë fir 2003 genee datselwecht ugekënnegt wéi se et scho fir 2002 a fir 2001 ugekënnegt haten. Dës Budgetsorientatiounen, déi am Chamberreglement als Preparatioun fir den Etat de la nation virgesi sinn, goufen no an no zur Farce degradéiert.

An Här Statsminister, Här Minister fir d'Relatioune mam Parlament, Här Chamberspresident, ech iwwerreechen Iech heimat d'Budgetsorientatioune vun der Regierung fir déi lescht dräi Jor als flagrante Bewäis dofir wéi dës Regierung d'Chamber regelrecht op den Aarm hëlt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Sponti!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mä et kënnt nach e bësse besser.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Nach méi Sponti!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo, nach méi Sponti.

Fir sech net selwer ze entbléissen a well mer dat lescht Joer schonn un e puer Beispiller demonstréiert haten, wéi d'Regierung sech selwer an hiren Orientéierungspabeiere plagiéiert, hu mer dëst Joer vun der Regierung iwwerhaapt keng Orientation budgétaire kritt.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, Är Spriecher hunn der jo an dëser Debatt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wann Dir awer d'Chamberreglement esou wéineg eescht huelt, Här Weiler, dann deet et mer Leed fir Iech. Ech ka mech erënnere wéi Der eenzelnen Deputéierten, déi eng Kéier néng oder zéng Questions parlementaires matenee bruecht haten, wollt verbidden dat ze maachen a se an Zukunft nëmmen nach eng Question parlementaire sech däerften erlaben. Wann Der an därselwechter Logik wäert, da géift Der dem Statsminister verbidde fir op ee Coup 32 Gesetzesprojete virzeleeën, an Dir géift an d'Chamberreglement aféieren, dass de Statsminister nëmme pro Dag nach ee Gesetzesprojet däerf erabréngen.

Ech wëll Iech just soe wéi geckeg dass eenzel Reaktioune vun Iech heiansdo sinn. A wann Dir mam Kapp wénkt…

(Interruption)

Dir hutt Recht, ech loosse mer nämlech och näischt verbidden.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Dir hutt et jo gemierkt!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt et och bei mir gemierkt. Ech hu mech iwwerhaapt net dru gehalen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Awer net esou dacks.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här Weiler, ech wëll Iech awer just soen, dass Der Fraktiounspresident sidd, och an der Conférence des Présidents sidd an e Chamberreglement ze respektéieren hutt, dat am Artikel 98 seet: „Les Ministres mettent à la disposition de la Chambre trois semaines au plus tard avant la déclaration du Président du Gouvernement sur l'état de la nation des documents succincts sur les propositions de l'orientation budgétaire future des Ministères dont ils ont la charge. Le Ministre du Trésor" - och interessant - „est invité à inclure dans son document une récente statistique sur l'évolution de la trésorerie de l'Etat."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Dat huet d'Madame Flesch och ëmmer gesot, du war se nach zéng Joer an der Oppositioun.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Mä dee Gefale maache mer Iech net, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Déi aner maachen Iech en. Et kënnt do guer net op Äre Wëllen un.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir wësst jo, wat ech mat Iech ausgemaach hunn, mä vläicht hutt Der dat an der Zwëschenzäit vergiess.

Mir hunn also dëst Joer iwwerhaapt keng Budgetsorientéierunge kritt. D'Chamber huet zwar reklaméiert, mä et ass näischt komm. Firwat? Ma well d'Regierung an der Zwëschenzäit agesinn huet, dass an deenen Dokumentatiounen näischt Neits ze mellen ass. A firwat ass näischt Neits ze mellen? Well d'Regierung der Chamber näischt Neits ze proposéieren huet.

Här President, ech géif bieden, dass d'Chamber nach eng Kéier beim Minister deen zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament intervenéiert, fir dass mer déi Preparatiounsdokumenter fir deen nächste Budget kréien. Se sinn iwwregens och interessant fir deen nächste Budgetsberichterstatter.

Här Statsminister, erlaabt mer méi skeptesch ze sinn, wat den Eescht vun Ärem Aha-Effekt mat 32 Projeten ugeet. D'Ukënnegungspolitik vun dëser Regierung, déi sech de Luxus leescht véiermol - ah neen, entschëllegt, dat Véiert hu mer jo nach net -, dräimol datselwecht unzekënnegen an et awer net ze realiséieren, ass dofir ze vill offensichtlech.

Iwwregens, Här Statsminister, ech erlabe mer Iech en drëtte Projet unzebidden, deen Der net deponéiert hutt. Dee Projet nämlech, deen de Gesondheetsminister ganz elegant laanscht d'Chamber bei de Conseil d'Etat déviéiert huet, de Projet de loi iwwert den Etablissement public portant création d'un centre de réhabilitation, deen zënter dem September beim Statsrot läit.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Fänkt elo net un dem Här Wohlfart seng Aarbecht hei ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen, déi hätt Dir och kënne matmaachen. Dat wësst Der selwer. Ech wëll net op dat leidegt Kapitel do agoen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Loosst den Här Wohlfart a Rou, fänkt elo hei net u mam Här Wohlfart ze polemiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech fannen, dass mer deeselwechten Intérêt hu fir dee Projet séier à bon port ze bréngen, well dee läit elo schonn zënter dem September beim Statsrot, ouni dass en de Wee an d'Parlament fonnt huet. A well Der dat vergiess hutt, Här Statsminister, erlaben ech mer dem Chamberspresident de Projet de loi ze ginn iwwert den Etablissement public Rehazenter. Dat géif dann Är Bilanz elo liicht verbesseren op 33 Projets de loi. Mä ech weess firwat dass d'Regierung deen dote Projet net gär deponéiert, well dee Projet, mat deem Dir och an der leschter Regierung d'accord waart, Här Statsminister, elo net nëmme fënnef Joer méi spéit kënnt, mä och nach duebel esou deier wäert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo dépose un document intitulé „Projet de loi portant création de l'établissement public « Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation »")

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Loosst den Här Wohlfart an den Här Lahure a Rou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dann zum Etat de la nation vun dësem Joer oder wat mer dra vermëssen.

Fir d'éischt zum Wunnengsbau, wou trotz Drohunge vum Här Premierminister un d'Spekulanten, trotz Chambersdebatten, trotz Gesetzesännerungen, an obwuel de Premier virun zwee Joer aus dem Wunnengsbau eng éischt Prioritéit a senger Erklärung gemaach huet, sech um Terrain net vill geännert huet. D'Präisser spille weider verréckt an, Här Statsminister, déi Drohung vum 700.000-Awunner-Stat huet dës alarmant Situatioun net verbessert, am Géigendeel.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Loosst den Här Goebbels a Rou.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech adresséiere mech un Iech, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Hien huet ugefaange vun de 700.000 Awunner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Ech adresséiere mech un Iech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Den Här Goebbels hätt esou gäre gehat Dir kéint Iech un hien als Statsminister adresséieren, mä doraus war näischt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Här Statsminister, wann Der ganz objektiv sidd, da wäert Der zouginn, dass wann ee 700.000 Awunner zu Lëtzebuerg ukënnegt, dass doduerch sécher d'Baulandpräisser net méi bëlleg ginn an dass doduerch d'Wunnenge sécher net méi bëlleg ginn, an Dir hutt dat ugekënnegt. Dir hutt dat als Drohung an de Raum gesat, an dat huet net dozou bäigedroe fir d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg méi bëlleg ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Wien huet da fir d'éischt dovunner geschwat?

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* D'Regierung stéiert eis Riedner dauernd.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech muss dofir suergen aus Solidarité gouvernementale, dass Dir net hei iwwert den Här Wohlfart, den Här Lahure an den Här Goebbels hierfaalt.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Dir stéiert eis Riedner, Här Minister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Ech bréngе se op déi richteg Pist.

Ech sinn elo roueg, Här Di Bartolomeo. Dir attackéiert jo haaptsächlech Är eege Parteikolleegen an net d'Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Dir wësst souwisou, dass ech näischt léiwer wéi dat hunn, dass Dir mech ënnerbriecht. Ech stelle just fest, dass hei deux poids et mesures an dësem Parlament sinn. Well wann ech dat dote maachen, kréien ech vum President de Mikro ewechgeholl. Sou geschitt bei deene leschte Budgetsdebatten.

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, ech muss Iech soen, dass dat doten net stëmmt, well Dir sidd deen, deen am meeschten déi aner Leit ënnerbriecht.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Voilà, dofir hunn ech och guer näischt dogéint, wann de Statsminister mech ënnerbrécht, an ech hunn och guer näischt dogéint, wann de Statsminister…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* D'LSAP wëllt der Regierung de Maulkuerf unhänken!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Ech hunn och guer näischt dogéint, wann de Statsminister mech ënnerbrécht bei Saachen, déi en net gär héiert. An dofir widderhuelen ech se och nach eng Kéier. Déi Ukënnegung vum 700.000-Awunner-Stat huet net dozou bäigedroen, …

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.-* Loosst den Här Goebbels a Rou!

M. Jeannot Krecké *(LSAP).-* Här Statsminister, Dir sollt Iech näischt virhuele wat Der net kënnt anhalen. Dir hat jo gesot, Dir géift net méi agräifen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* …dass d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg méi bëlleg ginn ass. Net méi hunn ech gesot. A wann Der éierlech sidd, musst Der mir och eigentlech Recht ginn, an ech weess dass Der och esou denkt.

Dofir wëll ech och dovu profitéieren, Här Statsminister, fir Iech doriwwer ze informéieren, dass Är Ukënnegungen, déi Der an Ärer leschter an Ärer virleschter Erklärung zur Lag vun der Natioun gemaach huet, nach net realiséiert sinn. An ech mengen, et ass och d'Aufgab vum Parlament fir Iech drop hinzeweisen, wann Är Ministeren Iech net ëmmer follegen.

2001 hat Der am Etat de la nation ugekënnegt, dass eng konzertéiert Aktioun mat de Gemengen noutwendeg wär fir d'Situatioun am Wunnengsbau an de Gréff ze kréien, dass een dat an engem partnerschaftleche Geescht misst maachen, an 2001 hat Der och ugekënnegt, dass déi Gemengen, déi bereet sinn ze wuessen, méi staark gehollef sollte kréien.

2002 hutt Der dat e bëssen nuancéiert. Dir hutt gesot, et kann een net bei alle Gemengen datselwecht maachen, an Dir hutt gesot, Ären Innenminister géif mat de Gemenge sougenannten Wunnentwécklungspläng aushandelen. Den Innenminister huet haut den Optrag kritt gehat. Bei der leschter Erklärung zur Lag vun der Natioun hu mer awer misse feststellen, dass esou Wunnentwécklungspläng net entaméiert waren. An dofir wëll ech Iech haut soen, dass och ee Joer méi spéit déi Diskussioune mat de Gemenge fir sougenannte Wunnentwécklungspläng nach ëmmer net entaméiert sinn. Den Innenminister huet net mat de Gemenge geschwat, déi bereet si fir ze wuessen, fir hinnen en Equiliber beim Wunnengsbau virzeschloen.

An un d'Adress vum Wunnengsbauminister, deen haut bei eis sëtzt, wëll ech soen, dass mer leider bei alle gudden Usätz, déi et gi si bei dem Projet fir d'Verbessere vum Wunnen, eng Rei vun Ausféierungsbestëmmungen nach ëmmer feelen. Ech mengen domat déi 100 Euro pro Neigebuerene bis an den Alter vu sechs Joer, wou d'Regierung Schwieregkeeten ze hu schéngt, fir deen dote Projet sprochräif ze maachen. Dat gëllt och fir d'Garantie locative bei deene Leit, déi musse loune goen, an ech wëll Iech drun erënneren, dass eng Rei vu Propositiounen, déi gemaach gi ware fir d'Situatioun vun deenen, déi musse wunne goen, fir déi ze verbesseren, vun Iech ofgeleent gi sinn, wéi ënner anerem de Mietzuschuss, a wéi an eenzelne Fäll eng 100%eg Garantie de l'Etat.

An och wann dëst Joer de Premier wéineg oder näischt iwwert de Wunnengsbau a senger Erklärung zur Lag vun der Natioun gesot huet, bleift de Problem onverännert.

Ech wollt nach ganz kuerz op en zweete Problem agoen, deen eis Suerge mécht. Dat ass d'Evolutioun vun de Gemengefinanzen, duerch de kumuléierten Effekt vun der wirtschaftlecher Stagnatioun an dee progressiven Ofbau vun engem vun den Haaptelementer bei den Einnahme vun de Gemengen. Ech mengen domat d'Gewerbesteier. An dir wësst dass d'Regierung d'lescht Joer an de Raum gestallt huet, dass d'Gemengefinanze spéitstens 2004 riskéiere regelrecht anzebriechen. De Finanzminister huet gemengt, dass mer kënnte mat engem Abroch bei der Gewerbesteier vu 40% rechnen, wat bei villen de Katastrophenszenario géif bedeiten.

Ech wëll awer vun dëser Geleeënheet profitéiere fir d'Regierung un hir Verspriechen ze erënneren, déi se un d'Adress vun de Gemenge gemaach hat, wéi mer un den Ofbau vun der Gewerbesteier gaange sinn. Do huet et geheescht, dass wann et zu engem Abroch bei de Gemengesteiere géif kommen, ouni dass et zu engem Abroch bei de Statsfinanze géif kommen, dass d'Gemenge kënnte mat Kompensatioune rechnen. Esou wéi mer de Statsminister verstanen hunn, ass fir 2004 bei de Statsfinanze keen Abroch deen op eis wäert zoukommen. Bei de Gemengefinanze gesäit dat liicht anescht aus.

An deen zweeten Accord, dee mir mat der Regierung getraff hunn, ass dee vun der Asetzung vun engem Conseil supérieur des finances communales, dee schafft. D'Analyse si gemaach, mä wann ee gesäit wéi déi Aarbechte viruginn, muss ee sech seriö Gedanke maachen. A wa mir et net fäerdeg bréngen, fir an dësem Joer zu engem Ofschloss ze kommen, da musse mer eis iwwerleeë fir eng Iwwergankssolutioun ze fannen, wann dat wierklech antrëtt wat de Finanzminister ugekënnegt huet, well ech wëll drop hiweisen, dass wann eis Gemenge sengerliewen de Schnapp kréien, da kréien eis Kleng- a Mëttelbetriber ganz séier glaichzäiteg den Houscht - eng Longenentzündung ass och net falsch -, well déi hänke ganz staark vun deenen Opträg of, déi d'Gemengen hinne ginn. An et wär katastrophal fir eis Ekonomie, wann d'Gemengen, déi mat engem Réckgank vun hiren Einnahme konfrontéiert sinn, déi eng oder aner Projete missten zréckstellen.

Ech wëll Iech just soen, dass op enger Rei vu Plazen, et brauch een nëmmen d'Gemengerotsberichter vun deene leschte Méint ze liesen, doriwwer haart nogeduecht gëtt, bei enger ganzer Rei vun anere Gemengen, Gott sei Dank net, och net bei enger Rei vun deenen, déi hei sëtzen. Mä ech wëll mam Fanger dorop weisen, dass mer dat net einfach esou offäerdegen, wéi eenzel Ministeren dat maachen, andeem se soen, d'Gemenge schwamme jo am Geld. Dir wësst net wat Der mat deene Sue sollt maachen. Dir geheit se zur Fënster eraus. Ech fannen net, dass dat déi richteg Approche ass, an dat zeugt vun enger profunder Netkenntnis vun der Situatioun an de Gemengen.

Dofir, mir sinn och déi lescht, de Gemengesecteur, déi eis striewen, fir gläichwäerteg oder besser Equiliberen ze fannen, doduerch dass mer iwwert d'Netofschafung vun der Gewerbesteier, mä nei Sources de finances nodenken, déi awer, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, net dofir geduecht sinn, fir eis mat Mindereinnahmen ze vertréischten, mä déi am Contraire méi Stabilitéit bréngen, ouni dass se d'Element vun der ekonomescher Aktivitéit an de Gemengen découragéieren.

Mir stellen eis zum Beispill vir, dass mer eng Eenegung kënnte mat der Regierung fannen, wa mer e feste Prozentsaz géife kréie par rapport zu de staatlechen Einnahmen. Ech wëll drop hiweisen, dass an deene leschten zéng Joer, wann een d'Einnahme vun de Gemenge mat deene vum Stat vergläicht, d'Einnahme vun de Gemengen nëmmen nach 23% vun deem duerstelle wat de Stat erakritt huet. Mir louchen eng Zäit wäit iwwer 25%. Et ass also eng lues Erosioun vun de Gemengefinanzen amgaangen. Ech wëll net bestreiden, dass Eenzelner nach ganz gutt dru sinn, mä dat sinn ebe just Eenzelner. De Gros vun deenen 118 Gemenge muss an der Tëschenzäit den Euro schonn zweemol ëmdréinen.

Dann dat lescht Kapitel, dat ech wollt uschneiden, dat ass d'Evolutioun vun der finanzieller Situatioun vun eise Krankekeessen. Ech war ganz frou wéi de Premier gesot huet, dass keng Bäitragserhéijunge wäerten op eis zoukommen. Dat ass positiv. Meng Fro awer, ob bei dëser Ukënnegung berücksichtegt ass, dass am Accord tëschent Regierung an engem Deel vun de Prestatairen, den Dokteren, zousätzlech Ausgaben op eis zoukommen. 6,7% wäerten d'Tariffer vun den Dokteren adaptéiert ginn. Si wäerten indexéiert ginn, wat e Coût vun 17,7 Milliounen Euro oder 708 Milliounе Frang bedéngt. Ech soen direkt am Klortext, dass déi dote Verbesserungen un d'Adress vun den Dokteren och eenzel Tarifupassungen eis Ënnerstëtzung fannen. Mä d'Aart a Weis, wéi et geschitt ass, ass awer net an der Logik vum 1992er Krankekeessegesetz. Et ass ausserhalb vun der Verhandlungsprozedur vun de Sozialpartner ofgemaach ginn, an d'Regierung huet décidéiert, dass et Verbesserunge gëtt, mä déi Verbesserunge solle vun aneren, dat heescht vun der Union des Caisses de Maladie bezuelt ginn.

Méi logesch, och an der Regierungsphilosophie, wär et, wann ech eppes décidéiere wou d'Sozialpartner net impliziéiert wären, da bezuelen ech et och, an zwar dann iwwert de Statsbudget, wat vill méi logesch wär, well da géif de Budget vun der Union des Caisses de Maladie net belaascht ginn, an da géif dee Spillraum bleiwen dee mer brauchen, fir eng Rei vun anere versprachene Verbesserungen ze realiséieren, besonnesch bei der Zännmedezin, mä och beim Progrès vun der Medezin, an ech roden Iech eng Kéier d'Nomenklatur duerchzekucken, fir erauszefanne wat fir eng medezinesch Leeschtungen nach erëm bezuelt ginn a wat fir eng net erëm bezuelt ginn, well se eisem System ze vill modern sinn.

Zum Beispill Alternativen zu chirurgeschen Agréffer iwwert de Laser ginn zum gudden Deel iwwer eis Krankekeessen net rembourséiert, wat ech franchement - an ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Krieps do mat mir d'accord ass - onsënneg fannen, well wann een net muss schneiden, ass dat ëmmer positiv, an eng ganz Rei vu preventiv medezineschen Agréffer, déi verhënneren dass ee muss schneiden, ginn och net rembourséiert, wat einfach geckeg ass, esou dass mäi Wonsch ass, dass wa mer elo eis Krankekeesse belaaschten, dass dat net op d'Käschte vun deenen noutwendege Verbesserungen däerf sinn, wou mir eis alleguerten eens sinn, dass se misste kommen.

E lescht Wuert zu der Santé. Ausser iwwert de Konflikt iwwert d'Kollektivverträg ass am Moment am Santéswiesen net vill ze héieren, an och am Spidolswiesen, wat d'Verbesserungen ugeet, héiert een net vill. An der Commission parlementaire hate mer laang Diskussiounen iwwert d'Médecine non-conventionnelle, alternativ Medezinen, wat eng ganz interessant Diskussioun ass. Ech géif mer awer éischter wënschen, dass mer iwwer akut Problemer an eiser Santé diskutéieren an iwwert déi vill Projeten, déi mer nach musse stëmmen.

D'Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären, an ech mengen ech hätt dat opgrond vun enger Rei vu Beispiller bewisen: Mir stieche matzen an engem Reformstau. An deene leschte Joren hu mer ze vill Zäit verluer. Dat nächst Joer wäert de Statsminister net méi en ähnlechen Aha-Effekt opweise kënne wéi dëst Joer. Dann ass et nämlech mëßeg fir nach 32 Projeten hei ze deponéieren, mä duerch seng Aktioun fir 32 Projeten op ee Coup hei ze deponéieren gëtt eis Aufgab eigentlech méi einfach gemaach, well mir d'nächst Joer Pièce à l'appui weise kënne wat fir Projete realiséiert a wat fir eng Projeten net realiséiert gi sinn.

(Interruption)

Här Weiler, wann Der d'Reglement net iwwert de Weekend ännere wäert, da kann ech Iech d'nächst Woch 33 oder 34 Question-parlementairë bréngen, wou ech op Projeten hiweisen, déi vun dëser Regierung net realiséiert ginn a wou d'Regierung och net drun denkt fir se ze realiséieren.

Ech soen Iech merci.

M. Lucien Weiler *(CSV).-* Maacht wat Der net kënnt loossen, Här Di Bartolomeo!

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann déi wirtschaftlech a finanziell Situatioun an doraus déi sozial Situatioun vum Lëtzebuerger Land am Mëttelpunkt vun dësem Débat steet, dann ass dat kee Wonner. Ech menge mir wëssen alleguerten, datt dat wirtschaftlecht an domat dat finanziellt Ëmfeld zënter dem leschte Joer fundamental changéiert huet. Eng vun deene passionnéierten Diskussiounen ass jo déi, ob mer an enger Rezessioun stiechen oder net.

D'Regierung seet neen an dat kann een och, wann een d'Wuesstumszuele kuckt, nach esou akzeptéieren, mä déi grouss Fro an déi spannend Fro ass: Wéi geet et weider? Wéi geet et weider, wann de Stat an d'Gemengen - mäi Virriedner ass jo elo just dorop agaangen - net méi d'Capacitéit hunn esou ze investéiere wéi dat bis elo de Fall war, an dat schéngt engem, wann een d'Situatioun realistesch kuckt, onausweichlech ze sinn. Wéi geet et weider, dat ass déi aner spannend a beängstigend Fro, wann eis Nopeschlänner an alle virop d'Bundesrepubik Däitschland riicht weider an eng schwéier Rezessioun eraschlidderen.

Finanziell gesinn, seet d'Regierung, wär eis Situatioun gutt. Dat kann een zum Deel esou stoe loossen. Am Verglach mat eisen Nopeschlänner ganz sécher jo, mä wéi mäi Fraktiounschef Gast Gibéryen gëschter scho gesot huet, gi mir elo scho méi Geld aus wéi es erakënnt, well déi Steieren, déi elo erakommen - an de Statsminister huet jo och nach vun engem positive Solde geschwat fir den Ufank vun dësem Joer -, dat si Steieren déi duerch den Décalage bedéngt nach aus Zäite komme wéi eis wirtschaftlech Situatioun besser war wéi se elo reell ass.

Dofir stellt déi grouss a beängschtegend Fro sech: Wou steiere mer an deenen nächste Joren hin? Gëtt net probéiert elo nach bis zu den nächste Wahlen d'Situatioun méi schéin duerzestelle wéi se a Wierklechkeet ass? Et kann ee sech d'Wirtschaftswunderland Däitschland als Beispill oder als Negativbeispill huelen, wou kee Mënsch sech erwaart hätt nach virun zéng oder zwanzeg Joer, datt esou e räicht Land an esou eng katastrophal finanziell Situatioun kéint erarëtschen, aus där et bal keen Entrënne méi gëtt.

Wann de Scholdendéngscht, an dat ass den Haaptproblem bei eisem Noper, ronn 37% vum Budget verschléngt, wann doduerch praktesch keng Investitiounsméiglechkeete méi bestinn, wann dat sech negativ op de Bau an op d'Handwierk auswierkt, wann doduerch de klenge Steierzueler ëmmer méi belaascht gëtt, dee säi Konsum aschränkt an domadder d'Rezessioun ëmmer weider ugedriwwe gëtt, dann ass dat en onheemlech geféierleche Mechanissem, wann e bis eng Kéier a Bewegung gesat ass. Dofir musse mer alles maachen, fir ze verhënneren dass déi Spiral hei zu Lëtzebuerg a Bewegung kënnt.

Wat hu mir bis elo gemaach? Mir hunn - an dat muss jiddfereen heibannen éierlech zouginn - vun enger exceptioneller Situatioun profitéiert iwwer all déi Joren. D'Banken an och eise berühmte Benzinstourismus hunn onheemlech vill Recettë generéiert iwwert dat eraus wat mir selwer gemengt hunn, Plus-valuen ouni Enn, awer, an dat ass e Punkt, dee muss een hei däitlech erausstellen, mir hunn eng ganz Partie grouss Infrastrukturprojeten trotzdeem iwwert d'Loi de garantie gebaut.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Wat bedeit dat? Dat bedeit, datt anerer hei am Land, Privater, dem Stat Geld léine fir Projeten ze realiséieren, mä datt de Stat sech awer engagéiert dat Geld zréckzebezuelen, just méi deier. Ech stellen dann d'Fro: Ass dat keng Statsschold, déi déi privat Entrepreneuren do an der Plaz vum Stat gemaach hunn? Ass dat net eng falsch Duerstellung vun der Situatioun a souguer e regelrechte Bedruch dobaussen um Bierger?

Konklusioun: Eis Finanzsituatioun ass net esou gutt wéi se dobaussen an den Zuelen duergestallt gëtt an d'Fro steet hannendrun: Wéi geet et weider?

Da kënnt en aneren Aspekt an d'Spill, dee wierklech net ze ënnerschätzen ass. Mir hu mat Ofstand, Här President, dat war dëser Deeg an enger ganz bemierkenswäerter Artikelserie am Lëtzebuerger Wort vum Här Kunitzki ze liesen, déi héchste Gehälter a Pensiounen an der Fonction publique. Iwwer 65% vun de Lëtzebuerger schaffen entweder an der Fonction publique oder an den assimiléierte Secteuren, déi dodrun hänken.

An da muss een och gläichzäiteg nach feststellen, datt mer e gewaltege Réckstand an den Investitiounen hunn. Mir hunn déi lescht Jore vill gebaut, datt muss een unerkennen, mä mir hunn e gewaltege Réckstand an den Investitiounen - mir hunn dat jo och déi lescht Deeg ëmmer erëm a Gesetzesprojete gesinn -: am ëffentlechen Transport, ganz besonnesch am Eisebunnssecteur, an eise Schoulen, Cliniquen, sozialen Ariichtungen, administrative Gebaier, ech soen nëmme just Palais de justice a Laboratoire an esou weider, an de Kläranlagen an esou weider an esou fort. A mir wëssen, dass eis bescht Mëllechkou vun der Vergaangenheet, d'Bankeplaz, viraussiichtlech hir meeschte Mëllech ginn huet. Wat dat bedeit, dat brauch ech Iech net ze soen.

Mir sinn, Här President, op därselwechter Schinn wéi eis däitsch Noperen, just nach e gudde Krack hannendrun. Mä et geet de Bierg of. Manner Recetten op där enger Säit, ganz héich Personalkäschten op där anerer Säit, bedinge manner Investitiounen, wann een net Geld léine goe wëllt. Scholden däerf een awer nëmme maachen, wann et sech ëm eng kuerzfristeg Rezessioun handelt. Scholden däerf een net maachen, wann een an enger déiwer struktureller Kris dra stécht, wéi mir se de Moment kennen, well et ass net nëmmen e kuerzfristegt vorübergehend konjunkturellt Déif, dat mir de Moment duerchliewen.

Doraus ergëtt sech, datt een d'Brems bei den ëffentlechen Ausgaben um Niveau vun de Gehälter an de Pensioune ageheie muss. Dat ass deen alleréischte Schrëtt, dee gemaach gi muss. Et war e Feeler, datt dat 2003 net gemaach ginn ass, datt mer ouni mam Ouer ze wackelen den Accord salarial applizéiert hunn, deen ënner falsche Viraussetzungen ausgehandelt an décidéiert ginn ass. Ech erwaarde vun der Regierung, datt 2004, well et gëtt jo ëmmer méi däitlech, wou mer dru sinn, där Situatioun Rechnung gedroe gëtt.

Den Här Statsminister huet hei a senger Weisheet gesot: „D'Gehälter vun de Statsbeamte goufen ugepasst." Ech zitéieren hien hei wuertwiertlech. Ech froe mech: U wat si se dann ugepasst ginn? Un déi an de Nopeschlänner, déi vill vill méi déif si wéi hei zu Lëtzebuerg? Oder un déi am Lëtzebuerger Privatsecteur? Wann ech den Här von Kunitzki liesen, da kënnt dat bal net zoutreffen. Oder éierewéi un d'Deirecht? Mir sinn awer e Land wat den Index nach huet, folglech kann et jo och net dat gewiescht sinn. Ech muss soen, ech verstinn dee Saz vum Här Statsminister net.

Et ass awer ganz sécher en total falscht Signal un eis jonk Leit gewiescht. Dir wësst wat ech mengen. Mir lamentéieren alleguerten driwwer, dass de Mëttelstandssecteur amgaangen ass hannerzech ze goen, datt ëmmer manner jonk Leit bereet si Betriber ze grënnen, Betriber ze iwwerhuelen, de Risiko, d'Chargen an d'Belaaschtunge vum fräie Beruff op sech ze huelen. Laut enger ILReS-Ëmfro, déi rezent gemaach ginn ass, wëllen iwwer 80% vun eise jonke Leit an der Fonction publique ënnerdaach kommen a bal 90% vun hiren Eltere sinn der Meenung, hir Kanner sollten onbedéngt bei d'Fonction publique goen.

Et muss ee sech froen, ob mer dann um Mound liewen. Mir wëssen alleguerten, wann de Privatsecteur net gutt funktionéiert, datt dann näischt geet. An dofir misst et genee ëmgekéiert sinn. Et misst eigentlech an de Käpp vun eise jonke Leit d'Iddi sech etabléieren, datt et sech loune géing fir an e fräie Beruff ze goen, fir e klengen oder mëttlere Betrib ze iwwerhuelen oder souguer ze grënnen.

Tatsaach ass awer, datt trotz alle gudden Initiativen - ech si frou, dass de Mëttelstandsminister hei vis-à-vis sëtzt - a gutt gemengten Initiativen et an der Praxis anescht ausgesäit, datt d'Verwaltunge meeschtens méi blockéiere wéi datt se als Service de Mëttelständler vis-à-vis stinn.

Ech géing vläicht mat enger ganz liichter Iwwerdreiwung nëmmen hei soen: Haut misst et eigentlech esou sinn, dass wann de Mëttelständler op e Büro kënnt an hie seet hie géing gären deen an dee Projet realiséieren an esou, datt eigentlech dee vis-à-vis hannert dem Schreifdësch opstoe misst a fir d'éischt him den Hutt ofdoe misst a soe misst: Ma mir si glécklech, dass Dir eppes maacht. Wat kann ech maachen? Kann ech Iech Ären Dossier fäerdeg maachen? Mir stinn hei Dag an Nuecht op dem Posten, fir Iech ze hëllefen.

Dat ass effektiv déi Erwaardung, déi een un e Service public géing stellen. Mir wëssen awer, dass et an der Realitéit ganz anescht ausgesäit.

An ech wollt, Här President, eppes hei - ech hunn d'lescht Woch schonn dat hei zur Sprooch bruecht um Beispill vum Pei-Musée - vun deem lamentablen Dossier an nach un anere Beispiller festmaachen, wéi gutt gefouert lëtzebuergesch mëttelstänneg Betriber vun der eegener Verwaltung Steng an d'Féiss getässelt kréien. Et muss ee sech souguer d'Fro stellen, ob net souguer eng Absicht dohannert stécht fir eenzel Betriber regelrecht fäerdeg ze maachen.

Wann een d'Fakte kuckt, wann ee gesäit datt eng gutt Entreprise, déi hir Experienz a Leeschtungskraaft ënner Beweis gestallt huet an der Vergaangenheet, déi hir Steieren a Soziallaaschten ëmmer zur Zäit bezuelt huet, déi eng optimal Offer mécht, déi all Effort gemaach huet fir dee beschtméiglechste Produit ze offréieren, écartéiert gëtt, systematesch all Tricken ugewannt gi fir déi Entreprise ze écartéieren zu Gonschte vun enger auslännescher Firma, déi bilanzméisseg praktesch Faillite ass, well hir kumuléiert Pertë méi grouss si wéi hire Capital social. Ech hu mer soe gelooss vu Leit, déi sech besser dran auskennen, dass esou eng Entreprise hei zu Lëtzebuerg scho misst zougemaach gi sinn.

M. le Président.- Här Mehlen, d'Madame Minister géif dozou gären eppes soen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, wann et net op meng Zäit ugerechent gëtt.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här Mehlen, déi Firma vun där Dir schwätzt hat den Zouschlag. Ech ginn net midd dat ze widderhuelen. Wann déi Firma dat, wat se ugebueden huet, hätt kënne liwweren, da wieren d'Steng scho laang um Musée.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir kënnen eis elo net am Detail driwwer ënnerhalen. Dir wësst ganz genee, datt déi Firma sech…

(Interruption)

Neen. Här Strotz, mir kënnen eis roueg eng Kéier am Detail driwwer ënnerhalen.

Déi Firma huet en anert Produkt offréiert wat genausou gutt war, wat ënner Ëmstänn nach besser war. Well se als Sous-traitant opgetratt sinn, déi Sogépierre, wär et méiglech gewiescht, mä Dir hutt dat net gewollt, Madame Minister. Dir sidd där Solutioun, déi sech ugebueden huet, aus de Féiss gaang. Dir wësst ganz genau, datt déi Firma vun där mir schwätzen e schrëftlechen Engagement hat, dass se dee Produit geliwwert krit, an datt d'Carrière sech net dodru gehalen huet. Trotzdeem stinn haut Bléck do, wou den „LU" grouss drop steet, wou kee Mënsch weess wat sech do hannendru verstoppt.

Dat heiten ass een Aspekt.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Dass déi Firma op der ganzer Linn hire Prozess verluer huet, da sot dat och.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Bei deem éischten, deen hei zu Lëtzebuerg um Verwaltungsgeriicht gefouert ginn ass, do huet och d'Verwaltung verluer. An deen nächste verléiert Der och.

Ech komme bei eng aner Affär, Här President, déi déiselwecht Firma betrëfft, mä dat ass awer elo net vu Wichtegkeet. Den Här Landwirtschaftsminister ass hei an hie weess vu wat ech schwätzen. Et betrëfft de Remembrement, wou déiselwecht Firma, obschonns se zu Onrecht écartéiert ginn ass, well si huet um Tribunal administratif, bei der Cour administrative a bei der Cour d'appel Recht kritt, an trotzdeem gëtt elo erëm probéiert…

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Wuerfir huet si da Recht kritt? Wéinst engem Formfeeler huet se Recht kritt. Dofir huet se Recht kritt.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat wat d'Geriicht ou gefuerdert huet: Wuerfir leet déi Verwaltung d'Dokumenter net op den Dësch? Hei gëtt jo nëmme mat verdeckte Kaarte gespillt. Et gëtt probéiert eng Entreprise, déi ëmmer hiren Obligatioune vis-à-vis vum Lëtzebuerger Stat nokomm ass, futti ze maachen. An da schwätzt Dir hei vun enger gesonder Mëttelstandspolitik.

En drëtte Facteur, eng drëtt Affär betrëfft den Ëmweltministère. Erëm eng Kéier…

(Interruption)

…- jo, Här Strotz - um Geriicht, um Tribunal administratif a bei der Cour d'appel op zwou Instanze gewonnen, Condamnatioun um Civil fir 42 Millioune Schuedensersatz ze bezuelen, an d'Regierung refuséiert fir ze bezuelen.

Et muss ee sech froe wat hei am Land a verschiddene Verwaltunge lass ass, wann esou eng Haltung vis-à-vis vu Lëtzebuerger Entreprisen ageholl gëtt an op där anerer Säit eng Entreprise, déi, wéi gesot, faktesch Faillite ass, well d'Pertes reportées méi héich si wéi de Capital social, mat alle Mëttelen héich gehale gëtt. Elo ass och nach de Seuil, wou den Zouschlag hätt kënne komme fir déi Lëtzebuerger Entreprise, willkürlech eropgesat gi fir se ze écartéieren. Wéi ass esou eppes mënschméiglech?

Här President, et muss ee sech do d'Fro stellen, wéisou dass et méiglech ass, datt de Stat mat de Gelder vum Steierzueler ka Prozesser a Prozesser féieren a sech iwwer Uerteeler kann ewechsetzen.

Ech kommen nach op eng aner Affär ze schwätzen, an do stellt sech d'Fro a wat fir engem Rechtsstat mer liewen. Dat ass d'Affär vun de GSM-Antennen zu Bäerdref. Och do gëtt et zwee Urteeler, éischt Instanz, zweet Instanz, 1,5 Joer schonn, mä et geschitt einfach näischt. Hei ginn Uerteeler vun de Geriichter gesprach, déi net exécutéiert ginn. An da lamentéiere mer hei iwwert de Fonctionnement vun de Geriichter. Mir sollen emol kucke wéi d'Uerteeler an der Praxis exécutéiert ginn.

Här President, ech wollt nach just soen - ech halen dann och op -, well d'Regierung wëllt jo erëm eng Kéier eng Mëttelstandsoffensiv starten: Et wär gutt wann emol an der richteger Approche vis-à-vis vun de Betriber géing gehandelt ginn, wann de Stat sech géing korrekt behuelen, wann eng positiv Astellung do wär fir ze hëllefe wou et nëmme geet a wou et néideg ass, an net Schikanen a Paperassen ouni Enn opzebauen a virun allem eng Besoldungspolitik ze maachen, déi net à concurrence déloyale zum Privatsecteur stoen däerf.

Ech soen Iech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech net direkt an d'Debatten zur Lag vun der Natioun agräifen. Wéi awer an deem Kontext hei déi Motioun vum Här Strotz an och déi vum Här Scheuer erakomm sinn, ware mer als Gréng awer iwwerzeegt, dass mer éischtens hei reagéieren an interveniéiere missten op déi Motiounen a mir hunn och selwer am Kontext vun dësen Debatten eng aner Motioun abruecht. Ech wëll dann dozou Stellung huelen, well dee Phenomeen mat deem mir eis an deem dote Kontext beschäftegen dann awer erëm vläicht méi mat der Lag vun der Natioun ze dinn huet wéi ee vläicht op deen éischte Moment menge kéint.

Här President, mir waren als Gréng der Meenung, dass mer misste reagéieren op dat wat d'lescht Woch an dës Woch an deem Kontext ofgelaf ass, well mer der Meenung sinn dass dat wat hei vum Här Strotz ugekierbt ginn ass am Kontext mat där Motioun wierklech eng Zort vu Populismus ass, dee bal net méi ze iwwerbidden ass.

Populismus an deem Sënn, dass hei probéiert gëtt ze maache wéi wann ee mat ganz einfache Mëttele kéint ganz komplex Problemer léisen. Populismus an deem Sënn, dass hei d'Wieler an d'Wielerinne virgegaukelt kréien hire Problem kéint geléist ginn, déi responsabel Leit, déi awer dës Motiounen erabréngen, vu virera wëssen, dass dat wat se hei virschloen iwwerhaapt net zur Léisung vu deem Problem wäert bäidroen, mä héchstens dovu wäert oflenken.

Populismus och an deem Sënn, dass een an enger Motioun dat eent an de Géigendeel vun deemselwechte freet, a wann een déi nei Motioun liest, déi den Här Strotz erabruecht huet, da gëtt deen dote Paradox nach vill méi kloer wéi an där éischter Motioun, well dann an der Tëschenzäit eng Rei aner Leit dofir gesuergt hunn, dass zumindest e ganz bësse vun de Nuisancë vun där Tankstell geschwat gëtt, mä et kann een awer net esou eng Tankstell bauen an esou maache wéi wa se keng Nuisancen a keng Auswierkungen hätt.

Ze maache wéi wann eng Tankstell, Här President, op der Saarstrooss de Problem zu Schengen, zu Mondorf oder an aneren Uertschaften am Oste géing léisen, dat ass an eisen Ae wierklech pure Populismus.

Här President, ech hat geduecht den Här Strotz an och aner Leit aus dem Oste géingen hire Bezierk wierklech besser kennen, well wa se e géinge besser kennen, da wéisste se jo dass d'Tankstell op der Tréierer Autobunn awer och näischt, awer och guer näischt dozou bäigedroen huet, dass d'Situatioun besonnesch de Weekend zu Waasserbëlleg am Kontext Tanktourismus besser gi wär.

(Interruption)

Här Strotz, da sidd dach einfach éierlech!

(Interruption)

Ech kommen nach dozou, Här Gibéryen. Passt op wat Dir sot! Ech weess net wéi Dir an der Geographie doheem sidd. Komescherweis ass d'Gemeng Biekerech och eng Grenzgemeng, mä si huet awer de Problem Tanktourismus e bësse besser am Grëff wéi verschidden anerer.

(Hilarité)

Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bei Iech fuere keng 2.000 Camionen derduerch.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech kommen nach ganz genau dozou.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat wär glafwierdeg wa kee vun deene Gréng méi géif mat engem Auto fueren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Oh, dat ass jo lächerlech. Här Gibéryen, dat doten ass jo awer vun engem Niveau, dat doten ass wierklech nach e bësse méi populistesch wéi dat wat den Här Strotz hei gemaach huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir gitt och gären tanken, mä déi aner däerfen net tanke goen.

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, wien huet d'Wuert hei, den Här Gibéryen oder ech? Wien huet et?

M. le Président.- Ech géif Iech alleguerte bieden, souwuel den Orateur wéi déi aner Parlamentarier heibannen, sech ëmmer un d'Chamber ze wennen an net een direkt mat deem aneren ze schwätzen. Wann ech glift, wann ee wëllt eng Interventioun maachen, wennt Iech un d'Chamber! Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech behaapten hei, an dat ka jiddfereen op der Plaz vérifiéieren: De Bau vun der Tankstell op der Tréierer Autobunn huet guer näischt zur Liewensqualitéit fir Waasserbëlleg selwer bäigedroen. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genausou wäert et och zu Schengen sinn an esou wäert et zu Mondorf sinn.

(Interruptions)

Här President, ech verstinn déi Leit an deenen Uertschaften, déi besonnesch de Weekend mat der ganzer Belaaschtung do konfrontéiert sinn, mä et muss een awer och, wann een d'Analys vun der ganzer Situatioun mécht, ganz kloer an däitlech soen, dass e gudden Deel vun deem Problem hausgemaach ass.

Et huet kee Mënsch déi eenzel Gemengen do forcéiert siwen, aacht,

néng, zéng, eelef, zwielef Tankstellen unzehuelen. An, Här Gibéryen, da sinn ech um Punkt, deen ech éinescht ugeschwat hunn. Bekanntlecherweis läit och d'Gemeng Biekerech op der Grenz an ass selbstverständlech wéi aner Grenzgemenge mam Problem vum Tanktourismus konfrontéiert ginn. An ech mengen eng Stad Arel als Hannerland ass mindestens esou vill wäert wéi eng Rei Uertschaften aus dem Saarland.

A mir hunn och véier Tankstellen zu Uewerpallen op der Grenz, mä ech kann Iech soen, Här President, do ware Gemenge verantwortlech, déi mat Zäit gesinn hunn zu wat dee Phenomeen Tanktourismus géing féieren, an déi dofir gesuergt hunn dass, wéi déi fënneft Demande komm ass vun enger Firma, se déi juristesch Moyenen am Grapp haten, dass se déi fënneft Tankstell konnte refuséieren. Deemools war nach de Statsrot responsabel, dass mer bis op de Statsrot dee Prozess géint déi Firma gewonnen hunn.

An ech kann Iech soen, Här Gibéryen, de Moment leeft e Kommodo-Verfahre vun der Shell, fir se net ze nennen, fir déi bestehend Tankstell ze vergréisseren. De Schäfferot huet refuséiert eng Vergréisserung vun der Tankstell ze akzeptéieren, e war just d'accord mat enger Moderniséierung. An och do si mer mat der Ëmweltverwaltung eens ginn a mir hunn eis déi juristesch Moyene ginn, dass déi Tankstell net vergréissert gëtt, well mer mengen dass véier Tankstelle méi wéi duer ginn, an dass mer ganz gären op zousätzlech Gewerbesteieren, wann der iwwerhaapt sollte kommen, verzichten, fir d'Liewensqualitéit an eisen Uertschaften ze erhalen. An dofir soen ech, de Phenomeen zu Schengen an zu Mondorf, a wou och ëmmer, ass e gudden Deel hausgemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir hate 15 Tankstellen, mir hunn der nach just siwen!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Kee Mënsch forcéiert déi jeeweileg Gemengen, esou vill Tankstelle bei sech ze akzeptéieren.

A wa mer wëllen déi negativ Auswierkunge vum Tanktourismus an de Griff kréien, da sécherlech net andeem mer ëmmer erëm nei Tankstelle bauen, mä dass mer eng Kéier fundamental dëse Phenomeen ugïnn an iwwert d'Problematik diskutéieren. Dir kënnt eis op jidde Fall net virwerfen, dass mir dat net scho laang Zäit maachen. Ech hunn am Oktober 2001 eng Motioun erabruecht. Et ass déiselwecht, déi ech haut nach eng Kéier erabruecht hunn, wou mer gesot hunn dass mer missten oppassen, wéi mer mat deem Phenomeen géingen ëmgoen. Mir hunn deemools am Oktober 2001 net méi an net manner gefuerdert, wéi dass mer géingen eng seriö Etüd maachen, wou mir eng Kéier d'Virdeeler an d'Nodeeler vun deem ganze Phenomeen géingen analyséieren, souwuel am Ëmweltberäich wéi och am wirtschaftleche Beräich.

An de Clou vun där ganzer Saach mat där Motioun ass jo, dass mer eigentlech an der Ëmweltkommissioun eis scho bal eens waren, dass déi Motioun sënnvoll wär an dass mer géingen déi staatlech Stelle beoptragen dës Etüd ze maachen, an dunn, Här President, huet deeselwechten Här, dee virun e puer Deeg eng Motioun zur Tankstell erabruecht huet, et fäerdeg bruecht dës Motioun an der Kommissioun vun de Bâtiments publics ze boykottéieren. Si ass duerno an den Tiräng iergendwou verschwonn an dofir bréngen ech se haut nach eng Kéier.

Här President, hätte mer deemools am Oktober 2001…

(Interruption)

Dir hutt mech genuch ënnerbrach, Här Strotz. Ech gesinn net an firwat dass Dir hei nach eng Kéier sollt schwätzen.

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- An déi aner, déi an d'Travaux-publics-Kommissioun gaangen ass, déi ass do mat grousser Majoritéit ofgeleent ginn.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat hunn ech elo grad gesot. Dir hutt dofir gesuergt, dass se an der Bautekommissioun blockéiert ginn ass, während mer an der Ëmweltkommissioun eis eens waren, dass esou eng Etüd an allen Hisiichte sënnvoll wär.

(Interruption)

Här President, et mécht elo kee Sënn. Mir misste schonn d'Procès-verbauxe vun deenen eenzelne Sitzungen erbäibréngen.

M. le Président.- Dir hutt nach 30 Minutten Zäit fir bei de Motiounen drop zréck ze kommen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wär awer frou, wann den Här Strotz mech net permanent géing ënnerbriechen. Dat erënnert mech e bëssen un dat Sprachwuert, wann ee mat engem Steen an e Koup Hënn gehäit, da jäitzt normalerweis deen, deen ee getraff huet.

Et gëtt an der Tëschenzäit ëmmer méi wichteg, dass mer eis mat deem Phenomeen do beschäftegen. Firwat?

Ech hunn heiansdo dat Gefill, wéi wann eng Rei Leit an der Chamber géinge mengen, dat wat dës Regierung zu Kyoto ënnerschriwwen huet, dat wär eng allgemeng Absichtserklärung. Et gëtt awer ëmmer méi kloer, dass Kyoto ganz konkret Reduktiounsziler festgehalen huet, an et sinn net nëmme konkret Ziler festgehale ginn, et sinn och konkret Datume festgehale ginn. An déi Datume kommen ëmmer méi no, an den Instrumentarium, fir dës Ziler och anzehalen, gëtt ëmmer méi konkret. Et ass genau an deem Kontext wou den Tanktourismus eis riskéiert eng Kéier op de Kapp ze falen.

Et ass schued, Här President, dass den Här Strotz als Member vun der Ëmweltkommissioun et net derwäert fonnt huet de 5. Mee op e ganz spannenden an interessante Séminaire an d'Chambre des Métiers ze kommen, dee vum Ëmweltministère organiséiert war, well wann e vläicht do gewiescht wär, hätt e vläicht e bësse méi gezéckt fir seng Motioun anzebréngen. Firwat? Well de 5. Mee ass an der Chambre des Métiers e ganze Mëtten diskutéiert ginn iwwer eng nei EU-Direktiv am Kontext vum Kyoto-Protokoll fir den Emission-trading, also den Handel mat Zertifikater fir d'CO_2-Emissioune kënnen ze maachen, fir déi hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Déi Direktiv, déi muss zu Lëtzebuerg ëmgesat gi wéi iwwerall bis Enn 2003.

Ëm wat geet et an där Direktiv? Et mussen an enger éischter Phas eng Rei Betriber CO_2-Zertifikater kréien, wéi vill Tonnen CO_2 se däerfen émettéieren. Dat sinn anscheinend hei zu Lëtzebuerg an déi 20 Betriber. An enger éischter Phas sinn dës Zertifikater gratis. An enger zweeter Phas wäert en Deel versteet ginn. Mä, an do si mer um springende Punkt, d'Regierung muss parallell zu der Ëmsetzung vun dëser Direktiv e Plang festleeën an haut schonn definéieren, wéi d'CO_2-Emissiounen am Zäitraum 2008, 2012 op déi jeeweileg Secteure verdeelt wäerte ginn. Also ganz kloer: Wéi vill Millioune Tonnen CO_2 däerf de Verkéierssecteur 2008, 2012 émettéieren? Wéi vill den industrielle Secteur? A wéi vill d'Haushalter?

An deem Séminaire ass ganz kloer eraus komm, dass wa mer Schwieregkeeten hunn, an déi hu mer, dat huet ee jo duerch eng Rei Aussoen esou wuel vum Statsminister wéi vum Ëmweltminister schonn héieren, déi minus 28% anzehalen, dass dat virun allem duerch de Phenomeen Tanktourismus ass.

Wat hei geschitt, dat ass dass mer amgaang sinn, duerch den Ausbau vun deem Tanktourismus, déi industriell Entwécklung vu Lëtzebuerg ze handicapéieren. An dat hunn net déi Gréng erfonnt, dat kënnt Dir och schonn noliesen an Avisë vun der Chambre de Commerce oder der FEDIL. D'FEDIL war ganz gutt vertrueden op deem Séminaire, well se wësse wat um Spill steet. Si hu gewarnt dervir an hu gesot, mir missten eis ganz seriö mam Phenomeen Tanktourismus beschäftegen, well et wär en Handicap fir hir industriell Diversifikatioun.

An et ass awer evident, Här President, sou wéi all nei Strooss neie Verkéier unzitt, zitt och all nei Tankstell neien Tanktourismus un, an dofir fanne mir et wierklech onverantwortlech an deem heite Kontext an ouni déi Etüd, déi mir zënter anerhalwem Joer verlaangen, hei elo déi Motioun vum Här Strotz ze verabschieden. Mir plädéiere wierklech derfir, fir déi elo net ze verabschieden, an eis Motioun unzehuelen an déi Etüd esou séier wéi méiglech an Optrag ze ginn, fir dann, wa mer d'Chiffren um Dësch leien hunn, wéinstens en connaissance de cause driwwer ze diskutéieren an och vläicht ze décidéieren, ob déi Tankstell éischtens gebraucht gëtt, an zweetens ob se sënnvoll ass. Bis dohin ass och d'Saarstrooss schonn eng Zäitchen a Betrib an da kënne mer jo gesinn, ob dat alles antrëtt, wat hei gewësse Leit wéi den Däiwel un d'Wand molen.

Mir fannen dat, wat hei amgaang ass ze geschéien, onverantwortlech. Dat do ass wierklech net nohalteg an ass genau de Géigendeel vun deem, wat de Statsminister gesot huet, dass mer missten oppassen dass mer d'Zukunft net mat Décisioune vun haut hypothekéieren. Déi Tankstell ass genau eng vun deene falschen Décisiounen, déi dës Majoritéit wäert huelen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Domadder ass eis Riednerlëscht erschöpft, an ech hunn de Plëséier den Här Statsminister ze biede Stellung ze huelen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Erklärung zur Lag vun der Natioun huet Traditioun, an Traditioun huet och d'Reaktioun op d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun. Déi eng fanne se fad a schwaach. Déi aner fanne se säfteg a kräfteg.

Esou hunn ech meng Ried de leschten Dënschdeg ugefaangen, an nodeem ech dee Saz widderholl hunn, kéint ech mech eigentlech elo direkt erëm sëtze goen, well genau esou ass et gaangen. Et ass just déi débordant Léift fir den Här Mars Di Bartolomeo déi mech zu engem leschten Effort hei inspiréiert, fir him ze soen, dass dat, wat hien an déi meescht vu senge Parteikolleegen hei gesot hunn, eigentlech dem Usproch vun där Debatt hei nëmmen annähernd gerecht gëtt, well wann d'Übung soll doranner bestoen, net fir ze weise wie Recht a wien Onrecht hat, mä fir sech an enger Ried esou auszedrécken, dass een d'nächst Joer ka beweisen ob een dëst Joer Recht oder Onrecht hat, dann ass et esou, wann ech den Exercice fir d'nächst Joer a senger Dürftegkeet vergläiche mat deem wat d'lescht Joer an dësen Debatten ze vill gesot ginn ass, dass een, wier ee Sozialist, déi Übung selbstverständlech tunlichst géif vermeiden.

(Interruption)

Dat war ee Schachtelsaz, jo. Ech kann en och net widderhuelen.

(Hilarité)

Dir hutt awer gutt verstanen, wat gemengt war. Ech hu gemierkt, all Kéiers wann Dir just d'Form kritiséiert, Iech mat der Grammatik beschäftegt a mam Vocabulaire, dann ass et well Der zum Fong eigentlech näischt direkt auszedrécken hutt. Back to basics. Déi, déi nach dovu profitéiert hunn, déi hu Gefalen drun, u Sproochbiller.

Och huet mech gewonnert an dëser Debatt, mä eigentlech huet et mech net gewonnert, well ech liesen opmierksam wat d'Sozialiste kloer iwwerschreiwen, a si schreiwe vill a si schreiwen ze vill, wéi d'Besichtegung vun deem Geschriwwene ganz dacks weist, mat wat fir enger Todesverachtung sech hei op déi mangelnd Wäitsiicht vun der Regierung an ekonomeschen a finanzielle Froe gestierzt gëtt.

Den Här Gibéryen, deen och an eng autobiographesch Fal gefall war, ass och mat op deen Trip do gaangen. Do wëll ech drun erënneren, dass et richteg ass, dass ech méi wéi eemol, eigentlech 20 Joer laang, hei an de Rieden zum Budget oder an de Rieden zur Lag vun der Natioun, wéi ech déi bis ze halen hat, regelméisseg beschriwwen hu wat de Statec mengt iwwert dat wat ass, an iwwert dat wat kënnt, wat d'Servicer vun der europäescher Kommissioun schreiwen iwwert dat wat ass, oder dat wat kënnt, wat den internationale Währungsfong, wat d'OECD a wat déi grouss europäesch Wirtschaftsinstituter zu där Saach soen.

A wann eng Regierung hir Finanzpolitik plangt, hire Budget opstellt, sech probéiert virzestelle wat kann dann elo geschéien, da mécht all Regierung dat wat och d'Nopeschregierunge maachen, si hält sech grosso modo, à moins dass se eescht Indikatiounen dofir huet dass dat alles falsch ass wat déi Leit do schreiwen, un dat wat do als Basishypotheese fir Wuessen a Wäerde vun der europäescher an domadder vun der nationaler Ekonomie fir déi nächst ee bis zwee Joer an d'Haus steet. Dat hu mer gemaach. Ech kann domat liewen, dass ee mer seet, dat wier falsch gewiescht, mä ech kënnt nach besser domat liewe wann een d'Korrektheet hätt fir ze soen, dass all Mënsch eppes Falsches opgeschriwwen huet, oder dass d'Regierung um Enn sech um falsche Basismaterial inspiréiert huet.

(Interruption)

Jo, ech sinn elo bléckméisseg mat dem Här Gibéryen beschäftegt. Bei Iech kommen ech och nach, mat méi engem doucë Bléck zwar, mä ëmmerhin.

Et gëtt keng Regierung an der Europäescher Unioun, jo weltwäit, déi de Budget 2002 an de Budget 2003 esou opgestallt huet, dass e géif automatesch an d'Konsequenzlandschaft passen, déi sech aus der Konjunkturlandschaft ergëtt, déi mer vum Summer vum leschte Joer u kritt hunn. Well kee wousst, an Dir kënnt och keng Stëmm zitéieren, déi dat geschriwwen huet d'lescht Joer am Mäerz, Abrëll, dass d'Reprise vun der weltwäiter a vun der europäescher Ekonomie géif bis an d'zweet Halschent vum Joer 2003 fir unzefänken.

Am Géigendeel, ech hu Stëmmen zitéiert, déi déi Reprise vun der europäescher Ekonomie a vun der Weltwirtschaft a vum Welthandel virun allem, fir vill méi fréi, nämlech fir d'zweet Halschent vum leschte Joer, viraus gesot hunn. Ech seet all Mënsch, et ass fir d'zweet Halschent vun dësem Joer. Virsichteg gi sinn ech, an ergo hunn ech déi Stëmmen emol iwwerhaapt net méi zitéiert, fir dass den Här Gibéryen mer se d'nächst Joer net kënnt falsch zitéieren andeem en d'Autorenschaft fir déi Etüde systematesch verkennt an op de Kapp stellt.

Mir gi wuel, wéi sämtlech Finanzministeren an der Europäescher Unioun, dovun aus, dass mer an den Ufank vun der konjunktureller Reprise am zweete Semester vum Joer 2003 eraginn, mengen awer, dass dat Unzéie vun der Konjunktur net esou zolidd ass, dass sech doraus wesentlech aner Donnéeë fir dat ekonomescht Gesamtwuesstum vum Kontinent an och fir déi lëtzebuergesch Parzell vum Wuesstum sech géifen erginn. Ergo menge mer, dass eng virsichteg Aschätzung an eng virsichteg Praxis bei der Ausgabepolitik fir dat lafend Joer a fir dat nächst Joer ugesot wär.

Déi Budgetsprévisiounen, déi mer gemaach hunn, si selbstverständlech net esou agetratt wéi mer dat gemengt haten. Mä si sinn awer och net esou agetratt wéi anerer eis et virausgesot haten, e wäitsichtegen Deel vun der Lëtzebuerger Wëssenschaft a Froe vu Budgets-, Finanz- a Fiskalpolitik. Am Hierscht d'lescht Joer ass eis virausgesot ginn, nodeem mer gesot hate wou mer dru wieren, de Budget vum Joer 2002 géif mat engem Defizit ofschléissen. De Budget vum Joer 2002 schléisst net mat engem Defizit of, e schléisst mat engem Boni vu 60 Milliounen Euro of.

An den Här Gibéryen plus anerer, den Här Jeannot Krecké och, hu mer erkläert firwat dass dat esou ass. Déi hunn hei déi Erklärunge widderholl, déi och d'Regierung an hir Beamteschaft an den zoustännege Chamberskommissioune ginn hunn an déi de Budgets- a Finanzminister itérativement virun der Lëtzebuerger Öffentlechkeet exposéiert huet, nämlech dass mer an de leschte Joren esouwuel Reserven ugeluecht hu wat déi öffentlech Ausgabestänn an Ausgabennoutwendegkeeten ubelaangt, wéi och Reservë sech tasséiere gelooss hu wat déi öffentlech Einnahmen ubelaangt.

Dat war kee Geheimnis. Nei ass just dass haut kritiséiert gëtt, dass mer dat elo maachen, während an deene leschte Joren op bal alle Bänken hei am Land kritiséiert ginn ass, dass mer ugefaangen hunn déi Politik ze maachen, fir déi Sue kënnen ze huele wa mer an dësem Moment keng Sue méi hätten. Ech gesi mech dach nach hei schweisstriefend iwwer laang Jore stoen, erkläre Reservë misst e klenge Stat wéi Lëtzebuerg hunn, well mir wiere keng Konjunkturlokomotiv an Europa. Mir wieren auf Gedei und Verderben drop ugewisen op eiser Visitekaart stoen ze hunn, dass eis Finanzreservë sech op engem ganz héijen Niveau belafen. Ech gesi mech nach jorelaang hei stoen, vernannt ze gi Schëmmel a Bless, dass mer d'Steiere schonn erëm eng Kéier - ech hunn et iwwerlieft, Här Gibéryen - ze niddreg ageschat haten, dass mer géife probéiere systematesch d'Sue laanscht d'Chamber a laanscht d'Öffentlechkeet ze féieren.

Ech héieren dat hei kloer 1999, 2000, wou gejaut ginn ass no enger Steierreform, wou jiddereen heibanne gesot huet, de Lëtzebuerger Stat an d'Regierung schwammen am Geld, wou gesot ginn ass, wann ee geäntwert huet, ma déi Suen, déi brauche mer och fir déi Investissementer ze bezuelen, déi mer an deenen nächste Jore musse bezuelen. Dat si keng Reservë fir egal wat ze maachen, dat si Reserven déi eigentlech scho prêt à quasi intégral affektéiert sinn, du sinn déi Explikatiounen net gegleeft ginn.

Ech kommen net derlaanscht drun ze erënneren, dass ech, ier mer de Budget vum leschte Joer opgestallt hunn, am Mee, Juni, Juli 2002 gewarnt hunn, dass de Wuesstum zu Lëtzebuerg sech eng Kéier géif an eng aner Richtung fortmaachen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. Du hunn ech gesot kritt, ech géif de klenge Leit näischt vergonnen, du hunn ech gesot kritt, ech géif Schwaarzmolerei maa-

chen. Dunn ass vu falsche Propheten a vun aneren hellegen an onhellege Figuren, déi an d'Politallegorie Agank fonnt hunn, geschwat ginn.

Wéi ass et da komm? Et ass esou komm wéi ech gefäert hunn dass et kënnt kommen, ouni dass ech wosst dass et mat Sécherheet géif esou kommen. Wéi ech gesot hunn, wéi mer ugefaangen hu mam Budget 2003, op enger Pressekonferenz am Juli vum leschte Joer, de Budgetsminister wier schlecht drun an de Budget misst wierklech ferm ënner Kontroll gesat ginn, mir géifen an en Enkpass riskéieren am Joer 2003 ze kommen, dunn ass mer an de Publikatioune vun der sozialistescher Aarbechterpartei an déi, déi hinnen nostinn, duerch e Member vun der sozialistescher Partei entgéint gehale ginn, ech géif „latente Rezessiounsängste schüren", an dat wier och net schwéier, well et wier jo dee Börsekrach ginn, an dofir géif d'Regierung probéieren elo de Leit Angscht ze maache mat der Wirtschaftssituatioun, déi guer net esou schlecht wier, wéi mer se fir d'Joer 2002 an 2003 géife viraussoen. Mir géifen eis beméien de Wuesstum negativ duerzestellen, just well eise Wuesstum elo e bësse méi niddreg géif gi wéi en an deene leschte Jore war.

„Plötzlich knausern sie, unsere Minister, die niemandem etwas gönnen." Dat ass geschriwwe ginn, dräi Deeg ier mer de Budget ugefaangen hunn, an dräi Deeg nodeem mer de Budget fäerdeg haten ass an därselwechter Zeitung geschriwwe ginn, erëm eng Kéier wären d'Steiereinnahme vum Finanzminister systematesch ënnerschat ginn. En hätt also net wäit genuch gesinn am Positiven, e war ze vill kuerzsichteg, well en ze vill realistesch bei der Aschätzung vun de Statseinnahme fir d'Joer 2003 war.

Dofir soll een, wann een hei esou quietschfidel kënnt a sech fir de geballte Sachverstand vun der Weltekonomie dohinner stellt, an hei eng Wirtschaftsoper séngt, an d'Regierung ausgesäit wéi d'Wiener Sängerknaben, déi nach net am Stëmmbroch sinn an nach net géife wësse wat an der Welt lass ass, sech e bësse mat deem beschäftege wat een, et ass nach kee Joer hier, zu all deene Virgäng do geschriwwen huet, an dat war net esou dass dat vun esou enger héichrangeger musikalescher Qualitéit war, dass ech dat eigentlech dauerhaft wëllt nolauschteren, ouni emol eng Kéier op déi Partituren ze verweisen, déi hei nach virun engem Joer an dësem Haus an deene Publikatiounen, op déi ech hei Referenz huelen, virgedroe gi sinn.

Keen aneren an Europa, ech maache jo guer kee Gedeessems domat, mä keng aner Regierung an Europa huet sech net geiert. Mä keng aner Regierung, awer wierklech keng, a si si jo net alleguer esou reaktionär konservativ biergerlech gefouert wéi Lëtzebuerg, och déi, déi den Driff an hire Programmer stoen hunn, do huet kee säi Budget opkritt fir d'Joer 2002, well d'Zuelen nämlech esou sinn dass se keng Reserven aus der Vergaangenheet haten, well d'Zuelen esou sinn dass se hir Reservefongen net opgestockt haten, well se d'Situatioun hunn dass se méi Sue mussen ausgi fir d'Bezuele vun der Schold wéi fir d'Investissementer fir dat nächst Joer. Mir hunn eis Investissementer vun zwee op dräi Joer, 2002 an 2003, ëm 30% gehéicht. Aner Staten hu se ëm 30% gekierzt, an hunn domat d'Ressorte gebrach vun de Wuesstumskräften, wa se erëm eng Kéier an Usproch musse geholl ginn, déi an deenen nächste Jore weider Croissance a weider Gerechtegkeet solle generéieren.

Wa mer déi Politik an de vergaangene Joren net gemaach hätten, an ech froe mech firwat dass d'Leit sech eigentlech net op d'Gemeinsamkeete besënnen, wou se sech eigentlech mat Gemeinsamkeete kënne bretzen, dass mer Fouss bei Mol gehalen hunn, dass mer net alles ausginn hunn, dass mer net drop eragefall si wa gesot ginn ass, de Stat schwëmmt am Geld, dass mer net gesot hunn, wéi am Joer 2000 ech hei annoncéiert hunn, mir hätten aacht Milliarde méi Taxes d'abonnement erakritt, wat eis gäre soe gelooss hätt, nämlech mir missten de Leit déi Suen erëm ginn. Am Tageblatt stong deemools ze liesen: „Die Regierung schwimmt im Geld, Herr Juncker lebt auf unsere Kosten und mit dem Geld das wir Ihm zuviel zahlen." Kee Mënsch huet ze vill bezuelt, et waren déi auslännesch Kapitalgeber, déi d'Kommissioun op der Bank…

(Interruptions diverses et hilarité)

Ech wollt eppes iwwert d'Tageblatt soen.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Voilà, dat dote fannen ech gutt.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Ass kee méi zoustänneg?

(Hilarité)

Wann ech kucke wat d'Tageblatt an Ärem Numm, well dat war ee Member vun Ärer Partei d'lescht Joer am Juli, geschriwwen huet, verstinn ech, dass Dir net wëllt ugekuckt ginn, wann een dat virliest. Ech géif dann och an de Buedem kucken a wëlle séier op Distanz kommen zu deem wat do…

(Interruption)

Ech hu mam Lëtzebuerger Wort méi e schlecht Verhältnis wéi Dir mam Tageblatt.

Une voix.- Dann iert Iech alt net.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech gleewen Iech dat.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Also mir wäre frou, wann Dir allen zwee e schlecht Verhältnis hätt.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Wann d'LSAP an d'CSV de Pefferkär net hätten, da wäre se verluer!

(Hilarité)

Dofir ass et gutt, dass et och nach Presseorganer gëtt, déi ouni Presséhëllef subsistéiere kënnen. Nëmmen, wann Dir awer elo hei net wëllt hunn, nodeem den Här Lux hei schonn an enger relativ couragéierter Ried d'Gewerkschafte kritiséiert huet fir d'Médiocritéit vun dem Tarifofschloss…

War dat net esou?

(Interruption)

Dat war mäin Androck. Ech hu mer geduecht: Pass op wat s de op den Teller lees, well do kanns näischt anescht iesse wéi dat, wat virgesat ginn ass!

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Wann d'Gewerkschaften eng Regierung gehat hätten, déi e bëssen op hirer Säit gewiescht wär, dann hätte se vill méi kënnen erausschloen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Also all Succès, wou an der Tripartite grouss Innovatiounen erauskommen - dat halen ech ausdrécklech fest -, dat ass de Mérite vun der Regierung an net vun de Gewerkschaften.

(Interruption)

Jo, voilà, mä Är Äntwert war awer kloer. Dir hutt also net d'Gewerkschafte kritiséiert, mä d'Regierung huet eleng an der Tripartite versot, nodeem d'Gewerkschaften an d'Patronen d'accord waren, dass een eng Rei vun Dispositifen, déi mer d'ailleurs zesumme gestëmmt hunn, nach eng Zäit laang géif verlängeren. Dat war also eng Kritik un der Regierung an net un der Tripartite an net un de Gewerkschaften. Do wär et méi einfach gewiescht Dir hätt direkt gesot et wär d'Regierung gewiescht an dann hätt Dir guer net bräichte vun der Tripartite ze schwätzen.

(Hilarité)

Dir hutt awer vun der Tripartite heibanne geschwat, an ech huelen och un dass dat an alle Quartiere vun deenen, déi dorunner bedeelegt waren, opmierksam enregistréiert ginn ass.

Also mat der Tripartite wëllt Dir näischt méi ze dinn hunn. Mam Tageblatt wëllt Dir näischt méi ze dinn hunn. Dir wëllt nach just mam Här Castegnaro eppes ze dinn hunn. Dofir gitt Dir jo och mam Här Castegnaro an d'Wahlen an hien net mat Iech, wann ech dat richteg gesinn.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Et muss wierklech déif sëtzen, dass Dir esou reagéiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Ech gleewen, dass dat Iech net gefält, …

(Hilarité)

…mä ech hunn Iech de leschten Dënschdeg eng Ried gehale vun där ech gemengt hu si géif wierklech jiddferengem gefalen. Si huet jo och deene meeschte Gewerkschaften, Patronatsorganisatiounen an anere gefall.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Dat ass einfach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et ass natierlech méi liicht den OGB-L zefridden ze stelle wéi d'LSAP.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Jo, ganz genau.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Do gesidd Dir d'Schwieregkeeten, déi op Iech zoukommen, Dir Hären.

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Déi wäerten Iech d'Rechnung virum Enn vun der Legislaturperiod och maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här Lux, ech mengen, wann den OGB-L Rechnungen ausstellt, da kritt Dir méi Probleemer wéi ech.

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Da waart emol!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Onofhängeg dovunner, dass ech et gewinnt sinn.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Et sinn nach zwielef Méint.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et géif een net mengen.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- En Dënschdeg hutt Dir dat och net gemengt, dass et nach zwielef Méint wären.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Firwat?

(Interruptions)

Wann dat eng Wahlried war…

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Et war eng gutt Wahlried.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Et war eng gutt Wahlried?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Si kënnt just ze fréi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Dat ass natierlech net ze vergläiche gewiescht mat deene staatsmännische Bäiträg, déi Är Fraktioun hei ofgeliwwert huet. Dat ginn ech ganz gären zou, mä ech ka mech jo nach verbesseren, mä Dir net.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ma jo, gitt Iech drun.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Mir hunn hei 32 Gesetzesprojeten abruecht an dat huet fir eng gewëssen Onrou gesuergt. Dat féieren ech drop zréck, dass dat a geballter Form geschitt ass, mä dat ass awer eigentlech, wann een dat am Zäitraffer kuckt, näischt anescht wéi dat wat soss och scho geschitt wéi, well wann Dir emol kuckt, wat esou virun deene leschten 12 Méint vun enger Legislaturperiod nach alles am Parlament abruecht ginn ass, da vergläicht dat sech, wat mer hei de leschten Dënschden gemaach hunn, duerchaus mat dem Duerchschnëtt vun deem wat a fréiere Periode gemaach ginn ass. Dofir sollt ee sech menger Ansicht no doriwwer net aus der Mooss opgereegt weisen, mä dat als Optrag huele fir eng Rei vu Projeten, déi wichteg sinn - ech hunn der e puer genannt a mengen Interventiounen -, esou séier virunzedreiwen, dass se an engem Zoustand sinn, dass se kënnen d'Gesetzesform unhuelen.

Frou war ech driwwer, Här President, dass vun alle Bänken aus prinzipiell gesot ginn ass, dass dat trotz Wahlried keng Ried war vu Schönfärberei. Dat ass och allgemeng an der Öffentlechkeet esou zréckbehale ginn. Ech hunn drop opmierksam gemaach, dass et ganz schwéier wäert sinn de Budget 2003 am Equiliber ze behalen. Ech hunn drop higewisen, dass ee sech viru béisen Iwwerraschungen net ka sécher wëssen, dass een net viru weideren Abréch gefeit ass. Et kann een elo net där Ried ënnerstelle si wär eng, déi d'Leit hätt wëllen op d'Aen drécken. Am Géigendeel, et war eng déi kloer gesot huet, dass wann d'Situatioun sech géif negativ entwéckelen, dass dann déi noutwendeg Moossname musse geholl ginn a si ginn och geholl. An dofir hu mer gläichzäiteg kloer gemaach, dass fir d'Joer 2004 déi klassesch Ausgaben, déi Regierungen heiansdo a Wahljoren afalen, an dësem Budget, dee fir d'Joer 2004 gemaach gëtt, net wäerte figuréieren.

Frou war ech och driwwer dass unerkannt ginn ass, dass an engem Beräich, wou mer bis haut an der Diversifikatioun net ganz erfolegräich waren, en fait och net konnte sinn, nämlech deen am Internet an am Secteur vun dem elektronesche Commerce, dach awer duerch déi zwou weltwäit féierend Firmaen AOL an AMAZON, dass dat awer an d'Kategorie vun de Succèsë muss gebucht ginn, ëmsou méi wou mer jo net eleng ware fir déi Firmen an eis Gefilden ze zéien. Anerer hunn dat jo och probéiert, Déi aus der Kategorie vun deene méi wäitsiichtegen, déi hunn dat och probéiert an et ass hinnen net gelong.

Et kann een dat, bei aller Frëndschaft fir déi déi dat gesot hunn, net dohinner stellen als eng Nischepolitik am ale Sënn vum Wuert. Mir hunn en TVA-Saz vu 15% a mir hunn deen aus guddem Grond.

(Interruption)

A wa mer eng TVA vu 15% hunn, wat en niddregen TVA-Saz ass, wat mir haaptsächlech aus soziale Grënn maachen, dann ass et keng onverschämten Ausnotzung vun Nischepolitik, an dat huet d'ailleurs och kee gesot, wann een dee gënschtegen TVA-Saz notzt, fir emol eng Kéier déi indirekt Steieren niewent den Taxes d'abonnement zu engem Standuertvirdeel ze maache fir nei Betriber an eist Land ze kréien.

Wann een eigentlech misst ee refuséieren, dee wéinst enger gënschteger Steierlandschaft an e Land kënnt, jo da musse mer eng aner Steierpolitik maachen. Da musse mer déi erëm an déi aner Richtung bewege loossen.

Dobäi kënnt, dass jo och nach aner Länner niddreg TVAen hunn. Op der Insel Madeira hutt Dir 12% an a Portugal hutt Dir 16%. Duerch Tricken, Kniffen, Gediebels a Geknéchels kommt Der op der Finanzplaz London op indirekt Steierbelaaschtungssätz, déi wesentlech méi niddreg si wéi 15%. Also fir ze mengen déi hätten d'Lupp geholl oder d'Fernglas a gekuckt wou gëtt et 15% TVA an da gi mer dohinner, da wären der scho vill méi hei, wann dat esou einfach géif goen. Also huet ee schonn e bësse mussen noreechen un Argumenter an un Elementer.

Esou Décisioune musse jo an deene Gruppen och déi aner Säit vum Atlantik justifizéiert ginn, fir déi hei a Bewegung ze setzen, woubäi d'Steiere jo mat Ofstand net deen eenzege Grond waren, mä ausdrécklech an de Kommunikatioune vun deenen Entreprisë gesot ginn ass a gesot wäert ginn, dass et och eppes mat de sophistiquéierte Kommunikatiounsréseauen ze dinn huet a mat der gudder Interkonnexioun mat de Réseaue vun deenen anere Länner, wat weist dass an deene leschte Joren, iwwregens net nëmmen an deene leschten dräi, véier Joer, mä dat ass eng Politik, déi scho méi laang geet, déi richteg Investissementsprioritéiten an deem Beräich gesat gi sinn.

Richteg ass, dass déi Betriber net vill Aarbechtsplaze schafen. Richteg ass och, dass mer hei zwee Joer laang gedriwwe gi sinn duerch dëse Sall an duerch öffentlech Zelter, mir géifen ze vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg schafen, mir géifen ze séier wuessen. Et mengt ee jo et wär een op enger anerer Welt. Elo wuesse mer net séier genuch, a mir wuessen och net séier genuch, mä d'Regierung stoung jo an der Kritik, dass eist Land ze séier géif wuesse gelooss ginn. D'Regierung soll eppes maache géint deen iwwerdriwwene Wirtschaftswuesstum, géint déi Aarbechtsmaartexpansioun.

An deem Zesummenhang an am Zesummenhang mat enzelnen Affären, déi d'Chronik défrayéiert huet an deene leschte Joren, ass heibanne vun alle Leit, vun de Gréngen iwwregens scho méi laang wéi vun alle Leit, gesot ginn: D'Prioritéit, déi éischt, kënnt net sinn d'Aarbechtsplazemaximierung, mä d'Prioritéit misst sinn Valeur ajoutée esou an eisem Land bäizefügen, dass et zu wéineg Landverbrauch kënnt, dass et zu enger net absolut noutwendeger Aarbechtsmaartexplosioun kënnt an dass ëmweltschounend kënnt géréiert ginn.

Am Zesummenhang souguer mat der Rentefinanzéierung ass dat gesot ginn, Elementer vu Valeur ajoutée unzeleeën, déi een enges Dags ka besteieren am Kader vun den alternative Fiskaliséierungskonzepter, wat mat der klassescher Multifinanzéierung vun eisem Renten- a Pensiounssystem net méi duer geet.

Et ass genau déi Politik, an déi Politik kann een net an Oppositioun bréngen zu enger Politik, déi par ailleurs drop ofgeriicht ass fir awer nach Aarbechtsplaze besonnesch am industrielle Beräich hei op Lëtzebuerg ze kréien, am industrielle Beräich esou perimetréiert ofge-

stuft wéi ech dat hei gesot hunn. Dat ass keng Politik, déi am Géigesaz zu enger Politik steet, déi doranner ka bestoe fir aus der Kombinatioun vu staatlecher Politik a vu kollektivvertraglecher Politik dofir ze suergen, dass Aarbechtsplazen erhale ginn an doduerch kee Chômage entsteet, respektiv wa Chômage entsteet duerch Aarbechtsëmorganisatiounsmodeller Systemer ze schafen, dass méi Leit, déi keng Aarbecht hunn, un Aarbecht kommen.

Déi Politike si parallell ze féieren, déi sinn net widderspréchlech, déi sinn net kontradiktoresch, déi bewege sech net antinomesch déi eng par rapport zu där anerer, mä déi si complémentaire. Déi eng äntwert op Feelentwécklungen déi mer haten, eng ze séier Expansioun. An déi aner äntwert op Faiblessen déi mer amgaange sinn ze kréien, nämlech en Ofsacke vun dem Beschäftegungsniveau an eenzelne Secteure vun eisen Entreprisen. Dofir ass dat, wat an deem Zesummenhang geschitt, eigentlech eng Politik déi nuancéiert genuch ass, fir ergänzend kënnen déi verschidden Äntwerten ze formuléieren op déi Froen, déi et an eiser Gesellschaft gëtt.

Här President, ech denken dass mer bei de Motioune Geleeënheet kréien op eenzel aner Aspekter vun deem, wat mer hei Etat de la nation nennen, nach anzegoen.

Ech wëll am Résumé soen, dass ech fonnt hunn, dass niewent eenzelnen Dérapagen, déi jiddferengem vun eis a fräier Ried kënne virkommen, awer esou eppes wéi ee Grondkonsens besteet, fir eis net ënnerkréien ze loossen.

Ech hunn heibannen eigentlech keen héiere mat enger pessimistescher Ried, mat enger Ried déi géif als eenzeg Streckenperspektiv de Gang d'Kellertrap erof gesinn. Jiddfereen ass der Meenung, dass dat, wat mer hunn, niewent enger Rei vu Rearrangementer, déi musse gemaach ginn, a senger Substanz muss erhale ginn an dass mer op där Substanz mussen opbauen. An dat huet mech bei aller Verdrësslegkeet iwwert Divergenzen, déi sech heiansdo an déi Interventiounen eraschläichen, natierlech frou gemaach. Dofir geet d'Regierung aus dëser Debatt an aus dëser Erklärungsdebatt net am Erklärungszwang eraus, mä an der Erklärungsbestätegung.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Fir dësen Débat net auserneen ze rappen, komme mer elo un d'Motiounen, déi am Kader vun dësem Débat deponéiert gi sinn. Et sinn der fënnef. Duerno beschäftege mer eis mat deenen zwou Motiounen, déi de leschten Dënschdeg am Kader vun der Saarautobunn zur Tankstell deponéiert gi sinn. Mir féieren dat separat an huele fir d'éischt déi fënnef Motiounen, déi effektiv am Kader vum Débat deponéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass vum Här Gast Gibéryen deponéiert ginn a betrëfft de Käschtepunkt vun den Investitiounsprojete beim Stat. Mir stëmmen direkt of.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass mat 34 Nee- géint 13 Jo-Stëmmen an 13 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Norbert Haupert), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry.

Motion 2

Mir kommen dann un d'Motioun 2 vum Här François Bausch iwwert d'Lex Greenpeace. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Fraktioun wäert déi heite Motioun stëmmen. Ech mengen dass se eigentlech misst, opgrond vun den Entwécklunge vun deene leschten Deeg an och nach vun haut, vun de Majoritéitsparteie gestëmmt ginn.

No dem Dépôt am Dezember vum dem Projet de loi iwwert den Hausfriddensbroch, nodeem an enger éischter Phas d'Regierung net gewisen huet, dass se bereet wär ee Jota un deem Text ze änneren, huet sech dat opgrond vum Drock vun dobaussen a vun de Parteie verännert, an ech muss éierlech soen, ech sinn aus dem Staunen haut net méi eraus komm wéi ech den Här Mosar héieren hunn zu deem doten Thema schwätzen. Ech hat aussergewéinlecht Gléck all Kéiers an der juristescher Kommissioun mat dobäi ze sinn, wann iwwert deen heite Projet geschwat ginn ass, an do war et ganz kloer, dass vun der Majoritéit, ausser wat d'Héicht vun der Strof ugeet, keng Bereetschaft do war, nach virun engem Mount, ee Jota vun deem Text ze änneren, deen de Justizminister an d'Regierung am Dezember verabschiet haten.

Ech ka mech also nëmme wonneren, wann elo an der Debatt gemaach gëtt wéi wann dat schonn éiweg Iwwerleeunge gewiescht wäre vun der CSV a vun der Majoritéit. De Contraire ass de Fall. Ech si frou, dass u sech d'Sturheet sech net schéngt hei duerchzesetzen an dass Argumenter, wa se och Schwieregkeeten hu sech duerchzesetzen, mä wann ee se zéng Mol héiert, dann hunn ech den Androck dass och verschidde Leit an der Majoritéit drop aginn. Dee Revirement, dee sech ofzeechent, dee geet ganz kloer an déi Richtung, dass näischt um Code pénal geännert gëtt.

De Projet de loi, deen d'Regierung agereecht huet, deen dréit den Titel: « …portant introduction d'un nouvel article 442 au code pénal ». Et ass selbstverständlech, dass een net mat Amendementer zu deem Gesetz hei ka viru kommen, mä et muss een neien Text heihinner komm, deen näischt méi mam Code pénal ze dinn huet. Dofir ass et an der Logik fir dee Projet de loi zréck ze zéien, sech dann zesummen ze setzen an ze probéieren iwwer liicht Modifikatiounen am Polizeigesetz haaptsächlech dann dat méiglech ze maachen, wat anscheinend haut net dran ass, wou ech awer selwer nach haut meng Zweifel hunn, ob net eis bestehend Gesetzer dat scho géife méiglech maachen.

Et ass an der Logik vun deene ganzen Diskussiounen a vun deem Revirement vun deene leschten Deeg, dass d'Chamber eigentlech mat grousser Majoritéit misst déi heite Motioun stëmmen.

M. le Président.- Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle mat enger gewëssener Satisfactioun fest, och no deene Rieden déi gëschter gehale gi sinn an deenen Interventiounen, déi elo grad gehale gi sinn, datt sech hei ee breede Konsens fënnt fir déi Zilsetzungen, déi d'Regierung vun Ufank u bei deem Projet de loi hat, nämlech der Police ze erlaben dem Stat ze erlaben enger illegaler Besetzung vu Privateegentum en Enn ze setzen.

Ech si frou dat festzestellen, well et ass am Ufank gesot ginn, hei géing d'Meenungsfräiheet ageschränkt ginn. Ech hunn ëmmer gesot, datt dat absolut näischt mat der Meenungsfräiheet ze doen huet, datt jiddferee selbstverständlech an der Vergaangenheet konnt an an der Zukunft ka seng Meenung breet soen, mä datt et net geet datt et zu illegale Besetzunge kënnt op Käschte vun aneren, déi och e Recht hunn, nämlech d'Recht sech do fräi ze bewegen an do hir Aktivitéit ze exercéieren.

Dat war d'Zilsetzung vun deem Gesetz, dat hunn ech à d'itératives reprises gesot an ech soen dat och gären hei nach eng Kéier. Wa mer eis doriwwer eens sinn, well ech hunn net gemengt datt an deene leschte Wochen en Débat an där dote Richtung wär, da sinn ech ganz frou, well dann ass d'Regierung op hirem Wee e grousst Stéck weider komm.

De Stat ass de Garant vun alle Fräiheeten. De Stat ass de Garant am allgemengen Interesse vun alle Fräiheeten, an e muss déi eng an déi aner schützen. An dat ass fir d'Regierung a fir mech als Justizminister e fundamentale Punkt. D'Zil, soen ech hei nach eng Kéier, ass d'Handlungsfäegkeet vum Stat ze erméiglechen. Déi ass haut net ginn. Déi ass och net ginn iwwer Refereesprozeduren, déi net de Stat ka maachen, déi deier sinn, déi eng gewëssen Zäit daueren, och wann d'Geriichter, wéi a verschiddene rezenten Affären, dat ganz schnell maachen. Dat ass eng kompliziéiert Prozedur.

Wann de Gros vun den Deputéierten d'accord ass op de Wee ze goen, fir dat Zil ze erreechen, da muss ee kucken ob een dat am Code pénal mécht, an ech hunn ëmmer gesot, eist Zil ass net d'Leit an de Prisong ze setzen, andeem een aner Strofmoossname virgesäit, oder ob een dat am Polizeigesetz virgesäit.

Ech soen Iech just eent, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Regierung mat engem Projet komm wär fir dat an d'Polizeigesetz ze schreiwen, da wär gesot ginn, ah, déi Regierung do déi wëllt e Polizeistat maachen, an dofir hu mer gemengt, datt deen normale Wee, esou wéi bei der Onverletzbarkeet vun der Wunneng, wär, fir et op déiselwecht Plaz ze schreiwen.

Et muss een och nach erkläre firwat een d'Wunneng an d'Geschäftslokaler an zwee verschiddenen Texter behandelt. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech stelle mat grousser Satisfactioun fest, datt d'Argumentatioun, déi mer iwwert déi lescht Woche geféiert hunn, sech duerchgesat huet. Zum Strofmooss huet d'Regierung ëmmer gesot, datt dat net d'Haaptzilsetzung wär, an iwwer alles aneschters kann een diskutéieren.

Déi Motioun hei kann ech am Numm vun der Regierung an där Form net unhuelen, well déi direkt seet, de Projet misst zréckgezu ginn. Mir sinn hei amgaang eis op e gemeinsaamt Zil zou ze orientéieren, wat ech am Numm vun der Regierung mat Satisfactioun feststellen. Ob een dat ënnert der Kontroll vun der Justiz mécht oder direkt ënnert der Polizei, déi ënnert der administrativer Autoritéit steet, doriwwer muss een diskutéieren, mä dofir kann ech mat där Motioun hei net d'accord sinn. Op dem Wee, deen och de Statsminister an der Erklärung en Dënschdeg virgezeechent huet, an dee conforme ass mat deem dee mer den 23. Abrëll op enger Pressekonferenz gesot hunn, a wat een de 24. Abrëll a sämtlechen Zeitunge konnt noliesen, op deem Wee wäerte mer virugoen, an da fanne mer eng Solutioun.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll just vun eiser Säit aus ënnersträichen, datt mir an deene grousse Linne mat deem, wat de Justizminister elo virgedroen huet, averstane sinn, datt et soll an déi Richtung goen.

D'Fro déi sech fir eis stellt, dat ass déi, déi de Kolleeg Bodry opgeworf huet, ob een déi Saache kann iwwer Amendement änneren oder ënnert der Form vun engem neie Projet. Esou vill wéi ech weess kann een och en Titel vun engem Gesetz iwwer en Amendement änneren.

(Interruption)

Dat mag sinn, mä mir hätte jo awer wahrscheinlech besser, dat ass meng Meenung, well wa mer de Projet elo un d'Regierung zréckginn an déi mécht en neit Gesetz, dann huele mer eis als Parlament am Fong d'Méiglechkeet fir méi mat ze schwätze beim Gesetz, an dofir géinge mir éischter dofir plädéieren, datt een d'Gesetz soll an der Kommissioun vun der Chamber amendéieren, well do sinn da sämtlech Fraktiounen dru bedeelegt. Et géif een dann op deem Niveau versichen ee Konsens ze fannen, an dann d'Gesetz vun der Kommissioun aus amendéieren, dann hätt een éischter de Konsens wéi wa mer elo d'Regierung e Projet maache loossen, wou mer dann herno erëm gären allegeurten eppes geännert hätten.

Dofir stëmme mir och net zou fir de Projet zréckzezéien, sinn awer domat d'accord, datt en an der Chamber bleift an datt en amendéiert gëtt.

M. le Président.- Den Auteur vun der Motioun, den Här Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech si frou dass den Här Justizminister sech der Positioun vun der Oppositioun ralliéiert huet fir dat ze iwwerdenke wat en hei déposéiert huet virun enger Rei Wochen.

Ech wëll vläicht nach eng Kéier rappeléiere wat mer an der éischter Justizkommissioun diskutéiert hunn, an do wier ech gäre bereet hei d'Procès verbaux à la lettre duerchzekucken, wat déi eenzel Leit aus der Kommissioun, déi jo och alleguer heibanne versammelt sinn, gesot hunn. An där Kommissioun waren zwee Leit, an dat waren den Här Bodry an ech, déi vun Ufank u gemengt hunn, dass dat hei dee falsche Wee wär, dass dat hei ee Wee wär, deen eigentlech net géeegent wär fir dat Zil ze erreeche wat d'Regierung sech wëllt setzen an dass dat hei am Endeffekt géing dozou féieren, vu que dass een iwwert d'Strofrecht fiert, dass een zur Ofschreckung kënnt. Well ech mengen, et ass kloer dass wann ech weess dass op enger friddlecher Manifestatioun, op enger friddlecher Besetzung, dass ech do de Risiko lafen, dass ech vu vireran héich Geldstrofe kréien, respektiv esouguer Prisongsstrofen drop sinn, dann ass et kloer, dann iwwerleeën ech mer dräimol ob ech iwwerhaapt dozou iwwerginn eng friddlech Manifestatioun oder Besetzung ze maachen.

Dat ass eppes aneschters wéi dass ee seet, de Stat muss d'Méiglechkeet hu fir wann eng friddlech Besetzung ass, an ech betounen hei friddlech Besetzung, et geet hei nëmmen ëm déi, wa Gewalt am Spill steet, ass souwisou all Moyen do fir ze handele fir de Stat, an ech weess dass ech kann eventuell geraumt ginn, dann ass dat eng aner Saach. Dann huet de Stat jo d'Moyene fir ze handelen, mä et ass awer net eng Ofschreckungsmesure fir déi eenzel Leit fir iwwerhaapt nach dat Instrument vun der friddlecher Demonstratioun oder vun der friddlecher Besetzung ze benotzen. An dat ass de wesentleche Punkt, deen eis vun Ufank un ënnerscheet huet, Här Minister. An dat ass awer dee Punkt, wou mir frou gewiescht wiere wa mer direkt am Ufank an der Kommissioun dat op déi doten Aart a Weis hätte kënnen diskutéieren, an ech muss Iech do awer de Reproche maachen, dass der e bësse rabbelkäppeg waart an der Kommissioun a sturkäppeg an deene Wochen duerno an éischter ëmmer erëm op all Pressekonferenz mordicus Äre Projet verteidegt hutt an dass Der einfach net op déi Argumenter wëllt agoen.

An dann, muss ech jo awer soen, de Vull ofgeschoss ginn ass an der Kommissioun, wéi ech deemools d'Propos gemaach hunn, erëm eng Kéier, ganz sachlech a roueg, dass et hei drop géing ukomme fir och mat deene Leit, déi jo betraff si schlussendlech herno vun deem wat hei soll gestëmmt ginn, ze diskutéieren, deenen hir Argumenter emol ze lauschteren an der Kommissioun. Wéi mer den éischten Avis kritt hu vum Maître Spielmann, deen de Mouvement écologique zum Beispill an Optrag ginn huet, wéi dunn an der Kommissioun einfach vum President vun der Kommissioun, dee jo dann haut och Gott sei Dank endlech seng Kéier kritt huet, einfach mordicus refuséiert ginn ass ze diskutéieren. Et ass gesot ginn, éischtens mir emfänken déi Organisatioun net, well mir hunn dat jo virun eis leien, jidderee ka jo liese wat se gesot hunn, an zweetens ass gesot ginn, mir schwätzen de Moment net doriwwer, mir schécken dat Ganzt emol elo bei de Statsrot an da kucke mer emol wat de Statsrot seet an da gesi mer weider an da kann een och eng Kéier hei driwwer schwätzen.

Dat ass de Verlaf gewiescht vun der Diskussioun ronderëm dëse Projet, Här President, an ech muss soen, ech fannen dat bedauerlech. Ech sinn och nach ëmmer der Meenung dass déi Motioun hei eigentlech, wann d'Regierung éierlech wär, am Léifste géing och d'Majoritéit opfuerdere se matzestëmmen, well d'Regierung entre-temps ganz genau weess wat fir e Wee ee muss goe fir dat ze erreechen, wou mer eis alleguer wahrscheinlech jo dann elo endlech vun der Form hier eens sinn, dass dat net de Paragraphe 442-1 vum Code pénal ass, deen ee muss aschloen, mä ganz aner Saachen, a wann een elo dee Projet natierlech oprecht erhält, dat dobäi erauskënnt wat den Här Bodry effektiv an engem Zwëscheruff hei richteg gesot huet, nämlech wann een dat hei amendéiert, dann hu mer e wäisst Blat iwwreg, an dann ass et kloer, da musse mer awer niewendrun en neie Projet maachen.

Duerfir, wann ech gelift, gitt Ärem Häerz dach e klenge Stouss, an da gitt Der zou dass Der dee falsche Wee gewielt hutt, dass Der hutt missen zréckgräifen op dee Wid-

derstand, dee komm ass, op déi argumentativ Schützenhëllef, déi Der kritt hutt, ënner anerem virun allem vun deenen Organisatiounen, déi Der hei wahrscheinlech, och wann Der et vläicht net iwwerflächlech wollt, kriminaliséiert hätt wann Der dat esou gemaach hätt wéi Der dat virgesinn hat. Gitt Ärem Häerz nach e Stouss an da sot Der, Dir wiert och d'accord dass een dës Motioun ka stëmmen. Ech mengen, da si mer um richtege Wee an da wäerte mer och an der Kommissioun zu engem gudden Ofschloss an deem Dossier hei kommen.

Op alle Fall mengen ech, dass Der der Oppositioun hei am Parlament an och der Oppositioun dobaussen an der Zivilgesellschaft kënnt merci soen, dass se sech esou séier mobiliséiert huet fir lech eigentlech opzeweisen, wat fir e Wee een hei soll aschloen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Mosar, wann ech gelift.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, ech kann awer déi Aussoe vun de Kolleege Bodry a Bausch net einfach esou akzeptéieren. Ech hunn d'Impression, si waren an enger anerer Kommissiounssitzung wéi all déi aner Memberen. Ech wëll nach eng Kéier hei betounen, dass mir vun Ufank un allegueren, an dat ass jo haut nach eng Kéier confirméiert ginn, iwwert d'Zilsetzung vun deem Gesetzesprojet eigentlech eens waren. Ech hu jo och eng Kéier resüméiert wou mer Divergenze haten. Dat war iwwert d'Weeër fir dohinner ze kommen. Dat hu mer laang diskutéiert an du hu mer notamment no enger oder zwou Diskussiounen an der Commission juridique zum Beispill décidéiert gehat, dass dat Strofmoos absolut inakzeptabel war. Do war grousse Konsensus an der Kommissioun. Mir hunn och gesot gehat, et misst onbedéngt en Zousaz komme fir d'Recht op Streik, respektiv d'Manifestatiounsrecht anzeschreiwen. De Minister war direkt d'accord, dat muss ech awer nach eng Kéier preziséieren, Här Bausch, och doriwwer Amendementer auszeschaffen.

(Interruptions diverses)

Neen, Här Bodry, Dir héiert net gären d'Wourecht, an du hu mer gesot, loosst mer awer och elo den Avis vum Statsrot ofwaarden, well et ass jo normal dass ee kuckt wat de Statsrot zu engem wichtege Projet seet.

(Interruptions diverses)

Fannt Dir dat dann anormal, dass mir elo hei waarde wat am Avis vum Statsrot steet? Mä wat ech net kann akzeptéieren ass dass hei gesot gëtt, d'Kommissioun wier stur gewiescht, si wier net d'accord gewiescht fir iwwert déi verschidde Weeër ze diskutéieren. Dat ass falsch an, ech mengen, et sinn eng ganz Rei vu Memberen hei aus der Commission juridique, déi dat kënne confirméieren. Dir kennt alles soe wat der wëllt, mä bleift wann ech gelift bei der Wourecht.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bleift beim Code pénal!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Mir kommen elo zum Vote vun der Motioun 2.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass mat 40 Nee- géint 17 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Nico Loes), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Marcel Glesener.

Motion 3

Mir kommen elo zur Motioun 3 vum Här François Bausch iwwert déi natierlech a mënschlech Ressourcë vum Land. Den Här Minister Goerens wollt d'Wuert dozou.

M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, d'Regierung kann déi Motioun do unhuele wann déi Gréng d'accord sinn, wann d'Chamber d'accord ass fir folgend Textännerungen ze akzeptéieren. Ech géing der Chamber proposéieren den Dispositif vun der Motioun folgendermoossen ofzeänneren, datt e sech esou liest: „invite le Gouvernement à faire examiner par le futur Conseil de Développement durable", éischtens „l'opportunité d'évaluer les effets…" an da géif deen Tiret bis zum Schluss d'selwecht bleiwen; zweetens „l'opportunité des différentes composantes…" an esou weider, géif och onverännert bleiwen; drëttens „l'établissement - à l'instar du Canada - d'un système d'évaluation…", de Rescht géif och onverännert bleiwen; véiertens „ainsi que l'intégration des coûts environnementaux dans l'établissement du produit intérieur brut".

M. le Président.- Wieren déi gréng Kolleegen domadder averstanen? Da wëllt ech hei froen ob mer déi ëmgeännert Motioun à main lévée kënnen ofstëmmen?

(Assentiment)

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le souci exprimé par le Premier ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation de ne pas gager par notre mode de vie la qualité de vie et les opportunités des générations futures;

- considérant que cette responsabilité nous engage non seulement au niveau économique mais également au niveau du capital humain ainsi que celui des ressources naturelles;

- considérant l'importance d'une gestion prévoyante des différentes ressources - naturelles, humaines et économiques - du pays, en vue de garantir une qualité de vie et des opportunités de développement maximales aux générations futures;

- considérant les multiples effets directs et indirects du développement et de l'activité économique sur les ressources du pays;

invite le Gouvernement

- à faire examiner par le futur Conseil de Développement durable

1) l'opportunité d'évaluer les effets des différentes composantes du budget annuel des recettes et dépenses de l'Etat sur les ressources naturelles et humaines du pays;

2) l'opportunité des différentes composantes de la politique financière à la lumière des coûts engendrés par celles;

3) l'établissement - à l'instar du Canada - d'un système d'évaluation du développement économique incluant tant les données économiques, qu'écologiques et sociales;

4) ainsi que l'intégration des coûts environnementaux dans l'établissement du produit intérieur brut.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Vote par main levée

Wien ass dofir? Wien ass dergéint?

Et besteet keen Zweifel, géif de President soen, déi Motioun ass also ofgeännert ugeholl.

Mir kommen zur Motioun 4 vum Här Aly Jaerling iwwert déi beruflech Weiderbildung.

Motion 4

Här Jaerling, wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert dozou huelen?

(Négation)

Da kënne mer direkt doriwwer ofstëmmen.

Vote

Déi fir d'Motioun 4 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 4 ass mat 34 Nee- géint 25 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Georges Wohlfart), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Piere Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Nico Loes), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Da komme mer zur Motioun 5 vum Här Camille Gira iwwert den Tanktourismus.

(Interruptions)

Hien huet schonn doriwwer geschwat. Wëllt dozou nach een d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Motion 5

Da kënne mer och do direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote

Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder enthält sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 39 Nee-, 18 Jo-Stëmmen an zwou Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jos Scheuer), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Marco Schank;

M. Serge Urbany.

Domadder hu mer mat de fënnef Motiounen, déi am Kader vum Débat zur Lag vun der Natioun déposéiert goufen, ofgeschloss. Esou wéi d'Chamber virgëschter beschloss hat, komme mer dann haut de Mëtteg zur Ofstëmmung vun den zwou Motioune vun den Hären Nicolas Strotz a Jos Scheuer iwwert de Bau vun enger Tankstell op der Saarautobunn.

Et sief drun erënnert, dass den Här Néckel Strotz seng Motioun vum 14. Mee duerch déi nei Versioun, déi haut de Mëtteg deponéiert gouf,ersat huet. Här Strotz, Dir wollt d'Wuert froen?

4. Motions relatives à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Jo.

Här President, wann ech hei am Numm vun de Majoritéitsparteien duerch dës Motioun d'Regierung invitéieren nach virun der Rentrée parlementaire vun 2003 e Projet de loi, deen d'Ëmännerung vum Gesetz iwwert d'Saarstrooss vum 16. November 2001 virgesäit, an deem Sënn ëmzeännere fir op der Saarsstrooss eng Tankstell ze bauen, dann aus folgenden Ursaachen.

Eng Tankstell gehéiert op d'Saarstrooss, an dat esou no wéi méiglech zur däitscher Grenz hin, an zwar dowéinst well een eng Tankstell dohinner baue soll, wou de Verkéier ass, an dat ass nun eemol op den Autobunnen, well ee verhënnere muss, dass den Transitverkéier, souwuel de schwéiere Verkéier wéi de Persouneverkéier, vun der Autobunn erof fiert, woumat déi ronderëm leiend Uertschafte staark géife belaascht ginn. Dat besonnesch wann ee weess, dass den Här Transportminister net drun denkt fir eng Réglementatioun ze erloossen, déi dem Trafic lourd en transit géif verbidde vun der Autobunn erof ze fuere fir an déi ugrenzend Uertschaften tanken ze goen, wa keng Tankstell op der Autobunn géif gebaut ginn.

Firwat esou no bei der Grenz? Mä fir den Tanktourismus esou vill wéi méiglech op der Autobunn ze halen an domat déi elo scho katastrophal Situatioun, wéi se elo schonn zu Schengen besteet, ze entlaaschten.

(Interruption)

Voilà. Ech mengen, déi Problematik vum Tanktourismus ass wäitgehend hei bekannt. Den Här Premier huet elo éineschters am Kader vun der Diskussioun iwwert d'TVA vun Nischepolitik geschwat. Dat heiten ass och eng Nischepolitik, scho jorelaang, mä wou mer awer frou sinn, dass mer se hunn.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ass dat eng Nischepolitik dat doten?

M. le Président.- Wann ech glift, Här Krecké!

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Dass dës Tankstell esou muss gebaut ginn, dass si sech…

(Interruption)

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Mir géife gär wëssen, ob dat eng Nischepolitik ass.

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, hutt Der elo schonn erëm de Mond opstoen?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Neen, Här Strotz, ech war et. Ech hunn der Statsminister gefrot, ob dat doten Nischepolitik wier, wéi Dir gesot hutt. Dat ass alles.

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Dass dës Tankstell esou muss gebaut ginn, dass se sech an d'Landschaft integréiert, dat ass evident, an zwar esou dass de Bedenken, déi d'Awunner vun der Gemeng Biermereng an hirer Resolutioun ervirbruecht hunn, Rechnung gedroe gëtt.

Dat heescht, dass esou wéi an hirer Resolutioun steet kee Gestank a Kaméidi hir Liewensqualitéit erofsetzt, keng Gefor fir hir Gesondheet besteet a keng Zerstéierung vum Patrimoine geschitt.

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech glift, Här Gira!

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Ech mengen, dës Problematik ass an de Grëff ze kréien. Dovunner sinn ech iwwerzeegt an dovunner si mer allegueren iwwerzeegt, och ons Frënn aus der sozialistescher Partei, déi hei och eng ähnlech Motioun presentéiert hunn.

Ech mengen hei geet et net ëm den Ausbau vum Tanktourismus. Hei geet et drëm, wéi ech gesot hunn, déi bestehend katastrophal Situatioun ze verbesseren ouni engem aneren negativ Impakter opzëerleeën. Dass duerch esou eng Tankstell eis CO_2-Emissiounen net erof ginn, dat ass evident. Dofir gesäit d'Motioun och Kompensatiounsmesuré vir, fir am Beräich zum Beispill vun den erneierbaren Energien Efforten ze maachen. Och wann domat d'CO_2-Problematik vun der Tankstell net geléist ass, esou sinn ech awer gäre bereet déi

Diskussioun, déi den Här Gira hei ugeschnidden huet, eng Kéier wierklech seriö ze diskutéieren.

(Interruption)

Dass de Bau vun dëser Tankstell iwwert e Gesetz soll geregelt ginn, entsprécht de gesetzleche Bestëmmungen. Dass d'Gesetzgebung a puncto Impaktstudien a Kommodosgesetzgebung respektéiert gëtt, ass evident.

(Interruption)

Mir hunn nei EU-Direktive kritt. Dat gehéiert zu deem ganzen Impakt vun der Autobunn an esou soll och déi Infrastruktur hei am Gesetz mat festgehale ginn an dofir hätte mer jo gären, dass d'Gesetz iwwert d'Saarstrooss soll ëmgeännert ginn. A wann déi Aarbechten dann am Gesetz festgehale sinn a si si genau doranner beschriwwen, da kënnt et net zu Interpretatiounsschwieregkeete bei der Ëmsetzung vum Projet.

An deem Sënn ass dës Motioun gehalen, an ech hoffen dass se eng grouss Majoritéit hei an der Chamber fënnt. E Wonsch, deen ech awer nach wéilt ausdrécken, deen awer net an der Motioun festgehalen ass, ass dee fir ze studéieren, dass déi Firma, déi esou eng Tankstell ze exploitéiere kritt, eventuell fir déi Tankstell hire Sëtz an där Gemeng mécht, wou se och hi stoe kënnt, fir dass déi dann och finanziell kann dovunner profitéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Scheuer kritt d'Wuert, an dann den Här Rippinger.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi zweet Versioun vun der Motioun gekuckt. Ech hu gekuckt wien déi ënnerschriwwen huet an dunn hunn ech awer geduecht: Du traus dengen Aen net. Ech hu mer dunn d'Fro gestallt, wéi ech den Numm vun der Madame Nagel gelies hunn, wien der Madame Nagel dat do ugedoen huet. Wien huet déi Fra vergewaltegt, …

(Brouhaha général)

…fir dass hiren Numm ënnert esou en Text kënnt? Oder huet d'Madame Nagel eng Pirouette gedréint no de Landeswahlen? Ech muss einfach virliese wat am Gemengebuet vu Munneref steet, an dee litt jo bekanntlech net. Do steet dran: „Die Beweisführung für eine unabdingbare Notwendigkeit einer solchen Tankstation und Raststätte fehlt."

Déi gëtt et also net. Déi Tankstell ass also net noutwendeg an da steet an deem Gemengeblat, dat ass den Text, dee vum Fraktiounsspriecher vun der DP staamt: „Er widerspricht den Argumenten der christlich-sozialen Volkspartei, laut welchen in Abwesenheit einer solchen Station im nahen Umfeld der Schnellstraße nach dem Saarland eine Zunahme des Verkehrs zu den Tankstationen von Bad Mondorf eintreten würde." Déi heite Motioun seet just de Géigendeel aus vun deem wat an deenen Deklaratiounen do steet a si seet och de Géigendeel aus vun deem wat an den Délibératioune vun 1998, mengen ech, a vum Joer 2001 steet.

Et muss also gutt Ursaache gi firwat d'Majoritéit elo op eemol déi dote Motioun bréngt. An et gi ganz gutt Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass, et gëtt Tanktourismus an d'Liewensqualitéit an d'Wunnqualitéit an den Zoustand vun der Natur ënnen am Haff Réimech sinn dramatesch erof gaangen. A wann den Här Gira seet mir kéinten deem ophëllefen andeem mer d'Tankstell net bauen, dann ass dat falsch. Et muss een de Faiten an d'A kucken.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Frot déi Waasserbëlleger, Här Scheuer, wat déi Tankstell op der Autobunn bruecht huet. Näischt! Guer näischt!

(Interruption)

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Den Här Scheuer kennt déi Waasserbëlleger besser wéi Dir.

(Interruption)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech erklären lech dat, Här Gira. Also d'Welt hält net zu Biekerech op.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Si fänkt awer och net zu lechternach un.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Den Tanktourismus ass do an et ass e Fait, dass duerch déi Autobunn méi Verkéier dohinner kënnt. Dat ass ganz kloer a wa mer hei déi Tankstatioun op der Autobunn baue wëllen, dann entscheede mer eis fir le moindre des maux. Esou ass et an net anescht. Dat ass déi eenzeg Solutioun. Där muss een an d'A kucken. Et kann een e schlecht Gewëssen hunn, mä et ass esou. An dat haalt Der net op, och wann Der sot et muss een eng Etüd maachen a doriwwer diskutéieren. Déi ass absolut noutwendeg, mä dat geet net duer. Et muss een nach ëmmer Décisiounen huelen.

Den Ënnerscheed tëschent där doter Statioun a Waasserbëlleg: Waasserbëlleg huet eng ganz grouss Tankstatioun uewen op der Autobunn a Waasserbëlleg huet nach ëmmer ganz vill Tankstatiounen tëschent Määrtert a Waasserbëlleg. Firwat? Jo well, wéi d'Autobunn gebaut ginn ass, keen Opstieg westlech vun Tréier gemaach gouf, dat heescht de Moselaufstieg ass net gebaut ginn. Dat heescht et fiert keen Automobilist vun Tréier duerch Tréier op d'Autobunn fir op der Autobunn ze tanken. Déi fueren alleguerten duerch Waasserbëlleg op déi Tankstatiounen an da fuere se zréck. De Feeler, deen do geschitt ass - an deen ass menger Meenung no net méi gutt ze maachen - ass, dass d'Zoufaarten zu der Autobunn einfach net richteg gebaut gi sinn.

Dat ass den Ënnerscheed. Dat ass d'Wourecht. Et huet näischt mat deem ze doen, wat de Camille Gira elo gesot hutt. Et ass méi komplex wéi esou. Tréier-West ass de Problem vu Waasserbëlleg.

Dann den Ënnerscheed tëschent där Motioun déi mir abruecht hunn an der Motioun déi d'Majoritéit abruecht huet.

(Interruption)

Ech si frou, datt d'Kolleege vun der DP dat elo och maachen.

Wann ee Kommodo-Inkommodo gemaach gëtt, deen all deem, wat an där anerer Motioun steet, Rechnung dréit - wat a mengen Aen iwwerflësseg ass, well e Kommodo-Inkommodo huet d'Missioun fir Nuisancen ze minimiséieren -, da gëtt déi Tankstell gutt gebaut, an do hunn ech Vertrauen an d'Ëmweltverwaltung, datt si déi richteg Virschrëfte mécht.

Wann déi Tankstell dohinner kënnt, dann ass de Leit am Haff Réimech, an ech sinn iwwerzeegt och an absehbarer Zäit de Leit a Mondorf, selwer geholIef. Wann dat net de Fall wär, da wär dat wierklech traureg, mä ech gleewen net drun aus der Erfahrung eraus.

Mir wollten net mat op de Wee goe fir Gesetzer ze änneren, fir dat heiten ze maachen. Hei geet et ëm Responsabilitéiten, déi ze huele sinn. D'DP-Deputéierten hu se well geholl, bleift den Asproch vun enger Gemeng, net vun engem Buergermeeschter. Wann eppes esou gebaut gëtt, da muss e Plan d'aménagement particulier gemaach ginn, an et ass net de Buergermeeschter deen eleng entscheet, bauen oder net bauen. Do mussen also Leit, déi eng Parteikaart hunn, hir Funktioun als Buergermeeschter, respektiv als Conseiller iwwerhuelen an derfir oder dergéint stëmmen.

Des voix.- Firwat muss een dann eng Parteikaart hunn? Säit wéini ass dat dann?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Mä an dësem Fall ass et jo awer esou. Net alleguerten, et geet queesch duerch d'Parteien.

Des voix.- Ah bon!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Déi Responsabilitéit muss geholl ginn. Datt een elo dofir e Gesetz muss änneren, an zwar den Artikel 6 vum Fonds des routes-Gesetz, an esou am Fong d'Gemengen esouguer entmündegt, dat fannen ech net richteg.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dat ass jo guer net geplangt.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Maacht mer et falsch.

Et ginn zwou Méiglechkeeten. Et setzt een éischtens alles an dat Spezialgesetz, wat een normalerweis brauch fir eng Strooss ze bauen, zweetens setzt een an de Fonds des routes-Gesetz, datt d'Gemeng keng Autorisatioun méi brauch ze ginn, mä datt duerch dat Spezialgesetz d'Gemeng ausgeschalt ass. Dat wëlle mer net. Do ginn et Précédanten. Wa mer eng grouss Diskussioun kréien, sinn ech iwwerzeegt datt vu menger Partei do och emol drun erënnert gëtt, wéi de Wonsch war fir Buergermeeschteren, déi widderspensteg waren, auszeschalten iwwer Gesetzer, dat ass refuséiert ginn, menger Meenung no zu Recht refuséiert ginn , well jidder Politiker an dësem Land huet awer eng Responsabilitéit ze droen an déi dierf net viru senger Hausdier ophalen. Dat heescht, datt mir déi do Motioun net stëmme kënnen.

Mir sinn och frou, datt een Délai dra steet. An den Ënnerscheed tëschent der Motioun vun der Majoritéit an eiser Motioun ass, datt de Projet net nëmme soll da virleien, mä de Projet soll kënnen décidéiert gi bei der Chambersrentrée vum 14. Oktober an dësem Joer, dat ass den Ënnerscheed, an net einfach e Projet virleeën, deen dann nees aux calendes grecques déi ganz Décisiounen aussetzt, well et kann net sinn datt probéiert gëtt fir heimat iwwert dee Wahltermin eraus ze goen.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Den Här Scheuer war besser wéi den Här Di Bartolomeo.

M. le Président.- Den Här Rippinger huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si fest dovun iwwerzeegt, wann d'Madame Nagel déi Motioun do net ënnerschriwwen hätt, dann hätt si se awer garantéiert ënnerschriwwen nodeem se den Här Scheuer elo a senger Argumentatioun héieren huet.

Ech wëll just nëmme soen am Numm vun eiser Fraktioun, wéi den Här Weiler an ech virgëschter gefrot haten, fir déi Motioun esou wéi se verfaasst war an eng Commission jointe oder an eng aner zouständeg Kommissioun, wéi och ëmmer, zum Beispill déi vun den Travaux publics ze renvoyéieren, well mer nach wollten e puer Saachen diskutéieren, si mer vun der Oppositioun hei regelrecht néier gebottert ginn a mir krute souguer béiswëlleg Ënnerstellunge gemaach.

Haut, muss ech soen, kann ech bal der Versuchung net widderstoen, dem Här Krecké a senger Equipe vläicht merci ze soen, datt si dee Kaméidi gemaach hunn, well elo sinn nämlech an esou kuerzer Zäit, wéi mer et net fäerdeg bruecht hätten an der Kommissioun, gutt Améliorationen an deen Text komm duerch eis Fraktioun, datt mer elo absolut kee Problem hu fir se ze stëmmen.

M. le Président.- Den Här Mehlen nach, an dann d'Madame Minister.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëm dee Problem, dee mer elo diskutéieren, gëtt jo scho laang ronderëm gaange wéi d'Kaz ëm de waarme Bräi, mä d'Fakte si wéi se sinn.

Mir wëssen, datt de Verkéier an deene leschte Joren enorm zougeholl huet, virun allem de Camionsverkéier. Ech wëll an deem Zesummenhang drop opmierksam maachen, datt bis elo, opgrond vun der bestehender Réglementatioun, de Verkéier iwwert déi Achs do erof an eng Richtung gelaf ass an datt de Camionsverkéier, soubal den Trajet op ass, an zwou Richtunge geet. Dat heescht déi, déi elo iwwert d'Tréierer Autobunn den Ëmwee hu misse maachen, sinn zousätzlech op déi Achs do komm.

Et kënnt een net derlaanscht fir festzestellen, datt d'Grenzuertschaften elo scho méi wéi iwwerlaf si mat Autoen, datt et ganz besonnesch zu Schengen zu onméigleche Situatioune féiert, wou Leit soe si bräichte mam Auto eng hallef Stonn fir just duerch dat klengt Dierfche Schengen ze fueren, wa si wëllen op hir Aarbecht oder an de Wéngert fueren. D'Liewensqualitéit vun de Leit huet enorm déi lescht Joren ofgeholl. D'Sécherheet vun de Kanner ass net méi garantéiert wann de Bus do stallhält. Och vum Point de vue Sécherheet ganz allgemeng, dat heescht, aus krimineller Siicht huet et sech déi lescht Zäit och nach verstäerkt. Dat ass esou, ob et engem gefält oder net.

Et ass och net ofzestreiden, datt wann d'Autobunn bis fonctionnéiert an et ass keng Tankstell do, an dee Fall wäert elo antriede wann de Verkéier fräi gëtt, da leeft de Verkéier, awer d'Tankstell ass net do, an dat bréngt ganz sécher zousätzlech Belaaschtungen op déi Uertschaften, wou Tankstelle sinn. Dat ass eng Situatioun, déi ass net ze toleréieren, an och dat Argument, da kéinte si jo op der Aire de Berchem tanken, gräift net. Mir wëssen, datt déi Tankstell zäitweileg schonn esou iwwerlaascht ass, datt et geféierlech ass, datt et Réckstau op der Autobunn gëtt. Dofir, ob et engem gefält oder net, mussen hei Décisioune geholl ginn, an zwar esou séier wéi méiglech.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, et kéint ee mengen, den Här Mehlen wier schonn tanke gewiescht, well en d'Kéier esou séier kritt.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Sou séier! Ech weess net, Här Weiler. Ech mengen, ech wéisst op wat Dir uspillt. Déi Diskussioun, déi war viru fënnef Joer vun alle Säiten.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Net vun alle Säiten, Här Mehlen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech kann lech nëmme soen, ouni d'Zählungen ze hunn, an dat wësst Dir alleguer, huet de Camionsverkéier op allen Achsen an deene leschte fënnef Joer sech praktesch verduebelt, an d'Prévisioune vun der europäescher Kommissioun lafen drop eraus, datt an deenen nächste fënnef bis zéng Joer e sech nach eng Kéier verduebelt, wou mer alleguer awer hoffen, datt dat net antrëtt, well et zu enger onméiglecher Situatioun kéim. Dozou soen ech herno nach e puer Wuert.

Entweder, Här President, mir ginn hin a mir setzen de Präis vum Benzin a vum Diesel erop, datt keen Ënnerscheed méi besteet, …

(Interruptions)

…an da schneiden déi Gréng, deenen hiert grousst Elektorat aus der Fonction publique kënnt, Fonction publique, déi zum gréissten Deel aus de Recette vun deem Trafik do staamt, sech awer ganz sécher an hiert eegent Fleesch, oder mir ginn hin a mir passen d'Tankstelleninfrastruktur de reelle Besoinen un. Mir soe ganz däitlech jo dozou, well de Grenzuertschafte keng zousätzlech Belaaschtung zouzemudden ass.

Et muss awer, an dat ënnersträichen an ënnerschreiwen ech mat zwou Hänn, esou aménagéiert ginn, an dat léisst sech ouni grousse Opwand maachen, doduerch datt een d'Tankstell méi déif leet a mat engem Äerdwall fiert, deen anstänneg beplanzt gëtt, datt déi Uertschaften, déi do am noeste bäileien, praktesch näischt dovun ze spiere kréien.

Et muss och eng Bréck dohinner kommen, datt déi, déi eriwwer tanke kommen, d'Méiglechkeet hunn erëm zréck ze fueren an net mussen e groussen Détour maachen, well si dann erëm erof an d'Uertschaften tanke fueren.

E Wuert zur CO_2-Strategie. Dat ass net falsch wat den Här Gira gesot huet, mä ech mengen, do muss awer wierklech och europawäit no Solutioune gesicht ginn, …

Des voix.- Weltwäit!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir hunn a där grousser Welt, mengen ech, net esou vill ze soen, mä mir hunn awer an der EU vläicht eng Stëmm, déi heiansdo gehéiert gëtt.

…datt dach awer méi probéiert gëtt an enger Gesamtstrategie de groussraimege Wuereverkéier op d'Schinn ze bréngen. Ech mengen, dat wär schonn de richtege Wee. Engersäits méi Camione vun der Strooss erof an duerch Schinneverkéier ersat, an op där anerer Säit deene jéinegen, déi mussen tanke fueren, eng adequat Offer op der Autobunn ze ginn a se net forcéieren an d'Dierfer tanken ze fueren.

Ech soe merci, an ech wëll soen datt mir d'Motioun, déi den Här Strotz abruecht huet, géingen ënnerschreiwen, wann hien eis eng Plaz gelooss huet, mä datt mir se op jidde Fall stëmmen.

M. le Président.- Madame Minister wann ech gelift.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, ech si frou datt ech hei an der Chamber iwwert de Prinzip eng zimlech grouss Zoustëmmung fannen, fir datt eng Klärung kënnt an der doter leidegder Fro. Ech weess, datt mäi Virgänger d'Saarstrooss geplangt hat mat der Intentioun fir och eng Tankstell ze implantéieren, well en hat jo d'Viraarbechten an deene respektive Sitë scho gemaach. Et war also e Wëllen do fir eng Tankstell op der Saarstrooss ze maachen.

Ech sinn natierlech der Meenung, datt wann d'Regierung eng Motioun unhëlt, datt se déi och eescht soll huelen a sech och à même muss kënne setze fir dat dann ze exécutéieren. Dat war net de Fall. Dat war net méiglech. Et war nun eemol un Hand vun der Rechtslag net méiglech fir déi Implantatiounen esou ze maache wéi se mat deene respektive Gemenge virdrun diskutéiert gi waren. Opgrond vun där neier Rechtslag, déi jo neierdéngs esou ass, datt wann e Spezialgesetz iwwer e Stroossentracé gestëmmt gëtt, dann d'Equipementer an deem Spezialgesetz och a menger Liesweis musse virgesi sinn.

De Problem, dee mer hei hunn, an ech wëll do op d'Interventioun vum Här Scheuer agoen, et ass mengen ech net an der Intentioun

vu kengem fir d'Gemengen ze entmündegen, mä et ass awer Klärungsbedarf do, fir datt net an deem Moment wou un d'Realisatioun vun esou engem Bauwierk gaange gëtt dann erëm eng Kéier Problemer kommen, déi d'Zoustännegkeeten net kloer definéieren. An dofir begréissen ech datt hei d'Regierung opgefuerdert gëtt um Fonds des routes-Gesetz en Zousaz ze maachen, deen déi dote Situatioun kläert.

Dat gesot wëll ech drun erënneren, datt leschten Enns och den Transportministère d'Verkéiersregelung op der Saarstrooss ofhängeg mécht vun der Tatsaach ob eng Tankstell op där Strooss ass oder net. Dat heescht, an deem Fall wou den Transit eng Tankstell op der Strooss huet, ka verbuede ginn datt Transitverkéier erof an d'Uertschafte fiert. Dat alles féiert mech dozou fir ze soen, datt mat där Infrastruktur do eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit an den ëmleienden Dierfer dierft kommen, awer ënnert der Viraussetzung, datt mer natierlech elo eng Plaz fannen an datt mer déi richteg Nisch fanne fir déi Tankstell dran ze setzen. Dat wäert awer nach net esou séier gelaf sinn, well do ass jo net eleng de Bauteministère zoustänneg. Do muss och den Ëmweltministère seng Zoustëmmung ginn an ech wäert mech jiddefalls beméie fir mat klore Propositiounen deemnächst der Regierung vun e Projet virzeleeën, an dat dann hei vun der Chamber iwwert d'Ofännerung vum Gesetz vun der Saarstrooss och da begutachten a stëmmen ze loossen.

M. le Président.- Madame Minister, den Här Gira géif Iech nach gären eng Fro stellen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wollt d'Madame Ministesch froen an deem Szenario, dee si elo geschildert huet, mat engem Ëmännerung vum Fonds des routes-Gesetz, ob si dann awer dofir wäert suergen, datt mer endlech virdrun och d'Impaktstudiendirektiv fir de Volet Stroossen ëmsetzen? Well ech huelen un datt mer eis eens sinn, wann Der dat net maacht, da sidd Der erëm am Vide juridique wou der bei der Saarstrooss scho waart, mat all deene Resultater déi Der hutt. Hunn ech richteg verstanen, datt Der dann dofir suergt, ier Der mat deem dote Projet de loi kommt, datt endlech e Projet de loi op den Dësch kënnt, deen dofir suergt datt mer d'Impaktstudiendirektiv fir de Volet Stroossen och zu Lëtzebuerg no 17 Joer wäerten ëmsetzen?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, ech kann dem Här Gira soen, datt de Bauteministère déi Aarbechten ofgeschloss huet schonn zanter enger längerer Zäit an datt dee Projet zurzäit beim Transportministère läit fir den Zousaz, deen den Transportministère betrëfft. Well Dir kënnt Iech jo erënneren, datt am Werdegank vun der Ëmsetzung vun der Direktiv fir d'éischt emol en Hin an Hier war ob et soll an d'Kommodos-Gesetz kommen. Duerno ass gesot ginn et soll e Spezialgesetz ginn an duerno ass gesot ginn och d'Dispositioune fir den ëffentlechen Transport sollen an dat Gesetz dra kommen. An ech denken, datt mer an nächster Zäit wäerten déi Zousätz kréien an da wäert dëse Projet och an d'Chamber kommen.

M. le Président.- Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1 (nouvelle version)

Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Nicolas Strotz.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass mat 41 Jo- géint 5 Nee-Stëmmen an 12 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Ady Jung), Mme Nelly Stein, MM. Micolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Jeannot Belling), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Greisen Fernand (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

M. Serge Urbany.

Motion 2

Mir kommen dann zur Motioun 2 vum Här Jos Scheuer.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, et ass awer esou, datt mam Vote vun der Motioun, déi mer elo just gestëmmt hunn, déi vum Här Scheuer effektiv superfétatoire ass. Dat wat an der Motioun vum Här Scheuer steet, ass an eiser mat dran.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dat stëmmt net. Mir hu bewosst keng Referenz drop gemaach, datt musse Gesetzer ëmgeännert ginn.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, den Här Bodry suggéréiert mer hei, mir hätten d'Prioritéit fir eis Motioun solle froen. Dat ass richteg an dat wier an dësem Fall wierklech de mise gewiescht, well d'Objete mateneen total iwwerenee klappen. Ech hunn et awer net gemaach, fir net erëm hei de Reproche gemaach ze kréien, mir géifen hei d'Guillotine spille loossen.

Da si mer mol eng Kéier fein, da kritt een dat net unerkannt.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Da kommt mir stëmmen of.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- D'Methode sinn anerer.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ma da bleift bei där gudder Intentioun! Här Weiler, weise gëllt net nëmme schwätzen, seet de Statsminister.

Kommt mir stëmmen driwwer of.

Vote

M. le Président.- Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass mat 39 Nee- géint 11 Jo-Stëmmen an 8 Abstentioune verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Ady Jung), Mme Nelly Stein, MM. Micolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

Serge Urbany.

5. Ordre du jour

Ech wollt Iech nach matdeelen, datt déi nächst Sitzunge festgeluecht sinn op den 3. an de 4. Juni. D'Conférence des Présidents huet folgenden Ordre du jour virgeschloen:

En Dënschden den 3. Juni hu mer

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. de Projet de loi 4992, eng Ofännerung vum Code pénal nom Modell 1;

3. de Projet de loi 5072 iwwert d'Organisation judiciaire, och nom Modell 1;

4. de Projet de loi 5097, e Stabiliséierungsofkommes tëschent de Länner vun der Europäescher Gemeinschaft a Kroatien, och nom Modell 1.

E Mëttwoch de 4. Juni hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Délaie bei de Strofprozesser op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun, an dann hu mer d'Questions avec débat; dat sinn der méi d'Questions avec débat – dat sinn der méi – N° 23, 29, 30 an 31 vum Här Henckes iwwert d'Liberaliséierung vum Maart vun den Telekommunikatiounen, vum Gas a vum Stroum.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Deem ass esou, an domadder ass d'Sitzung vun haut opgehuewen.

Merci villmools.

(Fin de la séance publique à 19.43 heures)

60E SÉANCE

MARDI, 3 JUIN 2003

Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement :
   - Question N° 300 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des infrastructures adéquates pour l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue au Nord du pays, adressée au Ministre de l'Intérieur
   - Question N° 303 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'accueil téléphonique des administrés à la Caisse nationale des Prestations familiales, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
   - Question N° 304 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Emile Calmes au sujet de l'application de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT), adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
   - Question N° 305 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la construction d'une nouvelle laiterie par l'association agricole LUXLAIT, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
4. Vérification des pouvoirs et prestation de serment de Mme Nancy Arendt
5. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales
6. 5097 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter et Henri Grethen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech wollt der Chamber Folgendes matdeelen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 22 mai 2003 Monsieur le Député Lucien Lux a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement sur les professions de santé.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, sief op Folgendes opmierksam gemaach:

1) No der Demissioun vum Här Ady Jung, dee Member vum Statsrot ginn ass, gëtt haut de Mëtteg no der Froestonn un d'Regierung d'Madame Nancy Arendt als neie Member vun der Chamber vereedegt;

2) op Wonsch vun der Regierung an am Averständnis vun der Fraktioune ginn d'Projets de loi 4991 a 5072 op mar e Mëttwoch no der Aktualitéitsstonn verluecht.

Den Här Henckes freet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt d'Wuert froen zum Ordre du jour, an zwar wéinst dem Ordre du jour vun e Mëttwoch de Mëtteg. Do sinn dräi Questions avec débat vu mir virgesinn. Et gouf jo décidéiert meng Interpellatioun an dräi Questions avec débat ëmzewandelen. Ech wollt éischtens d'Chamber froe fir déi Questions avec débat, wat d'Liberaliséierung vum Elektresch a Gas ugeet, zesummen ze regruppéieren, well dat deeselwechte Minister ass an déiselwecht Problematik betrëfft.

Den zweete Punkt ass, dass ech wollt froe fir den Ordre du jour bäizebehale wéi en initialement virgesi war, dat heescht dass déi Questions avec débat géingen direkt als Punkt no der Aktualitéitsstonn iwwert d'Délais des procès en matière pénale sollten ofgehale ginn.

M. le Président.- Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Domadder si mer d'accord. Et ass also esou décidéiert.

Dann hu mer haut de Mëtteg eng Froestonn un d'Regierung. Déi éischt Fro ass d'Fro 300 vum Här Marco Schank un den Här Innenminister iwwert déi néideg Infrastrukture fir de Rettungshelikopter am Norde vum Land. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 300 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des infrastructures adéquates pour l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue au Nord du pays, adressée au Ministre de l'Intérieur

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment leeft eng gréisser Diskussioun am Norden iwwert déi adequat Stationéierung vun engem vun deenen zwee Rettungshelikoptere vun der Luxembourg Air Rescue mat engem Hangar respektiv ouni Hangar, inklusiv Spritreserven niewent der Clinique St Louis zu Ettelbréck. Et gëtt souguer gefäert, datt den Helikopter definitiv kéint ofgezu ginn, wann deen Hangar net bei d'Clinique kënnt, an domat den Norden e liewenswichtege Pilier vu sengen Noutrettungsdéngschter géif verléieren.

Esou wäit ech weess läit de Moment am Kader vum Kommodo-Inkommodo, fir deen Hangar niewent der Clinique opzeriichten, nach keng Autorisatioun vum Aarbechtsminister vir, par contre hunn ech virun enger Véirelsstonn héieren, dass den Ëmweltminister seng Genehmegung ginn hätt, an déi wär gëschter der Gemeng respektiv der Clinique zougestallt ginn.

Meng Froen un den Innenminister sinn déi heiten:

1. Awéiwäit setzt d'Regierung sech an, fir datt op jidde Fall de Rettungshelikopter bei eis am Norde stationéiert bleift?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung a puncto Standuert fir den Hangar niewent der Ettelbrécker Clinique, respektiv, wéi vum Schäferot recommandéiert, op engem alternative Site ausserhalb?

3. Ginn et konkret Négociatioune mat der Luxembourg Air Rescue respektiv mat der Gemeng fir d'Viraussetzungen ze schafen, dass den Helikopter mat sengen noutwendegen Infrastrukturen dohinner stoe kënnt, wou hien a puncto Rettungsasätz méiglechst effikass ass?

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Froe vum honorablen Deputéierte Schank wéilt ech äntwerten andeem ech soen, dass selbstverständlech d'Regierung all Efforte mécht déi hir sinn an déi si ka maachen, fir dass den Helikopter vun der Air Rescue am Norde vum Land a méi prezis bei der Klinik zu Ettelbréck bleift. Ech hunn dat schonn zu enger Question parlementaire vum honorablen Deputéierte Loes am Joer 2000 gesot.

D'Regierung huet de 24. November 2000 an hirem Conseil, nodeem den Innenminister an haaptsächlech de Santésminister eng Rei vu Concertatiounsgespréicher virdrun haten, décidéiert de Bau vun engem Hangar fir d'Air Rescue beim Ettelbrécker Spidol mat 80% ze subventionéieren. Domat hu mer eng kloer Ausso gemaach fir de Prinzip an och fir d'Plaz, wou deen Hangar hikomme soll.

Et ass eng Prozedur virgesinn, wann ee wëllt bauen, och fir deen Hangar vun deem heite Site. Am Kader vun där Prozedur si Reklamatiounen erakomm. Déi sinn amgaangen traitéiert ze ginn. Dir hutt richteg héiere virun enger Véirelsstonn, dass den Environnementsminister säin Deel vun der Autorisatioun - et musse jo zwee Deeler kommen - déi lescht Woch ginn huet, an dass d'Inspection du Travail et des Mines amgaangen ass um Dossier ze schaffen an och an deenen nächsten Deeg a Wochen hir Äntwert da wäert matdeelen.

Déi zweet Fro, en alternative Site, mengen ech, hunn ech beäntwert doduerch, dass d'Regierung hiren Accord ginn huet fir de Site, wat eis logesch geschéngt huet fir den Hangar niewent dem Spidol zu Ettelbréck ze implantéieren. D'ailleurs wär de Site Fridhaff fréistens an enger Rei vu Jore méiglech, well do jo déi definitiv Décisiounen, wat de Bau vun engem gemeinsame Pompjeesbau vun de Gemengen Ettelbréck an Dikrech ubelaangt, nach ausstinn.

Konkret Négociatioune si vun eis zur Zäit net noutwendeg. Alles dat wat d'Regierung ze maachen huet an deem Dossier, dat huet se gemaach. Et däerf een net vergiessen, dass d'LAR eng privat Associatioun ass. Et ass kee staatleche Service, esou wéi verschidde Leit heiansdo mengen. Et ass also un der A.s.b.l. Air Rescue fir déi néideg Autorisatiounen erbäizekréien, fir de Bau vun deem Hangar beim Ettelbrécker Spidol dann definitiv kënnen ze maachen. Dozou gehéiert wéi gesot nach d'Autorisatioun oder déi positiv Äntwert vun der Inspection du Travail et des Mines an dann déi definitiv Baugenehmegung vun der Ettelbrécker Gemeng.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 303 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Familljeministesch iwwert den telefoneschen Emfang bei der Caisse nationale des prestations familiales. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

- Question N° 303 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'accueil téléphonique des administrés à la Caisse nationale des prestations familiales, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Kannergeldkeess ass eng vun deene staatleche Verwaltungen, déi am meeschte mat Clienten ze dinn huet. Déi Dossieren, déi se ze behandelen huet, si ganz vielfälteg. Et kommen ëmmer nei Dossieren dobäi, wa mir hei légiféréieren. Mir mengen awer, dass wa mer der Caisse nationale des prestations familiales nei Missioune ginn, wou d'Leit zu Recht uruffen a sech informéiere wëlle wéi de Stand vun den Dossieren ass oder ganz einfach praktesch Froen hunn, da misste se kënnen déi Äntwerte kréien.

Ech zielen Iech elo vun enger eegener Experienz. Ech hat probéiert fir un d'Caisse nationale des prestations familiales ze kommen. Ech hunn insgesamt 75-mol probéiert, well ech gemengt hunn ech misst eng Kéier dach duerchkommen. Ech krut du vun enger léiwer Stëmm ganz gentiment gesot - iwwregens gëtt et op der Keess ganz vill kompetent a gutt Personal, mä et muss ee just un et kommen -: „Well eis Tëlefonsleitunge regelrecht iwwerrullt sinn, well en enorme Floss op d'Kannergeldkeess kënnt, rode mir Iech eis ze schreiwen oder um Guichet laanscht ze goen." D'Öffnungszäite sinn da gentiment och matgedeelt ginn. Ech krut et dann dunn och nach op Däitsch an op Franséisch gesot an dunn ass agehaange ginn.

(Brouhaha général)

Ech sinn also net méi an enger Warteschleif bliwwen. Ech hunn dunn, well mer als Deputéierten an och als fréier Journaliste jo e bësse méi débrouillard sinn, probéiert fir duerchzekommen. Ech hunn dann och, Madame Minister, vun der Sekretärin vum President déi richteg Nummer kritt an ech sinn dunn - oh Wonner - duerchkomm. Ech sinn awer an der Zwëschenzäit mindestens eng hallef dose Mol vu Leit ugeschwat ginn, déi net déiselwecht Chance hate fir déi Nummer ze kréien.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här Di Bartolomeo, stellt Är Fro, well Är Zäit ass schonn eriwwer.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Är Zäit ass och geschwënn eriwwer, Här Weiler, mä Dir wësst et just nach net. Et ass ëmmer schéin, dass Dir mech drun erënnert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- …Dir wäert Iech nach wonneren. Et ass nach ëmmer esou gewiescht: Hochmut kommt vor dem Fall.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, wann…

M. le Président.- Esou äntwert een engem Kolleeg och net, Här Di Bartolomeo, wéi Dir dat elo gemaach hutt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech wäert dat dann och net méi maachen. Ech wäert mech net méi vum Här Weiler ënnerbriche loossen. Dofir meng Fro un d'Madame Ministesch.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech weess, dass d'Kannergeldkeess ganz vill sollicitéiert gëtt, mä - an dofir hat ech d'Fro och eigentlech un de Statssekretär vun der Fonction publique gestallt, deen zoustänneg ass fir d'Réforme administrative - wann een d'Réforme administrative an d'Vitrine stellt, wann een en Téléphone vert an d'Vitrine stellt, wann ee regional Biergerbüroen an d'Vitrine stellt, da muss een och dofir suergen, dass d'Leit un déi Büroe kommen, déi se am meeschte sollicitéieren. Dofir d'Fro un de Statssekretär, …

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- …déi awer vun der Madame Minister beäntwert gëtt: Wat gedenkt Dir ze maachen, fir dass deen Tëlefonsservice vun der Caisse des prestations familiales esou ausstafféiert gëtt, datt déi Leit, déi do uruffen, och eng Äntwert kréien, wa si se brauchen?

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, ech wëll vläicht soen, datt déi Question parlementaire vum honorablen Här Di Bartolomeo de Mëtteg um zwielef Auer bei eis an d'Haus erakomm ass, an et dofir net ganz einfach ass fir dem Deputéierten dann ze äntwerten. Vu datt déi fläisseg Leit aus der Keess gewinnt si vill ze schaffen, hu se awer an der Mëttesstonn probéiert fir mer eng Rei vun Äntwerten ze ginn.

(Interruption)

Ware se natierlech net um Telefon, dat ass wouer.

(Hilarité)

Här President, villes fält bei der Kannergeldkeess un. Ech soen Iech just, datt mer eng Etüd maache geloss hunn, wou festgestallt gouf, datt an 22 jours ouvrables 82.557 Telefonen un d'Kannergeldkeess eragaange sinn. Wann den Här Di Bartolomeo sech kënnt virstellen, wéi een dat kënnt regelen, fir de Leit an dräi Minutten eng Äntwert ze ginn, wat awer total onméiglech ass, well et muss ee jo emol deen entspriechenden Dossier siche goen. Et dauert mindestens eng Véirelstonn. Et ass iwwerhaapt net denkbar esou vill Personal anzestellen, fir kënnen op all Fro direkt eng Äntwert ze ginn.

Et ass ganz schwiereg an net ëmmer evident bei deenen 100.000 Leit, déi aus dem Ausland all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen an déi vläicht en Différentiel zegutt hunn, vläicht eng Allocation d'éducation, oder wat och ëmmer bei all deene Prestatiounen, déi et an der Kannergeldkeess gëtt, ëmmer direkt eng Äntwert ze ginn.

D'Dossieren déi erakomme si meeschtens net komplett, an et ass net un der Kannergeldkeess fir d'Annoncë vun den Naissancen am dem Lëtzebuerger Wort ze kucken oder am Tageblatt, a wann et sech ëm Leit handelt, déi aus dem Ausland kommen, wou dann ee reklaméiert, si hätten elo dat drëtt Kand kritt, an dat drëtt Kand huet en aneren Numm wéi déi zwee Kanner virdrun, kann d'Keess net wëssen, datt si muss en drëtt Kannergeld ausbezuelen.

Et kommen déi onméiglechste Geschichte vir, wou d'Kannergeldkeess iwwerhaapt mol net dervun informéiert gëtt, an dat mécht natierlech d'Liewen net méi einfach.

Mir hu probéiert mat deenen auslännesche Kannergeldkeessen ze verhandelen. Besonnesch mat deene franséische Keesse komme mer gutt virun, well déi jo een eenheetleche System hunn. An Däitschland ass iwwerhaapt näischt ze wëllen, well zum Deel gëtt dat iwwert de Bund gemaach, zum Deel iwwert déi eenzel Länner. Dir kritt do emol net e Verhandlungspartner mat deem Der kënnt doriwwer diskutéieren.

Wéi gesot, mat de Fransouse si mer relativ wäit komm, fir ze soen datt mir als Lëtzebuerger géingen dee ganzen Différentiel virbezuelen, an doduerch de Leit et méi einfach maachen, an d'Keessen herno probéieren ënnerteneen eens ze ginn.

Ech sinn och frou, datt mer vill Verständnis fonnt hu bei de Gewerkschaften, déi jo mat am Comité vun der Kannergeldkeess dra sinn, fir ze probéieren esouwäit wéi méiglech Erliichterungen ze schafen.

D'Keess huet och mëttlerweil eng global Strategie entwéckelt vun der Kommunikatioun, déi amgaang ass ëmgesat ze ginn. Et geet virun allem ëm d'Gestion électronique vun den Dokumenter, wou à moyen terme deen, dee Kannergeld oder eng aner Leeschtung zegutt huet, säin Dossier iwwert den Internet oder iwwer e Serveur vocal ka beäntwert kréien. Och fir dee Serveur vocal ass d'Préétude fäerdeg.

De Moment sinn an der Kannergeldkeess dräi Leit mueres um Telefon an eng Persoun nomëttes, déi ongeféier 50 Kommunikatiounen am Dag kënnen traitéieren, net nëmmen ophiewe mä traitéieren. Et geet jo net nëmmen duer fir ze soen, hei si mer, mä da muss ee jo kucken, datt een deen Dossier fënnt. D'Keess huet zousätzlech aacht Persounen à mi-temps gefrot. Ech sinn dervun iwwerzeegt, datt d'Kolleegen an der Regierung déi Demande wäerten ënnerstëtzen, fir datt mer méi séier bäikommen. Da kënnt derbäi, datt mer och d'Zuel vun de Guichete verduebelt hunn, fir op der Plaz kënnen de Leit méi séier eng Äntwert ze ginn.

Mir hunn och en neie Serveur-Fax installéiert kritt, fir ze verhënneren datt Faxe verluer ginn. Et komme pro Dag 100 bis 140 Faxen eran. Iwwert de klassesche Courrier kommen 1.500 bis 3.000 Bréiwer den Dag. Domadder wëll ech Iech sensibiliséiere fir déi Multitude vu verschiddenen Accèsen, déi an där Kannergeldkeess bestinn.

Wéi gesot, eis Bemëiunge si bestänneg an deene leschte Jore virugaangen, fir e bessere Service unzebidden, mä ech weess awer och, datt en net optimal ass an datt en nach vill verbessert ka ginn. Ech kann Iech garantéieren, datt et ee vun de Neel aus menger Doudelued ass, well ech weess datt dee Service séier kéint besser fonctionnéiere wéi e fonctionnéiert, mä et läit net un deene Leit déi do sinn, et läit un där Vielfalt vu Problemer, déi sech an deenen eenzelnen Dossiere stellen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 304 vum Här Emile Calmes un d'Familljeministesch iwwert d'ASFT-Gesetz. Den Här Calmes huet d'Wuert.

- Question N° 304 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Emile Calmes au sujet de l'application de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT), adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Minister eng Fro stellen iwwert d'ASFT-Gesetz, dat a sech d'Relatioun tëschent dem Stat an deenen Organisatioune regelt, déi am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich aktiv sinn.

Ech wollt ganz einfach froen, wéi vill där Agrémenten zënter der Aféierung vun deem Gesetz ausgestallt gi sinn, wéi vill där Organisatioune vu privatem Recht sinn a wéi vill datt der ugefaangen hunn no der Aféierung vum Gesetz 1998?

Den Artikel 24 vun deem Gesetz gesäit och vir, datt déi Organisatiounen, déi méi wéi ee Joer scho geschafft hunn, fënnef Joer Zäit hu fir sech den Dispositioune vum Artikel 2 vum Gesetz unzepassen. An dem Sënn wollt ech froen, wéi vill där Betriber an der Tëschenzäit sech de Konditiounen ugepasst hunn, wéi vill der an der Tëschenzäit nach mat engem provisoreschen Agrément fueren, an ob et eventuell virgesinn ass fir verschiddener vun deenen dëse Provisoire iwwer fënnef Joer ze verlängeren? Op där anerer Säit sinn der ganz bestëmmt och do, déi d'Konditiounen net konnten erfëllen an déi hu missen ophalen. Do wollt ech wëssen, wéi vill dat der wären?

Merci.

M. le Président.- D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*.- Här President, dat ass elo eng ganz komplex Fro, wou et och net ganz liicht ass fir op d'Zuel hoergenee ze äntwerten, an duerfir wëll ech hei net wetten, datt keen eenzege Service heibäi vergiess ginn ass, mä an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung haten, hu mer probéiert den Organismen no et ze kucken, esou wéi den honorablen Deputéierten et gefrot huet. Dat heescht, een Organisme kann

durchaus véier oder fënnef verschidden Aktivitéiten hunn, déi ënnert d'ASFT-Gesetz falen. Mir hunn also net déi eenzel Aktivitéiten opgezielt, mä gekuckt wéi vill Agrémentë pro Organisme bis elo ausgestallt gi sinn.

Am Service vun de Personnes adultes sinn dräi Agrémenter, déi conforme sinn zu dem ASFT-Gesetz. Dovu sinn zwee Privatgestionnairen. No dem ASFT-Gesetz ass keen neie Service méi derbäi komm. Et ass nach een eenzegen Agrément provisoire doran. An deem Beräich huet och kee Service zougemaach.

Bei de Foyers de jour sinn et 75 Agrémenter, déi conforme sinn. 67 sinn de droit privé. 33 nei Servicer sinn opgaangen, nodeem datt d'ASFT-Gesetz do ass. Bei 38 ass eng Mise en conformité no 1998 komm. Et si 15 Agréments provisoires de Moment do. Aacht Foyers de jour hunn zougemaach. Esouwäit wéi mer dat awer gesinn hunn, ass dat net gewiescht opgrond vun de Kritäre vum ASFT-Gesetz, mä dacks datt entweder d'A.s.b.l. net méi wollt virufueren, oder awer datt finanziell Problemer waren.

Beim Placement familial si véier Agrémenter do. Dat si véier Privatgestionnairen. Do ass och no den Aktivitéiten näischt Neies méi an deene Servicer derbäikomm. Et ass och kee fortgaangen.

Am Handicapéierteberäich sinn et 19 Agrémenter. Dovu sinn 18 Privatgestionnairen. Et ass keen neien Organisme nom ASFT-Gesetz erakomm. Et sinn der sechs conforme gesat ginn an 13 Agrémenter si provisoire. Do ass och näischt wat zougemaach ginn ass.

24 Jugendhaiser. Do wësst Der wéi de System ass. Et ass eng A.s.b.l. normalerweis, déi se féiert, mä déi awer bezuelt gëtt hallef vun der Gemeng an hallef iwwert de Famillјeministère. Do sinn der 13, déi hir Aktivitéiten eréischt non dem Akraaftsetze vun dem ASFT-Gesetz opgeholl hunn. Néng sinn en conformité gesat ginn no 1998. 15 Agréments provisoires sinn do an 10 sinn der en cours. Een eenzegt Haus ass zougemaach ginn.

Bei de Centres d'accueil sinn et aacht Agrémenter, déi conforme sinn. 64 sinn nach en cours. Do si sechs Privatgestionnairen. Et ass och keen neien Organisme derbäikomm. Zwee sinn der en conformité gesat ginn no 1998 a sechs hunn e provisoreschen Agrément.

Bei de Personnes âgées sinn et 133 Agrémenter. Do sinn nach zousätzlech der 63 en cours. 98 privatrechtlecher an 19 Organismen déi nokomm sinn a gefrot hu fir en Agrément ze kréien. 23 sinn en conformité gesat ginn. 89 sinn nach en suspens. Fënnef hunn der zougemaach oder goufen zougemaach.

Bei der Promotion féminine sinn et fënnef Organismen. Et sinn och fënnef Gestionnairë vu Privatrecht. Et ass een zousätzlechen Organisme derbäikomm no dem ASFT-Gesetz, an eng Mise en conformité no 1998. Véier hunn nach e provisoreschen Agrément.

Mir hunn e Problem, Här President, well dat net nëmmen den honorabelen Här Calmes eppes ugeet, mä virun allem wëll ech op dëser Plaz en Appel maachen. Dat ass, dass mir et dacks ganz schwéier hu fir an de Gemengen déi zousätzlech Donnéeën ze kréie wann déi fënnef Joer eriwwer sinn, wann dann nach déi zwee Joer, well dat huet den Här Deputéierte gefrot, wéi laang dass d'Prolongatioun ass no deene fënnef Joer, déi provisoresch woren, kann een nach zwee Joer kréien, mä da muss een déi Donnéeën eraginn, a wéi gesot, do hunn eis Servicer et ganz dacks schwéier fir eben un all déi Donnéeën ze kommen. Dofir wier ech och frou, wann déi vun Iech, déi Responsabilitéiten an de Gemengen hunn oder soss Gestionnaire vun engem vun esou Servicer wieren, dofir ze suergen, datt mer méiglechst séier déi Demandë kréien oder dat erageschéckt kréien, wat mir selwer brauchen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur leschter Fro, un d'Fro Nummer 305 vum Här Robert Mehlen un den Här Ackerbauminister iwwert de Bau vun enger neier Molkerei.

D'Wuert huet den Här Robert Mehlen.

- Question N° 305 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la construction d'une nouvelle laiterie par l'association agricole LUXLAIT, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net fir d'éischt datt iwwert dee Problem vun engem neie Site fir d'Molkerei LUXLAIT, déi eenzeg Genossenschaftsmolkerei déi mer nach zu Lëtzebuerg hunn, geschwat gëtt. Meng Fro geet awer, och wann den Här Minister eis ka vläicht Opschloss iwwert den Erfolleg bei der Sich no engem Site ginn, e bësse méi wäit.

Et ass evident, datt et net nëmme kann drëm goe fir eng nei Molkerei opzeriichten, mä datt een och muss an der heiteger Zäit, wou d'Mäert op sinn a wou d'Konkurrenz vun alle Säiten erakënnt, en tragfäegt Konzept hunn, wann ee wëllt grouss investéieren an e liewensfäege Betrib opbauen. Et ass kloer, datt an dësem Fall d'Agrargesetz virgesäit, datt de Stat sech un deenen Investitioune bedeelegt an engem relativ héije Mooss, an ech mengen och vun dohier ass den Intérêt public an där Fro hei ginn.

Ech wollt dofir den Här Minister Folgendes froen: Wéi gesäit et aus mat engem Konzept fir eng nei Molkerei, elo net vun der Technik hier, mä vun deem méi op de Maart ausgeriicht?

Ass d'Regierung an där Fro ëm hir Mataarbecht, ëm hir Hëllef gefrot ginn? Ech erënnere par analogie drun, datt d'Regierung viru Joren eng Etüd maache gelooss hat iwwert de Secteur vum Wäibau, fir dee méi kompetitiv ze maachen. Par analogie kënnt ee froen, ass d'Regierung hei och gefrot gi fir sech un esou enger Ausschaffung vun engem Konzept ze bedeelegen? Ass se bereet dat ze maache wa se gefrot gëtt?

Meng lescht Fro ass, ass esou e Konzept och d'Viraussetzung fir d'Bewëllegung vun de Bäihëllefen, déi d'Agrargesetz an deem Fall virgesäit?

Här President, ech wollt nach eppes hannendrun hänken. Ech hat, Dir wësst dat, gefrot fir haut dem Här Landwirtschaftsminister eng zousätzlech Fro ze stellen, an zwar geet et do ëm de leschte Stand vun de Verhandlungen um europäeschen Niveau iwwert d'Agrarpolitik, d'Reform vun der PAC.

Et ass en Dossier, dee permanent an Evolutioun ass. Et ass mer awer leider refuséiert ginn, fir déi Fro hei ze stellen, well gesot ginn ass, mir hunn eréischt virun zwee Méint an enger Heure d'actualité doriwwer geschwat. Den Här Minister huet deemools gesot, hie wär bereet à tout moment d'Chamber ze informéieren iwwert de Fortgank vun deem Dossier. Ech bedaueren hei, datt déi Fro haut net zougelooss ginn ass, an ech erwaarden, datt dann op anerem Niveau, wann et net anescht méiglech ass um Niveau vun der Agrarkommissioun, mer Opschloss kréien iwwert den aktuelle Stand vun deem Dossier.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Ackerbauminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen huet zu Recht gesot, datt et net déi éischte Kéier ass datt mer iwwert d'Problematik vun der Molkerei LUXLAIT hei schwätzen, iwwerhaapt iwwert d'Molkereiwiesen hei zu Lëtzebuerg, an ech mengen datt et kloer ass, datt mer eng performant Molkerei hei am Land brauchen. Ech denken an ech hoffen, datt doriwwer jiddereen eens ass.

Et ass evident, eis Agrarprodukter mussen hei am Land valoriséiert ginn. Mir musse versiche fir hei am Land Mehrwert ze schafen an Aarbechtsplazen, an datt mer net kënnen eis Agrarpolitik dorobber beschränken, fir eis Matière première an d'Ausland ze liwweren, datt se do ka veraarbecht ginn, datt do ka Mehrwert geschaaft ginn, datt do kënnen Aarbechtsplaze geschaaft ginn. Ech géif soen, dat ass ganz sécher net de Sënn an den Zweck vun eiser Agrarpolitik, a mir hu jo schonn eng Kéier gemierkt wéi mer d'MKS dorëmmer haten, datt an esou Krisefäll et ganz geféierlech ass fir ofhängeg ze sinn oder komplett ofhängeg ze si vum Ausland. Dofir, wéi gesot, ass et wichteg, datt mer versichen hei eis Veraarbechtung vu Matière première ze erméiglechen. Dat ass ëmsou méi richteg fir d'Mëllech, well mer wëssen datt déi Lëtzebuerger Réimëllech qualitativ ganz héichwäerteg ass. Dat ass iwwerall unerkannt. Dat ass och net vum selwe gaangen. Déi héichwäerteg Qualitéit ass nëmmen erméiglecht ginn duerch ganz streng a schaarf Kontrollen, an duerch eng ganz gutt Berodung duerch de Beruff an duerch d'Associatiounen.

A vun de Produkter vun der LUXLAIT kann een ouni Zweifel dat nämlecht soen, datt se qualitativ ganz gutt sinn. Si hunn och vill Succès bei de Konsumenten.

Et ass kloer, an ech ginn do dem Här Mehlen Recht, datt et haut awer net méi duer geet fir gutt Produkter ze maachen, et muss een och rationell a rentabel schaffe kënnen, an et muss een och gutt Distributiounskanäl a gutt Marketinginstrumenter hunn. Et ass kloer, datt d'LUXLAIT op hirem heitege Site net optimal a rationell schaffe kann, datt, wa se wëllt investéieren oder aner Projeten huet, ëmmer méi héich Oplage kritt, well se matten an engem Wunngebitt läit. Dat ass awer net hir Schold, well si war virun deene meeschten Haiser, déi haut do stinn, do. Mä Fait ass et, datt se ganz staark ageschränkt ass an hirer Entwécklung op dem aktuelle Site. Dofir ass de Bau vun engem neie Betrib op engem anere Site onëmgänglech, wa se wëllt hir Zukunft ofsécheren. Dat ass net nëmmen d'Meenung vun der LUXLAIT, ech mengen, et ass och d'Meenung vun de politesche Gremien.

Ech wëll awer soen, fir en neie Betrib ze implantéieren op engem anere Site, dat ass méi liicht gesot wéi gemaach. Mir wëssen, datt esou eng Implantatioun mat ganz ville Studien, Problemer, Reklamatiounen a mat laange Prozedure verbonnen ass. Dat ass schonn esou fir en normale Betrib. Et ass ëmsou méi schwiereg fir e Betrib wéi d'LUXLAIT. D'LUXLAIT déi, wéi mer wëssen, mat Liewensmëttel schafft, wou also net all Site sech eegent fir esou ee Betrib. Dee brauch ee groussen Areal, dee muss gutt Uschlëss hunn un d'Energieversuergung, eng gutt Abannung un d'Verkéiersnetz, an e brauch ganz gutt Qualitéitswaasser, wat wesentlech ass fir e gutt Produkt kënnen hirzestellen, an d'LUXLAIT verbraucht och vill Waasser aus Hygienegrënn. Dat bréngt dann och vill Ofwaasser mat sech, wat muss gekläert ginn. Also muss och eng gréisser Kläranlag an där Géigend sinn, wou se sech wëllt implantéieren.

Dat sinn also eng ganz Rei vun Oploen a vu Contrainten, fir esou e Site ze fannen. Dofir sinn och vill Siten an d'A gefaasst ginn, an den Innenminister war esou gentil a senger Qualitéit als zoustännege Minister fir den Aménagement du territoire fir ze soen, mä ech si bereet der LUXLAIT ze hëllefe fir gëeegent Siten ze fannen. En huet en Aarbechtsgrupp agesat wou déi eenzel Ministèren och dra vertratt sinn, an déi hu mat der LUXLAIT zesummen eng Rei vu Siten examinéiert. Et sinn der iwwer 20 gewiescht, déi finalement an der éischter Etapp zréckbehale gi sinn. Déi mussen natierlech genee analyséiert an évaluéiert ginn. D'LUXLAIT ass och gefrot gi wou se hir Preferenzen hätt. Dat war am Weste vum Land. Do si fënnef Siten ënnersicht ginn, an do ass da festgestallt ginn, datt am Weste vum Land ganz vill Problemer a Schwieregkeete si wéinst der Kläranlag a wéinst dem Offlëss vum Waasser. Dat heescht, datt et wahrscheinlech an där Géigend net geet, esou datt elo sech méi konzentréiert gëtt op de Centre Nord vum Land, also Miersch, Ettelbrécker Géigend, an do sinn de Moment zwee Siten, déi genee solle studéiert an examinéiert ginn. De Problem Kläranlag schéngt sech do net ze stellen. Et muss een also kucken ob déi aner Contraintë kënnen eng zefriddestellend Léisung fannen.

A wéi gesot, d'Regierung ass bereet fir der LUXLAIT, esouwäit wéi et méiglech ass, ze hëllefe fir e Site ze fannen. Mir wëssen datt d'Zäit drängt, et ass wichteg datt schnell eng Léisung fonnt gëtt. Dat wëllt d'LUXLAIT, dat wëllt och ouni Zweifel d'Regierung, an et ass jo och gesot ginn, wann d'LUXLAIT elo e Site festgehalen huet, wann dee feststeet, a se wëllt dorobber bauen, dann ass d'Agrargesetz jo do, an da gëtt et jo d'Méiglechkeet fir do Bäihëllefen ze ginn. Am Agrargesetz an an der Réglementatioun steet och wat fir engen Oploen datt een do muss gerecht ginn, wat fir eng Donnéeën datt ee muss bréngen. Et ass ganz sécher, datt d'Viabilité économique vun esou engem Projet muss nogewise kënne ginn. Mir hunn eng Kommissioun, déi dat genee examinéiert. Et ass och d'Finanzinspektioun mat dran. Ech sinn och ganz averstane mam Här Mehlen wann e seet, datt et net eleng duergeet fir en Neibau ze maachen, dat ass awer préalabel fir kënnen erfollegräich ze schaffen, mä datt een doniewent muss e gutt strategescht Konzept hunn, verbonne mat engem optimale Marketing an eventuell och mat interessante Synergien a Partner, an dat Konzept muss eis net virgeluecht ginn ier emol e Site fonnt ginn ass. Dat Konzept gëtt virgeluecht wann e Projet virgeluecht gëtt wou se wëllt bauen, an da gëtt dat Konzept examinéiert vun Expären. Ech hunn och emol scho gefrot bei der LUXLAIT, ech menge si loosse sech berode vu Bureaux d'études, déi eng Expertise hunn am Molkereiwiesen, mä si kënnen d'Rieder net nei erfannen. Et ass evident, et geet hei ëm ganz substanziell an héich Investitiounen.

Mir wäerten also, wéi gesot, wa mer dat Konzept virgeluecht kréie mat engem Investitiounsprojet, genee examinéieren an och da kucke fir eben de Projet esou ze gestalten, oder nëmmen dann ze subventionéieren, wann d'Viabilité économique dovunner och assuréiert ass.

Voilà, dat zu där doter Fro.

Den Här Mehlen huet gesot hien hätt eng Fro gestallt iwwert d'Diskussioun vun der Agrarreform, fir den aktuelle Stand gewuer ze ginn. Ech weess näischt dovunner, ech muss dat ganz offe soen, datt esou eng Fro sollt gestallt gi sinn, mä ech hu virun e puer Woche mech bereet erklaert zu all Moment an d'Agrarkommissioun ze kommen an och do mat Iech zesummen iwwert de leschte Stand ze diskutéieren.

Ech wëll awer och soen, datt ech all Kéiers, wann eng Réunioun zu Bréissel ass, och mat de Journaliste schwätzen, datt dat an der Press erëmgi gëtt, an datt och an Agence Europe, zum Beispill, genee gesot gëtt wat de Stand an d'Meenung vun den eenzelne Memberstaten ass. Déi Meenung huet sech bis elo net geännert par rapport zu deem wat ech Iech hei virun e puer Wochen erklaert hunn. Ech sinn awer gäre bereet fir mat Iech doriwwer ze diskutéieren, mä mir wëssen, datt mir elo an der leschter Phas sinn, datt elo ugefaange gëtt ze négociéieren, an da muss een heiansdo kucken, wou ee muss Lest loossen a wou awer wichteg Saache sinn, wou ech drop insistéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Merci.

M. le Président.- Domadder wär dee Punkt ofgeschloss an da kéime mer zu engem anere wichtege Punkt.

4. Vérification des pouvoirs et prestation de serment de Mme Nancy Arendt

Mir huelen haut en neien Deputéierten an eis Chamber op.

Den Här Ady Jung ass duerch grousherzoglechen Arrêté vum 15. Mee 2003 an de Statsrot ernannt ginn. Den Artikel 54 vun eiser Verfassung gesäit eng Incompatibilitéit tëschent dem Deputéiertemandat an der Funktioun vun engem Conseiller d'Etat vir. Nodeems den Här Ady Jung den Arrêté de nomination zougestallt krut, huet hien a sengem Bréif vum 27. Mee 2003 matgedeelt, datt hien opgrond vun dëser Incompatibilitéit seng Demissioun als Deputéierten areecht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jidder Léscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffäll oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. D'Notificatioun vun dësem Opruff un d'Suppléantë gëtt innerhalb vu 15 Deeg duerch de President gemaach.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberpresident duerfir suergt, datt dat Deputéiertemandat vun engem Nofolger weidergefouert gëtt an datt de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 27. Mee dëses Joers hunn ech mech also un d'Madame Nancy Arendt vu Monnerech gewannt, déi als éischte Suppléant op der Léscht vun der chrëschtlech-sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. An hirem Bréif vum 28. Mee huet d'Madame Nancy Arendt matgedeelt, datt si bereet ass d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch d'Ernennung vum Här Ady Jung zum Conseiller d'Etat fräi ginn ass.

Am Artikel 3 Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet dat heiten dran. Éischtens: « La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. » Véiertens: « En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort. » Fënneftens: « La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides. »

Ech géif duerfir bieden, datt mer elo déi Kommissioun constituéiere wéi se am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen also elo aus wien déi Deputéierte sinn.

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

1. den Här Lucien Weiler,
2. d'Madame Nelly Stein,
3. den Här Jacques-Yves Henckes,
4. den Här Jean-Pierre Koepp,
5. den Här Lucien Lux,
6. den Här Jean Colombera a
7. den Här Jean Huss.

Mir géingen d'Sitzung dann elo fir ee Moment ënnerbriechen, fir dass déi Kolleegen, déi elo opgeruff gi sinn, d'Kontroll virhuele kënnen, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 15.38 heures)

* * *

(Reprise de la séance publique à 15.47 heures)

M. le Président.- Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesumme gestallt ginn ass, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: dem Kolleeg Lucien Weiler, der Kolleegin Nelly Stein, de Kolleege Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Jean Colombera, Jean Huss a meng Wéinegkeet. Den Här Jacques-Yves Henckes gouf eestëmmeg zu eisem Rapporteur genannt an ech géif lech bieden him d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Rapporteur Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), rapporteur*.- Mesdames, Messieurs, la commission ad hoc m'a chargé de faire le rapport suivant: Par lettre du 27 mai 2003, Monsieur Ady Jung a informé le Président de la Chambre qu'il renonce à son mandat de député en raison du fait qu'il a été nommé Conseiller d'Etat, alors que l'article 54, alinéa 1 de la Constitution déclare que le mandat de député est incompatible avec les fonctions de membre du Conseil d'Etat.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'Etat.

Par lettre du 25 mai 2003, Monsieur le Président Jean Spautz s'est donc adressé à Madame Nancy Arendt, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la circonscription du Sud.

Par lettre du même jour il en a informé le Premier Ministre.

Par lettre du 28 mai 2003, Madame Nancy Arendt a fait savoir qu'elle accepte de continuer le mandat de député de Monsieur Ady Jung.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 1999 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 1999. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections il résulte que Madame Nancy Arendt, demeurant à Mondercange, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social dans la circonscription du Sud et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Monsieur Ady Jung.

Madame Nancy Arendt a fait savoir au Président de la Chambre qu'elle accepte de continuer le mandat de Monsieur Ady Jung par lettre du 28 mai 2003.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Madame Nancy Arendt et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le bureau.

M. le Président.- De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn an deemno kann d'Madame Nancy Arendt den Här Ady Jung ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech bieden d'Madame Nancy Arendt erakommen ze loossen.

Madame Arendt, ech géif lech bieden den Eed ofzeleeën esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, dee seet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat." Ech géif lech bieden déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen an ze äntwerten: Je le jure.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Je le jure.

M. le Président.- Madame Arendt, ech erklären lech domadder zum neie Member vun der Lëtzebuerger Chamber a wënschen lech vill Chance.

5. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales

Nodeem mer d'Madame Arendt als neie Member an d'Chamber opgeholl hunn, komme mer elo zu den Ännerungsvirschléi, déi d'CSV-Fraktioun innerhalb vun de parlamentaresche Kommissiounen an de Vertriedunge bei den internationale Gremië virgeschloen huet:

- Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

d'Madame Nancy Arendt ersetzt d'Madame Ferny Nicklaus-Faber fir de Volet „Sports";

- Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

d'Madame Nancy Arendt ersetzt den Här Ady Jung;

- Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports:

den Här Marcel Sauber ersetzt den Här Ady Jung;

- Commission des Travaux publics:

den Här Lucien Weiler ersetzt den Här Ady Jung;

- Commission juridique:

den Här Marcel Sauber ersetzt den Här Ady Jung;

- Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine:

d'Madame Nancy Arendt ersetzt d'Madame Marie-Josée Frank;

- Commission de l'Environnement:

d'Madame Ferny Nicklaus-Faber ersetzt den Här Marcel Sauber;

- Commission des Comptes:

d'Madame Nancy Arendt ersetzt den Här Nico Loes;

- Commission spéciale „Ethique":

d'Madame Nancy Arendt ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf;

- Commission d'enquête „Transports routiers internationaux":

den Här Strotz ersetzt den Här Ady Jung;

- Conseil interparlementaire consultatif du Benelux:

d'Madame Nelly Stein ersetzt den Här Ady Jung;

- Assemblée parlementaire de l'OSCE:

den Här Fred Sunnen ersetzt den Här Ady Jung.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mer kommen dann elo zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung, d'Diskussioun vum Projet de loi 5097, een Associatiounsofkommes tëschent de Länner vun der Europäescher Gemeinschaft a Kroatien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Fayot an Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

6. 5097 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes *(DP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass deen zweeten Accord vun där Zort. Deen éischten hu mer an der Chamber den 8. Mee gestëmmt. Dat war een ähnlechen Accord mat Mazedonien. Am Prinzip sollen et där Accordë méi ginn, an zwar nach mat Albanien, Serbien a Bosnien-Herzegovina. Do hunn awer d'Verhandlungen nach net ugefaangen.

Déi Accordë baséieren a sech op enger Décisioun vum Conseil Affaires générales vun der Europäescher Unioun vun 1997, wou a grousse Linnen eng Strategie duergeleucht ginn ass, fir d'Situatioun an der Regioun vum Balkan ze stabiliséieren, an deem Sënn dass de Fridde soll consolidéiert ginn, dass et zu méi Stabilitéit an där Regioun kënnt a virun allem awer och zu engem wirtschaftleche Redressement.

An deem Sënn ass 1999 säitens der Europäescher Unioun ee Stabilitéits- an Associatiounsprozess an d'Wee geleet gi fir déi Länner, déi ech virdru genannt hunn. D'Iddi vun dësem Prozess baséiert a sech op der Integratiounsperspektiv an d'Europäesch Gemeinschaft, an et ass och dës Perspektiv, déi den Haaptureiz soll si fir dës Länner, fir bei sech déi Reformen duerch ze féieren, déi et da méiglech maachen an d'Europäesch Gemeinschaft eranzekommen.

D'Conseilen zu Köln an zu Feira hunn och décidéiert, dass déi Länner sollen als potenziell Kandidate fir eng Adhésioun an d'Europäesch Unioun zréckbehale ginn. Dat natierlech à terme. An deem Sënn kann een der Europäescher Unioun op d'mannst de Reproche net maachen, se hätt net fréi genuch dermat ugefaangen, dass déi Länner sech kënnten op eng Adhésioun an d'Europäesch Unioun preparéieren.

Dëse Prozess gëtt konkret mat dësem Stabilitéits- an Associatiounsaccord ëmgesat, mat deem déi Parteien, déi dësen Accord ënnerschriwwen hunn, sech engagéieren zur institutioneller Stabilitéit vu Kroatien an der Regioun bäizedroen duerch méi Demokratie, duerch de Renforcement vun den Institutiounen, duerch eng Reform vun der öffentlecher Verwaltung, duerch d'Entwécklung selbstverständlech vum Commerce a virun allem awer och duerch eng Kooperatioun am Domän vun der Justiz a vun den Affaires intérieures, wat fir Kroatien vläicht wichteg ass.

D'Objektiver vun dësem Accord sinn e Kader ze stelle fir e politeschen Dialog an d'Efforten ze ënnerstëtzen, déi Kroatien mécht fir d'international an d'wirtschaftlech Kooperatioun auszebauen, andeems se awer och hir Législatioun un déi vun der Europäescher Gemeinschaft lues a lues adaptéieren, dat heescht den Acquis communautaire iwwerhuelen.

D'Länner aus der Europäescher Unioun an d'Unioun selwer solle Kroatien méi e liichten Iwwergang an eng fräi Maartwirtschaft erlaben. Virun allem soll et dann och an deem Eck zu enger regionaler Kooperatioun kommen. Deen Accord hei baséiert op dem sougenannte CARDS-Programm, wat a sech ee Programm ass, dee fir d'Jore 2000 bis 2006 4,65 Milliarden Euro zur Verfügung stellt fir déi al Infrastrukturen an dëse Länner, déi duerch de Krich futti gemaach gi sinn, wéi Waasser, Elektresch an Energie, erëm opzebauen. An Zwëschenzäit sinn dës Gelder awer éischter an Direktioun vun enger wirtschaftlecher Entwécklung dirigéiert ginn. Déi Gelder, déi hei fräi gesat ginn, gi vun der Agence européenne pour la reconstruction géréiert.

Et ass virgesinn an deem Accord hei datt Kroatien soll sechs Joer Zäit kréie fir sech un eng nei Situatioun ze adaptéieren an esou d'Méiglechkeet ze kréien an d'Europäesch Gemeinschaft eranzekommen. No deenen Informatiounen, déi ee kritt huet, soll et awer esou sinn, datt d'Kroate keng sechs Joer brauche fir d'Konditiounen ze erfëllen, déi an deem Accord hei festgehale sinn, mä nëmmen dräi Joer, an hiren Ausseminister huet viru kuerzem och dekleréiert, datt se nach am Laf vun dësem Joer hir Demande wäerte maache fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, a si rechnen dann dermat datt se den 1. Januar vum Joer 2007 kënnen erakommen.

Effektiv ass Kroatien dat Land, dat no Slowenien an deem Raum do awer am wäitste fort ass. Si selwer hunn deen Accord hei 2001 ratifizéiert. Et si jo fënnef aner Länner vun der Europäescher Unioun, déi och dësen Accord ratifizéiert hunn. Et hunn awer zwee Länner dee Prozess hei op Äis geluecht, an dat sinn England an Holland. D'Ursaach ass net déi, datt d'politesch Stabilitéit an deem Land do net garantéiert wier. Et muss ee soen, datt Kroatien an deem Sënn um gudde Wee ass sech awer zu enger Demokratie ze entwéckelen. Et ass och net d'wirtschaftlech Entwécklung déi d'Ursaach ass.

Kroatien ass, wéi gesot, no Slowenien dat Land, dat sech am beschten entwéckelt huet. Et hat d'lescht Joer e Wuesstum vun ongeféier 5%. Dir wësst alleguer firwat datt dat ass. Dat ass haaptsächlech den Tourismus deen dozou bäidréit, an och mir zu Lëtzebuerg wëssen dat. Et muss een allerdéngs soen, datt de Chômage mat 14,5% awer nach relativ héich ass. Mä d'Haaptursaach ass déi, a wéi soll et schonn ansecht sinn, d'Vergaangenheetsbewältegung vun de Kroaten. D'Kroate sollen net schrecklech kooperativ si wat d'Zesummenaarbecht ugeet mam internationale Strofgeriichtshaff, deen agesat ginn ass, fir déi Krichskriminell a sech vun Ex-Jugoslawien ze jugéieren. Dat wier awer absolut noutwendeg, wann e Land wéi Kroatien, wat jo och Member vum Conseil de l'Europe ass, hei méi Kooperatioun géif weisen. Ech mengen, datt d'Krichskrimineller zur Rechnung gezu musse ginn, ass absolut néideg. Am anere Fall kann et, mengen ech, an dëser Regioun net zur Rou kommen. Nëmmen dat do kann och dozou bäidroen, datt et zu enger stabiler Situatioun am Balkan kënnt.

An der Hoffnung, datt d'Kroaten dann an Zukunft méi kooperativ och op dësem Domän sinn, géif ech lech dann awer invitéieren deem Gesetz hei Ären Accord ze ginn an ech géif och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei brénge an lech merci soe fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu dësem Text ass vum Rapporteur, dem Här Calmes, quasiment alles gesot ginn. Ech wëll him merci soe fir säi Rapport an hunn am Fong technesch näischt zousätzlech ze soen. Ech wëll just eng kuerz Remarque maachen, eng Remarque déi ech och scho viru 14 Deeg gemaach hunn an ähnlecher Form iwwert deen Text, dee mer sengerzäit iwwer Mazedonien gestëmmt hunn.

Ech denken, datt et hei sécherlech en techneschen Text ass, an en Associatiounsaccord, deen esouwuel eng communautär Kompetenz wéi eng national Kompetenz huet, ass noutgedrongenerweis ëmmer en techneschen Text. Mä ech denken, datt bei dësem Text iwwert d'Technicitéit eraus eng sécherlech symbolesch Valeur hannendru stécht, déi en am Fong méi wichteg mécht, wéi déi Wierder oder wéi déi Sätz, déi an deenen eenzelnen Artikelen do stinn. Firwat?

Mä dat wat wichteg ass, dat sinn am Fong d'Objektiver, déi mat deem Gesetzestext wéi deem hei wëllen erreecht ginn. Fir d'éischt d'Institutionaliséierung vun engem politeschen Dialog tëschent der Europäescher Gemeinschaft engersäits, Kroatien anerersäits.

Zweetens de Rapprochement, selbstverständlech fir d'Législatioune vu Kroatien mat der Législatioun vun der Europäescher Unioun ëmmer méi no ze bréngen.

Drëttens d'Hëllef och u Kroatien fir déi lescht Etapp zur Maartwirtschaft dann och esou ze maachen, datt dat Land éischtens ekonomesch stabiliséiert gëtt an datt och den Handel tëschent Kroatien engersäits an der Europäescher Gemeinschaft anerersäits an Zukunft, wéi dat an der leschter Zäit war, och ka korrekt, besser an der ganzer Zone de libre marché lafen. Dat heescht ganz einfach, lues a lues Kroatien méi no un d'Europäesch Unioun Schrëtt fir Schrëtt eruféieren.

Dat ass wichteg fir eng wirtschaftlech Stabilisatioun do hannen ze erreechen an deen, deen d'Geschicht vun deene leschten 20 Joer a Süd-Ost-Europa kennt, dee weess wéi schwéier dat ass an dee weess dann och gläichzäiteg, wann e weess wéi schwéier et ass, wéi wichteg et ass fir dat an dee-

nen nächste Jore fäerdeg ze bréngen.

An zweetens awer och, well mer wëssen, wéi vill Hoffnung a sech dee Rapprochement mat der Europäescher Unioun a Länner wéi Kroatien an all déi Länner, déi ronderëm sinn, a sech suscitéiert. An heiansdo wann ech gesinn oder wann een héiert wat fir en Enthousiasmus oder wat fir eng Attraktivitéit d'Europäesch Unioun an deene Länner ausübt, da muss een au contraire denken un all dat wat heiansdo bei eis oder ronderëm Lëtzebuerg un EU-Skeptizismus ausgedréckt gëtt vun deene Länner, déi neierdéngs am Old Europe sinn, wéi et heescht, an dass a sech bei deenen engen, déi nach net dra sinn a wëllen dohinner kommen, eng Hoffnung fir dohinner ze kommen, a bei ganz ville Länner, déi schonn u sech dru gewinnt sinn, e gewëssene Skeptizismus, deen am Fong geholl onerklärbar ass, well d'Attraktivitéit déi Europa huet op Länner, déi net an Europa sinn, ass a sech a mengen Aen de beschte Bewäis datt Europa eppes bitt, wat mir eis, déi scho laang do dra sinn, net ëmmer méi bewosst sinn, wat et eis bréngt. Eng Hoffnung op Stabilitéit a wirtschaftlechen Opschwonk, obwuel ech mech froen, ob déi Hoffnung heiansdo ëmmer esou berechtegt ass an ob mer alles kënnen dat bréngen, wat déi Länner erwaarden, an da selbstverständlech och eng Hoffnung op politesch Stabilitéit an op Fridden.

Dësen Text, denken ech, ass sécherlech e wichtegen Text fir Kroatien wéi et ee fir Mazedonien war, well en de Wee opmécht fir méi no un d'Europäesch Unioun erun. Et ass awer och en Text, dee wichteg ass fir d'Europäesch Unioun, an domat fir Lëtzebuerg, well et sécherlech vun Intérêt ass, datt eng Regioun vun Europa, an där hirer Geschicht net vill Stabilitéit am leschte Jorhonnert war an déi oft Europa selwer Onstabilitéit bruecht huet, an e Prozess erakënnt, deen dat soll mat sech bréngen, wat an deene leschte Joren an där Regioun esou oft gebraucht gi wär, dat heescht Stabilitéit a Fridden.

Et ass evident, datt d'CSV-Fraktioun och dësen Text wäert stëmmen an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, dëst ass wuel, wéi den Här Wiseler gesot huet, zum Deel en techneschen Text, mä et ass och en héich politeschen Text. Ech muss allerdéngs bedaueren, dass keen aus dem Ausseministère, mat allem Respekt, deen ech natierlech fir den Här Schaack hunn, an der Chamber present ass fir esou eng Konventioun, déi méi ass wéi eng Konventioun. Ech soen lech och firwat dass ech nawell gär gehat hätt, wann d'Madame Ausseministter bei ons gewiescht wier.

Den 20. an 21. Juni ass zu Thessaloniki e Conseil Européen, an do gëtt dee Conseil Européen ënner anerem mat engem weidere Programm konfrontéiert fir déi fënnef Länner vum Westbalkan. Dat ass e Programm deen nach weider geet wéi deen Accord de stabilisation et d'association mat zwee vun deene Länner, déi mer jo bis elo hei an der Chamber haten, an ech wär nawell interesséiert gewiescht fir ze wësse wat d'Regierung dozou seet. Et geet ënner anerem do zum Beispill ëm eng weider Hëllef fir de West-Balkan vun 200 Milliounen Euro têschent 2004 an 2006. Et ass eng budgetär Décisioun, déi an der Europäescher Unioun muss geholl ginn. D'griichesch Présidence proposéiert 300 Milliounen Euro, an et wär interessant ze wësse wéi wäit d'Lëtzebuerger Regierung do wëllt matgoen.

Här President, mir sinn hei voll an der Problematik vun der Erweiderung dran. D'Regierungen hu jo décidéiert, datt den 1. Mee 2004 weider zéng Länner bei déi 15 kommen, dass mer dann zu 25 sinn. Am Joer 2007 sollen der zwee weider derbäi kommen, Bulgarien a Rumänien. Déi Associatiouns- a Stabilisatiounsaccordë met deene fënnef Länner vum West-Balkan gi vun der Kommissioun a vum Conseil Affaires générales ganz kloer als eng éischt Etapp gesi fir déi weider Erweiderung vun der Europäescher Unioun no deene 27 Memberen, déi dann am Joer 2007 dobäi komme sollen. Mir sinn also do schonn iwwer 30 an dat ass natierlech eng héich politesch Ugeleeënheet, wann ee kuckt wéi sensibel de Problem vun der Erweiderung haut scho vun de Leit gekuckt gëtt.

Dir wësst, datt den Ausseminister vu Kroatien, den Här Tonino Picola, hei zu Lëtzebuerg deklaréiert huet, datt säi Land wëllt an d'Europäesch Unioun kommen, esou ëm d'Joer 2007. Kroatien wëllt prett si fir d'Erweiderung, also fir de Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun zur selwechter Zäit wéi Bulgarien a Rumänien. De Minister huet och gesot, dass se virum Summer 2004, also mir sinn am Présent, mir sinn net an der Zukunft, mir si wierklech am Présent, hoffen, dass d'Kommissioun géif hiren Text iwwer Kroatien publizéieren an dass dann eng Décisioun géif komme fir d'Négociatioune fir d'Adhésioun ze décidéieren.

Dir wësst, dass Kroatien formell déi Kandidatur zu Athen, den 21. Februar bei der Présidence hannerluecht huet. De Commissaire, den Här Patten, huet gesot et bräicht ee Joer ongeféier fir déi Meenung vun der Kommissioun ze schreiwen, an de Conseil huet iwwregens d'Kommissioun formell elo opgefuerdert, fir de 14. Abrëll 2003 mat där Aarbecht unzefänken.

Dat also fir ze soen, datt mer hei an der Problematik vun der Erweiderung sinn.

Et sinn hei e puer wichteg Saachen iwwer Kroatien gesot ginn. Ech wollt och soen, datt dem Här Calmes säi Rapport den Tour vun de Froen alleguerte mécht an op déi Manéier en excellent Bild gëtt vun deem wat muss zu deem Land gesot ginn. Ech wollt e puer Punkte vläicht just méi staark ënnersträichen.

Deen éischte Punkt, dee ganz sensibel ass, ass d'Zesummenaarbecht vun deem Land mat dem internationalen Tribunal vun Den Haag iwwer Jugoslawien. Et ass jo gewosst, dass Kroatien, wat e Land vun dem Europarot ass, trotzdeem ganz laang seng Krichsverbriecher geschützt huet. Dat heescht also, dass et net esou mat dem Tribunal zesummegeschafft huet wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

Wuel ass, säitdeem den Här Tudjman, dee fréiere President, de Pouvoir verlooss huet - hien ass jo 1999 gestuerwen -, den Dialog besser gi mat deem Tribunal, mä et muss ee soen, dass nach munches do ze maachen ass. A wéi et jo virdrun och gesot ginn ass, ginn et zwee Länner, Groussbritannien an Holland, déi déi Accordë bis elo agefrueren hunn, well se net zefridde si mat der Haltung vun de Kroaten, wat den Tribunal ugeet.

De Minister huet gesot, dass natierlech nach eng Partie Froen op sinn an där Zesummenaarbecht, mä allgemeng gëtt awer déi Haltung vu Kroatien als e bësse méi wootlech ugekuckt wéi een dat kënnt vun engem Land, wat demokratesch wëllt ginn an an eng demokratesch Communauté wëllt eragoen, erwaarde kéint.

Dir wësst och, dass den zukünftege Bäitrëtt - dat ass en aneren Aspekt, deen ee muss bei där Erweiderungsprozedur gesinn - vu Kroatien ganz besonnesch vu Griichenland a vun Italien favoriséiert gëtt.

Mir sinn hei mat Kroatien a mat deene véier anere Länner an enger Géigend, wou grouss Problemer vun Immigratioun sinn. Déi zwee Länner, besonnesch Griichenland an Italien, hunn en Intérêt, dass déi Länner an der Europäescher Unioun sinn, fir eben déi Awanderungsflëss do besser ze kontrolléieren.

A Kroatien selwer besteet eng relativ grouss Begeeschterung fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen. 2002 war do e Sondage iwwert d'Zoustëmmung vun de Kroaten zu der Europäescher Unioun. Dee Sondage war grosso modo positiv. Wat awer interessant ass festzestellen, dat ass dass eng vun deene Schwieregkeeten, déi d'Leit a Kroatien mat der Europäescher Unioun hunn, déi wär, datt se forcéiert géife gi mat anere Länner an der Regioun zesummenzeschaffen. Déi Léift zwëschent deene Länner ass also och nach net déi ganz grouss.

Wat de politeschen a wirtschaftlechen Zoustand vu Kroatien ugeet, esou muss een och nach soen, dass Kroatien ugefaangen huet eng grouss Partie Reformen ze développéiere fir sech op den Niveau vun der Europäescher Unioun ze bréngen. Kroatien ass 2000 zum Partenariat de la paix bäigestouss an huet och an deemselwechte Joer eng Demande d'adhésion fir d'NATO gemaach. Et ass allerdéngs esou, dass all déi Mouvementer net kënne weider gezu ginn, wann net ganz kloer ass, dass Kroatien d'Minoritéite respektéiert an och de Retour vun de Réfugiéë favoriséiert, wat bis elo nach net geschitt ass.

Wirtschaftlech gesinn ass jo Kroatien e Land, wat relativ no bei den europäesche Standarden ass, mä et gëtt do nach vill Strukturreformen ze maachen. Eng ganz Partie vun deene risegen ëffentlechen Entreprisë sinn nach net privatiséiert ginn an de Budget ass andauernd am Defizit. Do muss dat Land och méi Rigueur weisen. En plus kënnt dobäi, dass eng ganz Partie Problemer vu Korruptioun bestinn, déi d'Kroaten och nach net an de Grëff kruten.

Här President, mir musse menger Ansicht no, wat dëst Land ugeet, wat dësen Accord de stabilisation et d'association ugeet, deem mer jo zoustëmme wäerten, dës Zoustëmmung awer mat e puer Remarke begleeden.

Engersäits solle mer - dat ass op jidde Fall meng Meenung - kloer eise Regierunge soen, dass ee bei der Erweiderung, nodeem dass mer op 25 d'nächst Joer kommen, emol soll eng Otempaus aleeën. Eng Unioun wéi d'Europäesch Unioun kann net a kuerzer Zäit vu 15 op iwwer 30 klammen, well vu 15 op iwwer 30 heescht, dass déi Unioun eng ganz aner Natur kritt. Hir Entscheedungsmechanismen an hir Institutiounen sinn domat komplett iwwerfuerdert. Ech hätt dat wierklech gären der Madame Ausseminister de Mëtteg hei an der Chamber coram publico gesot, well et wierklech net si kann, dass zum Beispill d'Kommissioun elo erëm eng Kéier drop pocht, dass déi Adhésioun esou séier wéi méiglech geet.

Ech mengen, déi eenzel Länner hunn am Conseil européen, am Conseil affaires générales hir Responsabilitéit, an déi musse se och politesch huelen. Well ech soen lech eppes: Et geet net duer, dass mer elo am Joer 2003 oder 2004 ons Gedanken iwwert d'Erweiderung maachen, dat si jo Prozesser déi fënnef, aacht, zéng Joer daueren, an et ass am Ufank vun deene Prozesser, wou mer politesch mussen doriwwer diskutéieren a wou mer politesch musse wëssen, wou mer higinn.

Wa mer kucke wéi den Här Berlusconi, dee jo och ganz no bei onser Regierungspartei CSV ass, d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun gesäit, da gëtt et engem ellen.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Do ass: Russland, Wäissrussland, Moldawien, Israel, d'Tierkei natierlech et j'en passe, déi him senger Meenung no sollen dobäikommen. Dat ka jo net sinn, besonnesch net wa mer gesi wéi schwiereg dass et ass d'Entscheedungsprozeduren an d'Institutioune vun der Europäescher Unioun ze verbesseren.

Här President, mir si mat dësem Accord averstanen, mä mat der ganz klorer politescher Maßgab, dass deen Erweiderungsprozess, deen d'Kommissioun hei poussséiert an deen apparemment och de Conseil affaires générales pousséiert, ons ze schnell geet, an dass een no der Erweiderung op zéng Länner d'nächst Joer emol e bësse Otem faasse soll, mä där Géigend do selbstverständlech all finanziell an technesch Hëllef ubidde soll.

Et soll een och an där Géigend probéieren eng Zone de libre-échange ze schafen, fir dass déi Länner zesummeschaffen, an et soll een hinnen allméiglech Facilitéite ginn du point de vue douanier. „Associatioun" heescht jo, dass se déi kréien. Mä, wéi gesot, soll een déi Perspektiv vun der Erweiderung relativéieren, am Intérêt vun deene Länner an och am Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den Här Calmes, ass ganz am Detail op déi eenzel Problemer agaangen, an dofir wollt ech och den Accord vun onser Fraktioun zum Gesetzesprojet bréngen.

Mä et ass awer och kloer, datt d'Zuel vun deenen Accorden, déi elo mat verschiddene Länner ronderëm dat Käreuropa gemaach ginn, awer eng Importenz huet. An deene Länner gëtt ugeholl, datt sech de Problem doduerjer wäert vereinfache fir an d'Europäesch Unioun ze kommen. En Deel vun der Populatioun steet dem Accès an d'Europäesch Unioun ganz positiv géigeniwwer, en aneren Deel huet Ängschten. Mä wat een awer och feststelle muss, an déi lescht Referendumen hunn dat bewisen, dat ass datt e gudden Deel vun der Populatioun sech net fir de Problem interesséiert.

Et ass awer och e geféierleche Prozess, dee mer aginn, wa mer einfach en offene Maart an Europa schafen, wa permanent nei Länner ugeholl ginn, déi, wat d'Konzeptioun selwer vun Europa, vun der Europäescher Unioun ugeet, verschidde Meenungen hunn, déi ganz fundamental kënne sinn, esou wéi mer dat kierzlech am Irakkrich gesinn hunn, wou verschidde Länner, notamment Polen, haaptsächlech hir Adhésioun zu Europa gesi wéi wa se domadder nach méi no kéinten un Amerika an un d'atlantesch Bündnisser kommen, mä dee méi europäesche Gedanke ganz hannen hinner stellen.

Dofir ass et wichteg, dass een an Zukunft oppasst mat wiem ee koaléiere wëllt, wat fir eng Schwieregkeeten op een duer kommen, an datt een och déi Hoffnungen, déi vun der Populatioun aus deene Länner kommen, net ze vill enttäuscht, well jiddferee gesäit oder mengt an deene Länner, datt se elo géinge ganz vill europäesch Subsidde kréien, an een herno awer gesäit, datt déi europäesch Länner mat deene budgetäre Schwieregkeeten, déi do sinn, deen Train do net kënne mat halen. Dofir ass et wichteg, datt een an Zukunft relativ vill Précautiounen hëlt, ier ee weider Schrëtt mécht fir d'Europäesch Unioun nach weider ze erweideren.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéiere fir ganz kloer ze soen, datt onser Meenung no d'Türkei net an Europa gehéiert.

M. le Président.- Den Här Statssekretär Jos Schaack huet d'Wuert.

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well eisen Ausseminister, d'Madame Polfer haut un enger Réunioun vun den NATO-Ausseministeren zu Madrid participéiert, ass et fir mech eng grouss Éier lech dëse Projet de loi kuerz ze exposéieren.

1999 ass de Processus de stabilisation et d'association fir fënnef süd-ost-europäesch Balkanlänner lancéiert ginn. Et sinn dat Albanien, Bosnien-Herzegovina, Kroatien, déi fréier jugoslawesch Republik vu Mazedonien a Serbien-Montenegro. D'Zil vun deem Processus war nom Kosovo-Krich der Bevölkerung vun deene Länner eng politesch a wirtschaftlech Perspektiv ze ginn. Den Accord têschent der EU a Kroatien am Kader vum Processus de stabilisation et d'association ass den 29. Oktober 2001 ënnerschriwwe ginn, an niewent Kroatien hu bis elo siwe Memberstaten dësen Accord ratifizéiert. An dësem Kontext ass et wichteg, datt och Lëtzebuerg e politescht Signal setzt an dësen Accord mat Kroatien, deen haut hei als Projet de loi zur Debatt steet, ratifizéiert.

Tatsaach ass, dass Kroatien net nëmmen eng gewësse politesch Stabilitéit erreecht huet, mä dass dat Land och eng staark wirtschaftlech Entwécklung mat gemaach huet, wouduerch et op der éischter Plaz vun de Balkanlänner steet. Mat engem PIB vun 22,4 Milliarden Dollar an engem Wuesstum vun iwwer 5,4% am Joer 2002, ass Kroatien net nëmmen op eis Ënnerstëtzung ugewisen, mä et stellt ausserdeem e ganz interessanten Handelspartner fir all EU-Memberstaten an och fir Lëtzebuerg duer. Ech wëll hei ënnersträichen, dass Lëtzebuerg 2002 fir iwwer 4,5 Milliounen Euro a Kroatien exportéiert huet, während mer 2002 ongeféier fir eng hallef Millioun Euro importéiert hunn.

Selbstverständlech profitéiert vun där positiver wirtschaftlecher Entwécklung a Kroatien déi ganz Balkanregioun. Ausserdeem erweidert sech d'Kooperatioun net nëmmen têschent der EU a Kroatien, mä och am ganze Balkan, esou datt eng fräi Handelszon an nächster Zukunft net nëmmen têschent Kroatien an der EU duerch den Accord de stabilisation et d'association erreecht wäert ginn, mä esou ee System fir de ganze Balkan denkbar ass. Sou ass d'Demande d'adhésion, déi Enn Februar un d'EU adresséiert ginn ass, e staarkt Zeeche vum Enthousiasmus vu Kroatien, de Wee vum wirtschaftlechen Opschwong anzeschloen. Eent vun deene wichtegsten Ziler an dësem Accord mat Kroatien ass et e Kader ze setze fir d'Kooperatioun an diverse wäit gefächerte Beräicher, déi vun der Entwécklung vun der Société civile oder enger Reform vun der ëffentlecher Verwaltung bis hin zu enger verdéifter wirtschaftlecher Zesummenaarbecht reechen.

Den Accord selwer ëmfaasst 130 Artikelen, déi esouwuel wirtschaftlech wéi och politesch Aspekter vun der Kooperatioun definéieren. Ouni elo an den Detail vun deenen eenzelne Bestëmmungen ze goen, wëll ech nach eng Kéier d'Bedeitung ënnersträichen, déi d'Regierung der Ratifizéierung vun dësem Accord zoumiesst, als ee konkrete Beitrag zur Stabiliséierung vu Kroa-

tien, an doduerjer enger ganzer Regioun, déi an den 90er Joren duerch eng ganz schwéier Zäit gaangen ass. Dësen Accord offréiert Kroatien nei Perspektiven, wouduerch dat Land enger besserer Zukunft entgéint striewe kann.

Interessant ass vläicht awer nach ervirzehiewen, dass Kroatien Enn Februar 2003 eng Demande d'adhésion un d'EU adresséiert huet. An esou engem Fall gëtt de Conseil der Kommissioun e Mandat fir en Avis auszeschaffen, deen eng Analys vun de politeschen, sozialen a wirtschaftleche Konditioune fir en EU-Bäitrëtt mécht.

D'Kommissioun gëtt sech tëschent sechs Méint an engem Joer fir säin Avis ofzeginn. Dëse Mandat ass de 14. Februar 2003 un d'Kommissioun iwwerreecht ginn. Wéi steet Lëtzebuerg dozou?

Och wa Lëtzebuerg sech positiv fir d'Ratifizéierung vum Accord de stabilisation et d'association aussprécht, ass et nach ze fréi fir eng Stellung géigeniwwer der Demande d'adhésion ze huelen. Fir d'éischt muss den Avis vun der europäescher Kommissioun ofgewaart ginn, a parallell dozou wäert d'Lëtzebuerger Regierung observéiere wéi déi sozial, wirtschaftlech a politesch Fortschrëtter vu Kroatien sech weider entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Här President, wann Der erlaabt, parole après ministre fir op eppes opmierksam ze maachen?

M. le Président.- Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Här President, ech wëll virausschécken, dass den Här Statssekretär net dofir kann. Wann een en Débat hei féiert, wou och nach ënnerstrach gëtt vun der Regierung, dass d'Ratifizéierung eng gewësse Bedeitung huet an den Här Fayot dann eng ganz Rei Froe stellt en rapport mat deem Accord awer och mam politeschen Ëmfeld…

(Interruption)

Hutt Dir d'Wuert, Här Rippinger?

Här President, mir hunn an der Presidentekonferenz der Regierung nach ni verweigert eppes op den Ordre du jour net ze setzen, wann deen zoustännege Minister net do ka sinn. Dofir kann den Här Schaack net, deen huet eng Ried ze liesen a kann net wëssen, wat den Här Fayot u politesche Froe géing opwerfen.

Ech fannen, mir sollten doraus léieren, an d'Regierung, déi jo och an der Presidentekonferenz sëtzt, soll d'nächste Kéier soen, se wëllt de Projet net op den Ordre du jour bis ee vun deenen zwee Leit aus dem Ausseministère kann an der Sitzung sinn, dee Froe ka beäntwerten, déi dat politescht Ëmfeld betreffen.

Mir hunn nach ni esou eng Demande an der Presidentekonferenz verweigert a wäerten et och an Zukunft net maachen. Wa mer eis Aarbecht nëmme wëllen e bësse seriö huelen, huet et kee Wäert dass e Représentant heihinner kënnt an eppes erof liest, awer keng Äntwert ka ginn op déi Froen, déi hei gestallt ginn. An deem Fall huele mir eis selwer net méi seriö an et huet kee Wäert dass mer da soen, dass déi Accorden eng ganz grouss Bedeitung hätten.

Ech wär frou, Här Statssekretär, wann Dir dat der Regierung géift mat huelen, an ech wär weider frou, Här President, wann an der Presidentekonferenz géif seriö nogefrot ginn, ob deen zoustännege Minister och do wär, well soss huet et kee Wäert dass mer déi Projeten op den Ordre du jour setzen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Här President, ech sinn d'accord mat deem wat den Här Krecké hei gesot huet iwwert d'Presidentekonferenz.

Des voix.- Très juste.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- De Minister, dee chargéiert ass mat de Relatioune mam Parlament, ka sech net unzweifelen, datt den Här Fayot haut bei deem Projet iwwer Kroatien Froe stellt, déi net zu dësem Projet gehéieren.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Firwat maache mer dann en Débat?

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Mir hate gëschter an der Kommissioun vun den Affaires étrangères en Echange de vues, wou déiselwecht Saachen och debattéiert ginn a wou och den zoustännege Minister net do war.

De Minister vun den Affaires étrangères huet oft genuch gesot hei an der Chamber an an de Kommissiounen, wann en zitéiert ginn ass, datt en ëmmer an d'Kommissioun kënnt, fir op déi Froen, déi d'Deputéierten hunn, ze äntwerten.

Ech muss soen, mir kënnen eis net einfach virstellen, Donneschdes, wa Presidentekonferenz ass, wat den Här Fayot hei op d'Tribün débitéiere kënnt.

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Dat doten ass e staarkt Stéck.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Jo, dat do ass wierklech e staarkt Stéck.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Mir sollen och net iwwerdreiwen. Et ass schonn zechmol virkomm, datt ee Minister net do war a sech ersetze gelooss huet. A wann eng Fro gestallt gouf, déi dee Betreffenden net konnt beäntwerten, ass de Minister an d'Kommissioun gaangen an huet do Ried an Äntwert gestanen.

(Brouhaha général)

Den Här Rippinger freet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Här President, ech wollt ofschléissen a soen: Ech fannen dass dat do net seriö ass an dass dat Schaumschléierei ass…

(Brouhaha général et interruptions diverses)

Ech ka mat där Approche do, wéi den Här Krecké se elo gesot huet, net d'accord sinn.

Une voix.- Schaumschléierei!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Wann d'sozialistesch Fraktioun eng Rei vu Froen huet déi net hei direkt liéiert sinn un dëse Projet, dann huet et kee Wäert datt mer dee reportéieren op een aneren Datum. Da solle se hir Froe stellen an da kënne mer an der Conférence des Présidents den Ordre du jour esou fixéieren, dass de Minister och do ass.

D'leschte Kéier huet den Här Di Bartolomeo hei och eng Ried virgelies fir den Här Klein, deen net do war. An en huet se esouguer och zimlech op eng Aart a Weis virgelies…

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Et ginn hei keng Froe gestallt, Här Rippinger.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- En hat esouguer den Här Klein blaméiert.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- An ech konnt déi Froen, déi ech mer selwer gestallt hunn, och selwer beäntweren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP).*- Wann een am Glashaus sëtzt, da werft een net mat Steng op déi aner.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif ëm e bësse méi Uerdnung an Disziplin bieden. D'Leit dobausse rësele jo awer de Kapp, wa se gesi wat sech hei ofspillt. Elo hu mer uerdentlech Aarbecht hei geleescht an et geet géint de Schluss, elo mengt ee bal, et misst een deen aneren iwwertrompen a Schoulmeescher spillen.

D'Wuert huet elo den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt eppes zu deem Scharmützel do soen. Et ass jo d'leschte Kéier schonn ugaange wéi mer iwwert den Accord de stabilisation et d'association mat der fréierer Republik Mazedonien geschwat hunn, déi mer op eng Manéier hei ofgeseent hunn, déi enges Parlaments net würdeg war. Dës Kéier huet d'Conférence des Présidents, déi ech duerfir félicitéieren, wéinstens de Modell 1 agesat, fir dass d'Riedezäit e bësse méi laang soll ginn.

Ech hunn deemools an och dës Kéier op d'Wichtegkeet vun där Konventioun higewisen an ech hunn dës Kéier dorop higewisen, dass Kroatien net iergendee Land ass. An ech hunn och, zum Beispill, eng Fro gestallt, an et ass eng Fro déi huet domat ze dinn:

Den 20. Juni ginn den Här Juncker an d'Madame Ausseminister am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung op Thessaloniki op e Conseil européen. An do gi se da konfrontéiert mat Propositioune vun der griichescher Présidence fir zum Beispill weider 200 Millioune - respektiv hätt d'griichesch Présidence gär 300 Millioune Euro - tëschent 2004 an 2006 fir dee West-Balkan do lasszëeisen. Dat ass eng politesch Décisioun; et gëtt héchstwahrscheinlech eng grouss Diskussioun doriwwer. Dat huet direkt mat deenen Accorden hei ze dinn; dat huet direkt mat där Zesummenaarbecht ze dinn, an duerfir hätt ech gär d'Meenung vun der Madame Ausseminister gehat.

Ech weess och, dass se haut zu Madrid ass, an ech hu mech eigentlech och gewonnert, dass d'Conférence des Présidents dat op den Ordre du jour gesat huet, well et ass awer wierklech wichteg. Ech wollt d'Chamber duerfir sensibiliséieren, wat déi weider Erweiderung ugeet. Ech hunn dat ganz kloer gesot, et ass also net iergendeng Konventioun déi mer hei unhuelen, et ass eng Konventioun vu grousser politescher Wichtegkeet, an do hätt ech gär d'Meenung vun där zoustänneger Ministesch vun der Regierung gehat.

Ech soen Iech merci.

Des voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Statssekretär Jos Schaack huet d'Wuert.

M. Joseph Schaack, *Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu vill Verständnis fir déi Diskussioun, déi elo hei gefouert ginn ass, an ech sinn och perséinlech der Meenung, datt d'Madame Ausseminister sech net wäert der Responsabilitéit entzéien, fir, esoubal se erëm hei zu Lëtzebuerg ass, am Kader vun der Kommissioun vun den Affaires étrangères de respektiven Deputéierten, déi Froen an deem dote Kontext hunn, och déi Froen ze beäntweren.

(Interruptions)

Här President, ech mengen, méi wéi dat dote kann ech hei net soen an och net offréieren. Domadder ass meng Interventioun op jidde Fall ofgeschloss.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo doriwwer of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Gesetzesprojet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Jeannot Belling), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes), John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.36 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 692
Débat sur l'état de la nation pages 692-733
Dépôt par M. Nicolas Strotz d'une nouvelle version de la Motion 1 relative à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre page 722
Motions relatives à l'installation d'une station-service sur le tracé de la liaison autoroutière vers la Sarre pages 733-735
Ordre du jour page 735
Communications
Ordre du jour pages 735-736
Heure de questions au Gouvernement:
- Question N° 300 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet des infrastructures adéquates pour l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue au Nord du pays, adressée au Ministre de l'Intérieur page 736
- Question N° 303 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo au sujet de l'accueil téléphonique des administrés à la Caisse nationale des Prestations familiales, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse page 736
- Question N° 304 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Emile Calmes au sujet de l'application de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT), adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse pages 736-737
- Question N° 305 du 3 juin 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la construction d'une nouvelle laiterie par l'association agricole LUXLAIT, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 737
Vérification des pouvoirs et prestation de serment de Mme Nancy Arendt pages 737-738
Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales page 738
5097 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 octobre 2001 pages 738-740

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
media brain, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2105 urgente	Alex Bodry	Attitude du Gouvernement luxembourgeois face à une éventualité d'une entrée en guerre de la Turquie
2106 urgente	Serge Urbany	Possible implication du Luxembourg dans la guerre en Irak
2111	Ady Jung	Droit à la propriété
2112	Marc Zanussi	Vaccinations antirabiques des renards
2139	Gusty Graas	Création d'un cimetière pour les animaux
2143	Alex Bodry	Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de plan directeur sectoriel décharges pour déchets inertes
2144	Gast Gibéryen	Croissance économique
2156	Jean-Pierre Koepp	Actualisation des fichiers cadastraux
2162	Emile Calmes Gusty Graas	Plan d'aménagement général
2165	Camille Gira	Taille minimum des candidats accédant aux postes de sous-officier ou d'officier de carrière à l'armée
2167	Mars Di Bartolomeo	Fermeture temporaire du service de cancérologie à l'HPMA
2168	Lucien Lux	Assurance dépendance
2169	Robert Mehlen	Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean
2171	Jeannot Krecké	Impact économique de l'application de taux réduits sur les services à forte intensité de main-d'oeuvre
2172	Gusty Graas	Formation et information des élus locaux
2173	Mars Di Bartolomeo	Procédure d'homologation de jouets (exemple: YoYo Ball)
2174	Xavier Bettel	Traitements thérapeutiques ambulatoires offerts aux toxicomanes
2175	Marie-Josée Frank	Conservation et archivage des dossiers médicaux
2177	Ben Fayot	Solution des problèmes administratifs au sein de l'UE avec le réseau SOLVIT
2178	Mars Di Bartolomeo	Modifications en matière de TVA pour des sociétés actives dans le domaine de l'e-commerce
2180	François Bausch	Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg
2182	Jeannot Krecké	Evaluation du revenu cadastral bâti
2184	Mars Di Bartolomeo	Travail d'étudiant dans les administrations de l'Etat
2185	Patrick Santer	Prise en charge de certains actes prodigués à domicile
2187	Jos Scheuer	Contrôle de l'évolution du cheptel des mouflons
2188	Aly Jaerling	Attestation de l'incapacité de travail par le contrôle médical
2192	Camille Gira	Transposition de la directive relative aux produits de cacao et de chocolat
2200	Jean-Marie Halsdorf	Inaptitude du travailleur à occuper un poste de travail
2201	Lucien Lux	Statut et attributions des aides socio-familiales
2230	Aly Jaerling	Virements bancaires

Question urgente 2105 (25.3.2003) de M. Alex Bodry *(LSAP)* concernant l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à une éventualité d'une entrée en guerre de la Turquie:

A l'heure actuelle au moins quatre avions de reconnaissance AWACS de l'OTAN stationnés en Allemagne et immatriculés au Luxembourg sont en mission en Turquie.

Dans la mesure où la mission des avions AWACS se situe dans le cadre de l'assistance accordée par le Conseil de l'OTAN à un Etat membre dont la sécurité est menacée par un conflit armé dans un pays voisin, cela ne pose pas de problème politique et juridique majeur.

Il en est autrement si la Turquie décide d'envoyer des troupes dans un pays voisin, en l'occurrence l'Irak, pour y contrôler voire occuper une partie du territoire. Cette question ne doit-elle pas faire l'objet de débats au sein de l'OTAN?

Quelle est l'attitude du Gouvernement face à l'éventualité d'une «entrée en guerre» de la Turquie?

Est-ce que dans une telle hypothèse le Gouvernement considère qu'on se situe toujours dans le cadre des mesures de soutien accordées à la Turquie dans le cadre de l'OTAN?

Quelle est la réaction du Gouvernement par rapport à une décision actuellement envisagée par l'Allemagne de retirer les militaires allemands engagés dans la mission d'observation des avions AWACS prémentionnés, sachant que notre pays reste directement impliqué du fait de l'immatriculation et des demandes d'autorisation de survol de ces avions?

Le Luxembourg ne risque-t-il pas d'être mêlé à une guerre qui est désapprouvée par notre pays?

Réponse (31.3.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de la Défense:*

En date du 20 février 2003, le Comité des Plans de Défense (DPC) de l'OTAN, suite à l'invocation de l'art. 4 du Traité de Washington par le gouvernement turc, a autorisé les autorités militaires de l'Alliance à prendre immédiatement des mesures défensives bien définies visant à assurer la sécurité du territoire turc. L'art. 4 prévoit que les parties se consultent chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée.

Suite à cette décision, le Commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), le Général Jones, a donné ordre le 21 février 2003 à la Force d'alerte aérienne avancée et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C) de déployer des avions E-3A avec le système radar AWACS, ainsi que des avions de soutien en Turquie.

Ceci illustre clairement que l'immatriculation au Luxembourg des avions E-3A ne confère pas un droit d'intervention ou de regard spécifique au Luxembourg en ce qui concerne leur déploiement ou leur encadrement militaire. En effet, les E-3A dépendent exclusivement de la chaîne de commandement de l'OTAN, et en particulier du NAEW&C qui fait partie du quartier général de l'OTAN en Belgique. Signalons que la flotte AWACS a été immatriculée au Luxembourg suite à l'impossibilité pour l'OTAN en tant qu'organisation internationale n'ayant pas la personnalité juridique d'entamer une telle procédure administrative.

L'honorable député estime que les mesures défensives prises par l'OTAN en faveur de la Turquie poseraient un problème politique et juridique en cas «d'entrée en guerre» de la Turquie dans le cadre des opérations militaires qui se déroulent actuellement sur le territoire irakien. Le Ministère estime qu'une telle éventualité changerait effectivement le cadre des décisions prises. Or, comme il s'agit d'une opération OTAN, il appartient à l'Alliance atlantique de considérer les implications afférentes.

Le Conseil permanent de l'OTAN poursuit d'ailleurs ses consultations dans le cadre de l'article 4 et suit avec attention le déploiement de troupes turques le long de la frontière turco irakienne. Il suit en permanence l'évolution dans les territoires kurdes en Irak et constate que les flux de réfugiés sont minimes et qu'il n'y a pas eu de flux vers la Turquie. Dans ce contexte, l'OTAN a obtenu des garanties formelles de la part notamment du Représentant de la Turquie auprès de l'OTAN que ces déploiements sont préventifs et qu'il n'y a pas eu de déploiements en Irak. Lors d'une conférence de presse à Dyarbakir le 26 mars, le Chef d'Etat-Major turc a confirmé à nouveau que l'armée turque n'avait aucune intention offensive dans le Nord de l'Irak. Les Alliés ont demandé à la Turquie de les maintenir informés et ont signalé à la Turquie qu'un déploiement militaire turc dans les territoires kurdes irakiens entraînerait un réexamen du dispositif OTAN en Turquie.

Pour ce qui est du débat mené actuellement en Allemagne sur un éventuel retrait des équipages allemands des avions AWACS, le Ministère y porte un intérêt certain sans vouloir y apporter des commentaires toutefois.

Question urgente 2106 (26.4.2003) de M. Serge Urbany *(déi Lénk)* concernant la possible implication du Luxembourg dans la guerre en Irak:

La possible implication du Luxembourg dans la guerre en Irak appelle de ma part les interrogations urgentes suivantes:

1) Même indépendamment d'un envoi de troupes turques en Irak, je m'interroge sur la mission actuelle en Turquie des quatre avions AWACS de l'OTAN, immatriculés au Luxembourg. Comment est garanti en pratique le caractère purement défensif des missions de ces avions de reconnaissance et de commandement d'avions de chasse? De nombreux experts militaires, notamment allemands, ont-ils tort de prétendre que les missions défensive et offensive de ces avions ne sont pas séparables? La question se pose surtout alors que l'aviation de certaines puissances de l'alliance effectue des missions offensives à partir du même espace aérien turc? Des avions AWACS des alliés opèrent-ils dans la même zone de reconnaissance couvrant le nord de l'Irak et comment s'effectue le partage éventuel des missions?
2) De quelle manière le centre de maintien et de logistique militaire de la NAMSA à Capellen est-il impliqué - par du transport de matériel et par des personnes - dans les opérations de guerre actuelles, sachant, d'après ses publications officielles, qu'il a de nombreux contrats notamment avec les armées américaine et britannique concernant la logistique et le maintien de fusées et de missiles, de matériel d'aviation, de chars et autres matériels de guerre dont on peut présumer qu'au moins certains sont actuellement opérationnels en Irak?
3) Y a-t-il encore actuellement des transports de matériel en provenance des camps militaires de la WSA à Sanem et à Bettembourg en direction de la zone de guerre? Lesquels? Par quelle voie de communication sont effectués les éventuels transports?
4) Pouvez-vous indiquer avec précision les conventions internationales qui constituent la base des différents engagements militaires actuels du Luxembourg? Sont-elles publiées? Peuvent-elles primer la Charte des Nations Unies à laquelle sont tenus les différents pays engagés dans la guerre en Irak et à laquelle se réfère d'ailleurs expressément le Traité de l'OTAN, alors que d'après cette Charte une action unilatérale menée sans mandat de l'ONU constitue une agression? Le Luxembourg ne doit-il pas - pour le moins - rester neutre face au conflit en Irak et interdire toute opération militaire qui impliquerait notre pays de quelque façon que ce soit?

Réponse (1.4.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de la Défense:*

1) L'envoi de quatre avions E-3A équipés du système radar AWACS fait partie de la mission «DISPLAY DETERRENCE» de l'OTAN en Turquie. Cette mission n'a aucune relation avec les opérations militaires anglo-américaines en Irak. Les règles d'engagement militaires («rules of engagement») sont claires sur ce point et ont été renforcées depuis le commencement des hostilités en Irak:

- le dispositif de l'OTAN est de nature strictement défensive,
- la mission des avions E-3A est de surveiller l'espace aérien turc, de demander et de vérifier l'identification des avions civils et militaires traversant l'espace aérien turc,
- les orbites des avions E-3A sont strictement limitées aux portions d'espace aérien turc,
- les avions de l'OTAN peuvent avertir les avions non autorisés de quitter l'espace aérien turc,
- ils effectuent la liaison avec les commandants des batteries antimissiles PATRIOT en Turquie,
- l'emploi de la force par les avions de chasse chargés de la protection des avions E-3A est formellement interdit sauf en cas de légitime défense ou de nécessité absolue de défendre le territoire turc,
- l'entrée dans l'espace aérien irakien est formellement interdit à tous les avions OTAN.

Mis à part les «rules of engagement», l'OTAN a mis en place des règles d'incompatibilité entre les forces OTAN et les forces de la coalition anglo-américaine.

2) La NAMSA n'est pas impliquée en tant qu'agence de l'OTAN dans les opérations militaires en Irak. L'agence est néanmoins aussi à la disposition bilatérale d'une nation alliée. Sur ces activités le Luxembourg ne dispose pas d'informations. Il faut distinguer ici entre les missions OTAN de la NAMSA et ses services ou contrats bilatéraux qui sont du ressort exclusif d'une nation alliée.
3) Le dépôt de la WSA est un entrepôt de réserve pour les besoins des forces armées américaines en Europe. Sa mission est de stocker, de recevoir, de transporter, de réparer, de modifier, de préserver et de reconfigurer le matériel militaire prépositionné par les forces armées américaines en Euro-

pe. L'envergure de cette mission comporte évidemment un échange constant de matériel entre les sites de la WSA et certaines bases américaines en Europe.

4) La participation de l'armée luxembourgeoise à la KFOR au Kosovo et le détachement d'un officier au quartier général de la mission de l'UE en ARYM constituent pour le moment les seuls engagements militaires du Luxembourg. Le Luxembourg a aussi prévu de participer à la troisième mission de maintien de la paix de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan. Ces missions se basent sur les résolutions 1244 (1999), 1371 (2001) et 1386 (2001) du Conseil de Sécurité de l'ONU, ainsi que sur une invitation du Président de l'ARYM envers l'UE de reprendre l'opération OTAN «Allied Harmony». Ces textes sont publics et en conformité avec la Charte des Nations Unies.

Le Luxembourg n'est pas impliqué dans les opérations militaires anglo-américaines en Irak. Je rappelle que le Gouvernement a toujours invoqué une solution diplomatique à la crise irakienne et ne fait pas partie de la «coalition of the willing» qui s'est constituée autour des Américains.

Question 2111 (27.3.2003) de M. Ady Jung *(CSV)* concernant le droit à la propriété:

Monsieur le Ministre et Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont certainement au courant de la prise de position du Groupement des Sylviculteurs de février 2003 au sujet du projet de loi 4787, portant d'une part la transposition en droit national de directives CEE concernant la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages, ainsi que la conservation des oiseaux sauvages et, d'autre part, portant modification de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Dans cette prise de position, les intéressés se demandent entre autre pourquoi la législation luxembourgeoise entend aller plus loin que l'objectif visé par les directives CEE précitées et se soucient surtout sur la clause d'interdiction ou restriction de l'exploitation forestière inscrite à la fin de l'article 45, qui reviendrait, d'après l'avis de la Chambre de l'Agriculture du 28.11.2001, «à une quasi-expropriation, qui est inadmissible»!

D'autre part, les propriétaires de terres boisées au Grand-Duché de Luxembourg s'inquiètent sérieusement sur l'introduction de zones protégées d'intérêt communal prévue au chapitre 7 et sur le chapitre 8 (articles 53 et 54 du texte gouvernemental) relatif au plan national pouvant être déclaré obligatoire et de par là d'utilité publique!

Monsieur le Ministre de l'Environnement et Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Environnement ne croient-ils pas de mise de prendre en considération les doléances et les soucis, voire le cri d'alarme du Groupement des Sylviculteurs, lors de l'élaboration du texte final du projet de loi 4787, afin de mieux respecter les principes élémentaires du droit à la propriété inscrit dans notre Constitution?

Monsieur le Ministre de l'Environnement et Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Environnement ne pourraient-ils pas intervenir, par voie d'amendement gouvernemental, afin que les intérêts des propriétaires sylviculteurs ne soient pas lésés?

Réponse (23.4.2003) de M. Charles Goerens , *Ministre de l'Environnement:*

Quant à la clause d'interdiction ou restriction de l'exploitation forestière:

La directive 92/43/CEE impose au Luxembourg d'assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire. Etant donné que les forêts couvrent plus de la moitié de la surface à l'intérieur des sites du réseau Natura 2000 et que neuf habitats forestiers sont d'intérêt communautaire, il devient nécessaire de pouvoir réglementer l'exploitation forestière en vue de favoriser un état de conservation favorable de ces habitats forestiers.

Le Luxembourg a d'ailleurs été condamné le 13 février 2003 par la Cour de Justice des Communautés Européennes précisément parce que la législation actuelle ne permet pas de prendre des mesures opposables au tiers permettant d'éviter la dégradation et la détérioration des habitats et des espèces.

Toutefois, le projet de loi N°4787 en question entend préserver les principes du droit à la propriété. La restriction de l'exploitation forestière ne peut se faire que dans le cadre de la création par règlement grand-ducal d'une zone protégée suite à une procédure d'enquête publique.

Par ailleurs, la restriction de l'exploitation forestière ne sera pas une mesure de gestion courante dans les sites Natura 2000, elle concernera tout au plus des surfaces forestières marginales; par contre, sur l'immense majorité de la surface forestière l'application d'une sylviculture proche de la nature est à propager.

En ce qui concerne l'interdiction pure et simple de l'exploitation forestière, si elle ne constitue pas une mesure usuelle dans les zones protégées d'intérêt communautaire où l'activité humaine «responsable» n'est certainement pas à bannir, elle est par contre requise dans les forêts en libre évolution, projet déclaré du gouvernement. Ainsi, cette interdiction est à mettre en relation avec le programme pour la création d'un réseau national de forêts naturelles et semi naturelles en libre évolution tel que défini par le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique. Pour bénéficier des aides y relatives les forêts en libre évolution doivent être classées préalablement en zone protégée. L'Etat doit disposer de cette garantie réglementaire avant d'engager des dépenses financières substantielles sur une période de 30 années afin d'assurer la pérennité de l'engagement du propriétaire forestier.

Quant à l'introduction de zones protégées d'intérêt communal:

L'introduction de zones protégées d'intérêt communal ne devrait pas inquiéter les propriétaires de terres boisées. La déclaration de zones protégées d'intérêt communal prévoit une enquête publique et nécessite l'accord de deux membres du gouvernement (environnement, intérieur) d'où une certaine garantie d'objectivité et de cohérence. Par ailleurs, la législation actuelle permet déjà aux communes de protéger des fonds en zone verte via leur plan d'aménagement qui couvre tout le territoire communal.

Quant à l'introduction d'un plan national concernant la protection de la nature:

Le plan national concernant la protection de la nature n'est rien d'autre qu'un concept national en matière de protection de la nature indiquant clairement les orientations en ce qui concerne les espèces à protéger, le choix des mesures de sauvegarde et les priorités en matière de zones à déclarer comme zone protégée. Le plan national doit améliorer l'efficacité, la visibilité et la transparence de la politique de protection de la nature. En aucun cas, il sert à imposer des servitudes et des charges à des propriétaires ou des exploitants agricoles ou forestiers. Par ailleurs, le projet de loi en question oblige le ministre d'établir le plan avec les milieux concernés dont font partie, à coup sûr, les exploitants et propriétaires de fonds agricoles et forestiers.

Le fait de déclarer le plan d'utilité publique, permet de financer sa réalisation moyennant le Fonds pour la protection de l'environnement.

En guise de conclusion, le projet de loi en question ne met aucunement en péril les principes élémentaires du droit à la propriété. La Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés a confirmé le projet du gouvernement notamment les points invoqués tels la réglementation de l'exploitation forestière, les zones protégées d'intérêt communal et le plan national concernant la protection de la nature. D'ailleurs, le Conseil d'Etat n'a pas fait d'objections contre ces points et les a repris dans sa proposition de texte. Pour toutes ces raisons, le Ministre de l'Environnement n'entend pas intervenir par voie d'amendement gouvernemental.

Question 2112 (31.3.2003) de M. Marc Zanussi *(LSAP)* concernant les vaccinations antirabiques des renards:

D'après les informations de l'Inspection vétérinaire, le Luxembourg ne procède plus aux vaccinations antirabiques des renards depuis mars 2002.

Dès lors j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer cet état des choses et dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Est-ce que cette décision a été prise uniquement au Luxembourg ou est-ce qu'il y a eu concertation avec les pays limitrophes?

Existe-t-il des recommandations ou directives européennes en la matière?

Par ailleurs, est-ce que l'arrêt des opérations de vaccinations systématiques n'entraînera pas une nouvelle propagation de la rage avec des dangers pour les animaux domestiques, respectivement pour l'homme?

Finalement est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre actuel de renards?

Réponse (29.4.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Avant de répondre plus précisément aux différentes questions posées par l'honorable M. Zanussi au sujet de la vaccination antirabique des renards, je voudrais préciser que la récente épizootie de rage a débuté en 1966 et que dans son évolution épidémiologique elle a connu quatre pics qui se sont situés dans les années 1967, 1982, 1986 et 1989. Depuis lors, l'intensité de la maladie a diminué fortement pour s'éteindre définitivement en janvier 1999 avec l'apparition d'un dernier cas sur un poney en pâturage. Pendant toute cette période 1.676 cas de rage ont été recensés, dont 600 cas sur des animaux domestiques. A noter qu'aucun cas sur un être humain n'a été signalé.

Quant à la vaccination antirabique du renard en tant que principal vecteur du virus, elle a été mise en place à partir de 1986 et elle a porté sur 24 campagnes vaccinales.

Ceci dit, les différentes questions soulevées appellent les réponses suivantes:

Contrairement aux informations dont fait état l'honorable député, les Services vétérinaires, en collaboration avec l'Administration des Eaux et Forêts, ont organisé durant l'année 2002 deux campagnes de vaccination des renards contre la rage, dont la première sous forme d'une distribution manuelle de 16.000 appâts vaccinaux auprès de 2.067 terriers par les locataires de chasse pendant le week-end du 1er et 2 juin et la deuxième pendant la période du 23 septembre au 3 octobre sous forme de largage par hélicoptère de 49.600 appâts vaccinaux sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ce n'est qu'à partir de l'année 2003 qu'aucune vaccination antirabique n'est prévue, ceci pour les raisons sanitaires suivantes:

- depuis 6 ans plus aucun cas de rage n'a été diagnostiqué sur un renard dans notre pays;
- grâce à cette excellente situation sanitaire, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré pays officiellement indemne de la rage en juillet 2001 par les organisations internationales de l'O.I.E. et de l'O.M.S., en même temps que la Belgique;
- depuis 4 ans aucun cas de rage n'a été déclaré dans les régions avoisinantes en France, en Allemagne et en Belgique;
- les experts de la lutte transfrontalière contre la rage ont conclu, lors d'une réunion en juillet 2002, qu'en fonction de la situation sanitaire actuelle le risque de contamination de la faune sauvage et partant des animaux domestiques et de l'homme est quasi inexistant dans la grande région.

Les vaccinations antirabiques ont été décidées et réalisées en coordination transfrontalière, sachant qu'il n'existe pas de dispositif communautaire en matière de lutte contre la rage. A noter, toutefois, que la surveillance de cette maladie est assurée essentiellement par les organismes internationaux de l'O.I.E. et de l'O.M.S.

Quant au nombre actuel de renards sur notre territoire, toute estimation à cet égard serait aléatoire. Précisons tout simplement que le nombre de renards abattus annuellement est estimé à environ 5.000 à 6.000 unités par les experts de l'Administration des Eaux et Forêts.

Question 2139 (7.4.2003) de M. Gusty Graas *(DP)* concernant la création d'un cimetière pour les animaux:

Les protecteurs des animaux demandent, à l'instar de pays étrangers, la création d'un cimetière pour les animaux. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que cette requête trouve l'assentiment de M. le Ministre?
- Dans l'affirmative, quelles dispositions légales devraient être respectées? Quelle institution serait responsable de la gestion d'un tel cimetière?
- Dans la négative, quels arguments justifieraient le refus d'une telle infrastructure?

Réponse (24.4.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable M. Gusty Graas au sujet de la création d'un cimetière pour animaux de compagnie, il convient de se référer à la législation afférente, à savoir, d'une part, la loi du 6 septembre 1962 sur la destruction et l'utilisation des cadavres d'animaux, des viandes confisquées et des déchets de viandes ainsi que son règlement d'exécution du 4 juillet 1973 et, d'autre part, le règlement (CEE) N°1774/2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.

La loi du 6 septembre 1962 précitée établit le principe qu'il est défendu d'enfouir ou de détruire en dehors du clos d'équarrissage central des viandes confisquées et des déchets de viandes et que ce principe s'applique également aux cadavres, à l'exception de ceux à spécifier par règlement grand-ducal.

En application de ces dispositions légales, le règlement grand-ducal du 4 juillet 1973 impose une cession exclusive des cadavres d'animaux des espèces chevaline, bovine, porcine, ovine et caprine au clos d'équarrissage central et dispose que les cadavres des animaux des autres espèces ne doivent pas obligatoirement être cédés au prédit clos.

Quant au règlement (CE) N°1774/2002, il impose pour les matières de la catégorie 1, dont font partie les cadavres des animaux familiers, qu'elles doivent être «directement éliminées comme déchets par incinération dans une usine d'incinération».

En fonction de ces dispositions nationales et communautaires, qui se justifient pour des raisons de protection de la santé publique et de la santé animale, la proposition pour la mise en place d'un cimetière pour animaux n'est guère acceptable.

Pour rencontrer les desiderata des associations pour la protection des animaux et dont l'honorable député se fait l'interprète, il se recommande plutôt de prévoir l'installation d'un centre d'incinération pour animaux familiers à l'instar de ceux existant à l'étranger et notamment près de la ville de Liège.

Une telle solution aurait le mérite de concilier le respect à l'égard de l'animal et les obligations découlant de l'aspect sanitaire telles que confinées dans la législation précitée.

Question 2143 (9.4.2003) de M. Alex Bodry *(LSAP)* concernant le groupe de travail chargé d'élaborer un projet de plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes»:

Le 14 octobre 2002, le Gouvernement a institué par règlement grand-ducal un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de fois ce groupe de travail s'est-il déjà réuni?
- Quels sont les résultats concrets des travaux de ce groupe de travail?
- Dans quels délais un projet de plan directeur sectoriel est-il envisageable?

Réponse (25.6.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable député Alex Bodry pose des questions relatives à l'avancement des travaux d'établissement du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes».

Il convient de rappeler qu'un groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de ce plan directeur sectoriel a été instauré par règlement grand-ducal du 14 octobre 2002. Après que tous les départements représentés avaient désigné leurs délégués, les différents

membres du groupe ont été nommés par arrêté ministériel du 2 avril 2003 (mémorial B - N° 26 du 9 mai 2003).

Depuis, les travaux relatifs à l'élaboration du projet ont bien avancé et un premier projet de document a été élaboré. Ce document reprend notamment:

une description de la situation actuelle en matière de gestion des déchets inertes;

une proposition de découpage du territoire national en régions nécessaires pour la mise en place d'un réseau de décharges régionales pour déchets inertes;

une analyse par région des disponibilités et des besoins en capacités de mise en décharge;

une méthodologie pour la recherche de nouveaux sites;

les modalités de suivi du plan;

la description de mesures supplémentaires pour la mise en œuvre du plan directeur sectoriel.

Compte tenu de l'avancement des travaux, il est envisageable que le projet de plan directeur sectoriel pourra être présenté au Conseil de Gouvernement avant août de cette année.

Question 2144 (11.4.2003) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant la croissance économique:

De Wirtschaftswuesstem ass 2001 dramatesch, op nämmen nach 1%, agebrach. Iwwerhaapt huet d'Lëtzebuerger Konjunktur an deene vergaangene Joren en zimlech chaoteschen, onkontrolléierte Verlaf geholl. Vun 1995 bis 2000 louchen d'Extremer tëscht 1,3% an 8,9%. Mä nach ni louche mer esou schlecht wéi d'lescht Joer, wou de Wuesstem nach eng Kéier op nämmen nach 0,5% (lescht Previsioun vum Statec) zréckgaangen ass. An hirer Fréijorsprognos fir dëst Joer huet elo d'EU-Kommissioun hir lescht Prognose fir de Lëtzebuerger Wirtschaftswuesstem däitlech no ënnen, vun 2% op elo 1,1%, korrigéiert.

De Chômage ass, mat engem Plus vu 57,5%, mat Eenzegt wat zënter 1999 konstant wiisst (Juli 1999: 4.986 Demandeuren + 1.626 a Beschäftegungsmesuren = 6.612 Persounen; Februar 2003: 7.545 + 2.869 = 10.414 Persounen).

Dréngend néideg ass deemno eng konsequent Wirtschaftswuesstemspolitik. Ee wichtegt Instrument fir Wuesstem ze stimuléieren ass d'Verbëllege vum Kredit. Trotz deene miserabele Wirtschaftsprognose fir d'Eurozon huet d'Europäesch Zentralbank (EZB), an hirer leschter Sëtzung, d'Leetzënsen awer onverännert gelooss.

Deemno stelle sech zur Roll an dem Fonctionnement vun däser internationaler Institutioun eng Rei Froen:

1. Firwat ass dës Institutioun, am Géigesaz zur US-Zentralbank (FED), esou onflexibel an hirer Zënspolitik?
2. Wieren net méi courageiert Zënsschrëtt ubruecht gewiescht fir d'Konjunktur am Euroland a besonnesch déi lëtzebuergesch ze stäipen?
3. Wéi fält Ären éischte Bilan vun der eenheetlecher Euroland-Zënspolitik, fir dach esou verschidden ausgeprägt a spezialiséiert national Wirtschaftssystemer, wéi z.B. dat griicheschт par rapport zum holläneschen, aus? Ass dës Zënspolitik, wat de Wirtschaftswuesstem betrëfft, net dach éischter kontraproduktiv?
4. Geldpolitik kann net neutral sinn an dofir och kenger Regierung egal sinn. Versicht d'Lëtzebuerger Regierung, huet se, oder wëllt se an Zukunft versichen, am Intérêt vum Land, Afloss op d'Entscheedunge vun der EZB ze huelen, wuelwëssend ëm den Artikel 7 vum Protokoll iwwert d'Statute vun der EZB, deen hir Onofhängegkeet garantéiere soll?
5. D'Haaptaufgab vun der EZB ass et d'Präisstabilitéit ze sécheren. Wéi a wou ass dës „Präisstabilitéit" genau definéiert?
6. D'Décisioune vun der EZB kënnen enorm finanziell an ekonomesch Konsequenze fir all eenzelne Bierger hunn. Wie kontrolléiert dëse Pouvoir a viru wiem sinn d'Responsabel vun der Zentralbank eigentlech verantwortlech?
7. Wellech Sanktiounen appliziéiere sech am Fall vum Versoe vum Directoire vun der EZB, z.B. wann e bestëmmt Zil vun Inflatioun net erreecht gouf?
8. Besteet fir d'Beamte vun der Europäescher Zentralbank eng liewenslaang Aarbechtsplazgarantie?
9. Wat haalt Dir vum neuseeläneschen Zentralbanksystem (Hir Membere si vis-à-vis vun der Regierung verantwortlech. Dobäi ass e „Policy Targets Agreement" ze respektéieren an deem och d'Präisstabilitéit kloer definéiert gëtt), kéint deen net e Modell fir d'EZB sinn?
10. Géingt Dir d'Europäesch Zentralbank als en demokratescht Organ bezeechnen?

Réponse (18.6.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Aus gudden a bekannte Grënn huet de Vertrag vu Maastricht déi Europäesch Zentralbank (EZB) an den Europäeschen Zentralbankesystem (EZBS) esou strukturéiert, datt d'EZB d'Geldpolitik, dat heescht konkret den Niveau vun den Zënsen am Euroraum, onofhängeg vun der Wirtschaftspolitik esou festleeë kann, wéi se et fir d'Präisstabilitéit, dat heescht d'Erhale vun der Kafkraaft vum Geld, fir richteg fënnt.

D'EZB ka sech dobäi nëmmen un der Gesamtsituatioun vum Euroraum orientéieren, och wann natierlech d'Situatioun vu Stat zu Stat oder esou guer an all Stat vu Regioun zu Regioun verschidden ass.

D'Zënspolitik vun der EZB huet derzou geféiert, datt zur Zäit souwuel d'Inflatioun wéi d'Zënsen esou niddreg si wéi zanter Joerzéngten net méi. Dat weist, datt d'Geldpolitik weder onflexibel ass nach de Wirtschaftswuesstem ausser Uecht léisst.

Dat weist och, datt d'EZB déi Argumenter vun der Wirtschaftspolitik an hir Décisiounen afléisse léisst, déi se virun allem am Dialog mat de Finanzministeren am Eurogrupp Mount fir Mount diskutéiert.

Den EZBS erkläert seng Politik an d'Definitioune vu senge Konzepter öffentlech a virun de Parlamenter. Eréischt kierzlech huet en ee Bilan vu senger Politik gezunn a seng Definitioun vun der Präisstabilitéit präziséiert. Domat ass eng demokratesch Kontroll méiglech, ofgesinn dovun datt déi Responsabel vum EZBS vun de Regierungen op Zäit genannt sinn. Esou wäit vun Neuseeland ass Europa guer net ewech.

Question 2156 (24.4.2003) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant l'actualisation des fichiers cadastraux:

Bei den Ausmoossunge wellech duerch de Service vum Kadaster op Ufro vun den öffentlechen Institutiounen um Terrain ausgefouert ginn, besteet ee grousse Réckstand deen all normal Limiten iwwertrefft. Dëse Réckstand sollt zwar ewell zënter Joren opgeholl gi sinn, mä mir goufe Fäll zougedroen, wou bei eenzelnen Emprisenausmoossungen de Réckstand bis op d'Joer 1991 zréck geet. Esou laang awer ewéi keng Opmoossunge virgeholl goufen, kënnen och keng Akte resp. Auszuelunge gemaach ginn.

Dofir dës Froen:

1. Bei wéivill Emprisenopmoossunge bei öffentleche Strossse si mer effektiv am Réckstand an op wat fir eng Jore bezéie sech déi eenzel Fäll?
2. Bei de verschiddene Subsidenufroe mussen d'Baueren déi eenzel Kadasternummeren an och d'Gréissenuerdnung vun deenen eenzelne Parzelle matdeelen. Nu stëmmen déi awer net méi iwwertenee mat der Realitéit, well d'Emprisen esou wäit am Réckstand sinn an d'Baueren déi offiziell Donnéeë vum Kadasteramt matdeele mussen. Déi Differenzen, déi doduerch entstinn, wéi ginn déi finanziell tranchéiert?
3. Wat gedenkt d'Regierung konkret z'ënnerhuele fir dës Réckstänn op e vernünftegt Mooss an der Zäit ze reduzéieren?

Réponse (26.6.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

Selon les informations de l'Administration du Cadastre et de la Topographie, un nombre total de 475 mesurages d'emprises, se rapportant souvent à de petites surfaces parcellaires, restent actuellement en suspens, dont 320 depuis plus de trois années.

Les causes principales des retards sont notamment dues au fait que les bureaux régionaux ne peuvent aucunement négliger les mesurages de places à bâtir, d'échanges de terrains, de remembrements urbains et d'abornements, pour s'occuper encore davantage des mesurages d'emprises, vu les pressions actuelles exercées sur le marché de l'immobilier.

Pour parier à ces déficiences, l'Administration du Cadastre et de la Topographie émet régulièrement des soumissions publiques, permettant à des bureaux privés de réaliser des mesurages d'emprises avec une certaine envergure, sous la responsabilité de deux ingénieurs de l'administration.

Ainsi, une quarantaine de tronçons ont déjà été; évacués avec succès. Force est de constater cependant que les actes subséquents n'ont pas été adressés systématiquement endéans l'année suivant la date du plan à l'acte comme l'exige la loi. C'est donc sur ce plan que d'autres acteurs importants, à savoir le Notariat, les administrations communales et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines se doivent d'assumer pleinement leurs responsabilités en vue d'apporter une solution au problème des retards.

D'autre part, faut-il noter que l'administration développe depuis les cinq dernières années des efforts supplémentaires pour accélérer le mesurage des emprises d'autoroutes, à tel point que les deux derniers tronçons, à savoir l'autoroute du Nord et l'autoroute de la Sarre, ont été mesurés avant même leur ouverture à la circulation.

En ce qui concerne les déclarations et demandes de subsides d'agriculteurs dressées à la base du plan cadastral, dans certains cas encore insuffisamment actualisé, l'administration s'est engagée depuis deux ans dans un projet de rattrapage des retards de mutation, moyennant recours à un prestataire de service externe à durée déterminée. Il est prévu que ces travaux s'achèvent en automne 2004. Ainsi, les plans et fichiers cadastraux seront actualisés à quelques mois près et le nouveau système de la mutation instantanée pourra porter ses fruits.

Finalement, la création de bureaux privés de géomètres officiels à partir de l'année 2004 ne tardera pas à agir positivement sur le rattrapage des retards de la mesuration des emprises.

Question 2162 (28.4.2003) de MM. Emile Calmes et Gusty Graas *(DP)* concernant le plan d'aménagement général:

D'après l'article 1er de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, toute localité d'au moins 10.000 habitants est tenue de se doter d'un plan d'aménagement.

Selon l'article 14 de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire portant dérogation à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, chaque commune est tenue d'établir un projet d'aménagement partiel ou global couvrant l'ensemble de son territoire.

L'article 28 de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire stipule que les plans d'aménagement déclarés obligatoires sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, et existant au moment de l'entrée en vigueur de cette même loi du 21 mai 1999, restent valables. Pour l'établissement ou la modification des plans d'aménagement arrêtés par le Gouvernement en Conseil sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, mais non encore déclarés obligatoires, les dispositions de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire restent applicables. Toutefois la loi du 21 mai 1999 n'impose plus l'obligation aux communes de se doter d'un plan d'aménagement, obligation qui se retrouve d'ailleurs explicitement mentionnée à l'article 7 du nouveau projet de loi N°4486 concernant l'aménagement des communes.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que l'ensemble des communes luxembourgeoises dispose à l'heure actuelle d'un plan d'aménagement général?
- Si tel n'était pas le cas, ne se trouverait-on pas alors dans un vide juridique du fait que l'obligation de se doter d'un plan d'aménagement a été abrogée par la loi du 21 mai 1999?
- Quel texte législatif se substituerait alors à la loi concernant l'aménagement général du territoire en tant que base légale en matière d'aménagement communal?

Réponse (12.5.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

1. Sur 118 communes, 105 communes disposent d'un plan d'aménagement général dûment approuvé en exécution des dispositions des lois du 12 juin 1937 et du 11 août 1982.

   Les communes de Rambrouch, Vianden, Walferdange, Fischbach, Septfontaines, Remerschen, Sandweiler, Steinsel, Colmar-Berg, Remich, Reisdorf et Lac de la Haute Sûre (cette dernière seulement partiellement) disposent d'un plan d'aménagement général voté (provisoirement ou définitivement), mais non encore soumis au Ministre de l'Intérieur.

   Seule la commune de Berdorf ne dispose actuellement d'aucun plan d'aménagement général opposable aux tiers, suite au refus d'approbation de son projet de plan révisé en date du 29 janvier 2003.

2. L'obligation expresse et explicite de se doter d'un plan d'aménagement général couvrant l'intégralité du territoire communal a certes été abrogée par la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, ce qui ne signifie cependant pas que l'on se trouve en présence d'un vide juridique.

   En effet, aux termes de l'article 1er de la loi du 12 juin 1937, cette obligation incombe à «Toute localité de 10.000 habitants et au-dessus (...).

La même obligation incombe:

a) aux localités en voie d'accroissement, aux stations balnéaires et aux agglomérations présentant un caractère pittoresque, artistique ou historique, les unes et les autres ayant été désignées par le „Ministre de l'Intérieur", sur l'avis de la commission instituée en vertu de l'article 6 ci-après, les conseils communaux entendus;
b) aux communes qui auront demandé leur assujettissement à la présente loi;
c) aux associations, sociétés ou particuliers qui entreprennent de créer ou de développer des lotissements de terrains ou de groupes d'habitations.»

   Une commune qui s'est dotée d'un plan d'aménagement général, mais qui a fait l'objet d'un refus d'approbation ministériel et qui de la sorte ne dispose actuellement plus d'un tel plan, doit être considérée comme tombant sous le litera b) de l'article 1er concernant).

   Cette interprétation a été confirmée par un jugement du Tribunal d'arrondissement siégeant en matière d'appel de police daté du 30 avril 2002 en ces termes: «en établissant un règlement global comprenant un projet d'aménagement général ainsi qu'un règlement sur les bâtisses, et en soumettant lesdits projets pour approbation au Ministre de l'Intérieur selon la procédure prévue par la loi de 1937, l'administration communale (...) a implicitement, mais nécessairement demandé son assujettissement à cette loi».

3. Cette dernière question est, au vu de la réponse ci-dessus, sans objet.

Question 2165 (30.4.2003) de M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)* concernant la taille minimum des candidats accédant aux postes de sous-officier ou d'officier de carrière à l'armée:

Le statut du sous-officier et de l'officier de carrière à l'armée luxembourgeoise prescrit une taille minimum de 168 cm pour les candidats et candidates voulant accéder à ces postes.

Quelles sont les raisons d'une telle condition sachant que pour d'autres carrières à l'armée luxembourgeoise de telles conditions de taille minimum ne sont pas requises?

M. le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait abolir cette disposition discriminatoire?

Réponse (2.6.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable député a trait à la taille minimale requise pour des candidats se destinant à la carrière d'officier ou de sous-officier de l'armée luxembourgeoise.

A ce sujet il y a lieu de relever que pour les candidats officiers de carrière, une taille minimale de 1,68 mètres au moins a été fixée par règlement grand-ducal du 19 février 1966 remplaçant l'article 7 de l'arrêté grand-ducal du 26 août 1954 concernant l'état et les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement des officiers de carrière et commissionnés de la force armée.

Pour ce qui est des candidats sous-officiers de carrière, le règlement grand-ducal du 1er février 1971 concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des sous-officiers de carrière de l'armée proprement dite, a fixé dans son article 3 une taille de 1,73 mètres au minimum. Toutefois, en cas de besoin et pour les hommes d'une constitution très robuste, ce minimum pouvait être réduit à 1,68 mètres. Par règlement grand-ducal du 4 mai 2001, la taille des candidats sous-officiers de carrière a été fixée à 1,68 mètres au minimum.

L'introduction d'une taille minimum était jadis justifiée par les nécessités de service découlant notamment du maniement de l'équipement de tir et de la conduite d'engins militaires. Au cours des dernières décennies, la fixation d'une taille minimum pour les carrières faisant l'objet de la présente question parlementaire, n'a pas donné lieu à controverses.

Comme l'équipement de notre armée a techniquement évolué entretemps, je conviens que le maintien d'une taille minimum ne s'impose plus.

A l'occasion d'une prochaine modification des dispositions statutaires des deux carrières dont question, toute référence à une taille minimum sera éliminée.

Question 2167 (5.5.2003) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant la fermeture temporaire du service de cancérologie à l'HPMA:

Récemment le service de cancérologie de l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Differdange a dû être fermé faute d'un nombre suffisant en personnel. Apparemment la bonne continuité du service n'a plus pu être garantie, de sorte que les responsables n'ont pu éviter la fermeture temporaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que M. le Ministre peut confirmer cet état des choses? Dans l'affirmative, quel sera l'avenir du service de cancérologie à l'HPMA?
- Est-ce que d'autres établissements hospitaliers se sont vus confrontés à des problèmes comparables?
- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à ces situations et plus particulièrement pour garantir la survie de la cancérologie à l'HPMA?

Réponse (19.5.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable parlementaire fait état de la fermeture provisoire du service de cancérologie à l'Hôpital Princesse Marie-Astrid (HPMA), intervenue sur l'initiative de l'exploitant, apparemment en raison d'une dotation insuffisante en personnel.

Il convient d'emblée de rendre l'honorable parlementaire attentif au fait que le HPMA ne dispose pas d'un service de cancérologie. Ce n'est d'ailleurs que depuis sa version du 18 avril 2001 que le plan hospitalier national permet la création de services d'oncologie distincts. Or, le HPMA n'a ni obtenu ni même sollicité une autorisation ministérielle pour la création d'un service d'oncologie.

La circonstance pré-rappelée n'empêche pas le HPMA de prendre en charge des patients relevant de la cancérologie dans le cadre de son service de médecine interne.

Je viens de demander des explications au HPMA en rapport avec d'éventuels transferts internes de patients relevant de la cancérologie. Je précise toutefois que l'aménagement des différents services relève de l'organisation de l'hôpital. En d'autres mots celui-ci est libre, dans le cadre du service de médecine interne, de regrouper dans une unité distincte les patients relevant d'une même pathologie, en l'occurrence de l'oncologie, ou de répartir ces patients sur plusieurs unités.

Je n'ai pas connaissance de problèmes semblables rencontrés dans d'autres hôpitaux.

Question 2168 (5.5.2003) de M. Lucien Lux *(LSAP)* concernant l'assurance dépendance:

Dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière du pays 2003, le Conseil économique et social a souligné que le niveau de la réserve légale de l'assurance dépendance, qui doit se situer entre 10% et 20% des dépenses courantes prévisibles sur un exercice, est largement dépassé depuis deux ans. De ce fait, le CES invite le législateur à diminuer le taux de la contribution dépendance, s'élevant actuellement à 1%, au niveau du taux d'équilibre de 0,83%.

Dans ce contexte, j'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer, respectivement préciser les données financières publiées par le CES?
- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis du CES quant à une réduction du taux de cotisation et dans l'affirmative, est-ce qu'il entend soumettre une proposition y relative au Gouvernement?

Réponse (26.6.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

A l'examen du projet de loi modifiant différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance, l'honorable député aura certainement remarqué que le Gouvernement n'a pas entendu donner de suite à la recommandation du Conseil économique et social d'abaisser le taux de cotisation à l'assurance dépendance.

Un tel abaissement ne s'indique en effet pas, alors que le projet d'adaptation prévoit un renforcement de l'action de l'assurance dépendance notamment dans le domaine de la prévention de la dépendance. Par ailleurs, le vieillissement de la population laisse présager un accroissement des cas de prise en charge et donc des frais y relatifs.

Aussi, le Gouvernement a-t-il proposé de supprimer le plafond de la réserve légale qui est contre-indiqué dans la mesure où le législateur s'est réservé le droit de fixer les taux de la contribution.

Question 2169 (2.5.2003) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant le Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean:

En relation avec la réalisation du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Est-ce que l'entreprise Chanzy Pardoux a travaillé sur le chantier du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg, soit comme chargée directe par l'Etat, soit comme sous-traitante d'une autre entreprise? Cette question concerne également la Société nationale Chanzy Pardoux (S.N.C.P.) respectivement la Société luxembourgeoise Chanzy Pardoux (S.L.C.P.).
2. Dans l'affirmative, et s'il s'agissait de sous-traitance, l'entreprise respectivement les entreprises concernées se trouvai(en)t-elle(s) sur une liste de sous-traitance acceptée par l'Etat?

Réponse (16.6.2003) par Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse aux questions soulevées par l'honorable député M. Robert Mehlen je puis fournir les précisions suivantes:

1-a) Le Service des Monuments historiques de l'entreprise Chanzy Pardoux a été chargé en 1997 de la réalisation d'essais-recherche témoins relatifs au confortement et à la restauration de l'escarpe de l'enveloppe historique. Ces essais ont été exécutés préliminairement à la mise en adjudication des travaux.

1-b) L'entreprise Soludec ayant été chargée des travaux de gros œuvre à la suite d'une soumission publique, l'entreprise Chanzy Pardoux Restauration exécuta pour compte de ladite firme les travaux de confortement et de restauration du mur historique.

2) Dans le cadre de cette soumission, l'entreprise Soludec avait initialement proposé la société Mangen pour l'exécution des travaux au mur historique de l'enveloppe.

L'entreprise Mangen n'étant pourtant plus en mesure de respecter les délais d'exécution, Soludec avait confié alors à Chanzy Pardoux Restauration, toutefois sous la responsabilité de Soludec, l'exécution des travaux de restauration du mur historique.

Comme il ne s'agissait pas d'une adjudication de travaux sous forme d'entreprise générale, les dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 portant institution d'un cahier général des charges applicables aux marchés publics de travaux et de fournitures pour compte de l'Etat ne trouvaient pas application. L'entreprise Soludec, considérant donc qu'il n'y avait pas lieu de parler de sous-traitance au sens de la loi, n'a pas demandé à l'Etat le remplacement de l'entreprise Mangen.

Cependant, compte tenu des références et compétences de Chanzy Pardoux Restauration dans ce domaine spécifique de la restauration, l'Etat n'avait aucun souci d'accepter l'exécution desdits travaux par cette entreprise.

Par ailleurs en date du 19 décembre 1997 mon prédécesseur a répondu à la question n° 106 de M. le Député Henckes traitant du même sujet *(cf compte rendu N°6/1997-1998)*.

Question 2171 (6.5.2003) de M. Jeannot Krecké *(LSAP)* concernant l'impact économique de l'application de taux réduits sur les services à forte intensité de main-d'œuvre:

Le Luxembourg avait fait usage des dispositions de la directive 1999/85/CE, qui modifiait la 6e directive TVA en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre. L'article 28 de ladite directive prévoyait que les Etats membres ayant mis en œuvre ces taux réduits établissent, avant le 1er octobre 2002, un rapport d'évaluation quant à leur efficacité, notamment en termes de création d'emploi et d'efficience.

A cet égard j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg a établi le rapport d'évaluation dont question ci-avant?
- Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il nous éclairer sur l'impact économique de l'application de taux réduits sur les services à forte intensité de main-d'œuvre?

Réponse (4.6.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances:*

Aux termes de l'article 28, paragraphe 6, premier alinéa, de la directive modifiée du Conseil du 17 mai 1977 (77/388/CEE), les Etats membres de la Communauté peuvent être autorisés à appliquer un taux réduit de TVA à certains services à forte intensité de main-d'œuvre dans la période allant du 1er janvier 2000 jusqu'au 31 décembre 2003. Comme le Grand-Duché a fait un large usage de ces dispositions optionnelles de la 6e directive, le Gouvernement a présenté à la Commission européenne, en septembre 2002, le rapport d'évaluation requis aux termes de l'avant-dernier alinéa de l'article 28, paragraphe 6 de la directive.

A ma demande, l'«étude d'impact de la réduction du taux de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre» a été préparée par la Chambre des Métiers, en collaboration avec le STATEC, et en concertation étroite avec le Ministère des Finances et l'administration fiscale compétente.

Un extrait des conclusions de l'étude, par secteur économique concerné, est joint en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 2172 (6.5.2003) de M. Gusty Graas *(DP)* concernant la formation et l'information des élus locaux:

Il est indéniable que la politique communale constitue de nos jours une matière très complexe. Maintes lois trouvent leur application au niveau communal. Ainsi les élus locaux, et surtout les conseillers communaux, éprouvent souvent de sérieuses difficultés quant à l'interprétation de la législation en la matière. Partant, une grande importance revient à la formation et à l'information des élus locaux. En dépit de l'initiative très louable prise par le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol au début de chaque nouvelle période après les élections communales et les efforts déployés par des partis politiques, un certain manque de formation continue se fait quand même ressentir. En outre, les conseillers communaux ne reçoivent pas directement les nombreuses circulaires ministérielles ayant trait à l'interprétation de la législation communale. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il n'est pas opportun de tenir régulièrement des cours de formation au profit des élus locaux par des spécialistes du Ministère de l'Intérieur au sujet de nouvelles lois applicables aux communes?
- Est-ce qu'il ne faudrait pas octroyer aux administrations communales d'adresser dès réception copie de toutes les circulaires émises par le Ministère de l'Intérieur aux élus locaux?
- Finalement, est-ce qu'il n'y a pas lieu de compléter le site Internet du Ministère de l'Intérieur par l'affichage des circulaires ministérielles?

Réponse (13.6.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

La formation et l'information sont sans doute d'une importance capitale pour tout citoyen et pour les élus en particulier.

Le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol organisent d'ailleurs régulièrement et en cas de besoin des séances de formation et d'information sur l'application de nouvelles lois et sur des sujets d'actualité concernant les communes. Ils s'entourent des spécialistes dans les différents domaines pour fournir aux élus locaux les meilleures connaissances possibles.

Au cas où le besoin est ressenti par Monsieur le Député Gusty Graas d'organiser des cours de formation dans l'un ou l'autre domaine particulier, il peut utilement s'adresser aux services du Ministère de l'Intérieur.

En ce qui concerne les circulaires ministérielles adressées aux communes, il est évident qu'il appartient aux bourgmestres qui les reçoivent de les porter à la connaissance des conseillers communaux. Dans la circulaire numéro 1205 du 17 janvier 1989 concernant l'application de la nouvelle loi communale, mon prédécesseur avait d'ailleurs souligné que ladite circulaire, comme d'ailleurs toute autre information que le Ministère fait parvenir aux administrations communales, est à mettre à la disposition de tous les membres du conseil communal.

Par ailleurs, le Syvicol publie dans son courrier communal un relevé des circulaires émises par le Ministère de l'Intérieur et informe ainsi les conseillers communaux sur les circulaires ministérielles parues. Rien n'empêche les différents conseillers communaux de se procurer les circulaires auprès de leur administration communale.

Quant au site Internet du Ministère de l'Intérieur, il est prévu de le compléter par l'affichage des circulaires ministérielles dans un proche avenir.

Question 2173 (6.5.2003) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant la procédure d'homologation de jouets (exemple: YoYo Ball):

L'Inspection du Travail et des Mines vient de publier une alerte aux consommateurs, informant que les jouets du type «YoYo Ball» devraient être retirés du marché en raison d'un risque de strangulation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à MM. les Ministres de la Santé et du Travail et de l'Emploi:

- Existe-t-il une procédure d'homologation pour ce genre de jouets? Dans l'affirmative, laquelle?
- Etant donné que des quantités très importantes de ce type de jouet ont été vendues entretemps, quelles sont les directives à suivre par les parents dans le cas des «YoYo Ball» susmentionnés?
- MM. les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une information adéquate par le biais des établissements scolaires s'impose?
- Selon quelle procédure cette «marchandise» dangereuse sera-t-elle retirée du marché?

Réponse (4.6.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) La mise sur le marché et la surveillance du marché de tous les jouets est réglementée par le règlement grand-ducal du 3 février 1992 relatif à la sécurité des jouets tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 3 février 1992. Ce règlement grand-ducal base sur la directive du Conseil 88/378/CEE du 8 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la sécurité des jouets et modifiée par la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993. On peut considérer le règlement grand-ducal y compris ses annexes précité comme reprenant dans tous les points exactement l'énoncé de la directive, sauf en ce qui concerne la définition des autorités légales nationales.

   Le règlement grand-ducal ne prévoit pas de procédure d'homologation de jouets spécialement pour le Luxembourg, mais prévoit une procédure de «marquage CE» pour déclarer un jouet conforme aux exigences essentielles pour jouets tel que décrit dans son annexe II. L'autorité compétente pour la surveillance de la mise sur le marché ainsi que le contrôle du marché est l'Inspection du Travail et des Mines. Tout jouet qui porte un marquage CE doit à priori être considéré comme étant conforme à la directive et ne pourra pas faire objection à la mise sur le marché. La figure en annexe montre schématiquement quelles possibilités existent pour certifier un jouet conforme au niveau européen (à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

   En résumé on peut dire que si le fabricant ou son mandataire appose le marquage «CE» sur un jouet, celui-ci bénéficie d'une présomption de conformité à la directive et aucun Etat membre ne pourra restreindre la mise sur le marché, à moins qu'il n'ait des doutes de la conformité pour une raison ou une autre.

2) L'Inspection du Travail et des Mines ne pourra que prononcer une interdiction de mise sur le marché d'un jouet. La législation ne permet pas à l'Inspection du Travail de prononcer une interdiction aux consommateurs de jouer avec un certain jouet. De ce fait il incombe aux parents, tuteurs et aux responsables encadrant les enfants de décider d'interdire l'emploi d'un jouet ou non, et ceci éventuellement en relation avec la maturité des enfants. Les dangers connus à savoir la strangulation ont été publiés. Il semble évident que les dangers sont autres pour des enfants d'un âge de 12 ans en comparaison à des enfants de 4 ans, seulement la législation ne fait pas de distinction pour des enfants d'un âge d'entre 3 et 12 ans révolus. Il serait envisageable que ces jouets disparaissent complètement puisque une surveillance complète des enfants ne semble guère possible.

3) Il est évident que tous les moyens pour proliférer une alerte sont bons, et il est certain qu'une information des enfants par le biais des institutions scolaires pourra être utile. Cependant comme précité, il incombe aux tuteurs des enfants ainsi qu'au personnel d'encadrement des enfants de faire passer le message et d'en assumer les conséquences.

   Dans ce cas précis, une publication générale a été faite par le biais du Service Information et Presse du Gouvernement. Parallèlement à cela l'Inspection du Travail et des Mines a de sa propre initiative informé immédiatement:

   - les grands distributeurs de jouets au Luxembourg
   - la Confédération du Commerce luxembourgeois
   - l'Union luxembourgeoise des consommateurs
   - publication de l'alerte aux consommateurs sur le site Internet de l'Inspection du Travail et des Mines;

   certains sites Internet luxembourgeois ont aussi demandé l'autorisation de publier l'information, et bien sûr ils en ont eu l'autorisation.

4) Il n'existe pas de procédure. Actuellement les moyens de l'Inspection du Travail et des Mines sont très limités. De ce fait, l'Inspection du Travail et des Mines s'est limitée à informer le grand public et les responsables du commerce. La coopération étroite avec l'Administration des Douanes et Accises nous permet d'intercepter des envois de jouets et de bloquer une importation. Jusqu'ici un envoi de 10.000 jouets du type «YoYo Ball» a été intercepté.

Question 2174 (6.5.2003) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les traitements thérapeutiques ambulatoires offerts aux toxicomanes:

Je me permets de revenir à la question parlementaire concernant la problématique des soins des toxicomanes au Luxembourg.

En effet, dans „La Voix du Luxembourg" d'aujourd'hui, l'auteur précise que „les responsables de la Jugend- an Drogenhëllef, sachant que contrairement aux idées reçues, un toxicomane ne suit que très rarement le chemin direct sevrage-cure, il serait bon que le Luxembourg soit à même d'offrir un jour des traitements thérapeutiques différents (ambulatoires, de substitution, etc.), pour que ces personnes puissent trouver sur le territoire des soins adaptés à leurs besoins."

- M. le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Dans la négative, M. le Ministre peut-il m'informer des soins existants au Grand-Duché de Luxembourg?
- Dans l'affirmative, M. le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (10.6.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En matière de soins pour personnes toxicomanes, le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'une offre thérapeutique échelonnée et diversifiée qui ne cesse d'être adaptée sous l'impulsion du plan d'action en matière de drogues et de toxicomanies 2000-2004, placé sous la responsabilité du soussigné.

L'état des lieux des offres thérapeutiques dont question est dressé annuellement et publié dans le «Rapport national sur les drogues et les toxicomanies (RELIS)». Il en ressort que le Grand-Duché dispose des services suivants:

- Offres bas-seuil (réduction des risques et dommages);
- Désintoxication physique (assurée par quatre hôpitaux généraux et un établissement hospitalier spécialisé);
- Consultation et orientation;
- Soins et thérapies ambulatoires;
- Traitement de substitution ambulatoire;
- Thérapies résidentielles;
- Offres de post-cure, de logement et de réintégration socio-professionnelle.

Cette offre sera complétée par la mise en place d'un lieu d'injection. La distribution contrôlée d'héroïne est également à l'étude.

Question 2175 (7.5.2003) de Mme Marie-Josée Frank *(CSV)* concernant la conservation et l'archivage des dossiers médicaux:

La récente destruction de quelque 20.000 dossiers médicaux du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) pose la question de la conservation et de l'archivage des dossiers médicaux, et surtout celle de l'information de leur destruction aux principaux intéressés, à savoir les patients.

Dans la mesure où ces dossiers contiennent des informations importantes notamment sur l'état de santé d'une personne, mais aussi sur d'éventuelles allergies dont souffre un individu, il est indispensable que les médecins et établissements hospitaliers observent des règles strictes en matière de destruction des dossiers. A ma connaissance, le problème de la destruction des dossiers médicaux n'est abordé ni par un texte de loi, ni par le code de déontologie médicale.

Dans ce contexte, j'aurais souhaité poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

1. De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin de s'assurer qu'à l'avenir les médecins et les établissements hospitaliers informent préalablement leurs patients de toute destruction projetée de leur dossier?
2. Quelles mesures concrètes le Gouvernement envisage-t-il de prendre dans le cadre de la destruction des quelque 20.000 dossiers médicaux par le CHL?

Réponse (19.5.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La loi hospitalière du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers traite en son article 36 des dossiers médicaux hospitaliers. La loi impose la tenue d'un dossier individuel pour chaque patient. La durée de conservation du dossier est de «dix ans au moins à partir de la date de la fin du traitement hospitalier, à moins que la nature de la maladie n'impose une durée plus longue».

Cependant les dossiers visés par l'honorable parlementaire relèvent de la consultation externe du service d'immunologie-allergologie du CHL. Ces dossiers concernent donc des patients traités en ambulatoire, de sorte que les dispositions pré-rappelées de la loi hospitalière ne leur sont pas applicables.

Sauf pour le cas spécial des résultats d'actes radiologiques avec clichés et autres documents, il n'existe pas en médecine extrahospitalière d'obligation légale de tenir un dossier. Le code de déontologie stipule cependant en son article 39 que «le médecin établit en règle générale un dossier médical pour ses patients». Le code ne prévoit toutefois pas de délai de garde.

Il résulte des explications reçues de la part des responsables du CHL que la destruction des dossiers n'a pas été intentionnelle, mais qu'elle est intervenue par inadvertance, à l'occasion d'une opération de déménagement. Les dossiers ayant fait l'objet de cette manœuvre malencontreuse ne concerneraient que des patients dont la dernière consultation au service remonte à au moins cinq ans.

S'agissant des éléments du dossier susceptibles d'informer le médecin intervenant en urgence, par exemple d'une contre-indication grave pour l'administration d'un médicament déterminé, ceux-ci ont de toute manière été portés sur un «certificat pour des cas d'urgence» ou «Notausweis» délivré au patient.

Question 2177 (8.5.2003) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant la solution des problèmes administratifs au sein de l'UE avec le réseau SOLVIT:

La dernière édition du tableau d'affichage du marché intérieur montre que le déficit de mise en œuvre pour les directives du marché intérieur s'élève désormais à 3,2% pour le Luxembourg (contre 2% il y a un an), alors que la moyenne européenne se trouve à 2,8%. Il importe de rappeler que l'objectif fixé par le Conseil européen de Feira se situe à 1,5%.

De surcroît, il ressort aussi de ce tableau que le Luxembourg est en deuxième position concernant la variation du nombre de directives en retard, depuis le 1[er] octobre 2002 et, d'autre part, 6 directives ayant un délai de transposition antérieur au 1[er] mars 2001 n'ont toujours pas été transposées.

Dans le cadre de l'amélioration du contrôle de l'application du droit communautaire, il est intéressant de noter que la Commission a opté ces derniers temps pour une démarche plus différenciée dans le traitement des plaintes et ceci en fonction de la gravité des présomptions d'infraction au droit communautaire. Ainsi, avant d'entamer immédiatement une action judiciaire officielle, la Commission décide au cas par cas s'il convient d'essayer de recourir à des mécanismes de résolution alternative des problèmes pour trouver une solution. Parmi ces mécanismes complémentaires figurent les «réunions paquet» et le réseau SOLVIT.

A la lumière de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre des Affaires étrangères:

Quelles sont actuellement les raisons des retards en matière de transposition des directives?

En ce qui concerne le nombre de directives non transposées ayant un délai de transposition antérieur au 1[er] mars 2001, la Commission estime dans un communiqué de presse que «dans de tels cas, le retard n'est généralement pas dû à une mauvaise planification, mais à souvent des causes plus profondes; il peut être le signe de graves difficultés politiques ou même d'un refus pur et simple de mettre en œuvre la directive». Quel est l'avis de Mme la Ministre à ce sujet?

Quelle est la valeur ajoutée du réseau SOLVIT en ce qui concerne le traitement des cas de mauvaise application des règles du marché intérieur au Luxembourg? Quel est le niveau de coopération des administrations nationales et locales? Est-ce que Mme la Ministre juge utile de lancer une campagne d'information et relative à l'attention des citoyens ou des entreprises?

Réponse (17.6.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:*

1. Transposition de directives communautaires:

Au tableau d'affichage du marché intérieur de mai 2003, le Luxembourg se retrouve, avec un déficit de transposition de 3,2%, à la 9[e] place du classement des Etats membres en matière de transposition de directives communautaires, comparé à une 5[e] place au mois de mai 2001 (déficit de 2,0%) et une 11[e] place au mois de mai 2002 (déficit de 2,3%).

Le déficit de 3,2% traduit un retard de transposition de 49 directives au 15 avril 2003 en comparaison avec 30 directives en retard au 15 avril 2001 et 35 directives en retard au 15 avril 2002.

Au 1[er] juin 2003, le déficit luxembourgeois n'était plus que de 2,4% traduisant un retard de transposition de 37 directives sur un total de 1.542 directives en vigueur.

S'il est vrai que depuis mai 2001, la Luxembourg connaît une reprise de ses retards en matière de transposition de directives communautaires, les chiffres repris ci-dessus font aussi ressortir le caractère quelque peu aléatoire de l'exercice consistant à juger à échéances semestrielles fixes les efforts continus que réalisent les Etats membres en matière de résorption des retards de transposition de directives.

A l'heure actuelle, il reste 125 directives «marché intérieur» à transposer en droit luxembourgeois dans les trois années à venir. Sur ces 125 directives, 50 directives sont à transposer pour le 15 octobre 2003 - échéance prévue pour l'établissement du prochain Tableau d'Affichage - au cas où le Luxembourg veut satisfaire à l'objectif politique du Conseil européen d'un déficit de transposition maximum de 1,5%. Pour atteindre un déficit zéro, il reste 66 directives à transposer d'ici cette échéance.

Depuis l'automne 1999, le Ministère des Affaires étrangères, en sa qualité d'interlocuteur unique vis-à-vis de la Commission en matière de notification des mesures de transposition de directives, suit de manière systématique l'évolution de la situation au Luxembourg. Il appartient en revanche exclusivement aux ministères techniques de veiller à ce que les directives qui sont de leur compétence soient transposées dans les délais.

Dans ce cadre, et alors même qu'il n'a généralement pas compétence pour intervenir dans les procédures de transpositions proprement dites, le Ministère des Affaires étrangères s'applique à assurer une meilleure coordination entre ministères et ce notamment par la diffusion au niveau gouvernemental et à intervalles réguliers d'un tableau national d'affichage permettant de mesurer les progrès et les efforts restant à réaliser en matière de transposition de directives communautaires.

Mes services ont ainsi pu constater que la transposition en droit luxembourgeois a été assurée pour 162 directives en 2000, pour 82 directives en 2001, pour 90 directives en 2002 et finalement pour 51 directives pour les premiers cinq mois de l'année en cours.

La réduction substantielle des retards de transposition réalisée en 2000 est essentiellement due à cet effort de coordination. Ceci en effet a permis d'éviter les nombreux cas de non notification de mesures de transposition constatés par le passé.

Le nombre de directives annuellement adoptées par les instances communautaires était de 91 en 2000, de 87 en 2001, de 106 en 2002 et de 42 pour les premiers cinq mois de l'année en cours. Il résulte de ces chiffres que depuis 2001, le nombre de directives qui sont nouvellement adoptées dépasse en effet celui des directives annuellement transposées en droit luxembourgeois.

Concernant les directives qui à l'heure actuelle n'ont pas encore été intégrées en droit luxembourgeois alors que leur échéance de transposition est antérieure au 1er mars 2001, il s'agit plus particulièrement des directives suivantes:

Directive 97/66/CE - données à caractère personnel - échéance: 25/10/99

Cette directive est abrogée à partir du 31 octobre 2003 par la directive 2002/58/CE en vue de la transposition de laquelle un projet de loi devrait être déposé avant les prochaines vacances parlementaires.

Directive 98/44/CE - protection des inventions biologiques - échéance: 30/07/2000

Cette directive fait l'objet d'un projet de loi déposé par M. le Ministre de l'Economie en date du 7 mars 2000 (dossier parlementaire 4673B)

Directive 98/27/CE - protection des intérêts des consommateurs - échéance: 01/01/2001

Cette directive a fait l'objet d'un projet de loi déposé par M. le Ministre de l'Economie en date du 25 octobre 2001 (dossier parlementaire 4861)

Directive 97/11/CE - incidences de projets publics et privés sur l'environnement - échéance: 14/03/1999

Cette directive a été partiellement transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 7 mars 2003 publié au Mémorial A48 du 17 avril 2003. En ce qui concerne les dispositions de la directive non encore transposées, celles-ci font l'objet d'un avant-projet de loi conjointement élaboré par les Ministères des Travaux publics, de l'Environnement, de l'Intérieur et des Transports et qui devrait sous peu être adopté en Conseil de Gouvernement.

Directive 96/61/CE - réduction intégrée de la pollution - échéance: 30/10/1999

Cette directive se trouve partiellement transposée par la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et fait l'objet, pour ses dispositions non encore transposées, d'un projet de loi déposé par M. le Ministre de l'Environnement en date du 7 novembre 2001 qui figure sur la liste des projets de loi à considérer comme hautement prioritaire (dossier parlementaire 4863A).

Finalement et dans la mesure où il n'intervient généralement pas ni quant au fond ni quant à la procédure dans les dossiers de transposition de directives, il est difficile sinon impossible au Ministère des Affaires étrangères de prendre position sur les raisons des retards que peut prendre leur transposition en droit luxembourgeois.

2. Système SOLVIT

Le système SOLVIT est un mécanisme établi sur base d'une recommandation de la Commission européenne destiné à résoudre, à partir d'une plainte d'un citoyen ou d'une entreprise de l'Union européenne, des problèmes résultant d'une mauvaise application des règles du marché intérieur par les administrations d'autres Etats membres. Ainsi, un citoyen luxembourgeois ou une entreprise luxembourgeoise qui rencontre de tels problèmes pourra s'adresser à son centre SOLVIT national qui interviendra de façon informelle auprès du centre SOLVIT de l'Etat membre en question afin de trouver une solution extrajudiciaire. De même, un citoyen ou une entreprise originaire d'un autre Etat membre qui se heurte à des problèmes de mauvaise application des règles du marché intérieur au Luxembourg pourra contacter son centre SOLVIT national qui, à son tour, interviendra auprès du centre SOLVIT luxembourgeois.

Les avantages du système SOLVIT sont surtout son caractère extrajudiciaire, son informalité, sa rapidité (les centres SOLVIT s'efforceront de résoudre les problèmes endéans les 10 semaines qui suivent l'entrée du cas dans la base de données) et sa gratuité. L'objectif à moyen et à long terme du système est la réduction des infractions relatives au marché intérieur et le renforcement de la confiance des citoyens et des entreprises envers le marché intérieur.

Il est néanmoins évident que le système SOLVIT ne pourra pas traiter tous les problèmes de mauvaise application du droit communautaire relatif au marché intérieur. La Commission reste le gardien des traités et continuera à poursuivre les cas d'infraction de nature juridique plus complexe de la manière classique. De même, l'approche informelle du système SOLVIT ne pourra pas être utilisée dans le cas de figure où:

- une procédure judiciaire est déjà engagée
- en vertu de la législation nationale, il y a lieu de respecter certains délais afin de garantir vos droits
- le problème se pose entre deux entreprises ou entre un consommateur et une entreprise.

En date du 1er juin 2003 (SOLVIT a été officiellement lancé en juillet 2002), 11 cas ont été introduits contre le Luxembourg, à savoir quatre par le centre SOLVIT des Pays-Bas, quatre par le centre SOLVIT allemand, un par le centre SOLVIT belge, un par le centre SOLVIT italien et un par le centre SOLVIT portugais. Six cas ont été résolus, cinq sont en cours de résolution.

Un certain nombre de plaintes ont aussi été portées à l'attention du centre SOLVIT luxembourgeois; aucune n'a cependant pu être considérée comme tombant dans le rayon d'action de SOLVIT.

Le niveau de coopération des administrations luxembourgeoises avec le centre SOLVIT luxembourgeois peut être qualifiée d'excellent; ainsi, tous les cas introduits contre le Luxembourg ont pu être résolus (et ceci endéans le délai recommandé) ou sont en cours de résolution grâce à la coopération des administrations concernées.

Les organismes et instances luxembourgeoises et communautaires qui sont traditionnellement saisis par des problèmes relevant du fonctionnement du marché intérieur ont été informés de l'existence du réseau SOLVIT au moyen de matériel promotionnel prévu à cet effet. C'est par le biais de ces créneaux que le centre SOLVIT luxembourgeois a été saisi de plusieurs plaintes.

Le Luxembourg soutient pleinement la mise en place de mécanismes du type «SOLVIT», en ce qu'ils constituent un moyen supplémentaire et, dans certains cas, complémentaire aux procédures classiques de résolution des problèmes relatifs à l'application du droit communautaire, pour permettre aux citoyens et aux entreprises luxembourgeoises de faire face à des problèmes de mise en oeuvre pratique du marché intérieur.

Question 2178 (8.5.2003) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant les modifications en matière de TVA pour des sociétés actives dans le domaine de l'e-commerce:

D'après un article publié dans l'édition du „Luxemburger Wort" du 8 courant, un certain nombre de modifications en matière de TVA seraient nécessaires afin d'assurer l'établissement au Luxembourg du centre européen d'activités de la société américaine AOL Time Warner, et au-delà afin d'assurer l'attrait du site Luxembourg pour des sociétés actives dans le domaine de l'e-commerce.

A cet égard M. le Ministre pourrait-il m'éclairer:

- Sur la teneur exacte des modifications à apporter en matière de TVA?
- Sur les conséquences de ces modifications au niveau de notre système d'imposition indirecte respectivement sur l'impact économique prévu de ces modifications?

Ce même article mentionnait par ailleurs qu'une implantation de la société AOL Time Warner n'aurait pas un impact sensible en matière de création d'emplois.

Dès lors M. le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- Ce que le Gouvernement s'attend de l'établissement d'AOL au Luxembourg en termes d'emplois créés?
- Si une estimation a été effectuée quant au nombre d'emplois qu'un développement du secteur de l'e-commerce pourrait créer au Luxembourg, et dans l'affirmative me communiquer ces données?

Réponse (12.6.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances:*

Au 1er juillet 2003 devra être transposée la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Cette directive a essentiellement pour objet d'assurer la taxation à la TVA des opérations relevant du commerce électronique fournies par des opérateurs établis dans des pays tiers à des consommateurs établis dans l'Union européenne, ce que les règles actuellement applicables ne permettent pas. En ce qui concerne plus particulièrement les transactions B2C, un opérateur d'un pays tiers se trouve partant placé devant le choix, soit de devoir s'immatriculer dans chaque pays de consommation effective, soit de se conformer dans un seul Etat membre au nouveau régime spécial mis en place par la directive, soit de créer dans la Communauté européenne un établissement stable à partir duquel les services à caractère intracommunautaire sont prestés suivant les règles de localisation actuelles.

En ce qui concerne les modifications qui devront être apportées à la loi TVA avec effet au 1er juillet 2003 et les conséquences de ces modifications au niveau de notre système d'imposition indirecte, je me permets de renvoyer l'honorable député au projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, projet déposé à la Chambre des Députés le 24 avril 2003 (document parlementaire N°5122). Il est par ailleurs proposé, dans le cadre d'un projet de règlement grand-ducal en instance, de faire bénéficier du régime trimestriel de déclaration et de paiement de la TVA les opérateurs établis au Luxembourg et qui effectueront des services fournis par voie électronique, afin d'assurer que ces opérateurs ne soient pas désavantagés à cet égard par rapport à des opérateurs établis dans des pays tiers ayant opté pour le prédit régime spécial prévu par la directive 2002/38/CE.

Cette nouvelle donnée européenne a amené des opérateurs de pays tiers à revoir leurs stratégies. La société «AOL Time Warner» a analysé les différents sites européens en vue de s'établir dans la Communauté européenne. Compte tenu de la qualité des infrastructures de télécommunication, de la disponibilité d'un personnel qualifié multilingue, de l'environnement favorable en matière de fiscalité indirecte et de la réactivité des administrations nationales, elle a décidé de s'établir au Luxembourg.

Dans le cadre des récentes discussions parlementaires sur la situation économique, sociale et financière du pays, il a été dûment souligné que les emplois créés dans le secteur des services électroniques se prêtent, de par leur nature, mal à une évaluation purement quantitative, mais qu'ils se distinguent, au contraire, par leur haute valeur ajoutée qui en résulte dans l'intérêt d'un secteur-clé de l'économie nationale. A souligner finalement, qu'il n'appartient pas au Gouvernement de conditionner le choix d'implantation d'une société étrangère en termes d'exigences d'emploi, mais de veiller au respect par celle-ci des prescriptions imposées par la législation nationale.

Question 2180 (9.5.2003) de M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)* concernant le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg:

Un article paru aujourd'hui au „Lëtzebuerger Land" fait état d'une procédure d'infraction que la Commission européenne a engagée à l'encontre des autorités luxembourgeoises concernant une réglementation qui fixe les critères d'agrément pour dispenser une formation complémentaire de l'instruction préparatoire au permis de conduire - formation dispensée au Luxembourg exclusivement par le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg qui est donc en situation de monopole. Dans la réponse du Commissaire européen Frits Bolkenstein à une question parlementaire y afférente, celui-ci explique que la Commission est en train „d'évaluer le caractère nécessaire et justifié des normes applicables" définies par le règlement grand-ducal du 8 mai 1999. L'auteur de l'article paru au „Lëtzebuerger Land" écrit même que la réglementation ''fut écrite sur mesure pour le CFC de Colmar-Berg". Depuis, la position privilégiée du CFC s'est vue renforcée par l'obligation de participer aux cours du CFC pour les candidats au permis de conduire et aux conducteurs ayant perdu six points sur leurs permis (formations „post-permis").

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir:

- Si M. le Ministre juge que les critères d'agrément pour pouvoir exploiter un centre de formation de conduite sont justifiés ou plutôt de nature à exclure d'office toute concurrence.
- Est-ce qu'il juge probable que la Commission adressera au Gouvernement luxembourgeois un avis motivé pour infraction à la liberté d'établissement (art. 43 du traité CE)? Dans l'affirmative, quelles mesures M. le Ministre envisage-t-il pour mettre fin à cette situation?
- Si M. le Ministre considère qu'en effet les modalités du permis à points sont de nature à renforcer la situation privilégiée du CFC.
- Si M. le Ministre entend reconsidérer les critiques exprimées lors des discussions autour du permis à points concernant l'approche et la situation de monopole du Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg.

Réponse (10.6.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable député se réfère à un article de presse paru le 9 mai 2003 pour demander des éclaircissements sur une procédure d'infraction que la Commission européenne aurait engagée à l'encontre des autorités luxembourgeoises en relation avec la formation complémentaire de l'instruction préparatoire au permis de conduire dispensée au Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg.

D'emblée, il y a lieu de rappeler les préoccupations de sécurité routière qui avaient à l'époque motivé le Gouvernement luxembourgeois à définir un nouveau concept de formation pour les jeunes conducteurs particulièrement exposés au risque d'accident et à introduire une formation post-permis pour laquelle avait été créé un centre de formation répondant à des normes sévères de sécurité et d'assurance qualité.

Le concept retenu pour la formation complémentaire s'est inspiré du modèle mis au point par la société autrichienne Test & Training, filiale de l'Automobile Club d'Autriche (ÖAMTC), qui pouvait déjà à l'époque se prévaloir d'une expérience plus que décennale dans ce domaine.

Ceci a conduit à définir des conditions précises sur le plan pédagogique et d'organisation pratique des cours. Les critères retenus pour concevoir les exigences infrastructurelles correspondent au standard des centres modernes de ce type dont un certain nombre existent en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie.

La détermination des exigences relatives à l'infrastructure a été entreprise avec le même soin que celui qui a décidé de la définition des matières reprises dans le cadre des cours de la formation. Ces critères sont reflétés dans le règlement grand-ducal du 8 mai 1999 relatif aux matières de la formation complémentaire de l'instruction préparatoire au permis de conduire ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cette formation.

Il n'est pas non plus sans intérêt de relever le suivi attentif que la Commission européenne, en particulier par l'intermédiaire de ses services de la DGTREN, a réservé au projet de Colmar-Berg, le Centre de Formation ayant itérativement été mis en valeur comme modèle pour d'autres projets du genre dans le cadre de visites du site organisées par les services de la Commission ou ayant eu lieu en leur présence. Le projet a d'ailleurs bénéficié d'un soutien financier communautaire au moment de sa réalisation.

Il s'ensuit que les critères d'exploitation d'un centre de formation trouvent leur bien-fondé dans les considérations ci-avant et ne sont pas de nature à exclure la concurrence.

Par sa mise en demeure du 19 septembre 2000, la Commission européenne a soulevé la question de la compatibilité de certaines dispositions du règlement grand-ducal du 8 mai 1999 précité avec le principe de la liberté d'établissement consacré par l'article 43 du traité CE.

Dans le cadre des observations que le Ministère des Transports a notifiées à la Commission il s'est déclaré d'accord pour porter au

texte réglementaire en question les amendements nécessaires en vue d'un allégement des critères auxquels doivent répondre la formation et les infrastructures dont question, notamment en matière de configuration et de dimensions des pistes. Les textes légaux afférents sont en instance de préparation.

Quant aux cours de formation prévus par la législation sur le permis à points, ils doivent répondre aux modalités reprises au chapitre III du règlement grand-ducal du 8 mai 1999 précité.

Les cours en question sont dispensés par le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg pour être à ce stade le seul établissement conforme aux exigences légales pré-mentionnées.

Question 2182 (12.5.2003) de M. Jeannot Krecké *(LSAP)* concernant l'évaluation du revenu cadastral bâti:

Suite aux mesures introduites par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, l'obtention d'une réduction des taxes d'enregistrement n'est plus liée à l'évaluation du revenu cadastral bâti (ou classe cadastrale). Or, il me revient que les fonctionnaires de l'Administration du Cadastre et de la Topographie seraient toujours et encore obligés à procéder à ces évaluations qui exigent un investissement de temps considérable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-il vrai que les fonctionnaires de l'Administration du Cadastre et de la Topographie continuent à évaluer la classe cadastrale?
- Dans l'affirmative, et eu égard aux considérations développées ci-avant, pour quelles raisons l'administration continue-t-elle de procéder à l'évaluation du revenu cadastral bâti?

Réponse (13.6.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'Administration du Cadastre et de la Topographie me confirme qu'elle continue, en effet, à évaluer et à saisir la classe cadastrale des immeubles bâtis. Celle évaluation est effectuée au même moment que le relevé de la construction en soi, nécessaire à la mise à jour du plan cadastral, de sorte que, contrairement à ce qui est affirmé dans la question parlementaire, la surcharge de travail en résultant pour les agents de l'administration ne serait pas à considérer comme considérable.

Les informations actuelles sur la classe cadastrale couvrent de manière homogène tout le territoire national et fournissent une information objective sur le volume de chaque construction et sa localisation. Même après l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, il ne me semble pour le moment pas exclu que ces données, établies d'après les critères d'évaluation actuels ou éventuellement à adapter, puissent revêtir à terme d'une utilité, aussi bien dans le cadre de l'évaluation statistique des mesures décidées en matière de politique du logement, que dans celui de la fiscalité immobilière.

A un moment où un suivi statistique renforcé du bâti est considéré comme indispensable, le moment n'est pas venu pour se défaire à la hâte de l'instrument de la classe cadastrale.

Question 2184 (14.5.2003) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant le travail d'étudiant dans les administrations de l'Etat:

De nombreuses entreprises et établissements occupent pendant les vacances d'été des étudiants. Cette pratique permet aux employeurs d'assurer les remplacements qui s'imposent durant les congés de leurs salariés et donne aux étudiants la possibilité de se familiariser avec les réalités du monde du travail.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre dans quelle mesure les administrations de l'Etat offrent des emplois vacances aux étudiants.

Quelles sont le cas échéant les démarches que doivent suivre les candidats?

Selon quels critères se fait la sélection?

Combien d'étudiants ont été occupés pendant les vacances 2002 et dans quelles administrations?

Réponse (17.6.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 14 mai 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo voudrait savoir dans quelle mesure les administrations de l'Etat offrent des emplois aux étudiants pendant les périodes de vacances, quelles sont les démarches à suivre par les candidats, quels sont les critères de sélection, quel est le nombre d'étudiants occupés pendant les vacances au cours de l'année 2002 et dans quelles administrations.

Les départements ministériels et les administrations de l'Etat engagent des étudiants pendant les vacances scolaires selon leurs besoins et selon leurs nécessités de service.

Les candidats à ces emplois envoient leurs demandes aux ministères ou administrations qui les intéressent. La gestion de ces demandes n'est pas centralisée au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative. La sélection des candidats relève de l'appréciation de chaque chef d'administration. Les critères ne sont pas prédéterminés.

En 2002, le secteur public étatique a occupé 633 étudiants répartis sur pratiquement tous les services et administrations de l'Etat. Il est à noter que la plupart de ces étudiants étaient affectés à l'Administration gouvernementale et aux administrations du secteur culturel ou touristique.

Question 2185 (14.5.2003) de M. Patrick Santer *(CSV)* concernant la prise en charge de certains actes prodigués à domicile:

Les personnes accusant de sérieux problèmes de cataracte oculaire et nécessitant partant l'assistance journalière d'un infirmier aux fins de se faire administrer des gouttes oculaires indispensables à leur état de santé se voient refuser la prise en charge d'une telle aide et assistance tant par l'assurance maladie que par l'assurance dépendance. A noter qu'en principe ces personnes nécessitent plus d'une intervention journalière de ce type. Actuellement, une telle intervention est facturée 10,50 euros à raison de deux prestations quotidiennes ce qui revient à environ 315 euros par mois entièrement supportés par le patient.

L'absence de prise en charge me parait en l'espèce dénuée de sens lorsqu'on sait que les services prestés par exemple dans le cadre de changements de pansements sont remboursés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

S'il est disposé à œuvrer en faveur de la reconnaissance des actes susmentionnés par l'Union des Caisses de Maladie (UCM) de manière à ce que les caisses de maladie contribuent à l'avenir au coût de telles interventions?

Réponse (28.5.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question soulevée par l'honorable député a déjà fait l'objet de discussions au sein de la Commission consultative en matière d'assurance dépendance en 2001. Suite à ces discussions, le problème fut soumis pour examen et avis le 19 décembre 2001 à M. le Président de la Commission de nomenclature prévue à l'article 65 du code des assurances sociales.

Celui-ci, dans sa réponse du 31 décembre 2001, remarque que le règlement grand-ducal du 21 janvier 2001 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier et surtout l'annexe de ce règlement énumérant les attributions de l'infirmier cite l'instillation de gouttes oculaires sous 2.1.3, 2e tiret: «application de pommades, gouttes, collyre».

D'après l'avis du Président de la Commission de nomenclature, les gouttes oculaires ou collyres ne demandent pas de préparation en vue de l'administration, si ce n'est le contrôle de la date de péremption. L'instillation de gouttes oculaires serait donc comparable à l'administration simple d'un comprimé pris dans un flacon ou dans un blister, sans autre préparation. Par conséquent, il ne juge pas opportun de créer une position spécifique dans la nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie.

Question 2187 (16.5.2003) de M. Jos Scheuer *(LSAP)* concernant le contrôle de l'évolution du cheptel des mouflons:

Depuis quelques années la problématique de la présence sur le territoire du Luxembourg d'une espèce animale non autochtone, le mouflon, est connue. En effet, ce gibier, qui a fait l'objet, d'un côté d'une introduction volontaire dans le milieu naturel luxembourgeois en 1970 et de l'autre côté de lâchers illégaux au cours des dernières années sur le territoire du canton d'Echternach, pose toujours un certain nombre de problèmes. La densité de la population de mouflons est devenue telle que des animaux, dont des troupeaux de 80 têtes et plus ont pu être observés, causent des dégâts considérables aux cultures sylvicoles et agricoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de têtes du «cheptel» de mouflons escomptés sur le territoire du Luxembourg et en particulier dans le canton d'Echternach? Ce nombre a-t-il de nouveau augmenté?
2) Diverses mesures ont été mises en œuvre pendant les dernières années cynégétiques pour réduire le cheptel. Quel a été le succès de ces mesures dans les régions en cause?
3) Sachant que le Conseil supérieur de la Chasse avait proposé une ligne de conduite rigoureuse concernant notamment le support des dégâts par les seuls locataires de la chasse, l'introduction de peines pour les lâchers illégaux, la possibilité d'organiser des chasses de police par l'administration chargée de la gestion de la chasse, (Réponse du Ministre de l'Environnement à ma question No 1110 du 27 juin 2001) je voudrais être informé sur la mise en œuvre de ces mesures.
4) Quelles sont la nature et l'envergure des dégâts causés aux plantations par des mouflons et notifiés aux autorités compétentes? Quel est le nombre de plaintes déposées pour cause de dégâts?
5) Qu'en est-il de l'état sanitaire des mouflons (présence du virus BVD, déformation des sabots)?
6) Etant donné que les mouflons sont également susceptibles d'être à l'origine de problèmes sanitaires graves tels que la transmission de la tuberculose aux animaux domestiques, je voudrais savoir si un contrôle sanitaire adéquat est exercé dans les réglons où il y a promiscuité entre les mouflons et les animaux domestiques (bétail, brebis,...)
7) Quelle est la ligne de conduite que les autorités politiques se proposent de suivre dans les années à venir afin de contrôler l'évolution de l'espèce ou d'aboutir même à l'anéantissement du cheptel tel qu'il avait été annoncé en 1991? (Réponse à la question No 167 du 24 décembre 1991 de l'honorable député Monsieur Lucien Weiler).

Réponse (17.6.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire sus-mentionnée, je suis en mesure de vous fournir les éléments suivants:

Ad 1: Le nombre de têtes du cheptel de mouflons escomptés sur le territoire du Luxembourg peut être estimé à environ 200 animaux. La répartition du cheptel est la suivante:

- Région d'Echternach: +/- 120 têtes
- Région de Hosingen: +/- 20 têtes
- Région de la Haute-Sûre: +/- 60 têtes

En comparant les observations de plusieurs personnes, on peut constater une stabilisation voire stagnation de la population, due à une pression de chasse accrue.

Ad 2: Au vu des résultats de chasse de l'année cynégétique 2001/02, vis-à-vis de l'année cynégétique 2000/01, on devra convenir que les mesures mises en œuvre pour réduire le cheptel de mouflons ont été couronnées d'un succès certain:

Région:	Echternach	Hosingen	Haute-Sûre	Total
Mouflons tirés:				
2000/01	28	6	30	64
dont mâles	14	4	15	33
femelles	7	1	9	17
agneaux	7	1	6	14
2001/02	60	30	35	125
dont mâles	30	23	22	53
femelles	24	15	16	55
agneaux	6	3	8	17

Le tir de mouflons a donc été doublé d'une année cynégétique à l'autre.

Ad 3: Le Ministre de l'Environnement vient de décider que la loi sur la chasse pourra subir certaines modifications ponctuelles en vue de l'adapter aux besoins actuels. Les mesures proposées par le Conseil Supérieur de la Chasse seront donc incluses dans un avant-projet de loi concernant la modification de la loi sur la chasse.

Ad 4: Dans la région d'Echternach des dégâts ont été déclarés en 2002 dans des cultures de maïs, de colza, de pommes de terres et de blé, le tout sur environ 2,5 ha.

En 2002, il y a eu 5 plaintes individuelles et une plainte collective des agriculteurs d'Osweiler.

En forêt, des dégâts assez importants causés par le mouflon ont été constatés dans des pessières et des frênaies.

Ad 5: Selon les informations de l'administration des services vétérinaires le mouflon ne constitue pas un important réservoir du virus B.V.D. En ce qui concerne la déformation des sabots, un nombre important de tels cas a été observé dans la population de la Haute-Sûre.

Ad 6: En application de la réglementation relative aux problèmes sanitaires et à la police sanitaire du gibier sauvage, tout gibier sauvage abattu est à soumettre à une inspection post mortem à effectuer par un vétérinaire agréé. La viande de gibier sauvage - trouvée lors de cette inspection indemne de toute anomalie et surtout indemne de maladie contagieuse pour l'homme et pour d'autres animaux - est déclarée apte à la consommation humaine par l'apposition sur la carcasse d'une marque de salubrité spécifique.

Ad 7: Voir point 3.

Question 2188 (16.5.2003) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'attestation de l'incapacité de travail par le contrôle médical:

Den 10. am Heemount 2002 huet d'Volleksvertriederkummer e Gesetz iwwert d'"incapacité de travail" an d'"réinsertion professionnelle" gutt geheescht. Dëst Gesetz huet eng wichteg Neierung am „code des assurances sociales" mat sech bruecht. Am Artikel 14 vum „code" ass en zweeten Abschnitt bäikomm, deen en Zäitraum vu maximal véier Méint virgesäit bannent deem d'Krankekeess de Versécherten, deem eng Aarbechtsonfähegkeet bescheinegt gouf, vun der medizinescher Kontroll vun der Sozialversécherung ënnersiche loosse muss. Bei däser Kontroll gëtt festgestallt ob d'Aarbechtsonfähegkeet unhale wäert.

Bal ee Joer nodeems dës Neiregelung gestëmmt gouf, stelle sech iwwert d'Ëmsetzung eng Rei Froen:

1. Stinn dem „contrôle médical" genuch Dokteren zur Verfügung fir all Fäll vun Aarbechtsonfähegkeet bannent dem legalen Délai vu maximal véier Méint kënnen ze ënnersichen a wéivill sinn et?
2. Sinn dës Doktere just Generalisten oder befanne sech an hire Reien och déi néideg Spezialisten - a wa jo, wat fir eng - fir déi verschidde Forme vun Aarbechtsonfähegkeet als Experte kompetent beurteelen ze kënnen?
3. Gëtt et am Service vum „contrôle medical" och Aarbechtsmedeziner?

4. Huelen/Mussen dës Kontrolldokteren u berufleche Weiderbildungsléiergäng deel/huelen?
5. Am Fall wou eng ënnerschiddlech Aschätzung tëscht dem „contrôle médical“ an dem Dokter vum Versécherten iwwert dësem seng Aarbechtsonfähegkeet besteet, huet de „contrôle médical“ dann d’Méiglechkeet de Betraffenen zur ofschléissender Beurteelung direkt bei e Spezialist weiderzeschécken oder muss dat am Kader vun engem Recours beschloss ginn?
6. Wier et net méi sënnvoll, an e Gewënn un Zäit, wann am Zweifelsfall de „contrôle médical“ respektiv déi zouständeg Kontrollkommissioun vu vir eran e Spezialist géif mat erunzéien, fir schonns am Virfeld e méi kloert Krankebild kënnen duerzeleeën an esou och eng Rei laangwiereg an deier Recourse kéint evitéieren?

Réponse (6.6.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. D’Gesetz vum 25. am Heemount 2002 iwwert d’Aarbechtsonfähegkeet an de rufflech Aglidderung huet am „contrôle médical“ dräi weider Poste fir Doktere geschaf. Den Aussoe vum Direkter no ginn dës zousätzlech Posten duer, fir d’Délaie vu véier Méint ze respektéieren.
2. Aus dëser Fro kéint een erausliesen, dass d’Generaliste manner si wéi déi spezialiséiert Dokteren. Elo ass et awer esou, dass haut d’“médecine générale“ genau sou eng Spezialitéit ass wéi all aner medizinesch Spezialitéit. Dobäi muss och gesot ginn, datt d’Kadersgesetz vum „contrôle médical“ vu „médecins-conseils“ schwätzt a keng Referenz op iergendwellech Spezialitéit mécht. Bis elo jiddefalls haten d’Dokteren aus där Verwaltung nach ëmmer déi néideg Kompetenz, fir hir gesetzlech Aufgab ze erfëllen.
3. Jo, et muss een awer festhalen, datt d’Aufgab vum „contrôle médical“ an der Rumm vum Gesetz vum 25. am Heemount 2002 eng aner ass wéi déi vum Aarbechtsmediziner.
4. D’Kontrolldokteren huele regelméisseg u berufleche Weiderbildungsléiergäng deel.
5. D’Kontrolldokteren aus dem „contrôle médical“ kënnen, am Kader vun deenen am Budget festgehalene Suen, zu jiddfer Zäit extern medizinesch Expertisë froen.
6. D’Spezifizitéit vum Kontrolldokter ass et, Aarbechtsonfähegkeet oder Aarbechtsfähegkeet festzestellen, an dat op Basis vu medizineschen Donnéeën, déi hie vun dem Versecherte sengem Dokter kritt. De Kontrolldokter hëlt net vu sech aus eng diagnostesch oder therapeutesch Initiativ, mä mécht eng Synthees vun engem Dossier. All Dokter, dee säin Ofschlossdiplom huet, huet eng Formatioun iwwert d’Gesamtmedizin kritt an ass capabel, en Dossier vun engem Kranken ze beurteelen. Dat ass och selbstverständlech de Fall fir sämtlech Kontrolldokteren. Dozou kënnt, datt de Kontrolldokter, fir en Dossier am Sënn vun der Sozialgesetzgebung korrekt beurteelen ze kënnen, och ganz genau iwwert déi Gesetzgebung Bescheed wësse muss.

Question 2192 (21.5.2003) de M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*) concernant la transposition de la directive relative aux produits de cacao et de chocolat:

La Directive 2000/36/EC, «relative aux produits de cacao et de chocolat destinés à l’alimentation humaine» doit être transposée par les Etats membres pour le 3 août 2003. Dans ce contexte, je voudrais être informé:

- Sur l’état d’avancement du processus de transposition. Existe-t-il déjà un avant-projet?
- Sur le calendrier prévu de la transposition et notamment sur la date du dépôt à la Chambre des Députés.

Réponse (19.6.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La transposition de la directive 2000/36 se fera par voie de règlement grand-ducal sur base de la loi modifiée de 1953 sur les denrées alimentaires. Dès lors il n’y aura pas de dépôt de projet de loi à la Chambre.

Suite aux avis des Chambres de Commerce et des Métiers qui me sont parvenus, je viens de saisir le Conseil de gouvernement d’un projet de règlement destiné à transposer la directive.

Cette transposition se fera dans les délais fixés par la directive.

Question 2200 (22.5.2003) de M. Jean-Marie Halsdorf (*CSV*) concernant l’inaptitude du travailleur à occuper un poste de travail:

La loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail stipule en son article 22 que «lorsque le médecin du travail constate l’inaptitude du travailleur à occuper un poste de travail, il devra en informer le travailleur et l’employeur par lettre recommandée, indiquant les voies et délais de recours. Sauf dans les cas où le maintien du salarié à son poste de travail entraîne un danger immédiat pour la santé ou la sécurité du travailleur ou celles de tiers, le médecin du travail ne peut constater l’inaptitude du salarié à son poste de travail qu’après une étude de ce poste et des conditions de travail et, le cas échéant, un réexamen du travailleur après deux semaines».

J’aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Combien d’inaptitudes ont été prononcées au cours des cinq dernières années par les différents services de santé au travail? Combien d’études de postes respectivement d’études des conditions de travail ont été réalisées pendant cette période?
2) Combien de demandes en réexamen ont été introduites par des employeurs respectivement des travailleurs concernés auprès de la division de la santé au travail du Ministère de la Santé? Quelles en furent les conséquences pour les salariés respectivement les employeurs? Y en existe-t-il des jurisprudences en matière des assurances sociales?
3) Est-ce que ces études de postes respectivement des conditions de travail sont réalisées également dans le cadre de la nouvelle loi sur l’incapacité de travail et la réinsertion professionnelle par les différents services de santé au travail notamment lors de l’examen des possibilités d’un reclassement interne vers un nouveau poste de travail adapté? Quel en est le rôle des médecins inspecteurs du travail de la division de la santé au travail?
4) Est-ce qu’il est envisagé par Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale d’élaborer des instructions relatives à l’application de l’article 22 de la loi modifiée du 17 juin 1994 pour les différents services de santé au travail?

Réponse (13.06.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il résulte des rapports d’activité reçus par la division de la santé au travail que les sept services de santé au travail déclarent annuellement entre 150 et 180 travailleurs inaptes à leur poste de travail lors d’un examen périodique. Un nombre équivalent d’études de postes de travail (± 150 études) est réalisé. Le nombre d’études des conditions de travail se situe entre 80 et 120 par an.

Très peu de demandes en réexamen ont été introduites au cours des cinq dernières années. En moyenne moins de 5% de travailleurs déclarés inaptes introduisent une demande de recours auprès de la division de la santé au travail. La division de la santé au travail a confirmé la décision d’inaptitude prise par le médecin du travail dans 40% des cas. Très peu de décisions de la division de la santé au travail ont été contestées devant le Conseil Arbitral des Assurances Sociales (8 cas depuis 1995).

Dans le cadre de la nouvelle loi du 25 juillet 2002 sur l’incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, des études de postes sont réalisées par les médecins du travail compétents; ces médecins évaluent les capacités résiduelles des travailleurs ainsi que les possibilités de réinsertion sur un nouveau poste de l’entreprise dès qu’ils sont saisis du dossier, suite aux décisions des médecins du Contrôle médical de la Sécurité sociale, c’est-à-dire en cas de refus de rente d’invalidité.

Dans le cadre de la législation susmentionnée les médecins inspecteurs du travail de la division de la santé au travail sont impliqués à plusieurs niveaux: le médecin chef de division de la santé au travail fait partie de la commission mixte instaurée en vertu de la nouvelle loi précitée. Les deux médecins chefs de service de la division de la santé au travail collaborent aux enquêtes effectuées sur demande de la commission mixte et donnent leur avis pour ce qui est des possibilités de réinsertion des travailleurs dans l’entreprise.

Afin de faciliter la tâche des médecins du travail des différents services de santé au travail, la Direction de la Santé, division de la santé au travail, a élaboré depuis la mise en place de la législation en matière d’incapacité de travail et de réinsertion professionnelle cinq instructions différentes, notamment une instruction présentant un formulaire pour faire parvenir les conclusions médicales et techniques du travailleur déclaré inapte et une instruction obligeant le médecin du travail à avertir l’employeur qu’une procédure de saisine de la commission mixte est en cours.

Question 2201 (22.5.2003) de M. Lucien Lux (*LSAP*) concernant le statut et les attributions des aides socio-familiales:

La problématique relative au statut et aux attributions des aides socio-familiales est connue depuis longtemps. Selon mes informations, les attributions de l’aide socio-familiale ne sont pas clairement définies, de sorte que les personnes concernées exercent des fonctions largement différentes selon l’institution dans laquelle elles travaillent. Par ailleurs, la seule possibilité pour entamer la formation telle que définie au règlement ministériel du 10 octobre 1996 instituant une formation aux fonctions d’aide socio-familiale est celle dispensée en cours d’emploi.

Lors de son assemblée générale, «l’Association luxembourgeoise des aides socio-familiales» a rappelé à nouveau qu’une définition du statut des personnes concernées s’avère de plus en plus indispensable pour l’exécution de ses missions. Par ailleurs, l’association a critiqué le manque d’intérêt du Ministère de la Famille à ce sujet, ainsi que le non-respect des promesses tenues.

Dans ce contexte, j’aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre peut m’informer sur le développement au niveau des négociations avec le corps des aides familiales ?
- Quelles seront précisément les attributions des aides socio-familiales et notamment dans le domaine des soins reconnus par l’assurance dépendance?
- Dans quels délais le Gouvernement entend-il régler le statut de ces personnes ?
- Est-ce que Madame la Ministre envisage la possibilité d’une formation qui ne sera pas uniquement dispensée en cours d’emploi, avec reconnaissance d’un diplôme?

Réponse (18.6.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:*

L’«Association luxembourgeoise des aides socio-familiales» a été créée le 18 février 2003 en présence de trois représentants du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Entre-temps ses représentantes élues ont été reçues trois fois par les services compétents de mon ministère et deux déléguées de cette association font partie de la commission de formation aux fonctions d’aide socio-familiale prévue à l’article 9 du règlement grand-ducal du 21 mai instituant une formation aux fonctions d’aide socio-familiale.

Cette commission a d’ailleurs, dans sa séance du 12 novembre 2002, approuvé un document relatif aux tâches de l’aide socio-familiale.

En outre certains de ces actes sont remboursés aux organismes gestionnaires par l’Union des Caisses de Maladie - branche Assurance Dépendance, en référence au règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 fixant les modalités de la détermination de la dépendance (hygiène aide minimale et partielle; hygiène buccale; soins barbe, peau; lavage cheveux; nutrition; mobilité; tâches domestiques…).

Le statut et la carrière des aides socio-familiales sont réglés par les conventions collectives SAS respectivement celle des ouvriers de l’Etat.

Près de 350 personnes ont terminé avec succès la formation de l’aide socio-familiale que le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse organise conjointement avec le Ministère de l’Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Actuellement cette formation est suivie par 263 stagiaires, répartis sur 11 cours.

Le Ministère de l’Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports envisage d’ailleurs de créer pour les détenteurs de ce certificat des passerelles vers d’autres formations dont l’auxiliaire économe et l’aide soignante.

Jusqu’ici l’«Association des aides socio-familiales» n’a pas demandé de changement au niveau de l’organisation de cette formation qui s’adresse particulièrement aux personnes déjà salariées dans des institutions oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Il n’est donc pas envisagé à ce stade d’organiser cette formation dans le cadre de la formation initiale.

Question 2230 (19.6.2003) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les virements bancaires:

Hei zu Lëtzebuerg waren d’Iwwerweisunge bis elo gratis. Ab dem 1. Juli ass deem net méi esou. En EU-Reglement zwéngt d’Banken, mam Argument vun enger sougenannter „Harmoniséierung“ vun den Iwwerweisungskäschten am EU-Bannemaart, fir Iwwerweisungen an Euro bannent der Unioun dat selwecht ze froen ewéi am EU-Memberstat an deem se etabléiert sinn. Hei am Land hätt dat eigentlech dozou féiere missen, datt och déi international Iwwerweisunge bannent der Unioun hätte misse gratis ginn. De Contraire ass agetratt. All Facture déi mat Virement hei am Land bezuelt gëtt, all Transfert dee per Virement virgeholl gëtt, gëtt entspriechend méi deier.

Dës Décisioun schäerft de Bléck fir aner Praktiken am Lëtzebuerger Bankesecteur, déi de Client schiedegen. Am Géigesaz zum Ausland - z.B. Däitschland - leien hei Deeg tëschent engem Geld-Mouvement an deem Datum, un deem déi entspriechend d’Zomm guttgeschriwwe gëtt. Wann eng Zomm vun engem Konto ofgeet, gëtt se e puer Deeg éischter ofgeschriwwen, wann eng Zomm op e Konto geet, gëtt se réischt Deeg, alt eng Woch, méi spéit guttgeschriwwen. Op dës Manéier gëtt de Client ëm Zënserdréig geschiedegt an d’Bank schafft dës Zäit nawell mat sengem Geld. Heiansdo si souguer Débiteurszënse fälleg, well de Client net mat dëser Praktik gerechent hat.

Menges Wëssens ass am noen Ausland dës Lëtzebuerger Praktik net legal. De Client vun enger Bank muss zu all Moment iwwert säi Geld verfüge kënnen. Dat heescht et muss den Dag vun der entspriechender Operatioun och guttgeschriwwe ginn.

Dofir dës Froen:

1) Muss oder kann, mat der Aféierung vum käschteflichtegen nationale Virement, net déi genannte Praktik vun eise Banken iwwerpréift ginn?
2) Ass de Banken hir Gewunnecht, d’Gelder vun engem Client währed engem kuerzen Zäitraum ze konfiskéieren, iwwerhaapt legal?
3) Misst oder kéint eist nationaalt Parlament hei net gesetzlech aschreiden?

Réponse (26.6.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Déi Praxis vun der sougenannter «date-valeur» bezitt sech net, wéi den honorabelen Deputéierte mengt, op den Datum op deem eng Bankoperatioun verbucht gëtt, mee nëmmen op den Datum, vun deem un respektiv bis deen d’Zënse lafen.

Et ass also nët esou, datt eng Abezuelung op ee Kont eréischt no e puer Deeg guttgeschriwwe gëtt. De Client kann direkt iwwert säi Geld verfügen, et gëtt keen Ament vun der Bank «konfiskéiert », mee et dréit eréischt no e puer Deeg Zënsen. Dat léisst sech domat erklären, datt d’Bank Zäit brauch, fir dat Geld ze placéieren a selwer Zënsen drop ze verdéngen. Ëmgedréit geet et, wann ee Geld vum Kont ewech hëlt. Da kritt ee fir déi lescht puer Deeg keng Zënsen, well d’Bank ee Placement huet mussen opléisen.

Déi europäesch Kommissioun huet schonn ugedeit, datt och déi Praxis vun der «date valeur» soll ënnersicht an eventuell vu Bréissel harmoniséiert ginn.